



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

HARVARD LAW LIBRARY



3 2044 097 749 584

1.16

Ed. (Mar. 1908.



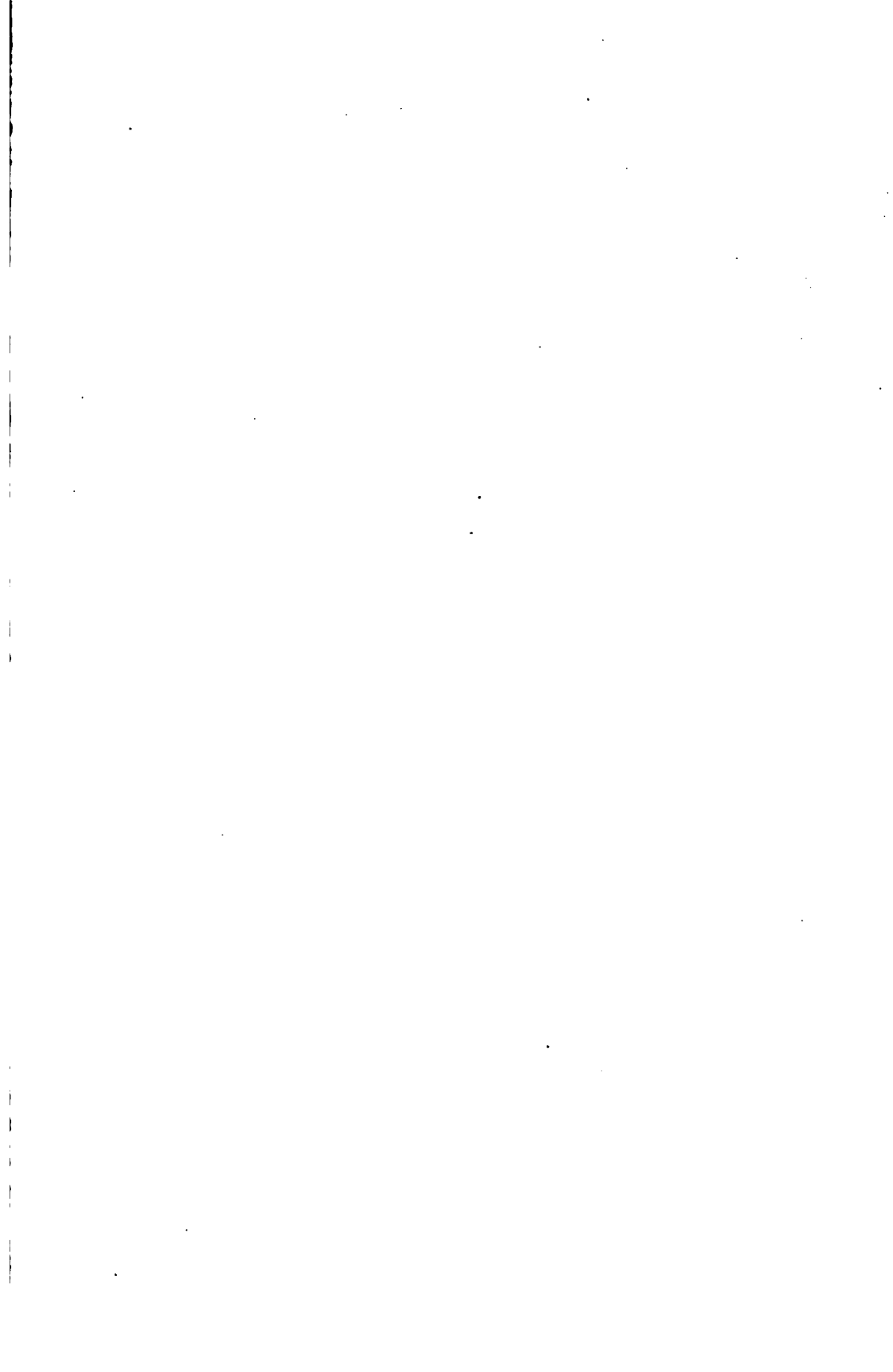
HARVARD LAW LIBRARY

---

Received MAR 31 1908











man 3

\* BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE

LÉGISLATION COMPARÉE, 2<sup>e</sup> ser.

---

TOME TRENTE-SIXIÈME

1906 — 1907

PARIS

—  
1907

MAR 31 1908

# SOCIÉTÉ

DE

## LÉGISLATION COMPARÉE

---

### STATUTS

---

I. Une Société est instituée sous le nom de *Société de législation comparée*.

II. Elle a pour objet l'étude des lois des différents pays et la recherche des moyens pratiques d'améliorer les diverses branches de la législation. .

III. Elle nomme des correspondants à l'étranger.

IV. Elle ne vote sur aucune question.

V. On ne peut faire partie de la Société qu'après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation d'un Sociétaire.

VI. Le taux de la cotisation annuelle est fixé par un règlement intérieur, lequel ne peut être modifié que par l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil de direction.

VII. Le Conseil se compose :

1° D'un président élu pour deux ans ;

2° De quatre Vice-Présidents et de seize membres, au moins, élus pour quatre ans ;

3° D'un Secrétaire général, de quatre Secrétaires et d'un Trésorier, nommés chaque année par les Membres du Conseil.

VIII. Les élections se font au scrutin secret et à la majorité des Membres présents. Au deuxième tour, la majorité relative suffira.



IX. Les Vice-Présidents et les Conseillers sont renouvelés chaque année par quart, à tour de rôle.

X. Aucun des Membres du Conseil, à l'exception du Secrétaire général, des Secrétaires et du Trésorier, ne sera immédiatement rééligible.

Toutefois, le Président pourra être pris parmi les Membres du Conseil ou parmi les Membres sortants.

XI. Le Conseil est chargé de la direction des travaux qui entrent dans le plan de la Société. Il ordonne et surveille les publications. Il fixe l'ordre du jour des séances.

XII. Il représente la Société et statue sur toutes les affaires concernant son administration.

XIII. Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, à des acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles sont soumises à l'approbation préalable du Gouvernement.

XIV. Le Trésorier n'acquitte aucune dépense, si elle n'a été préalablement autorisée par le Conseil et ordonnancée par le Secrétaire général.

XV. A la fin de l'année, le Trésorier présente son compte au Conseil, qui, après l'avoir vérifié, le soumet à l'Assemblée générale, pour être arrêté et approuvé par elle.

XVI. Un règlement particulier déterminera les conditions d'administration intérieure, et en général toutes les dispositions de détail propres à assurer l'exécution des Statuts. Ce règlement est fait par le Conseil, qui peut toujours le modifier.

XVII. En cas de dissolution, l'actif de la Société sera attribué à une ou plusieurs Sociétés savantes ou bibliothèques publiques désignées par l'Assemblée générale, sauf approbation du Gouvernement.

XVIII. Toute modification aux présents Statuts ne pourra avoir lieu qu'en Assemblée générale, et ne deviendra définitive qu'après l'approbation du Conseil d'État.

---

# RÈGLEMENT

---

## TITRE I<sup>er</sup>.

### Conditions d'admission. — Cotisations.

**ART. 1<sup>er</sup>.** — Toute présentation d'un membre nouveau est adressée par écrit au Secrétaire général.

**ART. 2.** — Les membres nouveaux sont informés de leur admission par une lettre du Secrétaire général.

**ART. 3.** — La cotisation annuelle des membres de la Société est fixée à 20 francs.

Tout membre nouveau est astreint au paiement d'un droit d'entrée de dix francs.

**ART. 4.** — Les membres correspondants étrangers ne sont pas soumis au payement de la cotisation.

La liste des membres correspondants est arrêtée, chaque année, par le Conseil de direction, sur la proposition du Secrétaire général.

**ART. 5.** — La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement d'une somme de 250 francs.

Les sommes ainsi versées sont placées au nom de la Société : le revenu seul peut être employé aux dépenses ordinaires.

**ART. 6.** — Tout membre qui n'a pas acquitté sa cotisation de l'année peut, après deux avertissements, l'un du Trésorier et l'autre du Secrétaire général, être déclaré démissionnaire par décision du Conseil.

**ART. 7.** — La liste générale des membres est dressée par les soins du Trésorier et imprimée, au commencement de chaque année, après avoir été soumise au Conseil de direction.

## TITRE II.

### Conseil de direction.

**ART. 8.** — Le Conseil se réunit au moins une fois par mois, du mois de novembre au mois de juillet, sur la convocation du Président.

**ART. 9.** — Il fixe l'ordre du jour des séances générales, nomme

toutes les Commissions, autorise toutes les dépenses, ordonne toutes les publications.

ART. 10. — Le nombre des membres du Conseil, en dehors du Président, des Vice-Présidents, du Secrétaire général, des Secrétaires et du Trésorier, est fixé à seize.

ART. 11. — Les anciens Présidents, Vice-Présidents, Secrétaires généraux et Trésoriers de la Société, qui ne sont pas membres du Conseil, peuvent assister aux séances avec voix consultative.

ART. 12. — Le Conseil peut, sur la proposition du Secrétaire général, désigner, chaque année, un ou plusieurs Secrétaires adjoints et un Trésorier adjoint, qui assistent également aux séances, avec voix consultative.

ART. 13. — Les procès-verbaux des séances du Conseil sont rédigés par un des Secrétaires désigné par le Conseil et sont signés par le Président.

### TITRE III.

#### Travaux de la Société.

ART. 14. — Les séances générales ont lieu quatre fois par an, à des époques fixées, chaque année, par le Conseil de direction.

ART. 15. — Aucune discussion ne peut avoir lieu que sur les questions portées à l'ordre du jour.

Les propositions concernant les travaux ou l'administration de la Société sont renvoyées, sans débat, à l'examen du Conseil.

ART. 16. — L'Assemblée générale ne peut, en aucun cas, être appelée à voter, si ce n'est pour l'élection des membres du Conseil, sur l'approbation des comptes du Trésorier, sur la fixation de la cotisation et sur les projets de modification des statuts.

ART. 17. — Les membres qui veulent prendre une part active aux travaux de la Société sont répartis en sections correspondant aux différents pays.

Le nombre de ces sections est déterminé, chaque année, par le Conseil de direction.

ART. 18. — Les sections se réunissent sur la convocation et sous la présidence d'un membre désigné, chaque année, par le Conseil de direction.

Lorsque le Président ou l'un des Vice-Présidents assiste à une réunion de section, la présidence lui appartient de droit.

Le Secrétaire général est informé de l'heure et du lieu de toutes

les réunions, et peut y assister ou s'y faire représenter par un des Secrétaires de la Société.

ART. 19. — Les livres et documents de toute nature communiqués à la Société sont transmis par le Secrétaire général au Président de la section compétente, qui les distribue aux membres, pour qu'il soit fait à la section un rapport sommaire sur le contenu de ces documents et sur l'utilité que la Société peut en tirer.

ART. 20. — Les Présidents des sections remettent au Secrétaire général les rapports sommaires dont il vient d'être parlé et se concertent avec lui sur les propositions à soumettre au Conseil relativement aux travaux de la Société, à la composition des *Annuaire*s et aux acquisitions de livres et documents.

#### TITRE IV.

##### *Bibliothèque.*

ART. 21. — Il est tenu un registre, jour par jour, des acquisitions de livres et documents de toute nature.

ART. 22. — Il est tenu également un registre des prêts de livres faits aux membres de la Société.

Aucun prêt n'a lieu que sur une autorisation écrite du Secrétaire général, qui en limite la durée.

ART. 23. — Le Conseil désigne, chaque année, un des Secrétaires, qui est chargé de surveiller le classement de la bibliothèque et des archives de la Société.

#### TITRE V.

##### *Commission des fonds et archives.*

ART. 24. — Une Commission de trois membres, nommés chaque année par le Conseil, donne son avis sur toutes les dépenses proposées par le Secrétaire général et sur les traités à passer, notamment avec l'imprimeur et l'éditeur.

Elle reçoit les comptes du Trésorier et fait son rapport au Conseil. Elle vérifie l'état matériel de la bibliothèque et des archives, et surveille la confection de la liste des membres.

ART. 25. — Le compte des recettes et dépenses est arrêté au 31 décembre de chaque année.

---

# LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

---

NOTA. Les souscripteurs perpétuels sont désignés par les deux lettres : S. P.

---

## MEMBRES CORRESPONDANTS.

- ANSUR (Alfredo), docteur en droit, avocat, largo do Carmo, 9, 3°, à Lisbonne (Portugal).
- ASSER (T.-M.-C), Ministre d'État, conseiller d'État, 16, Lange Hoogstraet, à La Haye (Pays-Bas).
- BALLESTEROS (Manuel-E.), ancien ministre, conseiller à la Cour suprême, à Santiago (Chili).
- BELTRANI SCALIA (M.), conseiller d'État à Rome (Italie).
- CANONICO (Tancredi), sénateur, président de section à la Cour de cassation et du contentieux diplomatique, à Rome (Italie).
- CARACCILO PARRA, avocat, à Mérida (État des Andes ; Vénézuéla).
- GARCIA (le D<sup>r</sup> Juan- Augustin), ancien député, président de la Cour d'appel, 1157, rue de Montévideo, à Buenos-Ayres (République Argentine).
- GARCIA ACEVEDO (Carlos), professeur de droit à l'Université, 78, Calle de Perez Castellanos, à Montevideo (Uruguay).
- GIANNINI (Torquato-Carlo), chef du contentieux au Ministère des Postes et Télégraphes, 11, rue Visconti, à Rome (Italie).
- GRÜNHUT, professeur à l'Université, IX, Berggasse, 22, à Vienne (Autriche).
- HÖST (Frederik), avocat consultant de la Légation de France, 1, Frederiks berggade, à Copenhague, K. (Danemark).
- JETTÉ (sir L.-A.), lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à Québec (Canada).
- JIMENEZ (Nicomedes), bachelier en droit, à San José (Costa-Rica).
- JOVANOVIC (Milan-P.), avocat, à Vukovar sur le Danube (Syrmie ; Autriche Hongrie).
- KOHLER, professeur de droit à l'Université, Landgrafenstrasse, 4, à Berlin (Prusse).

- LEHR (Ernest), attaché-jurisculte de l'Ambassade de France en Suisse, professeur honoraire à l'Université de Lausanne, 12, avenue des Toises, villa Saint-Jean, à Lausanne (Suisse).
- LUCCHINI (Luigi), député, conseiller à la Cour de cassation, 4, via San-Martino, à Rome (Italie).
- MARTENS (Frédéric DE), correspondant de l'Institut de France, professeur de droit à l'Université, 12, Pantélémonskaya, St-Petersbourg (Russie).
- MARTIN (le D<sup>r</sup> W.-A.-P.), président du Tungwen-College, à Pékin (Chine).
- NAGY (Ferencz), ancien secrétaire d'Etat, député, professeur à l'Université, 2, Kálvin tér, à Budapest (Hongrie).
- NAGY (Désiré), avocat, député, VIII, 21, Jozsef-Körut, S. Z., à Budapest (Hongrie).
- PASSAVER, avocat, 46, quai Anglais, à Saint-Petersbourg (Russie).
- PAVLOVITCH (G.), ancien ministre, président de la Cour de Cassation, 6, rue du Prince-Michel, à Belgrade (Serbie).
- PIERANTONI, sénateur, professeur de droit à l'Université, 27, rue du 20 septembre à Rome (Italie).
- PLATOU (Oscar), professeur à l'Université, Holtegaden, 16, à Christiania (Norvège).
- RANDA (A.) professeur à l'Université de Prague, ministre du gouvernement autrichien, 7, Herrengasse, I, à Vienne (Autriche).
- ROLLAND (Baron Hector DE), président du Tribunal supérieur, villa des Marguerites, à La Condamine (Principauté de Monaco).
- RUPPERT, conseiller secrétaire général du Gouvernement, à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg).
- SIMONIS (Edouard), avocat, 3, avenue Pescatore, à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg).
- TORRES-CAMPOS (Manuel), professeur de droit international à l'Université, Gran Hotel Alameda, à Grenade (Espagne).
- UNGER (D<sup>r</sup> Joseph), président du Reichsgericht, à Vienne (Autriche).
- VIDARI (Ercole), professeur à l'Université de Pavie (Italie).
- WESTLAKE (John), barrister at law, the river House, 3 Chelsea Embankment, S. W., à Londres (Angleterre).
- WHITTEN (Robert), bibliothécaire de l'Etat de New-York, à Albany (New-York ; États-Unis).
- WINTGENS (Willem-Joan), chef de bureau au Ministère de la guerre, 428, Daendelsstraat, à La Haye (Pays-Bas).
- BUREAU INTERNATIONAL DE DÉPOT DE DISTRIBUTION ET D'ÉCHANGE DE PUBLICATIONS, 100, rue Soriano, à Montévidéo (Uruguay).
- COBDEN CLUB, Secrétaire : M. G. H. Perris, 28, Victoria Street, S. W. à Londres (Angleterre).
- INSTITUT JURIDIQUE INTERNATIONAL, 3, via Brisa, Milan (Italie).

### MEMBRES TITULAIRES.

#### 1. Membres résidant en France et dans les colonies françaises.

- ADAM (Léon), avocat à la Cour d'appel, 40, rue Bonaparte (Paris).
- AGUILLON (L.), inspecteur général des Mines, 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).

- ALFASSA (Georges), diplômé de l'École libre des Sciences politiques, ingénieur des Arts et Manufactures, 15, rue Soufflot (Paris).
- ALFASSA (Maurice), ingénieur civil des Mines, 15, rue Soufflot (Paris).
- ALGLAVE, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris, 59, avenue d'Antin (Paris).
- ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel, 23, boulevard Saint-Germain (Paris).
- ALLAIN (Frédéric), avocat à la Cour d'appel, 101, boulevard Haussmann (Paris).
- ALPY (Henry), avocat à la Cour d'appel, membre du Conseil municipal, 68, rue Bonaparte (Paris).
- ALVES DA VEIGA, avocat, ancien député aux Cortès portugaises, 7, rue Bassano (Paris).
- AMIAUD (Albert), chef de bureau au Ministère de la justice, 19, rue de la côte Saint-Thibaud, à Bois-Colombes (Seine).
- AMIOT (H.), ingénieur des Mines, 4, rue Weber (Paris).
- ANCELME (Claude), procureur de la République, à Épinal (Vosges).
- ANTHOINE DE SAINT-JOSEPH, 23<sup>e</sup>, rue François-I<sup>er</sup> (Paris).
- APPERT (Georges), ancien professeur à l'Université de Tokio, 9, rue du Val-de-Grâce (Paris).
- S. P.** ARNAUD (François), ancien notaire à Barcelonnette (Basses-Alpes).
- ARNAUNÉ (Auguste), directeur de l'administration des Monnaies. Hôtel des Monnaies, 11, quai de Conti (Paris).
- ARTHUYS (J.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 16, rue Victor-Hugo, à Poitiers (Vienne).
- AUBERTIN (Émile), commissaire de la marine hors cadre, secrétaire du commissaire général de la République au Congo français.
- AUBÉRY (Gaëtan), ancien vice-consul, procureur de la République, à Barcelonnette (Basses-Alpes).
- AUCOC (Léon), membre de l'Institut, président du Comité de législation étrangère, 180, boulevard Haussmann (Paris).
- AUDIBERT (Ad.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 55, boulevard Arago (Paris).
- AUDINET (E.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, à Aix (Bouches-du-Rhône).
- AUGÉE (Adolphe), notaire, à Ardes (Puy-de-Dôme).
- AULOGE (François), juge suppléant au Tribunal civil, avocat, à Roanne (Loire).
- AUTRAN (Frédéric), avocat, 62, rue Montgrand, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- BABINET (Charles), président de Chambre honoraire à la Cour de cassation, 4, rue Laferrière (Paris).
- BABINET (Louis), avocat à la Cour d'appel, 48, rue Saint-Ferdinand (Paris).
- BACH (A.), 5, rue Leverrier (Paris).
- BAILBY (Henri), avocat, chargé de Conférences à la Faculté de droit de l'Université, 27 bis, rue Bertrand (Paris).

- S. P. BAILLIÈRE (Paul)**, avocat, 20, boulevard de Courcelles (Paris).  
**BAILLY (E.)**, doyen de la Faculté de droit de l'Université, 8, avenue du Parc, à Dijon (Côte-d'Or).  
**BAILLY (Henri)**, greffier à la Cour d'appel, 103, rue de Rennes (Paris).  
**BALLEYDIER (Louis)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 15, rue Lesdiguières, à Grenoble (Isère).  
**BALLOT-BEAUPRÉ**, premier président de la Cour de cassation, 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).  
**BARANDIARAN (A. DE)**, avocat à la Cour d'appel, 40, avenue de la Grande-Armée (Paris).  
**BARBEROT (Étienne)**, docteur en droit, 1, rue Michelet (Paris).  
**BARBIER (Aimé)**, étudiant en droit et élève de l'École des Sciences politiques, 18, boulevard Flandrin (Paris-Passy).  
**BARBOUX (Henri)**, avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, 14, quai de la Mégisserie (Paris).  
**BARCLAY (Thomas)**, barrister at law, 17, rue Pasquier (Paris).
- S. P. BARD (Alphonse)**, président de la Chambre criminelle à la Cour de cassation, 72, boulevard Saint-Michel (Paris).  
**BARDE (Louis)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 15, rue Notre-Dame, à Bordeaux (Gironde).  
**BARTIN**, professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université, 28, rue d'Assas (Paris).  
**BASSET (Frank)**, avocat, 13, rue Fontenelle, le Havre (Seine-Inférieure).  
**BAUDOUIN (Manuel)**, procureur général près la Cour de cassation, 3, rue Corneille (Paris).  
**BAUDOUIN-BUGNET (Maurice)**, juge d'instruction au Tribunal civil, 34, rue Bancel, à Melun (Seine-et-Marne).  
**BAUDRY-LACANTINERIE**, doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université, 52, cours de Tourny, à Bordeaux (Gironde).  
**BAZENET**, substitut du procureur de la République, 29, rue Écuyère, à Rouen (Seine-Inférieure).  
**BEAUCHEMIN (DE)**, sous-chef de bureau à la préfecture de Seine-et-Oise, 7, rue Saint-Louis, à Versailles (Seine-et-Oise).  
**BEAUCHET (Ludovic)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 7, rue de la Ravinelle, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).  
**BEAUREGARD (Olivier)**, avocat, 70, rue de l'Université (Paris).  
**BELLIER (A.)**, avocat conseil, 8, cité Trévise (Paris).
- S. P. BELLOM (Maurice)**, professeur d'économie industrielle à l'École nationale supérieure des Mines, ingénieur au Corps des Mines, 6, rue Daubigny (Paris).  
**BENOIST (Charles)**, député, 12, rue de Tournon (Paris).  
**BENZACAR (J.)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 8, rue des Frères-Bonie, à Bordeaux (Gironde).  
**BERGE (Stéphane)**, président du Tribunal de 1<sup>re</sup> instance, 27, rue de la Commission, à Tunis (Tunisie).
- S. P. BERNON (Just DE)**, docteur en droit, 3, rue des Saints-Pères (Paris).



- BERR (Louis), juge au Tribunal civil de la Seine, 8 bis, chaussée de la Muette (Paris).
- BERRYER (Georges), avocat à la Cour d'appel, 89, rue Taitbout (Paris).
- BERTHEAU (Édouard), docteur en droit, 88, boulevard Saint-Michel (Paris).
- BERTHEAU (Jules), avocat à la Cour, 88, boulevard Saint-Michel (Paris).
- S. P. BERTHÉLEMY, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 6, rue Jean-Bart (Paris).
- BERTRAND (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien magistrat, 83, boulevard Malesherbes (Paris).
- BÉTOAUD, avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, membre de l'Institut, 21, avenue Marceau (Paris).
- S. P. BEUDANT (R.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 2, square des Postes, à Grenoble (Isère).
- BEURDELEY (Robert), secrétaire général de la préfecture, à Tours (Indre-et-Loire).
- BICKART-SÉE (Edmond), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 62, rue de Monceau (Paris).
- BIDOIRE, ancien avocat à la Cour de cassation, 38, rue de Courcelles (Paris).
- BIGAULT DU GRANRUT (DE), avocat à la Cour d'appel, 11, rue Scribe (Paris).
- BINET, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 36, rue Grandville, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- BINOCHÉ (Edmond), avocat à la Cour d'appel, 6, rue Cambacérès (Paris).
- S. P. BIOLLAY, conseiller maître à la Cour des comptes, 22, rue Hamelin (Paris).
- BLACHIER, juge au Tribunal civil, à Valence (Drôme).
- BLAISOT, avocat à la Cour d'appel, 27, boulevard Saint-Michel (Paris).
- BLIN (Lucien), avocat à la Cour d'appel, 8, quai de la Mégisserie (Paris).
- BLOCH (Raoul), substitut au Tribunal civil, 7, rue d'Anjou (Paris).
- BLONDEL (Georges), docteur ès lettres, docteur en droit, professeur à l'école des Hautes études commerciales, 31, rue de Bellechasse (Paris).
- BLUMENTHAL (Jacques), avocat à la Cour d'appel, 55, boulevard Haussmann (Paris).
- BODINGTON (Oliver), barrister at law, 6, boulevard des Capucines (Paris).
- BOECK (DE), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 15, rue Bardineau, Bordeaux (Gironde).
- BOGIŠIĆ, correspondant de l'Institut, 71, rue des Saints-Pères (Paris).
- BOISTEL, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 12, rue de Seine (Paris).
- BOIVIN-CHAMPEAUX (Paul), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 13, quai d'Orsay (Paris).
- S. P. BONNARD, avocat, 20, rue d'Angleterre, à Tunis (Tunisie).
- BONNET, avocat général près la Cour de cassation, 87, boulevard Saint-Michel (Paris).

- BONNET (G.), président de Chambre à la Cour d'appel, 13, rue Soufflot (Paris).
- BOUCHÉ DE BELLE, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 16, rue de Miromesnil (Paris).
- BOUCHON (L.), avocat à la Cour d'appel, 61, rue de Ponthieu (Paris).
- BOULAY DE LA MEURTHE, ancien auditeur au Conseil d'État, 23, rue de l'Université (Paris).
- BOUR (Henry), juge d'instruction au Tribunal civil, 15, rue du Doyenné, à Épinal (Vosges).
- BOURCART (G.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 1, rue de la Visitation, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- S. P. BOURGAREL, juge d'instruction, chalet de la Sucrerie, à Nogent-sur-Seine (Aube).
- BOURGEOIS (Léon), ancien président de la Chambre des députés, 5, rue Palatine (Paris).
- BOUTET, président de chambre à la Cour d'appel, 43, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).
- BOUVET (Georges), docteur en droit, ancien magistrat, avocat à la Cour d'appel, 21, rue d'Aumale (Paris).
- BOUVIER-BANGILLON, professeur à la Faculté de droit de l'Université, à Aix (Bouches-du-Rhône).
- BRUL (Charles), juge d'instruction au Tribunal civil, 19, rue Bihorel, à Rouen (Seine-Inférieure).
- BRIEU (René), avocat à la Cour d'appel, 65, avenue d'Antin (Paris).
- BROGART (Gaston), avocat à la Cour d'appel, 17, rue Eugène-Dela-croix (Paris).
- BROGLIE (Victor, prince de), secrétaire d'ambassade, 9, square de Messine (Paris).
- BRUNET (Gaston), avocat à la Cour d'appel, 31, rue Fortuny (Paris).
- BRY (Georges), doyen de la Faculté de droit de l'Université, à Aix (Bouches-du-Rhône).
- BUFNOIR (Raymond), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, 203, boulevard Saint-Germain (Paris).
- BUREAU (Paul), professeur à l'Institut catholique, 33, rue du Cherche-Midi (Paris).
- BURET (Daniel), avocat à la Cour d'appel, 41, rue de Saint-Pétersbourg (Paris).
- BUSCHE (Paul), ancien magistrat, 5 bis, rue de Berri (Paris).
- CACHARD (Henry), avocat-conseil de la Légation des États-Unis en France, 39, boulevard Haussmann (Paris).
- CAILLEMER, doyen de la Faculté de droit de l'Université, à Lyon (Rhône).
- CAMBIER (Edmond), avocat à la Cour d'appel, 67, rue Rambuteau (Paris).
- CAMBUZAT (Francis), ancien magistrat, 95, rue de Rennes (Paris).
- CAPITANT (Henri), professeur à la Faculté de droit de l'Université de Grenoble, à La Tronche (Isère).

- CARPENTIER (Adrien), agrégé des Facultés de droit, avocat à la Cour d'appel, 4, rue du Cardinal-Lemoine (Paris).
- CARPENTIER (Paul), avocat, 31, rue Jacquemars-Gielée, à Lille (Nord).
- CARRÉ DE MALBERG, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 6, rond-point Lepois, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- CARTIER (Ernest), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, 7, rue Lamennais (Paris).
- CASTEILL (François), président du Tribunal civil, à Perpignan (Pyrénées-Orientales).
- CASTEL, juge au Tribunal civil, à Pontoise (Seine-et-Oise).
- CASTÉRAS (comte Roger DE), docteur en droit, 44, avenue du Petit-Chambord, à Bourg-la-Reine (Seine).
- CATUSSE (Raoul), avocat à la Cour d'appel, 47, rue Gay-Lussac (Paris).
- CAUVIÈRE (Jules), professeur de droit à l'Institut catholique, 15, rue Du-gay-Trouin (Paris).
- CAUWÈS, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris, 16, avenue de Sceaux, à Versailles (Seine-et-Oise).
- CÉLICE, avocat général près la Cour d'appel, à Nîmes (Gard).
- CÉLIER (Alexandre), avocat à la Cour d'appel, 1, place Saint-François-Xavier (Paris).
- CHABRY, notaire, à Maringues (Puy-de-Dôme).
- CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'appel, 7, rue Rouget-de-l'Isle (Paris).
- CHAMBON (Charles), ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 39, rue Mozart (Paris).
- CHAMPCOMMUNAL (J.), docteur en droit, 78, boulevard Saint-Michel (Paris).
- CHAMPEAU (E.), docteur en droit, avocat-conseil de la Légation de France en Colombie, à Decize (Nièvre).
- CHAPOY (Henri), avocat à la Cour d'appel, 33, rue Bonaparte (Paris).
- CHARLEMAGNE (Edmond), ancien magistrat, 7, avenue de Déols, à Châteauroux (Indre).
- CHARMONT (J.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, villa Chambéry, chemin de Nazareth, à Montpellier (Hérault).
- CHAUFTON (Albert), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 20, rue Godot-de-Mauroi (Paris).
- CHAUMAT (Alexandre), avocat à la Cour d'appel, 4, place du Théâtre-Français (Paris).
- CHAUMET, Comité d'études sociales, 60, rue Richelieu (Paris).
- CHAUSSE, professeur à la Faculté de droit de l'Université, à Montpellier (Hérault).
- CHAUVEAU (Maxime), professeur à la Faculté de droit de l'Université, à Rennes (Ille-et-Vilaine).
- CHAVEGRIN (Ernest), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 4, rue Bara (Paris).
- CHAZETTES DE BARGUES (René DE), docteur en droit, à Saint-Victour (Corrèze).

- CHEUVREUX (Casimir), ancien avocat à la Cour d'appel, 4, rue de Téhéran (Paris).
- CHEVET (Maurice), avoué, 122, boulevard Saint-Germain (Paris).
- CHEYSSON (Émile), inspecteur général des Ponts et Chaussées, 4, rue Adolphe-Yvon (Paris).
- CHIPON (Maurice), avocat, à Besançon (Doubs).
- CHRÉTIEN (A.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 31, rue du Faubourg-Saint-Jean, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- CHRISTOPHE (Franck), docteur en droit, à Malbattu, par Issoire (Puy-de-Dôme).
- CLUNET (Édouard), avocat à la Cour d'appel, 11, rue Keppler (Paris).
- COHENDY, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon (Rhône).
- COLIN (Ambroise), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 5, rue d'Assas (Paris).
- COLLET (Maurice), licencié en droit, 25, rue Le Peletier (Paris).
- COMBES DE LESTRADE (vicomte), correspondant de l'Institut, 10, rue Crevaux (Paris).
- CONTE (Léonce), juge au Tribunal civil, 121, rue Paradis, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- CORDOEN, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 31, rue Fortuny (Paris).
- CORTOT (Edmond), avoué au Tribunal de la Seine, 8, rue Blanche (Paris).
- COSMAO-DUMANOIR (Marcel), docteur en droit, 3, rue de la Néva (Paris).
- COGNAC (A. DE), conseiller à la Cour d'appel, 26, rue de la Chaise (Paris).
- COTTIGNIES, avocat général à la Cour de cassation, 8, rue Boccador (Paris).
- COTTIN (Paul), ancien député, à Beauregard, commune d'Anderth-Condon, par Belley (Ain).
- COUHIN (Claude), avocat à la Cour d'appel, 12, avenue de l'Alma (Paris).
- COULON (Henri), avocat à la Cour d'appel, 37, rue de Châteaudun (Paris).
- COURBALLÉ, avocat, 28, rue d'Autun, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).
- COURNOT (L.), président de Chambre à la Cour d'appel, 3, impasse Pont-Bressigny, à Angers (Maine-et-Loire).
- COUSIN (Gaston), docteur en droit, à Péronne (Somme).
- CRÉMIEUX (Eugène), avocat à la Cour d'appel, 51, avenue Montaigne (Paris).
- CRESSON (Paul), avocat à la Cour d'appel, 57, boulevard Haussmann (Paris).
- CUËNOT (Henri), ancien élève de l'École polytechnique, 13, rue Vauquelin (Paris).

- S. P. DAGUIN (Fernand), avocat à la Cour d'appel, 29, rue de l'Université (Paris).
- DAINVILLE (Emmanuel), chef de bureau à la Direction générale de l'Enregistrement, 34, rue de Miromesnil (Paris).
- S. P. DAIREAUX (Émile), avocat, 15, rue Vernet (Paris).
- DARBOIS (Firmin), docteur en droit, chef du Contentieux de la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, 17, boulevard Diderot (Paris).
- DARCY (Henri), ancien préfet, à Brimborion, à Sèvres (Seine-et-Oise).
- DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation, vice-président du Tribunal des conflits, 9, quai Malaquais (Paris).
- DARESTE (Pierre), ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, villa Merville, à Cannes (Alpes-Maritimes).
- DARRAS (Alcide), docteur en droit, 5, rue Bara (Paris).
- DAVID (Charles), inspecteur des Eaux et Forêts, villa des Tilleuls, 5, rue de l'Écluse, à Melun (Seine-et-Marne).
- DAVID (Edmond), ancien conseiller d'État, 11, rue de Montalivet (Paris).
- DECUGIS (Henri), avocat à la Cour d'appel, 9, rue Pasquier (Paris).
- DEFRÉNOIS (Charles), avocat à la Cour d'appel, 40, rue d'Assas (Paris).
- DE HAYE (Alexandre), publiciste, 104, rue de Rennes (Paris).
- DELACOURTIE, avoué près le Tribunal civil, 4, rue du Rocher (Paris).
- DELAIRE (Gustave), conseiller maître à la Cour des comptes, 69, boulevard Haussmann (Paris).
- DE LALAIN-CHOMEL, conseiller à la Cour d'appel, 5, rue de l'Université (Paris).
- DELANDE (Pierre), licencié en droit, 35, rue Traversière, à Tours (Indre-et-Loire).
- DELAMARRE (le comte Maurice), avocat à la Cour d'appel, 6, rue de Bellechasse (Paris).
- DELECROIX (Émile), avocat, directeur de la *Revue de la législation des mines*, 30, place du Concert, à Lille (Nord).
- DELOUME (Antonin), doyen de la Faculté de droit de l'Université, 5, place Lafayette, à Toulouse (Haute-Garonne).
- DELOYNES, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 24, allées de Tourny, à Bordeaux (Gironde).
- DEIZONS (Louis), avocat à la Cour d'appel, 70, rue de l'Université (Paris).
- DÉMAREST (Maurice), 20, rue Lalo (Paris).
- DEMAY (Ernest), ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 76, rue de la Victoire (Paris).
- DEMOBYNES (Gabriel), avocat à la Cour d'appel, 28, rue Jacob (Paris).
- DENISSE (Léon), procureur de la République, à Châteaubriant (Loire-Inférieure).
- DEPEIGES (J.), avocat général près la Cour d'appel, à Riom (Puy-de-Dôme).

- S. P. DÉPINAY** (Joseph), ancien notaire à Versailles, 84, rue de Miroménail (Paris).
- DEREUX** (Georges), avocat à la Cour d'appel, 2, rue Léopold-Robert (Paris).
- DEROISIN**, ancien maire de Versailles, 77, rue des Chantiers, à Versailles (Seine-et-Oise).
- DÉROULÈDE** (Maxime), avocat, 11, rue Say (Paris).
- DESANGES** (Élie), professeur, 35, rue de Lubeck (Paris).
- DESCOSTES** (Adolphe), avocat, 6, rue de Boigne, à Chambéry (Savoie).
- DESLANDRES** (Maurice), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 2, boulevard Carnot, à Dijon (Côte-d'Or).
- DESSERTAUX**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 1, boulevard Carnot, à Dijon (Côte-d'Or).
- DÉTOURBET** (Edmond), ancien magistrat, 29, rue de Lübeck (Paris).
- DEVAUX** (René), sous-intendant militaire de 1<sup>re</sup> classe, 111, rue du Champ-des-Oiseaux, à Rouen (Seine-Inférieure).
- DEVIN** (Georges), ancien président du Conseil de l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 66, rue Pierre-Charron (Paris).
- DEVIN** (Léon), avocat à la Cour d'appel, 17, rue de la Bienfaisance (Paris).
- DIETZ** (Jules), avocat à la Cour d'appel, 3, rue des Mathurins (Paris).
- S. P. DITTE** (Henri), président du Tribunal civil de la Seine, 90, rue d'Assas (Paris).
- DORMAND**, premier président à la Cour d'appel, à Toulouse (Haute-Garonne).
- DREYFOUS** (Georges), avocat à la Cour d'appel, 37, rue de Rome (Paris).
- DREYFUS** (Eugène), substitut du procureur général près la Cour d'appel à Rouen (Seine-Inférieure).
- DREYFUS** (Ferdinand), ancien député, avocat à la Cour d'appel, 93, avenue de Villiers (Paris).
- DREYFUS** (René), avocat à la Cour d'appel, 81, rue de Monceau (Paris).
- DRIOUX** (Joseph), avocat général près la Cour d'appel, 72, quai du Châtelet, à Orléans (Loiret).
- DROZ**, avocat à la Cour d'appel, 7, rue Saint-Florentin (Paris).
- DUBARLE** (Léon), avocat, ancien magistrat, 1, rue Molière, à Grenoble (Isère).
- DUBEAU** (Ernest), procureur de la République, à Pont-Audemer (Eure).
- DUBOIS** (Georges), chef du contentieux de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans, ancien magistrat, 120, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).
- DUBOST** (John), conseiller à la Cour d'appel, 7, rue d'Anjou (Paris).
- Du BOYS** (Sylvius), ancien directeur au Ministère des affaires étrangères, 2, rue Ernestine, à Versailles (Seine-et-Oise).
- Du BUIT** (Henry), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel, 47, rue de Clichy (Paris).

- DUCHATTEL (le comte), 22, avenue du Bois-de-Boulogne (Paris).  
DUCHAUFFOUR, juge au Tribunal de la Seine, 3, rue de la Terrasse (Paris).  
DUFAY (Jules), notaire honoraire à Salins (Jura).  
DUFOURMANTELLE (Maurice), avocat à la Cour d'appel, 95, avenue Kléber (Paris).  
DUFRAISSE, avocat à la Cour d'appel, 22, avenue Victoria (Paris).  
DUGAS, avocat, place Saint-Jean, à Alais (Gard).  
DUGUIT (Léon), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 10, rue Labottière, à Bordeaux (Gironde).  
DUNAND (André), juge au Tribunal civil, à Lombes (Gers).  
DUPUIS (Charles), secrétaire général de l'École libre des Sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume (Paris).  
S. P. DUQUESNE (Joseph), professeur agrégé à la Faculté de droit, 5, rue Villars, à Grenoble (Isère).  
DURAND DES AULNOIS (Antoine), notaire, 15, rue Tronchet (Paris).  
DUTHOIT (Eugène), professeur à la Faculté libre de droit, 141, rue Jacquemars-Giélée, à Lille (Nord).  
DUVAL (Eugène), conseiller à la Cour de cassation, 7, rue Gustave-Flaubert (Paris).  
DUVERDIER DE SUZE, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 14, rue Saint-Pierre, à Dijon (Côte-d'Or).  
DUVERDY (Maurice), avocat à la Cour d'appel, 77, boulevard Haussmann (Paris).
- EICHTHAL (Eugène v'), 144, boulevard Malesherbes (Paris).  
EISENMANN (Ernest), avocat et représentant du Ministère des mines et de l'agriculture de la République mexicaine, 2, cité Rougemont (Paris).  
EISENMANN (Louis), agrégé d'histoire, 13, boulevard Sévigné, à Dijon (Côte-d'Or).  
ESMEIN (Adhémar), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 7, rue Leroux (Paris).
- FALCIMAIGNE, conseiller à la Cour de cassation, 45, rue Blanche (Paris).  
FARDIS (Georges), directeur des *Archives diplomatiques* 9, rue Gazan (Paris).  
FAURE (Antoine), avocat à la Cour d'appel, 7, rue de Lincoln (Paris).  
FÉRAUD-GIRAUD, président honoraire à la Cour de cassation, 177, boulevard Péreire (Paris).  
FERRÉ (Emmanuel), 30, avenue de Villiers (Paris).  
FERRON, professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université, à Bordeaux (Gironde).  
FLACH (Jacques), professeur au Collège de France, 37, rue de Berlin (Paris).

- FLEURY (Georges), avocat à la Cour d'appel, 23, rue d'Aumale (Paris).
- FOLLEVILLE (Daniel DE), avocat à la Cour d'appel de Paris, doyen honoraire de la Faculté de droit, conseiller général et député de la Seine-Inférieure, 22, rue Clauzel (Paris).
- FONTARCE (Gabriel DE), licencié en droit et ès lettres, 29, avenue des Champs-Élysées (Paris).
- S. P. FONTARCE (René DE), secrétaire d'ambassade, 95, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).
- FOULD (Paul), ancien maître des requêtes au Conseil d'État, 62, avenue d'Iéna (Paris).
- S. P. FRAISSAINGEA (Louis), professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université, 43, rue d'Alsace-Lorraine, à Toulouse (Haute-Garonne).
- FRANCASTEL, avoué honoraire, ancien président de la Chambre des Avoués, près le Tribunal civil, 35, boulevard Haussmann (Paris).
- FRANQUEVILLE (le comte DE), membre de l'Institut, au château de la Muette (Paris-Passy).
- FRÈREJOUAN DU SAINT (Georges), avocat à la Cour d'appel, 92, rue du Bac (Paris).
- FROMAGEOT (Henri), avocat à la Cour d'appel, 1, rue de Villersexel (Paris).
- FUMOUBE (Victor), docteur en médecine, président honoraire de l'Union des Fabricants, 132, rue de Lafayette (Paris).
- FÜRTH (Richard), vice-consul impérial et royal d'Autriche-Hongrie, 21, rue Laffitte (Paris).
- FUYE (DE LA), ancien substitut du procureur de la République, 82, rue de Monceau (Paris).
- GAGNIÈRE (Henri), juge au Tribunal civil, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- GALLET (Henri), avocat, 1, rue Théophile-Gautier, à Neuilly-sur-Seine (Seine).
- GARNIER, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 8 bis, rue Isabey, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- GARRAUD (R.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 79, place des Jacobins, à Lyon (Rhône).
- GASTAMBIDE (Maurice), avocat à la Cour d'appel, 152, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).
- GAUDEMET (Eugène), professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université, 22, boulevard de Broesses, à Dijon (Côte-d'Or).
- GAUDEMET (Paul), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 21, place Saint-Jean, à Dijon (Côte-d'Or).
- GAULT, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 75, boulevard Malesherbes (Paris).
- GAUWAIN (P.), sous-gouverneur du Crédit foncier, 9, rue de la Chaise (Paris).
- GEFFROY (Paul), avocat à la Cour d'appel, 15, boulevard Poissonnière (Paris).



- S. P. GENTEN (André)**, licencié en droit, 151, boulevard Haussmann (Paris).  
**GÉNY (François)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 14, rue de Metz, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).  
**GEOFFRAY (Léon)**, secrétaire d'ambassade, 37, rue de la Pompe (Paris).  
**GEOUFFRE DE LAPRADELLE (A)**, chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université, 15, rue Valentin-Haüy (Paris).  
**GÉRARD (Henri)**, professeur à l'École de droit d'Alger, villa Orientale, à Mustapha, par Hussein-Dey (Alger).  
**GÉRARDIN (Camille)**, professeur honoraire à la Faculté de droit de l'Université, 73, rue de Rennes (Paris).  
**GERST (Edmond)**, avocat à la Cour d'appel, 4, square La Bruyère (Paris).  
**GHEUSI**, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Toulouse (Haute-Garonne).  
**GIBOU**, juge au Tribunal civil de la Seine, 25, rue de Bourgogne (Paris).  
**GIGOT (Albert)**, ancien préfet de police, 49, avenue Malakoff (Paris).  
**GIRARD (Max)**, agrégé au Tribunal de commerce, 2, rue Rossini (Paris).  
**GIRARD (P.)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 70, avenue des Ternes (Paris).  
**GIRAUD (Émilien)**, avocat à la Cour d'appel, 89, boulevard Saint-Michel (Paris).  
**GIRAULT (Arthur)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 7, rue de Penthievre, à Poitiers (Vienne).  
**GIRERD**, trésorier-payeur général, à Amiens (Somme).  
**GLASSON**, membre de l'Institut, doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université, place du Panthéon (Paris).  
**GONTARD (P.)**, avocat à la Cour d'appel, 34, rue de Berlin (Paris).  
**GOSSET (Antonin)**, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 11, quai d'Orsay (Paris).  
**GOULÉ (Paul)**, ancien magistrat, 12, rue Cernuschi (Paris).  
**GOURD (Alphonse)**, député, avocat à la Cour d'appel de Lyon, 34, place Bellecour, à Lyon (Rhône).  
**GOVARE (Paul)**, avocat à la Cour d'appel, 3, rue de Stockholm (Paris).  
**S. P. GRANIER (Camille)**, inspecteur général au Ministère de l'intérieur, 47, rue Boileau (Paris).  
**GRASSERIE (Raoul de la)**, juge au Tribunal civil, 14, rue Gigant, à Nantes (Loire-Inférieure).  
**GRAVELLIER (André)**, attaché au contentieux des Messageries maritimes, 17, rue de Constantinople (Paris).  
**GRAVIER (Léopold)**, préfet honoraire, 93, avenue Kléber (Paris).  
**GRIDAIN (Camille)**, avocat à la Cour d'appel, 8, rue des Moines (Paris).  
**GRIOLET**, maître des requêtes honoraire au Conseil d'État, vice-président du Conseil d'administration du chemin de fer du Nord, 97, avenue Henri-Martin (Paris).  
**GROBET (Albert)**, gouverneur des Colonies de 1<sup>re</sup> classe, 15, rue Lacépède (Paris).  
**GROUSSAU (Constant)**, professeur de droit administratif à l'Institut catholique, député, à Lomme, près Lille (Nord).

GRUNER (Edouard), ingénieur civil des Mines, 6, rue Férou (Paris).  
GUÉNEAU (Victor), avocat, docteur en droit, 13, rue de Maubeuge (Paris).  
GUÉRIN (Lucien), chef de bureau à la Caisse des Dépôts et Consignations, 4, villa Michon, rue Boissière (Paris).  
GIEROUT (Jules), à Bernay (Eure).  
GUILLOUARD (L.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, à Caen (Calvados).  
GUYHO (Corentin), avocat général à la Cour, 27, avenue de l'Alma (Paris).  
GUYOT (Vves), ancien député, ancien ministre, 95, rue de Seine (Paris).

HALL (Ch. Kennerley), avocat, 4, rue de la Paix (Paris).  
HAMEL (Paul), avocat à la Cour d'appel, 96, rue de Rennes (Paris).  
HAMELIN (Maurice), docteur en droit, ancien auditeur au Conseil d'État, 47, avenue Henri-Martin (Paris).  
HAREL (Albert), premier président honoraire à la Cour d'appel, 157, boulevard Haussmann (Paris).  
HARMAND (Georges), avocat à la Cour d'appel, 134, rue de Rivoli (Paris).  
HAUSSONVILLE (le vicomte Othenin d'), ancien député, membre de l'Académie française, 6, rue Fabert (Paris).  
HAYEM (Henri), avocat à la Cour d'appel, 97, boulevard Malesherbes (Paris).  
HÉLY D'OISSEL, ancien député, 45, avenue d'Iéna (Paris).  
HÉMAR (Joseph), professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université, à Dijon (Côte-d'Or).  
HENRY (Paul), diplômé de l'École libre des sciences politiques, à Bellevue (Seine-et-Oise).  
HERBETTE (Louis), conseiller d'État, 17, rue Fortuny (Paris).  
HÉRON DE VILLEFOSSE (Étienne), sous-chef de bureau au Ministère de la justice, 29, rue de l'Université (Paris).  
HORN (G.), avocat à la Cour d'appel, 35, rue de Rivoli (Paris).  
HOUDOY (Jules), docteur en droit, avocat, 10, rue de Puebla à Lille (Nord).  
HOUPIN (C.), principal clerc de notaire, 7, rue Vezelay (Paris).  
HOURTOULE (Joseph), juge d'instruction au Tribunal civil, 17, place de la Halle, à Rethel (Ardennes).  
HUARD (Gustave), avocat à la Cour d'appel, 47, rue de Châteaudun (Paris).  
S. P. HUBERT-VALLEROUX (Paul), avocat à la Cour d'appel, 26, rue de l'Université (Paris).  
HUERTAS (Edmond de), avocat-conseil de l'ambassade d'Espagne, 9, rue Logelbach (Paris).  
HUMBLLOT (Joseph), docteur en droit, attaché à la Préfecture de la Seine, 11, passage de la Visitation (Paris).  
  
JACQUELIN (René), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 48 bis, rue Mozart (Paris).  
JACQUES (Jules), chef de contentieux de la Banque de Paris, 3, rue d'Antin (Paris).

- JALABERT (Ph.), professeur honoraire à la Faculté de droit de l'Université de Paris, 13, rue Saint-Martin, à Versailles (Seine-et-Oise).
- JALLASSON, avocat, 27, rue de Remigny, à Nevers (Nièvre).
- JEAN-JOSEPH (Le D<sup>r</sup> Dalbémar), ancien président de la Cour de cassation, ministre plénipotentiaire de la République d'Haïti, 10, avenue de Messine (Paris).
- JESSIONNESSE, docteur en droit, rédacteur en chef du *Recueil de Sirey* et du *Journal du Palais*, 29, avenue de l'Observatoire (Paris).
- JOBÉ-DUVAL, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 39, avenue de Breteuil (Paris).
- JOBIT (Maurice), directeur des Domaines de la Seine, 9, rue de la Banque (Paris).
- S. P. JOLLIVET (Guillaume), 6, rue Régis (Paris).
- JORDEL (Ludovic), avocat, 7, rue des Potiers, à Douai (Nord).
- JOSSEAU (Paul), avocat à la Cour d'appel, 17, rue de Suresnes (Paris).
- JOSSERAND (Louis), professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université à Lyon (Rhône).
- JOUARRE (Léon), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, 30, rue Saint-Dominique (Paris).
- JOUSSET (Édouard), avocat à la Cour d'appel, 9, rue Mondénard, à Bordeaux (Gironde).
- JUILLE (Eugène), docteur en droit, 5, rue Parrot (Paris).
- KAMMERER (Albert), consul suppléant, Villa Lebel, à Vincennes (Seine).
- KANN (Arthur), avocat à la Cour d'appel, 51, avenue Henri-Martin (Paris).
- KAPNIST (le comte Jean), conseiller d'État actuel de l'empire de Russie, 192, boulevard Malesherbes (Paris).
- KELLY (Edmond), avocat à la Cour suprême des États-Unis, 19, rue de Presbourg (Paris).
- KERALLAIN (René DE), docteur en droit, 3, rue de la Mairie, à Quimper (Finistère).
- KLOTZ (Henri), 9, rue de Tilsitt (Paris).
- KOLISCHER (le baron Clemens), chef de section au ministère des finances de Perse, 9, rue Chaligny (Paris).
- KRANTZ (Camille), député, ancien ministre, 226, boulevard Saint-Germain (Paris).
- LAAS D'AGUEN, directeur de la C<sup>ie</sup> d'assurances *Le Secours*, 15, rue des Pyramides (Paris).
- LABORDE, conseiller à la Cour de cassation, 15, rue Duphot (Paris).
- LABORI (Fernand), avocat à la Cour d'appel, 41, rue Condorcet (Paris).
- LABOULAYE (René DE), administrateur des postes et télégraphes, 240, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).
- LACHAU (Charles), avocat à la Cour d'appel, 35, rue de Mauberge (Paris).

LACQIN (Félix), avocat à la Cour d'appel, 6, rue du Pré-aux-Clercs (Paris).

LACROIX (Fernand), avocat, 31, rue Pascal, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

LACROIX (Paul), directeur général du Secrétariat de la Chambre de commerce, 2, place de la Bourse (Paris).

LAFFON (Fernand), procureur général près la Cour d'appel, 3, place de la Préfecture, à Montpellier (Hérault).

LAINÉ (Armand), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 125, boulevard Montparnasse (Paris).

LAIR, ancien conseiller à la Cour d'appel d'Angers (Maine-et-Loire).

S. P. LALLEMAND (Léon), correspondant de l'Institut, 29, rue Bonaparte (Paris).

LALIER (Pierre), président du Tribunal civil, à Provins (Seine-et-Marne).

LAMBERT (Edouard), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 158, rue de Vendôme, à Lyon (Rhône).

LAMBERT (Maurice), avocat, 13, quai de Strasbourg, à Besançon (Doubs).

LANEYRIE (Gustave), conseiller à la Cour d'appel, 6, place Denfert-Rochereau (Paris).

LANQUEST, notaire, 92, boulevard Haussmann (Paris).

LANTZ (Gaston), juge au Tribunal de la Seine, 128, boulevard Saint-Germain (Paris).

LAPASSET (Fernand), juge au Tribunal civil, à Bourges (Cher).

LAPORTE (Laurent), conseiller à la Cour d'appel, 2, rue Saint-Simon (Paris).

LARDY (C.), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération helvétique près la République française, 15 bis, rue de Marignan (Paris).

LARNAUDE (Ferdinand), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 43, boulevard Berthier (Paris).

LAROZE (Lionel), maître des requêtes honoraire au Conseil d'État, 9, rue de La Baume (Paris).

LASSALE (Pierre), principal clerc de notaire, 70, rue Saint-Lazare, (Paris).

S. P. LATREILLE (Armand), docteur en droit, procureur de la République à Saint-Girons (Ariège).

LAUNAY (Pierre), avoué de 1<sup>re</sup> instance, 1, rue de la Banque (Paris).

LAURENT (L.), président du Tribunal civil, à Roanne (Loire).

LAUTH (E), conseiller à la Cour d'appel, 16, rue de Berlin (Paris).

LAVERGNE (Alexandre de), auditeur au Conseil d'État, 8, rue du Vieux-Colombier (Paris).

LAVOLLÉE (René), ancien consul général de France, 162, boulevard Haussmann (Paris).

LAZARD (Maurice), 2, rue Boutarel (Paris).

LEBEL (G.), avocat à la Cour d'appel, 9, boulevard Saint-Michel (Paris).

- LEBON (André), ancien ministre des Colonies, ancien député, 2, rue de Tournon (Paris).
- LEBRET (Georges), ancien député, ancien ministre, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Caen, 11, rue Michelet (Paris).
- S. P. LE BRET (Robert), docteur en droit, 2, avenue Marceau (Paris).
- LE CARPENTIER (Georges), avocat à la Cour d'appel, diplômé de l'École libre des sciences politiques, 73, rue de Vaugirard (Paris).
- LECHEVALIER (G.), docteur en droit, ministre plénipotentiaire honoraire, 19, rue de l'Odéon (Paris).
- LECLERC (Max), licencié en droit, 250 bis, boulevard Saint-Germain, (Paris).
- LE COURTOIS, doyen de la Faculté de droit de l'Université, 46, rue des Basses-Treilles, à Poitiers (Vienne).
- LEFÉBURE, ancien député, ancien sous-secrétaire d'État, 36, avenue Marceau (Paris).
- LEFEBVRE (Charles), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 242 bis, boulevard Saint-Germain (Paris).
- LEFEBVRE DE BÉHAINE, capitaine, 183, avenue Victor-Hugo (Paris).
- LEFÈVRE (Albert), avocat à la Cour d'appel, 6, rue Castellane (Paris).
- LEFORT (J.), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 54, rue Blanche (Paris).
- LE FOYER (Lucien), avocat à la Cour d'appel, licencié ès lettres, 252, rue de Rivoli (Paris).
- S. P. LE FUR (L.), professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université, place Fontette, à Caen (Calvados).
- LEGENDRE (Maxime), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 31, rue Fortuny (Paris).
- LEGRAND (E.), notaire à Frazé (Eure-et-Loir).
- LEGRAND (Ernest), avocat, 15, avenue Gourgaud (Paris).
- LEGRAND (Georges), avoué de 1<sup>re</sup> instance, 41, avenue de Saint-Cloud, à Versailles (Seine-et-Oise).
- LE HÉNAFF, avocat à la Cour d'appel, 3, place du Palais-Bourbon (Paris).
- LELOIR (Georges), substitut du procureur général près la Cour d'appel, 185, rue de Vaugirard (Paris).
- LELONG (Eugène), avocat, 59, rue Monge (Paris).
- LELOUP DE SANCY, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, 62, rue de Monceau (Paris).
- LE MAOUT (Emmanuel), juge au Tribunal de la Seine, 39, rue Gay-Lussac (Paris).
- LÉMONON (Ernest), avocat à la Cour d'appel, 8, avenue Victor-Hugo (Paris).
- LEPELLETIER (Fernand), professeur-adjoint à l'Institut catholique, 20, rue de Condé (Paris).
- LE POITTEVIN (A.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 2, square du Croisic (Paris).
- LE POITTEVIN (G.), juge d'instruction au Tribunal de la Seine, 19, rue Ernest-Renan (Paris).

- S. P. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE** (Paul), professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université, 25, boulevard Sévigné, à Rennes (Ille-et-Vilaine).
- LEREDU** (Georges), avocat à la Cour d'appel, 42, rue Paradis (Paris).
- LEROT-BEAULIEU** (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France, 27, avenue du Bois-de-Boulogne (Paris).
- LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT**, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, 5, rue Logelbach (Paris).
- LÉVEILLÉ**, professeur honoraire à la Faculté de droit de l'Université, ancien député, 55, rue du Cherche-Midi (Paris).
- LEVEN**, avocat à la Cour d'appel, 9, rue d'Aumale (Paris).
- LEVILLAIN**, professeur honoraire à la Faculté de droit de l'Université, 9, rue Montméjan, à Bordeaux (Gironde).
- LÉVY** (Emmanuel), professeur à la Faculté de droit de l'Université, à Lyon (Rhône).
- LÉVY** (Raphaël-Georges), professeur à l'École libre des sciences politiques, 26, avenue Victor-Hugo (Paris).
- LÉVY-ULLMANN** (Henri), professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université, à Lille (Nord).
- LILOVILLE** (Félix), avocat à la Cour d'appel, 104, boulevard Haussmann (Paris).
- LOMÉNIE** (Ch. DE), ancien auditeur au Conseil d'État, 92, rue de Miromesnil (Paris).
- LOUBERS**, conseiller à la Cour de cassation, 28, rue d'Assas (Paris).
- LOUIS** (Georges), directeur des Consulats et des Affaires commerciales au ministère des Affaires étrangères, 37, quai d'Orsay (Paris).
- LOUIS-LUCAS** (Paul), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 2, boulevard Carnot, à Dijon (Côte-d'Or).
- LYON-CAEN** (Charles), membre de l'Institut, doyen de la Faculté de droit de l'Université, professeur à l'École libre des sciences politiques, 13, rue Soufflot (Paris).
- LYON-CAEN** (Charles), avocat à la Cour d'appel, 20, rue d'Aumale. (Paris).
- LYON-CAEN** (Léon), avocat à la Cour d'appel, 22, rue Saint-Marc (Paris).
- LYON-CAEN** (Léon), substitut du procureur de la République, 36, rue Saint-Faron, à Meaux (Seine-et-Marne).
- 
- MADARÉ** (Ed.), avocat, ancien bâtonnier, à Pont-de-Briques (Pas-de-Calais).
- MAHOUDEAU**, avocat général près la Cour d'appel, à Rennes (Ille-et-Vilaine).
- MAILLARD** (Georges), avocat à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (Paris).
- MARANDOUT**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 63, rue Champion, à Bordeaux (Gironde).
- MARBEAU** (Eugène), ancien conseiller d'État, 14, avenue Henri-Martin (Paris).

- MARCÉ (Victor), conseiller référendaire à la Cour des comptes, 10, rue du Cirque (Paris).
- MARCHAND (H.), avocat, 24, rue de la Chancellerie, à Versailles (Seine-et-Oise).
- MARCHEVILLE (Louis DE), licencié en droit, 4, rue Meissonier (Paris).
- MARGUERIE, conseiller d'État, 6, cité Martignac (Paris).
- MAROT (Félix), docteur en médecine, 67, avenue des Champs-Élysées (Paris).
- MARTIN (Bienvenu), député, ancien ministre de l'Instruction publique, 12, rue Decamps (Paris-Passy).
- MARTINET (Camille), président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris, L'Ormeteau, à Reully (Indre).
- MARTINIÈRE (DE LA), ancien député, 52, boulevard Malesherbes (Paris).
- MARVAUD (Angel), docteur en droit, 17, rue Leverrier (Paris).
- MASSE (Louis), docteur en droit, 18, rue Gounod, à Nice (Alpes-Maritimes).
- MASSIGLI (Ch.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 276, boulevard Raspail (Paris).
- MAXWELL, avocat général près la Cour d'appel, 37, rue Thiac, à Bordeaux (Gironde).
- MAYER (Gaston), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 3, avenue Montaigne (Paris).
- MAYER (Salomon), conseiller du gouvernement autrichien, ancien professeur de droit à l'Université de Vienne, avocat consultant, 15, rue Rougemont (Paris).
- MAYNIEL, conseiller d'État, 42, rue de Berri (Paris).
- MAYSSENT (A.), procureur de la République, route des Moulins, maison Masquelez, à Guéret (Creuse).
- MENARDIÈRE (ARNAULT DE LA), ancien professeur à la Faculté de droit de l'Université, 9, rue Boncennes, à Poitiers (Vienne).
- MÉRIGNHAC (Alexandre), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 10, rue Vélane, à Toulouse (Haute-Garonne).
- MÉRIO (E.), professeur, 39, rue de L'Avalasse, à Rouen (Seine-Inférieure).
- MESTRE (Achille), professeur adjoint à la Faculté de droit, 36, rue Montaudran, à Toulouse (Haute-Garonne).
- METMAN (Étienne), avocat à la Cour d'appel, 25, place Saint-Michel, à Dijon (Côte-d'Or).
- MEYNIAL (Edmond), professeur à la Faculté de droit de l'Université, à Montpellier (Hérault).
- MICHOUD (Léon), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 26, rue Lesdiguières, à Grenoble (Isère).
- MILHAUD (Léon), avocat, docteur en droit, 5, rue de la République, à Perpignan (Pyrénées-Orientales).
- MILLIARD, sénateur, ancien ministre de la Justice et des Cultes, avocat à la Cour d'appel, 131, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).

- MIMEREL** (Antoine), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 205, boulevard Saint-Germain (Paris).
- MIRTEL** (Marcel), avocat à la Cour d'appel, 60, avenue Malakoff (Paris).
- MONNIER** (H.), doyen de la Faculté de droit de l'Université, 15, rue Bardineau, à Bordeaux (Gironde).
- S. P. MONTALIVET** (Georges MASSON DE), 53, avenue Montaigne (Paris).
- MONTVALON** (DE), substitut du procureur de la République 6, rue du Collège, à Carpentras (Vaucluse).
- MORAND** (M.), professeur à l'École de droit, 137, rue de Constantine, à Alger (Algérie).
- MOREAU** (Félix), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 10, cours Mirabeau, à Aix (Bouches-du-Rhône).
- S. P. MOREL D'ARLEUX** (Charles), notaire honoraire, 13, avenue de l'Opéra (Paris).
- MORGAND** (Henri), chef de bureau au Ministère de l'intérieur, 35, rue Brochant (Paris).
- MORILLOT**, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 42, rue du Louvre (Paris).
- MORISE** (Paul), conseiller à la Cour d'appel, 53, rue de Lisbonne (Paris).
- MORIZOT-THIBAUT** (Charles), substitut du procureur général à la Cour d'appel, 79, rue de la Tour (Paris-Passy).
- MORNARD** (Henry), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 17, rue Monsigny (Paris).
- MOTET**, docteur en médecine, 161, rue de Charonne (Paris).
- MOUCHET** (Charles), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 2, boulevard Papin, à Lille (Nord).
- MOURIER** (Eugène), ancien notaire, chef du contentieux de la Compagnie *la New-York*, 1, rue Le Peletier (Paris).
- MOURRAL** (Amédée), conseiller à la Cour d'appel, à Rouen (Seine-Inférieure).
- MUZARD** (Henri-Georges), capitaine au 35<sup>e</sup> régiment d'infanterie, à Belfort (Haut-Rhin).
- NACHBAUR** (Paul), avoué, 23, rue des Halles, à Mirecourt (Vosges).
- NANTET** (Edmond), avocat à la Cour d'appel, 12, rue de Lincoln (Paris).
- NAQUET-RADIGUET** (Henri), avocat, 73, boulevard Haussmann (Paris).
- NAST** (Alfred), avocat à la Cour d'appel, 16, rue Bertin-Poirée (Paris).
- NAST** (Marcel), docteur en droit, 47, rue des Petites-Écuries (Paris).
- S. P. NAUDOT** (Edme-Alexandre), ancien chef du service de l'Enregistrement, 48, rue de la Mairie, à Gentilly (Seine).
- NORGEOT** (Georges), avoué près le Tribunal civil, 64, rue Tiquetonne (Paris).
- NORMIER** (René), avocat à la Cour d'appel, 16, rue de Vaugirard (Paris).
- NOUEL** (René), avocat à la Cour d'appel, 41, rue du Four (Paris).
- NOURRISSON** (Paul), avocat à la Cour d'appel, 19, rue Saint-Guillaume (Paris).



- OLIVIER (Étienne), arbitre près la justice de paix du XVI<sup>e</sup> arrondissement, 17, place de la Madeleine (Paris).
- OUDART (Antoine), avocat à la Cour d'appel, 20, rue du Cloître-Notre-Dame (Paris).
- OULIF (Émile), avocat à la Cour d'appel, 64, rue des Mathurins (Paris).
- PAGÈS (Émile), chef de bureau au Ministère des finances, 9, avenue de La Bourdonnais (Paris).
- PAISANT (Alfred), président honoraire du Tribunal civil, 35, rue Neuve, à Versailles (Seine-et-Oise).
- PASCAUD (Henri), président de chambre honoraire à la Cour d'appel, à Chambéry (Savoie).
- PASSEZ (Ernest), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 122, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).
- PASSY (Louis), député, ancien sous-secrétaire d'État, 75, rue de Courcelles (Paris).
- PAULET (Georges), chef de bureau au Ministère du commerce, 47, boulevard Suchet (Paris).
- PÉDONE (A.), libraire-éditeur, 13, rue Soufflot (Paris).
- PÉ DE ARROS (Henri), juge au Tribunal civil, à Foix (Ariège).
- PEIRON (Alfred), avoué près le Tribunal civil, 19, rue d'Algérie, à Lyon (Rhône).
- PELLETIER (Ch.-A.-G.), publiciste, 4, boulevard de la République, à Versailles (Seine-et-Oise).
- PENET (Joseph), secrétaire du contentieux de la C<sup>ie</sup> P.-L.-M., 203 bis, boulevard Saint-Germain (Paris).
- PÉNIGAUD, ancien notaire, 108, rue Legendre (Paris).
- PERCEROU, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 110, rue de la Préfecture, à Dijon (Côte-d'Or).
- PÉRONNE (Lucien), avocat à la Cour d'appel, 79, boulevard Malesherbes (Paris).
- PERRET (Hippolyte), ancien conseiller d'État, 6, rue François I<sup>er</sup> (Paris).
- S. P.** PEYRE-COURANT, avocat à la Cour d'appel, 14, quai de Gesvres (Paris).
- PIC (Paul), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 2, place Ollier, à Lyon (Rhône).
- PICHON (F.), administrateur-délégué de la Librairie générale de droit et de jurisprudence, 20, rue Soufflot (Paris).
- PICOT (Georges), membre de l'Institut, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, 54, rue Pigalle (Paris).
- PIGNART-DUDEZERT, conseiller à la Cour d'appel, 37, rue Ampère (Paris).
- PIGNON (Armand), vice-président du Tribunal de première instance de la Seine, 25, rue du Montparnasse (Paris).
- PILLET (Antoine), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 83, rue Notre-Dame-des-Champs (Paris).

- PILON (Eustache), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 45, rue de Puébla, à Lille (Nord).
- PINSON (Charles), président du Tribunal civil, 4, rue Saint-Geoffroy, à Amiens (Somme).
- PIOT (Gaston), chef du contentieux de la C<sup>e</sup> des Chemins de fer du Midi, 1, place d'Iéna (Paris).
- PIOT (Stéphane), avocat à la Cour d'appel, 85, boulevard Haussmann (Paris).
- PLANIOL (Marcel), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 56, rue d'Assas (Paris).
- POIGNANT (Georges), avocat à la Cour d'appel, 11, rue Dupont-des Loges (Paris).
- POIGNARD (Daniel), avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (Paris).
- POINCARÉ (Raymond), avocat à la Cour d'appel, député, ancien ministre, 26, avenue des Champs-Élysées (Paris).
- POISOT (Charles), avocat, 4, rue Buffon, à Dijon (Côte-d'Or).
- POLETNICH, notaire, 116, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).
- POLITIS (Nicolas-Socrate), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 25, rue de la Monnaie, à Poitiers (Vienne).
- POTIER (Georges), conseiller à la Cour de cassation, 12 bis, place de Laborde (Paris).
- POUGY (Arthur), avocat à la Cour d'appel, 80, rue de Grenelle Saint-Germain (Paris).
- POUX-FRANKLIN, conseiller honoraire à la Cour de cassation, 16, rue de Montalivet (Paris).
- PRAT (Paul DE), ancien magistrat, 2, rue d'Avon, à Fontainebleau (Seine-et-Marne).
- PRET (Célestin), avocat à la Cour d'appel, 39, rue Monge (Paris).
- PRUDHOMME (Henri), juge au Tribunal civil, 234, rue de Solférino, à Lille (Nord).
- RAMEL (Fernand DE), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, député, 23, rue de Bourgogne (Paris).
- S. P. RAMPAL (Auguste), avocat, 32, rue Grignan, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- RANQUET (Louis DU), avocat, à Tissonnières, par Maringues (Puy-de-Dôme).
- RAPOPORT (Salmon), avocat à la Cour d'appel, 78, rue Lafayette (Paris).
- RAU (Gaston), conseiller à la Cour de cassation, 43, rue La Bruyère (Paris).
- RECHNAUD (Georges), docteur en droit, avocat, 9, rue Saint-Louis, à Versailles (Seine-et-Oise).
- REINACH (Théodore), avocat, 9, rue Hamelin (Paris).
- REITLINGER, avocat à la Cour d'appel, 9, avenue Hoche (Paris).
- RENAULD (Albert), avoué, à Bar-le-Duc (Meuse).
- RENAULT (Louis), membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 30, rue du Cherche-Midi (Paris).

- RENAULT-MORLIÈRE, député, 69, rue de l'Université (Paris).  
REULOS (Alexandre), juge d'instruction, 15, rue Saint-Martin, à Versailles (Seine-et-Oise).  
REYON, professeur à l'Université impériale de Tokio, à Orgerus (Seine-et-Oise).  
REY (Francis), avocat à la Cour d'appel, 7, rue d'Assas (Paris).  
REYNAUD, conseiller à la Cour de cassation, 7, rue Alboni (Paris).  
REYNAUD (Joseph), conseiller d'État, 86, rue de Miromesnil (Paris).  
RIBADEAU-DUMAS (Charles) avoué, à la Cour d'appel, 5, rue de l'Université (Paris).  
RIBOT (Alexandre), membre de l'Académie française, député, ancien ministre, 6, rue de Tournon (Paris).  
RIGAULT (Paul), notaire, 8, boulevard Sébastopol (Paris).  
RIGOT (Pierre), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 75, rue Blanche (Paris).  
S. P. RIOCREUX (Georges), membre de la Société d'économie sociale, 18, rue Guilhem (Paris).  
RIVIÈRE (Albert), ancien magistrat, 52, rue d'Amsterdam (Paris).  
RIVIÈRE (Charles), avocat à la Cour d'appel, 28, quai de Billancourt, à Billancourt (Seine).  
ROBINET DE CLÉRY (Adrien), avocat à la Cour d'appel, 6 bis, rue du Cloître-Notre-Dame (Paris).  
ROBIQUET (Paul), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 80, rue de Rennes (Paris).  
ROLLAND (Louis), chargé de cours à l'École de droit, 30, rue de Constantine, à Alger (Algérie).  
ROLLAND (Pierre), avocat, 31, rue de la Darse, à Marseille (Bouches-du-Rhône).  
ROMIEU (Jean), maître des requêtes au Conseil d'État, 18, rue des Pyramides (Paris).  
RONSSIN, consul de France, 111, rue Saint-Antoine (Paris).  
S. P. ROTHSCHILD (baron de), 21, rue Laffitte (Paris).  
ROUARD DE CARD (E.), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 45, rue de Metz, à Toulouse (Haute-Garonne).  
ROUSSEL (Félix), avocat à la Cour d'appel, 4, boulevard Saint-André (Paris).  
ROUSSEL (Louis), docteur en droit, avocat, 17, rue Saint-Jean, à Péronne (Somme).  
ROUSSELLE (Édouard), licencié en droit, 99, rue du Bac (Paris).  
ROUSSET (Raoul), avocat à la Cour d'appel, 52, boulevard Maiesherbes (Paris).  
ROUVILLE (DE), conseiller d'État, 64, rue de Monceau (Paris).  
ROUX (Jean-André), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 22, boulevard de Brosses, à Dijon (Côte-d'Or).  
ROZEY (Paul), avocat, 21, rue Warnier, à Reims (Marne).  
RUBEN DE COUDER, conseiller à la Cour de cassation, 43, rue de Rennes (Paris).

**SABATIER**, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 48, rue de Grenelle (Paris).

**SAINT-GIRONS (A.)**, avocat-conseil de MM. Schneider et Cie, 42, rue d'Anjou (Paris).

**SALEFRANQUE (Léon)**, directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre du département des Landes, 30, rue Martinon, à Mont-de-Marsan (Landes).

**SALEILLES (Raymond)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 14, rue Saint-Guillaume (Paris).

**SANIAL DU FAY**, ancien préfet, à Noves (Bouches-du-Rhône).

**SANSAS (C.)**, juge au Tribunal civil, 6, place Garibaldi, à Béziers (Hérault).

**SAUTERAUD (Marcel)**, substitut du procureur de la République au Tribunal de la Seine, 21, rue d'Antin (Paris).

**SAUVAGNAC (Marcel)**, avocat à la Cour d'appel, 62, boulevard Malessherbes (Paris).

**SAUZET (Marc)**, ancien député, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 8, boulevard Raspail (Paris).

**SCHAUER (Rudolf)**, docteur en droit, avocat international, 49, rue de Trévise (Paris).

**SCHMAHL (Mme Jeanne)**, directrice de l'*Avant-courrière*, 41, rue Gazan (Paris).

**SCHWARTZ (Rodolphe)**, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, 26, avenue du Bois-de-Boulogne (Paris).

**SÉE (Edgar)**, avocat, docteur en droit des Universités de Paris et de Heidelberg, 4, rue Le Peletier (Paris).

**SÉE (Eugène)**, ancien préfet, 103, rue de Miromesnil (Paris).

**SELIGMAN (Edmond)**, avocat à la Cour d'appel, 5, avenue Montaigne (Paris).

**SERRE (Georges)**, avocat, 47, rue du Parc-de-Clagny, à Versailles (Seine-et-Oise).

**SERRE (Henri)**, avocat à la Cour d'appel, 17, boulevard de la Madeleine (Paris).

**SERVILLE (Raymond)**, avocat à la Cour d'appel, 6, rue Espinasse, à Toulouse (Haute-Garonne).

**SIMONIN (Armand)**, avocat à la Cour d'appel, 3, rue du Dôme (Paris).

**SIREY (J.)**, avocat, 7, rue Bernard-de-Ventadour, à Brive (Corrèze).

**SOUBIRAN (Georges)**, sous-préfet, à Provins (Seine-et-Marne).

**SOUCHON (Auguste)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 51, avenue Bugeaud (Paris).

**STSCHOUKINE (Ivan)**, 91, avenue de Wagram (Paris).

**SUMIEN (Paul)**, docteur en droit, 2, rue Mizon (Paris).

**SURVILLE (F.)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université, 19, rue du Gervis-Vert, à Poitiers (Vienne).

**SZECHEŐ (Gábor)**, docteur en droit, avocat à Budapest (Autriche-Hongrie), 31, rue du Château, à Neuilly-sur-Seine (Seine).

**TANON**, président de Chambre à la Cour de cassation, 46, rue Jacob (Paris).

TARBOURIECH (Ernest), avocat à la Cour d'appel, 19, rue du Sommerard (Paris).

TAUDIÈRE (Henri), professeur de droit à l'Institut catholique, 70, rue Madame (Paris).

TERQUEM (Henri), avocat, 41, rue Saint-Jean, à Dunkerque (Nord).

TERRAT, doyen de la Faculté libre de droit à l'Institut catholique, 18, rue Saint-Romain (Paris).

TÉTU (Émile), juge honoraire au Tribunal de Soissons, à Crépy-en-Valois (Oise).

THALLER (Edmond), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 8 bis, rue de l'Arrivée (Paris).

THEURAULT (Aristide), docteur en droit, ancien magistrat, 13, rue de Naples (Paris).

THÉVENET (Louis), avocat à la Cour d'appel, 70, boulevard de Courcelles (Paris).

THÉZARD (Léopold), sénateur, 2, rue Leneveux (Paris).

THIRAULT, directeur de l'Office du travail législatif et parlementaire, 63, rue de l'Université (Paris).

THIRRIA, ancien commissaire du gouvernement près le Conseil de préfecture de la Seine, 37, avenue Montaigne (Paris).

THUREAU (Georges), conseiller honoraire à la Cour d'appel, 11, rue Garancière (Paris).

TISSIER (Albert), professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université, 84, rue du Ranelagh (Paris).

TOURDES (G.), juge d'instruction au Tribunal civil, à Saint-Dié (Vosges).

TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'État, vice-président de la section économique et sociale du comité des travaux historiques et scientifiques, 28, rue Barbey-de-Jouy (Paris).

TRAVERS (Maurice), avocat à la Cour d'appel, 128, boulevard Saint-Germain (Paris).

TRÉMEAU (Jacques), avocat, ancien notaire, 133, boulevard Saint-Germain (Paris).

TRIANAPHYLLIDÈS (Grégoire), avocat à la Cour d'appel, 127, boulevard Malesherbes (Paris).

TRIBOULET (Maurice), agréé au Tribunal de commerce, 41, rue de Valois (Paris).

TRUCHY (Henry), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 212, rue de Rivoli (Paris).

TURREL (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Chambéry, à Montmélian (Savoie).

VALABRÈGUE, conseiller à la Cour d'appel, 41, rue de Vaugirard (Paris).

VALERY (Jules), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 9, rue Vieille-Intendance, à Montpellier (Hérault).

VALFRAMBERT, avocat à la Cour d'appel, 18, rue Blanche (Paris).

- VALLON, maître des requêtes honoraire au Conseil d'État, 18, rue de Dunkerque (Paris).
- VANLAER (E.), avocat, professeur de droit à l'Institut catholique, 127, boulevard de la Liberté, à Lille (Nord).
- VARIN, avocat, 140, boulevard Haussmann (Paris).
- VAULX D'ACHY (DE), conseiller à la Cour d'appel, 6, rue Frédéric-Bastiat (Paris).
- VAVASSEUR (Jacques), avocat à la Cour d'appel, 17, rue Soufflot (Paris).
- VERGÉ (Ch.), ancien maître des requêtes au Conseil d'État, 5, avenue de l'Alma (Paris).
- S. P. VERMOND (Edouard), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 50, cours Mirabeau, à Aix (Bouches-du-Rhône).
- VERNEAUX (René), chef du contentieux à l'administration centrale des Messageries maritimes, 75, rue de Miromesnil (Paris).
- VIAL (Paul), ancien magistrat, 11, rue de Lille (Paris).
- VIDAL (Georges), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 12, rue Saint-Rémézy, à Toulouse (Haute-Garonne).
- VIDAL-NAQUET (Albert), avocat, 66, rue Montgrand, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- S. P. VILLARD, avocat, 6, quai d'Occident, à Lyon (Rhône).
- VILLETARD DE PRUNIÈRES (Maurice), avocat à la Cour d'appel, 179, boulevard Saint-Germain (Paris).
- S. P. VILLEY, membre de l'Institut, doyen de la Faculté de droit de l'Université, 58, rue Bicoquet, à Caen (Calvados).
- VIOLLET (Édouard), avocat à la Cour d'appel, 75, rue de Vaugirard (Paris).
- VIROLET (Léon), licencié en droit, 39, rue de Moscou (Paris).
- VOISIN (Félix), conseiller à la Cour de cassation, 11 bis, rue de Milan (Paris).
- WAHL (Albert), doyen de la Faculté de droit de l'Université, 282, rue Solférino, à Lille (Nord).
- WALDMANN (Abel), agent de change honoraire, 53, rue de la Bourse, à Lyon (Rhône).
- WEBER (Eugène), avocat à la Cour d'appel, 194, rue de Rivoli (Paris).
- WEISS (André), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 10, rue Copernic (Paris).
- WEISS (Paul), ingénieur au Corps des Mines, 78 bis, avenue Henri-Martin (Paris).
- S. P. WORMS (René), docteur ès lettres, agrégé des Facultés de droit, auditeur de 1<sup>re</sup> classe au Conseil d'État, directeur de la *Revue internationale de sociologie*, 115, boulevard Saint-Germain (Paris).
- WORMSER (Albert), agréé près le tribunal de commerce, 56, rue de la Parioisse, à Versailles (Seine-et-Oise).
- YVERNÈS (Maurice-Léon), chef de bureau au ministère de la Justice, 85, rue Lemercier (Paris).

**ACADÉMIE DE BORDEAUX** (Bibliothèque universitaire, section de droit),  
143, cours Victor-Hugo, à Bordeaux (Gironde).

**ASSOCIATION NATIONALE DES PORTEURS FRANÇAIS DE VALEURS ÉTRANGÈRES**,  
5, rue Gaillon (Paris).

**AVOCATS A LA COUR D'APPEL de Lyon** (Bibliothèque).

**AVOCATS A LA COUR D'APPEL de Paris** (Bibliothèque).

**AVOCATS A LA COUR DE CASSATION** (Bibliothèque).

**BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS** (Service des études financières), 3,  
rue d'Antin (Paris).

**BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE d'Aix** (Bouches-du-Rhône).

**BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE d'Alger**.

**BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE**, rue Pasteur, à Caen (Calvados).

**BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE de Grenoble** (Isère).

**BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE de Lille** (Nord).

**BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE**, section de droit et lettres, 18, quai  
Claude-Bernard, à Lyon (Rhône).

**BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE de Montpellier** (Hérault).

**BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE de Nancy** (Meurthe-et-Moselle).

**BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE de Rennes** (Ille-et-Vilaine).

**CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS** (Bibliothèque).  
56, rue de Lille (Paris).

**CERCLE DE LA LIBRAIRIE**, 117, boulevard Saint-Germain (Paris).

**CHAMBRE DE COMMERCE de Lille** (Bibliothèque).

**CHAMBRE DE COMMERCE de Lyon** (Bibliothèque).

**CHAMBRE DE COMMERCE de Paris** (Bibliothèque), place de la Bourse.

**CHAMBRE DE COMMERCE de Saint-Étienne** (Bibliothèque).

**CHAMBRE DES AVOUÉS près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de la Seine** (Biblio-  
thèque).

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS** (Bibliothèque).

**CHAMBRE DES NOTAIRES de Paris** (Bibliothèque).

**CHAMBRE SYNDICALE DES AGENTS DE CHANGE** (M. Édouard Lebel, chef  
adjoint du contentieux), 6, rue Ménars (Paris).

**COMPAGNIE CENTRALE DU GAZ** (MM. Lebon et Cie, 26, rue de Londres  
(Paris).

**CONSEIL D'ÉTAT** (Bibliothèque).

**COUR DE CASSATION** (Bibliothèque).

**COUR D'APPEL de Besançon** (Bibliothèque)

**COUR D'APPEL de Paris** (Bibliothèque).

**COUR D'APPEL de Rouen** (Bibliothèque).

**COUR DES COMPTES** (Bibliothèque), Palais-Royal (Paris).

**CRÉDIT LYONNAIS** (service des études financières), 19, boulevard des  
Italiens (Paris).

**ÉCOLE COLONIALE** (Bibliothèque), 2, avenue de l'Observatoire (Paris).

**ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES** (Bibliothèque), 27, rue Saint-  
Guillaume (Paris).

ÉCOLE MILITAIRE D'INFANTERIE (Bibliothèque), à Saint-Maixent (Deux-Sèvres).

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE (Bibliothèque), École militaire (Paris).

FACULTÉ DE DROIT de Dijon (Bibliothèque).

FACULTÉ DE DROIT de Paris (Bibliothèque).

FACULTÉ DE DROIT de Paris (Secrétariat).

FACULTÉ DE DROIT de Poitiers (Bibliothèque).

FACULTÉ DE DROIT de Toulouse (Bibliothèque).

FACULTÉ DE DROIT de l'Institut catholique de Lyon (Bibliothèque).

FACULTÉ DE DROIT de l'Institut catholique de Paris (Bibliothèque).

INSTITUT CATHOLIQUE D'ANGERS (Bibliothèque), Palais universitaire  
2, rue Volney.

INSTITUT CATHOLIQUE de Lille (Bibliothèque), 60, boulevard Vauban.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR DU CHILI, chez M. Pedone (Paris).

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Bibliothèque).

MINISTÈRE DES FINANCES (Bibliothèque centrale).

MINISTÈRE DES FINANCES (Bibliothèque du bureau central du cabinet).

MINISTÈRE DES FINANCES (Bureau de la statistique).

MINISTÈRE DE LA GUERRE (Bibliothèque).

MINISTÈRE DE LA JUSTICE (Bibliothèque du Comité de législation étrangère).

MUSÉE SOCIAL (Bibliothèque), 5, rue Las-Cazes (Paris).

PARQUET DE LA COUR DE CASSATION (Bibliothèque).

PRÉFECTURE DE POLICE (Bibliothèque).

PRÉFECTURE DE LA SEINE (Bibliothèque).

SÉNAT (Bibliothèque).

SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE, 8, rue d'Athènes (Paris).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (Bibliothèque).

TRIBUNAL MIXTE DE TUNIS (Bibliothèque).

VILLE DE RENNES (Bibliothèque).

## 2° Membres résidant à l'étranger.

ADAN (H.), directeur de la compagnie d'assurances *la Royale Belge*, rue Royale, au coin de l'impasse du Parc, à Bruxelles (Belgique).

AHMED AFIFI-BEY, conseiller à la Cour indigène, au Caire (Égypte).

AHMED CHAFIK-BEY, secrétaire général de S. A. le Khédive, palais Abdine, au Caire (Égypte).

ALEXANDRESCO (D.), conseiller à la Cour de cassation, professeur à l'Université, à Jassy (Roumanie).

ALIMANESTIANO (Mad° Constantin), docteur en droit, 31, rue Coltzea, à Bucarest (Roumanie).

ALIMENA (Bernardino), professeur à l'Université, à Cosenza (Italie).

ALMENARA (Domingo DE), avocat, Casilla, n° 275, à Lima (Pérou).

ALVARES BORGERTH (J.-S.), procureur fiscal et avocat, rua do Rosario, 68, à Rio-de-Janeiro (Brésil).



ALVES DA SILVA PORTO (João), avocat, rua Marquez de Olinda, 14, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

ANDERSON (Luis), avocat, 316, boîte postale, à San-José (Costa-Rica).

ARANGIO RUIZ (Gaetano), doyen et professeur ordinaire de droit constitutionnel à l'Université à Macerata (Italie).

ARCHIBALD (S.-G.), sous-directeur de l'École Khédiviale de droit, Le Caire (Égypte).

ARMINJON (Pierre), professeur à l'école khédiviale de droit, poste restante, au Caire (Égypte).

AZEVEDO E SILVA (José-Francisco d'), avocat, 76-2°, rua do Crucifixo, à Lisbonne (Portugal).

BAISINI (le chevalier), avocat à la Cour d'appel, directeur de l'*Institut juridique international*, 3, via Brisa, Milan (Italie).

BAKALOFF, ancien président de la Chambre des députés, avocat à Choumla (Bulgarie).

BAR (L. DE), député au Reichstag allemand, professeur de droit à l'Université, à Göttingue (Allemagne).

BARROS RAJA GABAGLIA (Dr Julio DE), professeur à la Faculté libre des sciences juridiques et sociales, 108, rua dos Invalidos (Forum), à Rio-de-Janeiro (Brésil).

BASILESCO (Nicolas), professeur d'économie politique à la Faculté de droit, 196, calea Victoriei, à Bucarest (Roumanie).

BAUMGARTEN (Ferdinand), docteur en droit, V, Nagykorona Utcza, 18, à Budapest (Hongrie).

BAUMGARTEN (Dr Isidore), procureur du Roi, VIII, Erzsebetkónit, 41, à Budapest (Hongrie).

BECKERS (René), place Saint-Jacques, à Louvain (Belgique).

BELLANDO DE CASTRO (Lucien), avocat à Monaco (Principauté).

BENEVIDES (José), Banco nacional Ultramarino à S. Thomé, via Lisbonne (Afrique occidentale portugaise).

BENITO Y DE ENDARA (Lorenzo), professeur de droit commercial à l'Université, avocat, 74, 4°, Claris, à Barcelone (Espagne).

BENOIT (Georges), ministre plénipotentiaire, à Belgrade (Serbie).

BENSA (Enrico), professeur à l'Université et à l'École supérieure de commerce, 19, via San-Bernardo, à Gênes (Italie).

BERNAERT, ministre d'État, président de la Chambre des représentants de Belgique, ancien président du Conseil des ministres, à Bruxelles (Belgique).

BERNARDES DA SILVA (Alfredo), avocat, 71, rua dos Voluntarios da Patria, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

S P. BERNARDI (Pierre), conseiller khédivial au ministère de l'Intérieur, au Caire (Égypte).

BLUMSTEIN (Félix), bibliothécaire honoraire de la ville, 1, Tivolistrasse, à Strasbourg (Alsace).

- BOBTSCHEFF** (Stefan S.), avocat, rédacteur en chef de la *Revue juridique bulgare*, député, professeur à l'Université, 26, rue Slavianska, à Sofia (Bulgarie).
- BODDAERT** (Henri), avocat à la Cour d'appel, coupure n° 46, à Gand (Belgique).
- BODEUX** (Michel), substitut du procureur du Roi, 4, rue Charles-Morren, à Liège (Belgique).
- BOERNREITHER** (Joseph), ancien ministre du commerce, député au Reichsrath. VIII, Landesgerichtsstrasse, 11, à Vienne (Autriche).
- BOICEAU** (Charles), avocat et conseiller national, 6, Grand-Chêne, à Lausanne (canton de Vaud, Suisse).
- BONAMY** (Auguste), bâtonnier de l'ordre des avocats, professeur à l'École nationale de droit, à Port-au-Prince (Haïti).
- BORNO** (Louis), ministre d'Haïti à Santo-Domingo (Rép. Dominicaine).
- BORZENKO** (Alexandre DE), ancien professeur de droit civil, 10, rue Pouchkine, à Odessa (Russie).
- BOUZON** (Justin), arpenteur-géomètre, 146, rue du Centre, à Port-au-Prince (Haïti).
- BRANTS** (Victor), professeur à la Faculté de droit de l'Université, 9, place du Marché-aux-Grains, à Louvain (Belgique).
- BRESIEWICZ** (Taddée), conseiller, au ministère de la Justice, VI, Köstlergasse, 7, à Vienne (Autriche-Hongrie).
- BRIDEL** (Louis), professeur à la Faculté de droit de l'Université impériale Kajayaski, Daigaku, 11, Hongo, à Tokio (Japon).
- BRIFAUT** (Valentin), avocat à la Cour d'appel, 131, rue de Stassart, à Bruxelles (Belgique).
- BRIGIDO** (Virgilio), avocat, à Rio-de-Janeiro (Brésil).
- BROCHER DE LA FLÉCHÈRE**, professeur de droit à l'Université, 9, rue Bellot, à Genève (Suisse).
- BROUWER** (Jean DE), avocat, Château Les Houx, à Saint-André-lez-Bruges (Belgique).
- BRUNIALTI** (Attilio), député, conseiller d'État, professeur à l'Université, 19, rue Virginia Orsini, à Rome (Italie).
- BRUSA** (Emilio), professeur de droit pénal à l'Université, 22, Corso Vinzaglio, à Turin (Italie).
- BULHOES JARDIM** (J. Leopoldo DE), sénateur, au palais du Sénat, à Rio-de-Janeiro (Brésil).
- BUSTAMANTE** (Antonio S. DE), sénateur, professeur de droit international à l'Université et directeur de la *Revista del Foro*, Aguacate, 128, à La Havane (Cuba).
- BUSTILLO** (Pedro J.), avocat, ancien juge à la Cour suprême de justice et à la Cour de cassation, à Tegucigalpa (Honduras).
- BUZZATI** (J.-C.), professeur à l'Université, 12, via San Marco, à Milan (Italie).
- CALOYANNI** (Mégalos A.), avocat près les tribunaux mixtes, à Alexandrie (Égypte).

- CAMPO (Maximo DEL), avocat, député, 107, Catédral, à Santiago (Chili).
- CANTILLI (Georges), avocat, professeur à la Faculté de droit, ancien ministre, 4, strada Academiei, à Bucarest (Roumanie).
- CANTILLI (P. G.), avocat, 33, strada Sculpturei, à Bucarest (Roumanie).
- CARBONELL (Ramon I.), directeur de la *Revista general de derecho*, 116, calle de Cuba, à La Havane (Ile de Cuba).
- S. P. CARBONELL Y RUIZ (José M.), professeur à l'Université de La Havane, bâtonnier de l'ordre des avocats, sénateur aux Cortès espagnoles, 116, calle de Cuba, à La Havane (Ile de Cuba).
- CARFORA (Francesco), avocat, 84, via Constantinopoli, à Naples (Italie).
- CARNAXIDE (Vicomte de), avocat au Tribunal de commerce, à Lisbonne (Portugal).
- S. P. CASASUS (Joaquin), avocat, calle Norte, 10-3°, à Mexico (Mexique).
- S. P. CASTAÑA (Estanislao), avocat et fiscal municipal du district ouest de la Havane, calle 11 Esquina A Vedado, La Havane (Ile de Cuba).
- CASTORI, avocat à la Cour de cassation de Florence et professeur à l'Université, à Padoue (Italie).
- CELSE DE ASSIS FIGUEIREDO (Dr Affonso), villa Petiotte, à Petropolis (Brésil).
- CHALLANDES (Léon), privat-docent à l'Université, à Jouriew (Dorpat) (Russie).
- S. P. CHALMERS (M.-D.), ancien conseiller légiste du Conseil du vice-roi de l'Inde, Office of the Parliamentary Counsel, 3, Whitehall Gardens, à Londres (Angleterre).
- CHIRONI, professeur de droit à l'Université, via delle Rosine, 10, à Turin (Italie).
- CHUNG-HUI-WANG, licencié en droit, 126, Howe street, à New Haven (Connecticut, États-Unis).
- CODERCH MANAU (Secundino), avocat, calle alta de San Pedro, 6-1°, à Barcelone (Espagne).
- CODT (DE), avocat-conseil du ministère de la Justice, Le Caire (Égypte).
- COHN (Georg), professeur ordinaire à l'Université, Hottingen, 10, Mercurstrasse, à Zurich (Suisse).
- COLA-PROTO (Francesco DE), avocat, professeur de procédure pénale à l'Université, à Messine (Sicile).
- COLASSI (E.-L.), avocat, Galata, Hairar-Han, 11, à Constantinople (Turquie).
- S. P. COLER (F.-W.), attaché d'ambassade, 11, Pine street, à New-York (États-Unis).
- CONINCK-LIEFSTING (F.-B.), vice-président de la Haute-Cour, 50, Konin-ginnegracht, à La Haye (Pays-Bas).
- CONTI (le comte Hugo), avocat, 29, rue Ugo Bassi, à Bologne (Italie).

**S. P. CONTUZZI (Francesco)**, professeur de droit international à l'Université, 143, rue Toledo, à Naples (Italie).

**CONSI (Alexandre)**, professeur de droit public et privé à l'Université de Pise, 15, via Genova, à Turin (Italie).

**COSTA (Augusto DA)**, ministre du Brésil, chez MM. Sebasti et Reali, banquiers, 20, Piazza di Spagna, à Rome (Italie).

**COVIAN Y JUNCO (Victor)**, conseiller au Tribunal suprême, glorieta de San Bernardo, 5, 2<sup>e</sup> izqda, à Madrid (Espagne).

**CRAENE (G. DE)**, professeur de droit commercial comparé à l'Université de Liège, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, 28, rue des Drapiers, à Bruxelles (Belgique).

**CRAHAY (Édouard)**, professeur à l'Université, 31, rue Henricourt, à Liège (Belgique).

**CRÉMAZY (Laurent)**, conseiller légiste du gouvernement coréen, à Séoul (Corée).

**CSILLAGH**, professeur extraordinaire à la Faculté de Budapest, 47, Josefing, à Budapest (Hongrie).

**DAMASCHINO (N.)**, avocat, professeur à l'Université, 42, rue du Pirée, à Athènes (Grèce).

**DANIELL (D<sup>r</sup> Alfred)**, avocat, 8, Newcourt, Lincoln's Inn, à Londres W. C. (Angleterre).

**DAOUD-ROUSSO**, avocat, Altiparmak Han, Stamboul, à Constantinople (Turquie).

**DAUGE (Eugène)**, professeur à l'Université, 18, rue Guinard, à Gand (Belgique).

**DELIGEORGES (Démétrius Ep.)**, conseiller à la Cour d'appel, 68, rue Nikis, à Athènes (Grèce).

**S. P. DENISON (Henri Willard)**, conseiller légiste au ministère des Affaires étrangères, à Tokio (Japon).

**DESCAMPS-DAVID (E.)**, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Louvain, membre du conseil supérieur de l'État indépendant du Congo, sénateur, 99, rue de Namur, à Louvain (Belgique).

**DÉVOT (Justin)**, avocat, ancien professeur à l'École nationale de droit, 91, rue du Peuple, à Port-au-Prince (Haïti).

**DIEMER-HEILMANN (Michel)**, ancien notaire, à Mulhouse (Alsace).

**DIOMÈDE (Alexandre)**, professeur agrégé de droit public à l'Université, 6, rue Xénophon, à Athènes (Grèce).

**DISSESCOU (Constantin)**, ancien ministre, professeur à l'Université, avocat, à Bucarest (Roumanie).

**DJELAL NOURY**, docteur en droit, Inayet Han, Galata, Constantinople (Turquie).

**DOBLADO (Dionisio)**, avocat, calle de Granada, Hôtel n° 1, à Madrid (Espagne).

**DORSAINVILLE**, député, à Port-au-Prince (Haïti).

**DRUCKER (T.-L.)**, professeur de droit à l'Université de Leyde (Pays-Bas).

DUBOIS (Ernest), directeur de l'Institut supérieur de Commerce, 51, rue des Peintres, à Anvers (Belgique).

DUPRIEZ (L.), professeur de droit à l'Université catholique de Louvain, 120, rue de la Station, à Louvain (Belgique).

DUPUY (Edmond), avocat, sous-inspecteur des écoles, au Cap-Haïtien (Haïti).

DURAND (Constantin), conseiller à la Cour de cassation, à Port-au-Prince (Haïti).

ELEWYCK (Ernest van), 31, boulevard Baudouin, à Bruxelles (Belgique).

ELMORE (Alberto), conseiller à la Cour suprême, à Lima (Pérou).

ENEFF (J. S.), avocat, à Toutrakan (Bulgarie).

ERRERA (Paul), avocat, professeur à l'Université, 14, rue Royale, à Bruxelles (Belgique).

ETHÉART (Emmanuel), avocat, ancien professeur à l'École de droit à Port-au-Prince (Haïti).

FABRE DE LARCHE (Jean), secrétaire d'ambassade, Légation de France, Osterbrogade, 2 B, à Copenhague (Danemark).

S. P. FAKRY-PACHA (Hussein), ministre de l'Instruction publique et des Travaux publics, au Caire (Égypte).

FARIA FILHO (Zeferino de), avocat, 64, rua General Camara, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

S. P. FARNAM (Henry W.), professeur, 43, Hillhouse avenue, à New-Haven, Connecticut (États-Unis).

FAVEY, Juge fédéral, 1, Grotte, à Lausanne (Suisse).

FELDSTEIN (GREGOIR), professeur, Arbate, 14, rue Kalochine, maison propre, à Moscou (Russie).

FÉRÈRE, secrétaire d'État des relations extérieures, à Port-au-Prince (Haïti).

FERRARI (Auguste), avocat, 11, via Borgo-Novo, à Milan (Italie).

FIETTA (Paul), professeur à l'Université, 9, Grand'Rue, à Fribourg (Suisse).

FIORE (Pasquale), professeur de droit à l'Université, 134, corso Vittorio Emanuele, à Naples (Italie).

S. P. FIRMIN (A.), ancien ministre plénipotentiaire de la République d'Haïti en France, à Saint-Thomas (Antilles Danoises).

S. P. FØRDEN (And.), conseiller à la Cour de ville, 1, Sorgenfrigaden, à Christiania (Norvège).

FORTUNATO (Ernesto), secrétaire général du *Circolo Giuridico*, 52, Gennaro Serra, à Naples (Italie).

FRÉCHETTE (Arthur), traducteur en chef de la Chambre des Communes, à Ottawa (Canada).

FREY (Friedrich), Hof- und Gerichtsadvokat, 1, Esslingsgasse, 4, à Vienne Autriche).

- S. P. FREZALS** (Jorge DE), avocat, ancien agent consulaire de Belgique et de France à Mendoza (République Argentine), 109, via Sistina, à Rome (Italie).
- S. P. FRISCH** (Édouard), secrétaire d'État de S. M. l'Empereur, membre du Conseil de l'Empire, sénateur, Novo Isaakierskaija, 22, à Saint-Petersbourg (Russie).
- S. P. FRUTOS OSANDON**, avocat à la Cour d'appel, à la Serena (Chili).
- FULD** (Ludwig), avocat-avoué, 11, Heidelbergerfassgasse, à Mayence (Allemagne).
- FURUYA** (H.), docteur en sciences politiques, Tokio Club, à Tokio (Japon).

**GALOPIN** (Gérard), professeur à l'Université de Liège, à Angleur-lès-Liège (Belgique).

**GARRAMUÑO** (Javier M.), avocat, 53, Calle Salta, à San Juan (République Argentine).

**GEIGY** (Alfred), 48, fossé Saint-Léonard, à Bâle (Suisse).

**GERVAIS** (Honoré), avocat, député au Parlement du Canada, New-York Life Building, à Montréal (Canada).

**GHICA** (Jean), préfet du département de Vlasca, à Giurgiu (Roumanie).

**GIANNELIA** (Dr Basilio), secrétaire de la Cour suprême, iv, Rainergasse, 18, à Vienne (Autriche).

**GIL** (Natalio), professeur d'histoire au collège de La Plata, 48,828, à La Plata (République Argentine).

**GIROUL** (Lucien), avocat, membre de la Chambre des représentants, à Charleroi (Belgique).

**GODFROY-LANGLOIS**, directeur-gérant du *Canada*, à Montréal (Canada).

**GONGORA Y ECHENIQUE** (Francisco DE), directeur de la *Revista de los Tribunales*, 43, San Bernardo, à Madrid (Espagne).

**GONZALEZ** (Pedro Luiz), avocat et professeur d'économie politique à l'Université, 152, Bandera, à Santiago (Chili).

**GRENIER**, professeur de droit civil à l'Académie de Lausanne (Suisse).

**GROULARD** (Jules), juge au Tribunal de 1<sup>re</sup> instance, à Dinant (Belgique).

**HAKKY BEY** (Ibrahim), conseiller légiste de la Sublime-Porte, au Cercle d'Orient, Péra, à Constantinople (Turquie).

**HARBURGER** (Henri), professeur honoraire à l'Université, conseiller à la Cour suprême, 24, Karlsstrasse, à Munich (Bavière).

**HARDOUIN**, chancelier-interprète du consulat de France, à Bangkok (Siam).

**HASSAN ASSEM PACHA**, au Caire (Égypte).

**HERRMANN-OTARSKY** (Charles DE), docteur en droit, professeur de droit commercial à l'Université bohème, 2, Séríkova ulice, à Prague (Bohême-Autriche).

**HOUBOTTE** (Eugène), commissaire général du gouvernement pour les Sociétés anonymes, 52, rue aux Laines, à Bruxelles (Belgique).

HUBERICH (Charles-Henry), professeur de droit à l'Université du Texas, à Austin (Texas; États-Unis).

HUMBLÉ (Joseph), avocat, à Reckheim, province de Limbourg (Belgique).

HURTADO (José Nicolas), avocat, membre de la Faculté des lois et sciences politiques, à Santiago (Chili).

S. P. S. E. ISRAHIM FOUAD PACHA, ministre de la Justice, au Caire (Égypte).  
IGNATIUS (Kaarlo), juge suppléant, 44, Alexanderez, à Helsingfors (Finlande).

ILBERT (sir Courtenay), K. C. S. I. Speaker's Court Palace of Westminster, à Londres, S. W. (Angleterre).

INGLEZ DE SOUZA (H.-M.), avocat, 42, rua Hospício, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

ISRAELS (Louis), avocat, 151, Weteringschans, à Amsterdam (Pays-Bas).

JACKSON (John-Doy), 158, Whitney avenue, à New Haven (Connecticut, États-Unis).

JASPAR (Henri), avocat à la Cour d'appel, 93, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles (Belgique).

JELLINCK (Arthur), avocat, 3, Nagy Korona Utca, à Budapest (Hongrie).

JELLINEK (Georg), professeur de droit à l'Université, à Heidelberg (grand-duché de Bade).

JITTA (Josephus), docteur en droit, professeur à l'Université, Keizersgracht, 808, à Amsterdam (Pays-Bas).

JOHANSEN (Kristen), avocat à la Cour d'appel, Sophiegade, 3, à Christiania (Norvège).

JORIS (Gustave), avocat à la Cour d'appel, 47, rue de Joncker, à Bruxelles-Saint-Gilles (Belgique).

JUNKER (Carl), III, Hauptstrasse, 6, à Vienne (Autriche).

JUSTIN (Joseph), directeur de l'École de droit, à Port-au-Prince (Haïti).

KALINDÉRO (Jean), de l'Académie roumaine, 2, Strada Renas cerei, à Bucarest (Roumanie).

KAMAL (K.), juge au tribunal indigène à Zagazig (Égypte).

KAMMERER (Albert), consul suppléant, à Shanghai (Chine).

KARAYAN (Stephan-Effendi), juge à la 1<sup>re</sup> chambre du tribunal de commerce, ministère de la Justice, Sainte-Sophie, à Constantinople (Turquie).

KEBEDGY (Michel), professeur de droit international à l'Université, 1, Alpeneck-strasse, à Berne (Suisse).

KHORASSANDJI (Bedros), docteur en droit, 45, rue Tépé Bachi, à Constantinople (Turquie).

KIAZIM ZIA, avocat stagiaire, 2 boulevard James-Fazy, à Genève (Suisse).

**KOBINGER** (Frédéric), conseiller du gouvernement, poste filiale, à Sarajéwo (Bosnie).

**KŘČMĀR** (Jan), chancelier de l'Université bohême, 3, Moráň, à Prague (Bohême, Autriche).

**KREMER**, counsellor at law, 120, Broadway, à New-York (États-Unis).

**LABRA** (Rafael-Maria DE), avocat, sénateur, recteur de l'Institut libre d'enseignement, Serrano, 43, esq. lista, à Madrid (Espagne).

**LAFOREST** (Athanase), directeur des douanes, à Petit-Goâve (Haïti).

**LAFOREST** (Maximilien), président de la Société de législation, à Port-au-Prince (Haïti).

**LANOVARY** (Charles-Gr.), député au Parlement roumain, 25, Strada Seaune, à Bucarest (Roumanie).

**LALEAU** (E.), secrétaire d'État de la Justice, à Port-au-Prince (Haïti).

**LAMEERE**, conseiller à la Cour de cassation, 45, rue de Naples, à Bruxelles (Belgique).

**LAMMASCH** (Heinrich), professeur de droit pénal à l'Université, IX, Frankgasse, 2, à Vienne (Autriche).

**LAMOUCHE** (Léon), bey, major de la gendarmerie impériale ottomane à Salonique (Turquie d'Europe).

**LANDUCCI** (Lando), député, avocat, professeur ordinaire à l'Université, place Victor-Emmanuel, 2152, à Padoue (Italie).

**LANGA-RASCANO** (Constantin), secrétaire de légation de S. M. le roi de Roumanie, au ministère des Affaires étrangères, à Bucarest (Roumanie).

**LANGGAARD-MENEZES** (Rodrigo Octavio DE), avocat, 47, rua Quitanda, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

**LE FORT** (Henri), juge à la Cour cantonale de justice, Grande Boissière, près Genève (Suisse).

**LÉGER** (Jacques-Nicolas), ministre plénipotentiaire d'Haïti, 1420, Rhode Island avenue, à Washington (D. C.) (États-Unis).

**LEITÃO DA CUNHA**, avocat, 1, rua d'Alfandaga, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

**LEITE** (Solidonio A.), avocat, 77, rua Alfandega, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

**S. P. LENCINAS** (D<sup>r</sup> José-M.), avocat, Calle Riva Davia, à Mendoza (République Argentine).

**LEROUX** (André), docteur en droit, séminaire français, 43, rue Santa Chiava, à Rome (Italie).

**LESPINASSE** (Edmond), avocat, président de la Société de Législation, à Port-au-Prince (Haïti).

**LETELIER** (Valentin), professeur de droit à l'Université, calle de las Claras, 205, à Santiago (Chili).

**LETO** (Gaetano), professeur à l'Université, à Palerme (Italie).

**LETTENBAUK** (G.-A.), consul de l'Empire d'Allemagne, à Cincinnati (États-Unis).

**LEVY** (J.-A.), avocat à Amsterdam (Pays-Bas).



- LIMA DRUMMOND (João da Costa), juge à la Cour d'appel, 8, rua D. Luiza, à Rio-de-Janeiro (Brésil).
- S. P. LIMANTOUR (J.-V.), avocat, professeur suppléant à l'Université de Mexico (Mexique).
- LIPÍŃSKI (Lucien), notaire, à Neu-Sandez (Galicie, Autriche-Hongrie).
- LISZT (Franz de), professeur de droit à l'Université de Berlin, Hardenbergstr., 19, à Charlottenburg (Allemagne).
- LOJODICE (Vincent-Édouard), avocat, 18, via Amedeo, à Naples (Italie).
- LONDYŃSKI (Zdzisław), avocat-juré, ci-devant juge d'instruction, Zorawia, 35 l. 2, à Varsovie (Russie).
- LOPES DE MIRANDA (Affonso), juge à la Cour d'appel, 16, rua das Marrecas, à Rio-de-Janeiro (Brésil).
- LORENZEN (Ernest), professeur de droit à l'Université de Georges Washington, à Washington, D. C. (États-Unis).
- LORETO (le baron de), ancien ministre, avocat, 34, rua General Camara, à Rio-de-Janeiro (Brésil).
- LOUSANOFF (Michel), juge au tribunal de commerce, rue Remeslennaja, maison propre, n° 22, lgt 1, à Odessa (Russie).
- LUZZATTI (Luigi), député, associazione fra le Banche popolari, 75, via nazionale, à Rome (Italie).
- MAC-DOWELL (Samuel) docteur en droit, 10, Travessa Campos Salles, à Para (Brésil).
- MACHADO (José Olegario), avocat, 132, Calle de Ayacucho, à Buenos-Aires (République Argentine).
- MACHUEIRA (Antonio), avocat, 162-2°, rua de San Julião, à Lisbonne (Portugal).
- MAC ILWRAITH (Malcolm), conseiller judiciaire de S. A. le Khédive, au Caire (Égypte).
- MAGNY (J.-B.), ancien ministre de la Justice, au cap Haïtien (Haïti).
- MAILLEUX (Fr.), avocat à la Cour d'appel, 20, rue Berckman, à Liège (Belgique).
- MAJTHÉNYI (baron Ladislas), chambellan de S. M. l'Empereur d'Autriche, 50, rue Léopold, à Budapest (Hongrie).
- MANARA (Uliasse), professeur ordinaire de droit commercial à l'Université, via Palestro, 16, à Gênes (Italie).
- MANDREA (Nicolas), conseiller à la Cour de cassation, str. Pontanei, à Bucarest (Roumanie).
- MANIU (Grégoire), rédacteur au journal *Dreptul*, 4, rue Martyre, à Bucarest (Roumanie).
- MARCHIERI (Alberto), professeur de droit à l'Université de Naples, directeur du *Filangieri*, à Naples (Italie).
- S. P. MARGHILOMAN (Alexandre), ministre des Affaires étrangères, 14, Strada Mercur, à Bucarest (Roumanie).
- MARTINEZ DEL CAMPO (Eduardo), sénateur, président de la Cour suprême, au Palais de Justice, à Madrid (Espagne).
- MARTITZ (F. de), conseiller intime, 93, Fasanenstrasse W, 15, à Berlin (Prusse).

**MATHON** (Étienne), avocat, ancien maire, 89, rue du Centre, à Port-au-Prince (Haïti).

**MAUREL**, juge au Tribunal supérieur, à Monaco (principauté de Monaco).

**MAXIM** (Démètre), premier président du Tribunal, 3, rue Carol, à Galatz (Roumanie).

**MAZZURA**, avocat, membre du Parlement de Croatie, à Agram (Croatie; Autriche-Hongrie).

**MECHELIN** (D<sup>r</sup> L.), sénateur, ancien ministre, 8, Wasagatan, à Stockholm (Suède).

**MECHELINCK** (Albert), avocat à la Cour d'appel, 111, rue Digue-de-Brandt, à Gand (Belgique).

**MECKENSTOCK** (Ch.), avocat, professeur de droit comparé à l'Académie, à Neuchâtel (Suisse).

**MEILI** (D<sup>r</sup>), professeur, Sonnenquai 1, Zurich I, à Zurich (Suisse).

**MENDES DE ALMEIDA** (Candido), professeur à la Faculté libre des Sciences juridiques et sociales, Rua Senador Vergueiro, 3, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

**MENDES DE ALMEIDA** (D<sup>r</sup> Fernando), professeur de droit international privé à la Faculté libre des sciences juridiques et sociales, 54, rue Gonzalves Dias, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

**S P. MENDEZ** (Louis), avocat, 4, calle del Hospicio San-Nicolas, à Mexico (Mexique).

**MENGOLA**, docteur en droit, bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel, à Alexandrie (Égypte).

**MÉNOS** (Solon), docteur en droit de la Faculté de Paris, ancien ministre des Affaires étrangères, président de la Société de législation, à Port-au-Prince (Haïti).

**MESNIL** (Henry), avocat, 11, New Court, Carey Street, Lincoln's Inn, à Londres (Angleterre).

**MESZLÉNY** (D<sup>r</sup> Arthur), avocat, notaire du Tribunal de Commerce V. Alkotmány utca, 22, à Budapest (Hongrie).

**MEYER** (F.), juge de bailliage, président de la Société de législation et d'économie politique comparées de Berlin, Kurfürstendamm, 127, à Berlin (Prusse).

**MIDZUMATCHI** (Késaroku), conseiller au ministère des Finances, à Tokio (Japon).

**MINKOFF** (Dobri), procureur à la Cour de cassation, à Sofia (Bulgarie).

**MIRANDA RIBEIRO** (J. Cesario de), juge à la Cour d'appel du district fédéral, 73, rua dos Ourives, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

**MITESCO** (Jean), licencié en droit, avocat à la Cour d'appel, à Craïova (Roumanie).

**MITTERMAIER** (Wolfgang), professeur à l'Université, 36, Liebigstrasse, à Giessen (Hesse, Allemagne).

**MOERLIN VISCONTI** (Oscar), secrétaire du département de la Justice, à Chiasso (Tessin, Suisse).

- MOLENGRAAFF** (W.-L.-P.-A.), professeur de droit à l'Université, Maliebaan, à Utrecht (Pays-Bas).
- S. P. MOLINA** (Victor-Manuel), avocat, inspecteur général des collèges nationaux, à Buenos-Ayres (République Argentine).
- MONTAN** (Carl), juge au tribunal mixte de Mansourah (Égypte), Kiksdagens Bibliotek, à Stockholm (Suède).
- MONTEIRO** (Vicente Rodrigues), avocat, ancien gouverneur civil, rua do Crucifixo, 16-1°, à Lisbonne (Portugal).
- MONTERO** (Anibal), avocat, 55, calle Arturo-Prat, à Santiago (Chili).
- MONTERO-RIOS** (Eugenio), président du Sénat espagnol, 24, rue Vélasquez, à Madrid (Espagne).
- MONTT** (Anacleto), conseiller à la Cour d'appel, à Santiago (Chili).
- MONTT** (Pedro), sénateur et avocat, à Santiago (Chili).
- MOREIRA DA MOTTA** (Aristide), avocat, docteur en droit, à Ponta-Delgada (Ile Saint-Michel; Açores).
- MOREL** (Emmanuel), licencié en droit, à Jacmel (Haïti).
- S. P. MOREL** (Miguel), avocat, rédacteur en chef de la *Nación*, ancien député, 1448, calle de Cordoba, à Buenos-Ayres (République Argentine).
- MORET Y PRENDERGAST**, ancien président du Conseil des Ministres, 4, Blanca de Navarra, à Madrid (Espagne).
- S. P. MORIAUD** (Paul), professeur de législation comparée à l'Université, 4, boulevard de la Tour, à Genève (Suisse).
- MOTONO** (Itchiro), ambassadeur du Japon, à Saint-Petersbourg (Russie).
- MUNROE SMITH**, professeur à l'École des sciences politiques, au Columbia-University, à New-York (États-Unis).
- NACO** (Constantin), avocat et professeur de droit, 56, strada Teilor, à Bucarest (Roumanie).
- NAGELS** (Ludovic), substitut du procureur du Roi, 1, rue de l'Académie, à Liège (Belgique).
- NAU** (Léon), doyen du Tribunal civil, à Port-au-Prince (Haïti).
- NEGULESCO** (Démètre), professeur à l'École des sciences politiques, chargé de cours à l'Université, juge au tribunal, 65, Strada Romana, à Bucarest (Roumanie).
- NÉMIROWSKI** (Michel), agrégé de l'Université impériale, secrétaire-adjoint du Sénat dirigeant, à Saint-Petersbourg (Russie).
- NESSMANN** (Victor), docteur en droit, 27, rue de la Haute-Montée, à Strasbourg (Alsace-Lorraine).
- NEUMANN** (Hugo), avocat au Kammergericht 118, Potsdamerstrasse, à Berlin (Allemagne).
- NEUMANN-ETTENREICH** (Robert DE), conseiller à la Cour administrative 16, Ungargasse, III, à Vienne (Autriche).
- NIEMEYER** (Théodor), professeur à l'Université, 14, Lornsenstrasse, à Kiel (Allemagne).
- NISARD**, ancien ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, à Rome, 16, Lungarno-Vespucci, à Florence (Italie).
- NORADOUNGHIAN** (Gabriel-Effendi), conseil du ministère des Affaires étrangères, 19, rue Syra Selvy, Péra, à Constantinople (Turquie).

OHIRA (K.), procureur impérial près le tribunal de district, à Yokohama (Japon).

OKOMATSU, professeur à la Faculté de droit, à Kyoto (Japon).

OLIVECRONA (Axel d'), président du Tribunal de Harad, à Upsala (Suède).

OLIVEIRA LIMA (d'), ministre du Brésil, à la légation du Brésil, à Londres (Angleterre).

OLIVER Y ESTELLER (Bienvenido), membre de l'Académie royale d'histoire, directeur général des registres fonciers de l'état civil et du notariat, au ministère de la Justice, 3, Travesia de Trujillos, à Madrid (Espagne).

OMAR-LOUTFY, sous-directeur de l'École de droit, au Caire (Égypte).

S. P. OPPENHEIM, ancien professeur à l'Université de Bâle, 34, Inverness-Terrace, à Londres W. (Angleterre).

ORANGEL RODRIGUEZ (D<sup>r</sup> B.), avocat à Maracaibo (Venezuela).

OSTERRIETH (Albert), docteur en droit, 57-58, Wilhelmstrasse, W, à Berlin (Allemagne).

OSTROROG (comte Léon), docteur en droit, conseiller au ministère d'Agriculture, des Mines et des Postes, 1, rue de Suède, à Péra, Constantinople (Turquie).

OUmé (Kenjiro), docteur en droit, professeur à l'Université, 30, Koishikawa Hayashitshan à Tokio (Japon).

PACHECO (Alfonso), oficial mayor du ministère de Fomento, à Montevideo (Uruguay).

PADOA-BEY (Albert), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, à Alexandrie (Égypte).

PADOUX (Georges), consul général de France. conseiller législatif du gouvernement siamois, à Bangkok (Siam).

PAEPE (Polydore DE), conseiller à la Cour de cassation, 44, rue Joseph-II, à Bruxelles (Belgique).

PAIVA (D<sup>r</sup> Ataulfo-N. DE), magistrat, 20, rua do Visconde de Ibituruna, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

PALÉOLOGHOS (Aristide-N.), avocat à la Cour d'appel, professeur à l'École des sous-officiers, 56, rue Aristote, à Athènes (Grèce).

S. P. PAPILLON (S.), ministre de l'Intérieur, à Port-au-Prince (Haïti).

PAPPAFAYA (D<sup>r</sup> Vladimiro), avocat, à Zara (Dalmatie).

PARUMBARU (Emmanuel), ancien ministre, 46, Regala, à Bucarest (Roumanie).

PAVLÍČEK (Antonin), membre de l'Académie bohême, avocat, 209, à Karlin, près Prague (Bohême-Autriche).

PAYAN (José), directeur de la Banque du Pérou et de Londres, à Lima (Pérou).

PEREIRA REIS (Antonio), avocat, rua do Crucifixo, 86-1<sup>o</sup>, à Lisbonne (Portugal).

PERGAMAINTE (Joseph), avocat à la Cour d'appel, 76, Pouchkine, à Odessa (Russie).

- PERITCH (Jivoïn), professeur à la Faculté de droit, 16, Kossantch Vénatz, à Belgrade (Serbie).
- PERNET (C.-C.), professeur à la Faculté des sciences économiques et École polytechnique, 11, Moïka, Kb, 23, à Saint-Petersbourg (Russie).<sup>1</sup>
- PÉTASÈS (S.), avocat à Jérusalem (Palestine).
- PFERSCHE (Émile), professeur de droit à l'Université allemande, III, Tylplatz, 21, à Prague-Weinberg (Autriche; Bohême).
- PHILARETOS (Georges N.), avocat près l'Aréopage, député, 5, rue Épiti, à Athènes (Grèce).
- PLAZA (DE LA), avocat, poste restante, à Buenos-Ayres (République Argentine).
- POLLOCK (Frédéric), 13, Old Square Lincoln's Inn, à Londres, W. C. (Angleterre).
- POMPÉI (Paul), avocat de la légation de France, 2-2°, rua S. Roque, à Lisbonne (Portugal).
- POPOVILIEV (Michaïl), professeur à l'Université de Sophia (Bulgarie).
- S. P. POUJOL (Alex.)**, juge au Tribunal civil, ancien député, chemin des Dalles, à Port-au-Prince (Haïti).
- PRADO Y UGARTECHE (Javier), avocat, à Lima (Pérou).
- PREBENSEN (N.), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Norvège, 118, quai Français, à Saint-Petersbourg (Russie).
- S. P. PRICE (Hannibal)**, avocat, professeur à l'École nationale de droit, à Port-au-Prince (Haïti).
- PRJEVALSKY (Woldemar DE), juge de paix honoraire, conseiller général de la Province de Moscou, rue Arbate, propre maison, à Moscou (Russie).
- PUSSEMIER (Lionel), avocat à la Cour d'appel de Gand, à Écclloo (Belgique).
- PYFFEROEN (Oscar), avocat à la Cour d'appel, chargé de cours à l'Université, 75, boulevard de l'Heirnesse, à Gand (Belgique).
- 
- RAPAPORT (Mordche W.), publiciste, à Stryj, via Lemberg (Galicie-Autriche).
- RASSELZI (François), sous-chef de bureau de la section législative, au ministère de la Justice, à Saint-Petersbourg (Russie).
- RAYNOLDS (E.-U.), professeur de droit à Yale-University, 77, Elm-Street, à New-Haven (Connecticut; États-Unis).
- RÉMY, directeur général au ministère de la Justice, 2, rue Ducale, à Bruxelles (Belgique).
- RICHARD, avocat à Genève (Suisse).
- RODRIGUEZ MONTAÑO (D.), avocat, 42, Separacion, à Santo Domingo (République Dominicaine).
- RODRIGUEZ SAN PEDRO (Faustino), avocat, sénateur, 13, calle del Barquillo, à Madrid (Espagne).

- ROGUIN (Ernest), doyen de la Faculté de droit à l'Académie de Lausanne, 5, Grand-Chêne, à Lausanne (canton de Vaud, Suisse).
- ROLIN (Édouard), avocat à la Cour d'appel, auditeur au Conseil supérieur du Congo, 35, place de l'Industrie, à Bruxelles (Belgique).
- ROLLAND (Guillermo B.), membre de l'Académie royale de jurisprudence et de législation, 21, calle de Goya, à Madrid (Espagne).
- ROMNICEANO-MANOLESKO (Corneille), conseiller à la Haute-Cour de cassation et de justice, 7, strada Dionisie, à Bucarest (Roumanie).
- ROSARIO (João-José de), 22, rua Aguiar (Eugenho Velho), à Rio-de-Janeiro (Brésil).
- ROSTWOROWSKI (comte Michel), privat-docent à l'Université, 8, rue Studentencka, à Cracovie (Autriche-Hongrie).

- SACERDOTI (Adolfo), professeur de droit commercial à l'Université de Padoue (Italie).
- S. P. SALIS (Louis-Rodolphe de), professeur à l'Université, chef de la section de législation et de jurisprudence au département fédéral de la Justice, 31, rue de la Justice, à Berne (Suisse).
- S. P. SANCHEZ GAVITO (Manuel), avocat près les tribunaux de la République mexicaine, 12, San Agustin, à Mexico (Mexique).
- SANTAMARIA DE PAREDES (Vicente), catedrático de la Universidad central, 20, calle de Campoamor, à Madrid (Espagne).
- SAVIGNY (Léon de), professeur de droit à l'Université, 33, Herzbegeer-chaussée, à Gottingue (Prusse; Allemagne).
- SCHUPFER (Francesco), professeur à l'Université, 12, piazza Esquilino, à Rome (Italie).
- SCOTT (Georges-Winfield), Library of Congress, division of Law., à Washington, D. C. (États-Unis).
- SÉFÉRIADÈS (Stylian), docteur en droit de la Faculté de Paris, avocat, à Smyrne (Turquie d'Asie).
- S. P. SECOVIA (Lisandro), fiscal de la Chambre des appels criminels et commerciaux, 2307, rue Cangallo, à Buenos-Ayres (Républ. Argentine).
- SEMMOLA (Joseph), professeur de législation pénale comparée à l'Université, ancien député, 3, piazza San Domenico Maggiore, à Naples (Italie).
- SÉNIGALLIA (Leone Adolfo), avocat, directeur da la *Rivista di diritto internazionale e comparato*, 16, Piazza Borza, à Naples (Italie).
- SHELDON AMOS (Maurice), professeur à l'École khédiviale de droit, inspecteur judiciaire, 15, Charek Soleiman Pacha, au Caire (Égypte).
- SIEBOLD (baron Alexandre de), conseiller de légation honoraire du Japon, 112, Kurfürstenstrasse, à Berlin (Allemagne).
- S. P. SILVA COSTA (José da), ancien conseiller d'État, 64, rue General-Camara, à Rio-de-Janeiro (Brésil).
- S. P. SILVACRUZ (Raimundo), avocat, député, professeur à l'Université, à Santiago (Chili).

- SILVA GORDO (Adolpho de), avocat et député au Congrès national, 14, praça Republica, à São Paulo (Brésil).
- SIMON (Hermann-Veit), docteur en droit, avocat-avoué près le tribunal régional, 5, Victoriastrasse, S. W., à Berlin (Prusse).
- SIRMAGIEFF, docteur en droit, avocat, ancien agent diplomatique, 2, Oulitza Tzar, Osvoboditel, à Sofia (Bulgarie).
- SKOUSES (Alexandre), ministre des Affaires étrangères, à Athènes (Grèce).
- SOLAR (Emilio DEL), député, à Lima (Pérou).
- SOTO (Antonio), avocat, rédacteur en chef de la *Revista de los tribunales y legislación universal*, 1, principal Glorieta de Bilbao, à Madrid (Espagne).
- SOUGHIMOURA (K.), ministre du Japon, aux soins du ministère des affaires étrangères, à Tokio (Japon).
- SOUZA BANDEIRA (João de), procureur fiscal, 68, rua do Rosario, à Rio-de-Janeiro (Brésil).
- SOUZA PINTO (A. de), ancien avocat à Pernambuco, 67, 2<sup>e</sup> rua do Aurora, à Pernambuco (Brésil).
- SPÉE (Germain), greffier en chef du tribunal de commerce, à Anvers (Belgique).
- S. P. SPEISER (abbé Frédéric), professeur de droit canon à l'Université, chapelain au collège Saint-Michel, à Fribourg (Suisse).
- SPEISER (Paul), ancien attaché à la légation de Suisse en France, docteur en droit, avocat, 31, Freie Strasse, à Bâle (Suisse).
- SPIRA (Émile), professeur à l'Université, avenue de l'Ermitage (Chêne Bongeries), Villa Austria, à Genève (Suisse).
- STAMBOULIAN (A.), avocat, Galata, Izzet Pacha Han, à Constantinople (Turquie).
- STÉLIAN (Thomas), professeur de droit à l'Université, 132, Calea Victoriei, à Bucarest (Roumanie).
- STOCQUART (Émile), avocat à la Cour d'appel, 92, rue du Prince-Royal, à Bruxelles (Belgique).
- STOERK (Félix), professeur de droit à l'Université, à Greifswald (Prusse).
- STOICESCO (Constantin J.), ministre de l'Agriculture, docteur en droit de la Faculté de Paris, député, avocat, 6, rue Batistea, à Bucarest (Roumanie).
- STOPPATO (Alessandro), professeur à l'Université, 34, via Zamboni, à Bologne (Italie).
- STREIT (Georges), avocat à la Cour d'appel, professeur à l'Université, à la Banque nationale, à Athènes (Grèce).
- STRISOWER (Léon), Hof- und Gerichtsadvocat, privat-docent à l'Université, 1, Lichtenfelsgasse, 5, à Vienne (Autriche).
- SUYLING (G.-Ph.), docteur en droit, conseiller au ministère de la Justice, 95, Mauritz-Kade, à La Haye (Pays-Bas).
- S. P. SWETCHINSKY (Nicolas de), sénateur, 42 a, rue Préobrajenskaya, à Saint-Pétersbourg (Russie).

- TAGGER** (Joseph), avocat, 19, rue Tirgorskā, à Sofia (Bulgarie).
- TARASSOFF** (Iwan), professeur de droit à l'Université de Moscou (Russie).
- TASHIRO**, conseiller à la Cour de cassation de Tokio (Japon).
- THÉOTOKAS** (Michel), avocat, 9, 10 et 12, Kabai Han, Galata, à Constantinople (Turquie).
- TILSCH** (Emmanuel), professeur de droit à l'Université bohème, 866, Vinohrady, à Prague (Bohême; Autriche).
- TOMII** (Masaakira), membre de la Chambre des Pairs, professeur honoraire à l'Université impériale, Idamochi Rokuchome, 13, à Tokio (Japon).
- TORRES** (Alberto), conseiller au tribunal suprême, à Rio-de-Janeiro (Brésil).
- TORRES AGUILAR-AMAT** (Salvador), avocat, professeur de la Faculté de droit à l'Université, membre de la Commission générale de codification d'Espagne, Saucó, 5, à Madrid (Espagne).
- TRIAS Y DOMENECH** (Martin), avocat, calle de Lauria, 2, ent<sup>re</sup>, à Barcelone (Espagne).
- TRIPELS** (Gustave), avocat à Maestricht (Pays-Bas).
- TUOZZI** (Pasquale), professeur de droit pénal à l'Université, Piazza del Santo, 4138, à Padoue (Italie).
- TYBJERG** (Erland), docteur en droit, 101, Nordre Frihavnsvej, à Copenhague (Danemark).
- S. P. TYPALDO-BASSIA** (A.), député au Parlement hellénique, professeur agrégé à l'Université, 23, rue des Philhellènes, à Athènes (Grèce).
- UPPSTRÖM** (Wilhelm), juge au tribunal de première instance, 10, rue de Flora, à Stockholm (Suède).
- UREÑA SMENJAUD** (Rafael DE), avocat, professeur de droit à l'Université centrale, 23, Claudio Coello, à Madrid (Espagne).
- URZUA GANA** (Luis), avocat, promoteur fiscal, 33, Ejercito libertador, à Santiago (Chili).
- VALDÈS PAGÈS** (Juan), avocat, 38, rue Aguiar, à la Havane (Cuba).
- VALDÈS RUBIO** (José), avocat, professeur de droit pénal à l'Université, 1, dup<sup>e</sup> 2<sup>e</sup>, calle de Marriana Pineda, à Madrid (Espagne).
- VALDETERRAZO** (marquis DE), sénateur, Hortaleza, 67, principal, à Madrid (Espagne).
- VAN DEN HEUVEL**, ministre de la Justice, 16, rue de la Loi, à Bruxelles (Belgique).
- S. P. VARAS** (Antonio), avocat et auditeur de la Guerre et de la Marine, 43, calle Serrano, Casilla 1220, à Valparaiso (Chili).
- S. P. VARÁS** (Miguel A.), avocat, sénateur, professeur de droit international à l'Université, calle de Huerfanos, 1350, à Santiago (Chili).
- VAYANNIS** (Costaki Effendi), conseiller à la Cour de cassation, Cadi-Keny, à Constantinople (Turquie).
- S. P. VELASCO** (Emilio), ancien ministre plénipotentiaire du Mexique en France, avocat, avenida Juarez, 824, à Mexico (Mexique).



VELLOZO-ARMELIM junior (Manuel), avocat, 81-2°, rua Bella da Rainha, à Lisbonne (Portugal).

VENEZIAN (Giacomo), avocat, professeur de droit civil à l'Université royale, à Bologne (Italie).

S. P. VERA (Robustiano), avocat et promoteur fiscal près le tribunal criminel, 295, calle Arturo Prat, à Santiago (Chili).

S. P. VERGARA SALVA (Juan de Dios), prof. extraordinaire de droit commercial à l'Université, 74, calle Cochrane, ou Casilla, 689, à Valparaiso (Chili).

VITHYNO (Yanco Effendi), prince de Samos, à Samos, île de Samos (Turquie).

VOCOTPOULOS (D. C.), député au Parlement hellénique, à Syra (Grèce).

WAROCQUÉ (Raoul), 45, avenue des Arts, à Bruxelles (Belgique).

WILLS (Sir Alfred), juge de la Cour du Banc de la Reine, Saxholm Basset, à Southampton (Angleterre).

WLASSICS (Jules de), professeur à l'Université, ministre de l'Instruction publique, 24, Ersterházyutcza, à Budapest (Hongrie).

WOEIKOW (Siméon), attaché à la Chancellerie du Comité des ministres, chez M. le comte Kapnist, 192, boulevard Malesherbes (Paris).

WOLF (Prosper), docteur en droit, avocat, 77, Hirzbodenweg, Bâle (Suisse).

YANTCHEFF (Naoum Y.), docteur en droit, avocat, rue Tzar Siméon, à Sofia (Bulgarie).

YOFRE (Félice), sénateur, calle San Martin, 669, à Buenos-Ayres (République Argentine).

ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL, 15, côte Saint-Lambert, à Montréal (Canada).

ATENEO CIENTIFICO, LITERARIO Y ARTISTICO, calle del Prado, 21, à Madrid (Espagne).

AVOCATS A LA COUR D'APPEL D'AMSTERDAM (Bibliothèque). — M. Kirberger, bibliothécaire, 73, van Eeghenstraat, à Amsterdam (Pays-Bas).

AVOCATS A LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES (Bibl.), à Bruxelles (Belgique).

AVOCATS A LA COUR D'APPEL DE LIÈGE (Bibliothèque), à Liège (Belgique).

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE BERNE (Suisse).

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE DROIT, au Caire (Égypte).

S. P. BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES, Columbia-University Library (New-York).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, à Santiago (Chili).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE TURIN, à Turin (Italie).

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE DE GENÈVE (Suisse).

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE DE NEW-YORK (États-Unis).

BIBLIOTHÈQUE ROYALE DE STOCKHOLM (Suède).

BIBLIOTHÈQUE ROYALE ET UNIVERSITAIRE à Königsberg (Prusse).

- S. P. BUREAU FÉDÉRAL DES ASSURANCES, à Berne (Suisse).  
BUREAU INTERNATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (bureaux réunis des unions pour la protection de la propriété industrielle et des œuvres littéraires et artistiques), à Berne (Suisse).  
CANTON DU VALAIS (Bibliothèque cantonale); M. Henri de Torrente, conseiller d'État, à Sion (Valais; Suisse).  
CANTON DE VAUD (Bibliothèque cantonale), à Lausanne (Suisse).  
CHAMBRE DES DÉPUTÉS D'ITALIE (Bibliothèque), à Rome.  
CHAMBRE DES DÉPUTÉS HELLÉNIQUE (Bibliothèque), à Athènes (Grèce).
- S. P. CHAMBRE DES NOTAIRES DE BRUXELLES (Bibliothèque). — M. Van Mons, bibliothécaire, 54, Chaussée d'Ixelles, à Bruxelles (Belgique).  
CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE (Bibliothèque). — M. Van Stalle, bibliothécaire, à Bruxelles (Belgique).  
CHANCELLERIE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, à Berne (Suisse).  
CIRCOLO GIURIDICO, 43, via San Sebastiano, à Naples (Italie).
- S. P. CONSEIL D'ÉTAT DE L'EMPIRE DE RUSSIE (Bibliothèque); directeur M. le conseiller d'État S. Latyscheff, 44, rue Liteinaja, à Saint-Petersbourg (Russie).  
CONSEIL D'ÉTAT ESPAGNOL (Bibliothèque), à Madrid (Espagne).  
CONSORZIO UNIVERSITARIO, à Macerata (Italie).<sup>1</sup>
- S. P. CONSORZIO UNIVERSITARIO (Bibliotheca juridica), à Modène (Italie).  
CONGRÈS NATIONAL DU CHILI (Bibliothèque), à Santiago (Chili).  
COUR D'APPEL DE BRUXELLES (Bibliothèque). — M. Larcier, libraire, 26, rue des Minimes, à Bruxelles (Belgique).  
COUR DE CASSATION DE BELGIQUE (Bibliothèque), à Bruxelles.  
DÉPARTEMENT DE JUSTICE DU CANTON DE NEUCHÂTEL (Suisse).  
DIREZIONE GENERALE DEL DEMANIO, à Rome (Italie).  
ÉCOLE KHÉDIVIALE DE DROIT DU CAIRE (Bibliothèque), au Caire (Égypte).  
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE (Bibliothèque), 5, via Garibaldi, à Gènes (Italie).  
HARVARD UNIVERSITY, à Cambridge (Massachusetts; États-Unis).  
INSTITUT NATIONAL DU CHILI (Bibliothèque). — M. G. René Moreno, bibliothécaire, à Santiago (Chili).  
LONDON LIBRARY, Saint-James square S. W., à Londres (Angleterre).  
MIDDLE TEMPLE LIBRARY (Bibliothèque), Temple bar E. C. à Londres (Angleterre).
- S. P. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL, à Rio-de-Janeiro.  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES DOMAINES DE L'ÉTAT (service de la statistique générale), 5, strada Biserica-Amzit, à Bucarest (Roumanie).  
MINISTÈRE DES FINANCES DE BULGARIE (Section de la comptabilité publique), à Sofia (Bulgarie).  
MINISTÈRE DE GRÂCE ET JUSTICE (Bibliothèque), à Madrid (Espagne).  
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (direction du contentieux), au Caire (Égypte).
- S. P. MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU DANEMARK, à Copenhague.

- MINISTÈRE DE LA JUSTICE DE HONGRIE (Bibliothèque), Deák Ferencz utca, 14, à Budapest.
- S. P. MINISTÈRE DE LA JUSTICE DE NORVÈGE, à Christiania (Chef du bureau de législation).
- S. P. MINISTÈRE DE LA JUSTICE DES PAYS-BAS (Bibliothèque), Plein, à La Haye.
- MINISTÈRE DE LA JUSTICE DE ROUMANIE (Bibliothèque), à Bucarest.
- S. P. MINISTÈRE DE LA JUSTICE DE RUSSIE (Bibliothèque), à Saint-Pétersbourg.
- NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, à Albany (Etats-Unis).
- ORDRE DES AVOCATS, 17-2, rue Giustiani, à Gênes (Italie).
- PARQUET DE LA COUR DE CASSATION DE BELGIQUE (Bibliothèque), à Bruxelles.
- RIGSDAG DANOIS (Bibliothèque), à Copenhague (Danemark).
- SOCIÉTÉ DE JURISPRUDENCE DE LA FACULTÉ DE DROIT d'Upsala (Bibliothèque), 15, Frädgårdsgatan, à Upsala (Suède).
- SOCIÉTÉ DE LECTURE, 11, Grande-Rue, à Genève (Suisse).
- SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION DE PORT-AU-PRINCE, à Port-au-Prince (Haïti).
- S. P. SOCIÉTÉ JURIDIQUE DE SAINT-PÉTERSBOURG; secrétaire : M. J. Tschéglouitoff, 5, ruelle Povawkoy, à Saint-Pétersbourg.
- TABLE ROYALE (Bibliothèque), Temeswar (Hongrie).
- TRIBUNAL CANTONAL VAUDOIS, à Lausanne (Suisse).
- TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANVERS (Belgique).
- UNIVERSITÉ BULGARE, à Sofia (Bulgarie).
- UNIVERSITÉ CANTONALE (Bibliothèque). — M. le Dr Weber, bibliothécaire, à Zurich (Suisse).
- UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN (Bibliothèque), à Louvain (Belgique).
- S. P. UNIVERSITÉ COMMERCIALE, Luigi Bocconi (Bibliothèque). — Piazza Statuto, à Milan (Italie).
- UNIVERSITÉ ROYALE DE BOLOGNE (Faculté de droit). — Bibliothèque, à Bologne (Italie).
- UNIVERSITÉ DE CHRISTIANIA (Universitas regia Fredericiana) (Bibliothèque), à Christiania (Norvège).
- UNIVERSITÉ DE GAND (Belgique) (Bibliothèque).
- UNIVERSITÉ DE IOURIEW (Russie).
- UNIVERSITÉ DE MARBURG (Bibliothèque), à Marburg (province de Hesse; Prusse).
- UNIVERSITÉ DE MICHIGAN (Bibliothèque), à Détroit, État de Michigan (Etats-Unis).
- UNIVERSITÉ DE PISE (Bibliothèque), à Pise (Italie).
- UNIVERSITÉ DE ROSTOCK (Bibliothèque), à Rostock (grand-duché de Mecklembourg-Schwerin).
- UNIVERSITÉ DE TOKIO (Bibliothèque de la Faculté de droit), à Tokio (Japon).
- UNIVERSITÉ D'UTRECHT (Bibliothèque), à Utrecht (Pays-Bas).
- WHITE LIBRARY, Cornell University, Ithaca (New-York).
- YALE UNIVERSITY LIBRARY, à New-Haven (Connecticut; États-Unis).
-

**LISTE DES MEMBRES**  
**DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE RÉSIDANT A L'ÉTRANGER**  
**CLASSÉS D'APRÈS LE LIEU DE LEUR RÉSIDENCE**

---

**AÇORES**

**MOREIRA DA MOTTA (Aristide).**

**AFRIQUE OCCIDENTALE PORTUGAISE**

**BENEVIDES (José).**

**ALLEMAGNE**

**BAB (L. DE).**  
**FULD (Ludwig).**  
**HAGENS (Walter).**  
**HARBURGER (Henri).**  
**JELLINEK (Georges).**  
**KOHLER.**  
**LISZT (FRANZ DE).**  
**MARTITZ (F. DE).**  
**MEYER (F.).**

**MITTERMAIER (Wolfgang).**  
**NEUMANN (Hugo).**  
**NIEMEYER (Théodor).**  
**OSTERRIETH (Albert).**  
**SAVIGNY (Léon DE).**  
**SIEBOLD (baron A. DE).**  
**SIMON (Hermann-Veit).**  
**STOERK (Félix).**

**ALSACE-LORRAINE**

**BLUMSTEIN (Félix).**  
**DIEMER-HEILMANN (Michel).**

**NESSMANN (Victor).**

**ANTILLES DANOISES**

**FIRMIN (A.).**

**ARGENTINE (RÉPUBLIQUE)**

**GARCIA (D' Juan-Agustin).**  
**GARRAMÜNO (Javier-M.).**  
**GIL (Natalio).**  
**LENCINAS (D' José M.).**  
**MACHADO (José Olezario).**

**MOLINA (Victor-Manuel).**  
**MOREL (Miguel).**  
**PLAZA (de L.).**  
**SEGOVIA (Lisandro).**  
**YOFRE (Félice).**

**AUTRICHE-HONGRIE**

**BAUMGARTEN (Ferdinand).**  
**BAUMGARTEN (D' Isidore).**  
**BOERNREITHER (Joseph).**  
**BRESIEWICZ (Taddée).**  
**CSILLAGH.**

**FREY (Friedrich).**  
**GIANNELIA (Basilio).**  
**GRÜNHUT.**  
**HERRMANN-OTARSKY (Charles de).**  
**JELLINEK (Arthur).**

JOVANOVIC (Milan-P.).  
JUNKER (Carl).  
KOBINGER (Frédéric).  
KRČMAR (Jan).  
LAMMASCH (Heinrich).  
LIPINSKI (Lucien).  
MAJTHÉNYI (Baron Ladislas).  
MAZZURA.  
MESZLÉNY (D<sup>r</sup> Arthur).  
NAGY (Désiré).  
NAGY (Ferencz).

NEUMANN-ETTENREICH (Robert de).  
PAPPAFAVA (D<sup>r</sup> Wladimiro).  
PAVLICEK (Antonin).  
PFERSCHÉ (Émile).  
RANDA (A.).  
RAPAPORT (Mordché-W.).  
ROSTWOROWSKI (comte Michel).  
STRISOWER (Léon).  
TILSCH (Emmanuel).  
UNGER (D<sup>r</sup> Joseph).  
WLASSICS (Jules de).

#### BELGIQUE

ADAN (H.).  
BECKERS (René).  
BERNAERT.  
BODDAERT (Henri).  
BODEUX (Michel).  
BRANTS (Victor).  
BRIFAUT (Valentin).  
BROUWER (Jean de).  
CRAENE (G. de).  
CRAHAY (Édouard).  
DAUGE (Eugène).  
DESCAMPS-DAVID (E.).  
DUBOIS (Ernest).  
DUPRIEZ (L.).  
ELEWYCK (Ernest van).  
ERRERA (Paul).  
GALOPIN (Gérard).  
GIROUL (Lucien).

GROULARD (Jules).  
HOUBOTTE (Eugène).  
HUMBLÉ (Joseph).  
JASPAR (Henri).  
JORIS (Gustave).  
LANEERE.  
MAILLEUX.  
MECHELINCK (Albert).  
NAGELS (Ludovic).  
PAEPE (Polydore de).  
PUSSEMIER (Lionel).  
PYFFEROEN (Oscar).  
RÉMY.  
ROLIN (Édouard).  
SPÉE (Germain).  
STOCQUART (Émile).  
VAN DEN HEUVEL.  
WAROCQUÉ (Raoul).

#### BRÉSIL

ALVARES BORGERTH (J.-S.).  
ALVES DA SILVA PORTO (João).  
BARROS RAJA GABAGLIA (Julio de).  
BERNARDES DA SILVA (Alfredo).  
BRIGIDO (Virgilio).  
BULHÕES JARDIM (J.-Leopoldo de).  
CELSE DE ASSIS FIGUEIREDO (D<sup>r</sup> Afonso).  
FARIA FILHO (Zeferino de).  
INGLEZ DE SOUZA (H.-M.).

LANGGAARD MENEZES (Rodrigo Octavio de).  
LEITÃO DA CUNHA.  
LEITE (Solidonio A.).  
LIMA DRUMMOND (João da Costa).  
LOPES DE MIRANDA (Affonso).  
LORETO (le baron de).  
MAC-DOWELL (Samuel).  
MENDES DE ALMEIDA (Candido).  
MENDES DE ALMEIDA (Fernando).

|                                  |                           |
|----------------------------------|---------------------------|
| MIRANDA RIBEIRO (J. Cesario DE). | SILVA GORDO (Adolpho DE). |
| PAIVA (Ataulfo N. DE).           | SOUZA BANDEIRA (João DE). |
| ROSARIO (João-José DE).          | SOUZA-PINTO (A. DE).      |
| SILVA COSTA (José DA).           | TORRES (Alberto).         |

#### BULGARIE

|                         |                        |
|-------------------------|------------------------|
| BAKALOFF.               | POPOVILIEV (Michaïl).  |
| BOBTSCHEFF (Stefan-S.). | SIRMAGIEFF.            |
| ENEFF (J.-S.).          | TAGGER (JOSEPH).       |
| MINKOFF (Dobri).        | YANTSCHEFF (Naoum Y.). |

#### CANADA

|                     |                   |
|---------------------|-------------------|
| FRECHETTE (Arthur). | GODFROY-LANGLOIS. |
| GERVAIS (Honoré).   | JETTÉ (L.-A.).    |

#### CHILI

|                          |                               |
|--------------------------|-------------------------------|
| BALLESTEROS (Manuel-E.). | MONTT (Pedro).                |
| CAMPO (Maximo DEL).      | SILVACRUZ (Raimundo).         |
| FRUTOS OSANDON.          | URZUA GANA (Luis).            |
| GONZALEZ (Pedro-Luiz).   | VARAS (Antonio).              |
| HURTADO (José-Nicolas).  | VARAS (Miguel-A.).            |
| LETELIER (Valentin).     | VERA (Robustiano).            |
| MONTERO (Anibal).        | VERGARA SALVA (Juan de Dios). |
| MONTT (Anacleto).        |                               |

#### CHINE

MARTIN (D' W.-A.-P.).

#### CORÉE

CRÉMAZY (Laurent).

#### COSTA-RICA

|                  |                      |
|------------------|----------------------|
| ANDERSON (Luis). | JIMENEZ (Nicomedes). |
|------------------|----------------------|

#### CUBA

|                             |                       |
|-----------------------------|-----------------------|
| BUSTAMANTE (Antonio-S. DE). | CASTANA (Estanislao). |
| CARBONELL (Ramon-I.).       | VALDÈS PAGÈS (Juan).  |
| CARBONELL Y RUIZ (José-M.). |                       |

#### DANEMARK

|                         |                   |
|-------------------------|-------------------|
| FABRE DE LARCHE (Jean). | TYBJERG (Erland). |
| HÖST (Frederik).        |                   |

DOMINICAINE (RÉPUBLIQUE)

BORNO (Louis).

RODRIGUEZ MONTAÑO (D.).

ÉGYPTE

AHMED AFIFI-BEY.

HASSAN ASSEM-PACHA.

AHMED CHAFIK-BEY.

IBRAHIM FOUAD-PACHA.

ARCHIBALD (S. G.).

KAMAL (K.).

ARMINJON (Pierre).

MAC ILWRAITH (Malcolm).

BERNARDI (Pierre).

MENGOLA.

CALOYANNI (Mégalos A.).

OMAR-LOUTFY.

CODT (DE).

PADOA-BEY (Albert).

FAKRY-PACHA (Hussein).

SHELDON AMOS (Maurice).

ESPAGNE

BENITO Y DE ENDARA (Lorenzo).

RODRIGUEZ SAN PEDRO (Faustino).

CODERCH-MANAU (Secundino).

ROLLAND (Guillermo-B.).

COVIAN Y JUNCO (Victor).

SANTAMARIA DE PAREDES (Vicente).

DOBLADO (Dionisio).

SOTO (Antonio).

GONGORA Y ECHENIQUE (Francisco DE).

TORRES AGUILAR AMAT (Salvador).

LABRA (Rafael-Maria DE).

TORRES-CAMPOS (Manuel).

MARTINEZ DEL CAMPO (Eduardo).

TRIAS Y DOMENECH (Martin).

MONTERO-RIOS (Eug.).

URENA SMENJAUD (Rafael DE).

MORET Y PRENDERCAST.

VALDÈS RUBIO (José).

OLIVER Y ESTELLER (Bienvenido).

VALDETERRAZO (Marquis DE).

ÉTATS-UNIS

CHUNG-HUI-WANG.

LETTENBAUR (G.-A.).

COLER (F.-W.).

LORENZEN (Ernest).

FARNAM (Henry W.).

MUNROE SMITH.

HUBERICH (Charles-Henry).

RAYNOLDS (E.-U.).

JACKSON (John-Doy).

SCOTT (J.-W.).

KREMER.

WHITTEN (Robert).

LÉGER (J.-N.).

GRANDE-BRETAGNE

CHALMERS (M. D.).

OPPENHEIM.

DANIELL (Dr Alfred).

POLLOCK (Frédéric).

ILBERT (Sir Courtenay).

WESTLAKE John).

MESNIL (Henri).

WILLS (Sir Alfred).

OLIVEIRA LIMA (D').

## GRÈCE

|                            |                       |
|----------------------------|-----------------------|
| DAMASCHINO (N.).           | SKOUSÈS (Alexandre .  |
| DELIGEORGES (Démétrius).   | STREIT (Georges).     |
| DIOMÈDE (Alexandre).       | TYPALDO-BASSIA (A.).  |
| PALÉOLOGHOS (Aristide-N.). | VOCOTOPOULOS (D. C.). |
| PHILARETOS (Georges N.).   |                       |

## HAÏTI

|                        |                      |
|------------------------|----------------------|
| BONAMY.                | LALEAU (T.).         |
| BOUZON (Justin).       | LESPINASSE (Edmond). |
| DÉVOT (Justin).        | MAGNY (J.-B.).       |
| DORSAINVILLE.          | MATHON (Étienne).    |
| DUPUY (Edmond).        | MÉNOS (Solon).       |
| DURAND (Constantin).   | NAU (Léon).          |
| ETHEART (Emmanuel).    | MOREL (Emmanuel).    |
| FÉRÈRE.                | PAPILLON (S.).       |
| JUSTIN (Joseph).       | POUJOL (Alex.).      |
| LAFORÉST (Athanase).   | PRICE (Hannibal).    |
| LAFORÉST (Maximilien). |                      |

## HONDURAS

BUSTILLO (Pedro J.).

## ITALIE

|                            |                             |
|----------------------------|-----------------------------|
| ALIMENA (Bernardino).      | FREZALS (Jorge de).         |
| ARANGIO RUIZ (Gaetano).    | GIANNINI (Torquato-Carlo).  |
| BAISINI (Chevalier).       | LANDUCCI (Lando).           |
| BELTRANI SCALIA (M.).      | LEROUX (André).             |
| BÈNSA (Enrico).            | LETO (Gaetano).             |
| BRUNIALTI (A.).            | LOJODICE (Vincent-Édouard). |
| BRUSA (Emilio).            | LUCCHINI (Luigi).           |
| BUZZATI (J.-C.).           | LUZZATTI (Luigi).           |
| CANONICO (Tancredi).       | MANARA (Ulysse).            |
| CARFORA (Francesco).       | MARGHERI (Alberto).         |
| CASTORI.                   | NISARD.                     |
| CHIRONI.                   | PIÉRANTONI.                 |
| COLA-PROTO (Francesco de). | SACERDOTI (Adolfo).         |
| CONTI (Comte Hugo).        | SCHUPFER (Francesco).       |
| CONTUZZI (Francesco).      | SEMMOLA (Joseph).           |
| CORSI (Alexandre).         | SÉNIGALLIA (Leone).         |
| COSTA (Augusto da).        | STOPPATO (Alessandro).      |
| FERRARI (Auguste).         | TUOZZI (Pasquale).          |
| FIGLIORE (Pasquale).       | VENEZIAN (Giacomo).         |
| FORTUNATO (Ernesto).       | VIDARI (Ercole).            |



JAPON

|                          |                    |
|--------------------------|--------------------|
| BRIDEL (Louis).          | OKOMATSU.          |
| DENISON (Henri Willard). | OUMÉ (Kenjiro).    |
| FURUYA (H.).             | SOUGHIMOURA (K.).  |
| MIDZUMATCHI (Késaroku).  | TASHIRO.           |
| OHIRA (K.).              | TOMII (Masaakira). |

LUXEMBOURG

|          |                    |
|----------|--------------------|
| RUPPERT. | SIMONIS (Édouard). |
|----------|--------------------|

MEXIQUE

|                    |                          |
|--------------------|--------------------------|
| CASASUS (Joaquin). | SANCHEZ GAVITO (Manuel). |
| LIMANTOUR (J.-V.). | VELASCO (Emilio).        |
| MENDEZ (Louis).    |                          |

MONACO

|                              |                      |
|------------------------------|----------------------|
| BELLANDO DE CASTRO (Lucien). | ROLLAND (Hector de). |
| MAUREL.                      |                      |

NORVÈGE

|                     |                 |
|---------------------|-----------------|
| FOERDEN (And.).     | PLATOU (Oscar). |
| JOHANSEN (Kristen). |                 |

PAYS-BAS

|                             |                            |
|-----------------------------|----------------------------|
| ASSER (T.-M.-C.).           | LEVY (J.-A.).              |
| CONINCK LIEFSTHING (F.-B.). | MOLENGRAAFF (W.-L.-P.-A.). |
| DRUCKER (T.-L.).            | SUYLING (G.-Ph.).          |
| ISRAELS (Louis).            | TRIEELS (Gustave).         |
| JITTA (Josephus).           | WINTGENS (Willem-Joan).    |

PÉROU

|                     |                             |
|---------------------|-----------------------------|
| ALMENARA (Domingo). | PRADO Y UGARTECHE (Javier). |
| ELMORE (Alberto).   | SOLAR (Emilio del).         |
| PAYAN (José).       |                             |

PORTUGAL

|                                      |                                  |
|--------------------------------------|----------------------------------|
| ANSUR (Alfredo).                     | MONTEIRO (Vincente-Rodrigues).   |
| AZEVEDO E SILVA (José Francisco d'). | PEREIRA REIS (Antonio).          |
| CARNAXIDE (Vicomte de).              | POMPEI (Paul).                   |
| MACIEIRA (Antonio).                  | VELLOZO-ARMELIM junior (Manuel). |

ROUMANIE

|                                  |                                   |
|----------------------------------|-----------------------------------|
| ALEXANDRESCO (D.).               | MANIU (Grégoire).                 |
| ALIMANESTIANO (Mad. Constantin). | MARGHILOMAN (Alexandre).          |
| BASILESCO (Nicolas).             | MAXIM (Démètre).                  |
| CANTILLI (Georges).              | MITESCO (Jean).                   |
| CANTILLI (P.-G.).                | NACO (Constantin).                |
| DISSESCOU (Constantin).          | NEGULESCO (Démètre).              |
| GHICA (Jean).                    | PARUMBARU (Emmanuel).             |
| KALINDÉRO (Jean).                | ROMNICEANO MANOLESCO (Corneille). |
| LAHOVARY (Charles Gr.).          | STÉLIAN (Thomas).                 |
| LANGA RASCANO (Constantin).      | STOICESCO (Constantin).           |
| MANDRÉA (Nicolas)..              |                                   |

RUSSIE

|                          |                           |
|--------------------------|---------------------------|
| BORSENKO (Alexandre de). | PASSAVER.                 |
| CHALLANDES (Léon).       | PERGAMAINTE (Joseph).     |
| FELDSTEIN (Dr Gregoir).  | PERNET (C. C.).           |
| FRISCH (Édouard).        | PREBENSEN (N.).           |
| IGNATIUS (Kaarlo).       | PRJEVALSKY (Woldemar de). |
| LONDYNSKY (Zdzislaw).    | RASELLI (François).       |
| LOUSANOFF (Michel).      | SWETCHINSKY (Nicolas de). |
| MARTENS (Frédéric de).   | TARASSOFF (Ivan).         |
| MOTONO (Itchivo).        | Wœlkow (Siméon).          |
| NEMIROWSKI (Michel).     |                           |

SERBIE

|                   |                   |
|-------------------|-------------------|
| BENOIT (Georges). | PERITCH (Jivoïn). |
| PAVLOVITCH (G.).  |                   |

SIAM

|           |                   |
|-----------|-------------------|
| HARDOUIN. | PADOUX (Georges). |
|-----------|-------------------|

SUÈDE

|                   |                      |
|-------------------|----------------------|
| MECHELIN (Dr L.). | OLIVECRONA (Axel d') |
| MONTAN (Carl).    | UPPSTRÖM (Wilhelm).  |

SUISSE

|                         |                   |
|-------------------------|-------------------|
| BOICEAU (Charles).      | FIETTA (Paul).    |
| BROCHER DE LA FLÉCHÈRE. | GEIGY (Alfred).   |
| COHN (Georg).           | GRENIER.          |
| FAVEY.                  | KEBEDGY (Michel). |

KIAZIM ZIA.  
LE FORT (Henri).  
LEHR (Ernest).  
MACKENSTOCK (Ch.).  
MEILI (D<sup>r</sup>).  
MOERLIN-VISCONTI (Oscar).  
MORIAUD (Paul).

RICHARD.  
ROGUIN (Ernest).  
SALIS (Louis-Rodolphe de).  
SPEISER (Abbé Frédéric).  
SPEISER (P.).  
SPIRA (Émile).  
WOLF (Prosper).

#### TURQUIE

COLASSI (E.-L.).  
DAOUD ROUSSO.  
DJELAL NOURY.  
HAKKY-BEY (Ibrahim).  
KARAYAN (Stéphan Effendi).  
KHORASSANDJI Bedros).  
LAMOUCHE (Léon).  
NORADOUNGHIAN (Gabriel Effendi).

OSTROROG (Comte Léon).  
PÉTASÈS (S.).  
SÉFÉRIADÈS (Stylian).  
STAMBOULIAN (A.).  
THÉOTOKAS (Michel).  
VAYANNIS (Costaki Effendi).  
VITHYNO (Yanco Effendi).

#### URUGUAY

GARCIA ACEVEDO (Carlos).

PACHECO (Alfonso).

#### VENEZUELA

CARACCILO PARRA.

ORANGEL RODRIGUEZ (D<sup>r</sup> B.).

---

**CONSERVATEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE :**

**M. SAUVAGNAC (Marcel), 62, boulevard Malesherbes (Paris).**

---

**BIBLIOTHÉCAIRE ET AGENT**

**DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE :**

**M. BAGUENIER-DÉSORMEAUX, licencié en droit, 3, rue Crevaux (Paris)**

---

**ANCIENS PRÉSIDENTS :**

**MM. LABOULAYE (1869-1871); † 1883.**  
**RENOUARD (1872-1873); † 1878.**  
**DUFAURE (1874-1875); † 1881.**  
**AUCOC (1876-1877).**  
**LAROMBIÈRE (1878-1879); † 1893.**  
**GIDE (1880); † 1880.**  
**DUVERGER (1881-1882); † 1892.**  
**BARBOUX (1883-1884).**  
**Rodolphe DARESTE (1885-1886).**  
**Alexandre RIBOT (1887-1888).**  
**BUFNOIR (1889-1890); † 1898.**  
**DU BUIT (1891-1892).**  
**FÉRAUD-GIRAUD (1893-1894).**  
**TRANCHANT (1895-1896).**  
**Charles LYON-CAEN (1897-1898).**  
**Georges PICOT (1899-1900).**  
**BÉTOLAUD (1901-1902).**  
**BAUDOUIN (1903-1904).**  
**GLASSON (1905-1906).**

---

**ANCIENS SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX**

**MM. Paul JOZON (1869-1872); † 1881.**  
**Alexandre RIBOT (1873-1875).**  
**Georges DUBOIS (1876-1878).**  
**Jules DIETZ (1879).**  
**Raphaël GONSE (1880-1881); † 1890.**

---

CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1907.

*Anciens Présidents :*

MM. AUCOC (Léon), membre de l'Institut, président du Comité de législation étrangère; BARBOUX (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation; RIBOT (Alexandre), membre de l'Institut, député, ancien ministre; DU BUIT (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; FÉRAUD-GIRAUD, président honoraire à la Cour de cassation; TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'Etat; LYON-CAEN (Charles), membre de l'Institut, doyen de la Faculté de droit de l'Université de Paris; PICOT (Georges), secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques; BÉTOLAUD, membre de l'Institut, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier; BAUDOUIN (Manuel), procureur général à la Cour de cassation; GLASSON (E.), doyen honoraire de la Faculté de droit de Paris, membre de l'Institut.

*Président :*

M. LEROY-BEAULIEU (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

*Anciens Vice-Présidents :*

MM. CHEYSSON, CHAUMAT, Edmond BERTRAND, Louis RENAULT, Albert GIGOT, Charles BABINET, GÉRARDIN, HUBERT-VALLEROUX, Pierre DARESTE, Auguste ARNAUNÉ.

*Vice-Présidents :*

THALLER (E.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
LANEYRIE (G.), conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HÉRON DE VILLEFOSSE (Etienne), sous-chef de bureau au ministère de la Justice.

*Membres du Conseil :*

MM. BAILLIÈRE (Paul), docteur en droit.  
BELLOM (Maurice), ingénieur au Corps des Mines.  
COLIN (A.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
DARRAS (Alcide), chargé de conférences à la Faculté de droit de Paris.  
DE LALAIN-CHOMEL, conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
DEMOMBYNES (G.), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
DITTE (Henri), Président du Tribunal civil de la Seine.  
GIRAUD (Emilien), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
GUÉRIN (Lucien), chef de bureau à la Caisse des dépôts et consignations.  
HAMEL (Paul), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HUARD (Gustave), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
N...  
LARNAUDE (F.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
LEPELLETIER (Fernand), professeur à la Faculté libre de droit de Paris.  
PAISANT (A.), président honoraire du Tribunal civil de Versailles.  
VERNEAUX (René), chef du contentieux des Messageries maritimes.

*Anciens Secrétaires généraux :*

MM. DUBOIS (Georges), ancien magistrat, chef du contentieux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.  
DIETZ (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

*Secrétaire général :*

M. DAGUIN (Fernand), avocat à la Cour d'appel de Paris.

*Secrétaires :*

MM. THEURAULT (A.), ancien magistrat.  
DUFOURMANTELLE (Maurice), chargé de Conférences à la Faculté de droit de Paris.  
FROMAGEOT (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
CHEUVREUX (Casimir), ancien avocat à la Cour d'appel.

*Secrétaires adjoints :*

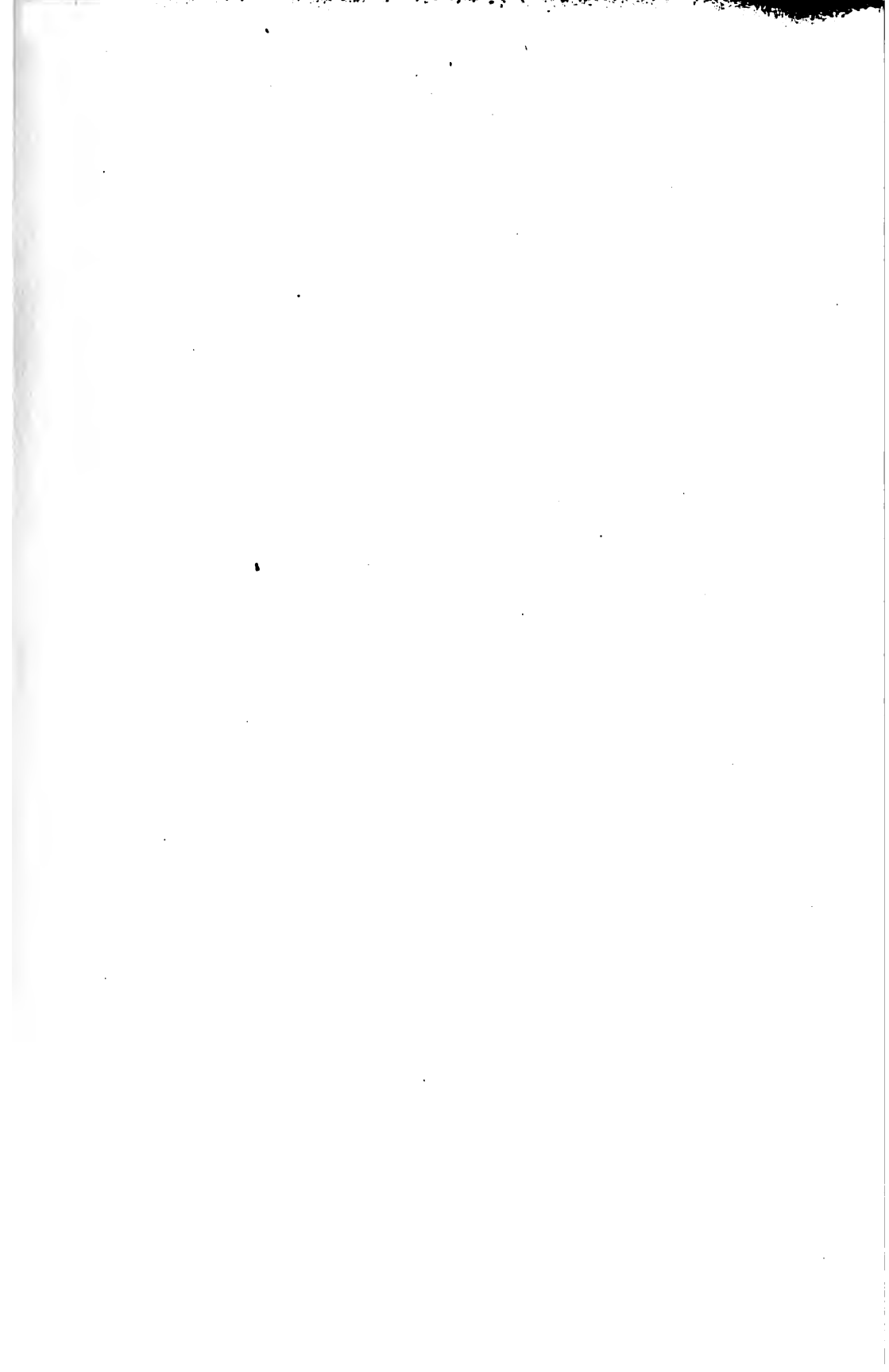
MM. BURET (Daniel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
SAUVAGNAC (Marcel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
ADAM (Léon), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
BINOCHÉ (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
NORMIER (René), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
COSMAO-DUMANOIR (Marcel), chef de bureau au contentieux de la Compagnie d'Assurances *La Nationale*.  
BERTHEAU (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

*Ancien Trésorier :*

M. FLACH (Jacques), professeur au Collège de France.

*Trésorier :*

M. ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.



# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

# DE LÉGISLATION COMPARÉE

---

### SOMMAIRE.

*Séance du 12 décembre 1906.* — Membres nouveaux. — Ouvrages offerts à la Société. — Allocution de M. le Président GLASSON. — Élection d'un président, de deux vice-présidents et de quatre membres du Conseil. — Communication de M. HUBERT-VALLEROUX sur l'impôt sur le revenu en Angleterre. — Observations de MM. CH. TRANCHANT, HUBERT-VALLEROUX, E. GIRAUD, C. CHEUVREUX et P. BAILLIÈRE.

*Conseil de direction.*

*Réunion des sections.* — Section de la langue anglaise. — Section des langues du Midi et de l'Orient. — Section de la langue française.

*Comptes rendus d'ouvrages.* — *Manuel de législation civile à l'usage du clergé d'Alsace-Lorraine*, par M. l'abbé Pelt; M. F. DAGUIN. — *Die moderne Preszgesetzgebung insbesondere der österreichische Prezreformentwurf*, par M. Pappafava (trad. par M. A. Simon); M. R. NORMIER. — *Le salaire usuraire devant la loi et les juges allemands*, par M. V. Brants; M. F. DAGUIN. — *Código de procedimiento penal de la República de Chile*; M. F. DAGUIN. — *La loi française du 16 juillet 1901 et son application aux associations civiles*, par M. A. Biebuyck; M. A. CELIER. — *Le bilan dans les Sociétés anonymes*, par M. J. Verley; M. A. MOURRAL.

---

### SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1906.

*Présidence de M. GLASSON, président.*

La séance est ouverte à quatre heures un quart.

MM. ARNAUNÉ, R. POINCARÉ, M. DUFOURMANTELLE, P. DE PRAT, GOULÉ et JOBIT s'excusent, par lettre, de ne pouvoir assister à la séance.



M. le **Président** proclame membres de la Société, comme ayant été admis par le Conseil de direction, dans sa dernière séance :

MM. P. BRIEU (René), avocat à la Cour d'appel, 65, avenue d'Antin, à Paris;

LALÉAU (E.), secrétaire d'État de la justice, à Port-au-Prince (Haïti);

MORET Y PRENDERGAST, ancien président du Conseil des Ministres, 4, Blanca de Navarra, à Madrid (Espagne);

NAU (Léon), doyen du Tribunal civil, à Port-au-Prince (Haïti);

PARUMBARU (Emmanuel), ancien ministre, Regala, 16, à Bucarest (Roumanie).

M. le **Secrétaire général** dépose sur le bureau la liste des ouvrages offerts à la Société :

*Die Beitreibung von Schuldforderungen in Frankreich*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. Ernest Eisenmann;

*Il notariato nell' Egitto*; broch. in-8°, offerte par l'auteur, M. Wl. Pappafava;

*República de Cuba. Camara de Representantes. Discurso pronunciado en la Sesión solemne celebrada la noche del 16 de junio del año 1906, en honor del mayor general en jefe del ejército, libertador Maximo Gomez y Baez, por el representante Sr. A. Betancourt y Mandulay*; broch. in-8°, offerte par le Gouvernement cubain;

*Societa reale di Napoli. Atti della reale Academia di scienze morali e politiche*, vol. 36; vol. in-8°, offert par l'Académie royale de Naples;

*Réforme des cours supérieurs de l'enseignement gymnasial*; 1 vol. petit in-fol., offert par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg;

1° *Rapport du Conseil supérieur des habitations à bon marché à M. le Président de la République, année 1905*; broch. in-8°;

2° *Du concours prêté par les caisses d'épargne au développement des habitations à bon marché*; par M. Maurice Dufourmantelle; broch. in-8° :

3° *Rapport à M. le Président de la République sur les opérations des caisses d'épargne ordinaires, année 1904*; vol. in-4°;

4° *Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris. Rapports et comptes rendus des opérations... pendant l'année 1905*; vol. in-4°; offerts par M. Maurice Dufourmantelle;

1° *Evan Mackenzie. Di una nuova legge sulle assicurazioni*; vol. in-8°;

2° *I contratti a favore di terzi secondo il diritto romano e civile, del Dott. G. Pachioni*; vol. in-8°;

3° *Prof. G. Pachioni. Sul concetto della obbligazione*: broch. in-8°;

4° *Moïse Foa. Condizione giuridica delle Istituzioni di beneficenza nella storia del diritto piemontese avanti il resorgimento italiano*; broch. in-8°; ouvrages offerts par l'Institut des Sciences juridiques et politiques de l'Université royale de Turin.

M. le Président **Glasson** prononce l'allocution suivante :

Dans une réunion privée, tenue il y a déjà un certain nombre d'années, la discussion s'engagea sur le problème de la séparation des Églises et de l'État. Il y avait là des hommes politiques, sénateurs et députés, des publicistes, des journalistes, quelques professeurs, des hommes de loi, qu'on appelle jurisconsultes toutes les fois qu'on leur veut du bien, et qu'on préfère désigner sous le terme un peu dédaigneux de juristes lorsqu'on leur veut du mal. La discussion s'engagea au hasard selon les impressions, les tendances de ceux qui prenaient successivement la parole. Un de ces juristes ne tarda pas à constater avec un certain étonnement que ces hommes, tous très distingués et quelques-uns même très savants, ignoraient à peu près complètement les éléments les plus essentiels du grave problème qu'ils agitaient, avec autant de bonne foi que d'inexpérience, des affaires religieuses. Le Concordat, les articles organiques, les prétendues libertés de l'Église gallicane, les Décrétales des papes, semblaient ne former qu'une seule et même source du droit canonique et ecclésiastique. Comme on parlait surtout du Concordat, un juriste se hasarda

à demander si vraiment ses interlocuteurs l'avaient lu et il invita ceux qui pouvaient l'affirmer à lever la main. Toutes les mains restèrent baissées. Un assistant observa que cette épreuve était bien inutile si l'on était décidé à séparer l'Église de l'État, puisqu'alors l'État ne s'occuperait plus de l'Église, et il cita l'exemple de certains États de l'Amérique. Cette observation jetée en l'air et à l'improviste fit songer aux législations étrangères. Ne serait-il pas à la fois intéressant et utile d'en prendre connaissance ou même de les étudier ? Aucun des assistants ne s'était livré à ce travail et chacun reconnut son ignorance ; les choses en restèrent cependant là. On était alors dans cette longue période préparatoire pendant laquelle on était convaincu que la question de la séparation des Églises et de l'État ne sortirait pas de longtemps du domaine des discussions académiques. Sans doute, chaque année, à l'occasion du vote du budget, la suppression de l'ambassade de France auprès du Vatican était proposée ; mais, chaque année aussi, elle était repoussée presque sans discussion. Dans le pays, les catholiques ne se préoccupaient pas de ce problème et ne songeaient pas à s'organiser ; de leur côté, les cultes dissidents se désintéressaient assez naturellement de la question du Concordat, qui ne les concernait pas directement. Quant au clergé catholique, bien qu'il n'approuvât pas toutes les dispositions du Concordat ni surtout celles des articles organiques, habitué depuis un siècle à ce régime, il préférait le *statu quo* à un système nouveau tel que celui de la séparation, qui lui paraissait plein d'incertitudes et peut-être même de périls.

Les choses restèrent encore en cet état pendant plusieurs années ; puis tout à coup la question entra dans une nouvelle phase. À la suite d'événements politiques, qu'il est inutile de rappeler ici, les Chambres attaquèrent assez brusquement et très sérieusement la question et votèrent la loi de séparation du 9 décembre dernier. On ne s'attendait pas à une solution aussi prompte ; je n'en veux pour preuve que ce qui s'est passé au sein de notre Société. Toujours attentive aux transformations qui se préparent dans notre temps par voie législative, notre Société avait mis à l'étude la question des rapports des Églises et de l'État d'après les principales législations étrangères. Elle n'a pas consacré moins de deux ans à l'étude de cette œuvre capitale. On croyait ici se mettre, comme on l'a fait souvent, en avance sur le législateur, lorsque fut très

rapidement votée la loi de décembre 1905. Est-ce à dire que nous soyons pour cette fois pris en défaut ? La loi existe sans doute, mais ce n'est pas à dire que les difficultés vont disparaître. Bien au contraire, sa mise en application peut être la cause de graves conflits. Il sera d'autant plus difficile de prévenir ou d'éteindre ces conflits qu'ils s'élèvent entre deux souverainetés de nature différente qui ne peuvent pas, comme on l'a parfois cru à tort, s'ignorer l'une l'autre. Il y aura toujours des rapports entre les Églises et l'État, et ces rapports pourront être la cause de sérieuses difficultés, ce qui a fait dire à un éminent homme d'État de notre temps qu'au lieu de supprimer l'ambassade de France au Vatican il faudrait, bien au contraire, la créer si elle n'existait pas.

Loin de se désintéresser de la séparation des Églises et de l'État, notre Société y a consacré depuis deux ans la plupart de ses travaux. Longue serait l'énumération des mémoires qui ont été lus dans nos séances ou publiés dans notre Bulletin. Je citerai seulement, pour l'année 1905, les études de MM. Dupriez (Belgique), Brifaut (États-Unis), Da Silva Gordo (Brésil), le vicomte Combes de Lestrade (Allemagne), Honoré Gervais (Canada), Paul de Prat (Luxembourg); pour l'année 1906, celles de MM. Louis Eisenmann (Autriche), Platou (Norvège), Decugis (Angleterre), de Prat (Angleterre et Irlande), Giraud (Écosse), Uppström (Suède), Arangio Ruiz et Mirtil (Italie), Daguin (Equateur), Triantaphyllidès (Grèce et Turquie), Høst (Danemark), Lamouche (Bulgarie), Verkouteren (Pays-Bas); d'autres sont en préparation et formeront avec celles qui ont déjà paru un volume dans lequel elles seront publiées d'après un ordre méthodique. C'est là, comme on le voit, une entreprise considérable, et il est permis d'espérer que cette contribution à l'un des problèmes les plus formidables de notre temps ne restera pas sans donner des résultats pratiques. Dès sa naissance, notre Société s'est interdit de prendre parti dans les questions d'ordre politique ou religieux qui agitent le pays. Nous nous sommes imposé le strict devoir de ne jamais sortir du domaine scientifique; en nous attribuant à nous-mêmes la mission de publier des documents ou des études de législation étrangère, nous avons voulu devenir les serviteurs d'une science nouvelle, celle de la législation comparée, et nous espérons avoir bien mérité de cette science par notre bonne foi et notre impartialité. Il faut rendre cette jus-

tice à ceux d'entre nous qui ont abordé le problème des rapports des Églises et de l'Etat à l'étranger, qu'ils ont le plus souvent suivi scrupuleusement la méthode et l'esprit de notre Société, à ce point qu'il serait presque toujours impossible de découvrir, d'après leurs travaux, quelles sont leurs convictions dans l'ordre religieux. Puissent ces œuvres de dévouement et de science jeter quelque lumière et contribuer au maintien de la paix sociale par ceux qui ont actuellement la redoutable mission d'organiser le nouveau régime.

C'est un devoir douloureux pour votre président de rappeler, à la séance où notre Société reprend ses travaux, les pertes qu'elle a éprouvées dans l'année qui vient de s'écouler. Je ne veux pas manquer à ce devoir et, en m'inspirant avant tout des obligations de reconnaissance contractées par notre Société, je vous rappellerai d'abord les noms de ceux qui se sont surtout signalés par les services qu'ils nous ont rendus.

Mais avant d'ouvrir la liste de nos deuils de cette année, je dois clore celle de nos pertes pendant l'année 1905. Durant les mois de novembre et décembre derniers, la mort a frappé parmi nous à coups si redoublés qu'il n'a pas été possible de se procurer certaines notices ni même d'être simplement renseigné sur l'existence de plusieurs décès. Joignons donc ces défunts à ceux de l'année courante pour leur donner à tous un souvenir commun. Il faut inscrire sur notre liste des deuils de 1905, et pour la clore définitivement, les noms de MM. de *Bonnemain*, suppléant du Consul général de Roumanie à Paris; *Martiny*, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles; *Paléologue*, conseiller à la Cour d'appel de Bucarest; *Mermilliod*, avoué à la Cour d'appel de Paris; *Farnié*, avocat à Bayonne. Je voudrais consacrer un souvenir spécial à M. Mermilliod, à raison de ses nombreuses amitiés parisiennes et de sa mort cruelle; un autre souvenir est dû à M. Farnié, à raison de son attachement à notre Société.

M. Mermilliod, avoué à la Cour d'appel de Paris, avait de très bonne heure acquis une certaine expérience des affaires judiciaires. Au moment où il acheta sa charge, il était prêt à en prendre la direction avec succès, par une longue pratique de la profession de secrétaire d'agréé et par une collaboration active aux affaires de la charge de M<sup>r</sup> Goirand, avoué à la Cour, dont il devenait le confrère. Il était particulièrement expert et très connu pour sa compétence dans les ques-

tions d'assurances maritimes ou terrestres : presque tous les procès de ce genre lui étaient confiés par l'un ou l'autre des plaideurs ; parfois même il ne se bornait pas à donner ses avis et à diriger la procédure ; doué d'une grande facilité de parole, il plaidait l'affaire en l'absence de l'avocat et cette parole facile et élégante pouvait, dans une certaine mesure, contribuer au succès de sa cause.

La vie privée de M<sup>e</sup> Mermilliod fut toute entière celle d'un homme modeste qui se donne, simplement et naturellement, à ses devoirs de famille ou d'ami. Ayant épousé une jeune fille d'une santé délicate, il renonça volontiers à la vie mondaine pour veiller, dans ses moments de liberté, sur la santé de celle dont il partageait la vie.

Mermilliod est mort victime de son dévouement et d'une manière vraiment tragique. Il était allé, suivant son habitude, passer une partie de ses vacances chez son confrère M<sup>e</sup> Goirand, qui, par un beau jour d'été, avait préparé pour ses invités une excursion en voiture. Au moment où l'équipage fut amené pour le départ, un des deux chevaux se cabra brusquement : on pouvait craindre de graves accidents. Mermilliod, croyant que le cheval allait causer des malheurs dans un groupe de jeunes filles, se précipita sur l'animal pour l'arrêter, et celui-ci lui fracassa le crâne en se débattant.

M. Farnié était un de ces avocats qui se dévouent à notre Société et qui lui consacrent une partie de leur temps. C'était un collaborateur effectif ; il a fourni à notre Annuaire de législation étrangère d'intéressantes notices sur le mouvement législatif au Salvador et au Guatemala. Comme il avait habité l'Espagne pendant plusieurs années, il possédait la langue de ce pays aussi bien que la nôtre et donnait d'utiles renseignements à notre section des langues du Midi, dont il était membre. Après avoir été avocat à la Cour de Paris pendant un temps assez long, il s'était en dernier lieu fixé à Bayonne, où il exerçait encore sa profession. C'est dans cette ville qu'il est mort l'année dernière.

J'arrive à la liste de nos morts de cette année et, comme je l'ai annoncé, je vais l'ouvrir en commençant par rendre hommage à ceux de nos membres qui ont rendu le plus de services à notre Société. Personne ne me contredira si je place au premier rang M. Boullaire, ancien magistrat.

M. Jules Boullaire était un de ces membres qui font vivre

une société et assurent sa bonne réputation par les services qu'ils savent lui rendre. Il a activement collaboré à l'Annuaire de législation étrangère et à l'Annuaire de législation française, et a donné de nombreux articles à notre Bulletin. Après avoir appartenu à notre Conseil de direction, de 1889 à 1892, il avait été élu vice-président en 1904 et il faisait encore partie du Conseil à ce titre au jour de sa mort. Chacun sait ici que notre regretté collègue avait eu l'affreuse douleur de perdre tout récemment un de ses fils, notaire à Paris, qui fit une chute mortelle au Théâtre-Français pendant un entr'acte; ce deuil douloureux entre tous lui porta un coup terrible auquel il n'a pas pu survivre.

M. le président *de Boislisle* était un des membres assidus de notre Société; il venait volontiers à nos séances générales et manquait rarement à celles du Conseil de direction; il avait conquis parmi nous, comme au Palais, les sympathies de tous. Il nous charmait surtout par la simplicité de ses manières, par son commerce toujours aimable et facile; il réunissait toutes les qualités des anciens magistrats sans en avoir les défauts, donnant toutes ses journées au travail et aux affaires du Palais; c'est à peine s'il consacrait une partie de ses vacances au repos. Il devenait alors un intrépide alpiniste, et pendant plusieurs années il avait profité de ses liens d'amitié avec Taine pour se rendre sur les bords du lac d'Annecy. C'était un esprit tout à fait distingué, sans aucune prétention extérieure, tout à fait ennemi de ces formes un peu dédaigneuses qu'on a parfois reprochées aux anciens magistrats; s'il se faisait remarquer, c'était uniquement par la force de sa voix, singulièrement basse et profonde. Sa vie fut celle d'un sage dans un temps où il lui a fallu traverser avec courage et dignité des moments parfois pénibles.

M. de Boislisle, frère du membre de l'Institut du même nom, appartenait à une ancienne famille noble de Beauvais où il était né le 20 avril 1839. Après avoir fait son droit et s'être fait remarquer à la conférence Molé-Tocqueville, il entra dans l'administration sous le ministère de M. Dufaure, qui lui confia les fonctions de chef du premier bureau de la Sûreté générale; il conserva ses fonctions successivement sous les ministères du duc de Broglie, du général de Chabaud la Tour et de M. Buffet. Sous le maréchal de Mac-Mahon, il fut nommé directeur de la Sûreté publique et s'y distingua; il

connut ensuite et pour un instant les caprices de la vie politique. Après la chute du ministère Marcère, il quitta l'administration pour entrer dans la magistrature ; le gouvernement le nomma juge à Paris en 1877. Il conserva ces fonctions pendant quatorze ans, et, quoiqu'elles absorbassent à peu près tout son temps, il publia, pendant cette période de sa vie, sur le Code civil un ouvrage justement apprécié. En 1891 il était vice-président au tribunal de la Seine, et cinq ans après il passait à la Cour en qualité de président de Chambre ; ce sont les fonctions qu'il occupait encore le jour de sa mort. Depuis cette même année 1898, M. de Boislisle faisait partie du Conseil de direction : il y resta jusqu'en 1901. Dans cette dernière année il fut élu vice-président, mais il nous appartenait depuis 1869, c'est-à-dire depuis la formation de la Société, et il était un de ceux qui, peu nombreux aujourd'hui, ont le droit de porter le titre de fondateur.

Il me paraît légitime de placer après M. de Boislisle le nom de M. Georges Denis-Weill qui était, lui aussi, un magistrat de la Cour de Paris, où il remplissait les fonctions de conseiller ; sa mort est pour nous une perte particulièrement sensible.

M. Denis-Weill était un de nos collaborateurs les plus actifs et les plus dévoués. Depuis 1880, il collaborait à notre Annuaire de législation étrangère, et depuis 1882 jusqu'en 1905 il a rédigé, chaque année, la notice générale de la Grande-Bretagne. Il a fait partie du Conseil de direction de 1894 à 1898.

Louis-Étienne Théophile Huc naquit à Toulouse en 1829. A vingt-trois ans il fut reçu agrégé, après avoir été admis au concours avec dispense d'âge ; il fut attaché en cette qualité à la Faculté de droit de Toulouse. Nommé professeur titulaire d'une chaire de droit civil en 1864, il se distingua tout de suite par son originalité. Quelques années plus tard, il inaugurait avec le même succès le cours de droit civil approfondi créé à l'usage des aspirants au doctorat.

Après les événements de 1870, son dévouement au parti républicain lui valut d'être désigné pour la préfecture de la Haute-Garonne ; mais, dans le but très louable d'apaiser les querelles locales, il déclina cet honneur. Il ne tarda pas toutefois à accepter les fonctions de maire de Toulouse, qu'il dut à son élection par les habitants de la ville. La sagesse et l'habileté de son administration lui ont valu l'estime de tous ; il a laissé parmi les pauvres de la ville le renom d'un maire ser-



viable et généreux entre tous. En 1884, Théophile Huc prit une grande détermination : il se décida à changer de carrière et à entrer dans la magistrature pour venir habiter Paris, où il fut nommé conseiller à la Cour ; mais loin de renoncer aux travaux scientifiques, il déploya, de ce jour, une activité plus grande encore que par le passé, à ce point que ses nouveaux collègues en étaient arrivés à l'appeler le Bénédictin du droit. Il fit paraître un *Traité de la cession des créances*, hautement apprécié des spécialistes, et entreprit, aussitôt après, la publication de son *Commentaire du Code civil*, véritable monument qu'il a édifié à lui seul et que le monde judiciaire cite universellement. Cet ouvrage est surtout écrit d'après l'ancienne méthode du *Commentaire*, mais il ne manque pas pour le fond d'une certaine originalité, qui fait précisément sa valeur scientifique.

Déjà auparavant et alors qu'il était encore professeur, M. Huc avait écrit un certain nombre d'ouvrages d'un caractère exclusivement scientifique qui avaient attiré sur lui l'attention des savants. Citons notamment ses études sur le *Formalisme romain*, sur certaines difficultés du *Droit canonique*. Il faut relever surtout un important ouvrage de législation comparée sur le *Code Napoléon et le Code civil italien*. C'est un des premiers travaux de cette nature qui ait été écrit de notre temps avec compétence et autorité. Ce livre lui valut d'être choisi comme arbitre par le gouvernement italien pour le règlement d'une contestation soulevée par la République du Chili. En récompense de ses services M. Huc, déjà décoré de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, fut fait officier de la Couronne d'Italie. Il s'est éteint tout récemment dans le département des Landes, où il s'était retiré en pleine activité intellectuelle et scientifique, malgré l'âge avancé auquel il était parvenu.

M. Henri Deglin, avocat à Nancy, était estimé et même populaire dans cette ville, par son dévouement à toutes les œuvres de bienfaisance sociale. Ceux qui le connaissaient appréciaient aussi en lui la distinction et la délicatesse de son esprit. Enfin, lorsqu'il se décida à entrer dans la vie politique locale, il se fit remarquer comme un orateur à la parole chaude et persuasive. Toutes les institutions de bienfaisance sociale portèrent son deuil à Nancy, lorsqu'il mourut au mois de juillet dernier. Elles perdaient à la fois un bienfaiteur qui

disposait en leur faveur des larges ressources de sa fortune, et qui leur consacrait une part notable de sa vie active. Il se donnait à ces œuvres sans compter son temps ni son argent. Dans ces dernières années, en 1902, ses concitoyens l'appelèrent au Conseil municipal; désormais il consacra une partie de son activité aux affaires politiques de la région. Il prit part à la fondation du journal *l'Éclair de l'Est*; on le choisit comme président de l'Action libérale populaire; il s'intéressa à toutes les affaires qui concernaient la vie municipale de notre plus belle ville de l'Est. Immuable dans ses opinions alors que tout changeait ou se modifiait autour de lui, il resta toujours, comme il l'a maintes fois prouvé dans ses discours et par ses actions, le serviteur fidèle et dévoué d'une République libérale et tolérante.

M. Léonce Limelette était un magistrat belge, particulièrement connu et distingué par ses travaux sur le droit criminel. Il était inscrit au barreau de Namur lorsqu'il débuta dans la magistrature en qualité de substitut du procureur du roi à Neuchâteau, le 1<sup>er</sup> décembre 1870. Puis il fut successivement appelé aux fonctions de substitut à Dinant (1874), de substitut du procureur général à Liège (1885), de conseiller à la même Cour (1893); et c'est dans l'exercice de ces dernières fonctions que la mort est venue le frapper après une maladie de plusieurs mois. Parmi les importants travaux du regretté magistrat, nous relèverons surtout le *Code pénal belge appliqué* (1878), œuvre considérable de doctrine et de jurisprudence plusieurs fois rééditée et remaniée, et dans laquelle la législation comparée a été spécialement soignée. M. Limelette était aussi le fondateur de la revue belge connue sous le nom de *Revue critique de droit criminel*, fondée en 1881, et dont la réputation s'est rapidement établie, non seulement en Belgique, mais même dans le Grand-Duché de Luxembourg et en France, grâce à l'activité et à l'esprit méthodique de son directeur. Le gouvernement luxembourgeois, frappé des mérites du criminaliste belge, lui confia la mission, honorable entre toutes, de présenter ses observations sur le projet de Code pénal du Luxembourg. M. Limelette rédigea un long rapport dont toutes les parties furent adoptées, et on peut dire ainsi qu'il est un des principaux auteurs du Code pénal luxembourgeois actuellement en vigueur.

M. Despagne est un frappant exemple de ce que peut

réaliser un homme par un travail persévérant. Dès son enfance, il s'était fait remarquer par la précocité de son intelligence. Sa famille comprit qu'il pourrait arriver à une haute situation si on lui procurait les moyens de déployer les facultés dont il était si richement doué. Elle s'imposa les plus lourds sacrifices pour qu'il pût faire ses études classiques. Pourvu des deux baccalauréats, Despagne se vit, tout jeune encore, dans la dure nécessité de travailler pour gagner son pain quotidien et aussi pour réunir quelques ressources à l'effet d'étudier le droit. On l'employa d'abord à la bibliothèque et au secrétariat de la Faculté de droit, et bientôt il put augmenter ses maigres ressources à l'aide de répétitions. En janvier 1881, Despagne soutint, devant la Faculté de droit de Paris, une thèse sur *l'Histoire des successions ab intestat et de la novelle 118*, qui attira sur lui l'attention, et il ne tarda pas à être connu dans toutes les Facultés. Au mois de juillet de la même année, il prit part à un concours d'agrégation, s'y fit remarquer et y acquit le titre d'agrégé. Il fut immédiatement attaché à la Faculté de Bordeaux qu'il ne devait jamais quitter. En 1888 il fut nommé professeur adjoint et en 1892 il obtint la chaire de droit international public qu'il occupa jusqu'à sa mort. Songea-t-il un instant à entrer dans la vie politique? Il fut, à une certaine époque, conseiller municipal, puis adjoint au maire de Bordeaux. Dans sa chaire de professeur, comme à l'Hôtel de Ville, Despagne était apprécié par l'aménité de son caractère. Comme professeur, il se faisait remarquer par la méthode et la clarté de son enseignement, aussi bien que par sa dialectique toujours très serrée. Sa carrière a été courte et féconde. Jeune homme il avait dû lutter pour faire face aux nécessités de la vie journalière; professeur et jurisconsulte, il ne tarda pas à être frappé par un mal implacable, contre lequel il lutta avec la dernière énergie, jusqu'au jour où la mort le délivra de ses terribles souffrances. Dans l'intervalle des crises il continuait à travailler avec la même ardeur que pendant sa jeunesse, et c'était encore par le travail qu'il triomphait du mal.

Jusqu'à la dernière heure il conserva le calme et la résignation d'un véritable stoïcien. On s'étonnerait qu'il ait pu en quelques années produire des travaux aussi nombreux et aussi savants, si l'on ne savait qu'il fut, durant sa vie malheureusement trop courte, sans cesse dominé par la passion de la science. Il fit d'abord paraître deux précis, l'un de droit inter-

national privé, l'autre de droit international public, qui ne sont pas de simples manuels destinés à faciliter aux étudiants la préparation de leurs examens, mais des œuvres d'une forte synthèse scientifique, comme en témoignent les récompenses obtenues par leur auteur à l'Académie des sciences morales et politiques. En 1896, un essai sur les protectorats obtint à son tour le même succès à l'Institut. L'auteur n'avait songé au début qu'à une étude de notre ancien protectorat sur Madagascar ; mais peu à peu il élargit son travail, à ce point qu'il a fini par publier un véritable livre sur les protectorats, ouvrage très remarqué par la finesse d'analyse d'un sujet encore peu exploré par les jurisconsultes. Le conflit des Boers avec l'Angleterre ne pouvait pas laisser Despagnet indifférent : il lui a consacré, en 1903, un nouvel ouvrage sous le titre de : *La guerre sud-africaine*, dans lequel il ne ménage pas les éloges à ce petit peuple qui a si vaillamment combattu pour garder son indépendance. Un an plus tard, en 1904, Despagnet publiait un travail considérable sur la diplomatie de la troisième république et le droit des gens. Il y a exposé de main de maître les efforts et les succès de la France pour la reconstitution de son empire colonial. A la veille de sa mort, Despagnet corrigeait encore les épreuves d'un dernier travail consacré aux rapports de la République et du Vatican. On voit par cette simple énumération ce qu'aurait pu produire l'activité scientifique d'un jurisconsulte de cette puissance de travail, s'il lui avait été donné de poursuivre sa carrière jusqu'à un âge avancé.

Je dois encore signaler le nom de M. Robert (Justin-Arthur), né le 24 novembre 1835, qui a fait toute sa carrière judiciaire à Paris et s'est souvent signalé en présidant les assises. Il a successivement été juge suppléant au tribunal de la Seine (1863), substitut au même tribunal (1868), substitut du Procureur Général (1875), conseiller à la Cour de Paris (1884) jusqu'en 1899, date à laquelle il fut mis à la retraite et nommé conseiller honoraire.

Il n'est pas non plus permis d'oublier le nom de M. Ott, avocat à Strasbourg. Fils d'un notaire de cette ville, il avait terminé son droit lorsqu'éclata la guerre de 1870. La paix faite, il se décida à rester dans sa ville natale et se prépara à l'exercice de la profession d'avocat. A cet effet, il se rendit pendant quelque temps à Berlin pour se perfectionner dans l'usage de

la langue allemande et pour y prendre contact avec la science juridique de l'Université de cette ville. Par ses qualités, il ne tarda pas à occuper au barreau de Strasbourg une des premières places. Ce qu'on appréciait surtout en lui, c'était sa science du droit, sa parole élégante et pleine de vie, l'aménité de son caractère. Aussi s'était-il rapidement attiré les sympathies de tous, même dans les premières années qui suivirent la guerre et où les relations sociales étaient devenues souvent difficiles.

J'arrive à ceux de nos collègues qui ont surtout honoré notre société par l'illustration de leur nom.

M<sup>r</sup> Rousse fut une des gloires du Palais au xix<sup>e</sup> siècle. Il s'est éteint à l'âge de 86 ans, un des derniers survivants d'une génération qui a aujourd'hui à peu près complètement disparu. Par son âge, il était le doyen de l'Académie française, où il avait succédé à Jules Favre en 1880, et dans sa jeunesse il avait eu l'honneur d'être choisi comme secrétaire par Chaix d'Est-Ange. Entre ces deux grands noms de Chaix d'Est-Ange et de Jules Favre, celui de Rousse figure avec honneur et ne redoute certes pas la comparaison ; mais bien différentes, j'oserais presque dire très opposées, étaient les qualités du maître et celles du disciple. Ils provoquaient l'un et l'autre sur leurs auditeurs une véritable admiration, mais par des moyens qui leur étaient tout à fait propres et personnels. C'est en prenant Chaix d'Est-Ange et Rousse pour modèles qu'il est permis de dire qu'on devient jurisconsulte, mais qu'on nait orateur. Le jurisconsulte peut transmettre à son disciple, par son enseignement, sa méthode, sa conception juridique, ses procédés didactiques ou autres. Le grand avocat, quel que soit son désir d'être utile à ses jeunes confrères, ne peut que garder pour lui-même son art oratoire ; ceux qui l'écoutent et l'observent pourront devenir des imitateurs de second ordre, mais, par cela même, manqueront d'acquérir la personnalité qui fait le génie du grand avocat. Un maître de la parole ne parviendra jamais à transmettre à son fils son art et ses qualités oratoires ; s'il devient lui-même un jour un avocat célèbre, ce sera moins comme successeur de son père légitime ou adoptif que par son mérite personnel. Chaix d'Est-Ange éprouvait pour Rousse une affection vraiment paternelle. Il lui a sans doute transmis sa passion pour le barreau, mais tous deux parvinrent au sommet de l'art oratoire par des qualités

qui leur étaient tout à fait propres. Chaix d'Est-Ange faisait vraiment sienne la cause de son client. Il se préoccupait plus du fond de l'affaire que de tout autre chose; grâce à une étonnante facilité de parole, il s'abandonnait volontiers aux effets de l'improvisation, guettant son adversaire, ne manquant aucune occasion de le surprendre, profitant des moindres incidents d'audience. Sa parole chaude et vibrante donnait la vie au procès. Il n'arrêtait pas à l'avance son plan d'attaque ou de défense et attendait que le débat se produisît à la barre pour fixer sa tactique judiciaire. Ces dons vraiment naturels n'étaient pas à la disposition de Maître Rousse qui comprenait tout autrement la conduite d'un procès. Ses plaidoiries étaient le plus souvent préparées à l'avance, avec un soin minutieux, dans un style d'une correction parfaite, d'une élégante finesse, qui faisait l'admiration de ses auditeurs; elles étaient déjà des discours académiques avant qu'il appartint à l'illustre compagnie. Les incidents d'audience ne modifiaient en rien la direction qu'il avait à l'avance arrêtée. Avocat d'un rare bon sens, pénétré de l'esprit de modération, il était assez habile pour négliger ces incidents au risque de ne pas en profiter. Comme jurisconsulte, il excellait dans l'art de montrer la vérité plutôt que dans celui de la démontrer. Sa dialectique n'était pas aussi serrée que celle d'un logicien rigoureux, mais il plaisait et persuadait par son rare bon sens. Doué de beaucoup d'esprit, il ne s'en servait pourtant qu'avec discrétion; en toute circonstance il savait observer la juste mesure et se tenait en garde contre les excès. Ses finesses prenaient souvent la forme de critiques humoristiques. Il savait toutefois, à l'occasion, se passer de l'humour des Anglais pour s'en tenir à l'esprit vraiment français et même pour aller parfois jusqu'au sel gaulois. N'abandonnant rien au hasard de l'improvisation, il évitait ainsi, en se tenant sur la réserve, les excès de langage imprudents ou dangereux. Quoiqu'il ne laissât rien au hasard, toutes les fois qu'il prenait la parole dans une circonstance quelconque, soit à la barre de la cour, soit à l'Académie, où ses discours étaient cependant goûtés par un public d'élite, qu'il prononçât une simple allocution ou qu'il lût un long discours écrit à l'avance, il éprouvait au début une certaine émotion dont il devenait bientôt le maître, mais qu'il lui était impossible d'éviter complètement. Cette émotion se traduisait jusque sur son visage et dans sa parole. Son visage,

pâle et d'une rare distinction, devenait blême au début de son discours ; sa parole trainante et naturellement basse descendait subitement de plusieurs degrés. Mais c'était là, comme je l'ai dit, l'effet d'un instant, et bientôt le grand orateur, dégagé de toute émotion, reprenait tous ses moyens et tenait l'auditoire sous le charme d'une parole d'une extraordinaire correction et d'une élégance qui devenait pour lui un moyen d'atteindre l'éloquence. Rousse a donné toute sa vie au barreau ; il est resté tout à fait étranger aux ambitions de l'ordre politique. « Je n'ai jamais été, disait-il un jour, et ne serai jamais qu'un avocat. » Il en a été largement récompensé. Le barreau lui a donné la gloire et lui a parfois aussi imposé de lourdes charges. En 1870 et 1871, il avait eu l'honneur d'être élu bâtonnier et de représenter l'Ordre pendant l'année terrible. Il sut remplir tous ses devoirs avec un dévouement et un désintéressement au dessus de tout éloge : dans ces temps de révolution il s'oublia lui-même pour ne songer qu'aux autres. Il s'était préparé à défendre les otages et plus spécialement l'archevêque de Paris, pour le cas où la commune révolutionnaire aurait essayé de couvrir ses attentats sous les formes de la justice. Dans ses dernières années, il avait renoncé à la plaidoirie, mais il continuait à présider la conférence des stagiaires et faisait les délices de ses jeunes confrères en les rappelant par de fines observations au respect des traditions de l'ordre.

M. Rousse a peu écrit et ses œuvres sont plutôt celles d'un avocat lettré que d'un jurisconsulte de l'École. Mais les portraits qu'il a faits de divers magistrats ou avocats, notamment celui de Chaix d'Est-Ange dans la préface de ses œuvres, celui du premier président Séguier, celui de son vieil ami l'avocat Péronne, sont des chefs-d'œuvre d'une saisissante ressemblance et qui resteront comme modèles du beau style de la langue française au XIX<sup>e</sup> siècle (1).

*Boutmy*, le fondateur de l'École des Sciences politiques, devrait à lui seul être l'objet d'une notice particulière et développée. Son influence a en effet été considérable au point de vue de l'étude de la législation comparée, objet essentiel de

(1) Relevons encore les œuvres suivantes : les Discours et Plaidoyers de Chaix d'Est-Ange (1862). Etudes sur les Parlements de France, Consultations sur les décrets du 29 mars 1880. Discours et plaidoyers et œuvres diverses (1884).

notre Société. Sans doute son nom ne figure pas dans nos annuaires ni dans nos bulletins mensuels, mais s'il n'a pas directement pris part à nos publications il n'en a pas moins exercé une influence bienfaisante sur nos travaux, qu'il a rendus utiles ou même indispensables à tous les jurisconsultes dont les études portent sur les législations étrangères. Partisan convaincu de la méthode d'observation dans la mesure où elle peut s'appliquer aux sciences morales et politiques, il a été un des premiers à comprendre que du rapprochement des législations peut parfois jaillir la lumière. Nul avant lui n'avait accordé une aussi large place à la législation comparée. C'est à peine si dans quelques établissements d'enseignement supérieur, au Collège de France notamment et dans quelques Facultés, on touchait, de temps à autre, à telle ou telle partie de cette science si vaste, dont on peut dire sans exagération qu'elle est sans limites aussi bien dans l'histoire, pour le passé, que dans les applications pratiques, pour le présent. D'emblée et d'un seul jet, Boutmy a introduit dans l'enseignement des sciences politiques tout un ensemble de cours portant sur la législation comparée : droit constitutionnel, administration, finances, droit civil, droit commercial, rien n'a été omis. Aussi Boutmy est-il vraiment digne de nos hommages, comme fondateur et organisateur de cette grande École connue aujourd'hui dans le monde entier et qui attire à elle des élèves de tous les pays. Bien modestes furent les débuts de cette École dans un rez-de-chaussée de la rue Taranne, au fond d'une cour obscure. En quelques années cet établissement, pauvre d'argent au début, est devenu, grâce à l'appui de puissants protecteurs, une école de premier ordre, autant par la variété de ses enseignements que par le talent et la science de ses maîtres. Ce rapide et puissant essor est en grande partie l'œuvre de Boutmy. Il n'a pas seulement fondé l'École mais l'a, pendant 35 ans, dirigée en y faisant pénétrer son esprit et sa méthode. C'est de cette École qu'est sortie toute une élite qui peuple actuellement nos administrations publiques et nos grands établissements financiers. Son système de direction de l'École fut particulièrement original et puissant ; c'était celui du gouvernement personnel, je ne dis pas du gouvernement absolu, mais je veux indiquer que, partisan convaincu du régime parlementaire, il l'avait pourtant soigneusement écarté dans l'organisation de son École. A une



certaine époque il en fit l'essai pour la distribution de l'enseignement et des cours, mais il ne tarda pas à se convaincre que plus une assemblée est composée d'hommes compétents, plus elle devient elle-même incompétente, et après ce court essai infructueux il en revint franchement à l'administration personnelle qu'il pratiqua jusqu'à sa mort. Lui seul organisait l'ensemble des cours et recrutait son personnel. En aucune circonstance, il ne tenait compte des recommandations qui lui étaient adressées : il ne s'attachait qu'au talent et à la science des candidats, donnant tout au mérite et rien à la faveur, mais s'entourant avec soin de l'avis des hommes les plus compétents et les plus indépendants. Tous ceux qui l'ont connu savent avec quel tact, quelle prudence et aussi quelle habileté il assura le recrutement de l'École. Peu d'hommes ont réuni autant de qualités diverses. Tant que sa santé le lui permit, il ne fut pas seulement directeur et administrateur de l'École, mais aussi professeur de droit constitutionnel comparé. Ce cours exige autant de prudence que de finesse de la part de celui qui le professe ; c'étaient là encore et au premier chef deux des qualités de notre éminent confrère. Son enseignement était à la fois clair, précis et méthodique, sa parole simple. Malgré ses qualités il éprouvait une certaine répugnance à prendre la parole en public ou même dans des réunions privées toutes les fois qu'il n'y était pas obligé par les circonstances. A l'Académie des sciences morales et politiques, où il occupait une grande place, il fit de lumineuses communications qui charmaient par l'originalité des points de vue et l'élégance du style, mais jamais il ne demanda la parole soit pour prendre part à une discussion, soit pour soutenir la candidature d'un ami. Et cependant tous les hommes qui l'ont connu savent avec quel dévouement et avec quelle habileté il prenait en main la cause de ceux à qui il s'intéressait, mais c'était dans des conversations particulières, à mi-voix pour ainsi dire, qu'il défendait la cause de ses amis. Il n'était pas timide, mais prudent et réservé ; et ces deux qualités ont singulièrement contribué au succès qu'il a obtenu dans tout ce qu'il a entrepris.

Son activité scientifique s'est exercée dans plusieurs directions, et dans ses publications on relève les qualités de l'administrateur et du professeur. Ses méditations philosophiques lui ont inspiré un livre sur la philosophie de l'architecture en

Grèce, une fine étude sur Le Play et la réforme sociale; plusieurs importants articles témoignent de l'intérêt qu'il attachait au développement et à l'amélioration des sciences politiques (1). Mais ses publications les plus remarquables sont, sans contredit, celles qu'il a consacrées aux institutions politiques de l'Angleterre et des États-Unis. Les caractères du peuple anglais y sont présentés sous une forme vivante et d'une remarquable exactitude. Nul mieux que lui n'a rattaché les évolutions politiques de l'Angleterre à son état social; dans un pays où la haute aristocratie presque toujours d'origine normande était fort restreinte, la puissance de la nation a été le résultat de l'union de la petite noblesse des campagnes avec la bourgeoisie, et ce n'est pas sans une certaine inquiétude que Boutmy constate à quel point cette unité nationale peut être compromise par l'avènement de la démocratie.

Les études de Boutmy sur l'Angleterre resteront et continueront à être consultées par tous ceux qui s'intéressent à l'organisation politique de ce pays; les critiques élevées contre elles à l'étranger se ramènent toutes à des observations dirigées plutôt contre l'esprit français que contre l'auteur lui-même. On a dit que Boutmy simplifiait trop les questions et les solutions : c'est un reproche qu'on peut accepter comme un hommage rendu à notre génie national (2).

(1) *Quelques observations sur la réforme de l'enseignement supérieur*, Paris, 1876, 1 br. in-8°; *De l'institution d'une licence ès-sciences politiques dans les Facultés de droit*, dans la *Revue internationale de l'enseignement*, année 1881; *Des rapports et des limites des études juridiques et des études politiques*, dans la *Revue internationale de l'enseignement*, année 1889; *De la place des sciences économiques et sociales dans l'enseignement supérieur*, dans les *Annales de l'École libre des sciences politiques*; *La réforme des études supérieures de droit*, dans la *Revue bleue* du 7 avril 1894; *Le recrutement des administrateurs coloniaux*, Paris 1895, 1 br.; *Le baccalauréat et l'enseignement secondaire*, Paris 1899, 1 br.

(2) Voici les principaux ouvrages de M. Boutmy qui se rattachent aux institutions de l'Angleterre : *Étude de droit constitutionnel, France, Angleterre, États-Unis*, Paris, 1885, 1 vol. in-12. *Le développement de la constitution et de la société politique en Angleterre*, Paris, 1887, 1 vol. in-12; *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1901, 1 vol. in-12. *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et M. Jellinek*, dans les *Annales des Sciences Politiques*, 1902. *Éléments d'une psychologie politique du peuple américain*. Paris, 1902, 1 vol. in-12. — Quant aux autres travaux dont il n'a pas encore été parlé, il convient de relever les suivants : *Leçons d'ouverture du cours d'histoire des civilisations à l'École centrale d'architecture*, Paris, 1865, 1 br. in-8°; *Intro-*

Avant de terminer ce discours et de céder la présidence à un éminent confrère de l'Institut que nous présentons à vos suffrages et qui dirigera avec la compétence d'un grand économiste et d'un grand financier vos discussions dans l'étude du problème depuis longtemps agité de l'impôt sur le revenu, je tiens à remplir un dernier devoir et à remercier la Société du grand honneur qu'elle m'a fait. Je ne crois pas pouvoir donner à ces remerciements une meilleure expression qu'en rendant une fois de plus hommage à l'œuvre de notre Société et en rappelant brièvement les éminents services qu'elle rend depuis longtemps à cette branche nouvelle du droit qu'on appelle la législation comparée.

Notre Société de législation comparée compte aujourd'hui 37 années d'existence, et à mesure qu'elle avance en âge, elle grandit en réputation et voit augmenter le nombre de ses adhérents. Il était de 248 au début, et il dépasse aujourd'hui 1400. Plus d'une transformation s'est opérée dans cet intervalle et bien des améliorations, fruits de l'expérience acquise, ont été réalisées. Dans les premiers temps, la Société tenait au moins une séance générale par mois, et ces réunions attiraient un nombre relativement élevé de membres.

Dans les premières années aussi, on s'était mis à publier un annuaire de législation étrangère, mais dans des conditions assez modestes imposées par la prudence, et il faut en dire autant du bulletin des séances; actuellement, grâce au développement de la Société et au merveilleux succès qu'elle a obtenu à l'étranger comme en France, plus d'une transformation s'est opérée. Il faut bien reconnaître tout de suite que le nombre des séances générales a été singulièrement réduit, par cela même qu'il a été ramené à quatre par an, et, pour tout dire, que l'assiduité à ces séances a sensiblement fléchi. Au début, les membres étaient attirés aux séances générales par l'attrait même de la nouveauté. Et puis on était alors au dernier temps du second empire et sous ce régime de liberté très limitée, l'esprit d'association était loin d'avoir pris alors

*duction au cours d'histoire comparée de l'architecture*, Paris, 1869, 1 br. in-8°; *Le Parthénon et la génie grec*, Paris, 1896, 1 vol. in-12; *Taine*, A. Chérier, Laboulaye, Paris, 1901, 1 vol. in-12; *Notice sur la vie et les œuvres de M. Bardoux*, Paris, 1902, 1 br. in-8°; *A propos de la souveraineté du peuple*, dans les *Annales de l'École des Sciences politiques*, année 1904. Sarel, dans les *Annales de l'École des Sciences politiques*, année 1905

tout son essor. On recherchait avec empressement les occasions de se réunir, parce qu'elles étaient rares, et celles d'échanger des idées sur les problèmes les plus intéressants de la science politique ou sociale. La Société de législation comparée offrait à ses membres le privilège de parler, en pleine liberté et indépendance, sur les questions les plus diverses et les plus brûlantes. Il est permis d'ajouter que ses membres n'ont jamais abusé de cette liberté; entre les mains des hommes les plus éminents de la magistrature, du barreau, de l'administration, de l'enseignement, elle est devenue une source féconde de progrès dans le domaine de la science.

Sous ce rapport, notre Société n'a subi aucun changement, et depuis près de quarante ans, on n'a jamais relevé un seul écart de paroles, preuve éclatante de cette vérité que pour sauvegarder la liberté il convient surtout de la confier à ceux qui la comprennent; ces hommes-là seuls sont vraiment capables de l'aimer et savent la respecter. Il importe surtout de la rappeler dans un temps où les associations se sont multipliées presque à l'infini et où l'occasion de prendre la parole est donnée à tous, même à ceux qui sont disposés à en abuser. Un certain nombre de nos membres appartiennent à ces sociétés, de formation plus ou moins récente, qui demandent elles aussi à exercer leur activité; on s'explique ainsi que le nombre de nos séances générales ait dû être restreint et que nos membres assistent avec moins d'assiduité aux réunions; il faut bien le reconnaître : les assemblées générales, tout en procurant à nos membres la précieuse occasion de se rencontrer et d'échanger des idées, forment plutôt la partie extérieure de notre Société : le travail vraiment productif se fait en général ailleurs et, loin de diminuer d'intensité, il n'a fait que croître en force et en puissance de production : pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur la magnifique collection des travaux de la Société, collection comprenant plus d'une centaine de volumes. L'annuaire de législation étrangère a pris un développement tel qu'à un certain moment il a fait naître quelques préoccupations au point de vue financier, préoccupations passagères et qui se sont rapidement dissipées. On est même arrivé, depuis longtemps déjà, pour donner satisfaction aux incessantes réclamations des membres étrangers, à publier un second annuaire, celui de la législation française. Le bulletin

de la Société est devenu une véritable revue enrichie à jets continus par de savants articles. La publication de la traduction des principaux codes étrangers est une œuvre commune à notre Société et au comité de législation étrangère du ministère de la Justice. Le plus souvent cette traduction est accompagnée de savantes études qui en font une œuvre scientifique nouvelle, je pourrais donner comme exemple, et sans citer aucun nom pour ne froisser aucune modestie, la traduction du code civil allemand qui a été l'occasion d'études vraiment magistrales.

Voilà, comme aurait dit Bastiat, ce que l'on voit. Mais ce qu'on ne voit pas, et ce qui est cependant encore plus digne d'attention, c'est l'influence exercée par notre Société, dès ses débuts, sur la science du droit et sur l'œuvre législative, tant à l'étranger qu'en France. Cette influence a été absolument remarquable et mérite une attention toute particulière; elle s'est manifestée, surtout, dans les autres pays, par la création de sociétés semblables à la nôtre et presque partout, en France, comme à l'étranger, par l'introduction de l'enseignement de la législation comparée dans les Facultés de droit les plus importantes.

Aussi pouvons-nous dire avec un légitime orgueil que notre Société n'est pas seulement la plus ancienne et la plus puissante, mais encore et surtout celle qui a le plus contribué au progrès du droit. De nos jours le législateur n'aborde un problème juridique et ne le tranche qu'après avoir consulté les législations étrangères. Dans l'enseignement des Facultés, la législation comparée transforme le droit et en fait tout au moins en partie une science d'observation.

Ce qu'on ne voit pas non plus, et ce qui cependant offre un intérêt vraiment supérieur et fait le plus grand honneur à notre Société, c'est sa participation trop peu connue à ce mouvement général des esprits vers la paix universelle, je n'ose pas ajouter et perpétuelle. Nous sommes encore loin des temps, s'ils doivent jamais venir, où cette paix qui n'existe aujourd'hui qu'à l'état d'idéal, deviendra une réalité : je crains même qu'en tout temps cet idéal ne reste à l'état de rêve. Mais il est du moins certain que si l'on ne doit jamais l'atteindre, on fait, chaque année, des efforts nouveaux et efficaces pour s'en rapprocher. Jamais les armements permanents de l'Europe n'ont été aussi formidables, et cependant on éprouverait un véri-

table embarras, si l'on essayait de retrouver dans les temps passés une aussi longue période de paix générale que celle où nous vivons actuellement. Les instincts modernes de presque tous les peuples sont essentiellement pacifiques. Loin de les contrarier, les gouvernements s'efforcent de les satisfaire, en évitant les conflits au lieu de les rechercher. Tous les amis de la paix voient avec satisfaction les grands États conclure des conventions d'arbitrage destinées à prévenir les difficultés. Notre Société a, comme l'Institut de droit international, sa part dans ce mouvement général des esprits et des États vers une pacification de plus en plus longue. Notre Société n'a-t-elle pas attiré à elle les jurisconsultes les plus éminents de tous les pays ? Leur concours et leur sympathie nous sont acquis depuis de longues années. En rapprochant ainsi les hommes de loi, notre Société a singulièrement contribué à abaisser ou même à détruire les barrières internationales. Ses rapports journaliers avec les jurisconsultes de tous les pays créent des liens solides. Ces liens préparent des amitiés, et les amis deviendraient des alliés, le jour où la cause de la paix serait plus ou moins sérieusement menacée. Il n'en saurait être autrement, car la science, comme on l'a dit bien souvent, est essentiellement internationale, la même pour tous, dans tous les pays. Elle ne recherche et ne sert que la vérité, et les gouvernements, de même que les peuples doivent s'incliner devant la vérité, étouffer leur haine jalouse, lorsqu'ils n'ont pas perdu la notion du droit et le respect de la justice. C'est aux jurisconsultes de tous les pays à s'allier entre eux pour assurer le succès de ces doctrines, qui réaliseront un notable progrès social, et notre Société a depuis longtemps compris quel devait être son rôle, dans cette œuvre de transformation des rapports internationaux, en facilitant et en favorisant les échanges intellectuels entre les savants de tous les pays. Cette importance exceptionnelle des études de législation comparée avait déjà été entrevue, dès les premiers temps de la fondation de notre Société, par un illustre magistrat qui fut son président. « L'étude comparative des législations qui régissent les différents peuples, disait-il, est essentiellement pacificatrice.... C'est là une des voies ouvertes aux nations, pour se rapprocher, se concilier, se perfectionner, en s'imitant, et poser les meilleurs fondements de l'ordre et de la paix. » Ce que le procureur général Renouard exprimait comme une sorte de vœu

d'avenir, il y a trente ans, est aujourd'hui un fait acquis : nous en avons eu d'éclatants témoignages dans plusieurs circonstances solennelles, tout récemment aux fêtes du centenaire du Code civil, plus anciennement, à celles qui furent données pendant l'exposition universelle de 1889.

On peut donc affirmer que la Société a rempli ses promesses dans le passé et que pour l'avenir elle restera fidèle à l'esprit de son institution.

L'ordre du jour appelle l'élection d'un président, en remplacement de M. E. GLASSON, président sortant et non rééligible, M. Paul LEROY-BEAULIEU est élu président pour deux ans.

Il est procédé ensuite à l'élection de deux vice-présidents en remplacement de M. ARNAUNÉ, vice-président sortant et non rééligible, et de M. J. BOULLAIRE, décédé. MM. Étienne HÉRON DE VILLEFOSSE et G. LANEYRIE sont élus, le premier pour quatre ans, le second pour deux ans.

Sont élus membres du Conseil, MM. P. BAILLIÈRE, Émile GIRAUD, A. PAISANT et R. VERNEAUX, en remplacement de MM. GRAVIER, MARCÉ, PENET et POTIER, conseillers sortants et non rééligibles.

**M. Hubert-Valleroux**, *avocat à la Cour d'appel de Paris*, fait une Communication sur **L'INCOME-TAX EN ANGLETERRE**.

Bien que le sujet que j'ai à traiter soit plus économique que juridique, c'est pour la seconde fois qu'il revient devant notre Société. Il a fait en janvier 1873 — il y a donc trente-quatre ans — l'objet d'une communication de M. René Laboulaye et l'occasion en était la même qu'aujourd'hui : une proposition de loi portant établissement d'un impôt sur le revenu présenté à notre Parlement. Vous savez que ce projet fut alors écarté grâce à l'intervention de M. Thiers qui le combattit énergiquement, un projet ayant le même but a été présenté récemment à notre Chambre des députés par le ministre des finances, M. Poincaré, et ce projet s'inspirait très visiblement en sa forme de l'*income-tax* anglais (c'est le nom de l'impôt : *income*, revenu).

On peut donc en parler encore, les détails donnés par M. Laboulaye me permettront seulement d'abrégé en certains points.

L'*income-tax* a été introduit en Angleterre en 1798, pour suffire aux frais de la guerre contre la France. Les Anglais s'étaient engagés résolument et passionnément dans cette lutte dont ils devaient enfin tirer de si grands avantages, mais toute guerre est coûteuse et celle-là l'était surtout parce que les Anglais la faisaient plus encore avec leur argent qu'avec leurs troupes, et les impôts ordinaires ne suffisaient plus, d'autant que leur rendement avait fléchi par le fait même de la guerre ; il fallait trouver autre chose. On imagina de rétablir un impôt qui avait fonctionné quelques années, un siècle avant, en 1692, pendant la guerre contre Louis XIV : l'*income-tax*.

Cette sorte d'impôt paraissait si détestable qu'il fallut pour la faire admettre, la considération des pressantes nécessités du moment et la tenace résolution des Anglais à faire aboutir le dessein une fois entrepris. On vota donc la nouvelle taxe, mais avec cette expresse condition que c'était un impôt de guerre et qu'il ne durerait qu'autant que la guerre en cours.

Il importe de bien remarquer ceci : les Anglais en établissant l'impôt du revenu n'ont pas eu en vue un but politique : ruiner des adversaires qui se permettent de penser autrement que le parti au pouvoir ; ni un but socialiste : niveller autant qu'on le peut les fortunes ; ils n'ont eu et ils n'ont encore qu'un but fiscal, procurer au trésor des ressources par le moyen estimé le plus pratique.

L'impôt nouveau était si réellement détesté, qu'en 1803, lors de la paix d'Amiens, il fut aboli sans qu'on songeât même, ce qui eût été sage, à le conserver pour liquider les frais de la guerre. Il fut naturellement rétabli lorsque la guerre recommença quatorze mois après et il dura jusqu'en 1815. La guerre alors étant finie d'une manière définitive, l'*income-tax* fut aboli en 1816(1) ; les rôles de l'impôt furent même brûlés sur la place publique.

(1) Laisant un arriéré considérable pour le temps (58 millions de francs), dont le recouvrement se poursuivait pendant plusieurs années.



Il reparut pourtant cet impôt si haï dans le budget de 1842. Il n'y avait alors aucune guerre, mais des besoins d'argent exigeaient qu'on procurât au budget de nouvelles ressources et le Parlement se décida, après une longue et vive discussion, à rétablir l'*income-tax*, mais pour trois ans seulement. Au bout des trois ans, deux réformes très populaires venaient d'être votées : l'abaissement des droits de poste et la suppression du droit d'entrée sur les céréales, qui diminuaient notablement les recettes. On ne pouvait songer à supprimer une source de revenus, telle qu'était l'*income-tax*, il resta donc dans le budget et y est demeuré depuis ; il n'est plus question de l'en faire sortir.

Voici qu'elle est, avec les modifications introduites successivement, la figure actuelle de l'*income-tax*.

.

Ce n'est pas un impôt sur le revenu global, le fisc anglais ne cherche pas quel est le revenu total des contribuables. Les revenus sont divisés à raison de leur origine en plusieurs catégories ou *schedules*, et le revenu de chaque *schedule* est imposé à part, le même contribuable peut payer et paie souvent dans plusieurs *schedules*.

La *schedule A* comprend les revenus que procurent aux propriétaires la location de leurs immeubles et la *schedule B* les profits des fermiers (ruraux seulement). Il faut pour comprendre cette organisation fiscale se souvenir que le Royaume-Uni est un pays de grandes propriétés, surtout rurales et aussi de grandes exploitations. D'une part, le nombre des propriétaires exploitant eux-mêmes est infime (1) et d'autre part, notre métayer, notre fermier, travaillant eux-mêmes avec leurs enfants et parfois avec eux seuls sans se servir de salariés sont presque inconnus en Angleterre et en Écosse (2). Le fermier y est un véritable

(1) D'après M. Jules Roche, il y a en Angleterre 1.150.000 propriétaires ruraux dont 850.000 ont des parcelles et 300.000 sont de grands propriétaires. En France, nous avons 6 à 7 millions de propriétaires fonciers. En Angleterre toute la terre est louée, en France il y aurait, d'après l'enquête de 1892 (la dernière faite), sur 34.720.000 hectares, 12.628.000 hectares affermés, 3.767.000 en métayage et 18.324.000 en faisance-valoir directe.

(2) En Irlande les preneurs exploitent rarement eux-mêmes, ils sous-louent à une infinité de petits tenanciers qui sont misérables, mais n'ont

entrepreneur d'industrie qui a l'air et la situation d'un patron urbain.

L'impôt est établi sur les baux; la base est facile et certaine pour le propriétaire, quant au preneur on a dû faire une pré-somption; son bénéfice est réputé égale à la moitié du fermage, au tiers seulement en Écosse et en Irlande. De plus, le fermier peut, si l'année a été mauvaise, réclamer, en faisant sa preuve, une réduction ou même le remboursement de la taxe. Il faut ajouter que pour compter le revenu, ce revenu qui fait la base de l'impôt, on en déduit : pour la *schedule A* : 1° l'impôt foncier, les taxes sur les eaux et les égouts; 2° les impôts à la charge du fermier que le propriétaire s'est engagé à payer; 3° les primes d'assurance sur la vie ou pour la constitution de rentes viagères. — Pour la *schedule B* : 1° les mêmes primes; 2° un huitième du fermage en Angleterre seulement.

On compte pour asseoir l'impôt et fixer la taxe de chaque contribuable, sur une déclaration de leur part. A cet effet des feuilles sont envoyées à tous les contribuables présumés (ceux inscrits sur les rôles des années précédentes) de ces deux *schedules A* et *B* et des affiches posées à la porte des églises invitent les contribuables omis à réclamer de ces feuilles. Elles doivent être remplies sous peine d'amende.

Les déclarations sont examinées par les assesseurs qui sont des citoyens de l'endroit obligés de remplir gratuitement ces fonctions<sup>(1)</sup> (ils sont nommés à l'élection) et les rôles arrêtés par eux après les rectifications qu'ils croient nécessaires sont révisés et rendus obligatoires par les agents de l'État qui, en somme, ont le rôle principal.

Les impôts venant de ces deux *schedules* sont acquittés par les preneurs, mais ceux-ci supportent et gardent pour eux l'impôt *B*, tandis qu'ils déduisent du fermage l'impôt *A* qui est dû par le propriétaire. La loi interdit toute clause tendant à faire supporter cet impôt par le preneur.

La *schedule C* frappe les revenus provenant des fonds publics

rien à faire avec l'*income-tax* laquelle concerne le fermier en titre ayant seul un suffisant revenu pour payer.

<sup>(1)</sup> Cette intervention de particuliers contraints de faire ainsi un service gratuit, est un reste du temps où le nombre des fonctionnaires de carrière étant très restreint, les divers services : guerre, justice, administration, police même étaient remplis par voie de corvée. L'Angleterre a conservé plus que d'autre des vestiges de ces vieux usages.

déduction faite des primes d'assurance sur la vie et des constitutions de rentes viagères; la retenue de l'impôt est faite par l'État débiteur (1).

La *schedule D* est la plus importante de toutes, elle fournit seule plus de la moitié de la taxe. Elle atteint le revenu des professions industrielles, commerciales et libérales, qu'il s'agisse du gain personnel ou du produit des commandites ou des parts dans des sociétés anonymes (actions et obligations).

Pour les dividendes et intérêts la retenue est opérée comme nous le voyons chez nous. Mais comment évaluer les gains personnels? Le seul moyen employé est la déclaration des contribuables redressée par les agents du fisc. Des feuilles de déclaration sont distribuées à tous les intéressés, les propriétaires de maisons doivent faire connaître le nom et la profession de leurs locataires, les chefs d'industrie ou de commerce doivent indiquer le nom et le traitement de leurs salariés. Malgré l'amende qui frappe le défaut de déclaration, le rapport à l'enquête de l'*income-tax* (2) qui a paru l'an dernier (1905), constate que le tiers des déclarations dues n'est pas fait et il faut ajouter que malgré l'amende qui punit les déclarations inexactes, beaucoup de déclarants accusent un gain au-dessous de la vérité. On trouvera à ce sujet quelques faits dans le rapport de M. Laboulaye. On y trouvera aussi la marque de l'extrême hostilité que rencontrait parmi les « assujettis » le régime employé pour vérifier les déclarations, l'un d'eux avait été jusqu'à dire dans un *meeting* que « si l'on perpétuait dans le pays cet odieux impôt, il ne faudrait pas reculer devant une révolution. »

Ce qui irrite surtout les contribuables, c'est de voir les agents de l'administration pénétrer chez eux, visiter leurs ateliers, se faire montrer leurs livres et au besoin interroger leurs ouvriers — après leur avoir fait prêter le serment sur la Bible, singulièrement respecté en Angleterre — afin de contrôler par leurs dires les déclarations du patron et on a vu des ouvriers

(1) D'après M. Paul Leroy-Beaulieu, il n'y aurait en Angleterre que 200.000 propriétaires de consolidés (les rentes sur l'État), alors qu'en 1903, on comptait en France 4 millions et demi d'inscriptions de notre rente 3 pour 100, ce qui, même avec les doubles emplois, fait dix à quinze fois plus de propriétaires de fonds d'État qu'en Angleterre.

(2) Cette enquête ne portait pas sur la question de savoir si l'on devait ou non conserver l'*income-tax*, il s'agissait seulement de certains perfectionnements à y apporter.

congelés par leurs patrons, pour avoir dit la vérité en exécution de leur serment. Il semble toutefois résulter des documents que j'ai eu entre les mains que l'hostilité est actuellement moins vive. Est-ce parce que les fonctionnaires fiscaux ont adouci leurs procédés ou parce que les « assujettis » s'y habituent — car on s'habitue à tout, même aux vexations et à l'injustice — et parce qu'ils sentent l'inutilité de leurs plaintes ? Il faut en tout cas remarquer ceci : les récriminations que l'on entend souvent contre l'*income-tax* sont presque toutes relatives à la *schedule D*.

On a tenté d'y apporter quelques remèdes de détail, en permettant aux industriels et commerçants de faire leurs déclarations non aux « commissaires locaux » qui sont des voisins, mais aux agents de la couronne ; tandis que le revenu professionnel est estimé en principe d'après le gain des trois années précédentes, on a dans quelques cas admis d'autres manières de compter. Ce sont des palliatifs qui ne font pas disparaître le principal inconvénient de cet impôt, l'inquisition, qui est de son essentiel, puisqu'elle sert à contrôler et à redresser les déclarations des assujettis.

La *schedule E*, la dernière, atteint les revenus formés des émoluments et pensions d'un chiffre fixe payés soit par l'État, soit par les particuliers ; on en déduit toutefois les charges de la profession et les assurances sur la vie.

Tel est le mécanisme de l'*income-tax*, qui forme, comme on voit, cinq impôts distincts ; on peut se demander s'ils font double emploi avec les autres taxes portées au budget. Oui pour la *schedule A*, les revenus qu'elle frappe sont atteints déjà par la *land tax*, impôt sur les propriétés non bâties et par la taxe sur les propriétés bâties ; non pour les revenus taxés dans les quatre autres *schedules* (1).

Si l'on veut faire la comparaison avec notre propre budget puisque l'*Income-tax* a failli y faire son entrée et pourrait revenir, il y aurait double emploi entre notre impôt foncier et la *schedule A*. D'autre part, notre impôt mobilier qui frappe le revenu de tous les contribuables estimé d'après le chiffre de leur loyer, l'impôt sur les valeurs mobilières et les patentes

(1) Le montant de la *land tax* est faible parce qu'il a été jadis racheté en partie, procédé qui n'est plus utilisé aujourd'hui, mais qui était courant autrefois.

feraient double emploi avec une partie des revenus atteints par la *schedule D*.

Il y a toutefois deux différences notables entre notre impôt des patentes et les taxes similaires de l'*Income-tax* ; la première est à notre avantage : notre impôt est assis sur un signe extérieur : le chiffre du loyer de « l'assujetti » et un droit fixe variable avec les professions et avec les localités, tandis que l'impôt anglais (celui de la *schedule D*) se perçoit d'après les procédés fâcheux que l'on a vus. Nous avons de ce côté une supériorité que les Anglais avouent au besoin. Par contre, l'*Income-tax* impose les revenus de toutes les professions (*schedules B, D, E*) alors que chez nous le revenu de certaines professions est absolument indemne sans qu'on puisse donner de cette différence aucune raison raisonnable.

Si les diverses *schedules* forment autant de compartiments séparés et pour ainsi dire d'impôts distincts, deux règles pourtant leur sont communes : celle des dispenses et celle du *quantum* de la taxation.

Les dispenses d'abord. Ne sont assujettis à l'*Income-tax* que les contribuables qui ont moins de 4000 francs de revenu. La somme était moins forte d'abord, elle a été accrue depuis et il est impossible de ne pas admirer la générosité de cette aristocratie britannique qui, la partie pauvre de la population étant écartée de la conduite des affaires par la Constitution du pays, la décharge aussi de cet impôt et n'en fait porter le poids que sur ceux qui ont la jouissance de droits politiques (1).

Outre cette dispense absolue, il y a les dispenses partielles, qui vont par catégories, des revenus supérieurs à 4000 francs aux revenus qui n'excèdent pas 17 500 francs, ce qui veut dire que l'on déduit du revenu non une somme uniforme de 4000 francs, mais une somme variable suivant la catégorie : 3000 francs, 1750 francs ; on paie pour le surplus. A partir de 17 500 francs on paie sur tout son revenu.

Sont exemptés aussi : 1° les dividendes et capitaux des Sociétés de Secours mutuels (*Friendly Societies*) et des Syndicats (*Trades Unions*) jusqu'à concurrence de 200 £ en capital ou de 30 £ de revenu par membre. Les dividendes sont nuls dans ces sociétés, mais celles-ci ont, parfois, les secondes surtout, de très importantes

(1) Ceci n'est pas exact dans tous les cas, mais ce l'est dans la plupart des cas et dans le sens général.

réserves; 2° les dividendes et capitaux des caisses d'épargne régulièrement constituées; 3° les capitaux, dividendes et intérêts des établissements charitables publics et privés; 4° les capitaux et intérêts affectés à l'entretien des édifices destinés au culte; 5° les capitaux du Trésor; 6° ceux du souverain et des agents diplomatiques.

Comment, puisque le fisc ne s'inquiète pas du revenu global, sait-il que le contribuable taxé souvent dans diverses catégories et dans divers endroits, a moins de 4000 francs ou moins de 17500 francs de revenu total? Ce sont les contribuables qui réclament; soit qu'ils veuillent se faire décharger, à raison de l'insuffisance de leur revenu, soit qu'ils se prétendent trop taxés dans une seule schedule. Ils peuvent et ils doivent réclamer dans un certain délai à partir de la publication des rôles, devant les fonctionnaires fiscaux. Là ils s'efforcent de justifier leur dire et il semble que l'administration fiscale, laquelle décide en dernier ressort — dans quelques cas rares on peut recourir aux tribunaux — ne se montre pas inexorable.

En tout cas le nombre des réclamations est grand. Il avait été en 1904, d'après le rapport à l'enquête (p. XX) de 446 000 dont 304 000 demandes d'exemptions totales et 92 000 demandes de dispenses partielles, les autres venaient d'étrangers(1), de sociétés charitables, etc. De plus, ajoutait le rapport, nous avons reçu par d'autres voies (*returned claims*) un nombre égal de réclamations, ce qui porte à 900 000 le nombre de celles que les commissaires ont dû examiner et trancher. Le rapport fait remarquer que le taux de la taxe ayant doublé depuis 1900, le nombre des réclamations a doublé aussi. Lorsque l'impôt a déjà été acquitté, ce qui arrive surtout lorsque la taxe est acquittée par voie de retenue (coupons ou traitements), il y a lieu à restitution de la part du trésor. Ces restitutions sont lentes et difficiles à obtenir, à ce point, que nombre de contribuables y renoncent ou les abandonnent.

En dehors des réclamations portant sur l'exécution de la Loi, il s'en fait entendre de nombreuses pour solliciter de nouvelles et plus nombreuses exceptions; on en voudrait voir accorder notamment aux ménages chargés de famille et en proportion de

(1) Les étrangers ne paient que sur le revenu qu'ils ont en Angleterre. Leurs réclamations, qui étaient au nombre de 200 en 1877, montaient à 20.000 en 1903. (Même rapport.)

leurs charges. Il faut reconnaître que la complication, qui n'est pas petite, s'en trouverait accrue.

Ce que les diverses *schedules* ont encore de commun est la quotité de l'impôt. Les revenus de toutes les *schedules* sont taxés de même (1). Cette taxe varie tous les ans. Après avoir été de 2,87 pour 100 (soit 2 fr. 87 par 100 francs de revenu), elle est montée à 6,60 pour 100 lors de la guerre de Crimée pour revenir à 3 ou 3 1/2 pour 100 et même à 2 pences par £, soit 0 fr. 83 pour 100 en 1875. Elle (2) était de 6 fr. 25 pour 100 en 1902-03 lors de la guerre du Transvaal. Cette année 1906-07 (l'année financière anglaise va d'avril en avril) le taux est de 5 pour 100. Le rendement qui était de 18 300 000 £ (457 500 000 fr.) en 1899-1900, au moment où a commencé la guerre du Transvaal s'était élevé deux ans après à 886 millions de francs; il est actuellement de 31 500 000 £ soit 787 500 000 francs. Le revenu taxé est d'environ 15 milliards 400 millions de francs.

Ces extrêmes et parfois très promptes variations font comprendre le caractère de l'*Income-tax*. Bien qu'on lui demande de fournir annuellement et ordinairement une assez forte somme (c'était avant la dernière guerre plus de 450 millions) il est resté par-dessus tout un impôt de guerre, un impôt destiné à faire face aux nécessités pressantes et subites (3). C'est pour cela qu'il est accepté par cette nation essentiellement tenace et patriotique. Sir William Harcourt, chancelier de l'Échiquier, disait en présentant le budget de 1895 : « Lorsqu'il y a trente-cinq ans il fallut réaliser 5 millions de £ dans l'année, le taux de l'*Income-tax* fut porté en juillet de 5 à 9 pences et la somme fut fournie dans les six mois. »

Les Anglais ne se dissimulent nullement les inconvénients de l'impôt ni les dispositions des contribuables. L'*Income-tax* est impopulaire dit le rapport à l'Enquête et le vicomte Aldwyn, rapporteur du budget à la Chambre des lords, citait le 21 juin dernier en séance en se les appropriant et les faisant siennes les

(1) On a demandé que l'on taxât différemment les revenus des diverses provenances. Théoriquement c'est défendable, mais on accroîtrait la complication.

(2) Ces chiffres sont tirés des ouvrages de MM. Paul Leroy-Beaulieu (*Traité des finances*, 1905) et Colson : (*Economie politique*, 1906).

(3) Ce n'est pas la destination que lui voudraient donner les partisans qu'il a en France. L'un d'eux, un ministre, déclarait que l'impôt sur le revenu devrait servir à gager la loi sur les pensions ouvrières. Un pareil impôt ne pourrait que s'accroître toujours sans diminuer jamais.

paroles du chancelier de l'Échiquier aux Communes : « *L'Income-tax* au taux uniforme de 1 schilling par £ est, en temps de paix, impossible à justifier et difficile à défendre... mais il constitue la réserve la plus prompte et la plus efficace avec laquelle un État puisse faire face à une soudaine conjoncture. » C'était le mot de M. Gladstone : « *L'Income-tax* est une machine d'un pouvoir gigantesque pour réaliser les grands desseins nationaux. » C'est ce qui fait que cet impôt à la fois lourd et incommode est cependant accepté et que, dans les moments difficiles, des augmentations de cent pour cent sont subies et exactement payées. Les contribuables qui versaient de ce chef 457 millions en 1900 sont sensiblement les mêmes qui payaient le double en 1902, 886 millions, mais ils paient aujourd'hui 100 millions de moins et s'attendent absolument à une diminution l'an prochain(1).

On serait même tenté de se demander, pourquoi, après les paroles du chancelier de l'Échiquier et dans l'état florissant des finances britanniques, *l'Income-tax* ne serait pas sinon supprimé, à présent que l'on est en paix, du moins sensiblement diminué.

De suppression il ne peut être question, on ne supprime pas un impôt qui même en un temps pacifique, avant la guerre et les charges qu'elle a laissées, rendait plus de 450 millions annuellement. Même à ne prendre que son rôle, son vrai rôle au fond d'impôt de guerre, il serait bien imprudent de le supprimer parce qu'on est en paix. On sait avec quelle rapidité éclate aujourd'hui une guerre et comment il faut de suite la faire avec un *maximum* d'intensité, c'est-à-dire avec de grandes dépenses immédiates. Ce n'est pas dans un moment pareil que l'on peut songer à ériger, ni même à relever une organisation financière abolie. Il faut qu'elle existe, qu'elle fonctionne pour qu'après avoir été ménagée avec soin dans les temps prospères, elle

(1) Le budget anglais montait en recettes d'impôts en 1903, à 151.551.000 £ ou 3 milliards 787 millions; le surplus des dépenses était couvert par l'emprunt de guerre. En 1906-7 il est de 141.786.000 £ en dépenses soit 3 milliards 545 millions, on prévoit en recettes 144.860.000 £ ou 3 milliards 621 millions. Le budget se solde donc par un excédent de 76 millions, bien qu'on ait inscrit aux dépenses 225 millions pour l'amortissement.

A titre de comparaison il faut rappeler que notre Budget de 1903 montait (recettes et dépenses) à 3 milliards 528 millions et que celui de 1907 voté par la Chambre s'élève (recettes et dépenses) à 3 milliards 836 millions, sans aucun amortissement.



rende tout à coup les sommes exceptionnelles qu'on sera obligé de lui demander.

Nous avons songé cette année, disait en présentant le projet de budget pour 1906-07 le chancelier de l'Échiquier, à réduire le taux de l'*Income-tax*, mais une diminution de un penny (10 centimes; il y en a 12 dans un schilling) qui est la moindre diminution possible, aurait entraîné une diminution de rendement de 65 millions. On a préféré réduire la taxe sur le thé (4 million de £ ou 25 millions de francs), supprimer les droits à l'exportation du charbon qui donnaient autant, mais nuisaient au commerce, diminuer encore quelques droits de consommation et réserver un excédent de recettes de plus de 3 millions de £ qui pourra servir aussi à l'amortissement.

La conclusion de tout ceci est que la nation qui voudrait mettre dans ses lois l'*Income-tax* ou un régime fiscal inspiré de l'*Income-tax* ferait bien de doter aussi son Parlement des qualités de sens pratique, de modération fiscale et de patriotisme véritable qui n'ont — jusqu'ici — pas fait défaut au Parlement britannique.

**M. Ch. Tranchant**, ancien Conseiller d'État, demande à présenter une observation au sujet de l'application aux étrangers de la Cédule concernant la rente. — C'est, dit-il, à titre de modeste créancier de l'Angleterre et par expérience professionnelle qu'il parle.

Par un sentiment d'équité, le législateur anglais admet que les Étrangers ne bénéficiant pas des dépenses faites par le pays pour la protection et le bien-être de ses nationaux, ne doivent pas supporter intégralement les charges de l'impôt sur la rente; il perçoit en totalité, mais fait une restitution partielle de certaine importance. Pour bien établir la situation, il demande à l'intéressé de déclarer qu'il n'est pas sujet anglais et n'a pas résidence en Angleterre.

M. Tranchant, à l'époque où il a acheté de la rente anglaise, il y a deux ans, a été appelé au moment de l'échéance, non seulement à faire sa déclaration, mais à la confirmer devant le Consulat d'Angleterre. L'an dernier on n'a pas réclamé de lui l'accomplissement de cette dernière formalité; il ne sait si elle a été abolie ou si l'on a considéré l'effet de la première affirmation comme subsistant.

**M. Hubert Valleroux** dit qu'actuellement, on critique vivement, en Angleterre, le principe de l'exemption dont jouissent les étrangers, au point de vue du paiement de l'*Income-tax*.

**M. Émilien Giraud**, avocat à la Cour d'Appel de Paris, fait observer qu'en France, les étrangers ne jouissent d'aucun privilège,

quant au paiement de l'impôt sur les valeurs mobilières; ils le supportent comme les Français.

**M. C. Cheuvreux**, ancien avocat à la Cour d'Appel de Paris, remarque que la rente anglaise est frappée par l'*Income-tax* et se demande si, lors des emprunts émis en Angleterre, il n'a pas été stipulé que la rente serait exempte d'impôt.

**M. Hubert Valleroux** répond que les émissions ayant été postérieures à l'introduction de l'*Income-tax*, il est vraisemblable qu'il n'a été question, lors de ces émissions, d'aucune exemption.

**M. Paul Baillière** demande comment on établit le revenu des étrangers.

**M. Hubert Valleroux** répond qu'on se contente d'une simple déclaration.

La séance est levée à six heures.

---

## CONSEIL DE DIRECTION

---

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE  
DU 18 DÉCEMBRE 1906.

*Présidence de M. PAUL LEROY-BEAULIEU, président.*

Le Conseil réélit, pour 1907, la Commission des finances, qui reste composée de MM. A. CHAUMAT, HUBERT-VALLE-ROUX et E. HÉRON DE VILLEFOSSE.

**M. le Président** invite le Conseil à élire, conformément aux statuts et au règlement, un secrétaire général quatre secrétaires, un trésorier et des secrétaires adjoints pour l'année 1907.

M. Fernand DAGUIN est réélu secrétaire général ; MM. A. THEURAUULT, Maurice DUFOURMANTELLE et Henri FROMAGEOT sont réélus secrétaires : M. Casimir CHEUVREUX est élu secrétaire.

M. Edmond ALIX est réélu trésorier.

MM. Daniel BURET, Marcel SAUVAGNAC, LÉON ADAM, Edmond BINOCHÉ, René NORMIER et Marcel COSMAO DUMA-NOIR sont réélus secrétaires adjoints ; M Jules BERTHEAU est élu secrétaire-adjoint.

Sur la proposition de M. le Secrétaire général, le Conseil arrête, ainsi qu'il suit, la composition des bureaux des sections :

### SECTION DE LA LANGUE ANGLAISE.

*Président* : M. A. GIGOT.

*Vice-Présidents* : MM. P. HUBERT-VALLEROUX et A. DE HAYE.

*Secrétaires* : MM. A. DE LAVERGNE, LECARPENTIER et PRÊT.

### SECTION DES LANGUES DU NORD.

*Président* : M. Ch. LYON-CAEN.

*Vice-Présidents* : MM. GÉRARDIN et ESMEIN.

*Secrétaires* : MM. FARDIS, GASTAMBIDE et NAST.

# SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT.

*Président* : M. LÉON LALLEMAND.

*Vice-présidents* : MM. LANEYRIE et F. LE PELLETIER.

*Secrétaires* : MM. TRIANTAPHYLIDÈS, SUMIEN et DELAMARRE.

# SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

*Président* : M. A. CHAUMAT.

*Vice-Présidents* : MM. CELIER et FRÈREJOUAN DU SAINT.

*Secrétaires* : MM. SERRE, REULOS et GOULÉ.

Le Conseil vote le budget de la Société pour l'année 1907 :

## BUDGET POUR L'ANNÉE 1907.

### Recettes.

|                                                 | Propositions<br>de<br>M. le Secrétaire<br>général. | Propositions<br>de<br>la Commission<br>des Finances. | Chiffres arrêtés<br>par<br>le Conseil. |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------|
|                                                 | francs                                             | francs                                               | francs                                 |
| Cotisations de l'année cou-<br>rante. . . . .   | 21.000                                             | 21.000                                               | 21.000                                 |
| Cotisations arriérées . . . .                   | 1.000                                              | 1.000                                                | 1.000                                  |
| Droit d'entrée (membres nou-<br>veaux). . . . . | 300                                                | 300                                                  | 300                                    |
| Vente des publications . . . .                  | 3.800                                              | 3.800                                                | 3.800                                  |
| Intérêts des capitaux . . . . .                 | 1.350                                              | 1.350                                                | 1.350                                  |
| Totaux. . . . .                                 | 27.450                                             | 27.450                                               | 27.450                                 |

### Dépenses.

|                                                  |        |        |        |
|--------------------------------------------------|--------|--------|--------|
| Bulletin . . . . .                               | 4.500  | 4.500  | 4.500  |
| Annuaire étranger . . . . .                      | 7.700  | 7.700  | 7.700  |
| Annuaire français. . . . .                       | 2.700  | 2.700  | 2.700  |
| Bibliothèque. . . . .                            | 1.800  | 1.800  | 1.800  |
| Frais d'encaissement et de<br>service. . . . .   | 2.200  | 2.200  | 2.200  |
| Affranchissements et distri-<br>bution . . . . . | 2.500  | 2.500  | 2.500  |
| Circulaires et convocations.                     | 500    | 500    | 500    |
| Loyer et impôts. . . . .                         | 3.500  | 3.500  | 3.500  |
| Agent et garçon . . . . .                        | 1.550  | 1.550  | 1.550  |
| Chauffage et éclairage . . . .                   | 450    | 450    | 450    |
| Dépenses imprévues . . . . .                     | 50     | 50     | 50     |
| Totaux. . . . .                                  | 27.450 | 27.450 | 27.450 |

## RÉUNION DES SECTIONS

---

### SECTION DE LA LANGUE ANGLAISE

*Séance du vendredi 7 décembre 1906. — Présidence de M. HUBERT-VALLEROUX, vice-président.*

*Présents :* MM. Hubert-Valleroux, F. Daguin, A. Reulos, A. de Lavergne, Decugis, Kann, Goulé, Pret, Darras, Jules Bertheau, M. Sauvagnac, E. Giraud, Baguenier-Désormaux.

*Excusés :* MM. A. Gigot, De Haye, Cheuvreux, Alix, A. Marvaud, de Prat.

M. le Secrétaire général, avant de rendre compte de l'état des travaux, exprime tous les regrets que cause à la Section la mort de M. G. Denis Weil, un des plus anciens et des plus fidèles collaborateurs de la Société, qui, pendant plus de vingt années, a rédigé, pour l'Annuaire de législation étrangère, la Notice générale de la Grande-Bretagne. M. Decugis veut bien accepter de le remplacer, ce dont M. le Président le remercie.

*Annuaire étranger de 1906 (lois de 1905). — Grande-Bretagne :* M. J. Bertheau a remis la loi sur les étrangers; M. Decugis, celle sur les marques de fabrique; M. Giraud, celle sur les églises d'Écosse; M. Hubert-Valleroux, celle sur les ouvriers sans travail; M. H. Hayem, celle sur la régularisation de certains mariages. — *États-Unis*, M. Fromageot a demandé à être déchargé de la notice générale; M. Goulé veut bien accepter de le remplacer. — M. A. de Lavergne remet son travail sur les lois de *Californie*. — On n'a pas encore reçu les textes des lois de *New-York*, de *l'Illinois* et du *Massachusetts*. — M. Sansas a remis la notice sur les lois du *Wisconsin*. — *Canada*, les trois volumes des lois d'*Ontario* pour 1903, 1904, 1905 seront confiés à M. Louis Roussel, de Péronne. — *Indes Anglaises*: M. Cheuvreux est chargé de la notice.

*Annuaire étranger de 1907 (lois de 1906).* — Le volume contenant les lois anglaises de 1906, n'a pas encore paru. La distribution des lois est donc remise à la prochaine séance.

*Bulletin.* — M. de Haye a demandé à être déchargé de l'étude sur la condition de la femme mariée en Angleterre; M. Jules Bertheau accepte de rédiger le travail, à sa place. — M. E. Giraud reste chargé d'un travail sur la crise de l'enseignement religieux dans les écoles élémentaires en Angleterre.

*Comptes rendus.* — M. Kann rendra compte de l'ouvrage intitulé : *A digest of English civil laws*; — M. Darras, du *Journal de la Société de législation comparée de Londres*, vol. 6; M. Goulé, des : *Principes du droit administratif aux États-Unis*.

La séance est levée à cinq heures et demie.

## SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT

*Séance du 14 décembre 1906.* — Présidence de M. LANEYRIE, vice-président.

*Présents* : MM. Laneyrie, F. Daguin, Pret, Theurault, Goulé, Sumien, Baguenier-Désormeaux.

*Excusé* : M. Lallemand, président de la Section.

M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux.

*Annuaire étranger de 1906 (lois de 1905).* — *Italie*, M. Marvaud a remis la loi sur l'intérêt légal et celle sur les prêts fonciers. — *Espagne*, M. Torres-Campos a envoyé sa notice. — *Suisse*, canton du Tessin, M. Lehr a remis la notice. — *Pérou*, M. Prudhomme a remis la notice. — *Chili*, M. Lepelletier a remis la traduction de la notice rédigée par M. Ballesteros.

*Bulletin* : M. Velasco a envoyé une étude sur le régime des cultes au Mexique; la traduction en a été faite par M. F. Daguin.

*Comptes rendus.* — Sont remis pour comptes rendus, les ouvrages suivants : *Étude sur le Code d'instruction criminelle en Italie*, à M. Theurault. — *Código de Procedimiento penal (Chili)*, à M. F. Daguin. — *Sulla teoria del contratto sociale*, par M. del Vecchio, à M. Pret. — *O Determinismo psychico*, par M. Sessa, à M. Laneyrie. — *Oneri religiosi degli enti ecclesiastici soppressi*, par M. Falco, à M. Goulé. — *Tratado de los bienes*, par M. Cordoba; *Sabres e Togas*, par M. H. Lobo; *Livros dos commerciantes*, par M. Carvalho de Mendoça, à M. Sumien.

La séance est levée à cinq heures et demie.

## SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE.

*Séance du vendredi 21 décembre 1906.* — Présidence de M. A. CHAUMAT, président.

*Présents* : MM. A. Chaumat, F. Daguin, D. Buret, R. Normier, Fardis, L. Adam, Lémonon, Szegheő, Binoche, Celier, J. Challamel, M. Dufourmantelle, Pret, H. Serre et Baguenier-Désormeaux.

M. le Président rappelle la perte cruelle que la Section française a

faite en la personne de M. Boullaire et associe la Section à l'hommage rendu à cet excellent collaborateur par le Président de la Société, à la séance générale du 12 décembre, et par M. le Secrétaire général, à la dernière réunion du Conseil de direction.

M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux de l'*Annuaire étranger de 1906* (lois de 1905). — *Belgique* : M. Normier remet la loi sur la procédure de divorce. — *Suisse* : M. Adam est chargé de la notice sur les lois du canton de *Fribourg*. — *Congo* : M. Binoche est chargé de la notice. — *Haïti* : la notice a été remise par M. Poujol. — *Canada, Dominion* : notice promise par M. Gervais. — *Québec* : notice promise par M. Celier.

*Annuaire étranger de 1907* (lois de 1906). — *Québec* : M. Celier se charge de la notice.

M. Buret rend compte de l'état des travaux de l'*Annuaire français de 1907* (lois de 1906). — Tous les travaux sont distribués — M. Mourral a envoyé une notice sur la loi du 12 avril étendant à toutes les exploitations commerciales la loi du 9 avril 1898.

La Section décide de se réunir le 25 janvier 1907, à quatre heures et demie.

*Comptes rendus.* — Sont remis pour compte rendu : troisième série d'*Études d'histoire du Droit*, par M. Rodolphe Daresle, à M. L. Guérin; *La Belgique criminelle*, par M. H. Joly, à M. Mourral; *La Question macédonienne*, de M. Engelhardt, à M. Lémonon; *Lois organiques des colonies*, à M. L. Adam; *Centenaire de la Faculté de droit de Grenoble*, à M. Duquesne; *Décision du Conseil de l'ordre des avocats de Bruxelles*, à M. Chaumat; *Assurances de responsabilité*, de M. Ancey, à M. Lémonon; *De la possession des meubles*, par M. Sallies, à M. Normier; *La Mounaie*, par M. de Foville, à M. Buret; *Code de procédure civile de Sirey*, à M. Chaumat.

La séance est levée à cinq heures et demie.

---

## COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

---

### SECTION DES LANGUES DU NORD.

*Manuel de législation civile à l'usage du clergé d'Alsace-Lorraine*, par M. l'abbé J.-B. Pelt, docteur en théologie et en droit canonique, vicaire général, supérieur du Grand séminaire de Metz. — 1 vol. in-8°; Guénange, 1906.

La théologie et le droit canon ont des rapports étroits avec le droit civil ou, pour parler plus exactement, avec le droit laïque. Fréquemment, les ecclésiastiques sont appelés à décider dans quelle mesure telle ou

telle disposition légale peut s'accorder avec la conscience ; il leur est donc indispensable de connaître, au moins dans ses grandes lignes, la législation du pays où ils exercent leur ministère. M. l'abbé Pelt, pour sa part, en est convaincu, et c'est pour mettre ses confrères à même d'acquérir les connaissances dont ils ont besoin qu'il a publié son manuel.

L'ouvrage est consacré uniquement au droit civil proprement dit. C'est une œuvre d'une utilité d'autant plus évidente que l'Alsace-Lorraine a été soumise, récemment, en même temps que les autres parties de l'Empire, au Code de 1896, et que les prêtres en fonctions au moment de la mise en vigueur de ce texte, ayant vécu jusque-là sous la loi française, avaient le plus grand intérêt à être initiés à la législation nouvelle.

M. l'abbé Pelt ne s'est pas assujéti à suivre l'ordre de matières adopté par le législateur allemand. On s'en apercevra, à la simple inspection des titres des vingt chapitres qui composent son livre et dont voici l'énumération : des droits et de leurs divisions ; de l'objet des droits ; les personnes ; acquisition et perte du droit de propriété ; la possession du bien d'autrui ; les délits ; extinction des obligations ; les actes juridiques ; les contrats en général ; les contrats gratuits ; les contrats onéreux en général ; la vente ; les contrats de louage ; autres contrats onéreux ; les contrats aléatoires ; les contrats subsidiaires ; le droit familial ; des successions ; la situation juridique de la femme mariée ; la situation juridique des enfants mineurs.

Après avoir exposé fidèlement, sur chaque question, les prescriptions du Code, l'auteur examine comment on doit les apprécier, en se plaçant au point de vue théologique et canonique. Ses notes constituent parfois de véritables dissertations, comme celle, par exemple, où il étudie la valeur, au for de la conscience, des dispositions relatives à la libération fondée sur la prescription (page 112). Bien entendu, M. l'abbé Pelt critique l'institution du divorce, qui est en contradiction avec le principe de l'indissolubilité du mariage, admis par l'Église catholique. Il critique également, avec juste raison selon nous, l'article du Code qui permet à l'époux contre lequel la séparation de corps a été demandée d'exiger que le divorce soit prononcé, alors même que tous les torts seraient de son côté.

Une série d'appendices complètent le volume. On trouvera là, entre autres documents intéressants, le texte du Concordat de 1801 et des articles organiques, dont nombre de personnes parlent, actuellement, en France, sans les avoir jamais vus. On sait que les catholiques jouissent encore, en Alsace-Lorraine, du régime en vigueur dans notre pays, avant la séparation.

Si le livre de M. l'abbé Pelt a sa place marquée dans la bibliothèque de tous les presbytères des pays annexés, on ne saurait trop en recommander la lecture à ceux de nos compatriotes qui désirent avoir un



aperçu de la nouvelle législation civile de l'Allemagne. Il résume, en effet, sous une forme simple et claire, c'est-à-dire bien française, les dispositions les plus importantes d'un texte dont la clarté et la simplicité ne sont peut-être pas les qualités principales (1).

Fernand DAGUIN.

*Die moderne Pressgesetzgebung insbesondere der österreichische Pressereformentwurf. Eine geschichtlich-rechtsvergleichende Studie* (La législation moderne sur la presse en ce qui concerne particulièrement le projet de réforme autrichien. Étude historique et de droit comparé), par M. le Dr Vladimir Pappafava, avocat à Zara (Traduit de l'italien et complété par M. A. Simon). — 288 pages in-8°, Zara, S. D.; Schönfeld; Leipsig, librairie Kœhler.

L'insuffisance de la législation sur la presse se faisait vivement sentir, en Autriche, lorsqu'un important projet de réforme, depuis longtemps à l'étude, fut présenté aux Chambres par le gouvernement, en juin 1902. C'est à l'occasion de ce projet que le Dr Pappafava a écrit son livre.

Après un intéressant historique, rappelant les phases diverses par lesquelles a passé la législation sur la presse, l'auteur passe en revue les législations actuelles de presque tous les États du monde civilisé, « dans le but de faire connaître les types les plus caractéristiques des systèmes suivis jusqu'à ce jour, et de donner la possibilité de tirer des différentes législations étrangères, éclaircissement et enseignement ».

Puis, après quelques considérations sur la législation hongroise, le Dr Pappava expose, d'une façon nette et précise, la situation actuelle de la presse en Autriche. Il s'occupe ensuite de la tentative de réforme et des projets de MM. Glaser, Foregger, Umlauft, etc., et aborde, en dernier lieu, l'examen du projet de loi du 11 juin 1902, dont il étudie successivement les diverses parties (autorisation, responsabilité, diffamation, colportage, etc.).

L'ouvrage se termine par un appendice contenant le texte de ce projet.

C'est un livre très complet, très documenté, qui sera lu avec profit par tous ceux qui s'intéressent à la presse.

René NORMIER.

(1) Bien que l'ouvrage de M. l'abbé Pelt soit extrêmement sûr, nous avons relevé, à la page 97, une légère erreur de traduction, que nous croyons devoir lui signaler pour le cas où il donnerait une nouvelle édition de son livre. Il est question, dans le passage que nous visons, de la réparation des dommages causés par le gibier. L'auteur traduit l'expression *Rothwild* par renards, ce qui est inexact; sous la dénomination de *Rothwild*, on comprend, en Allemagne, les cerfs, biches et faons.

*Le salaire usuraire devant la loi et les juges allemands*, par M. Victor Brants, membre de l'Académie royale de Belgique, professeur à l'Université de Louvain. — 21 p. pet. in-8°; Bruxelles, Hayez, 1905.

On pourrait croire, à première vue, qu'il est question, dans cet opuscule, du salaire exagéré, c'est-à-dire de la rémunération excessive du louage de services. C'est ainsi, semble-t-il, que l'expression de *salaire usuraire* devrait être comprise, par analogie avec l'*intérêt usuraire*, qui est la rémunération exagérée d'un capital prêté. Mais, tel n'est pas le sens que lui donne M. Victor Brants. Le pacte usuraire qu'il dénonce est celui en vertu duquel l'employeur alloue à l'employé une rétribution notablement inférieure au travail que celui-ci doit effectuer.

L'éminent professeur de l'Université de Louvain examine comment, en Allemagne, on arrive à annuler les pactes de ce genre. On se fonde sur l'article 138 du Code civil allemand, qui déclare nuls les actes juridiques portant atteinte aux bonnes mœurs. Les décisions, du reste, qui sont intervenues, dans l'hypothèse que nous envisageons, sont encore assez rares; l'auteur de la brochure ne peut guère en signaler que quelques-unes.

Serait-il possible d'obtenir des tribunaux français une jurisprudence analogue? M. Brants le pense; il croit même qu'en s'appuyant sur les articles 1133 et 1135 de notre Code civil on pourrait aller infiniment plus loin qu'en Allemagne.

Toutefois, il estime avec raison qu'en pareille matière, les mœurs ont plus d'efficacité que les lois, qu'il est presque toujours possible d'éluder ou de tourner; il compte donc sur l'action morale beaucoup plus que sur l'action légale directe. C'est en usant de la voie conciliatrice et en donnant une sanction efficace aux arrangements corporatifs qu'on parviendra, d'après lui, à écarter les salaires insuffisants et à assurer aux ouvriers de tous les métiers et de toutes les industries, des appointements fixés à un taux équitable et en rapport avec l'importance du travail individuel.

Fernand DAGUIN.

#### SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT.

*Código de procedimiento penal de la República de Chile* (édition officielle). — 1 vol. gr. in-8°; Santiago du Chili, 1906.

L'activité législative du Chili vient de se manifester par la publication d'un nouveau Code de procédure pénale, qui a été approuvé par une loi du 13 février 1906, et qui doit être mis en application à partir du 1<sup>er</sup> mars prochain.

Ce Code, à la préparation duquel notre collègue, M. Ballesteros, a largement contribué, comprend 738 articles, distribués en trois livres et trente-six titres, sans compter un titre final, qui fixe la date de l'entrée en vigueur du texte nouveau. Le livre premier contient les dispositions

générales. Le livre II pose les règles à suivre et les formalités à remplir pour l'instruction et le jugement des crimes et des délits. Le livre III organise les procédures spéciales; il englobe, sous cette dénomination, les poursuites en matière de simples contraventions (*faltas*), les instances engagées contre des contumaces, l'instruction et le jugement des affaires dans lesquelles sont impliqués des sénateurs, des députés, des intendants ou des gouverneurs, la procédure d'extradition, les pourvois en révision.

Parmi les dispositions les plus libérales du nouveau Code, il convient de signaler celle qui permet, en principe, à tout citoyen d'intenter l'action publique à fin pénale, quelle que soit la nature de l'infraction. Le droit ainsi reconnu aux particuliers ne souffre d'exceptions que celles qui sont expressément prévues par la loi; encore faut-il qu'il s'agisse d'actes criminels susceptibles d'être poursuivis d'office. En ce qui concerne ces actes, du reste, si le ministère public ne juge pas à propos d'intenter des poursuites, le juge compétent peut se saisir lui-même, sans mise en accusation préalable.

La détention préventive est l'objet de mesures sagement combinées et propres à sauvegarder, à la fois, les intérêts des inculpés et ceux de la société. Nul ne peut être arrêté ou détenu, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit émanant de l'autorité compétente et dans certains cas bien déterminés. Toute personne mise en état d'arrestation ou de détention, qui estime l'avoir été arbitrairement, sur un mandat délivré par une autorité incompétente ou sans l'accomplissement des formalités requises, peut se pourvoir devant la Cour d'appel, et celle-ci est tenue de statuer dans les vingt-quatre heures.

Une institution curieuse, qu'il importe de relever est celle de la procédure par voie de consultation (*consulta*). Lorsqu'une décision définitive de première instance n'a pas été déférée à la juridiction d'appel, le tribunal qui a statué en premier ressort doit la soumettre à cette juridiction, dans deux cas : 1° lorsque la peine infligée est celle du préside, de la réclusion, de l'internement, de l'exil ou du bannissement; 2° lorsqu'il s'agit d'actes délictueux emportant l'application d'une peine afflictive. L'effet de la procédure de consultation est de permettre au Ministère public de requérir, devant la juridiction d'appel, soit un supplément d'instruction, soit la confirmation, l'infirmité ou la modification de la sentence.

En résumé le Code chilien de 1905 est une œuvre législative bien conçue, intéressante à plus d'un point de vue et qui se recommande à l'attention des criminalistes français.

Fernand DAGUIN.

## SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

*La loi française du 16 juillet 1905 et son application aux associations civiles*, par M. Albert Biebuyck. Broch. in-8°, Bruxelles, 1905.

Le *Bulletin* (1905, p. 359) a fait connaître une œuvre intéressante et importante de M. Biebuyck sur le régime légal [de la personification civile en Hollande. Le jeune jurisconsulte belge qui, dans ce travail, a fait preuve d'un puissant esprit d'analyse et d'un réel talent d'exposition, semble se consacrer à l'étude des problèmes se rattachant au droit d'association. Voici qu'il nous donne un exposé sommaire, mais très bien ordonné et précisant bien tous les points principaux, de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1905. Il laisse de côté la portion de la loi qui a trait aux congrégations religieuses et s'attache aux règles générales de l'Association telles qu'elles sont formulées dans les deux premiers titres de la loi si profondément différents du troisième. Écrivant dans une revue belge et surtout pour ses compatriotes, M. Biebuyck leur fera parfaitement comprendre l'esprit, le mécanisme et les détails de notre nouvelle législation. Il en a étudié non seulement le texte, mais l'application sur place en France. C'est la méthode la plus féconde pour les études de la législation comparée, la seule qui n'expose point aux mécomptes. Souhaitons que M. Biebuyck continue cette série si bien commencée de travaux sur diverses législations envisagées sous leurs aspects théorique et pratique. Il rendra ainsi à la science de signalés services.

A. CELIER.

*Le bilan dans les Sociétés anonymes*, par M. Jacques Verley, docteur en droit. 1 vol. in-8°. Paris, Arthur Rousseau, 1906.

Le développement des Sociétés anonymes a été certainement un des phénomènes économiques le plus saillant du siècle dernier. Mais, s'il a pu imprimer un vigoureux élan à l'essor industriel et commercial de notre pays, il a parfois aussi favorisé l'éclosion d'entreprises téméraires qui se sont terminées par une véritable catastrophe financière. Le public qui, sur la foi de prospectus alléchants, a souscrit à une Société véreuse, a-t-il au moins le moyen de reconnaître son erreur? Sans doute le législateur de 1867 a entendu entourer les actionnaires d'une protection spéciale; mais les garanties qu'il leur a données, (nomination des administrateurs et commissaires des comptes, obligation de soumettre à l'assemblée générale les résultats de l'exercice) sont en fait restées la plupart du temps illusoire, et les actionnaires n'ont pratiquement pour suivre et contrôler la gestion de la Société que l'examen du bilan qui leur est présenté chaque année.

Le bilan, joue donc dans la vie des Sociétés un rôle capital; cependant bien qu'il ait été prévu par l'art. 35 de la loi de 1867, celle-ci ne contient aucune prescription sur la façon dont il doit être dressé. Les

Sociétés jouissent donc à cet égard d'une liberté absolue qui permet souvent des majorations et des dissimulations qui en faussent le sens; toutefois il s'est établi sur ce point une pratique générale avec laquelle on est ordinairement peu familiarisé et qu'il faut remercier M. Verley de nous faire connaître.

Après avoir fait un historique très complet du bilan et indiqué les dispositions que contiennent à son sujet les législations étrangères, M. Verley expose d'une façon claire et précise les principes généraux de la comptabilité commerciale, puis passe à l'examen détaillé des divers éléments du bilan, étudiant dans des chapitres séparés sa composition active et passive ainsi que le compte des profits et pertes.

Le bilan étant destiné à renseigner non seulement les actionnaires, mais encore les tiers qui sont en rapport avec la Société, la qualité principale qu'il doit présenter est la sincérité. Il importe donc tout d'abord qu'il soit dressé par des administrateurs et des commissaires sérieux et intelligents. Mais fut-il établi suivant les règles de la plus stricte impartialité, il s'en faut souvent qu'il soit encore intelligible pour tout le monde; M. Verley recherche donc les réformes que comporterait à cet égard notre législation.

Il faudrait tout d'abord, que, pour chaque Société, le bilan fut rédigé d'une manière uniforme, de façon que les exercices successifs pouvant être facilement comparés, il soit possible de se rendre exactement compte de la situation de la Société. Aussi, sans demander que suivant l'exemple de certains pays (l'Allemagne et l'Angleterre par exemple), la loi établisse un modèle unique de bilan, M. Verley voudrait-il que les statuts de chaque Société contiennent obligatoirement les règles, suivant lesquelles serait dressé leur bilan, pendant tout le cours de leur existence, règles qui deviendraient ainsi la loi des administrateurs; que de plus, généralisant la pratique adoptée par les grandes Sociétés financières, la publication du bilan annuel dans un bulletin spécial fut également imposée, qu'enfin les actionnaires eussent le droit d'adjoindre à leurs commissaires des comptes un expert qui vérifierait leur travail et lui donnerait ainsi toutes les garanties désirables d'exactitude.

Outre son intérêt théorique, l'ouvrage de M. Verley présente une incontestable utilité pratique. Les administrateurs et les commissaires y trouveront un guide précieux pour l'accomplissement de leurs délicates fonctions; il fournira également aux actionnaires le moyen de lire avec profit un bilan, de comprendre ce qu'il contient, de voir ses lacunes et surtout de savoir sur quels points ils doivent porter leur attention pour connaître la véritable situation de la Société et surveiller ainsi leurs intérêts.

Amédée MOURRAL.

---

*L'Éditeur-Gérant* : F. PICHON.

---

58 853. — Imprimerie LAHURE, 9, rue de Fleurus, à Paris.

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

# DE LÉGISLATION COMPARÉE

---

### SOMMAIRE.

*Séance du 16 janvier 1907.* — Membres nouveaux. — Ouvrages offerts à la Société. — Allocution de M. le Président Paul LEROY-BEAULIEU. — Communication de M. BERTHÉLEMY sur l'impôt sur le revenu en Prusse. — Observations de MM. POIGNANT, BERTHÉLEMY, Paul LEROY-BEAULIEU, J. CHALLAMEL, G. BLONDEL et R. STOURM.

*Réunion des sections.* — Section des langues du Nord. — Section de la langue française.

*Chronique législative.* — Chambres françaises.

*Mouvement législatif.* — Vénézuéla.

*Comptes rendus d'ouvrages.* — *Gesetz betreffend das Urheberrecht an Werken den bildenden Künste und der Photographie*, texte publié avec des notes par M. L. FULD; M. F. DAGUIN. — *O determinismo psychico e a imputabilidade e responsabilidade criminal*, par M. P. LASSA; M. G. LANEYRIE. — *De l'idée de la continuation de la personne comme principe des transmissions universelles*, par M. P. CAZELLES; M. A. RAMPAL. — *Éléments de la législation des chemins de fer et des tramways*, par M. G. PIOT; M. J. PENET. — *Bibliothèque coloniale internationale*, 8<sup>e</sup> série : *Les lois organiques des colonies*; M. L. ADAM. — *Bourses de valeurs et sociétés par actions*; M. L. ADAM. — *Guide-formulaire pour la déclaration des successions*, par M. BRAEMT; M. F. DAGUIN. — *Les tribunaux spéciaux pour enfants, aux Etats-Unis*, par M. E. JULHET, etc.; M. C. SAUSAS.

---

### SÉANCE DU 16 JANVIER 1907.

*Présidence de M. Paul LEROY-BEAULIEU, président.*

La séance est ouverte à quatre heures et quart.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et approuvé.

Se sont excusés par lettres : MM. YVES GUYOT, GOURJU, Paul DE PRAT, Émile LEVASSEUR et Victor MARCÉ.

M. le **Président** annonce que le Conseil de direction, a, dans sa dernière séance, admis comme membres nouveaux :

MM. BAILBY (Henri), avocat, chargé de conférences à l'École de droit, 27 bis, rue Bertrand (Paris, 7°);  
GRIDAINÉ (Camille), avocat à la Cour d'appel, 8, rue des Moines (Paris);  
LÉMONON (Ernest), avocat à la Cour d'appel, 8, avenue Victor-Hugo (Paris);  
NAST (Marcel), docteur en droit, 47, rue des Petites-Ecuries (Paris);  
SZEGHEÖ (Gábor), docteur en droit, avocat à Budapest, 31, rue du Château, à Neuilly-sur-Seine (Seine).

M. le **Secrétaire général** dépose sur le bureau la liste des ouvrages offerts à la Société :

*Éléments de la législation des chemins de fer et des tramways*; brochure offerte par l'auteur, M. G. Piot.

*Memorandum of the Status of the New-Hebrides and the nature of the measures requisite to secure the attainment of the Object of the proposed anglo-french land commission*; plaquette offerte par l'auteur, M. J.-J. Rendle.

1904. *Országgyűlési Torvényezikkek...*, vol. in-8° offert par l'éditeur, M. Rath Mór, de Budapest.

*Les Tribunaux spéciaux pour enfants*; vol. in-12 offert par M. l'administrateur de la revue « l'Enfant ».

*Nouvelles études d'histoire du Droit*, 3<sup>e</sup> série; vol. in-8° offert par l'auteur, M. Rodolphe Dareste.

*Guide-formulaire pour la déclaration des successions, sous le régime de la loi du 23 février 1901*, par J.-L. Braemt; vol. in-8° offert par les éditeurs, MM. Giard et Brière.

*Les principes du droit administratif des États-Unis*, par Frank-J. Gvodnow; vol. in-8° offert par les auteurs, MM. A. et Gaston Jèze.

*Université de Grenoble. Livre du Centenaire de la Faculté de Droit*; vol. in-8° offert par la Faculté de Droit de Grenoble.

*De la possession des meubles; Études de droit allemand*; vol. in-8° offert par l'auteur, M. R. Saleilles.

*La Monnaie*; vol. in-12 offert par l'auteur, M. A. de Foville.

1° *Memorias de los médicos de la casa de orates de Santiago correspondiente al año 1905*;

2° *Movimiento de la casa de orates de Santiago en el año 1905*;

2 vol. in-8° offert par M. l'administrateur de la maison d'Aliénés de Santiago du Chili.

*Das öffentliche Recht der Gegenwart*; Band. I *Deutsches Reichstaatsrecht*; vol. in-8° offert par l'auteur, M. Paul Laband.

*Handbuch des öffentlichen Rechts*, IV, Band. II; Halband. *Englisches Staatsrecht*; vol. in-8°, offert par l'éditeur, M. P. Siebeck, de Tubingen.

*Sonderabdruck aus der vergleichenden Darstellung des Deutschen und ausländischen Strafrechts...*, vol. in-8°, offert par l'auteur, M. Mittermaier.

*Verbrechen und Vergehen wider die Sittlichkeit, Beleidigung, Personenstandsdelikte*; vol. in-8° offert par l'éditeur, M. O. Liebmann, de Berlin.

*Forelæsninger over Norsk Sebskabsret*, I; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. le Dr O. Platou.

*Nationalökonomische Gesetzgebung, IV Frankreichs wirtschaftliche Gesetzgebung im Jahre 1904*; brochure offerte par l'auteur, M. Hans Gehrij.

*Bulletin des lois et ordonnances du canton de Berne*, année 1905; vol. in-8°, offert par le Gouvernement du canton de Berne.

*Bulletin officiel des lois, décrets, arrêtés et autres actes publics du Gouvernement du canton de Fribourg*; vol. in-8° offert par M. l'abbé Speiser.

1° *Leyes y disposiciones administrativas en vijencia... sobre Gobierno y colonización*;

2° *Indice de un ensayo de recopilación de la legislación Ecuatoriana* por A. B. Sesiano; 2 vol. in-8° offerts par M. F. Daguin.

*The Journal of prison discipline and philanthropy published annually by the Pennsylvania prison Society*; vol. in-8° offert par M. John Lytle.



*Proposition de loi sur le sursis conditionnel à l'exécution des peines, déposée à la Chambre des députés de Grèce, le 23 novembre 1906 ; brochure in-4° offerte par l'auteur, M. Typaldo-Bassia.*

*Université libre de Bruxelles. Annuaire pour l'année académique 1906-1907 ; vol in-8°, offert par l'Université.*

*Memoria presentada a la honorable asamblea general... por el ministro de Relaciones exteriores, Dr. D. Jose Romeu, 1904 ; vol. in-8°, offert par le Gouvernement de la République de l'Uruguay.*

*Statutes of United States of America, 1905-1906 ; 2 vol. in-4°, offerts par la Bibliothèque du Congrès de Washington.*

*Materiali per una Legge sul riposo festivo ; vol. in-4°, offert par l'Office du Travail d'Italie.*

*De la protection des travailleurs contre la maladie par les sociétés de secours mutuel et l'assurance obligatoire, par R. Stopin ; vol. in-8°, offert par le bibliothécaire.*

*Laws of Wisconsin, 1905 ; vol. in-8°, offert par M. Sansas.*

M. le Président Paul **Leroy-Beaulieu**, prononce l'allocation suivante :

MESSIEURS,

Vous m'avez fait un honneur aussi inattendu que grand en m'élevant à la présidence de la Société de Législation comparée. Je dois être, il est vrai, un des doyens de votre Société, je lui appartiens depuis sa fondation.

A ces heures de la première jeunesse où l'esprit n'est pas encore fixé, où, plein d'une confiance exagérée, il croit pouvoir embrasser les tâches les plus diverses, il m'advint, sortant presque de l'École de droit et pourvu du seul diplôme de licencié, de participer à la création de la Société de Législation comparée.

J'avais à cette époque la rare et heureuse fortune de jouir de la bienveillante amitié d'un homme illustre qui encouragea et guida mes premiers pas dans la carrière de publiciste et dont le nom reste parmi les noms éclatants et les plus purs du XIX<sup>e</sup> siècle, Edouard Laboulaye, qui fût le premier président de notre société. L'un de ses fils avait été mon camarade de classe, et le père avait bien voulu m'attirer à lui, me conseiller et me patronner.

Je dois beaucoup à Édouard Laboulaye; il a contribué à développer en moi l'attachement aux principes du libéralisme, souvent décrié aujourd'hui, et auquel j'ai gardé et je garderai une opiniâtre et inlassable fidélité.

La destinée a voulu que je ne devinsse pas un juriste.

Des circonstances diverses et aussi sans doute un goût naturel, peut-être également quelque aptitude personnelle me portèrent bientôt à consacrer mes efforts aux questions d'économie politique, de finances, de colonisation, champ immense que je devais tenter d'explorer presque en entier, labeur absorbant qui ne me laissa pas le loisir de m'occuper d'autres tâches, si hautes et si séduisantes qu'elles pussent être.

Je ne cessai, cependant, pas un instant, Messieurs, au cours de ces presque quarantes années, de suivre, de loin, les précieux travaux de votre Société. S'il ne me fut pas donné d'assister à vos séances et à vos instructifs débats, du moins je parcourais vos Bulletins, je recevais et je consultais vos Annuaires, je me rendais compte des services inévaluables que votre féconde activité rend à tous ceux qui s'occupent des choses de la Cité et des affaires humaines.

Le lien intellectuel et moral qui m'attachait à vous ne s'est jamais détendu.

J'en ai été récompensé par cette élévation à la présidence, honneur auquel je n'aurais jamais osé prétendre.

S'il m'a été conféré, quoique indigne, c'est que les questions économiques et financières envahissent de plus en plus, peut-être trop même parfois, à mon gré, la législation. Je crois bien qu'elles constituent chez les peuples contemporains la matière la plus abondante des lois récentes, et peut-être en sera-t-il ainsi des lois futures.

Cette année vous discutez ici un des sujets les plus importants et les plus délicats de la taxation moderne : l'impôt général sur le revenu. Bien des questions se rattachent à ce thème, les unes purement techniques, d'autres politiques, morales et sociales.

La recherche du meilleur système de taxation pour un peuple donné n'a aucune analogie avec un problème de géométrie pure. La géométrie est la même pour tous les peuples et pour tous les temps. On ne peut pas en dire autant de l'impôt. Les mœurs, les habitudes, les traditions, les conceptions, les préventions, les préjugés, les formes de gouvernement, les garanties inégales dont jouissent, suivant les nations et les époques, la famille et

l'individu, l'état de concorde publique ou de discorde publique, la proportion d'envie, de légèreté, de mobilité, que renferme le tempérament de chaque peuple, une foule de circonstances de la nature la plus diverse déterminent l'adoptabilité de tel ou tel impôt à tel ou tel état politique, économique et social.

L'étude de la législation comparée offre une grande utilité; elle prépare des rapprochements entre les législations diverses; mais elle ne conduit nullement à cette conclusion que l'on puisse se flatter d'arriver jamais à avoir une législation unique pour tous les peuples. Et si cette unité absolue de législation n'est pas possible en droit civil, ni en droit politique ou constitutionnel, elle ne l'est pas davantage en droit fiscal.

Voilà, certes, des vérités, Messieurs que vous connaissez aussi bien que moi; mais il est toujours utile de les rappeler, les esprits peu réfléchis étant portés à les oublier.

Vous m'aviez à peine élevé, Messieurs, à cette haute dignité de président, que nous avons la douleur de perdre mon illustre prédécesseur et ami M. Glasson. Je ne pourrais parler qu'en termes généraux de sa science à laquelle tous les hommes compétents rendent hommage : la compétence me manquerait pour louer, comme il convient, ses hautes qualités de jurisconsulte; je sais qu'il laisse une œuvre étendue et puissante que le temps respectera. Je l'ai connu et je puis dire aimé pendant plus de vingt ans à l'École libre des Sciences politiques, à l'Institut, au Conseil supérieur de l'Instruction publique. Il était de ces hommes qui inspirent immédiatement le respect et la sympathie, qui gagnent et retiennent la confiance. Sa mort rapide et imprévue nous a causé à tous, à moi personnellement, une vive douleur.

Ce m'est une vraie tristesse, Messieurs, en inaugurant cette présidence, de me trouver privé, par cette perte cruelle, d'un conseil si éclairé, si expérimenté et si bienveillant.

**M. Berthélemy**, *professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris*, donne communication d'une **ÉTUDE SUR L'IMPOT SUR LE REVENU EN ALLEMAGNE.**

Dans l'étude générale que vous avez entreprise sur les différents types d'impôts étrangers sur le revenu, la tâche qui m'a été assignée est particulièrement lourde et complexe.

C'est une tâche lourde, parce que l'*Einkommensteuer*, comme

d'ailleurs l'*Income-tax*, et pour le même motif, c'est-à-dire à raison du nom qu'elle porte, est le point de mire des réformateurs en quête de popularité.

Einkommensteuer, *impôt sur le revenu* ! Voilà donc un pays qui taxe les riches !

En France, tous les revenus taxables sont taxés. Nous avons ainsi l'*impôt sur les revenus*. Nous avons, en outre, sous deux formes différentes, l'*impôt sur le revenu global*. Malheureusement, au lieu de les désigner d'après leur assiette, on les a désignés par le procédé de taxation : *impôt des portes et fenêtres*, *impôt mobilier*. — Impôt des portes et fenêtres ! On ne saurait se montrer plus maladroit dans le choix du titre d'un impôt ! Y a-t-il quelque chose de plus odieux, de plus injuste, de plus antidémocratique, de plus impopulaire qu'une taxe sur l'air et la lumière, ces biens indispensables au plus pauvre d'entre les pauvres ?

Si vous vous avisez d'expliquer que les portes et les fenêtres ne sont là que comme des signes extérieurs du luxe de l'habitation, que le luxe de l'habitation est lui-même le moins trompeur des signes matériels du revenu, les gens qui ne sont pas spécialement familiarisés avec la science des finances vous riront au nez. — Or ils sont, chez nous, presque tout le monde, puisqu'en notre pays, l'enseignement de cette partie essentielle des sciences politiques n'a jamais reçu dans les programmes d'études que l'aumône d'une place insignifiante.

Pour que la masse comprenne ce que vaut un impôt, dans l'impossibilité où nous sommes de le lui expliquer, nous devons au moins le lui indiquer par des étiquettes intelligibles, formulées en langage simple et accessible à tous, nous devons appeler un chat un chat, et l'impôt mobilier comme l'impôt des portes et fenêtres des *impôts sur le revenu global*.

Comme ce n'est pas ce qu'on a fait, les agitateurs habitués à exploiter le désir de réformes fiscales, désir auquel n'échappent même pas les régimes financiers les plus perfectionnés, ne manquent pas de proclamer la nécessité d'introduire en France les règles générales de l'*Income-tax*, ou de l'Einkommensteuer, de l'*impôt sur le revenu*.

Expliquer ce qu'est cette Einkommensteuer que tant de gens aspirent ainsi à prendre pour modèle, c'est une tâche lourde puisque c'est montrer que ces gens se trompent. L'Einkommensteuer, vue de près, est en effet un impôt barbare, inique, féro-

cement inquisitorial, et dont on ne croirait pas l'acclimatation possible dans un pays civilisé, si l'on ne connaissait l'in vraisemblable docilité du peuple qui s'en accommode.

Exposer le mécanisme de l'impôt sur le revenu en Allemagne, c'est en outre, ai-je dit, une tâche complexe.

L'Allemagne n'est pas une nation, mais bien vingt-six nations confédérées. L'Einkommensteuer n'est pas un impôt allemand, c'est un impôt saxon, badois, bavarois, prussien, etc.

L'impôt sur le revenu revêt dans les vingt-six États de l'Empire des formes très diverses. Partout sans doute, il présente les mêmes caractères essentiels : progressivité relative, dégrèvement à la base, intervention administrative pour l'évaluation du revenu. Mais les formes, les chiffres, les pratiques, les tarifs, les recours diffèrent assez pour qu'on doive tenir pour incomplète une étude sur l'Einkommensteuer qui ne serait pas divisée en vingt-six compartiments.

Vous m'excuserez de jeter du lest. Que dis-je ! vous ne m'excuseriez pas de n'en pas jeter. Les institutions du royaume de Prusse pèsent si lourdement sur tout l'Empire allemand, elles sont tellement un idéal pour les uns, un objet d'envie pour les autres, elles sont d'ailleurs si conformes, par leurs beautés comme par leurs verrues, au génie de cette race docile, patiente, consciencieuse, disciplinée, domestiquée, caporalisée, qu'en me bornant à résumer les règles générales de l'Einkommensteuer prussienne, je ne ferai pas grand dommage aux États secondaires de l'Allemagne.

J'en vais successivement résumer l'histoire, exposer le principe, expliquer le mécanisme, énoncer les résultats. Je pourrai, je l'espère, en forme de conclusion, vous convaincre qu'en pensant de l'Einkommensteuer beaucoup de mal..., j'en pense encore trop de bien.

\* \*

*Historique.* — Au début au XIX<sup>e</sup> siècle, les ressources de la Prusse sont exclusivement tirées de ses immenses domaines et de taxes indirectes. La Prusse est encore aujourd'hui, je crois, le pays d'Europe où l'exploitation de vastes domaines nationaux est le plus largement pratiquée. Ce système, qu'une saine économie politique ne peut que condamner, puisqu'il enrichit moins le Trésor qu'il n'appauvrit la nation, remonte très loin ; il a

préservé longtemps le pays qui le pratique de la nécessité de recourir aux impôts directs.

Les impôts directs ne s'implantent définitivement en Prusse qu'à partir de 1820, après quelques essais infructueux que je néglige de rappeler ici.

Le premier impôt direct des Prussiens est la *Classensteuer* ou impôt des classes.

Les contribuables sont divisés en quatre classes, d'après leur profession : en bas les journaliers, puis les paysans, puis les marchands et les petits propriétaires, en haut, les riches.

Chaque classe est divisée en degrés. — Pour chaque degré le tarif de l'impôt est le même. Le tarif le plus bas est d'un demi thaler; le plus haut, de 144 thalers.

C'est, en définitive, une capitation graduée.

Ajoutons que les villes en sont exemptes; l'impôt direct y est remplacé par des taxes indirectes sur la mouture et l'abatage.

La première réforme importante en cette matière est réalisée en 1851. La *Classensteuer* est remplacée pour les contribuables de la première classe, les riches, par un impôt gradué sur le revenu. Les riches sont répartis en soixante-sept degrés, d'après l'évaluation de leur fortune.

C'est la première forme de l'*Einkommensteuer*. Remarquons ici que la nouvelle taxe diffère de l'ancienne, — et de ce qui subsiste de l'ancienne — par le trait caractéristique ci-après : au lieu de différencier la taxe d'après la profession (signe présumé de la richesse), on la différencie d'après le revenu évalué.

Notons d'ailleurs que l'évaluation du revenu pour l'*Einkommensteuer*, comme la constatation de la profession pour la *Classensteuer* se font par l'autorité administrative sans recours organisé contre les erreurs possibles.

C'est à partir de 1.000 thalers de revenus qu'on est alors astreint à l'*Einkommensteuer*. — Au-dessous de 1.000 thalers on maintient le classement d'après les professions.

Une nouvelle réforme, beaucoup plus considérable, est réalisée en 1873 et 1875.

Elle va changer radicalement le caractère de la classification :

- 1° Même pour la *Classensteuer*, c'est de l'importance des revenus qu'on tiendra compte;
- 2° L'impôt deviendra une taxe de répartition;
- 3° Il sera étendu à tout le pays, par la suppression, dans les villes des droits sur la mouture et l'abatage;

4° On admettra l'exonération de tout impôt pour les petits revenus. Ce sont d'abord les revenus de 420 marks qui sont exonérés; plus tard les revenus de 900 marks et au-dessous sont exempts.

Dès lors, l'unification s'imposait. Elle a été réalisée par la loi du 24 juin 1891 dont l'effet principal a été de modifier les tarifs, d'instituer le système de la déclaration contrôlée, et d'organiser les recours.

. . .

*Le droit actuel. — Loi du 24 juin 1891. — L'Einkommensteuer instituée par la loi de 1891 peut être définie : Un impôt sur revenu global révélé par déclaration contrôlée.*

Cet impôt se superpose à d'autres impôts directs : l'impôt foncier, l'impôt des maisons, l'impôt industriel. Mais tous ces impôts réels sont abandonnés aux communes.

Le revenu taxé par l'Einkommensteuer, c'est le *revenu net des capitaux ou professions*, qu'il soit d'ailleurs obtenu *en argent, en nature, ou en avantages divers*. Revenu net, c'est-à-dire sous déduction des frais de production ou d'exploitation.

Le tarif de l'Einkommensteuer est progressif, mais non d'une manière indéfinie. Les revenus de 900 à 10.500 marks sont divisés en 26 classes. Dans chaque classe, chaque contribuable paye la même taxe (c'est le procédé de l'ancienne capitation graduée) :

|                |                   |        |                |
|----------------|-------------------|--------|----------------|
| Les revenus de | 900 à 1.050 marks | payent | 6 marks,       |
| —              | de 1.050 à 1.200  | —      | 9 marks,       |
| —              | de 1.200 à 1.350  | —      | 12 marks, etc. |

Au-dessus de 10.500 on procède autrement : au lieu d'un tarif fixe, on a un tarif gradué : on paye 30 marks de plus par chaque 1.000 marks de revenus.

Au-dessus de 30.500 marks de revenus, on paye 60 marks par 1.500 marks.

Au-dessus de 32.000 marks, on paye 80 marks par chaque 2.000 marks, etc.

Au-dessus de 100.000 marks on paye 4.000 marks jusqu'à 105.000 marks. Au-dessus, on paye 200 marks de plus pour chaque somme de 5.000 marks de plus. On ne paye jamais ainsi plus de 4 pour 100.

Le tarif comporte des exceptions, c'est-à-dire des exemptions et des tempéraments :

a) Les revenus de 900 marks et au-dessous sont exempts de toute contribution.

b) Il est tenu compte des charges de famille : on déduit 50 marks par enfant de moins de 14 ans vivant avec la famille, si le revenu du contribuable ne dépasse pas 3.000 marks. S'il y a 3 enfants dans cette condition et de cet âge, le contribuable est classé au degré inférieur.

c) On peut accorder une réduction particulière, selon les circonstances, à tout contribuable ayant moins de 9.500 marks de revenus, sans toutefois lui faire gagner plus de trois degrés.

d) Sont spécialement exemptés : les princes, les ambassadeurs, les sous-officiers, les pensionnés pour blessures, les décorés militaires, etc.

Le principe ainsi exposé n'est pas critiquable, le tarif n'est pas excessif. — Nous ne pouvons pas être hostiles à la progression, si elle est modérée et limitée, si elle n'a pas la prétention de niveler les fortunes par le procédé fiscal. — L'exemption à la base est acceptable et n'est d'ailleurs pas dangereuse, étant donné le régime électoral de la Prusse, ainsi que je me réserve de l'expliquer tout à l'heure.

Donc, jusqu'à présent, les combinaisons du législateur prusien nous semblent sages et ingénieuses.

Cette bonne impression va disparaître si nous examinons :

- 1° Comment se calcule le revenu imposable ;
- 2° Comment il est porté à la connaissance du taxateur ;
- 3° Comment le contribuable peut se défendre contre les iniquités que le système est susceptible d'engendrer.

*Première question. — Calcul du revenu net imposable.*

Cette opération se décompose ainsi qu'il suit :

a) Il faut connaître le revenu brut ; b) il faut supputer la déduction à faire pour en tirer le revenu net.

a) Aucune recette ne doit échapper. Cela est simple pour les rentes, les coupons de valeurs mobilières, les loyers, les traitements, les salaires. C'est simplifié pour l'industrie manufacturière et pour le commerce, par l'obligation imposée à tous de tenir des livres.

Cela devient d'une complication inextricable dès qu'il s'agit d'évaluer le revenu provenant d'occupations lucratives.



Un agriculteur par exemple, doit compter non seulement ce qu'il vend, mais ce qu'il consomme. Il doit compter comme revenu le bois de ses arbres, s'il l'emploie à son chauffage personnel. Il doit compter le porc qu'il tue, les pommes de terre qu'il mange; il doit compter les poules qu'on sert sur sa table, et leurs œufs, s'il s'en fait confectionner des omelettes.

Un journaliste ne doit pas seulement marquer le prix de ses articles, mais encore l'évaluation des satisfactions matérielles qu'ils lui procurent, les billets de théâtres qu'on lui offre, les parcours gratuits dont les chemins de fer le gratifient.

On croit qu'on plaisante quand on énonce de pareils faits, et l'on se demande jusqu'où cela peut aller. — On ne plaisante pas, et l'on doit aller dans cette voie aussi loin qu'on le peut : les Prussiens ne craignent pas le ridicule; dans les revenus impossibles d'un fonctionnaire subalterne, ils ne trouvent pas comique et saugrenu de supputer la valeur des dîners officiels que lui offre son directeur.

Comment se reconnaîtra-t-on dans ce compte, qu'il soit fait par le taxateur ou par le contribuable, — j'allais dire par le tortionnaire ou par sa victime? — A quelles inquisitions, à quelles recherches odieuses ne va-t-on pas se livrer!

b) Quelles fraudes aussi ne vont pas suggérer les instructions qui autorisent la déduction des charges! — Car si l'on calcule, pour vous imposer, les dîners en ville que la profession vous procure chez vos supérieurs, ne faut-il pas vous autoriser à défalquer ceux qu'elle vous incite à offrir à vos subordonnés?

Pour les professions agricoles, les difficultés du chef des déductions à faire ne sont pas moins singulières que celles que j'ai précédemment relatées pour l'évaluation du revenu brut.

On a donné des instructions pour les contribuables : on leur dit par exemple qu'ils peuvent défalquer les frais d'entretien des bâtiments, murs, chemins, puits. Si le paysan fait réparer les murs de sa ferme, il sait le compte des frais dépensés. S'il répare lui-même, quels frais portera-t-il au compte?

Voulez-vous une idée plus précise encore des détails dans lesquels on entre? L'instruction ministérielle prescrit qu'on distinguera avec soin les dépenses faites pour le ménage des dépenses de l'exploitation. Le salaire des domestiques ne se défalque pas si les gens sont affectés à la personne. Il se défalque s'ils sont affectés à l'exploitation. Le domestique qui conduit la voiture pour aller vendre au marché les produits de la ferme est affecté

à l'exploitation. S'il conduit le maître à la ville, il est affecté à la personne : va-t-on faire une ventilation ? Il le faut ; mais comment ?

Un négociant a installé chez lui le téléphone. Il en déduit les frais de ses recettes brutes ; c'est une dépense d'exploitation. Une contestation s'élève entre les agents du fisc et lui. On prétend qu'il n'a pas besoin du téléphone pour son commerce. Comme il proteste, on l'épie ; on écoute au fil, on constate qu'il s'en sert pour retenir une loge à l'Opéra. La déduction ne sera pas opérée.

Le fait n'est pas vraisemblable ; il est vrai !

*Deuxième question. — Comment les calculs ainsi faits sont-ils portés à la connaissance du taxateur ?*

Par le système de la déclaration contrôlée.

La déclaration est obligatoire au-dessus de 3000 marks de revenus. Pour les gens qui ont 3.000 marks ou moins, elle n'est obligatoire que si on la réclame.

Quand le revenu est clair, c'est-à-dire en argent, la déclaration est facile à faire. Quand il s'agit d'évaluations à produire, il faut en indiquer les bases, dire comment on évalue, et pourquoi, et ce qu'on retranche.

N' imaginez pas d'ailleurs que les déclarations sont facilement acceptées, ni qu'il soit facile de les arranger de manière à frauder le fisc. — Une déclaration sur trois est contestée par l'administration. Le chiffre a été indiqué à la tribune de la Chambre et reconnu pour exact par le ministre. On s'est borné à déclarer, afin de ne pas laisser suspecter la bonne foi des contribuables prussiens, que ce pourcentage énorme de déclarations rejetées ne provenait pas des fraudes, mais du grand nombre d'erreurs commises sans intention.

Le mécanisme du contrôle, au surplus, va montrer combien sont serrées les mailles du filet dans lequel la loi enserme les assujettis.

Le fisc a recours pour établir la dette fiscale de chaque contribuable à trois rouages :

1° Le conseil d'administration communale.

2° La commission d'évaluation préalable (*Voreinschätzungs-commission*).

3° La commission de fixation de l'impôt (*Veranlagungs-commission*).

Le conseil d'administration communale prépare, dans chaque commune, à titre d'éléments d'instruction préparatoire, une liste des contribuables avec indication du revenu présumé; il s'entoure naturellement de tous les renseignements de police, de toutes les énonciations et dénonciations qui peuvent révéler le train de vie de chacun. Le contribuable se défendra. L'administration municipale dresse contre lui l'acte d'accusation.

La commission d'évaluation (*Voreinschätzungskommission*), présidée par le bourgmestre, est composée de membres nommés et des membres élus. Les membres élus sont plus nombreux. Les membres nommés sont plus puissants, parce qu'en toute occasion, ils forment un bloc sous les ordres de l'autorité.

Le rôle de la commission est d'évaluer d'après les renseignements qu'elle peut se procurer les revenus non déclarés. C'est en outre, de contrôler les déclarations pour les revenus élevés.

Les membres choisis parmi les citoyens, comme le sont nos répartiteurs, mais beaucoup plus nombreux, sont de véritables agents de police fiscale. Chaque contribuable a son casier financier, révélant les moindres circonstances de son existence privée, susceptibles d'éclairer le fisc sur son train de vie. Si la véracité de ses énonciations est mise en doute, l'un des membres de la commission peut faire une enquête. Comme chez nous le distributeur du bureau de bienfaisance va visiter les indigents, ces gens vont au domicile des contribuables. Mais ils n'y vont pas pour rendre un service; ils y vont pour soutirer un impôt. Ils ont le pouvoir d'interroger qui ils veulent, comme ils veulent, de se faire montrer ce qu'ils veulent, papiers, livres, comptes, notes; ils peuvent questionner les fournisseurs, les voisins, les domestiques, les enfants.

Ces fonctions gratuites sont cependant assez recherchées, dit l'officieuse *Gazette de Cologne*, « parce qu'elles permettent à un commerçant, par exemple, de connaître la situation exacte et le crédit de ses concurrents ou de ses clients ». On ne dit pas — mais cela se devine — qu'elles permettent aussi de s'assurer des clients par la douceur ou par la sévérité avec laquelle on évalue.

On ne dit pas — mais cela se voit assez — qu'une pareille organisation est immorale, odieuse, tyrannique, qu'elle engendre la délation à tous les échelons de la société, qu'elle en fait même la base la plus solide des ressources fiscales.

Voici un fait qui m'a été personnellement conté par une per-

sonne très digne de foi et que je puis ajouter à tous ceux dont les journaux allemands foisonnent. Un contribuable — fonctionnaire de l'Instruction publique — avait été taxé avec assez de modération. Subitement on l'augmente de deux degrés. Il s'enquiert des motifs de cette augmentation. On a constaté qu'il devait avoir une fortune personnelle non révélée, puisqu'il recevait à dîner tous les quinze jours, ce qui n'est pas habituel pour cette catégorie de fonctionnaires. — Mais il recevait des amis intimes ! — Non, car on fume à ces diners des cigares de prix. — Comment le sait-on ? — Par le marchand qui les vend et qui est taxateur ! — Il y a longtemps, dit le contribuable, que cela existe et on aurait aussi bien pu en tenir compte plus tôt ! — On ne l'avait pas fait, découvre-t-il enfin, parce que le marchand n'avait rien dit ; mais il a changé de fournisseur et le marchand l'a aussitôt dénoncé. — Doux pays ! dirait notre caricaturiste.

L'autre commission, la commission de fixation de l'impôt (Veranlagungscommission), est composée de la même manière. — En principe, il y en a une dans chaque cercle. Les cercles trop importants sont subdivisés en plusieurs districts. On réunit au contraire en une seule circonscription fiscale les cercles peu importants. Le président de la commission est nommé par l'administration, ainsi que la moitié de ses membres. Les autres membres sont élus pour six ans par la représentation du cercle.

La commission contrôle les renseignements fournis : elle a les mêmes pouvoirs, le même rôle inquisitorial que la commission d'évaluation préalable.

La différence entre les deux commissions, c'est que la première est surtout une commission de police et de délation anonyme ; elle se renseigne et elle renseigne.

La seconde a pour rôle de fixer la taxe ; c'est une commission d'inquisition ; c'est surtout par elle ou par ses membres que les enquêtes à domicile sont faites ; la commission de préparation est plus discrète ou moins franche.

La commission de taxation peut se faire présenter tous registres de tous fonctionnaires, elle peut faire subir à l'accusé tous les interrogatoires qu'elle veut, même avec prestation de serment. Elle n'a pas le droit de recourir à la torture ; on en est presque étonné.

*Troisième question. — Comment le contribuable se défend-il contre les injustices que ces règles peuvent provoquer ?*

Les abus d'un tel système peuvent provenir de taxes excessives ou d'indiscrétions commises.

Théoriquement, contre les excès dans la taxation, on en peut appeler à une troisième commission, avec pourvoi devant le tribunal administratif supérieur.

Cette commission d'appel a quelque analogie avec nos conseils de préfecture; elle fonctionne dans chaque district. Mais au lieu d'être composée de fonctionnaires spéciaux, elle est composée, elle aussi, de gens nommés ou élus par le comité provincial, sans compétence particulière, non rétribués pour cette lourde tâche qui constitue pour eux un surcroît énorme d'occupations.

Le nombre des pourvois est effrayant; on cite des commissions où chaque commissaire a 1800 affaires à examiner.

L'appel n'est ici qu'une illusion. — Illusoire aussi le pourvoi devant le tribunal administratif supérieur où l'encombrement n'est pas moins excessif, et sur qui le contribuable est habitué à ne plus compter. Songez à ce que serait, comme protection, notre Conseil d'État s'il devait recevoir 130 à 200.000 pourvois par année!

La défense du contribuable contre les indiscrétions des taxateurs est-elle plus sérieuse?

On a édicté contre ce danger des pénalités sévères : elles ne sont pas appliquées. Les abus commis à cet égard ont été signalés à la tribune et n'ont jamais pu être réprimés.

« Dans nos villes du Rhin, disait un député, quelques années après l'application de la loi, les listes des évaluations circulent lent partout; chacun peut voir quel a été pendant plusieurs années le revenu du contribuable. Cela peut amener la ruine de tout industriel bien établi, de tout fabricant, de tout artisan, car la fortune et les situations sont changeantes et il est absolument dangereux de rendre ces variations publiques. »

Ce n'est un secret pour personne, a-t-on pu dire de même, que les renseignements pour les mariages sont fournis en Prusse par des agences en rapport avec les taxateurs.

\* \*

*Résultats de l'Einkommensteuer.* — Cette taxe si odieusement oppressive, indiscrète et tyrannique, a-t-elle au moins le mérite de produire de solides ressources? Le dernier rendement qui

soit relaté au Bulletin de statistique du Ministère des Finances est de 201 millions de marks, soit 250 millions de francs, c'est-à-dire sensiblement moins, pour une population égale, que ne donnent nos deux impôts sur le revenu global. Ceux-ci produisent ensemble 284 millions.

L'Einkommensteuer est, en somme, assez peu productive. C'est bien de l'embarras pour bien peu de rendement.

Les Prussiens se vantent d'avoir économisé les frais de perception en trouvant des taxateurs gratuits, délateurs ou policiers de bonne volonté. Cela existe en Prusse, en effet : cela ne saurait s'accepter dans un pays libre. Un ministre français a pu imaginer un système d'espionnage politique par des « délégués ». Vous savez quel accueil l'opinion publique a fait à l'invention. Au surplus les « délégués », dénonciateurs volontaires, n'avaient garde de faire connaître le rôle honteux auquel ils se prêtaient. Ils gardaient l'incognito. Trouverait-on des dénonciateurs fiscaux publiquement connus et consentant à accomplir gratuitement une tâche si humiliante ? J'en doute.

Le faible revenu de l'Einkommensteuer, dans les premières années, a'un peu surpris.

Tenant à abandonner aux communes les impôts réels, ce qui était sage, le législateur prussien a superposé à l'impôt sur le revenu un impôt complémentaire sur le capital (Ergänzungssteuer). On en tire 40 millions de marks.

L'Ergänzungssteuer est prélevée sur les capitaux fixes ou circulants productifs de revenu.

Par ce procédé, cette concession est faite aux socialistes que les revenus du travail, qui ne supportent que l'Einkommensteuer, sont moins taxés que les revenus du capital, qui supportent en outre la taxe complémentaire.

Il y a d'ailleurs une grande similitude dans le fonctionnement des deux impôts. — Pas de progression cependant pour l'impôt sur le capital, mais déclaration contrôlée par le même mécanisme.

L'Einkommensteuer porte à peine sur la moitié des contribuables prussiens. Il y a 20.474.000 exempts. La plus grosse part de l'impôt, à raison de la progression, est payée par un très petit nombre de contribuables.

Ce serait un défaut rédhibitoire dans une démocratie égalitaire ; il est odieux que les impôts qui portent sur quelques-uns seulement soient établis et surélevés au gré des gens qui ne les payent pas. C'est bien ce qui a lieu à Paris pour nos impôts

directs. Nous sommes ici 600.000 électeurs : or, il n'y a que 196.000 cotes mobilières, produisant en chiffres ronds 25 millions de francs. Encore les  $\frac{4}{5}$  de cette somme, 20 millions, sont-ils à la charge de 25 pour 100 seulement des contribuables. Pour 600.000 citoyens qui votent, il n'y a ainsi que 40.000 contribuables qui payent : les 560.000 exempts ou presque exempts ont bien tort de se gêner. S'ils se rendaient compte de leur pouvoir, ils ne feraient des 40.000 riches qu'une bouchée.

Le même reproche n'est pas possible pour la Prusse, parce qu'elle n'a pas le même régime électoral. La Chambre des députés prussienne est bien issue du suffrage universel; mais ce suffrage est à deux degrés, et l'organisation électorale est telle que la prépondérance, dans la Chambre, appartient aux représentants des familles riches.

En effet, les électeurs prussiens sont divisés en trois catégories, suivant la somme d'impôts qu'ils payent. Chaque catégorie doit payer la même somme; quelques électeurs très riches constituent la première catégorie payant à eux tous le tiers de l'impôt total. Environ 10 fois plus nombreux sont les électeurs de la deuxième catégorie, payant le second tiers. Environ cent fois plus nombreux sont les électeurs de la troisième catégorie, payant le dernier tiers.

Ainsi, à Berlin, par exemple, la première catégorie comprend 2192 personnes, la deuxième 12.000, la troisième 264.000.

Chaque catégorie nomme le même nombre d'électeurs du second degré ou *Wahlmänner*, lesquels choisissent les députés.

Il est évident que les députés sont ainsi les représentants de la fortune plutôt que du nombre.

Chez nous, où le nombre fait la loi puisqu'il fait la Chambre, l'Einkommensteuer serait un abominable instrument d'oppression; l'immense majorité des électeurs est en effet exempte d'impôts directs. Il n'y aurait aucun frein à la taxation de la minorité riche par la majorité exonérée.

*Critique de l'Einkommensteuer.* — Les tares irrémédiables de l'Einkommensteuer ont été indiquées au cours de ces explications. C'est un impôt compliqué, indiscret, inquisitorial, tyrannique, faisant appel à trop de commissions et à trop de

commissaires, établissant entre voisins trop de rapports par lesquels ils peuvent s'opprimer les uns les autres. Ce que j'en ai dit est au-dessous de la vérité.

C'est un *impôt personnel*, et il y en a qui lui en font une gloire. Je comprends difficilement comment un homme de bonne foi peut se déclarer partisan de l'impôt personnel.

N'est-ce pas avouer, en effet, qu'on aspire à organiser un système d'oppression de l'homme par l'homme, un système où ceux qui commandent pourront à leur gré tenir les administrés comme des suspects taillables à merci s'ils leur résistent, ou comme des clients dignes de toutes les modérations s'ils se plient à leurs désirs. Un tel système, je le répète, est indigne d'un pays libre et qui tient à rester libre.

J'ai fini, Messieurs, je m'excuse d'avoir été si long pour expliquer des choses qui pourraient être si simples, mais que le génie de nos voisins d'Allemagne a faites si compliquées.

Je ne vous ai donné de l'impôt sur le revenu en Prusse qu'un aperçu très infidèle et surtout très incomplet. Tel quel, je voudrais qu'il fût assez répandu, assez vulgarisé pour inspirer aux entrepreneurs de bien public une salutaire terreur, ou au moins une prudente réserve dans le choix des nouvelles taxes directes dont ils nous menacent et auxquelles il est fort à craindre que nous ne puissions pas échapper.

La discussion est ouverte sur la communication de M. Berthélemy, concernant l'impôt sur le revenu en Allemagne et notamment en Prusse.

**M. le président Paul Leroy-Beaulieu.** — Vos applaudissements unanimes ont devancé l'éloge et les remerciements que je tiens à adresser à M. Berthélemy pour sa si intéressante communication. Je suis heureux de pouvoir confirmer ici la parfaite exactitude de tous les renseignements par lui fournis.

**M. Poignant, avocat.** — M. Berthélemy pourrait-il nous dire s'il existe en Prusse un sérieux mouvement d'opposition contre le système actuel de l'impôt sur le revenu ?

**M. Berthélemy.** — Ce mouvement s'est produit, au début, avec une grande acuité. Il a un peu fléchi depuis que, par l'établissement complet de la taxation, l'inconvénient qu'il s'agissait d'éviter, c'est-à-dire



a violation du secret des fortunes particulières, est devenu un fait accompli. Il subsiste néanmoins et se manifeste tant par le nombre considérable des réclamations fiscales que par des articles de presse. Il faut tenir compte aussi du caractère docile et passif du peuple allemand, disposé à accepter le joug, surtout en présence des pénalités sévères édictées contre les fraudeurs en matière fiscale.

**M. le président Paul Leroy-Beaulieu.** — A l'appui de cette appréciation du tempérament allemand on peut rappeler le mot connu de Bismarck : « Nous naissons tous avec des tuniques ». Considérons, d'autre part, que cette méthode de classification à outrance suivie par le fisc prussien est essentiellement barbare et moyenâgeuse, comme beaucoup des institutions de l'Allemagne. Celle-ci n'a guère connu que cette forme de l'impôt, qui est pour elle traditionnelle. Transplanté en France, ce système y constituerait, non un progrès, mais une régression, un retour à la Taille, abolie par la Révolution de 1889. Je me souviens de l'ardente opposition que soulevait chez M. Thiers toute allusion à l'introduction possible en France de l'impôt sur le revenu. En Allemagne, ses inconvénients se trouvent assez largement tempérés par l'organisation censitaire d'une part, et, de l'autre, par le caractère non pas progressif, mais dégressif de l'impôt.

**M. Jules Challamel, avocat à la Cour d'appel.** — Il serait intéressant de savoir quel a été l'effet produit par l'introduction de l'impôt sur le revenu en Alsace-Lorraine, dans ce pays où le caractère diffère si profondément du caractère prussien.

**M. Berthélemy.** — Je n'ai aucun renseignement particulier sur ce point.

**M. G. Blondel, professeur à l'École des Hautes-Études commerciales.** — J'ai pu me convaincre, au cours de mes derniers voyages en Allemagne, que l'impôt progressif sur le revenu (qui ne comporte qu'une progression très modérée), est maintenant accepté sans murmures. Qu'il y ait beaucoup de réclamations de détail, c'est possible, mais le principe est admis. On ne le juge pas inique, et on ne voit pas dans cet impôt un retour aux idées du moyen-âge. On y a vu, au contraire, un moyen de réagir contre l'arbitraire d'autrefois. La publicité donnée, tout au moins indirectement, aux ressources respectives des contribuables ne paraît avoir apporté aucun trouble dans la vie industrielle ou sociale. « Nous nous y sommes habitués », telle a été la réponse généralement faite à mes questions. Le fonctionnement de l'impôt sur le revenu comporte la même observation que celui de l'institution des assurances obligatoires, dont industriels et négociants m'ont avoué s'accommoder assez bien.

**M. le président Paul Leroy-Beaulieu.** — Dans cet appréciation de l'état d'esprit de l'Allemagne, il faut, semble-t-il, tenir compte

du nombre si élevé des réclamations fiscales. Ce symptôme ne témoigne pas d'une acceptation bien complète.... M. Stourm ne consentirait-il pas, en prenant part à la discussion, à nous faire profiter de sa compétence si particulière?

**M. Stourm**, *membre de l'Institut*. — Mes courtes observations se rapporteront à l'Alsace-Lorraine, dont il était tout à l'heure question. On a demandé quelle était la situation faite à ce pays. Pendant longtemps l'impôt y a été maintenu sur les bases françaises, progressivement améliorées : pas d'inquisition, évaluation d'après les signes extérieurs. Aujourd'hui, depuis la loi de 1901 sur le capital ou plutôt sur les revenus des capitaux et sur les salaires et traitements, de nouvelles idées fiscales se sont fait jour. Mais le régime de l'impôt sur le revenu global de l'*Einkommensteuer* n'apparaît encore que dans le lointain pour cette terre d'Empire, puisque, au contraire, c'est le régime de l'impôt sur les différentes sources de revenu qui vient d'y être installé. On peut dire que les vainqueurs ont fait preuve, jusqu'ici, de beaucoup de temporisation et de prudence dans cette œuvre de transformation fiscale, qu'il est si dangereux d'improviser.

**M. Berthélemy**. — Comme complément à ma communication, j'ajouterai que l'accueil si favorable fait par l'Allemagne à la réforme des impôts communaux a pu, dans une certaine mesure, contrebalancer le mauvais effet produit par l'impôt sur le revenu.

La séance est levée à six heures.

---

## RÉUNION DES SECTIONS

---

### SECTION DES LANGUES DU NORD.

*Séance du vendredi 11 janvier 1907. — Présidence de M. Ch. LYON-CAEN, président.*

*Présents* : MM. Ch. Lyon-Caen, F. Daguin, J. Challamel, A. Marvaud, Gérardin, Dufourmantelle, Pret et Baguenier-Désormeaux.

*Excusé* : M. M. Sauvagnac.

M. le secrétaire général rend compte de l'état des travaux :

*Annuaire étranger de 1906 (lois de 1905).* — *Allemagne* : M. Fromageot a remis la loi sur la formation de communes dans le ressort des consulats; M. Dubarle, la loi modifiant le code d'organisation judiciaire; M. Chavegrin, la loi modifiant le Code de procédure civile. — *Prusse* : M. Daguin a terminé la loi sur les domaines ou circonscriptions de chasse. La loi sur les mesures à prendre pour prévenir les inondations est confiée à M. Marvaud. — *Saxe* : La notice générale, confiée à M. Daguin, est prête. — *Suisse* : M. Paul Carpentier a remis la notice du canton d'Argovie.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

### SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE.

*Séance du vendredi 25 janvier 1907. — Présidence de M. A. CHAUMAT, président.* — *Présents* : MM. A. Chaumat, J. Challamel, L. Adam, Lémonon, Serre, Célier, Buret, Frèrejouan-du-Saint, Mourral, Alfred Nast, Marcel Nast et Sauvagnac.

*Excusés* : M. A. F. Daguin et M. Jobit.

M. Buret rend compte de l'état des travaux de l'*Annuaire étranger* de 1906 (lois de 1905). Il n'y a rien de nouveau à signaler.

*Bulletin.* — M. Binoche est chargé de la chronique législative française, destinée au Bulletin.

Sur la proposition de M. Challamel, la section émet le vœu que les Codes français et les lois usuelles soient mis à sa disposition.

*Comptes-rendus.* — Sont remis pour compte-rendu : à M. Mourral, l'ouvrage de M. Mouret sur la *Responsabilité des fondateurs et administrateurs des sociétés anonymes*; à M. Serre, l'ouvrage de M. R. Catusse sur le *Contrôle de l'armée*; à M. Lémonon, le *Droit international ouvrier* de M. Raynaud.

Séance levée à cinq heures.

---

## CHRONIQUE LÉGISLATIVE

---

### CHAMBRES FRANÇAISES.

Session extraordinaire de 1906.

Les Chambres avaient été convoquées en session extraordinaire, pour le 25 octobre. Quelques jours avant cette date, dans le numéro du 20 octobre, le *Journal officiel* annonçait que le Ministère, par suite de l'état de santé du président du Conseil, M. Sarrien, était démissionnaire. Pour laisser au Ministère nouveau le temps de se constituer et d'arrêter son programme, le commencement des débats parlementaires fut remis au 5 novembre. Le 26 octobre parurent au *Journal officiel* des décrets en date du 25 désignant les nouveaux Ministres ainsi qu'il suit :

|                                                 |                   |
|-------------------------------------------------|-------------------|
| Président du Conseil et Intérieur. . . . .      | MM. Clemenceau.   |
| Justice. . . . .                                | Guyot-Dessaigne.  |
| Affaires étrangères . . . . .                   | Stéphen Pichon.   |
| Finances . . . . .                              | Caillaux.         |
| Guerre. . . . .                                 | Général Picquart. |
| Marine. . . . .                                 | Thompson.         |
| Instruction publique et Cultes. . . . .         | Briand.           |
| Travaux publics. . . . .                        | Barthou.          |
| Commerce et Industrie. . . . .                  | Doumergue.        |
| Agriculture. . . . .                            | Ruan.             |
| Colonies . . . . .                              | Milliès-Lacroix.  |
| Travail et prévoyance sociale (Ministère créé). | Viviani.          |

Quelques jours après, ont été désignés en qualité de sous-secrétaires d'État : à l'Intérieur M. Sarraut, à la Guerre M. Chéron, aux Beaux-Arts M. Dujardin-Beaumetz, aux Postes et Télégraphes M. Simyan.

Le 5 novembre lecture fut donnée aux Chambres de la déclaration du Gouvernement; parmi l'énumération assez longue des projets figurant dans le programme gouvernemental, on remarquait : la stricte exécution de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, la volonté arrêtée d'assurer la paix dans des conditions compatibles avec la dignité du pays; l'annonce d'un projet de loi créant l'impôt sur le revenu; un autre projet de loi sur les retraites ouvrières; une nouvelle législation relative aux mines; le rachat des Compagnies de chemins de fer en commençant par celle de l'Ouest.

Aussitôt après la lecture de cette déclaration, la discussion s'engagea à la Chambre qui, par 395 voix contre 96, adopta l'ordre du jour suivant : « La Chambre, approuvant la politique exposée dans la déclaration ministérielle, et confiante dans la fermeté du Gouvernement pour en assurer l'application, passe l'ordre du jour ».

Les Chambres, désireuses de terminer le plus promptement possible les affaires urgentes et spécialement l'examen du budget, écartèrent les interpellations, sauf sur deux points : les retards des trains sur les divers réseaux de chemins de fer et l'encombrement des gares paraissaient de nature à compromettre les intérêts de l'industrie et du commerce, des interpellations portées devant les deux Chambres aboutirent à des ordres du jour favorables aux interpellateurs (Sénat 15 novembre, Chambre 20 décembre) ; d'autre part, une discussion sur la marine soutenue principalement par M. Monis (13, 18 et 21 décembre) aboutit au vote par le Sénat d'un ordre du jour approuvant le Gouvernement.

*Lois politiques.* — L'anniversaire de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État approchait, et il devenait évident que les dispositions de cette loi ne seraient pas appliquées en ce qui concernait la religion catholique ; aussi le parti socialiste, par l'organe de M. Allard, réclama, le 5 novembre, du gouvernement de nouvelles mesures, lui reprochant de fausser l'interprétation de la loi, spécialement en n'appliquant pas, dès le 11 décembre 1906, l'intégralité de la loi de séparation. Le 9 novembre, M. Briand annonça le dépôt prochain d'un nouveau projet de loi ; la Chambre ordonna l'affichage du discours du Ministre ; le 14, les déclarations du gouvernement furent approuvées par la Chambre à une majorité de 416 voix contre 163. Le 15 décembre, le projet de loi annoncé fut déposé et lu à la Chambre par le Ministre des Cultes. Ce projet, réglant l'exercice public du Culte catholique, offrait divers modes de cet exercice ; en même temps le gouvernement, pour indiquer qu'il ne voulait pas revenir en arrière, ordonnait des mesures de rigueur contre le Prélat gardien à Paris des archives de l'ancienne nonciature, et annonçait la reprise des évêchés et des séminaires. Ce projet de loi fut voté, à la Chambre, le 21 décembre, par 383 voix contre 146, et au Sénat, le 29 décembre, après adoption d'une résolution ordonnant l'affichage du discours de M. Briand (1).

Entre temps les Chambres avaient examiné une proposition de loi tendant au transfert au Panthéon des cendres d'Émile Zola. Cette proposition fut adoptée d'emblée par la Chambre des députés ; lorsqu'elle fut portée au Sénat elle rencontra quelques difficultés ; M. de Las-Cases avait fait prendre en considération une proposition tendant à ne décerner à un citoyen les honneurs du Panthéon que dix ans après sa mort ; puis,

(1) Promulgation de la loi, 2 janvier 1907.

lors de la discussion, M. Béranger déclara qu'il ne pouvait s'associer à la résolution en question parce que Zola n'avait, suivant lui, fait qu'une littérature pornographique, tandis que le courage civique dont il avait fait preuve lors de l'affaire Dreyfus n'est ni rare ni extraordinaire dans notre pays. Néanmoins la proposition de loi fut adoptée par le Sénat.

*Lois administratives.* — Le *Journal officiel* du 20 décembre contient promulgation d'une loi modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés.

*Traités ; Affaires étrangères.* — La Chambre des députés, après une discussion de trois jours (14, 15 et 16 novembre) a voté définitivement, par 514 voix contre 63, une convention commerciale importante entre la France et la Suisse (promulgation *Journ. off.* du 22 novembre). Le 20 décembre, l'acte général d'Algésiras, précédemment voté par la Chambre, a été approuvé par le Sénat. Enfin une convention, signée à San-Salvador le 24 août 1903, entre la France et la République du Salvador, pour la protection réciproque de la propriété industrielle, et précédemment adoptée par la Chambre des députés, a été votée par le Sénat le 6 décembre (promulgation *Journal officiel* du 23 décembre).

*Lois civiles et commerciales.* — Une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1905 sur les paiements tombant un jour de fête légale a été adoptée le 6 décembre par le Sénat et le 20 du même mois par la Chambre (promulg. *Journ. off.* du 22 décembre). Le même journal contient, en son numéro du 24 décembre, promulgation d'une loi modifiant l'article 176 du Code de commerce.

*Agriculture.* — Le 6 décembre, le Sénat a adopté définitivement deux lois précédemment adoptées par la Chambre : 1° une proposition relative à la compétence des juges de paix en matière forestière ; 2° un projet autorisant des avances aux Sociétés coopératives agricoles.

*Lois ouvrières.* — Le Sénat, dans ses séances des 23, 27, 29 et 30 novembre et du 4 décembre, a achevé sa première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiments ; il a spécialement décidé que les industriels lésés par la loi nouvelle seront indemnisés. Du 19 au 22 novembre, le Sénat continua la seconde délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés ; finalement la proposition de loi fut adoptée.

*Travaux publics.* — Le 5 décembre, la Chambre des députés ouvrit la discussion sur le projet de loi tendant à ouvrir la procédure de rachat à l'égard de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest ; cette discussion fut continuée aux séances du 6 et du 7 et aboutit, à cette dernière date,

à l'adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Le Sénat, auquel le projet fut ensuite transmis, se réserva d'examiner à loisir cette importante question.

*Armée, Marine.* — Le 19 novembre, la Chambre discuta des interpellations : 1° de M. Henri Michel sur les questions soulevées au sujet des crédits des constructions navales; 2° de M. l'amiral Bienaimé à propos de l'avancement des travaux relatifs aux six cuirassés que l'article 61 de la loi de finances de 1906 a autorisé le Ministre de la marine à mettre en chantiers. L'ordre du jour suivant fut adopté : « La Chambre, approuvant les déclarations du Ministre de la marine, confiante dans le Gouvernement pour exécuter les constructions neuves dans les conditions fixées par la loi de finances de 1906, passe à l'ordre du jour ».

*Finances.* — Le projet de budget pour 1907 est entré en discussion à la Chambre des députés le 22 novembre; il y a été adopté dans son ensemble le 16 décembre. Le Sénat n'a pas cru avoir, avant la fin de l'année, le temps de l'examiner; aussi les deux Chambres ont-elles, le 28 décembre, voté des crédits provisoires applicables au mois de janvier 1907.

Le *Journal officiel* du 22 novembre 1906 contient promulgation d'une loi portant modifications des lois des 11 janvier 1892, 16 août 1895, 21 décembre 1905 et 13 juillet 1906 sur le tarif général des douanes.

Par résolutions en date du 22 novembre 1906 confirmées par la Chambre des députés le 30 novembre, l'indemnité parlementaire fut portée à 15 000 francs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1907.

La session extraordinaire de 1906 fut close le 29 décembre.

P. VIAL.

---

## MOUVEMENT LÉGISLATIF

---

Liste des principales lois et des principaux décrets publiés en France  
et à l'étranger.

---

### VÉNÉZUÉLA.

9 janvier 1905 : Décret sur les avocats et les procureurs (*Gaceta oficial*, 9 janvier 1905).

30 juin 1905 : Loi sur la responsabilité des fonctionnaires (*G. O.*, 15 juillet 1905).

13 juillet 1905 : Loi sur le service consulaire (*G. O.*, 14 juillet 1905).

18 juillet 1905 : Loi sur les contrats d'intérêt public passés par le Pouvoir exécutif fédéral, dans l'intervalle des sessions de la Législature nationale (*G. O.*, 24 août 1905).

22 juillet 1905 : Loi sur la répartition du produit des douanes (*G. O.*, 24 juillet 1905).

3 août 1905 : Loi sur les mines (*G. O.*, 5 septembre 1905).

14 août 1905 : Loi arrêtant le tarif des droits d'importation (*G. O.*, 26 août 1905).

18 août 1905 : Loi sur la division du territoire au point de vue ecclésiastique (*G. O.*, 25 août 1905).

18 août 1905 : Code organique de la Cour fédérale et de cassation, et des autres tribunaux de la République (*G. O.*, 26 août 1905).

---



## COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

---

### SECTION DES LANGUES DU NORD

*Gesetz betreffend das Urheberrecht an Werken der bildenden Künste und der Photographie*; Text-Ausgabe mit Anmerkungen und Sachregister par M. Ludwig Fuld, avocat-avoué à Mayence. — 1 vol. in-32; Berlin: J. Guttentag, 1907.

Les éditeurs allemands d'ouvrages juridiques ont une habitude excellente : chaque fois qu'une loi importante est promulguée dans leur pays, ils en publient immédiatement le texte avec un commentaire. Ces travaux sont généralement faits avec le plus grand soin, et la rapidité de leur exécution ne nuit en aucune façon à leur valeur.

Cette remarque s'applique, incontestablement, à la publication qui vient d'être faite du texte annoté de la loi d'Empire du 9 janvier 1907, concernant le droit d'auteur sur les œuvres des arts figuratifs et sur les œuvres photographiques. Il est vrai que l'éditeur a fait choix d'un commentateur de premier ordre en la personne de M. Ludwig Fuld.

Chaque article de la loi est accompagné de notes judicieuses qui en précisent le sens et la portée. Une introduction, placée en tête de l'ouvrage, met en relief les motifs qui ont inspiré le législateur allemand. Les lois du 9 et du 10 janvier 1876 (*V. Annuaire de législation étrangère*, 6<sup>e</sup> année, p. 88 et 107) avaient besoin d'être revisées; la loi nouvelle les fonde en un seul texte, en y introduisant les modifications et les additions rendues nécessaires par l'état de choses actuel. C'est ainsi que la protection légale s'étend, dorénavant, aux œuvres des architectes, et que les œuvres photographiques sont l'objet de mesures infiniment plus favorables.

Une table alphabétique des matières, suffisamment détaillée, complète le petit volume de M. Fuld et permet de se reporter facilement aux dispositions de la loi qu'on désire consulter.

Fernand DAGUIN.

### SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT

*O determinismo psychico e a imputabilidade e responsabilidade criminal*, par M. le Dr Pedro Lassa, professeur à la Faculté de droit de Saint-Paul (Brésil). — Saint-Paul, 1905, in-8°.

Dans ce mémoire, présenté au Congrès scientifique latino-américain, l'auteur étudie le fondement du droit de punir. Partisan déclaré de la

doctrine du déterminisme psychique, il réfute vigoureusement celle du libre arbitre ; il démontre que la loi pénale a pour but d'adapter artificiellement les hommes, en agissant sur leur esprit et leurs sentiments, aux nécessités de la vie collective, afin d'assurer la conservation et le progrès de la Société et de ses membres ; mais qu'elle n'est qu'un des moyens d'obtenir autant que possible ce résultat, et que son action doit donc être aidée et renforcée par l'éducation physique et morale, et par les mesures qui peuvent amener une juste répartition des charges sociales et des avantages correspondants. Il s'efforce d'établir que sa théorie est à la base de toutes les législations pénales des pays civilisés.

M. Pedro Lassa est de l'école positive ; il a étudié et traité son sujet suivant la méthode scientifique. Il ne se distingue pas moins par l'étendue de son érudition, la précision, l'élégance et la vigueur de son style, que par la justesse de ses raisonnements.

G. LANEYRIE.

#### SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE.

*De l'idée de la continuation de la personne comme principe des transmissions universelles*, par M. Pierre Cazelles. — Paris, Rousseau, 1905, in-8°, 431 p.

M. Cazelles a obtenu naguère le diplôme de docteur devant la Faculté de droit de Paris par cette étude très fouillée sur un principe, qui est à la base du système successoral français et qu'il n'hésite pas à repousser pour lui préférer celui de la succession aux biens qui est adopté par le nouveau code civil allemand.

Partant de l'exposé si net du droit français donné par Aubry et Rau, il s'attache à démontrer que ce n'est qu'une conception empirique du droit romain, exagérée depuis, passée en axiôme, et qui lui paraît non seulement inutile, mais nuisible au développement du droit.

Pour sa démonstration l'auteur présente d'abord l'historique de ce concept depuis l'époque romaine jusqu'à la nôtre, aussi bien en France que chez les peuples voisins ; puis, il en examine les effets et termine par la critique théorique. Ses conclusions sont que « l'idée de la continuation de la personne a été quelque chose de vivant, et est encore quelque chose de pratique qui a exercé une influence considérable sur le droit positif jusqu'au siècle dernier. Aussi serait-il insuffisant de dénoncer la méthode selon laquelle certains juriconsultes l'ont élevée au rang d'un principe juridique nécessaire ; il nous faut montrer que, dans la pratique, elle est nuisible ou inutile par les conséquences qu'elle entraîne » (p. 169). En effet, « en ce qui concerne les rapports qui se créent entre l'héritier et les tiers, elle aboutit sur plus d'un point à des conséquences mauvaises au point de vue économique (obligation *ultra*

vires...) auxquelles on n'a apporté que des corrections défectueuses ou insuffisantes (bénéfice d'inventaire...); quant aux autres effets qu'on en fait découler, ils peuvent s'expliquer par le concept de succession universelle, et, en tout cas, la continuation de la personne n'est pas nécessaire pour les produire; enfin, cette idée a entravé le progrès juridique en faisant considérer comme absurde la conception d'une transmission d'universalité entre-vifs » (p. 302-303). Aussi l'auteur préfère-t-il le concept de la succession aux biens, qui correspond exactement à la réalité des faits économiques. « L'obligation aux dettes, limitée à l'actif recueilli, est d'accord avec la valeur que nous avons assignée à l'obligation, valeur déterminée par l'état du patrimoine au moment de la mort de son titulaire. L'obligation *cum viribus*, telle qu'elle résulte du principe de la succession aux biens, est même plus juste que l'obligation *pro viribus*, à laquelle aboutit la continuation de la personne tempérée par le bénéfice d'inventaire; ce sont les biens héréditaires qui doivent acquitter les dettes du défunt, la personne de l'héritier n'en doit pas être responsable » (p. 414).

Ces idées surprennent la majorité des juristes français, nourris des doctrines du code de 1804; mais ce code, sous la pression des besoins nouveaux développés par un siècle de vie intense, va être refondu et subira le contact des principes différents qui ont guidé les légistes d'outre-Rhin, dont l'œuvre récente captive à juste titre l'attention des jeunes générations. Parmi les travaux qu'a provoqués en France le code civil allemand, la thèse de M. Cazelles a déjà pris un rang très honorable, et le constater nous servira d'excuse envers l'auteur pour la signaler au *Bulletin* avec un trop gros retard.

A. RAMPAL.

*Éléments de la législation des chemins de fer et des tramways*, par M. Gaston Piot, docteur en droit, chef du contentieux de la compagnie des chemins de fer du Midi. — 1 vol. in-8°; Paris, Berger-Levrault et Cie, 1906.

L'ouvrage dont nous avons à rendre compte a atteint en peu de mois sa deuxième édition. Ce succès est à noter à raison du caractère très spécial de l'ouvrage et du public restreint auquel il s'adresse; et jamais succès ne fut plus mérité. Ce n'est pas une simple brochure, comme on pourrait le croire, d'après le format imposé par le Dictionnaire de l'Administration française où il devait être inséré, c'est un exposé complet de la législation des chemins de fer. Condenser en si peu de pages tant de lois, d'arrêtés, de règlements, de conventions, de décisions ou de contrats de toutes sortes, était un tour de force que l'on aurait presque cru impossible. En était seul capable un auteur, rompu par une longue expérience aux difficultés pratiques de la matière, et possédant, en plus

de la connaissance parfaite de la législation spéciale des chemins de fer, des vues très complètes sur l'ensemble de nos législations.

L'ouvrage est divisé en dix chapitres qui, sans parler du chapitre premier servant d'introduction, et du dernier, simple appendice sur les tramways, peuvent se grouper en trois parties. Les chapitres 2, 3 et 4 expliquent ce qu'est une compagnie de chemin de fer au point de vue financier, administratif et juridique. Les chapitres 5 et 6 étudient l'établissement du chemin de fer proprement dit (construction et domania-lité). Les chapitres 7, 8 et 9 montrent le fonctionnement du chemin de fer (exploitation technique et commerciale, et police de l'exploita-tion). Ce plan, comme on le voit, comprend tout.

Les renseignements dans cet ouvrage abondent. L'auteur a tout lu, tout noté. Cependant on ne cherchera pas dans des pages si mesurées de longues citations, des énumérations d'espèces ou des discussions d'école. Rien qui ressemble à une compilation. Pas même de jurispru-dence. A peine quatre ou cinq arrêts ou avis du Conseil d'État, de ceux qui sont comme le complément des lois elles-mêmes.

Le but de l'auteur n'était pas de faire un guide pratique donnant une réponse aux mille difficultés de tous les jours et pouvant suppléer aux ouvrages spéciaux. C'est la synthèse de tous ces ouvrages, c'est un guide éclairé qui conduira les recherches à travers l'amas de docu-ments et de publications composant une bibliothèque sur les chemins de fer, c'est un résumé précieux qui permettra une vue d'ensemble et coordonnera les connaissances éparses et les lectures décousues.

L'abondance des informations et la forme serrée de l'exposition ne font pas de l'ouvrage une sorte de tableau synoptique sans personnalité et sans vie. La personnalité de l'auteur et l'unité du travail apparaissent surtout dans la subordination des deuxième et troisième parties à la première. Rien d'aussi complexe que la constitution d'une compagnie de chemin de fer d'après les lois françaises : à la fois entreprise privée et service public, société financière indépendante et chapitre du budget de l'État. Les difficultés de la législation ont leur origine, pour la plu-part, dans le caractère hybride du droit de concession. On conçoit que M. Piot ait fait porter ses efforts sur cette définition.

Dans cette partie fondamentale, où tant de problèmes délicats, tant de germes de conflits entre l'administration et les compagnies se rencon-trent, l'auteur ne prend pas position contre l'État. Il évite l'écueil de tout ce qui ressemblerait à une œuvre de polémique. Les solutions aux-quelles il se tient sont celles généralement admises par les interprètes et les représentants les plus autorisés de l'État.

Ainsi, jusqu'à la fin, l'ouvrage conserve le sérieux et en quelque sorte la sérénité d'un exposé de principes et d'un recueil de lois, et la doctrine que l'on y trouve est enseignée avec la clarté et la précision de longues, de patientes et de très sûres études.

J. PENET.

*Bibliothèque coloniale internationale, 8<sup>e</sup> série*(1) : *Les lois organiques des Colonies*. Documents officiels précédés de notices historiques. — 3 vol. in-8°; Bruxelles, Institut Colonial International, 1906.

L'Institut Colonial International de Bruxelles vient d'entreprendre la 8<sup>e</sup> série de ses intéressantes publications. Cette série comprend *Les lois organiques des Colonies*.

Le premier des trois volumes que nous avons à présenter est consacré aux *Colonies britanniques*. Dans une introduction fort intéressante, M. H. Speyer, avocat, agrégé de l'Université de Bruxelles, expose l'*organisation anglaise* qui comprend trois formes de gouvernement bien distinctes : les colonies de la Couronne, les colonies dotées d'institutions représentatives et les colonies autonomes. Suivent, dans l'ordre ci-après, les textes et commentaires des lois organiques de chaque colonie : Australie, Nouvelle-Zélande, Victoria, Nouvelles-Galles du Sud, Confédération Australienne, Canada, Nigérie septentrionale, Nigérie méridionale, Sierra-Léone, Côte d'Or, Territoires de la Côte d'Or, Ashanti, Afrique orientale, Uganda, Iles Leeward, Wei-hai-Wei.

Le second volume et la première partie du troisième sont remplis par les lois organiques des *Colonies françaises*. En tête, une très remarquable préface de M. Arthur Girault, professeur à la Faculté de droit de Poitiers, ouvre le tome II de l'ouvrage. Viennent ensuite les lois concernant l'administration centrale et la représentation parlementaire, ainsi que le Conseil Supérieur des Colonies, enfin les lois spéciales au gouvernement et à l'administration de nos colonies : Antilles et Réunion, Guyane, Inde, Sénégal, Saint-Pierre et Miquelon, Nouvelle-Calédonie, Établissements français de l'Océanie, Nouvelles-Hébrides, Afrique occidentale française, Dahomey, Congo français, Madagascar et dépendances, Indo-Chine, Cochinchine, Tonkin, Établissements de la Côte des Somalis. La partie consacrée aux *Colonies françaises*, dans le 3<sup>e</sup> volume, traite de l'organisation des *Conseils Généraux*.

Ce 3<sup>e</sup> volume est complété par :

*Les Colonies néerlandaises*. — Notice sur les organes de législation, par M. le Dr C. Th. Van Deventer;

*Les Colonies allemandes*. — Même notice, par M. le Dr Otto Köbner;

*La Colonie italienne de l'Erythrée et l'État indépendant du Congo*.

La huitième série des publications de l'Institut Colonial International est digne des précédentes. La lecture en est des plus profitable et elle est destinée à fournir, par l'exposé absolument exact des documents

(1) 1<sup>re</sup> série : La main-d'œuvre aux Colonies. — 2<sup>e</sup> série : Les fonctionnaires coloniaux. — 3<sup>e</sup> série : Le régime foncier aux Colonies. — 4<sup>e</sup> série : Le Régime des Protectorats. — 5<sup>e</sup> série : Les chemins de fer aux Colonies et dans les pays neufs. — 6<sup>e</sup> série : Le Régime minier aux Colonies — 7<sup>e</sup> série : Les différents systèmes d'irrigation.

et sa méthode claire et précise, des renseignements inappréciables à tous ceux qui s'intéressent aux choses coloniales.

LÉON ADAM.

*Bourses de valeurs et Sociétés par actions.* — 1 vol., grand in-8°; Imprimerie Nationale, Paris, 1903.

Ce volume complète, par la collection des textes législatifs en vigueur dans les principaux pays, l'étude du *Régime fiscal des valeurs mobilières en Europe*, confiée par M. Caillaux, alors Ministre des finances, à M. Jobit, et publiée en deux volumes par ce savant fonctionnaire.

Tous les documents intéressant le fonctionnement des *Bourses* et des *Sociétés par actions* sont présentés suivant l'ordre alphabétique des pays : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suisse, Turquie, États-Unis d'Amérique.

Il y a là une source précieuse à consulter sur toutes les questions de Bourse et de finances commerciales.

LÉON ADAM.

*Guide formulaire pour la déclaration des successions, etc.*, par M. J.-L. Braemt, licencié en droit. — 1 vol. in-8°; Paris, V. Giard et E. Brière; 1907. — Prix : 3 fr. 50.

La loi du 25 février 1901 a rendu assez compliqué le calcul des droits de mutation qui frappent les transmissions de biens par voie de succession. Aussi, M. Braemt a-t-il fait une œuvre vraiment utile en publiant son guide-formulaire, où il a classé dans un ordre méthodique les dispositions relatives aux déclarations imposées aux héritiers des personnes décédées.

Comme l'ouvrage ne s'adresse pas seulement aux juristes de profession, mais qu'il est destiné surtout aux personnes peu versées dans la connaissance du droit, l'auteur a jugé nécessaire de débiter par quelques notions générales et sommaires sur le régime légal des successions testamentaires et *ab intestat*. La première partie du volume n'a pas d'autre objet que de fournir aux intéressés de brèves indications sur les degrés de parenté, sur les divers ordres de succession, sur les droits des héritiers et des légataires, sur les formes des testaments, sur les partages et les rapports et sur le régime des biens entre époux.

La seconde partie est exclusivement consacrée au droit fiscal. L'auteur y expose tout ce qui concerne les tarifs, la forme des déclarations, le délai dans lequel celles-ci doivent être effectuées, la compétence des

bureaux d'enregistrement, les biens qui doivent être déclarés, les pénalités encourues en cas de contravention, la durée de la prescription et le paiement des droits.

Enfin, la troisième partie de l'ouvrage a trait à la rédaction des déclarations. Elle est complétée par une série de formules : modèles de déclarations de succession, de pouvoirs à l'effet de souscrire une déclaration, d'états de mobilier, etc.

L'énumération des matières contenues dans le livre de M. Braemt permet de se rendre compte de l'intérêt pratique qu'il présente et des services qu'il est susceptible de rendre aux personnes appelées à recueillir une succession.

Fernand DAGUIN.

*Les Tribunaux spéciaux pour enfants aux États-Unis*, par M. Édouard Julhiet; *en France*, par M. Henri Rollet; *en Angleterre*, par M. Marcel Kleine; *en Allemagne*, par M. Maurice Gastambide. — 1 vol in-18, Paris. Administration de la revue *l'Enfant*, 13, rue de l'Ancienne-Comédie.

Dans ce petit livre présenté au public par M. le sénateur Bérenger, les auteurs démontrent brièvement que le premier devoir d'un État est d'arracher le plus grand nombre d'enfants possible à la misère et à la corruption morale; puis ils font connaître en une centaine de pages, où chaque ligne a sa portée, les efforts tentés en ce sens par le Nouveau et l'Ancien Continent.

En ce qui touche la sauvegarde de l'enfance, comme sur bien d'autres points, la supériorité des États-Unis est écrasante. Jusqu'à l'âge de 16 ou 18 ans, suivant les lois de chaque État, tout enfant abandonné ou mal surveillé par ses parents, vivant de la mendicité ouvertement ou d'une façon déguisée, courant le risque de devenir vicieux, ayant commis un délit, est déféré à un juge spécial désigné par ses collègues, ou même, comme dans l'Utah, à un simple citoyen choisi par une commission composée du maire, du chef de la police et du superintendant des écoles.

Dans une salle qui lui est réservée, le magistrat, sans aucun appareil, interroge les enfants, cause avec eux et les personnes qui les accompagnent, puis il prend la décision qu'il estime la meilleure, car il n'est lié par aucun texte, il lui est simplement interdit dans la plupart des États de prononcer une peine d'emprisonnement contre les mineurs de moins de 16 ans. Il peut donc les envoyer dans un asile, une école manuelle, un orphelinat, une maison de correction, il peut même les remettre soit à une personne qui demande à les garder, soit aux parents eux-mêmes, mais sous la surveillance de fonctionnaires spéciaux (*probation officers*) salariés ou non, instituteurs ou femmes de bonne vo-

fonté, nommés par lui, soit pour une longue période, soit pour un cas isolé.

Ces commissaires enquêteurs, pivot des tribunaux d'enfants, dressent, tous les quinze jours, dans chaque affaire, un rapport complété par les notes du patron ou de l'instituteur.

Tous les quinze jours également se tient l'audience, ou plutôt la réunion familiale, et le juge maintient l'enfant en surveillance, l'en délivre, le renvoie dans une maison de correction, agit en pleine liberté, n'ayant pour guide que sa conscience.

Résultats matériels : réduction des frais de police, diminution de 90 pour 100 des pertes causées aux Compagnies de chemin de fer par les déprédations des gamins, suppression du vol à l'étalage. Résultats moraux : à New-York, sur 3.377 enfants mis en surveillance, 82 pour 100 sont devenus de braves gens ; à Denver, sur 1180 enfants, 40 seulement ont commis un nouveau délit. C'est donc à juste titre que le Président Roosevelt a pu dire avec l'autorité qui s'attache aux paroles du Maître de la Vie Intense : « Les tribunaux d'enfants bâtissent des caractères ».

La Grande-Bretagne n'a suivi l'impulsion donnée par son ancienne colonie qu'en 1905. Le premier juge spécial a été installé à Birmingham, et cette institution a été adoptée par quinze autres villes d'Angleterre et du pays de Galles, trois villes d'Ecosse et deux villes d'Irlande. De l'autre côté de la Manche, comme de l'autre côté de l'Atlantique, la sanction principale est la mise en liberté sous la surveillance des commissaires enquêteurs.

Le nouveau Code civil allemand ne pouvait manquer de s'occuper de l'enfance. Il est, en effet, évident que la poudre sèche est inutile ou même dangereuse s'il n'y a pas abondance d'hommes sains et bien pensants pour brûler la cartouche. Un juge spécial saisi par une plainte ou procédant d'office exerce son contrôle. Il a à côté de lui *les conseils des orphelins* recrutés parmi les hommes et les femmes de bonne volonté que désigne l'autorité communale et dont les fonctions sont gratuites.

En France, les parlementaires, enlisés dans des problèmes d'une autre nature, ont eu juste le temps de voter, le 12 avril 1906, une loi qui étend jusqu'à 18 ans la faculté pour les tribunaux d'acquitter les enfants poursuivis, s'ils ont agi sans discernement, à la charge de les envoyer dans une maison de correction, ou bien de les remettre à l'Assistance publique, à une institution charitable, à leurs parents, à une tierce personne. On le voit, la seule sanction utile, la mise en liberté surveillée a été omise. Pour remédier à cette lacune un membre du barreau de Paris a trouvé une solution élégante. Il demande en plein prétoire au nom du *Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence* qu'on lui confie tel ou tel enfant cité en justice, le rend à ses parents, et, grâce au con du Préfet de police, obtient que des inspecteurs surveillent ses



pupilles. En quatre mois, cinquante-deux enfants ont été ainsi placés en observation. Nous souhaitons à leur protecteur bonne chance et nous espérons, sans y compter, que son exemple sera suivi.

C. SANSAS.

---

## ERRATA

---

Page 96, 1<sup>re</sup> ligne, au lieu de : « double emploi avec une partie des revenus », lire : « avec l'impôt sur une partie des revenus ».

Page 96, 20<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « les contribuables qui ont moins de 4.000 francs de revenu », lire : « les contribuables qui ont au moins 4.000 francs de revenu ».

Page 100, ligne 23, au lieu de : « par expérience professionnelle », lire : « par expérience personnelle ».

Page 101, ligne 12, M. Hubert-Valleroux répond qu'on se contente des déclarations et justifications des assujettis.

---

*L'Éditeur-Gérant* : F. PICHON

---

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

# DE LÉGISLATION COMPARÉE

---

### SOMMAIRE.

*Séance du 20 février 1907.* — Membres nouveaux. — Ouvrages offerts à la Société. — Observations de MM. V. MARCÉ, R. STOURM, BERTHÉLEMY, Paul LEROY-BEAULIEU et C. CHEUVREUX. — Communication de M. Victor MARCÉ sur l'impôt sur le revenu en Autriche. — Rapport présenté par M. HÉRON DE VILLEFOSSE sur les comptes de M. le Trésorier. — Note sur une proposition de loi sur le sursis conditionnel à l'exécution des peines, déposé à la Chambre des députés de Grèce.

*Réunion des sections.* — Section des langues du Nord. — Section de la langue française. — Section de la langue anglaise. — Section des langues du Midi et de l'Orient.

*Mouvement législatif.* — Australie. — Bulgarie. — Danemark. — Islande. — Grande-Bretagne et Irlande. — Japon. — Paraguay. — Perse. — Suède. — Transvaal. — Vénézuéla.

*Comptes rendus d'ouvrages.* — *Sugli oneri degli enti ecclesiastici soppressi incombenti al fondo per il culto*, par M. Mario Falco; M. P. GOULÉ. — *Revista do Instituto da Ordem dos advogados brasileiros* (t. XVII); M. F. DAGUIN. — *Codice di procedura penale Norvegese*; traduction par M. E. Brusa; M. F. DAGUIN. — *La Macédoine et le Vilayet d'Andrinople*; M. F. DAGUIN. — *Des droits éventuels; hypothèses où ils prennent naissance; nature et effets*, par M. R. Demogue; M. R. NORMIER. — *Histoire des tribunaux de l'inquisition en France*, par M. Tanon; M. F. DAGUIN.

---

### SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1907.

*Présidence de M. Paul LEROY-BEAULIEU, président.*

La séance est ouverte à quatre heures.

Lecture est donnée du procès-verbal de la précédente séance, qui est adopté.

Se sont excusés par lettres : MM. Yves GUYOT, LÉMONON et Paul DE PRAT.

M. le **président** informe l'assemblée que le Conseil de direction a admis comme membres nouveaux, dans sa dernière séance :

MM. AUJAY, avocat à la Cour d'appel, 7, rue Marbeuf (Paris).

BALBIN DE UNQUERRA (Antonio), docteur en droit, secrétaire général du Conseil d'État, calle de Almirante, 25-1°, à Madrid (Espagne);  
CHÉRON (André), docteur en droit, avocat du barreau anglais, 15, rue de Slam (Paris);

COLIN (Paul), avocat à la Cour d'appel, 6, rue d'Angoulême (Paris);  
JAVAL (Henri), avocat à la Cour d'appel, 105, avenue Henri-Martin (Paris);

LA POZA (Avelino Fernandez de), avocat fiscal, substitut à l'« Audiencia », Glorieta de San Bernardo, 4, à Madrid (Espagne);

PERRINA (Enrico), sénateur, professeur à l'Université, via del Majeo, 66, à Naples (Italie);

RASSID-BEY DIM (S. E.), premier Président de la Cour des Comptes, à la Cour des Comptes, à Constantinople (Turquie);

SOURIAC (Alexandre), avocat à la Cour d'appel, 42, rue Barbet-de-Jouy (Paris);

STOURM (René), membre de l'Institut, 218, boulevard Saint-Germain (Paris);

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ DE COÏMBRE (Portugal).

M. le **Secrétaire général** dépose sur le bureau la liste des Ouvrages offerts à la Société.

*Responsabilité des fondateurs et administrateurs de Sociétés anonymes*, par H. Mourat, 2<sup>e</sup> édition; vol. in-8°, offert par les éditeurs, MM. Pichon et Durand-Auzias.

*La peine privée en droit actuel*, par L. Ilugueney; broch. in-8°, offerte par les éditeurs, MM. Pichon et Durand-Auzias.

*L'enseignement économique et social à l'École supérieure des mines*; broch. in-8°, offerte par l'auteur, M. Maurice Ballom.

*La recherche de la paternité et la condition des enfants naturels en Allemagne*, par M. Halevijk; vol. in-8°, offert par S. E. M. le Ministre de la justice de Belgique.

*Le contrôle de l'armée*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. R. Catusse.

*Das Indigenatsrecht im Wiener Frieden Widerlegung der Schrift des Herrn Dr O. Brandt in Kiel*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. H. Matzen.

1° *Le Organizzazioni di lavatori in Italia. Federazioni di Mestiere*; I. *La Federazione dei Cappellai*; II. *La Federazione edilizia*; 2 fascicules, in-4°;

2° *Inchiesta sul lavoro notturno dei fornai*; vol. in-4°;

3° *Dati statistici sul mercato del lavoro in agricoltura, nel 1905*; broch. in-4°; offerts par l'Office du travail italien.

*Sveriges Rikets lag* (24<sup>e</sup> édition); vol. in-8°, offert par l'auteur, M. W. Uppström.

*Le droit international au XX<sup>e</sup> siècle, ses progrès et ses tendances*, par L. Poincard; vol. in-8°, offert par « La Science sociale ».

*Lois suisses sur le recouvrement des dettes et la faillite...*; vol. in-4°, offert par l'auteur, M. Cuyllits.

1° *De l'obligation alimentaire dans les principaux codes de l'Europe*;

2° *De la puissance et de la tutelle paternelles dans les principaux codes de l'Europe*;

2 brochures in-8°, offertes par l'auteur, M. Ernest Lehr.

B. Raynaud : *Droit international ouvrier*; vol. in-8°, offert par l'éditeur, M. Arth. Rousseau.

*Tableau général du commerce et de la navigation. (Année 1905.)*  
I. *Commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères*; vol. gr. in-4°, offert par M. le Directeur général des Douanes.

*Funerali*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. le prof. M. Ricca-Barberis.

1° *Toesca di Castellazzo. L'Ammortizzazione del prezzo dell'avviamento di un' azienda e l'imposto di ricchezza mobile*; broch. in-8°;

2° *Carattere e fondamento della responsabilità personale in solido e senza limitazione dipendente dall'operare per le Società irregolari*; memoria di L. Abello; broch. in-8°;

3° M. Ravelli : *La rescissione del concordato obbligatorio*; broch. in-8°;

4° C. Toesca di Castellazzo : *Ancora sull' ammortizzazione del prezzo del avviamento di un' azienda e criteri d'interpretazione delle leggi d'imposta*; broch. in-8°;

5° D<sup>r</sup> R. Ragozzoni : *Le condizioni relative al matrimonio nelle disposizioni del ultima volontà*; broch. in-8°;

6° D<sup>r</sup> R. Ragozzoni : *L'interesse ad agire e le azioni d'accertamento*; broch. in-8°;

7° R. Fubini : *Dell' errore sul nome dell' autore di un quadro*; broch. in-8°;

8° Fr. Ruffini : *Note esegetiche intorno all' art. 299 della legge comunale e provinciale*; broch. in-8°;

9° Prof. M. Sarfatti : *Rivista di giurisprudenza commerciale straniera. (Stati Uniti d'America) 1904-1905*; broch. in-8°;

10° Carena. *Della prescrizione della cambiale in bianco nel rapporto fra emittente e prenditore*; broch. in-8°;

11° G. Dina : *Sulla cessione di brevetto nullo nei rapporti fra cedente e cessionario*; broch. in-8°;

12° J. Turola : *Classi e partiti*; broch. in-8°;

13° F. A. Cattaneo : *Le sostituzioni pupillare ed esemplar nel Digesto...*; broch. in-8°;

14° M. Falco : *Su gli oneri religiosi degli enti ecclesiastici soppressi incombenti al fondo per il culto*; broch. in-8°;

15° A. Dogliani : *La municipalizzazione dei pubblici servizi*; broch. in-8°;

15 broch. in-8° offertes par l'Istituto di Scienze giuridico-politiche, de Turin.

*Società reale di Napoli. Rendiconto delle tornate dell' accademia di Scienze morali e politiche, Anno 1905*; vol. in-8°, offert par l'Académie des Sciences morales et politiques de Naples.

1° Cour de Cassation : *Enquête de la Chambre criminelle. Affaire Dreyfus, 2° revision*;

2<sup>o</sup> *Cour de Cassation : Réquisitoire de M. Baudouin, procureur général. Affaire Dreyfus, 2<sup>e</sup> revision;*

3 vol. et un fascicule grand in-4<sup>o</sup>, offerts par M. le Procureur général Baudouin.

*Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1904; Documents principaux;* vol. grand in-4<sup>o</sup>, offert par la Direction générale des chemins de fer.

*Seconde Lettre ouverte aux membres de la Société de législation de Port-au-Prince;* broch. in-8<sup>o</sup>, offerte par l'auteur, M. A. Firmin.

*Recueil général des lois et arrêts. Jurisprudence du XIX<sup>e</sup> siècle (1791-1900),* 20<sup>e</sup> vol. 1898-1900; vol. in-4<sup>o</sup>, offert par les éditeurs, MM. Larose et Tenin.

*Administration des Monnaies et Médailles. Rapport au Ministre des finances, 1906;* vol. in-8<sup>o</sup>, offert par l'auteur, M. Arnauné.

*Estudos de Direito commercial;* vol. in-8<sup>o</sup>, offert par l'auteur, M. J.-F. Azevedo e Silva.

*Anuario de legislacion ecuatoriana, correspondiente a 1904-1905;* 2 vol. in-8<sup>o</sup>, offerts par le Gouvernement de l'Équateur.

*Die Beitreibung von Schuldforderungen in Frankreich;* ouvrage offert par l'auteur, M. Ernest Eisenmann.

**M. V. Marcé**, *Conseiller référendaire à la Cour des Comptes*, a la parole pour présenter une observation sur la communication de M. Berthélemy.

M. Marcé, en examinant le nombre des exemptions de l'impôt sur le revenu en Prusse, tel qu'il est indiqué dans la très intéressante communication de M. Berthélemy, a été frappé d'une différence profonde entre l'assiette de l'impôt en Prusse et cette assiette en Autriche.

En Prusse, a dit M. Berthélemy, « l'Einkommensteuer porte à peine sur la moitié des contribuables prussiens 20.474.000 exemptions. »

En Autriche, la *Personaleinkommensteuer* ne porte que sur 3,50 pour 100 du nombre des habitants; le nombre des contribuables à cet impôt est de 955.006, et, si l'on ajoute aux contribuables les membres de leurs familles, le pourcentage du nombre des personnes frappées par l'impôt par rap-

port à l'ensemble de la population n'est que de 10,67 pour 100. C'est donc en Autriche une minorité beaucoup plus petite qu'en Prusse qui paie l'impôt sur le revenu. Le faible rendement de l'impôt en Autriche comme aussi le mode d'assiette de l'impôt et les institutions politiques autrichiennes forment contrepoids à ces exceptions si nombreuses.

La parole est donnée à M. René Stourm.

M. René Stourm, *membre de l'Institut*. Nouveau venu dans la Société, mes observations porteront principalement sur la communication de M. Berthélemy, la seule qu'il m'ait été donné d'entendre. J'en ai admiré, comme vous, la clarté et la précision. Mais il est un point sur lequel je demande la permission de revenir. L'orateur a été amené à constater qu'en dépit de son caractère vexatoire et inquisitorial, l'*Ein-kommensteuer* avait été accepté en somme assez facilement, sans provoquer cette révolte, cette indignation, auxquelles on eût pu s'attendre.

Je voudrais en rechercher avec vous les causes.

Trois critiques peuvent être dirigées contre l'impôt allemand, plus spécialement, l'impôt prussien :

1° Son rendement n'est pas considérable, ni en proportion avec la puissance de l'instrument fiscal : actuellement 252 millions, 302 millions en comprenant l'impôt complémentaire. Nous sommes loin des chiffres obtenus en France et en Angleterre.

2° Il ne frappe qu'une minorité de contribuables : 62 p. 100 environ des habitants y échappent.

3° Ses dispositions sont draconiennes.

Cependant il convient de faire observer, au sujet de sa productivité actuelle d'abord, que le fonctionnement de l'impôt, sans cesse amélioré, donne des plus-values constantes; que, dans l'établissement de l'impôt, le système électoral dit des « trois tiers » assure la majorité aux possédants; c'est là une barrière contre les excès et la tendance à la spoliation; enfin, que le tempérament prussien, par nature très discipliné, s'accommode de subir des rapports fréquents avec le fisc, lequel, d'ailleurs, dans la pratique, se montre assez paternel.

Autre point, capital celui-là : l'ancienneté de l'impôt. L'observation démontre qu'un pays ne peut supporter l'impôt sur le revenu qu'à la suite d'une sorte d'apprentissage, d'un long entraînement.

Rappelons comment les choses se sont passées en Allemagne :

La loi de 1820 reposait sur un système plutôt rudimentaire et quasi-familial : division des contribuables en quatre classes seulement, d'après les professions. Dans chaque classe plusieurs degrés, et pour chaque degré un tarif uniforme d'impôt. De ces taxes de classes, les villes (on comptait 132 grandes villes) étaient exemptées. Jusqu'en 1873 on maintint à leur égard les vieilles taxes d'abatage et de mouture. Dans l'intervalle, en 1852, fut promulguée la première loi de l'impôt sur le

revenu, modifiée en 1873 par l'abolition des taxes précitées et une nouvelle division des contribuables en quarante classes. Il faut arriver à la loi de 1891 pour rencontrer l'application de la *déclaration*, conséquence forcée de tout impôt sur le revenu. Auparavant, celui-ci était établi d'après les évaluations d'assesseurs, évaluations dont l'insuffisance avait été maintes fois constatée.

Notons enfin que l'impôt dit *complémentaire* ne date que de 1893.

En Angleterre, même précarité de l'impôt-tax, impôt d'expédient créé en 1798, aboli en 1803, à la paix d'Amiens, rétabli quatorze mois plus tard, supprimé en 1816, à la suite des événements de 1815. En 1848, il fit sa réapparition dans le budget, mais ne fut voté que pour trois ans, et dut subir depuis une série de renouvellements dont le plus long fut de sept ans (1853 à 1860). Aujourd'hui encore il ne fait pas partie du fonds consolidé; il doit être voté annuellement.

En réalité, partout où l'impôt sur le revenu existe, il date de loin : dans le royaume de Saxe, de 1821; en Autriche, de 1802; en Bavière, de 1807; en Italie, de 1862-1864; dans le grand-duché de Luxembourg, de 1842; en Prusse, de 1820; en Wurtemberg, de 1852; en Grande-Bretagne, de 1798. La Suisse et les États-Unis ont, dès leur constitution, connu cet impôt. Ajoutons qu'une législation fiscale ne saurait être séparée du milieu politique et social où elle doit recevoir son application. L'emprunt à nos voisins de leur constitution fiscale en supposerait une foule d'autres opérés dans le sein de leur constitution politique ou sociale. Conclusion : le système de l'impôt sur le revenu ne peut être une innovation brusque, et ce serait une grande témérité que de vouloir abattre d'un seul coup en France 690 millions d'impôts en plein rendement, pour y improviser, en remplacement, le système anglais ou allemand de la déclaration.

**M. Cheuvreux.** M. Berthélemy pourrait-il nous dire si l'impôt sur le revenu a déterminé en Allemagne l'exode des capitaux ?

**M. Berthélemy.** Oui, à une certaine époque. Mais cela n'a pas duré. Au reste, dans l'état fiscal de l'Europe moderne, l'exode des capitaux est un procédé dont on ne tardera pas à reconnaître l'inanité.

**M. le Président Paul Leroy-Beaulieu.** — Il est incontestable qu'en Prusse, cet impôt frappe bien moins durement le contribuable qu'il ne le ferait en France d'après le projet déposé. Le taux est modique, puisque le maximum est de 4 p. 100. Voilà pourquoi l'Allemand montre si peu d'appréhension à son égard. L'évolution si parfaitement décrite par M. Stourm démontre l'origine moyenâgeuse de cette taxe qui n'était d'abord qu'un impôt de classe, de capitation. Au reste, les États du centre de l'Europe ne connaissaient pas les impôts directs impersonnels, tels que ceux qui ont été établis par la Révolution française. Ils ne connaissaient que les impôts directs personnels de l'ancien régime, tels



que la taille, les vingtièmes et autres, qui ont été abolis par la Révolution française. Entre ces États et la France, il n'y a aucune comparaison fiscale à établir. L'essai que l'on veut tenter dans notre pays ne l'a été nulle part. Partout, sauf en Suisse, pays que son morcellement place dans une situation à part, l'impôt sur le revenu se trouve entouré de garanties qui rassurent le contribuable : en Prusse, le Landtag, tout censitaire, composé principalement des représentants des hauts et moyens bourgeois, et la Chambre des Seigneurs en partie héréditaire, en Angleterre, la Chambre des Lords, autant de freins puissants qui feraient défaut dans une démocratie comme la nôtre. Faisons observer d'autre part que l'Einkommensteuer est à la fois stable et modéré. Stable puisqu'il n'a pas varié depuis quinze ans, et qu'auparavant cinquante ans s'étaient écoulés sans changement. Modéré, car même actuellement, avec le système progressif de 1891, son taux ne dépasse pas 4 p. 100. Quant à l'income-tax anglais, sauf dans les années de guerre, il évolue généralement de 2 à 3 ou 4 p. 100. En France, au contraire, on payerait jusqu'à 11 p. 100 sur les valeurs mobilières au porteur, non compris l'impôt complémentaire de 5 p. 100, et d'influents personnages annoncent que ce serait un simple début. D'où panique et exode considérable des capitaux.

Si pareil exode ne se produit pas en Allemagne, c'est en raison, d'une part, des garanties ci-dessus mentionnées, ainsi que du taux modéré et de la stabilité de la taxe, et de l'autre, du rapport plus élevé de l'argent qui, à sécurité égale, donne 1/2 p. 100 au moins, sinon même 1 p. 100 d'intérêt de plus qu'en France.

**M. Victor Marcé**, *Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, Maître de Conférences à l'École des Sciences Politiques*, donne communication d'une **ÉTUDE SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU EN AUTRICHE.**

MESSIEURS,

M. le Secrétaire général m'a demandé de vous faire une communication sur l'impôt personnel sur le revenu en Autriche (*Personaleinkommensteuer*) en me faisant valoir qu'un petit effort me suffirait, ayant publié une étude sur la question (1).

Cette étude messieurs, me dispensera de vous faire un exposé trop long de la législation autrichienne ; et si vous ne me trouvez pas assez complet, ou si vous voulez plus de détails, il vous sera

(1) *La Vie Communale en Bohême*, Guillaumin 1905. La 3<sup>e</sup> partie de cette brochure traite de l'impôt personnel sur le revenu en Autriche.

toujours loisible de vous reporter à cet ouvrage où j'ai suivi pas à pas, article par article, la longue loi de 1896 sur les impôts personnels directs en Autriche. Je resterai aujourd'hui sur les sommets pour ne pas abuser de votre attention et, après l'étude analytique que j'ai publiée, je voudrais arriver à un exposé synthétique de cette législation touffue, et vous montrer ses résultats.

La législation fiscale autrichienne a le défaut d'être compliquée et prolixe,

La partie préliminaire de la loi du 25 octobre 1896 ne comprend que 28 articles, mais ces articles traitent surtout de l'économie budgétaire de la loi, et la législation des impôts personnels directs se trouve en réalité dans les 285 longs paragraphes qui forment la partie essentielle de la loi comme aussi dans l'ordonnance en date du 24 avril 1897 rendue pour l'application de la loi.

L'étude de cette législation n'a tenté personne en France; si l'*Économiste français* de 1899 contient un court article sur la question, les *Notes réunies par la direction générale des contributions directes sur l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les revenus dans les pays étrangers* (Imprimerie nationale, 1894) sont antérieures à la réforme; la belle enquête de M. Jobit, *Le Régime fiscal des valeurs mobilières en Europe*, ne consacre que quelques pages à la *Personaleinkommensteuer*; le Bulletin de statistique du Ministère des finances lui-même nous renseigne bien peu et ne donne pas la traduction de cette longue loi fiscale de 1896.

En Autriche, une série d'opuscules ont été publiés sur les impôts personnels directs dans les trois années qui ont suivi la réforme de 1896, mais, depuis, d'après notre enquête, le livre du baron de Wieser, professeur à l'Université allemande de Prague, 1901, celui de deux membres de l'administration des finances le Dr Oscar Mann, et le Dr Jedlicka, 1904, sont les seules études faites en Autriche sur les impôts directs personnels, et un de nos correspondants de Vienne a pu nous écrire que la presse ne s'occupe plus de ce sujet depuis des années.

Une des raisons en est peut-être la lenteur avec laquelle le Ministère des finances autrichien élabore ses statistiques.

Récemment encore, les derniers documents officiels publiés par le Ministère l'avaient été en 1903 et concernaient les années 1898 à 1902; c'est en novembre 1906 qu'ont paru les *Mittheilungen des K. K. Finanzministeriums* concernant les années

1903, 1904 et 1905 et spécialement les résultats de l'impôt personnel sur le revenu en 1905.

Ces statistiques nouvelles sont très bien faites et du plus haut intérêt, parce qu'elles embrassent les résultats généraux de l'application de la *Personaleinkommensteuer* pendant les huit premières années de sa mise en vigueur, 1898-1905. Tout vient à point à qui sait attendre.

Notre exposé sera divisé en parties. Après avoir fait l'historique du système actuel et montré de quelle évolution et dans quel milieu il est né, nous exposerons le mécanisme assez compliqué des impôts personnels directs en Autriche. Après cette tâche un peu ardue, mais nécessaire, nous arriverons à l'appréciation critique de ce système fiscal en résumant ses traits principaux et en le jugeant d'après ses résultats.

## I. — Historique.

### PÉRIODE ANTÉRIEURE A 1849

Nous avons dit que c'est une loi du 25 octobre 1896 qui a fait en Autriche la réforme des impôts personnels directs. Cette réforme a été faite sans brusquerie après une longue élaboration (1874-1896); elle a été précédée d'une expérience ancienne de l'impôt personnel et progressif. Depuis 1702 la loi admet pour base de l'impôt la déclaration du contribuable avec la déduction des dettes par voie de retenue, du débiteur sur le créancier, et avec des *minima* imposables. De 1799 à 1829 des taxes personnelles (*Klassensteuer*) ont été perçues, graduées d'abord suivant la qualité des contribuables et se proportionnant ensuite à leur fortune en atteignant en dernier lieu, avec une progression de 2 et demi à 20 p. 100 toutes les personnes possédant de 100 à 150.000 florins de rente. Au-delà de ce chiffre, la taxe était de 20 pour 100. En 1829, une ordonnance du 5 octobre supprime ce système progressif outré, revient à l'impôt réel et établit une taxe de consommation combinée avec l'impôt sur les terres, l'impôt sur les maisons et l'impôt sur les bénéfices industriels.

### PÉRIODE 1849 A 1899.

En 1849, à la suite du mouvement politique de 1848 et de besoins d'argent, une lettre patente du 29 octobre 1849 crée un impôt sur le revenu.

Cet impôt était déclaré provisoire par le préambule de cette lettre patente, œuvre de l'Empereur François-Joseph pendant la première année de son règne. Au frontispice de la lettre patente, se trouve en vedette un article premier qui stipule expressément que l'*Einkommensteuer* sera prélevé pour l'année 1850, afin de faire face aux besoins extraordinaires de l'État pendant cette année. Cet impôt provisoire a cependant duré jusqu'en 1896.

Cet impôt a bien le caractère d'un impôt général en ce sens qu'il cherche à frapper tous les revenus séparément et d'une manière différente suivant la source dont ils proviennent, mais il reste cédulaire et n'atteint pas chaque contribuable dans toute l'étendue de son revenu considéré en bloc.

Il coexiste avec l'impôt sur l'industrie, avec l'impôt foncier des propriétés bâties et non bâties et avec une taxe sur le revenu des mines (loi du 28 avril 1862 et ordonnance du 29 mars 1866).

Cet impôt cédulaire et de superposition n'était pas basé sur les signes extérieurs du revenu comme le loyer, il présentait les caractères d'un impôt personnel plutôt que d'un impôt réel. Il comportait des déclarations, un tarif progressif et l'exemption des petits revenus du travail.

DIVISION DES REVENUS EN TROIS CLASSES. — L'impôt de 1849 à 1896 est divisé en trois classes :

1<sup>re</sup> classe. *Revenus industriels et commerciaux* et, d'une façon générale, revenus déjà frappés par un impôt spécial.

Cette 1<sup>re</sup> classe comprenait ainsi d'abord les bénéfices tirés de toute industrie ou commerce déjà frappés par un impôt sur les bénéfices, l'*Erwerbsteuer*, analogue à notre système des patentes fixes.

La 1<sup>re</sup> classe comprenait encore le revenu des exploitations minières ou métallurgiques, les bénéfices retirés par les fermiers de leurs exploitations rurales, les revenus fonciers, pour lesquels l'impôt sur le revenu n'était en réalité qu'une taxe additionnelle à l'impôt foncier *Grundsteuer* et *Gebäudesteuer*.

2<sup>e</sup> classe. *Revenus immédiats du travail*, comprenant les revenus professionnels non frappés par l'impôt sur l'industrie, les traitements, les pensions.

3<sup>e</sup> classe. *Intérêts et rentes* : comprenant les intérêts des prêts ou créances, les rentes viagères représentatives d'un capital. Les dividendes d'actions et parts d'intérêts dans les sociétés n'étaient pas soumis à cet impôt de 3<sup>e</sup> classe, mais le bénéfice

global des sociétés par actions et associations était imposé en bloc à la 1<sup>re</sup> classe.

Les sociétés anonymes avaient bien le droit de retenir sur les coupons le montant de l'impôt ainsi payé par elles en bloc, mais dans la pratique il n'était pas fait usage de ce droit, et il y avait même, la plupart du temps, renonciation formelle à l'exercer (1).

TAUX DE L'IMPÔT. — Le taux de l'impôt variait :

Pour les revenus fonciers il était de un tiers en sus du produit de l'impôt foncier.

Pour les autres revenus on distinguait :

Pour ceux des 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> classes, tarif proportionnel de 5 p. 100.

Pour ceux de la 2<sup>e</sup> classe, tarif progressif de 1 p. 100 pour les revenus de 630 à 1050 florins avec augmentation de 1 p. 100 pour chaque somme de 1050 florins en plus jusqu'à 9000 florins, chiffre à partir duquel le taux ne pouvait plus dépasser 10 p. 100.

L'impôt ainsi calculé s'appelait l'*ordinarium*. Depuis 1868 les lois annuelles des finances ont établi à côté de l'*ordinarium* une taxe additionnelle extraordinaire d'une somme égale à celle de l'impôt proprement dit.

Pour les intérêts de la dette publique qui, comme tous les intérêts ou dividendes, c'est-à-dire comme tous les revenus des valeurs mobilières, n'étaient pas frappés de l'impôt sur le revenu, une loi spéciale du 20 juin 1868 avait prescrit par exception une retenue de 16 p. 100 représentative de l'impôt sur le revenu lors de chaque paiement d'intérêts des titres émis au taux de 5 p. 100, à l'exception des titres désignés par la loi. Les intérêts des emprunts à lots non sujets à conversion des années 1854 et 1860, ceux de l'emprunt de l'année 1864 supportaient, exceptionnellement aussi, une retenue de 20 p. 100.

Les provinces, districts et communes étaient autorisés à voter des impositions additionnelles à l'impôt sur le revenu comme aux autres impôts directs.

EXEMPTIONS. — La lettre patente de 1849 prescrivait une quantité d'*exemptions absolues*, accordées quel que fût le chiffre de revenu.

Citons, dans la 1<sup>re</sup> classe des revenus industriels le revenu des

(1) Jobit, p. 134.

exploitations rurales non affermées mais seulement en ce qui concerne leurs produits bruts et la vente de ces produits; le revenu des lignes de chemins de fer pour des périodes fixées par les actes de concession; les revenus des professions artistiques, du professorat libre.

Citons, dans la 2<sup>e</sup> classe des revenus du travail, la solde des officiers et soldats, le revenu des ouvriers auxiliaires, domestiques, hommes de peine travaillant moyennant une somme fixe payable dans un certain délai ou à tâche; les salaires quotidiens des ouvriers ou journaliers ordinaires.

Dans la 3<sup>e</sup> classe, les intérêts des dépôts des caisses d'épargne, le revenu des sociétés d'assurances mutuelles ouvrières.

Des exemptions *relatives* étaient aussi accordées.

Dans la 1<sup>re</sup> classe il n'existait pour les personnes physiques aucune exemption concernant un minimum d'existence. Cependant le revenu net des sociétés industrielles et commerciales n'était impossible qu'autant qu'il excédait 300 florins; quand le revenu des sociétés dépassait 300 florins, les premiers 100 florins supportaient 3 dixièmes de la contribution, les deuxièmes 100 florins les 5 dixièmes, et le surplus du revenu net la totalité de l'impôt.

Dans la 2<sup>e</sup> classe, revenus du travail, les revenus annuels inférieurs à 630 florins sont exemptés.

Pour la 3<sup>e</sup> classe, intérêts et rentes, est exempte la personne dont le revenu annuel, sous déduction des dettes, ne dépasse pas 315 florins.

MODE DE PERCEPTION. — L'impôt était perçu d'après un système mixte : par voie de retenues et par voie de rôles nominatifs après déclaration.

Par voie de retenue :

Les caisses et personnes tenues de payer aux ayants droit des revenus compris dans la 2<sup>e</sup> classe (revenus du travail) devaient calculer et retenir, au moment même du paiement, l'impôt afférent à ces revenus.

De même depuis 1859 l'impôt sur les intérêts des fonds d'État qui, par exception, étaient soumis à l'impôt de la 3<sup>e</sup> classe, était perçu par voie de retenue au moment du paiement par les caisses publiques, sans tenir compte du possesseur ni de l'importance du chiffre des intérêts.

DÉCLARATIONS. — Les contribuables étaient tenus de faire la déclaration de ceux de leurs revenus imposables sur lesquels l'impôt n'était pas perçu par voie de retenue. Ainsi les revenus de la 1<sup>re</sup> classe (industriels et commerciaux) faisaient l'objet de déclarations. Le revenu net annuel était calculé d'après la moyenne des trois dernières années, avec une série de déductions permises, concernant les dépenses, service des intérêts des capitaux engagés, plus-value résultant du travail personnel du contribuable, de celui de sa femme et de ses enfants, logement du contribuable et de sa famille.

Pour les revenus de la 2<sup>e</sup> classe (revenus du travail) la déclaration n'était faite par le contribuable que pour les revenus variables ; pour les revenus fixes, la déclaration incombait à l'établissement ou à la personne qui payait le contribuable et retenait l'impôt et non à celui-ci. Pas de déclaration pour les traitements fixes des fonctionnaires publics.

Pour les revenus de la 3<sup>e</sup> classe (intérêts et rentes) les déclarations devaient énoncer le montant des capitaux prêtés, le taux de l'intérêt, le nom et le domicile du débiteur.

Les déclarations étaient contrôlées par une commission locale au chef-lieu de chaque district et dans les grandes villes. Cette commission, nommée par le Statthalter de la province, était composée de 4 membres dont deux étaient des fonctionnaires de l'administration des finances et les deux autres des contribuables dignes de confiance, *Vertrauensmänner*. Lorsque la commission procédait aux évaluations d'une commune, elle s'adjoignait un membre du conseil exécutif communal, et deux habitants notables de la commune, qui remplissaient le rôle d'experts.

Les autorités fiscales jouissaient de pouvoirs très étendus pour vérifier les déclarations, ayant le droit d'interroger le contribuable et d'exiger de lui un compte détaillé de ses revenus et de ses dépenses, pouvant le forcer s'il était commerçant à présenter ses livres de commerce. Ces autorités étaient tenues de garder le secret sur les déclarations des contribuables et leurs modifications.

#### RÉFORME DE 1896,

En 1896 donc, quand à la place de cet impôt cédulaire et de superposition, qui ne totalisait pas le revenu du contribuable, le législateur a introduit l'impôt sur le revenu global, il avait

devant lui des contribuables déjà préparés, par une longue habitude, à la déclaration avec son cortège obligé de mesures de contrôle plus ou moins vexatoires, à l'impôt progressif, avec des taux très élevés, aux exemptions d'impôt accordées à certaines classes de personnes.

Le contribuable autrichien était accoutumé aux inconvénients inhérents à l'impôt personnel. De son côté, le fisc autrichien était habitué à se contenter de l'à peu près des impôts personnels, il savait déjà avec impartialité taxer un contribuable d'après son train de vie, à l'œil, si je puis dire, sans se borner aux éléments réels, aux facteurs mathématiquement calculables, et en tenant compte des fraudes supposées ou effectives.

Historiquement donc, la réforme de 1896, qui a introduit l'impôt sur le revenu global et totalisé, n'a été qu'une évolution et non une révolution dans les mœurs fiscales autrichiennes. Aussi cet impôt a-t-il pu être introduit sans émouvoir l'opinion.

En 1896, d'ailleurs, la question du compromis financier entre l'Autriche et la Hongrie est à l'état aigu, et absorbe l'attention publique, préoccupée aussi de ce que seront les 75 députés qui entreront en 1897 dans la Chambre future, lors de la première application de la récente loi électorale qui vient de créer une curie nouvelle, celle du suffrage populaire, ou, comme on disait déjà volontiers dès cette époque, du suffrage universel (1).

#### MOTIFS DE LA RÉFORME DE 1896.

La réforme de 1896 est cependant issue du même mouvement d'opinion que la réforme électorale. La réforme fiscale, en effet, a eu deux sortes de motifs, des motifs d'ordre politique et social, des motifs d'ordre fiscal.

*Motifs d'ordre politique.* — Au point de vue politique, la réforme électorale de 1896 fut une concession faite au parti socialiste par une majorité aristocratique et ecclésiastique. La réforme fiscale fut une autre concession faite au même parti par la politique conservatrice du comte Badeni. L'extension aux reve-

(1) Dans sa chronique de la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1896, M. Charmes, traitant de la situation politique en Autriche et de la politique du comte Badeni, ne dit pas un mot de la loi relative à l'impôt sur le revenu.



nus fonciers, industriels et commerciaux, et aux revenus des capitaux mobiliers d'une progressivité limitée jusque-là aux revenus du travail, l'extension à tous les petits revenus d'un dégrèvement limité jusque-là aux revenus du travail, voilà les deux concessions faites au parti populaire.

Rappelons, en effet, que dans le système de 1849, les revenus du travail étaient seuls taxés progressivement et jusqu'à 20 pour 100 avec la taxe additionnelle, alors que les revenus commerciaux et industriels, les revenus fonciers et les intérêts et rentes l'étaient proportionnellement, et au taux de 10 pour 100 pour les revenus commerciaux ou industriels, et les intérêts et rentes.

Le revenu du travail était, au-dessus du chiffre de 9.000 florins, deux fois plus lourdement imposé que le bénéfice industriel ou commercial, ou que le revenu mobilier.

Pour le revenu foncier, l'impôt n'était que proportionnel, et calculé au taux d'un tiers en sus du produit de la contribution foncière.

Dans cet ordre d'idées politiques, l'exposé des motifs du projet du budget de 1892, œuvre de M. Steinbach, ministre des finances fait ressortir, à l'appui de la réforme proposée, l'utilité d'un nouvel impôt qui frapperait des revenus non encore taxés comme ceux des valeurs mobilières et permettrait, par une plus-value considérable dans le rendement des impôts, de dégrever les revenus les plus faibles, soulager les petits patentés et, d'une façon générale, les petits revenus de la première classe de l'impôt de 1849, qui ne jouissaient d'aucune exemption.

Mais, bien qu'ayant été réalisée à titre de concession aux idées socialistes, la réforme est restée en complète harmonie avec le système électoral et constitutionnel de l'Autriche.

L'influence prépondérante des plus haut imposés dans les commissions d'évaluation chargées de l'assiette de l'impôt va être le prolongement dans la sphère fiscale du système électoral de la représentation des intérêts admis à cette époque pour l'État comme pour les Communes.

La récente loi électorale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, n'avait pas brisé les vieux cadres des curies et du régime censitaire pour introduire en Autriche le suffrage universel; le système électoral de la représentation des intérêts était en pleine vigueur.

Dès lors, une étroite corrélation étant d'ailleurs maintenue entre le système fiscal et le système politique, la réforme pouvait être réalisée sans crainte par un gouvernement conservateur qui n'avait pas à redouter la tyrannie des majorités. Avec le système des curies électorales, analogues à nos États de l'ancien régime, avec une Chambre des seigneurs complètement indépendante du suffrage universel, avec le régime monarchique enfin, l'aristocratie et la grande propriété autrichienne ont pu, sans peur du lendemain, faire aux théories socialistes le sacrifice d'un impôt personnel progressif sur le revenu. Elles l'ont pu d'autant mieux que, ainsi que la suite de cette étude le mettra en lumière, le sacrifice n'a pas été énorme et que le rendement de l'impôt personnel sur le revenu, disons-le de suite, n'atteint que 59 millions de couronnes en 1903 sur un budget de recettes de près de deux milliards.

*Motifs d'ordre fiscal.* — La réforme n'a pas été seulement faite pour des motifs politiques, elle l'a été aussi pour des motifs d'ordre fiscal.

L'économie budgétaire de la réforme ne tendait pas à une augmentation de la charge générale d'impôt.

M. de Plener, successeur de M. Steinbach, maintenant dans ses grandes lignes le projet de son prédécesseur, a affirmé que l'État entendait affecter la plus-value attendue du nouvel impôt au dégrèvement des autres impôts et à l'augmentation des ressources des Pays de la Couronne. En même temps qu'on dégrevait, on voulait, en effet, amener les diètes, comme condition de ce dégrèvement, à faire abandon de la faculté qu'elles possédaient de frapper des droits additionnels les impôts d'État. Les Pays ne devaient bénéficier des dégrèvements et de ladite augmentation que si leur diète déclarait renoncer à toute taxe additionnelle frappant l'impôt personnel sur le revenu.

Hâtons-nous de dire que malgré les promesses alléchantes du gouvernement, la charge totale des impôts personnels directs s'est élevée de 84 millions de couronnes en 1895 à 134 millions de couronnes en 1899, 140 millions en 1900, 135 000 000 en 1901 sans que les Pays aient encore profité<sup>(1)</sup> du partage des excédents de rendement, qui leur est promis après tous dégrèvements opérés.

(1) En 1901 du moins, Jobit, *ibid.*, p. 141.

Et la charge totale des impôts directs, tant celle des impôts personnels que celle des deux impôts réels dégrévés, s'est élevée de près de 40 millions depuis la réforme en passant de 238 et 242 millions de couronnes en 1895 et 1896 à 271 et 278 millions de couronnes en 1899 et 1900 (1). Il fallait bien être sûr de n'avoir pas de mécompte financier.

Voici au point de vue des dégrèvements le plan financier de la loi de 1896 :

L'État se réservait en tout état de cause sur l'ensemble des impôts réformés une somme égale au rendement des impôts directs de 1897, plus 2 1/2 p. 100 pour l'année 1898 et 3 p. 100 pour l'année 1899 à titre de réserve, et 1 200 000 florins pour les frais d'établissement des nouveaux impôts.

En sus de la déduction consentie pour l'impôt général sur l'industrie par suite de la fixation d'un contingent, il était accordé, à partir de 1898, une réduction de 10 p. 100 sur les impôts foncier et des propriétés bâties.

L'excédent du produit des impôts sur ces réductions était à répartir à concurrence de 3 millions de florins entre les Pays.

Puis l'excédent de l'impôt dépassant 3 millions devait être employé à augmenter le dégrèvement de l'impôt foncier jusqu'à 15 p. 100, celui de l'impôt sur la propriété bâtie jusqu'à 12 1/2 p. 100 et celui de l'impôt sur l'industrie jusqu'à 25 p. 100. Il y aura lieu ensuite à la remise de la surtaxe de 1/2 pour 100 imposée aux sociétés anonymes, et s'il reste encore un excédent, il sera partagé par moitié entre l'État et les provinces. Dès la première année les excédents ont permis de dégrever de 10 p. 100 les deux impôts fonciers, et de 20 p. 100 l'impôt sur l'industrie; dès la deuxième année de 22,5 p. 100 ce dernier impôt.

En résumé, la réforme ne s'est pas présentée comme une augmentation d'impôts, et elle en a été plus facilement acceptée.

La réforme de 1896 a un autre motif d'ordre fiscal: la fraude énorme qui sévissait depuis longtemps dans la perception de l'impôt sur les revenus.

M. Steinbach, dans son exposé des motifs, dit expressément qu'il se propose de « relever le niveau moral très affaibli en ce qui concerne l'obligation de payer l'impôt » (2).

(1) Jobit, p. 157.

2) Bulletin de statistique du ministère des finances.

Parlant de l'impôt sur les industries combiné avec l'impôt sur le revenu sous le régime de 1849, où le fisc s'attaquait à la Société elle-même et non à l'actionnaire ou à l'obligataire, M. Jobit, constate aussi, et cette constatation ne paraît pas spéciale à la 3<sup>e</sup> classe de l'impôt de 1849 (intérêts et rentes), que : « les Sociétés, en raison de leurs publications annuelles, ne pouvaient échapper au paiement intégral, mais les particuliers ne payaient guère que *le tiers* de ce qu'il devaient(1) ».

Malgré cela, le gouvernement n'allait pas hésiter, sans craindre d'augmenter la fraude, à comprendre dans l'assiette de l'impôt et dans la déclaration personnelle des contribuables les revenus des valeurs mobilières, jusque-là atteints seulement par l'imposition directe des Sociétés.

Nous verrons d'ailleurs plus loin, en recherchant les causes d'infériorité du système autrichien, que la fraude continue de fausser l'assiette de l'impôt personnel sur le revenu de 1896 malgré les nombreux moyens mis en œuvre pour y mettre obstacle.

Disons seulement ici que la fraude énorme que comportait l'impôt de 1849 a été, au point de vue fiscal, une des raisons principales de la réforme de 1896.

## II. — Les impôts personnels directs dans le système actuellement en vigueur.

*L'économie générale de la réforme peut se résumer ainsi :*

Suppression de l'impôt sur les revenus de 1849 avec sa division en trois classes, et de l'impôt industriel de 1812, puis, sans augmentation de la charge totale d'impôt à supporter par l'ensemble des contribuables, substitution à ces deux impôts des cinq impôts personnels directs ci-après :

1<sup>o</sup> Quatre impôts cédulaires :

Impôt général sur l'industrie (*Allgemeine Erwerbsteuer*) ;

Impôt sur l'industrie spécial aux entreprises ou Sociétés tenues de publier leurs comptes ;

Impôt sur les rentes ou intérêts (*Rentensteuer*) ;

Impôt sur les traitements élevés.

2<sup>o</sup> Un impôt de superposition :

(1) Jobit, *ibid.*, p. 138.

L'impôt personnel sur le revenu *Personaleinkommensteuer*.

L'étude de l'impôt personnel sur le revenu, tel qu'il est actuellement assis, comporte quelques indications sur les impôts auxquels il se superpose savoir : l'impôt foncier et l'impôt sur la propriété bâtie dont la législation fiscale subsiste et qui conservent le caractère d'impôts réels, le groupe des quatre impôts personnels nouveaux, les deux impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'impôt sur les rentes et intérêts, l'impôt sur les traitements élevés.

De l'impôt foncier et de l'impôt sur la propriété bâtie nous n'avons pas grand'chose à dire; ils ressemblent à nos impôts français; l'impôt foncier est assis sur un revenu cadastral, qui ne correspond pas au revenu réel. Comme le dit M. Horn dans un article cité par l'*Économiste français*, en Autriche a toujours existé un respect démesuré pour la propriété foncière et cette propriété a toujours été ménagée aux dépens des revenus commerciaux et industriels.

Il nous faut au contraire expliquer le mécanisme de l'impôt général sur l'industrie et de l'impôt spécial aux Sociétés, de l'impôt sur les rentes, de l'impôt sur les gros traitements.

### Impôt général sur l'industrie

A cet impôt est soumise toute personne qui exerce une industrie ou fait des affaires ayant pour but un bénéfice. C'est la patente personnelle. A cet impôt ne sont pas soumises les entreprises ou Sociétés tenues de rendre des comptes publics, qui paient un impôt spécial; les affaires rémunérées par un traitement ou des salaires (sauf l'impôt sur les gros traitements que nous examinerons plus loin), les exploitations agricoles ou forestières que le propriétaire fait valoir sans maison de vente, l'industrie même du fermage des terres si le fermier et sa famille travaillent eux-mêmes, ou avec l'aide temporaire et exceptionnelle de salariés. Le cultivateur est donc exempt de l'impôt. Y est seul soumis le gros fermier qui loue des terres pour une exploitation d'une certaine étendue.

L'impôt sur l'industrie épargne aussi les occupations accessoires dont le bénéfice annuel ne dépasse pas 50 florins, l'enseignement privé donné à titre d'occupation accessoire par des étudiants, par exemple pour subvenir à leurs besoins d'exis-

tence. Peuvent être exemptés d'une année d'impôt sur deux les contribuables dans le besoin qui exercent leur industrie sans personnel ou avec des apprentis.

L'impôt sur l'industrie est un impôt de répartition et, disposition très remarquable et dont nous retrouverons le principe dans l'assiette de l'impôt sur le revenu, les commissions chargées de répartir l'impôt sur l'industrie sont composées en grande partie de représentants élus des contribuables au 1<sup>er</sup>, au 2<sup>e</sup> et au 3<sup>e</sup> degré dans les commissions locales, de *Land*, ou dans la commission centrale des contingents.

Les contribuables d'un même district sont divisés par l'autorité fiscale de première instance, *Steueradministration*, en quatre classes d'après le chiffre de l'impôt payé par eux. La division est ainsi faite :

1<sup>re</sup> classe : Contribuables payant une cote supérieure à 1000 florins.

2<sup>e</sup> classe : Contribuables payant une cote de 150 à 1000 florins.

3<sup>e</sup> classe : Contribuables payant une cote de 30 à 150 florins.

4<sup>e</sup> classe : Contribuables payant une cote ne dépassant pas 30 florins.

Les membres de chaque classe forment dans chaque district une *Société fiscale*, *Steuergesellschaft*.

Pour chaque société d'impôts est constituée une *commission locale de l'impôt sur l'industrie* chargée de répartir entre les contribuables, sous le contrôle d'une commission de *Land*, le contingent de la société fixé préalablement par une commission supérieure des contingents nommée pour six ans, qui fait à Vienne la répartition originaire du contingent total.

Les commissions locales se composent d'un président nommé par le Ministre des Finances et de membres qui, pour moitié, sont élus par les membres de la *Société d'impôts*, pour moitié nommés par le ministre.

L'élection par les contribuables des membres élus des commissions se fait de deux façons. — Les membres de la 1<sup>re</sup> et de la 2<sup>e</sup> classe exercent leur droit de suffrage *directement*; l'élection se fait dans des assemblées électorales au siège de la chambre de commerce ou d'industrie sous la direction d'un commissaire nommé par cette chambre.

Les membres des autres classes exercent aussi directement

leur droit de suffrage dans les villes et localités industrielles qui forment un district de sous-répartition indépendant; dans ce cas l'élection se fait dans des assemblées électorales sous la direction des autorités communales.

Dans tous les autres cas les contribuables exercent leur droit de suffrage par l'*intermédiaire d'électeurs dénommés Wahl-männer*. L'élection de ces électeurs se fait dans des assemblées électorales sous la direction d'un commissaire électoral nommé par l'autorité politique du district. On élit un électeur par 20 contribuables de chaque société d'impôt. Ces électeurs élisent, dans une assemblée dirigée par la même autorité politique, les membres de la commission, qui sont à élire par les contribuables.

Les bulletins de vote sont remis personnellement ou envoyés par la poste.

Ainsi nommée ou élue, la commission classe les contribuables par groupes d'industrie.

Pour la fixation de la proportion dans laquelle doit se faire la répartition entre les contribuables, la commission applique un tarif de classes d'après la moyenne des bénéfices industriels qu'elle attribue d'office à chacun des contribuables. Ce tarif s'élève par petites sommes jusqu'à 1300 florins; il monte ensuite par bonds de 200 florins chacun (§ 32 de la loi).

Quand la commission a achevé sa répartition, son président la communique à l'autorité fiscale de 2<sup>e</sup> instance qui, après vérification, envoie un avis de paiement à chaque contribuable.

La répartition est aidée par des éclaircissements (*Erklärungen*) que chaque contribuable doit fournir, sous peine d'amende, avant le commencement de chaque année, à l'autorité fiscale de 1<sup>re</sup> instance.

Ces éclaircissements doivent porter sur :

- 1<sup>o</sup> Le genre d'affaires;
- 2<sup>o</sup> Le lieu où est exercée l'industrie;
- 3<sup>o</sup> L'état et la valeur locative des locaux servant à l'exploitation;
- 4<sup>o</sup> Le nombre et l'occupation des employés ou salariés;
- 5<sup>o</sup> La nature et la valeur du capital immobilier et du capital d'exploitation;
- 6<sup>o</sup> L'état et le nombre des moyens d'exploitation, moteurs, machines;

6° Les circonstances spéciales dans lesquelles se trouve l'exploitation.

Il est à noter que le chiffre des bénéfices n'est pas demandé au contribuable; il le sera dans la déclaration concernant l'impôt sur le revenu.

Le président de la commission, comme la commission elle-même, vérifie les éclaircissements, en cherchant tous les renseignements nécessaires, notamment auprès des autorités communales; il peut faire comparaître le contribuable, demander une expertise et la visite des locaux industriels et des marchandises.

*L'inspection des livres n'a lieu que si le contribuable l'offre.* Il a le droit de la demander, mais il n'est pas obligé de montrer ses livres et peut s'y refuser. Il n'est obligé dans aucun cas à la divulgation de secrets d'affaires.

Tout contribuable d'ailleurs a le droit de contrôler la répartition de l'impôt. Pour chaque société d'impôts, l'autorité fiscale de 1<sup>re</sup> instance tient un *registre de l'impôt sur l'industrie* qui fait connaître les classes dans lesquelles ont été rangés les contribuables. Ce registre doit pendant quatorze jours être tenu à la libre disposition de chaque contribuable, *zur Einsicht*. Même registre dans chaque commune. Le droit de contrôle a une sanction, puisque les contribuables ont voix au chapitre par l'élection partielle des commissions.

Les commissions locales ne sont pas souveraines. Dans chaque *Land*, on nomme une *commission d'appel* composée d'un président et de membres nommés par le ministre ou bien élus parmi les contribuables par le *Landtag*, ou élus par les Chambres de commerce et d'industrie. Le nombre des membres nommés par le ministre est égal à celui des membres élus par le *Landtag*; la Chambre de commerce élit un nombre moindre de membres, mais le ministre n'a jamais la nomination de la majorité des membres. Ainsi pour la Basse-Autriche, le ministre nomme 6 membres, le *Landtag* 6 membres, la Chambre de commerce de Vienne en nomme 3. Cette commission d'appel statue sur les appels formés devant elle contre les fixations faites par la commission locale et en ce qui concerne les exemptions d'impôts; elle facilite aussi la tâche de la commission des contingents de Vienne. Un recours devant la Cour de justice administrative est ouvert au contribuable et au président de la commission du



*Land* contre les décisions de cette commission, comme aussi contre les décisions que l'autorité financière du *Land* peut être appelée à prendre.

La commission des contingents fonctionne à Vienne sous la présidence du ministre des finances ou de son représentant. Elle se compose, outre le président, de 26 membres, dont la moitié est nommée par le ministre des finances, l'autre moitié par les commissions d'appel de *Land*, de sorte que tous les *Länder* soient représentés. Les élus doivent être choisis parmi les contribuables.

A l'élection faite par les commissions de *Land* ne prennent part que les représentants envoyés dans ces commissions de *Land* par le *Landtag* et les chambres de commerce ou d'industrie.

On voit donc que pour l'assiette de l'impôt sur l'industrie est constamment appliqué le principe de la participation des contribuables eux-mêmes à cette assiette, puisqu'ils élisent la moitié des membres des commissions locales, puisque le *Landtag* est obligé d'élire parmi eux la moitié des membres des commissions d'appel de *Land*, puisque la commission supérieure des contingents elle-même est composée, pour moitié, de contribuables choisis par les membres des commissions de *Land*, qui ont été élus par le *Landtag* ou les Chambres de commerce, puisqu'enfin la publicité du registre de classement des contribuables leur permet de contrôler l'œuvre du fisc et des commissions. Un second principe est appliqué, celui de la séparation étanche opérée et maintenue jusqu'au bout entre les diverses sociétés fiscales. Ce principe témoigne du souci de mettre la minorité des contribuables payant de grosses cotes à l'abri des entreprises possibles de la majorité des contribuables payant des cotes moindres. Ce but est atteint par le groupement des contribuables en 4 classes séparées suivant l'importance analogue de leurs cotes : les plus gros contribuables répartissant entre eux l'impôt assigné à leur société ; les autres contribuables restant chacun dans sa société sans pouvoir rejeter sur la société voisine une part de l'impôt assigné à la leur, obligés de répartir entre eux le contingent de leur propre société.

### Impôt sur l'industrie spécial aux entreprises et sociétés tenues de rendre des comptes publics.

Cet impôt est un impôt de quotité et non plus de répartition ; il frappe toutes les personnes qui exercent dans les royaumes et pays représentés au *Reichsrath* une industrie soumise à la publicité des comptes. Cette formule comprend les entreprises *industrielles*, sociétés par actions ou en commandite par actions, sociétés minières, compagnies d'assurance, institutions publiques de crédit, chemins de fer de l'État, associations industrielles ou agricoles, associations de production, de consommation, de vente, de magasins, de crédit, dans le cas où ces associations ne limitent pas leur exploitation à des opérations faites entre les membres qui les composent et ne sont pas fondées sur la mutualité.

L'impôt s'applique aussi à des entreprises d'utilité générale et même à des associations de mutualité : caisses d'épargnes, institutions d'assurances mutuelles, caisses d'avances créées par un *Land* ou une commune, qui ne se bornent pas à faire valoir leurs capitaux.

De nombreuses exemptions s'appliquent : 1° aux entreprises exemptes en vertu d'une loi spéciale de l'ancien impôt sur l'industrie et sur le revenu perçu avant la loi de 1898 ; les entreprises de chemins de fer sont dans ce cas, en vertu d'une loi du 10 août 1895 ; 2° aux industries d'État, tabac, salines, postes et télégraphes, imprimeries d'État ; 3° aux associations qui reposent sur le principe de la mutualité sans avoir pour but de faire des bénéfices ; 4° aux caisses d'épargne postales ; 5° aux sociétés de crédit et d'avances, caisses d'épargne et de prêts créées conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juin 1889 ; il s'agit des *Raiffeisen'schen-Cassen* ; 6° aux associations d'agriculteurs quand le partage des bénéfices n'est pas effectué ou est porté au fonds de réserve.

Certaines de ces associations industrielles ou agricoles ou caisses d'avances faisant des bénéfices ne sont exemptes que si leur bénéfice net ne dépasse pas 300 francs ; ce sont les associations agricoles ou industrielles mutuelles qui ne font d'affaires qu'avec leurs membres, ce sont les caisses d'avances fondées par un *Land* ou une commune qui ne limitent pas leur exploitation à leurs propres capitaux.

ASSIETTE DE L'IMPÔT. — Nous nous rapprochons ici des procédés de taxation appliqués à l'impôt sur le revenu; *déclaration*, calcul du revenu net ou du bénéfice, sans s'en tenir, comme dans l'impôt général sur l'industrie, aux signes extérieurs.

Les longs paragraphes 94 et 95 de la loi s'efforcent de fixer les bases de calcul du bénéfice; malgré leur intérêt, il serait trop long de les lire ici et de les commenter. Je ne fais qu'appeler votre attention sur les difficultés de ce calcul, notamment sur les difficultés du calcul des déductions que la loi autorise en ce qui concerne la dépréciation de l'actif compris dans l'inventaire des marchandises ou du matériel d'exploitation, c'est-à-dire l'amortissement du matériel et des marchandises.

La déclaration que la direction de l'entreprise, sous peine d'amende, doit, quatorze jours après l'approbation des comptes, transmettre à l'autorité fiscale de 1<sup>re</sup> instance, doit contenir le bilan complet, les résultats des comptes approuvés, le compte des profits et pertes. Le chef d'entreprise doit fournir à cette autorité tous renseignements et documents de nature à établir le chiffre du bénéfice net. Cette autorité vérifie les déclarations, elle peut procéder à l'interrogatoire du contribuable et à l'audition d'experts. C'est elle qui taxe, sauf recours à l'autorité financière du Land.

Le taux de cet impôt est en règle de 10 p. 100 du revenu net, avec minimum de 1 p. 1000 des capitaux de l'entreprise y compris les obligations, lorsque le profit ressortant des écritures ne donne pas lieu à perception d'une somme au moins égale à ce minimum.

Les sociétés par actions, qui distribuent un dividende supérieur à 10 p. 1000 du capital actions, payent une taxe complémentaire de 2 p. 100 et même de 4 p. 100, si le dividende excède 15 p. 100.

Les caisses d'épargne sont imposées à 3 p. 100 pour un bénéfice de 10 000 florins, à 5 p. 100 de 10 000 à 100 000 florins, à 7 1/2 p. 100 de 100 000 à 200 000 florins, à 10 p. 100 au-dessus de ce chiffre, qui n'est dépassé qu'à Vienne.

### Impôt sur les rentes ou les intérêts (Rentensteuer).

La *Rentensteuer* remplace la 3<sup>e</sup> classe de l'impôt de 1849, la classe qui comprenait les intérêts et rentes sans atteindre les

dividendes et intérêts mêmes, les coupons payés par les sociétés, lesquelles supportaient un impôt sur leurs bénéfices.

Cette 3<sup>e</sup> classe de l'impôt de 1849 avait donné de mauvais résultats; M. Steinbach, dans son exposé des motifs de la loi de 1896, a dit de l'impôt de cette classe qu'il était une pure mystification fiscale. Destiné à frapper les créanciers, observait M. Steinbach, il ne frappe que les débiteurs. Son produit baissait chaque année (1).

L'exposé des motifs de la loi de 1896, constatant le mauvais rendement de la 3<sup>e</sup> classe de l'impôt sur les revenus de 1849, fait valoir que « pour donner à la nouvelle *Rentensteuer* un rendement effectif qu'on n'a pas atteint jusque-là, un abaissement important du taux de l'impôt paraît s'imposer.

C'est dans ce but que pour la masse principale des capitaux soumis à l'impôt sur les rentes, le taux très modéré de 2 p. 100 a été établi, alors que le taux de 10 p. 100 en vigueur jusque-là n'est conservé que pour certaines catégories de revenus et exclusivement pour les catégories qui déjà étaient imposées à ce taux élevé, non seulement en droit, mais aussi en fait et à l'égard desquelles un motif suffisant de modération d'une charge d'impôts à laquelle elles étaient habituées existait d'autant moins que le cours des valeurs intéressées était basé depuis longtemps sur cette charge d'impôts.

La *Rentensteuer* a pour but de frapper le revenu des capitaux mobiliers, qui jouissait dans la plupart des cas d'une exemption complète d'impôt. Cet impôt frappe tous les intérêts et rentes. A lire la loi, il frapperait les arrérages des fonds d'État, les intérêts des obligations et les dividendes des actions des compagnies de chemins de fer. Mais la loi continue à réserver les droits acquis en vertu de lois spéciales et ainsi presque tous les fonds d'État sont exemptés de l'impôt.

Cependant, des rentes publiques (obligations d'État) sont soumises à la loi du 20 juin 1868, § 1 qui stipule une retenue ou déduction de 16 p. 100 (unification de la dette publique) à exercer lors de chaque paiement d'intérêts des titres de la dette consolidée émis au taux de 8 p. 100, à l'exception des titres désignés dans le § 2 de la loi.

Supportent une retenue de 20 p. 100 les intérêts des emprunts

(1) En 1884, 458.000 florins; en 1890, 309.000 florins.

à lots ou primes, avec tirages, non sujets à conversion, émis dans les années 1854 et 1860.

Les statistiques de 1906 qui omettent de donner le produit de l'impôt ainsi perçu par exception à 16 et 20 p. 100 sur les fonds d'État, donnent le montant des intérêts de la dette publique qui ne sont ni exemptés par des lois spéciales, ni frappés d'un taux plus élevé que le taux normal, qui est de 10 p. 100 pour les titres de la dette publique.

Ce produit est insignifiant, il s'élève en 1903 comme en 1904 à 2000 couronnes ayant été perçu sur 20 000 couronnes de revenu payées à un seul contribuable.

De même les intérêts des obligations émises par les Pays, et divers fonds publics, ont produit à 10 p. 100, en 1903, 433 000 couronnes, en 1904, 388 000.

Les intérêts des emprunts des villes ont produit au fisc, à 2 p. 100, 384 000 couronnes en 1903, 389 000 couronnes en 1904.

On peut donc dire que les porteurs de fonds publics autrichiens ne paient la *Rentensteuer* que dans une très faible proportion et très exceptionnellement, des lois spéciales ayant généralement accordé l'exemption d'impôt, et ces lois spéciales ayant été respectées par la réforme de 1896.

A l'impôt sur les rentes sont soumis d'une façon plus effective et générale les revenus, soit d'une propriété, soit de droits de propriété non déjà directement frappés par l'impôt foncier ou des propriétés bâties, ou par l'impôt sur les bénéfices industriels ou sur les traitements. On remarquera dès lors, avec M. Jobit, que les dividendes et intérêts des actions et obligations émises par les sociétés autrichiennes, déjà atteints par l'impôt sur l'industrie, ne sont pas, en principe, soumis à l'impôt (1).

L'impôt frappe ainsi, au taux général de 2 p. 100, les intérêts des emprunts publics ou privés, faits par des particuliers, par écrit ou verbalement, garantis ou non, les emprunts hypothécaires ou sur gage, les emprunts contre simples billets, les comptes courants, cautionnements, dépôts, etc., les escomptes, les rentes viagères; les intérêts et dividendes de valeurs étrangères y compris les valeurs hongroises; mais, quand ces revenus sont déjà frappés à l'étranger d'un impôt sur le revenu, ils sont exempts de l'impôt en Autriche, pourvu que cet impôt demandé

(1) Jobit, p. 145. Pensch, p. 4.

à l'étranger ne soit pas un impôt global, mais un impôt spécial sur le coupon. Cependant un décret du 23 juin 1898 a décidé que les intérêts des valeurs françaises seraient assujettis à la *Rentensteuer*, bien que frappés en France de l'impôt de 4 p. 100 sur les valeurs mobilières, parce que, en France, les intérêts des titres autrichiens sont soumis à l'impôt de 4 p. 100 sans excepter le cas où ces titres sont imposés en Autriche. Au contraire, la rente française qui n'est pas exempte en Autriche de la *Rentensteuer* en deviendrait exempte si elle venait à être frappée d'un impôt spécial en France, mais, par la même raison que ci-dessus, aussi longtemps seulement que la rente autrichienne resterait exempte en France de l'impôt de 4 p. 100 sur les valeurs mobilières.

Si à l'étranger est perçu sur les intérêts et dividendes de sociétés étrangères, un impôt analogue à celui qui atteint les bénéfices des sociétés anonymes, *Erwerbsteuer*, cet impôt suffit pour soustraire ces intérêts et dividendes à la *Rentensteuer*.

La *Rentensteuer* frappe aussi, au taux de 3 p. 100, le loyer des entreprises industrielles affermées, comme les exploitations d'hôtels; au taux de 1 1/2 p. 100, les intérêts des dépôts dans les caisses d'épargne, dans les caisses des associations industrielles et agricoles ou dans les caisses d'avances

Il faut citer les principales exemptions accordées à l'État et aux Pays, aux communes et districts pour les intérêts de fonds provenant d'impôts, ou d'emprunts temporairement ou non encore employés, aux établissements de bienfaisance, aux caisses d'épargne postales en tant qu'elles touchent des intérêts ou rentes, aux sociétés industrielles ou agricoles mutuelles, ne faisant d'affaires qu'avec leurs membres et exemptées déjà de l'impôt sur l'industrie (sociétés de crédit et d'avances du type des *Raiffeisen'schen Cassen*). Notons aussi l'exemption accordée aux personnes dont les revenus soumis à l'impôt sur les rentes, ou seuls, ou joints à leurs autres revenus *ne forment pas un revenu total annuel supérieur à 600 florins*.

Je passe bien des distinctions touchant la question de savoir si tel intérêt ou rente est soumis à l'impôt. La question est délicate; aussi, conseille-t-on aux contribuables, comme un acte de prévoyance de comprendre dans leur déclaration du revenu mobilier toutes les rentes sur l'exemption desquelles il y a doute.

*Mode de perception.* — C'est, en effet, au moyen d'une *déclaration*, pareille à celle à faire pour l'impôt personnel sur le revenu, que les contribuables doivent faire connaître tous les revenus soumis à l'impôt sur les rentes non perçus au moyen d'une retenue de l'impôt par le débiteur.

La déclaration doit comprendre notamment les intérêts des valeurs étrangères à l'Autriche, y compris les hongroises, qui sont soumis en règle générale à la *Rentensteuer*, quand des ententes spéciales n'ont pas été faites avec les gouvernements étrangers, et ils doivent sans exception être compris dans les déclarations de cet impôt.

La déclaration doit comprendre même les intérêts des valeurs étrangères que le contribuable croit exemptes d'impôt, par le motif que déjà à l'étranger ils sont frappés d'un impôt sur la rente, le coupon, la fortune mobilière, ou l'impôt sur le revenu.

L'autorité fiscale est autorisée à réclamer une déclaration dans un délai minimum de huit jours à toute personne qu'elle estime jouir de revenus soumis à l'impôt. Elle vérifie les déclarations; elle peut demander aux contribuables de les justifier par la présentation des documents sur lesquels elles reposent; elle peut les convoquer pour une discussion verbale.

Mais une déclaration n'est pas demandée en ce qui concerne les intérêts et rentes pour lesquels l'impôt est perçu par voie de retenue faite par le débiteur au moment du paiement. Cette retenue doit être faite par les caisses de l'État, des *Länder* et des fonds publics, des districts et des communes, par les caisses des entreprises ou sociétés tenues de rendre des comptes publics. Ces caisses versent le montant de l'impôt qu'elles ont ainsi retenu aux caisses du Trésor dans les quatorze jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre, mais la plupart des valeurs autrichiennes sont exemptes de l'impôt(1). Parmi les titres qui subissent une retenue effective, citons les obligations des Chemins de fer du Sud de l'Autriche, et celles de la Ville de Vienne de 1894. Trois valeurs autrichiennes seulement concernant des emprunts privés sont soumises à déclaration.

(1) Pour savoir si telle ou telle valeur est exempte de l'impôt sur les rentes, il faut examiner la teneur de la loi qui a autorisé l'émission de cette valeur; une brochure a été publiée à cet effet par un fonctionnaire du ministère des finances (*Unsere Wertpapiere und die neue Rentensteuer*, par le Dr Rudolf Pensch, Vienne, 1897). Cette brochure énumère les principales valeurs autrichiennes et en regard de chaque valeur est indiquée la disposition légale qui la soumet à l'impôt ou l'en exempte.

Les intérêts passifs sont déduits du revenu imposable dans certains cas; les charges qui grèvent une rente, les intérêts passifs qui diminuent les intérêts des comptes courants sont légalement déduits.

La *Rentensteuer* perçue par voie de retenue a produit en 1904, dernière année dont s'occupent les statistiques de 1906, un impôt s'élevant à 5.550.000 couronnes sur un revenu total de 380 millions de couronnes. Sur ce chiffre, 3.562.000 couronnes ont été fournis par l'impôt de 1 1/2 p. 100 sur les intérêts de dépôts aux caisses d'épargne, etc., s'élevant à 237 millions et demi.

Le montant de l'impôt perçu par voie de déclaration a été de 3.186.000 couronnes sur un revenu déclaré de 155 millions de couronnes. Sur ce chiffre, 2.930.000 couronnes ont été fournis par les revenus des valeurs étrangères et prêts hypothécaires s'élevant à 146 millions et demi.

On a perçu par voie de retenue une somme presque deux fois plus élevée que par voie de déclaration.

Au total, la *Rentensteuer* a produit une somme de 8.736.000 couronnes perçue sur un revenu de 534.419.000 couronnes.

### **Impôt sur les traitements supérieurs à 3200 florins.**

Les personnes qui touchent de l'État, de Sociétés ou de particuliers un traitement ou des allocations s'élevant à 3200 florins et au-dessus doivent payer *en sus de l'impôt personnel sur le revenu* un impôt sur les traitements qui est perçu sans considération des autres revenus.

Cet impôt est perçu d'après un tarif progressif variant de 0,4 pour 100 à 6 p. 100; il est divisé en 9 classes : la 1<sup>re</sup> de 3.200 à 4.000 florins paie 0,4 p. 100, la 9<sup>e</sup> comprenant les traitements de 15.000 florins et au-dessus paie 6 p. 100.

Cet impôt est perçu par voie de retenue faite, lors du paiement, par le débiteur du traitement. Quand le débiteur n'est pas l'État, les sommes retenues dans le cours d'un mois doivent être versées aux caisses de l'État dans les 14 jours qui suivent la fin du mois.

On peut se demander quelle est l'incidence de cet impôt et si, comme dans l'impôt sur les rentes de 1849, le débiteur ne l'a pas supporté en tout ou en partie. Notons en ce sens que la



Chambre des Seigneurs vient d'adopter une loi concernant l'augmentation des appointements des employés de l'État (1).

### Impôt personnel sur le revenu.

C'est à ces divers impôts directs réels ou personnels, qui frappent les diverses branches du revenu, que vient se superposer l'impôt personnel sur le revenu, global et progressif.

Pour la perception de cet impôt il est fait masse du revenu foncier déjà frappé par le *Grundsteuer*, du revenu de la propriété bâtie déjà frappé par le *Gebäudesteuer*, du bénéfice industriel déjà frappé par l'*Allgemeine Gewerbesteuer*, du revenu des valeurs mobilières déjà frappé par la *Rentensteuer*.

Cet impôt de superposition n'est pas adéquat à ces impôts cédulaires, d'abord parce qu'il exempte les petits revenus, lesquels ne sont pas exonérés des impôts cédulaires, sauf de la *Rentensteuer*, d'autre part, parce que abstraction faite du minimum d'existence, il frappe tous les revenus, même ceux qui jouissent d'une exemption par rapport à l'un des impôts cédulaires, comme les arrérages de la dette de l'État, comme les titres des compagnies de chemins de fer ou de certaines sociétés privilégiées et, en général, les intérêts et dividendes des titres autrichiens qui ne paient pas la *Rentensteuer*.

C'est bien l'impôt global qui ne comporte par définition aucune exemption autre que celle du minimum d'existence.

Ainsi, dans le système cédulaire de la loi de 1849, la rente sur l'État, exempte, ne payait pas l'impôt sur le revenu; dans le global de 1896, la rente autrichienne supporte l'impôt, qu'elle soit exempte ou qu'elle paie le taux normal de 10 p. 100 ou le taux exceptionnel de 16 ou 20 p. 100.

Ceci posé, sont soumises à l'impôt, à l'exclusion des personnes morales, les personnes physiques ou réelles ci-après :

Tous les Autrichiens habitant leur pays, que leur revenu provienne ou non d'Autriche.

Les Autrichiens habitant l'étranger, pour le revenu tiré d'Autriche.

Les étrangers, y compris les Hongrois, domiciliés pendant plus d'un an en Autriche, ou qui y résident en vue d'un gain à réaliser

(1) Voir le *Journal des Débats*, du 26 janvier 1907.

au moyen d'une industrie ou d'un travail quelconque paient l'impôt pour le revenu tiré d'Autriche. Leur revenu provenant de l'étranger est exempt si ce revenu est déjà soumis à un impôt global à l'étranger. Le tribunal administratif supérieur, dont il sera question plus loin, n'a pas attribué ce caractère d'impôt global à l'*income tax* anglais ni aux impôts de même nature appliqués en Italie et en Hongrie. Les étrangers domiciliés à l'étranger ou ayant résidé moins d'une année en Autriche sans exercer d'industrie ou de profession, ne paient l'impôt que s'ils tirent un revenu d'immeubles ou droits réels ou d'une industrie ou entreprise situés en Autriche, ou d'une caisse d'État autrichienne.

Le fait de posséder des actions ou titres similaires d'une entreprise n'est pas considéré comme conférant la propriété d'une partie de cette entreprise, et, partant, n'oblige pas au paiement de l'impôt l'étranger domicilié à l'étranger ou dans une situation équivalente.

La loi de 1896, § 283, autorise le gouvernement à conclure avec les États étrangers des conventions basées sur le principe de la réciprocité. Une convention passée avec la Prusse, le 24 juin 1899, stipule que le revenu des immeubles ou entreprises sera seul frappé dans le pays de la situation des biens, le revenu des valeurs mobilières dans le pays où la personne est domiciliée.

*Tarif et exemptions.* — Le tarif est très compliqué : il divise d'abord les contribuables en un grand nombre de classes, 65 classes, depuis 600 florins (3 florins 60) jusqu'à 48.000 florins (1860 florins). Pour les revenus supérieurs à ce chiffre, l'impôt s'accroît de 100 florins par 2.000 florins de revenu jusqu'à 100.000 florins. Pour 105.000 florins de revenu, l'impôt est de 4.650 florins et s'élève de 250 florins par 5000 florins de revenu.

Le taux de progression commence à 0,6 p. 100, un peu plus de 1/2 p. 100, et s'élève d'après une progression asymptote sans jamais atteindre 5 p. 100.

Ainsi un contribuable qui possède un revenu de 600 à 625 florins, paie 3 florins 60, soit 0,6 p. 100 de revenu. A 1000 florins le taux est d'à-peu-près 1 p. 100, 9 fl. 20; à 3000 florins, il est à peu près de 2 p. 100 (55 florins); à 10000 florins, à peu près de 3 p. 100 (291 florins); à 60 000 florins, un peu plus de 4 p. 100 (2.460 florins); à 200.000 florins il est de 9.400 florins; à 300.000 florins de 14.400 florins et ainsi de suite.

Le tarif est donc, progressif, avec un maximum légal. Ce maximum est plus élevé qu'en Prusse, où il est de 4 p. 100.

*Exemption du minimum d'existence.* — Les personnes dont le revenu total ne dépasse pas 800 florins ou 1200 francs en chiffres ronds sont exemptes de l'impôt sur le revenu.

Ce chiffre est un peu supérieur à celui adopté en Prusse, de 900 marks, soit 1125 francs.

D'autres exemptions ou modérations sont admises.

Sont exemptes de l'impôt : l'Empereur et les membres de la maison impériale en ce qui concerne leurs apanages, les agents diplomatiques accrédités à la Cour impériale et royale, les consuls des puissances étrangères ne possédant pas la qualité d'Autrichien, les fonctionnaires et serviteurs étrangers employés dans les ambassades et les consulats, les officiers et les soldats pour leur solde.

Des *modérations* sont accordées pour le revenu apporté au ménage par le travail des enfants, ou à raison du nombre des membres de la famille, ou à raison des circonstances particulières portant préjudice à la situation du contribuable.

Pour déterminer en effet le revenu imposable du chef de famille on ajoute à son revenu celui des membres de la famille ou plus exactement du ménage, à la condition que le revenu soit à la disposition du chef de famille et puisse servir aux dépenses du ménage. Les collatéraux ne font pas partie du ménage.

Lors donc que dans un ménage dont l'ensemble du revenu ne dépasse pas 2000 florins, le ménage comprend, outre la femme, plus de deux membres n'ayant aucun revenu indépendant, on déduit  $1/20^e$  du revenu du ménage pour chaque membre de la famille en plus de ce nombre. Le ménage en ce cas doit gagner au moins une classe.

Voilà pour les familles nombreuses.

Les ménages où la femme et les enfants travaillent sont aussi dégrévés, lorsque la femme ou d'autres membres de la famille apportent par leur travail un revenu au ménage. Ce revenu est déduit à concurrence d'une somme de 250 florins pour chaque membre apportant ainsi son contingent, quel que soit le nombre des membres de la famille.

Enfin on tient compte des circonstances malheureuses qui peuvent diminuer les facultés des contribuables dont le revenu

ne dépasse pas 5000 florins pour leur accorder un abaissement de trois classes au plus. Parmi ces circonstances citons une charge extraordinaire dans l'entretien ou l'éducation des enfants comme une infirmité; la charge d'une maladie, l'obligation de subvenir à des parents sans ressources, le fait d'être endetté, une convocation au service militaire.

Pour les contribuables des trois premières classes, l'exemption de tout impôt peut être demandée en se fondant sur les mêmes circonstances.

Enfin dans la liste des contribuables ne sont pas compris les propriétaires fonciers qui n'ont pour revenu que leur exploitation agricole dans le cas où le revenu cadastral de leur propriété n'excède pas 250 florins. Cette limite peut être portée à 300 florins par le ministre des finances, eu égard aux circonstances.

#### ASSIETTE

Nous connaissons le tarif de l'impôt, les exemptions ou modérations qu'il comporte; examinons comment il est assis.

C'est par voie de déclaration que toute personne qui a un revenu supérieur à 1000 florins doit faire connaître son revenu; les personnes qui ont un revenu de plus de 600 florins jusqu'à 1000 florins ne sont tenues de faire une déclaration que lorsqu'elles en sont requises.

#### [Établissement des déclarations

*Calcul du revenu net imposable.* — Chaque contribuable a reçu une formule de déclaration. Il s'agit de la remplir, tâche ingrate et malaisée, ainsi qu'on va le voir. Comme le dit le Dr Pensch, vice-secrétaire au Ministère des finances, dans ses intéressants conseils pratiques pour l'application de la loi, le contribuable ne doit pas faire sa déclaration hâtivement, « il doit y consacrer une heure de repos, un moment où il a toute sa tranquillité d'esprit, car la chose n'est pas si simple, et elle est pour lui de la plus grande importance ».

Voici donc un emploi pour le repos hebdomadaire. Le contribuable pourra s'y reprendre à plusieurs fois d'ailleurs; le fisc le prévoit, puisqu'au pied de la première page de la formule de

déclaration un avis imprimé en gros caractères et marqué d'un point d'exclamation fait connaître que les autorités fiscales sont approvisionnées de formules imprimées qui sont remises gratuitement aux contribuables.

Le fisc, à la fin de la formule de déclaration, fait appel aux bons sentiments du contribuable, à sa meilleure conscience, il doit certifier avoir donné ses renseignements *nach bestem Wissen und Gewissen*, en pleine science et conscience.

Supposons donc que cet Autrichien est plein de bonne volonté, voyons ce qu'on lui demande, et cherchons ce que peut être son état d'âme, en présence de cette formule.

On le prie, sous peine d'amende, de remplir deux colonnes, revenu fixe, revenu variable, relativement aux six sources de revenu possibles.

A. *Revenu tiré de la propriété du sol ou foncière, donnée à bail ou prise à bail, revenu tiré des industries agricoles ou accessoires, y compris la valeur des produits agricoles employés dans le ménage*, § 163 et 166 de la loi. Le contribuable autrichien sera déjà dans un grand embarras; pour répondre à la question qui lui est posée, il devra donc rechercher la quantité de pommes de terre, la quantité de légumes, de poulets qu'il a mangés dans l'année; s'il les a achetés, il ne doit pas en compter la valeur, c'est une dépense; s'il les a pris dans son jardin ou sa basse-cour, il doit en compter la valeur, c'est une recette, un revenu. Ce paysan, ce particulier, dira-t-il la vérité, la saura-t-il?

La comptabilité en matières est déjà bien difficile à tenir pour un État ou pour une commune, ou pour un hospice; la fera-t-on tenir à des particuliers?

B. *Revenu tiré des propriétés bâties; loyer tiré réellement de la propriété ou valeur nette d'utilisation des bâtiments habités par le déclarant lui-même ou ordinairement laissés sans rémunération à l'usage d'autres personnes*, § 164 de la loi. Ici la valeur locative est facilement déterminable, c'est le travail qu'exige en France la contribution mobilière ou l'impôt des propriétés bâties.

C. *Revenu tiré des entreprises et affaires indépendantes, y compris la valeur en argent des produits de l'exploitation*

*employés dans le ménage*, § 165 de la loi. Même difficulté d'évaluation que pour les produits agricoles consommés en nature.

D. *Revenu tiré des traitements, salaires, pensions et autres allocations semblables, y compris la valeur en argent des avantages en nature* dus à la fonction, comme aussi des avantages corrélatifs à des dépenses de service après déduction de ces dépenses, § 167, 168 et 202 de la loi.

En Autriche donc, comme en Prusse, ainsi que M. Berthélemy nous l'a montré, on supputera dans les revenus imposables d'un fonctionnaire subalterne la valeur des diners officiels que lui offre son directeur. Ces diners sont des avantages en nature dus à la fonction.

E. *Revenu tiré de la fortune mobilière*, intérêts et rentes de toutes sortes, même s'ils sont capitalisés; dividendes d'actions, intérêts des entreprises industrielles données à bail, bénéfices tirés des actions minières, des escomptes, des loteries, etc., § 169 à 171 et 202 de la loi.

F. Revenus ne rentrant pas dans les catégories précédentes comme par exemple des avantages quelconques dont il n'est pas fait argent.

*Première complication* donc : il faut comprendre dans le revenu le produit des consommations en nature et tous les avantages en nature qu'on peut retirer de sa situation, toutes les jouissances personnelles dont il n'est pas fait argent, mais dont on pourrait faire argent, et qui ont une valeur convertible en argent, ou susceptible d'être évaluée.

*Deuxième difficulté*, qui saute aux yeux en lisant la première page de la formule de déclaration.

Les chiffres d'évaluation du revenu doivent être fournis, lisons-nous au début même de la formule, « *après déduction des dépenses faites pour l'obtention, la protection et la conservation du revenu* », formule vague, élastique, qui prête ou à l'arbitraire de la part du fisc ou à la fraude de la part du contribuable, ou si l'un et l'autre sont pleins de bonne volonté, s'ils veulent faire ou contrôler une déclaration en pleine conscience, le fisc et le contribuable doivent être dans l'embarras le plus grand pour résoudre en chiffres un problème aussi délicat.

Le § 160, 1, de la loi pose le principe en l'appliquant surtout aux exploitations agricoles : On déduit « l'ensemble des dépenses faites pour obtenir, assurer et conserver le revenu, principalement les dépenses d'administration et d'exploitation, y compris les amortissements qui correspondent à la diminution de valeur du matériel d'inventaire ou d'exploitation, ou bien aux pertes de substance ou de cours ou autres pertes survenues au cours de l'exploitation. Doivent principalement être considérées comme des frais d'exploitation ou de conservation les dépenses d'entretien ou de renouvellement des bâtiments agricoles, des habitations des ouvriers et autres annexes de l'exploitation agricole (digues, murs, palissades, chemins, ponts, sources, conduites d'eau, écluses, travaux de dessèchement), et, de plus, les dépenses nécessaires pour entretenir et tenir au complet les troupeaux compris dans l'inventaire de l'exploitation. Le chiffre des amortissements est fixé par experts en cas de doute. »

On déduira les dépenses faites pour la conservation des objets, même celles nécessaires à leur transformation, non celles relatives à une construction nouvelle.

En principe, on ne peut déduire les dépenses destinées à l'amélioration ou à l'augmentation de la fortune, comme la construction de nouveaux bâtiments d'exploitation, ainsi que les améliorations qui ne sont pas exigées purement et simplement pour une bonne exploitation.

Mais s'il s'agit de renouveler des bâtiments, de changer des machines dans le but de faire de nouvelles installations ou une augmentation de l'exploitation, l'ensemble des dépenses ne peut être déduit, il est vrai, mais on peut déduire les dépenses consacrées à la conservation de l'état actuel de la fortune.

Ainsi l'on peut, par exemple, déduire toute la dépense quand, à la place d'une étable qu'on démolit, on construit une nouvelle étable pour le même nombre de têtes de bétail, mais avec une construction meilleure ; on peut déduire toute la dépense quand, à la place d'une vieille machine, on en installe une neuve de même espèce et puissance, mais d'un nouveau système ; au contraire, si le contribuable a construit une étable pour un nombre de têtes de bétail plus grand qu'auparavant, ou, s'il a installé dans une scierie une machine à vapeur à la place d'une machine à eau, ces dépenses ne peuvent être entièrement déduites du revenu.

On déduit, dès lors, dans les limites précitées, les dépenses

faites pour une construction nouvelle, le renouvellement ou l'agrandissement des bâtiments d'exploitation et leurs annexes ou pour l'amélioration et l'agrandissement de l'inventaire.

Dans un autre ordre d'idées les dépenses concernant des membres de sa famille employés par le contribuable à ses affaires d'une façon permanente sont aussi à comprendre dans les frais généraux non soumis à l'impôt. Sont également à déduire les étrennes et autres pourboires donnés aux employés, les gratifications usuelles et les dons faits aux employés des entreprises avec lesquelles le contribuable est en relation.

On voit combien délicat est la détermination des dépenses formant les frais généraux à déduire du revenu brut.

« Dans les dépenses de régie à déduire, *Regieauslagen*, dit Léopold Berg (1), c'est-à-dire dans les dépenses corrélatives à l'industrie ou au commerce, ou aux fonctions exercées, il faut comprendre aussi les gages et les traitements des serviteurs nécessaires à l'exercice de la profession ou de l'exploitation agricole. Mais les gages des serviteurs qui sont employés à la maison à un service personnel ne sont pas déduits. Ainsi, comme dit M. Berg, les gages de la servante qui travaille dans une ferme seront déduits, mais non ceux de la cuisinière qui travaille pour la famille; les gages du domestique de ferme ou du cocher qui travaille dans une entreprise seront déduits, non ceux du domestique privé ou du cocher qui mènera des chevaux de luxe. » On déduira du revenu agricole ou industriel les dépenses de chauffage et d'éclairage des locaux servant à l'exploitation, mais non les dépenses de même espèce concernant des locaux utilisés par le ménage.

3<sup>e</sup> Difficulté; 3<sup>e</sup> Risque de fraude. — La loi autorise aussi la déduction de plusieurs natures de dépenses :

1<sup>re</sup> Les primes d'assurance contre l'incendie, les épizooties, la grêle, les primes d'assurance sur la vie, mais seulement à concurrence de 100 florins pour le contribuable et en plus 100 florins pour sa femme et ses enfants.

2<sup>e</sup> Les versements faits aux caisses de maladies, d'accidents, de vieillesse, d'invalidité, de veuves ou orphelins, de pensions, en tant que le contribuable est obligé à ces versements par la loi ou des contrats,

(1) *Die Oesterreichische Steuerträger*, p. 38.



3° Les impôts directs y compris les centimes additionnels, la participation à des dépenses publiques, aux charges du patronat, les impôts indirects qui sont payés par les affaires.

4° Les intérêts des dettes relatives aux affaires, ou autres dettes.

5° Les autres charges permanentes fondées sur un titre juridique, qui diminuent le revenu (dettes alimentaires, biens réservés).

Une décision du 5 janvier 1906 (R. G. blatt, 1906, p. 14) autorise à déduire du revenu les frais de conservation et d'administration des valeurs mobilières et les primes pour l'assurance contre le danger de perte des valeurs.

Quand les intérêts des dettes ou les charges ne s'élèvent pas à une somme annuelle fixe, on prend la moyenne des trois dernières années.

Au résumé, le revenu est évalué sous déduction des dépenses faites pour l'obtenir ou le conserver, autrement dit, sous déduction des frais généraux, y compris les intérêts des dettes et charges. On n'impose que ce qui reste pour subvenir aux dépenses de la maison ou faire des économies.

Après avoir ainsi calculé son revenu net imposable au moyen des divers éléments de sa comptabilité, le contribuable autrichien est appelé par la formule de déclaration à faire connaître s'il n'a pas quelque modération à demander au titre du travail de sa femme et de ses enfants, ou au titre du grand nombre de ses enfants. En revanche, le contribuable est contraint par la déclaration à jouer ce rôle que notre langue fiscale, toujours correcte, appelle d'un mot discret; la loi l'oblige, sous peine d'amende, à devenir un indicateur. Le bonheur des uns fait le malheur des autres. En déduisant de son revenu les dettes, le contribuable accuse son voisin d'être son créancier; il doit dire quel est ce créancier, où il demeure, afin que le fisc après avoir dégrevé le débiteur, fasse payer le créancier sur l'intérêt de sa créance.

Le contribuable doit aussi indiquer le nom et l'adresse de son employeur, afin que le montant de son salaire ou de son traitement soit contrôlé avec la déclaration de cet employeur, et comme celui-ci comprend les salaires et traitements dans ses frais généraux à déduire de son revenu, on voit l'intérêt de ces renvois d'une autorité fiscale à l'autre. Enfin, la formule de déclaration laisse une grande page et demie au contribuable

pour donner tous autres éclaircissements sur les chiffres précédents. Après avoir été invité à donner les noms des établissements d'assurances et les numéros des polices, la formule finit ainsi : « Ici doivent être principalement donnés les renseignements *détaillés* sur le revenu provenant de la fortune mobilière, sur le revenu non soumis à l'impôt comme aussi sur le revenu qui ne peut être taxé qu'au moyen d'une appréciation. »

J'en ai fini avec la formule de déclaration. Le contribuable autrichien doit passer pour la remplir plus d'un dimanche. S'il est vrai qu'il n'y a ni riches, ni pauvres, mais seulement des gens qui savent ou ne savent pas équilibrer leur budget, c'est-à-dire compter, ce système est excellent, car il doit apprendre à compter. A quel examen de conscience ce contribuable va-t-il être contraint ! Que de calculs, s'il n'a pas tenu au jour le jour sa comptabilité en matières et en deniers ! C'est qu'en Autriche comme en Allemagne, le législateur aime la discipline, la règle ; il a imposé aux communes un bilan annuel, un inventaire, établi non pas avec des valeurs approximatives comme en France, mais avec des valeurs prétendues exactes, et qui joue avec la comptabilité deniers. C'est la comptabilité commerciale imposée à la commune. De même, la loi oblige le particulier comme le commerçant à se recueillir une fois par an, à faire son examen de conscience et puis sa confession au fisc. Confession bien délicate, examen de conscience bien difficile pour un particulier qui le plus souvent ne tient pas de livres de comptes et ne fait pas son bilan.

Ce n'est donc pas sans motif que M. Jobit, après avoir posé le principe des déductions des intérêts, des dettes de toute sorte ou des pertes dans l'exploitation d'une industrie, ajoute : « Il se présente au surplus, en ces matières, de nombreuses difficultés d'appréciation ». (P. 152).

On voit donc quel travail est imposé au malheureux contribuable autrichien. C'est le cas de dire, ainsi que me le demandait le bourgmestre de Carlsbad après m'avoir exposé les impôts dont sa ville est accablée : voulez-vous être propriétaire ici ? Je me suis enfui et cours encore.

J'ai eu d'autant plus raison, que le contrôle des déclarations comporte une forte dose d'inquisition et de vexation.

### Contrôle des déclarations.

Divers renseignements sont donnés à l'autorité fiscale. Nous venons de voir que les propriétaires doivent fournir à l'autorité fiscale un état détaillé de leurs locataires avec le montant des loyers payés, que tout employeur doit fournir chaque année à l'autorité fiscale un état des employés, salariés ou serviteurs, qui sont payés plus de 600 florins par an.

De plus, les chefs de ménage doivent indiquer les personnes faisant partie du ménage qui ont un revenu personnel, s'ils ne l'ont fait dans leur déclaration.

Les autorités fiscales qui ont reçu ces divers documents, et qui sont les autorités du domicile des personnes qui ont établi ces documents, doivent les communiquer aux autorités fiscales du domicile des employés ou de ceux que concerne le document de contrôle. Cette police est très bien faite; l'accroissement de l'impôt perçu ainsi sur le travail en sera la preuve.

*Contrôle par les Vertrauensmänner.* — C'est l'autorité fiscale qui prépare la liste des contribuables présumés. Elle ne peut le faire, c'est là un point essentiel et très intéressant, qu'après entente avec les *Vertrauensmänner*.

Les *Vertrauensmänner* : littéralement « hommes de confiance », dont le nombre est fixé par le ministre des finances pour chaque district d'évaluation, sont élus dans les localités de plus de 10 000 habitants par la *représentation communale*, pour les autres localités par la *représentation de district* et, s'il n'en existe pas, par le *Landesausschuss*. Ce sont donc les hommes de confiance non du fisc, mais des contribuables, puisqu'ils sont issus de leurs représentants.

Le rôle de ces *Vertrauensmänner*, hommes de confiance des contribuables, mérite d'être précisé. C'est le contrôle de l'agent du fisc par le contribuable, organisé à la base même de l'assiette de l'impôt.

L'autorité fiscale doit convoquer les *Vertrauensmänner* par écrit, et un récépissé doit leur être demandé. Leur rôle n'est que préparatoire il est vrai, parce que c'est la commission d'évaluation qui a la décision, mais il n'en est pas moins important. Ils préparent, de concert avec les agents du fisc, la base même de l'impôt, et, à cet effet, ils sont saisis des documents de contrôle

établis par les propriétaires et les patrons, comme des feuilles préparées par l'autorité fiscale en ce qui concerne chaque personne présumée contribuable. Si l'entente ne peut se faire entre les agents du fisc et les *Vertrauensmänner* ou entre les *Vertrauensmänner* eux-mêmes, la personne pour laquelle il y a doute doit être portée sur la liste des contribuables avec mention expresse de la divergence d'opinion à laquelle ladite personne a donné lieu.

De même, les *Vertrauensmänner* ont le droit de demander que des personnes, au sujet desquelles l'autorité fiscale n'aurait pas préparé de feuille d'impôt, soient comprises dans la liste, et le motif allégué par le *Vertrauensmann*, qui a requis l'inscription d'une personne sur la liste, doit être mentionné sur la feuille d'impôt. Les *Vertrauensmänner* ont aussi le droit de rectifier sur les feuilles les notices faites par l'administration, ou de faire valoir leurs motifs, d'en contester l'exactitude. Ces rectifications et observations doivent être indiquées sur les feuilles. Tant que la liste n'est pas transmise à la commission d'évaluation, les *Vertrauensmänner* peuvent la compléter.

Si, après la fixation faite ainsi en commun par l'autorité fiscale et les *Vertrauensmänner*, cette autorité découvre des faits en opposition avec l'opinion des *Vertrauensmänner*, elle doit les convoquer de nouveau, quand cela lui paraît nécessaire pour éclaircir un point douteux.

Ainsi l'autorité fiscale marche, dès l'origine de la procédure, sinon toujours de concert avec les représentants des contribuables, du moins à leur vu et à leur su, et les commissions d'évaluation, juges suprêmes de la taxation, seront saisies des dossiers personnels de chaque contribuable après un débat contradictoire préalable libéralement organisé.

Il existait déjà des *Vertrauensmänner* sous l'empire de la loi de 1849, mais ils étaient nommés par le *Statthalter* ou gouverneur du Pays. Ils étaient membres, au nombre de deux, d'une commission locale administrative siégeant au chef-lieu de chaque district et dans les grandes villes, dont les deux autres membres étaient des agents du fisc, nommés aussi par le *Statthalter*. La commission s'adjoignait un membre du conseil communal et deux notables de la commune qui remplissaient le rôle d'experts.

En 1896, ces commissions administratives sont remplacées par les *Vertrauensmänner*, élus par les représentations communales ou de district, et par les commissions d'évaluation élues

pour moitié par les contribuables et dont il est question plus loin.

Nous avons dit que les *Vertrauensmänner* étaient les représentants des contribuables; c'est qu'en effet, le droit de vote pour l'élection de la représentation communale n'est donné aux membres de la commune que s'ils paient un impôt direct. Les *Vertrauensmänner* seront donc les élus des contribuables au 2<sup>e</sup> ou au 3<sup>e</sup> degré, suivant qu'ils auront été élus par la représentation de la commune ou celle du district, qui n'est qu'une représentation communale au 2<sup>e</sup> degré. De plus, grâce au système de la répartition des électeurs communaux en trois corps électoraux, le 1<sup>er</sup> corps composé des gros contribuables payant le 1<sup>er</sup> tiers de l'impôt de la commune, le 2<sup>e</sup> corps des contribuables moyens payant le 2<sup>e</sup> tiers, le 3<sup>e</sup> corps de la masse des petits contribuables payant le 3<sup>e</sup> tiers, les gros contribuables ont dans les assemblées communales proportionnellement plus de représentants que les moyens et ceux-ci que les petits; les assemblées communales qui nomment les *Vertrauensmänner* sont donc des assemblées où l'influence est proportionnelle à la fortune.

On voit la garantie qu'ont les plus fortunés contre les entreprises des moins fortunés.

Néanmoins, l'institution des *Vertrauensmänner* ne paraît pas avoir porté de bons fruits. Un de nos correspondants m'écrit en 1907 que « les hommes de confiance ne justifient pas la foi mise en eux et qu'en conséquence l'administration, en général, attache peu de valeur à leurs affirmations. »

Le baron von Wieser, professeur à l'Université de Prague, écrivait déjà en 1901 : « Autant que j'ai pu m'en convaincre par mes enquêtes, les *Vertrauensmänner* ont été il est vrai consultés pour la première assiette en 1898, mais depuis ils n'ont plus été utilisés que peu. Meyer, dans ses communications de 1898 (p. 750), a dit que dans la première assiette de l'impôt ils ont peu compris leur mission et qu'il espérait que plus tard ils rendraient de meilleurs services, et il pensait qu'un jugement qui condamnerait cette institution serait prématuré. Les résultats acquis depuis permettent déjà un jugement définitif. »

COMMISSIONS D'ÉVALUATION : *Schätzungscommissionen*  
ET COMMISSIONS D'APPEL : *Berufungscommissionen*.

Une garantie beaucoup plus efficace est donnée à la minorité des contribuables plus fortunés par leur influence dans la composition des commissions d'évaluation à qui appartient la décision sur la question de savoir quelles personnes doivent être portées sur les listes des contribuables, et sur l'évaluation du montant des revenus de chaque contribuable.

L'impôt sur le revenu est assis par des commissions spéciales, de première instance et d'appel. Les commissions de première instance sont les *commissions d'évaluation*, *Schätzungscommissionen* : commissions de district, *Bezirkscommissionen*, pour la circonscription d'un district, ou commissions locales, *Ortscommissionen* pour les villes et les localités industrielles ayant plus de 10 000 habitants.

La commission d'évaluation est appelée à rechercher les éléments du revenu imposable et à fixer l'assiette de l'impôt.

En deuxième instance fonctionnent les *commissions d'appel*, *Berufungscommissionen*, pour tout un royaume ou pour un Land.

*Commissions d'évaluation. Leur composition.* — Le nombre des membres de la commission d'évaluation est déterminé par le ministre des finances d'après l'étendue et l'importance de l'arrondissement. Le président est nommé par le ministre des finances, et les membres de la commission sont par moitié élus par les habitants du district d'évaluation qui sont soumis à l'impôt sur le revenu, par moitié nommés par le ministre des finances.

Des membres nommés par le ministre des finances, la moitié au plus, mais deux au moins, doivent être des fonctionnaires d'État.

Le ministre doit faire ses nominations de manière que, dans chaque district d'évaluation, les différentes sortes de revenus soient représentées également.

*Élection par les contribuables à l'impôt sur le revenu de la moitié des membres de la commission d'évaluation.* — Les

contribuables du district ou de la ville sont divisés en trois corps électoraux comme pour les élections communales.

A cet effet, ils sont classés dans une liste générale en commençant par les plus imposés. A égalité de cote le sort décide le classement des contribuables. Le montant total d'impôt personnel sur le revenu à payer par les contribuables est divisé en trois parties égales. Les contribuables qui paient le premier tiers appartiennent au premier corps, ceux qui payent le deuxième tiers au deuxième, tous les autres votants sont rangés dans le troisième corps. Si le nombre des électeurs de tout le district est inférieur à 42, il n'est formé de la même manière que deux corps électoraux. *Chaque corps électoral élit le même nombre des membres de la commission et de suppléants.*

Le corps électoral des gros contribuables comprenant un très petit nombre d'électeurs aura la même influence que chacun des deux autres corps électoraux qui comprennent un très grand nombre d'électeurs. Nous verrons plus loin, par une statistique, l'influence de la fortune dans la composition des commissions.

Pour la première élection qui a suivi la mise en vigueur de la loi, ont été électeurs tous ceux qui avaient fait la déclaration de revenus prescrite, et l'autorité fiscale a dû prendre, pour base provisoire du classement dans les corps électoraux, les chiffres de revenus déclarés (§ 181 de la loi).

Les élections se font avec des bulletins officiels que les électeurs doivent remettre personnellement ou envoyer par la poste à l'autorité qui dirige l'élection. Les mineurs et les personnes qui ont un curateur exercent leur droit de suffrage par leurs représentants légaux.

Le classement des contribuables de l'impôt personnel sur le revenu dans les divers corps électoraux, œuvre de l'autorité fiscale de première instance, doit être mis à la libre disposition des contribuables au moins quatre semaines avant les élections. Ce délai leur est donné pour présenter leurs réclamations dans les bureaux de l'autorité fiscale de première instance.

*Fonctionnement de la commission.* — Les membres de la commission et leurs suppléants sont appelés à leurs fonctions pour une durée de quatre années.

Le président de la commission dirige les travaux et il est responsable de l'exécution régulière de la loi.

A chaque commission est adjoint par le ministre des finances,

pour y remplir les fonctions de rapporteur, *Referent*, un représentant de son département; ce représentant n'a le droit de voter que lorsqu'il est en même temps membre de la commission.

Les commissions d'évaluation doivent terminer leurs travaux dans les délais fixés par le ministre des finances. Sinon, leurs attributions pourraient être confiées aux autorités fiscales.

Tous les membres de la commission doivent délibérer sans considération des personnes, en pleine connaissance de cause, et *en conscience*; les délibérations sont tenues strictement secrètes. Les membres de la commission et leurs suppléants, qui ne sont pas fonctionnaires d'État, doivent prêter serment.

*Évaluation du revenu.* — L'autorité fiscale de première instance fait connaître au président de la commission d'évaluation les chiffres qu'elle a arrêtés.

La commission d'évaluation a, en ce qui concerne l'impôt personnel sur le revenu, toutes les attributions d'une autorité fiscale. Elle doit vérifier les divers documents concernant la situation des personnes et leur revenu, établis par les *Vertrauensmänner*, les propriétaires, et les patrons, ainsi que les déclarations. Le président et la commission sont autorisés à requérir du contribuable une nouvelle déclaration sous la menace d'une pénalité; ils peuvent citer le contribuable à comparaître personnellement à jour fixe, à fin de discussion des faits et circonstances.

Si des doutes sont élevés à l'encontre de la correction ou de l'exactitude des données comprises dans une déclaration, le président comme la commission sont tenus de requérir du contribuable des éclaircissements écrits ou verbaux, au choix du contribuable. La commission est aussi en droit d'exiger de lui des renseignements écrits ou verbaux en réponse à des questions déterminées.

Pour les dettes, le montant des sommes déduites doit être prouvé d'une façon digne de foi. Il ne suffit pas d'indiquer le nom du créancier, son domicile; on doit aussi, sur la demande de la commission de l'impôt ou de son président, représenter les titres de créance.

Pour les dettes d'affaires qui n'ont trait qu'à l'exploitation, comme les dettes relatives aux marchands, celles provenant de comptes courants, il faut représenter la correspondance et le compte du créancier; il suffit en général que des extraits des



livres soient présentés, sur lesquels la commission fonde sa décision.

Le président et la commission peuvent convoquer des *experts*, qui ne prennent pas part aux décisions; la commission est aussi autorisée à entendre des témoins sous serment et des experts sur des faits déterminés, par l'intermédiaire du tribunal de district du domicile des personnes à entendre.

Les contribuables ont également le droit de demander des expertises sur des points déterminés qui sont pour eux d'une importance essentielle et de proposer la prestation de serment; la commission, ou, si elle n'est pas assemblée, le président, statue sur ces demandes. Sur ces bases, la commission fixe la classe de revenu de chaque contribuable et le chiffre d'impôt correspondant.

Si le contribuable omet de donner suite à une citation devant la commission ou refuse de répondre aux questions à lui posées, la commission peut passer outre et estimer le revenu à un chiffre supérieur à celui de la déclaration.

Si elle estime que le revenu déclaré par le contribuable est trop faible et si elle ne possède pas de documents qui lui permettent de reconnaître exactement le chiffre du revenu à évaluer, la commission doit former son jugement en se basant principalement sur les *signes extérieurs*, avant tout, sur l'ensemble de la situation économique du contribuable, le chiffre de ses dépenses et les rapports entre ses diverses branches de revenu.

COMMISSIONS D'APPEL. — Le recours à la commission d'appel peut être formé contre l'ordre de paiement dans le délai de trente jours.

Les membres et suppléants de la commission, d'appel dont le nombre est fixé par le ministre des finances d'après l'étendue de chaque *Land* et l'importance de l'impôt, sont choisis *parmi les contribuables*, et pour moitié élus par le *Landtag*, pour moitié nommés par le ministre des finances. Dans cette commission les diverses branches de revenus doivent autant que possible être représentées.

Le ministre des finances ne peut prendre parmi les fonctionnaires d'État que la moitié au plus des membres de la commission à sa nomination. Le ministre des finances nomme le président et son suppléant.

La Commission d'appel statue sur toutes les réclamations portées devant elle contre les décisions de la Commission d'évaluation; elle statue en particulier sur les appels formés contre les fixations des bases de l'impôt.

Le contribuable, comme aussi l'autorité fiscale, a le droit de se pourvoir contre la décision de la Commission d'évaluation devant la Commission d'appel.

La Commission d'appel statue. Son président est, en ce qui concerne l'exacte fixation de l'impôt, le représentant des intérêts de l'État. Il a la direction de l'ensemble des travaux de la Commission. Il doit veiller à l'application régulière des bases de l'impôt, s'assurer de l'exacte exécution de la loi par la Commission d'appel. Celle-ci et son président ont les mêmes attributions que la Commission d'évaluation en ce qui concerne l'exacte détermination du revenu des contribuables.

La Commission d'appel n'est pas cantonnée pour sa décision dans les limites des demandes formulées par l'appelant. Si cependant elle estime, sur l'appel du contribuable, que l'estimation doit être modifiée dans un sens encore plus défavorable pour celui-ci, elle doit renvoyer l'affaire à la Commission d'évaluation à fin de taxation nouvelle, contre laquelle le contribuable aura de nouveau le droit d'appel.

Les appels n'ont pas d'effet suspensif en ce qui concerne le paiement de l'impôt.

Contre les décisions de la Commission d'appel un recours reste ouvert devant la cour de justice administrative (*Verwaltungsgerichtshof*). Ce recours peut être formé tant par le contribuable que par le président de la Commission d'appel pour cause d'application irrégulière de la loi ou pour cause de vice de procédure.

Nous avons vu les pouvoirs des commissions d'évaluation.

Terminons par une disposition générale applicable devant tous les organes de taxation, et qui constitue un adoucissement à la législation antérieure.

Toute personne est tenue de fournir aux autorités fiscales ou aux commissions les documents et renseignements nécessaires, de témoigner ou d'expertiser. Mais il n'y a lieu à l'examen des livres d'affaires du contribuable que si celui-ci en fait l'offre, alors que l'autorité fiscale ou la commission estime que les données fournies par ce contribuable ne sont pas dignes de foi

sans l'examen des livres. Le contribuable doit indiquer exactement les faits dont la preuve doit être fournie par ses livres.

L'examen des livres est fait par le président de la commission, ou un membre de la commission qu'il désigne par écrit, sous la condition que ces personnes soient fonctionnaires d'État, ou par un fonctionnaire de l'autorité fiscale désigné également par écrit. L'examen est fait en présence du contribuable ou de son représentant désigné par écrit.

La désignation d'un expert en écritures ou d'un interprète assermenté est faite s'il y a lieu par l'autorité fiscale ou la commission.

Les livres d'affaires doivent, en règle, être transportés dans les bureaux de l'autorité ou au lieu où se réunit la commission, sauf dans des circonstances spéciales, où l'examen peut être fait dans les locaux industriels ou au domicile du contribuable. Un procès-verbal des opérations est établi.

L'examen des livres d'affaires peut être demandé lors du calcul de l'impôt comme dans les procédures d'appel.

L'accès aux locaux industriels n'est permis, sauf accord avec le contribuable, qu'aux fonctionnaires d'État.

#### CONTROLE DE LA TAXATION PAR LES CONTRIBUABLES.

Aux termes du § 217 de la loi, une liste des ordres de paiement, qui contient l'indication des contribuables et le montant de l'impôt sur le revenu qu'ils doivent payer, est laissée *pendant quatorze jours* dans les bureaux de l'autorité fiscale de première instance à la libre disposition (*zur Einsicht*) des contribuables de l'impôt personnel sur le revenu du district dont il s'agit. Cette prescription, qui a été au Reichstag l'objet de débats très vifs, « a pour but de permettre à un contribuable de se convaincre personnellement que l'impôt lui a été exactement appliqué par comparaison avec les autres contribuables (du même district) qui ont un revenu égal (1). »

Un commentateur de la loi fait observer que cette liste n'indique pas le revenu imposé (2), mais il est facile de remonter de la taxe au revenu. Ce texte organise donc bien le contrôle de la taxation par les contribuables eux-mêmes à l'égard des autres contribuables. C'est un contrôle local, car la publicité des listes

(1) Berg, p. 62.

(2) Eerstl, K. K. Steuer-ober-inspector, Die neue allgemeine Ewerbesteuer, Brünn, 1897, p. 55, n° 110.

est limitée à leur examen par les seuls contribuables du district qu'elles concernent.

M. de Schullern-Schrattenhofen, professeur à l'Université de Vienne, dans un article paru dans la *Riforma sociale* de 1897, a considéré cette disposition comme « une des plus fortes garanties pour les contribuables » et estimé qu'« elle servira à adoucir les sentiments de défiance entre les diverses classes sociales ». Il est permis d'en douter. Retenons cependant la bonne intention du législateur. Les masses qui ne paient pas l'impôt sur le revenu n'ont pas le droit d'ailleurs de prendre connaissance des registres.

PÉNALITÉS ET DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIVERS IMPÔTS DIRECTS PERSONNELS. — La loi consacre un chapitre entier aux pénalités qui sanctionnent son application.

Se rend coupable de divertissement, détournement ou vol d'impôt, *Steuerhinterziehung*, celui qui sciemment, dans le but de se soustraire à la loi, dans un éclaircissement qu'il doit légalement donner, ou dans une déclaration, ou dans une réponse à lui posée, ou à l'appui d'un moyen de droit ou de la demande d'une exemption d'impôt, fournit des données inexactes ou se rend coupable d'omissions propres à le soustraire à la fixation légale de l'impôt. Cette disposition est applicable au fondé de pouvoir qui a ainsi agi pour le compte de celui qu'il représente et aussi au patron qui se serait rendu coupable des mêmes faits dans l'établissement des documents qu'il doit fournir.

Le divertissement d'impôt est puni d'une amende variant entre trois fois et neuf fois le montant de l'impôt auquel on a cherché à se soustraire. Quand cette somme ne peut être calculée exactement, on prend le chiffre qui paraît vraisemblable.

A la place de ces pénalités, une amende de 50 florins est encourue, quand il ressort des circonstances que la donnée inexacte a été fournie sciemment, il est vrai, mais non dans le but d'un divertissement d'impôt.

Dans tous les cas, le montant de l'impôt qu'on a cherché à éviter est calculé en sus de l'amende.

Se rend coupable de dissimulation d'impôt, *Steuerheimlichung*, celui qui, obligé à une déclaration, omet de faire connaître dans le délai légal son revenu soumis à l'impôt personnel sur le revenu ou à l'impôt sur les traitements.

La dissimulation d'impôt est punie d'une amende qui varie

entre une et six fois (1) le montant de l'impôt qu'on a cherché à éviter, et, si ce chiffre ne peut être calculé exactement, on l'établit sur des vraisemblances. S'il résulte des circonstances que l'omission n'a pas eu pour but de dissimuler la matière imposable, l'omission n'est punie que d'une amende de 20 florins au maximum.

Les employés et fonctionnaires et les membres des commissions chargés de l'assiette de l'impôt, qui feraient connaître les éléments des revenus d'un contribuable ou un éclaircissement donné ou une déclaration, seraient punis de deux à trois mois de prison et d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 1000 florins. Les fonctionnaires d'État seraient soumis à des peines disciplinaires.

Le propriétaire qui omettrait de fournir l'état de ses locataires ou le donnerait inexactement serait puni d'une amende pouvant s'élever à 200 florins.

Les personnes qui refuseraient à une commission d'évaluation ou d'appel l'accès dans leurs locaux industriels, et l'inspection des annexes destinées à l'exploitation industrielle et de leurs marchandises ou approvisionnements, ou chercheraient à empêcher une enquête, encourraient, dans le cas où la loi pénale générale ne leur infligerait pas une pénalité plus grave, un emprisonnement de deux à quatorze jours ou une amende de 5 à 100 florins.

Les contribuables, les personnes appelées pour donner des renseignements, et les experts, les personnes qui doivent établir des documents de contrôle qui, sans motif d'excuse suffisant, ne donnent pas les renseignements à eux réclamés sur la base de la loi par les autorités fiscales, les commissions ou leurs présidents, peuvent, lorsqu'ils ne sont pas passibles des peines qui sanctionnent le divertissement d'impôt ou la dissimulation de la matière imposable, ou la violation du secret professionnel, être frappés, par les autorités précitées, d'amendes d'ordre ou disciplinaires, *Ordnungs strafen*, pouvant s'élever à 100 florins. C'est cette amende qui est applicable aux manquements à l'observation de la loi punissables d'amendes d'ordre.

*Prescription.* — Les délits ou infractions de la loi sont prescrits après cinq années, sauf les infractions à la loi punies d'amendes d'ordre, pour lesquelles la prescription est de six mois.

*Autorités compétentes pour prononcer les pénalités.* — Aux termes du § 256 de la loi, les affaires concernant l'établissement inexact de rapports par des experts ou autres personnes appelées à donner des renseignements, la violation du secret professionnel ou le refus d'accès des bâtiments industriels, ressortissent aux tribunaux ordinaires compétents pour le jugement des délits et contraventions.

Les affaires ayant trait au divertissement ou à la dissimulation d'impôt, et à l'établissement inexact des listes des locataires, ressortissent à l'autorité fiscale de première instance qui calcule l'impôt.

Contre la condamnation à une pénalité ou contre la fixation de l'impôt complémentaire, un recours est ouvert à l'autorité financière du *Land*. Celle-ci doit statuer sur les recours formés contre les condamnations (sauf contre les amendes d'ordre) dans une assemblée de ses membres, parmi lesquels doivent se trouver au moins deux magistrats de l'ordre judiciaire. Contre les condamnations ainsi prononcées par l'autorité financière du *Land*, est encore ouvert à la partie un recours à la Cour de justice administrative, *Verwaltungsgerichtshof*.

J'ai fini l'exposé du mécanisme de la *Personaleinkommensteuer*.

Dans une prochaine communication, je résumerai les traits principaux de la réforme et j'étudierai les résultats de son application pendant les huit années qui l'ont suivie. Je voudrais essayer ainsi une appréciation critique de l'impôt autrichien, en montrant, d'une part, comment il est équilibré avec un système ingénieux de contrepoids, en mettant en lumière, d'autre part, ses points faibles, afin de dresser le bilan de la *Personaleinkommensteuer*.

M. E. Héron de Villefosse, sous-chef de bureau au ministère de la Justice, présente le rapport de la Commission des Finances sur les comptes de M. le Trésorier.

Messieurs,

Vous nous avez chargés, MM. Chaumat, Hubert-Valleroux et moi, d'examiner les comptes de votre trésorier et de vous présenter un état de la situation financière de la Société. Voici les résultats de notre examen :

Nos dépenses comprennent :

1<sup>o</sup> Les frais d'impression, spécialement ceux du *Bulletin*, de l'*Annuaire étranger*, de l'*Annuaire français*, des circulaires et des lettres de convocation ;

2<sup>o</sup> Les frais de location de l'appartement que nous occupons ;

3<sup>o</sup> L'entretien de la Bibliothèque et les dépenses qui s'y rattachent ;

4<sup>o</sup> Le traitement de notre agent ;

Ces dépenses sont payées par notre trésorier ;

5<sup>o</sup> Enfin, les frais de brochage, de distribution, d'affranchissement, de recouvrement et de service qui sont remboursés à M. Pichon.

L'examen des divers comptes nous a permis d'en constater la parfaite régularité. En voici les résultats généraux :

Au 1<sup>er</sup> janvier dernier, époque de la clôture de l'exercice, votre trésorier avait en caisse . . . . . 1.382',15  
et le solde à nouveau, à la fin de l'exercice 1906, est  
ainsi de la somme de . . . . . 1.382',15

Nous obtenons le même chiffre en comparant les recettes et les dépenses de l'exercice.

Il résulte, en effet, de l'ensemble des comptes, que les recettes de 1906 se sont élevées à . . . . . 28.655',70  
savoir :

Solde à nouveau à la fin de l'exercice précédent . . . 1.844',90

Recettes effectuées en 1906 . . . . . 26.810',80

Total des recettes . . . . . 28.655',70

Les dépenses se sont élevées à . . . . . 27.273',55

Différence égale au reliquat ci-dessus . . . . . 1.382',15

D'autre part, le montant des dépenses restant à

payer (23.025',80) (1), déduction faite des cotisations  
à recouvrer (1.500') (2), s'élève à . . . . . 21.525',80

D'où un reliquat *passif*, au 1<sup>er</sup> janvier 1907, de . . . 20.143',63

Voici quelques explications sur les chiffres qui précèdent :

Pour les cotisations restant à recouvrer au 1<sup>er</sup> janvier 1906, sur l'exercice 1905 et les exercices antérieurs, nous avons maintenu, comme susceptibles d'être mises en recouvrement en 1906, 332 quittances représentant ensemble 7.040 francs.

Il a été recouvré seulement. . . . . 1.020', »

Il y a lieu, sur l'avis conforme de notre secrétaire général et de notre trésorier, de remettre en recouvrement, en 1907, 168 quittances représentant 3.360 francs; mais, en nous référant à l'expérience des années précédentes, pour le recouvrement des cotisations arriérées, nous ne croyons pas devoir compter sur une recette supérieure à. . . . . 500', »

Total. . . . . 1.520', »

Le surplus des cotisations arriérées (2.660 fr.) doit être, dès à présent, admis en non-valeurs.

Il y avait, à la fin de l'exercice 1905, un solde à nouveau en caisse de . . . . . 1.844',90

Total des ressources provenant des exercices antérieurs . . . . . 3.364',90

(1) Les dépenses restant à payer sont les suivantes :

1<sup>o</sup> Solde des frais d'impression de l'*Annuaire étranger* de 1904 (lois de 1903). . . . . 3.584',65

2<sup>o</sup> Frais d'impression de l'*Annuaire étranger* de 1905 (lois de 1904). . . . . 6.008',45

3<sup>o</sup> Frais d'impression de l'*Annuaire étranger* de 1906 (non paru), environ, . . . . . 6.500', »

4<sup>o</sup> Frais d'impression de l'*Annuaire français* de 1906. . . . . 3.159',45

5<sup>o</sup> Solde des frais d'impression du *Bulletin* de 1906. . . . . 3.779',25

Total. . . . . 23.025',80

(2) Sur les 1.144 quittances de 1906 mises en recouvrement, 164, représentant 3.280 francs, restent à recouvrer; nous estimons qu'il pourra être encaissé de ce chef environ 1.000 francs.

Pour les exercices antérieurs, le montant des quittances non encore recouvrées s'élève à 3.360 francs, sans que nous puissions prévoir exactement ce qui pourra être encaissé de ce chef. D'après les encaissements des années précédentes, pour les cotisations arriérées, nous ne croyons pas pouvoir faire état de plus de 500 francs.

Cela fait à recevoir, en total, pour cotisations arriérées. . . . . 1.500', »



En déduisant cette somme des restes à payer de l'année 1905 et des années précédentes, soldés en 1906 (1) ou se trouvant encore à solder (2)... 20.037',70

La différence (16.672 fr. 80) représente le reliquat passif des exercices antérieurs à l'année 1906. . . . 16.672',80

En ce qui touche les recettes et les dépenses afférentes à l'exercice 1906, voici, comme les années précédentes, les tableaux comparatifs de ces recettes et de ces dépenses, rapprochées elles-mêmes des recettes et des dépenses de l'exercice précédent. Nous faisons remarquer que l'un des articles portés en recettes, les « cotisations à recouvrer », ne représente pas une recette effectuée, mais une simple *prévision*, suivant une évaluation que nous avons faite aussi exacte que possible.

*Recettes de 1905 et 1906.*

|                             |                                                    | 1905        | 1906        |
|-----------------------------|----------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Recettes ordinaires :       | Cotisations encaissées . . . . .                   | 21.180' »   | 19 600' »   |
|                             | — à encaisser . . . . .                            | 500 »       | 1.000 »     |
|                             | Droit d'entrée des membres nouveaux . . . . .      | 240 »       | 235 50      |
|                             | Vente de publications . . . . .                    | 4.461 20    | 3.925 25    |
|                             | Intérêts des capitaux . . . . .                    | 1.368 95    | 1.372 »     |
|                             | Total des recettes ordinaires (faites ou à faire). | 27.750' 15  | 26.132' 75  |
| Recettes extraordinaires :  | Rachat de cotisations . . . . .                    | 500 »       | 250 »       |
|                             | Recettes diverses . . . . .                        | 350 »       | 408 05      |
|                             | Amortissement de titres . . . . .                  | 979 65      | »           |
| Total des recettes. . . . . |                                                    | 29.579', 80 | 26.790', 80 |

L'exercice 1906 présente donc, comme recettes ordinaires, une différence en moins de 1.617 fr. 40.

Cette différence porte en partie sur l'encaissement des cotisations. En effet, les 21.180 francs, portés en recettes pour 1905, comprennent, ainsi qu'on l'a vu plus haut, 1,020 francs encaissés

(1) *Annuaire étranger* de 1903 (t. 32, 2<sup>e</sup> nouv., lois de 1902), solde à l'imprimeur, 1.204 fr. 65; *Annuaire étranger* de 1904 (t. 3 nouv.), acompte versé à l'imprimeur, 3.500 francs; *Annuaire étranger* de 1905 (t. 4 nouv.), brochage, 363 fr. 95; *Annuaire français* de 1905 (t. 24, lois de 1904), impression, 1.476 fr.; *Bulletin* de 1905, solde à l'imprimeur, 3.900 fr. Ensemble : 10.444 fr. 60.

(2) *Annuaire étranger* de 1904, solde restant à payer, 3.584' fr. 65; *Annuaire étranger* de 1906; 6.008 fr. 45. Ensemble : 9.593 fr. 10. Total des deux sommes : 20.037 fr. 70.

en 1906, pour cotisations afférentes aux exercices antérieurs. Il avait donc été encaissé, en 1905, 20.160 francs de cotisations afférentes à cet exercice, et l'encaissement correspondant pour 1906 est de 19.600 francs.

Il faut noter aussi que le chiffre de la vente des publications est descendu de 4.461 fr. 20 en 1905 à 3.925 fr. 25 en 1906.

En ce qui touche les dépenses, dont voici le tableau comparatif, nous faisons remarquer, comme les années précédentes, que, pour le *Bulletin* et les *Annuaire*s, les dépenses portées dans chacune des deux colonnes sont, non pas les dépenses *effectivement* faites au cours des exercices 1905 et 1906, mais les dépenses *afférentes* à chacun des deux exercices. Nous avons vu, en effet, précédemment, que l'impression de nos deux *Annuaire*s étrangers de 1905 et 1906 n'est pas encore payée, non plus qu'une partie des dépenses d'impression de l'*Annuaire étranger* de 1904 et du *Bulletin* de 1906, et que l'impression de l'*Annuaire français* de 1906 reste également à payer, tandis qu'on a payé en 1906 des frais d'impression des *Annuaire*s étrangers de 1903 et 1904 et du *Bulletin* de 1905.

*Dépenses de 1905 et 1906.*

|                                                                               | 1905       | 1906               |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------|
| <i>Bulletin</i> (36 <sup>e</sup> et 37 <sup>e</sup> années).                  | 4.910' 30  | 4.953' 05          |
| <i>Annuaire étranger</i> (34 <sup>e</sup> et 35 <sup>e</sup> années). . . . . | 6.372 40   | 6.500<br>(environ) |
| <i>Annuaire français</i> (24 <sup>e</sup> et 25 <sup>e</sup> années). . . . . | 1.669 55   | 3.462 05           |
| Dépenses ordinaires { Circulaires et convocations.                            | 459        | 563 25             |
| { Affranchissement et distribution. . . . .                                   | 2.450 05   | 2.449 35           |
| { Frais d'encaissement et de service . . . . .                                | 2.248 20   | 2.300 30           |
| { Loyer et impôt. . . . .                                                     | 3.716      | 3.715 85           |
| { Bibliothèque . . . . .                                                      | 2.150 80   | 2.438 25           |
| { Chauffage, éclairage . . . .                                                | 368 20     | 375 95             |
| { Agent de la Société . . . .                                                 | 1.300 »    | 1.300 »            |
| Total des dépenses ordinaires . .                                             | 25.644' 50 | 28.058' 05         |
| Dépenses extraordinaires { Remploi des titres amortis.                        | 994 45     | »                  |
| { Table de l' <i>Annuaire étranger</i> .                                      | 400 »      | »                  |
| { Table de l' <i>Annuaire français</i> .                                      | 21 90      | 1.157 80           |
| { Travaux du Congrès. . . . .                                                 | 1430 »     | 1.045 80           |
| Total des dépenses . . . . .                                                  | 28.490' 85 | 30.261' 65         |

Comme on le voit par les tableaux qui précèdent, les dépenses ordinaires de 1906 (dépenses réelles et prévisions) sont supérieures de 2,413 fr. 55 aux dépenses de l'exercice 1905.

Les augmentations de dépenses portant principalement sur l'*Annuaire français et la Bibliothèque*,

En comparant les recettes ordinaires aux dépenses ordinaires de l'exercice, nous trouvons un excédent de dépenses de 1925 fr. 30.

|                                                                                                                   |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Les dépenses totales afférentes à l'exercice 1906                                                                 |            |
| étant de, . . . . .                                                                                               | 30.261' 65 |
| et les recettes (y compris les cotisations à recouvrer) de, . . . . .                                             | 26.790' 80 |
| il en ressort un excédent de dépenses de, . . . . .                                                               | 3.470' 85  |
| Nous avons vu plus haut que le reliquat passif, provenant des exercices antérieurs, était de . . . .              | 16.672' 80 |
| En ajoutant à cette somme celle de, . . . . .                                                                     | 3.470' 85  |
| il en ressort, pour l'ensemble des exercices antérieurs à l'exercice commencé le 1 <sup>er</sup> janvier 1907, un |            |
| excédent de dépenses de, . . . . .                                                                                | 20.143' 65 |

Cette somme est égale à celle que nous a donnée la comparaison, dans leur ensemble, des recettes et des dépenses sans distinction d'exercices, ce qui démontre la parfaite exactitude des comptes du trésorier.

Nos réserves actuelles, qui sont le produit des rachats de cotisations et aussi d'excédents de recettes, déjà bien éloignées, représentent un capital d'environ 45.000 francs, dont les revenus figurent chaque année dans nos recettes ordinaires.

Quant aux collections qui nous appartiennent, voici dans quel état elles se trouvaient au 1<sup>er</sup> janvier dernier, date de la clôture du précédent exercice :

*Bulletin.*

|                                                    | 1904   | 1905   | 1906     |
|----------------------------------------------------|--------|--------|----------|
| Année 1869 . . . . .                               | 187    | 187    | 187 ex.  |
| Année 1870 . . . . .                               | 102    | 102    | 102 —    |
| Années 1871-72 . . . . .                           | 2      | 2      | 2 —      |
| Années 1869 à 1872 (les trois années réunies). . . | 13     | 13     | 13 —     |
| Année 1873. . . . .                                | Néant. | Néant. | Néant. — |

|                                      | 1904 | 1905   | 1906     |
|--------------------------------------|------|--------|----------|
| Année 1874. . . . .                  | 2    | Néant. | Néant. — |
| Année 1875. . . . .                  | 5    | 5      | 5 —      |
| Année 1876. . . . .                  | 37   | 37     | 37 —     |
| Année 1877. . . . .                  | 55   | 55     | 55 —     |
| Année 1878. . . . .                  | 154  | 154    | 154 —    |
| Année 1879. . . . .                  | 180  | 180    | 180 —    |
| Année 1880. . . . .                  | 182  | 182    | 182 —    |
| Année 1881. . . . .                  | 131  | 131    | 131 —    |
| Année 1882. . . . .                  | 100  | 100    | 100 —    |
| Année 1883. . . . .                  | 120  | 120    | 120 —    |
| Année 1884. . . . .                  | 137  | 137    | 137 —    |
| Année 1885. . . . .                  | 241  | 241    | 241 —    |
| Année 1886. . . . .                  | 183  | 183    | 183 —    |
| Année 1887. . . . .                  | 187  | 187    | 187 —    |
| Année 1888. . . . .                  | 212  | 212    | 212 —    |
| Année 1889. . . . .                  | 133  | 133    | 133 —    |
| Année 1890. . . . .                  | 124  | 124    | 124 —    |
| Année 1891. . . . .                  | 149  | 149    | 149 —    |
| Année 1892. . . . .                  | 112  | 112    | 112 —    |
| Année 1893. . . . .                  | 89   | 89     | 89 —     |
| Année 1894. . . . .                  | 99   | 99     | 99 —     |
| Année 1895. . . . .                  | 71   | 71     | 71 —     |
| Année 1896. . . . .                  | 114  | 114    | 114 —    |
| Année 1897. . . . .                  | 124  | 124    | 124 —    |
| Année 1898. . . . .                  | 117  | 117    | 117 —    |
| Année 1899. . . . .                  | 98   | 98     | 98 —     |
| Année 1900. . . . .                  | 88   | 88     | 88 —     |
| Année 1901. . . . .                  | 207  | 206    | 206 —    |
| Année 1902. . . . .                  | 207  | 206    | 206 —    |
| Année 1903. . . . .                  | 252  | 248    | 247 —    |
| Année 1904. . . . .                  | 245  | 236    | 233 —    |
| Année 1905. . . . .                  | »    | 259    | 250 —    |
| Numéro extraordinaire pour 1889. . . | 302  | 300    | 300 —    |

*Annuaire étranger.*

|                                         | 1904 | 1905 | 1906    |
|-----------------------------------------|------|------|---------|
| Année 1872, sur 1.400 exemplaires . . . | 206  | 205  | 205 ex. |
| Année 1873, — 1.207 — . . .             | 0    | 0    | 0 —     |
| Année 1874, — 1.423 — . . .             | 47   | 44   | 44 —    |

|                     |                   |  | 1904 | 1905 | 1906 |     |
|---------------------|-------------------|--|------|------|------|-----|
| Année 1875, — 1.515 | exemplaires . . . |  | 135  | 131  | 131  | ex. |
| Année 1876, — 1.717 | — . . .           |  | 248  | 247  | 247  | —   |
| Année 1877, — 1.750 | — . . .           |  | 207  | 206  | 206  | —   |
| Année 1878, — 1.800 | — . . .           |  | 259  | 257  | 257  | —   |
| Année 1879, — 1.800 | — . . .           |  | 225  | 223  | 223  | —   |
| Année 1880, — 1.800 | — . . .           |  | 210  | 208  | 207  | —   |
| Année 1881, — 1.800 | — . . .           |  | 183  | 179  | 179  | —   |
| Année 1882, — 2.000 | — . . .           |  | 463  | 462  | 462  | —   |
| Année 1883, — 2.000 | — . . .           |  | 573  | 571  | 571  | —   |
| Année 1884, — 2.000 | — . . .           |  | 405  | 401  | 401  | —   |
| Année 1885, — 2.000 | — . . .           |  | 416  | 414  | 414  | —   |
| Année 1886, — 2.000 | — . . .           |  | 387  | 386  | 386  | —   |
| Année 1887, — 2.000 | — . . .           |  | 409  | 408  | 408  | —   |
| Année 1888, — 2.000 | — . . .           |  | 416  | 415  | 415  | —   |
| Année 1889, — 2.000 | — . . .           |  | 320  | 319  | 319  | —   |
| Année 1890, — 2.000 | — . . .           |  | 345  | 343  | 343  | —   |
| Année 1891, — 2.000 | — . . .           |  | 358  | 355  | 355  | —   |
| Année 1892, — 2.000 | — . . .           |  | 404  | 403  | 403  | —   |
| Année 1893, — 2.000 | — . . .           |  | 372  | 370  | 370  | —   |
| Année 1894, — 2.000 | — . . .           |  | 385  | 383  | 383  | —   |
| Année 1895, — 2.000 | — . . .           |  | 357  | 354  | 354  | —   |
| Année 1896, — 2.000 | — . . .           |  | 368  | 365  | 365  | —   |
| Année 1897, — 2.000 | — . . .           |  | 398  | 394  | 394  | —   |
| Année 1898, — 2.000 | — . . .           |  | 443  | 438  | 436  | —   |
| Année 1899, — 2.000 | — . . .           |  | 513  | 509  | 509  | —   |
| Année 1900, — 2.000 | — . . .           |  | 487  | 477  | 476  | —   |
| Année 1901, — 2.000 | — . . .           |  | 537  | 511  | 508  | —   |
| Année 1902, — 2.000 | — . . .           |  | 599  | 560  | 550  | —   |
| Année 1903, — 2.000 | — . . .           |  | 690  | 621  | 597  | —   |
| Année 1904, — 2.000 | — . . .           |  | »    | 680  | 603  | —   |
| Année 1905, — 2.000 | — . . .           |  | »    | »    | 717  | —   |

*Annuaire français.*

|                       |                   |  |     |     |     |     |
|-----------------------|-------------------|--|-----|-----|-----|-----|
| Année 1882, sur 1.650 | exemplaires . . . |  | 141 | 140 | 138 | ex. |
| Année 1883, — 2.200   | — . . .           |  | 762 | 761 | 759 | —   |
| Année 1884, — 2.200   | — . . .           |  | 735 | 734 | 732 | —   |
| Année 1885, — 2.000   | — . . .           |  | 598 | 597 | 595 | —   |
| Année 1886, — 2.000   | — . . .           |  | 574 | 573 | 571 | —   |
| Année 1887, — 2.000   | — . . .           |  | 553 | 552 | 550 | —   |

|                                         | 1904 | 1905 | 1906  |
|-----------------------------------------|------|------|-------|
|                                         | —    | —    | —     |
| Année 1888, — 2.000 exemplaires . . .   | 524  | 523  | 521 — |
| Année 1889, — 1.800 — . . .             | 315  | 314  | 311 — |
| Année 1890, — 1.800 — . . .             | 297  | 296  | 294 — |
| Année 1891, — 1.800 — . . .             | 300  | 298  | 296 — |
| Année 1892, — 1.800 — . . .             | 291  | 290  | 288 — |
| Année 1893, — 1.800 — . . .             | 322  | 321  | 319 — |
| Année 1894, — 1.800 — . . .             | 316  | 315  | 313 — |
| Année 1895, — 1.800 — . . .             | 305  | 304  | 302 — |
| Année 1896, — 1.800 — . . .             | 347  | 345  | 342 — |
| Année 1897, — 1.800 — . . .             | 369  | 368  | 365 — |
| Année 1898, — 1.800 — . . .             | 367  | 365  | 362 — |
| Année 1899, — 1.800 — . . .             | 409  | 407  | 405 — |
| Année 1900, — 1.800 — . . .             | 398  | 395  | 392 — |
| Année 1901, — 1.800 — . . .             | 432  | 430  | 428 — |
| Année 1902, — 1.800 — . . .             | 447  | 442  | 439 — |
| Année 1903, — 1.800 — . . .             | 495  | 470  | 462 — |
| Année 1904, — 1.800 — . . .             | 591  | 533  | 515 — |
| Année 1905, — 1.800 — . . .             | »    | 563  | 521 — |
| Année 1906, — 1.800 — . . .             | »    | »    | 580 — |
| 1 <sup>re</sup> Table décennale — . . . | 532  | 531  | 529 — |
| Table des 20 années — . . .             | »    | 533  | 510 — |

*Collection des principaux Codes étrangers.*

|                                                        | 1904 | 1905 | 1906  |
|--------------------------------------------------------|------|------|-------|
|                                                        | —    | —    | —     |
| Code d'instruction criminelle autrichien.              | 4    | 4    | 4 ex. |
| Code de commerce allemand. . . . .                     | 4    | 4    | 4 —   |
| Loi anglaise sur la faillite. . . . .                  | 13   | 11   | 10 —  |
| Code pénal hollandais. . . . .                         | 12   | 10   | 9 —   |
| Code de procédure pénale allemand. . .                 | 10   | 8    | 8 —   |
| Code d'organisation judiciaire allemand.               | 184  | 182  | 182 — |
| Chartes coloniales et Constitution des                 |      |      |       |
| États-Unis. . . . .                                    | 503  | 497  | 493 — |
| Code pénal hongrois. . . . .                           | 131  | 127  | 126 — |
| Code de procédure civile allemand. . . .               | 7    | 4    | 4 —   |
| Congrès de Droit comparé de 1900, t. I <sup>er</sup> . | »    | »    | 655 — |

Nous avons, en outre, en magasin, un assez grand nombre

d'exemplaires d'autres publications et de travaux tirés à part, savoir :

|                                                                                            | 1904 | 1905 | 1906    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|---------|
| Table décennale du <i>Bulletin</i> , 1869-1880.                                            | 505  | 505  | 505 ex. |
| Catalogue de la Bibliothèque. . . . .                                                      | 99   | 99   | 99 —    |
| — 2 <sup>e</sup> édition. . . . .                                                          | 460  | 458  | 453 —   |
| Rapport sur le notariat. . . . .                                                           | 230  | 228  | 227 —   |
| Étude sur la législation relative aux aliénés, et procès-verbaux de la commission. . . . . | 94   | 93   | 93 —    |
| Études sur la législation des aliénés, séparées. . . . .                                   | 382  | 382  | 382 —   |
| Procès-verbaux séparés. . . . .                                                            | 608  | 608  | 608 —   |
| Cartes teintées. . . . .                                                                   | 243  | 243  | 239 —   |

Comme conclusions, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer au nom de votre Commission de comptabilité :

1<sup>o</sup> D'approuver les comptes de M. Edmond Alix, tels qu'ils viennent de vous être exposés;

2<sup>o</sup> De lui voter des remerciements pour le soin et le dévouement qu'il a apportés, comme les années précédentes, dans l'accomplissement de ses fonctions.

Ces conclusions sont adoptées, à l'unanimité.

M. le **Secrétaire général** dépose sur le bureau une  
NOTE SUR UNE PROPOSITION DE LOI SUR LE SURSIS CONDITIONNEL A  
L'EXÉCUTION DES PEINES, DÉPOSÉE A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DE  
GRÈCE.

Ce projet a été déposé, à la séance du 28 novembre (vieux style) 1906, par M. A. Typaldo-Bassia, député et questeur de la Chambre.

Un long exposé de motifs précède la proposition de loi. L'auteur y étudie d'une façon complète le principe même de la condamnation conditionnelle; il en fait l'historique et donne des aperçus de législation comparée sur cette question; il examine, notamment, les législations belge, italienne, française, et apprécie les résultats respectifs de leur application. Chaque article du projet est l'objet de commentaires spéciaux.

Voici le texte du projet, tel qu'il nous a été communiqué par son auteur.

**ART. 1<sup>er</sup>.** — Les tribunaux de tout degré, infligeant au délinquant une peine correctionnelle quelconque, peuvent, si le condamné n'a pas subi antérieurement une autre condamnation pour un délit de droit commun, ordonner le sursis à l'exécution de la peine, par décision motivée dans le jugement.

Le condamné, qui, ayant bénéficié du sursis à l'exécution de la peine, encourra une nouvelle condamnation à une peine du même degré ou d'un degré supérieur, pour un délit de droit commun, dans le délai nécessaire pour la prescription de l'acte délictueux qui a entraîné la première condamnation, lequel délai commence à courir du jour du jugement prononçant la condamnation, aura à subir l'exécution intégrale de la peine suspendue ainsi que celle de la seconde, sans que ces peines puissent se confondre.

**ART. 2.** — Les contraventions de simple police ne sont point prises en considération, lorsqu'il y a lieu d'appliquer le bénéfice du sursis à l'exécution de la peine établi par la présente loi, ni pour l'aggravation, en cas de récidive, établie par la même loi. Le sursis, l'aggravation et la récidive de ces contraventions, entrent en ligne de compte seulement lorsqu'il s'agit de la même contravention, la récidive étant, dans ces cas, considérée comme une récidive spéciale.

**ART. 3.** — Le sursis doit être ordonné par le tribunal, au moment où le jugement de condamnation est rendu, et par ce même jugement. En même temps, le président avise le condamné, ayant bénéficié du sursis, des conséquences légales, en cas de récidive, inscrites dans l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que des dispositions de l'article 5 concernant la fraude et l'erreur.

**ART. 4.** — Les dépenses et frais de justice ainsi que toute peine pécuniaire ou dommages-intérêts prononcés contre les condamnés ayant bénéficié du sursis, ne peuvent donner lieu à la contrainte par corps, au cours du délai pendant lequel ils bénéficient du sursis et ne tombent pas sous le coup de la disposition de l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup>.



ART. 5. — S'il était prouvé que le condamné a obtenu par fraude ou par erreur le bénéfice du sursis à l'exécution de la peine, le sursis serait révoqué de plein droit, et il serait procédé immédiatement à l'arrestation du condamné, qui aurait à purger les peines prononcées contre lui. En cas de contestation de fait, le conseil correctionnel (Chambre des mises en accusation de 1<sup>re</sup> instance, au correctionnel) statuerait en dernier ressort.

ART. 6. — Le délai de la prescription du délit entraîne en même temps l'extinction de toutes les conséquences prévues par la présente loi.

La séance est levée à six heures.

---

## RÉUNION DES SECTIONS

---

### SECTION DES LANGUES DU NORD.

*Séance du vendredi 22 février 1907. — Présidence de M. Ch. LYON-CAEN, président.*

*Présents : MM. Ch. Lyon-Caen, Gérardin, F. Daguin, Fardis, Szegheö, Cosmao-Dumanoir, Pret et Baguenier-Désormeaux.*

*Excusés : MM. Dufourmantelle, Marvaud, Normier, Gastambide, Baillière, Alfred et Marcel Nast.*

M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux :

*Annuaire étranger de 1906 (lois de 1905). — Autriche : la loi du 29 décembre 1905, concernant les obligations de banque, a été confiée à M. Thaller.*

*Annuaire étranger de 1907 (lois de 1906). — Allemagne : Prusse. Loi du 28 juillet 1906 sur l'entretien des écoles primaires publiques, confiée à M. de la Grasserie. Lois du 28 juin 1906, modifiant les dispositions relatives à la procédure pour l'élection des députés et du 10 juillet 1906, modifiant la constitution, confiées à M. Chavegrin. — Autriche : La notice générale sera faite par M. G. Huard.*

*Comptes rendus d'ouvrages. — Sont remis pour comptes rendus dans le Bulletin : A M. de la Grasserie : La recherche de la paternité et la condition des enfants naturels en Allemagne, par M. Michel Halewyck; à M. Fardis : Laband, Reichstaatsrecht; Hatschek, Englisches Staatsrecht; à M. Paul Carpentier, Sonderabdruck aus der vergleichenden Darstellung des Deutschen und ausländischen Strafrechts; à M. Gustave Huard : 1<sup>o</sup> Damme, Das Deutsche Patentrecht; 2<sup>o</sup> Rothlisberger, Die Uebereinkunft zum Schutz von Werken der Literatur und Kunst und die Zusatzabkommen.*

La séance est levée à cinq heures trois quarts.

### SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE.

*Séance du vendredi 1<sup>er</sup> mars 1907. — Présidence de M. A. CHAUMAT, président.*

*Présents : MM. A. Chaumat, F. Daguin, D. Buret, L. Adam, Lémon, Goulé, Szegheö, R. Normier, et Baguenier-Désormeaux.*

*Excusé* : M. Célier.

M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux.

*Annuaire étranger de 1906* (lois de 1903). — *Belgique*, M. Serre a remis la notice générale et M. Hamelin la notice sur la loi modifiant la loi communale. — *Suisse*, M. Adam a remis la notice sur les lois du canton de *Fribourg*.

*Annuaire étranger de 1907* (lois de 1906). — *Belgique*, M. Lémonon est chargé de la loi du 8 février 1906 modifiant l'article 293 du Code civil; M. Adam, de la loi du 28 mai 1906, sur la médecine vétérinaire.

M. Buret rend compte de l'état des travaux de l'*Annuaire français de 1907* (lois de 1906). M. Lémonon a remis sa notice sur la loi du 15 juin 1906 relative à la distribution de l'énergie électrique.

*Bulletin* : M. Adam fera une communication sur l'impôt sur le revenu dans le canton de Vaud.

*Comptes rendus*. — Sont distribués pour compte rendu :

A M. Sansas, l'ouvrage de M. Ouleb sur la *Responsabilité des administrateurs dans les sociétés anonymes, en droit français et suisse*; à M. Houdoy, *Les Industries à domicile en Belgique*; tome VIII.

La séance est levée à cinq heures et demie.

## SECTION DE LA LANGUE ANGLAISE

*Séance du vendredi 8 mars 1907*. — *Présidence* de M. HUBERT-VALLEROUX, vice-président.

*Présents* : MM. Hubert-Valleroux, F. Daguin, B. Giraud, A. de Haye, Cheuvreux, Goulé, J. Bartheau, de Lavergne, Baguenier-Désormesaux et Prét.

*Excusé* : M. A. Marvaud.

M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux :

*Annuaire étranger de 1906* (lois de 1905). — *Grande-Bretagne* : la notice générale a été remise par M. Decugis. — *États-Unis* : la notice générale a été remise par M. Goulé. — *Pennsylvanie* : les lois ont été confiées à M. Reulos. Pour les autres pays de l'Union, aucun volume n'est encore parvenu en dehors des pays pour lesquels la notice a été remise antérieurement. — *Canada, Ontario* : la notice a été confiée à M. L. Roussel. — *Inde Anglaise* : M. Cheuvreux promet la notice dans un bref délai. — *Australie* : M. Goulé se charge de la loi sur les marques de fabrique. M. A. Marvaud accepte de faire la notice générale.

*Annuaire étranger de 1907* (lois de 1906). — *Grande-Bretagne* : Chap. 8. M. Baillièrè sera chargé de la loi concernant la distribution de pommes de terre, à titre de prêt, aux Irlandais ; chap. 14. M. Cheuvreux se charge d'examiner la loi sur les matières vénéneuses et l'hygiène ; chap. 17. On demandera à M. Lyon-Caen de traduire la loi sur les chèques ; chap. 23. M. Baillièrè sera prié d'examiner la loi sur les prêts à des sociétés irlandaises ; chap. 27. Loi sur le vente des engrais. M. le Secrétaire général est chargé de trouver un traducteur ; chap. 30. M. J. Bertheau se charge de la loi sur le mariage entre beau-frère et belle-sœur, dans certaines colonies ; chap. 34. Loi contre la corruption ; cette loi sera confiée à un traducteur que M. le Secrétaire général se charge de trouver ; chap. 36. M. Darras sera chargé de la loi sur les droits d'auteurs musiciens ; chap. 37. M. Baillièrè sera chargé de la loi concernant les travailleurs en Irlande ; chap. 39. M. Hayem sera chargé de la loi sur la vente des liqueurs en Irlande ; chap. 40. M. J. Bertheau est chargé de la loi sur les mariages entre Anglais et étrangers ; chap. 41. M. Fromageot sera chargé de la loi sur les assurances maritimes ; chap. 42. M. Hayem sera chargé de la loi sur la vente des liqueurs ; chap. 43. M. Goulé sera chargé de la loi sur la suppression des paris dans les rues ; chap. 47. M. Hubert-Valleroux se charge de la loi sur les Trade-Union ; chap. 48. M. Fromageot sera chargé de la loi sur la marine marchande ; chap. 53. M. Hubert-Valleroux se charge de la loi sur la notification des accidents survenus dans les mines ; chap. 54. M. Baillièrè sera chargé de la loi sur l'amélioration de la condition des tenanciers, en Irlande ; chap. 55. M. Emilien Giraud est chargé de la loi sur la création d'un corps de Public Trustees ; chap. 56. M. Paisant accepte de se charger de la loi sur les tenures agricoles ; chap. 57. M. Emilien Giraud est chargé de la loi sur les cantines scolaires ; chap. 58. M. Hubert-Valleroux est chargé de la loi sur les accidents du travail. — *Canada, Ontario* : La notice sera demandée à M. L. Roussel.

*Comptes rendus.* Est remis pour compte rendu : à M. Cheuvreux : *Digest of international law*, par M. Moore.

*Séances générales.* — M. J. Bertheau fera, à la séance générale de janvier 1908, une communication sur la condition de la femme mariée, en Angleterre. M. Arnauné sera prié de préparer un travail analogue, pour les États-Unis.

*Bulletin.* — L'étude de M. Cheuvreux sur les institutions de l'Inde anglaise sera publiée en 1908, le Bulletin étant jusque-là entièrement occupé par les communications relatives au régime des cultes et à l'impôt sur le revenu.

La séance est levée à 4 h. 1/2.

SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT.

*Séance du vendredi 8 mars 1907. — Présidence de M. Léon LALLEMAND, président. — Présents : MM. L. Lallemand, F. Daguin, Le Hénaff, Goulé, Pret, Baguenier-Desormeaux.*

*Excusés : MM. A. Marvaud, Sumien et Souriac.*

*M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux :*

*Annuaire étranger de 1906 (lois de 1905). Equateur. M. Sumien fera la notice. — Vénézuéla. M. Daguin a terminé la notice. — Siam. M. Padoux a envoyé la notice.*

*Bulletin. — M. de Frézals a promis une étude sur le régime des cultes dans la République Argentine.*

*Comptes rendus. — Sont remis pour compte rendu : à M. Le Hénaff : *Funerali*, par le professeur Mario Ricca Barberis; à M. Souriac : *les Livres fonciers et la banque foncière en Grèce*, par C. D. Carusso; et *La Facultad de Derecho de Paris*, par M. Ernesto Quesada.*

*La séance est levée à cinq heures et quart.*

---

## MOUVEMENT LÉGISLATIF

---

Liste des principales lois et des principaux décrets publiés en France  
et à l'étranger.

---

### AUSTRALIE (FÉDÉRATION)

21 décembre 1905. — Loi sur les marques de fabrique (N° 20).

21 décembre 1905. — Loi concernant le droit d'auteur (N° 25).

### BULGARIE

21 février 1906. — Code pénal.

### DANEMARK.

1<sup>er</sup> avril 1905. — Loi pour la protection des dessins et modèles.

### ISLANDE

20 octobre 1905. — Loi concernant le droit d'auteur et le droit d'impression.

### GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE.

29 mars 1906. — 6 Édouard VII, Ch. 3. — Loi portant dispositions relatives aux prêts et ventes faits en vue de procurer des graines de pommes de terre aux détenteurs et cultivateurs de terre en Irlande (*an act to make provision with respect to loans and sales made for the purpose of the supply of seed potatoes to occupiers and cultivators of land in Ireland*).

22 juin 1906. — Ch. 5. — Loi modifiant la législation relative à la falsification des certificats de service ou de congédiement des marins et soldats, et aux fausses déclarations faites, employées ou données relativement à l'entrée ou à l'engagement dans les forces navales, militaires ou de marine de Sa Majesté (*an act to amend the law relating to the falsification of seamen's and soldiers' certificates of service on discharge, and to false statements made, used or given in connection with entry or enlistment into His Majesty's naval, military or marine forces*).

22 juin 1906. — Ch. 6. — Loi pour faciliter les opérations des commissaires chargés de faire une enquête sur les devoirs de la police métropolitaine dans les cas d'ivresse, désordre et sollicitation dans les rues (*an act to facilitate the proceedings of the commissioners appointed to hold an inquiry respecting the duties of the metropolitan police in dealing with cases of drunkenness, disorder, and solicitation in the streets*).

22 juin 1906. — Ch. 7. — Loi modifiant la législation relative aux pensions de retraite des constables (*an act to amend the law relating to the superannuation of constables*).

20 juillet 1906. — Ch. 10. — Loi sur l'éducation et l'envoi à l'école des enfants épileptiques, estropiés ou défectueux (*an act to provide for the education and conveyance to school of epileptic and crippled and defective children*).

20 juillet 1906. — Ch. 11. — Loi modifiant la législation relative aux forces de réserve (*an act to amend the law relating to the reserve forces*).

20 juillet 1906. — Ch. 12. — Loi modifiant la loi de 1882 sur les corporations municipales (*an act to amend the municipal corporations act 1882*).

4 août 1906. — Ch. 15. — Loi pour comprendre la subornation parmi les crimes donnant lieu à l'extradition (*an act to include bribery amongst extradition crimes*).

4 août 1906. — Ch. 16. — Loi modifiant la législation sur les juges de paix (*an act to amend the law relating to justices of the peace*).

4 août 1906. — Ch. 17. — Loi modifiant l'article 82 de la loi de 1882 sur les lettres de change (chèques barrés) (*an act to amend section eighty-two of the bills of exchange act 1882*).

4 août 1906. — Ch. 23. — Loi modifiant les lois sur les sociétés charitables de prêt en Irlande (*an act to amend the acts relating to charitable Loan Societies in Ireland*).

4 août 1906. — Ch. 24. — Loi modifiant les lois sur les solicitors (*an act to amend the solicitors acts*).

4 août 1906. — Ch. 27. — Loi modifiant la législation relative à la vente des engrais agricoles (*an act to amend the law with respect to the sale of agricultural fertilisers and seeding stuffs*).

4 août 1906. — Ch. 30. — Loi portant législation sur le mariage entre beau-frère et belle-sœur domiciliés dans celles des possessions britanniques où ce mariage est légal (*an act to declare the law with respect to a marriage between a man and his deceased wife's*

*sister domiciled in parts of the British possessions where such marriage is legal).*

4 août 1906. — Ch. 32. — Loi codifiant et modifiant les dispositions relatives au dommage causé aux troupeaux par les chiens et modifiant à d'autres points de vue la législation sur les chiens (*an act to consolidate and amend the enactments relating to injury to live stock by dogs, and otherwise to amend the Law relating to dogs*).

4 août 1906. — Ch. 34. — Loi pour mieux prévenir la corruption (*an act for the best prevention of corruption*).

4 août 1906. — Ch. 36. — Loi modifiant la législation sur le droit de propriété musicale (*an act to amend the law relating to musical copyright*).

4 août 1906. — Ch. 37. — Loi modifiant la législation relative aux travailleurs en Irlande et portant disposition sur l'affectation d'une partie du « subside au développement de l'Irlande » (*an act to amend the law relating to labourers in Ireland and to make provision with respect to the application of portion of the Ireland development grant*).

29 novembre 1906. — Ch. 39. — Loi modifiant la législation concernant la vente des liqueurs enivrantes en Irlande, les dimanches et jours de fête, et sur d'autres matières connexes (*an act to amend the law relating to the sale of intoxicating liquors in Ireland on Saturdays and Sundays, and for other purposes connected therewith*).

29 novembre 1906. — Ch. 40. — Loi modifiant la législation concernant les mariages entre sujets britanniques et étrangers (*an act to amend the law with respect to marriage between British subjects and foreigners*).

21 décembre 1906. — Ch. 41. — Loi codifiant le droit concernant l'assurance maritime (*an act to codify the law relating to marine insurance*).

21 décembre 1906. — Ch. 43. — Loi pour la suppression du pari dans les rues et autres lieux publics (*an act for the suppression of betting in streets and other public places*).

21 décembre 1906. — Ch. 47. — Loi portant dispositions pour la réglementation des *Trades Unions* et des différends professionnels (*an act to provide for the regulation of Trades Unions and Trade disputes*).

21 décembre 1906. — Ch. 48. -- Loi modifiant les lois de 1894 à 1900 sur la marine marchande (*an act to amend the merchant shipping acts, 1894 to 1900*).



21 décembre 1906. — Ch. 49. — Loi portant disposition pour procéder à un recensement de la production (*an act to provide for taking a census of production*).

21 décembre 1906. — Ch. 53. — Loi modifiant la législation relative aux rapports et notifications d'accidents dans les mines, carrières, usines et ateliers et en vertu de la loi de 1894 sur la notification des accidents (*an act to amend the law relating to returns and notifications of accidents in mines, quarries, factories and workshops, and under the notice of accidents acts, 1894*).

21 décembre 1906. — Ch. 54. — Loi pour améliorer la condition des tenanciers de certaines maisons, boutiques ou autres bâtiments en Irlande (*an act to improve the position of tenants of certain houses, shops, or other buildings in Ireland*).

21 décembre 1906. — Ch. 55. — Loi concernant la nomination d'un dépositaire public et modifiant la législation relative à l'administration des *Trusts* (*an act to provide for the appointment of a public trustee and to amend the law relating to the administration of trusts*).

21 décembre 1906. — Ch. 56. — Loi modifiant la législation relative aux terres agricoles (*an act to amend the law relating to agricultural holdings*).

21 décembre 1906. — Ch. 57. — Loi pour pourvoir aux repas des enfants des écoles publiques élémentaires en Angleterre et dans le Pays de Galles (*an act to make provision for meals for children attending public elementary schools in England and Wales*).

21 décembre 1906. — Ch. 58. — Loi pour codifier et modifier la législation relative aux indemnités dues aux ouvriers victimes d'accidents, au cours de leur emploi (*an act to consolidate and amend the law with respect to compensation to workmen for injuries suffered in the course of their employment*).

#### JAPON

15 février 1905. — Loi sur les modèles d'utilité.

#### PARAGUAY

5 juin 1905. — Loi concernant la publication des marques de fabrique et des inventions.

#### PERSE

5 août 1906. — Constitution.

## SUÈDE

1. Cinq lois du 7 avril 1906, modifiant divers articles de la loi sur les sociétés par actions du 28 juin 1895, de la loi sur les associations enregistrées de la même date, de la loi sur les assurances, du 24 juillet 1903, de la loi sur les banques solidaires, du 18 septembre 1903, et de la loi sur les sociétés de banque, de la même date (constitution des représentants ou fondés de pouvoirs).

2. Loi du 27 avril, sur le droit des sujets norvégiens de posséder des propriétés foncières.

3. Deux lois du 27 avril, modifiant l'article 40 de la loi du 28 juin 1895 sur les sociétés par actions et l'article 23 de la loi de la même date sur les associations enregistrées (enregistrement des modifications à la composition du conseil d'administration).

4. Loi du 27 avril, abrogeant le droit accordé par l'article premier de la loi maritime aux sujets norvégiens d'être armateurs de navires.

5. Loi du 27 avril, sur l'obligation des juges suédois de recevoir les rapports de mer et de procéder à l'enquête sur les sinistres maritimes qui ont frappé des navires étrangers.

6. Loi du 27 avril, modifiant l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1894 sur l'acquisition et la perte du droit de citoyen suédois.

7. Loi du 27 avril, modifiant une vingtaine d'articles du Code pénal.

8. Loi du 4 mai, interdisant aux sociétés et associations, en certains cas et dans certains districts, d'acquérir des propriétés immobilières.

9. Loi du 8 juin, sur les dommages causés par les automobiles, et modification en conséquence de l'article 15, chap. II du Code pénal.

10. Loi du 8 juin, modifiant divers articles du Code pénal.

11. Loi du 16 juin, modifiant l'article 77 du Code pénal militaire du 7 octobre 1881, et portant interdiction aux militaires de prendre part à certaines réunions.

12. Loi du 22 juin modifiant divers articles du Code pénal.

13. Loi du 22 juin, sur l'exécution en cellule de la peine d'emprisonnement.

14. Loi du 22 juin, sur la libération conditionnelle.

15. Loi du 22 juin, sur les condamnations conditionnelles.

16. Loi du 22 juin, modificative de la loi sur le casier judiciaire, du 17 octobre 1900.

17. Loi du 22 juin, sur le pavillon suédois.

18. Lois du 6 juillet, modifiant les lois du 18 septembre 1903 sur les banques solidaires, sur les sociétés de banque, et sur la faillite des banques solidaires (mesures de contrôle).

19. Loi du 14 septembre, sur la défense des détenus.

#### TRANSVAAL

6 décembre 1906. — Constitution.

#### VÉNÉZUÉLA

28 février 1905. -- Décret concernant l'exploitation des inventions brevetées.

---

## COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

### SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT

*Sugli oneri religiosi degli enti ecclesiastici soppressi incombenti al fondo per il culto (Estratto del giornale La Legge, anno XLV, n. 22 e 23), par M. Mario Falco. — Roma, 1905. Società editrice laziale.*

Quand des personnes morales ecclésiastiques ont été supprimées, et que leurs biens convertis en rente ont été attribués au fonds du culte, cette administration est-elle tenue de remplir les obligations imposées aux personnes morales dans les actes de fondation ?

Telle est la question à laquelle l'auteur n'hésite pas à répondre affirmativement, en fondant son opinion tant sur l'interprétation des textes législatifs que sur l'analyse des caractères essentiels du fonds affecté au culte, après avoir passé en revue les opinions des auteurs et les décisions quelquefois contradictoires de la jurisprudence. L'auteur réfute le système d'après lequel le fonds est tenu non en vertu de l'acte de fondation, mais par équivalence, et critique très vivement le projet de loi du 5 mai 1904, exonérant cette administration de toute obligation de cette nature. Cette brochure pourra être lue avec intérêt en France, au moment où la séparation des Églises et de l'État soulève des problèmes du même genre.

Paul GOULÉ.

*Revista do Instituto da Ordem dos advogados brasileiros, tome XVII, octobre à décembre 1906. — 251 p. in-8°; Rio-de-Janeiro; 1906.*

La corporation des avocats brésiliens possède un organe spécial, qui paraît régulièrement depuis plusieurs années déjà. Nous avons sous les yeux le premier fascicule du tome XVII, qu'elle vient de publier et qui correspond aux mois d'octobre, novembre et décembre 1906.

Les matières y sont groupées sous cinq rubriques distinctes : 1° doctrine; 2° jurisprudence; 3° bibliographie; 4° législation; 5° variétés et chronique.

La partie doctrinale contient quatre articles de fond : « Du nom commercial et spécialement, de la raison commerciale », par M. Carvalho de Mendonça; « Un délégué à la police peut-il cumuler ses fonctions avec la profession d'avocat? » par M. Villela dos Santos; « L'intervention fédérale dans les États particuliers », par M. Carvalho-Mourão; « De l'exécution des obligations de faire, de ne pas faire et de laisser

faire, et des oppositions à l'exécution susceptibles d'être admises », par M. Solidonio Leite.

L'Institut se réunit une ou plusieurs fois par mois; la *Revista* publie le compte rendu des séances. Le numéro d'octobre-décembre 1906 reproduit ainsi, en extraits, les procès-verbaux des réunions qui ont eu lieu du mois d'avril au mois d'août 1906 inclusivement. Dans ces assemblées, on statue sur des points de discipline intérieure, on rédige des propositions à soumettre aux pouvoirs publics, et l'on discute des questions qui touchent à l'organisation judiciaire ou aux intérêts de l'Ordre.

Un membre du barreau ayant sollicité l'admission de la doctoresse Myrthes de Campos dans l'Institut, celui-ci a été amené à examiner si la loi permettait aux femmes d'exercer la profession d'avocat; la majorité s'étant prononcée en faveur de l'affirmative, la demande d'admission a été favorablement accueillie.

A la séance du 26 avril, un des membres présents souleva un incident à propos d'un juge de district de Rio-de-Janeiro, qui avait cru pouvoir placer un Christ dans la salle des réunions du jury. Avant de délibérer à ce sujet, l'Institut a chargé sa commission de justice de lui présenter un rapport sur la légalité de l'introduction d'emblèmes religieux dans les salles d'audience des tribunaux brésiliens.

Ces deux exemples montrent sur quels objets portent les délibérations de l'Institut.

Nous devons ajouter, pour compléter les indications que nous venons de donner sur la Revue, qu'elle est dirigée avec autant d'intelligence que de talent par trois avocats distingués, MM. Eugenio de Barros, Alfredo Bernardès et Solidonio Leite, ces deux derniers, membres de la Société de législation comparée.

Fernand DAGUIN.

*Codice di procedura penale norvegese* (1<sup>o</sup> Luglio 1887). Traduction, notes et introduction par M. E. Brusa. — 1 vol. in-8°; Turin, frères Bocca; 1900. — Prix : 4 liras.

La connaissance des langues scandinaves est peu répandue dans les États de l'Europe méridionale et occidentale. Aussi, les criminalistes italiens, français, espagnols et portugais auraient-ils dû, pour la plupart, renoncer à étudier le Code de procédure pénale norvégien, si l'excellente traduction italienne qu'en a donnée M. Emilio Brusa n'était venue faciliter leur tâche.

Cette traduction est écrite dans un style simple et coulant; elle a, de plus, autant que nous avons pu en juger, le mérite d'être fidèle. Elle est éclairée par des notes, peu nombreuses à la vérité, mais judicieusement disposées. Enfin, elle est précédée d'une introduction, très développée, dans laquelle le savant professeur de l'Université de Turin, après avoir fait l'historique de la préparation du Code, qui a été particu-

lièrement laborieuse, se livre à l'examen critique de l'œuvre législative élaborée par la Commission de 1886 et sanctionnée par le Storting, en 1887.

Il loue le législateur d'avoir donné à la procédure un caractère nettement accusatoire; ce caractère ressort de l'article 83, aux termes duquel il n'est permis aux tribunaux répressifs d'intervenir que sur une accusation, sauf des cas assez rares, dans lesquels du reste l'exception est pleinement justifiée.

Deux classes de tribunaux ont été établies, en première instance. La Cour d'assises, composée de trois magistrats de carrière et de dix jurés, juge les procès criminels relatifs aux délits punis, au minimum, de la reclusion dans son cinquième degré (durée de six mois à trois ans); les délits de moindre importance sont déferés aux tribunaux d'échevins, qui se composent d'un magistrat, président, et de deux assesseurs n'appartenant pas à l'ordre judiciaire, et dont les membres d'origine différente statuent ensemble sur la question de culpabilité et sur l'application de la peine.

Les intérêts des inculpés paraissent suffisamment protégés. Ainsi, l'arrestation n'est opérée et la détention préventive infligée que dans les cas où ces mesures sont réellement indispensables. Les individus traduits devant la justice criminelle doivent être défendus; ils sont donc, en règle générale, pourvus d'un défenseur d'office, lorsqu'ils n'en ont pas choisi un eux-mêmes. Toutefois, l'assistance d'un conseil n'est pas autorisée, comme en France, dès le début de l'instruction.

Une disposition qui mérite d'être signalée soustrait les parquets à l'autorité du Ministre de la justice, pour les subordonner exclusivement au Procureur général, lequel ne relève que du Roi (art. 73). On n'est donc pas exposé, en Norvège, à voir comme dans d'autres pays un membre du parquet mis dans cette alternative, ou d'obéir aveuglément aux injonctions d'un homme que les hasards de la politique ont momentanément appelé à la tête du département de la justice, ou de donner sa démission.

Bien d'autres remarques intéressantes pourraient être faites au sujet du Code norvégien. Il est préférable de renvoyer le lecteur à l'étude très complète et très consciencieuse que M. Brusa a placée en tête de sa traduction.

Fernand DAGUIN.

*La Macédoine et le Vilayet d'Andrinople* (1893-1903), avec deux cartes; mémoire de l'Organisation intérieure. — 1 vol. in-4° : S. L. 1904.

Il existe à Sofia un Comité macédonien, qui, sous le nom d'*Organisation intérieure*, poursuit avec une louable persévérance et par tous les moyens en son pouvoir l'affranchissement des populations chrétiennes de la Macédoine. Ce Comité a publié, à la fin de 1904, un volumineux mémoire, dans lequel il fait appel à l'opinion publique en faveur de ses

infortunés compatriotes et coréligionnaires, qui gémissent sous le joug du gouvernement turc.

A la suite de la campagne heureuse de 1877-1878, les armées russes victorieuses avaient dicté à La Porte, sous les murs mêmes de Constantinople, le traité de San-Stéphan, qui assurait une large liberté politique à la Macédoine et au Vilayet d'Andrinople. Malheureusement, au Congrès de Berlin, les vues mesquines et la jalousie de certaines puissances, remirent tout en question. La Porte fit des promesses suivant son usage, et, suivant son usage, se garda bien de les tenir; la diplomatie européenne, assista, de nouveau, impassible, au martyre des provinces qu'elle avait replacées sous la domination du Sultan.

Le régime d'oppression auquel ces provinces furent condamnées détermina la création dans leur sein d'une organisation révolutionnaire, qui, de 1893 à 1903, entretenit dans le pays une agitation permanente. En 1898, une insurrection générale éclata. Elle fut réprimée par le gouvernement ottoman avec une férocité inouïe. Pendant cinq années, la Macédoine fut abandonnée à la fureur de la soldatesque turque, qui s'y livra librement aux excès les plus déplorables. C'est par milliers que l'on compte les assassinats, les viols et les déprédations de toute sorte qui furent commis à cette époque. Le Comité macédonien en a fait le relevé et en a publié la liste dans son mémoire. Et qu'on ne dise pas qu'il s'agit là de crimes imaginaires! Les noms des victimes, les lieux où ces actes odieux ont été commis, la date à laquelle ils ont été perpétrés sont indiqués avec une fidélité scrupuleuse. Emue par tant d'horreurs, l'Empereur de Russie et l'Empereur d'Autriche se sont concertés pour arrêter un plan de réformes, qui reçut l'approbation des grandes puissances et qui fut imposé à la Porte.

Mais, il ne semble pas que l'adoption du programme de Murzleg (ainsi dénommé à raison de la ville styrienne où se rencontrèrent les deux empereurs) ait donné satisfaction au vœu des populations opprimées. Il est probable qu'il faudra encore des insurrections sanglantes pour décider les nations chrétiennes à intervenir plus efficacement. C'est grâce à des soulèvements répétés que la Grèce, la Serbie, la Bulgarie, la Crète ont obtenu leur indépendance; c'est ainsi que la Macédoine et le Vilayet d'Andrinople finiront, quelque jour, par conquérir leur liberté.

Fernand DAGUIN.

#### SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

*Des droits éventuels; Hypothèses où ils prennent naissance; Nature et effets*, par M. René Demogue, professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université de Lille. — 159 pages in-8°, Paris; Larose et Tenin, 1906.

M. Demogue a réuni et publié sous ce titre les deux articles remar-

quables qu'il a consacrés aux droits éventuels dans la Revue trimestrielle de droit civil.

La théorie du droit éventuel n'avait été jusqu'à présent l'objet d'aucune étude approfondie. Les rédacteurs du Code civil paraissent l'avoir ignorée, et les solutions qu'ils ont données au sujet des droits éventuels, l'ont été au hasard des circonstances et sans aucune vue d'ensemble. Quant aux auteurs, ils se bornent à de brèves allusions et à quelques passages à propos des articles 1130, 1599 et 2130 du Code civil.

Le distingué professeur de l'Université de Lille a pensé avec raison, croyons-nous, qu'entre le droit conditionnel étudié par le Code et la simple espérance, la simple expectative, dépourvue de tout effet juridique, il y avait des droits véritables, d'une nature spéciale, les droits éventuels. Il établit d'une part, que le droit éventuel « se rencontre toutes les fois que l'élément prépondérant du droit existe, ainsi dans les droits conventionnels, lorsque les consentements ont déjà été donnés » ; il montre, d'autre part, que « dans une large mesure le droit éventuel est voisin du droit conditionnel quant à sa réglementation ».

L'auteur constate, d'ailleurs, qu'il n'y a pas, en réalité, une catégorie de droits complètement semblables que l'on puisse qualifier d'éventuels ; il les étudie néanmoins tous simultanément et donne des règles générales applicables le plus souvent, sauf à indiquer des exceptions nécessitées par des considérations spéciales.

L'ouvrage est divisé en deux parties ; dans la première, M. Demogue passe en revue les hypothèses diverses où prennent naissance les droits éventuels ; dans la seconde, il étudie la nature et les effets de ces droits.

Ces brèves indications ne sauraient donner un aperçu complet du livre du savant professeur. C'est une étude excellente, très personnelle, très intéressante, tant au point de vue du droit français qu'au point de vue du droit comparé, où trouveront de précieux renseignements les juristes qui ont été chargés de préparer la revision de notre Code civil.

René NORMIER.

*Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France*, par M. Tanon, président à la Cour de cassation. — 1 vol. in-8°, Paris, Librairie du Recueil général des lois et des arrêts, 1893. Prix 12 francs.

La plupart des auteurs qui ont écrit sur l'Inquisition l'ont envisagée surtout au point de vue de ses caractères extérieurs et de son rôle historique. Ils se sont, en général, peu préoccupés de son organisation, de ses attributions et des formes de sa procédure. Aussi peut-on dire que son histoire interne était encore à faire. Le sujet a tenté M. Tanon, qui l'a traité de main de maître. Dans le livre plein d'intérêt qu'il a consacré à la justice inquisitoriale, il a montré sous son véritable jour cette institution que le public, même lettré, ne connaissait guère, auparavant, que



par le souvenir de certaines condamnations retentissantes, qui avaient frappé l'imagination populaire. L'exercice des hautes fonctions judiciaires dont il est investi et son érudition bien connue lui donnaient, du reste, une compétence toute spéciale pour se livrer à une pareille étude.

L'histoire des tribunaux de l'Inquisition en France comprend deux parties, dont la première sert, en quelque sorte, d'introduction à la seconde, qui est la principale.

M. Tanon, dans cette première partie, remonte aux origines de la juridiction qui fut chargée par le Chef de l'Église catholique de rechercher et de juger les hérétiques. Primitivement, c'était aux évêques, dans chaque diocèse, qu'il appartenait de poursuivre les crimes commis contre la foi; mais les membres de l'épiscopat étant jugés trop peu zélés, le Souverain Pontife eut recours à des Légats, dont l'action, dégagée des soins d'une administration diocésaine, paraissait devoir être plus efficace. Les légats eux-mêmes furent trouvés insuffisants, et la Cour de Rome prit le parti de créer une inquisition monastique, qui fut confiée aux Dominicains et aux Franciscains. Les derniers chapitres de la première partie présentent le tableau des opérations effectuées par eux dans le Midi et dans le Nord de la France.

Dans la seconde partie, de beaucoup la plus étendue, l'auteur aborde le fond même de son sujet. Après avoir indiqué les sources auxquelles il convient de puiser pour se documenter sur la question (législation romaine, législation canonique, législation séculière, registres judiciaires, etc.), il examine un à un les ressorts et les rouages qui mettaient en mouvement la puissante machine construite par l'Église en vue de maintenir l'unité de croyance. La constitution des tribunaux inquisitoriaux, la forme des poursuites, l'instruction des procès d'hérésie, les différents incidents de la procédure, le jugement et les pénalités sont, tour à tour, l'objet d'une étude approfondie.

Les appréciations du savant magistrat sont empreintes, d'ailleurs, de la plus grande modération; elles ne sont ni exagérées, ni passionnées. M. Tanon déplore, à coup sûr, la fâcheuse influence que les pratiques de l'Inquisition ont exercée sur la procédure pénale en usage devant les tribunaux de droit commun; mais tous les hommes impartiaux et de bonne foi sont de cet avis. Il est certain que les poursuites d'office, le secret et l'arbitraire de l'instruction, la suppression de la défense, le recours à la question comme moyen de preuve, mesures et procédés qui passèrent de la juridiction ecclésiastique à la juridiction laïque, contribuèrent à établir en France un système barbare de procédure, qui se maintint à peu près intact jusqu'aux dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Fernand DAGUIN.

---

*L'Éditeur-Gérant : F. PICHON*

---

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

# DE LÉGISLATION COMPARÉE

---

### SOMMAIRE.

*Séance du 20 mars 1907.* — Membres nouveaux. — Ouvrages offerts à la Société. — Observations de MM. G. BLONDEL, CH. BERTHÉLEMY, STOURM et L. FULD. — Communication de M. F. DAGUIN sur l'impôt sur le revenu dans le Grand-Duché de Luxembourg. — Suite et fin de la communication de M. V. MARCÉ, sur l'impôt sur le revenu en Autriche. — Communication de M. HUBERT-VALLEROUX au sujet de l'*income-tax*. — Dépôt par M. L. ADAM d'une étude de M. CH. BOICEAU sur l'impôt sur le revenu en Suisse. — Dépôt par M. F. DAGUIN d'une étude de M. J. DUFAY sur l'impôt sur le revenu. — Note de M. L. ADAM.

*Conseil de Direction.*

*Réunion des sections.* — Section de la langue anglaise. — Section des langues du Nord. — Section de la langue française.

*Chronique législative.* — Chambres françaises. — Parlement anglais.

*Mouvement législatif.* — Belgique. — Brésil.

*Comptes rendus d'ouvrages.* — *A Digest of international law*, par M. J. Basset Moore; M. C. CHEUVREUX. — *Skrifter Rikets Lag* (24<sup>e</sup> édition), par M. W. Uppström; M. F. DAGUIN. — *Tò δικαίον τῶν μελισσῶν*, par M. D. Antoniadès; M. F. DAGUIN. — *Su la teoria del contratto sociale*, par M. G. de Vecchio; M. C. PRET. — *Dos livros dos commerciantes*, par M. Carvalho de Mendonça; M. P. SUMIEN. — *Sabres e togas*, par M. H. Lobo; M. P. SUMIEN. — *Derecho civil. Tratado de los bienes*, par M. Cordoba; M. P. SUMIEN. — *Etats et souverains*, par M. Féraud-Giraud; M. F. DAGUIN. — *De la responsabilité dans les sociétés anonymes, en droit français et suisse*, par M. A. Caleb; M. C. SANSAS. — *Une nouvelle jurisprudence sur le conflit du cessionnaire de créance et des créanciers saisissants*, par M. L. Fraissaingea; M. J. GHEUSI. — *La Faculté de droit de l'Université de Louvain à travers cinq siècles (1426-1906)*, par M. V. Brants; M. F. DAGUIN. — *Servan et une cause célèbre devant le Parlement de Dauphiné*, par M. L. Dubarle; M. F. DAGUIN.

---

### SÉANCE DU 20 MARS 1907.

*Présidence de M. Paul LEROY-BEAULIEU, président.*

La séance est ouverte à quatre heures.

Lecture est donnée du procès-verbal de la précédente séance, qui est adopté.

Se sont excusés par lettres : MM. Marcel NAST et Alfred MUTEAU.

**M. le Président** proclame membres de la Société, comme ayant été admis à la dernière séance du Conseil de Direction :

MM. BARAHONA (Casto), docteur en droit, pensionné de l'Université centrale de Madrid, Hôtel des Thermes, 34, rue Saint-Jacques (Paris);  
BOUBOULIS (D.), avocat à la Cour d'appel mixte, Le Caire (Egypte);  
BOUNIOIS (Gaston), docteur en droit, 21, rue de Lübeck (Paris);  
COLLETTE (Pierre), avocat à la Cour d'appel, 178, boulevard Malessherbes (Paris);  
DUGAS (Émile), docteur en droit, auditeur du Conseil d'État, 68, rue Gay-Lussac (Paris);  
GLASSON (Paul), juge suppléant au Tribunal de la Seine, 4, rue Honoré-Chevalier (Paris);  
LEROY-BEAULIEU (Anatole), membre de l'Institut, directeur de l'École des sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume (Paris);  
PASCANU (Michel), avocat à la Cour d'appel, 25, rue Radu-Voda, à Bucarest (Roumanie);  
ROSENBERG (Wilhelm), docteur en droit, Hof- und Gerichtsadvokat, am Hof, 11, à Vienne, I (Autriche).

L'INSTITUT ÉCONOMICO-JURIDIQUE DE L'UNIVERSITÉ ROYALE, à Cagliari (Sardaigne);

**M. le Secrétaire général** dépose sur le bureau la liste des ouvrages offerts à la Société :

*Bulletin de la Société française des habitations à bon marché*, années 1903-1906; 4 vol. in-8°, offerts par la Société.

*Codes français et lois usuelles*, par Rivière et Paul Pont, 6<sup>e</sup> édition; 2 vol. gr. in-8°, offerts par M. Célier.

1<sup>o</sup> *Le droit d'auteur*, 1905;

2<sup>o</sup> *La propriété industrielle*, 1906;

2 vol. in-4°, offerts par le Bureau international de Berne.

*The United Provinces code 1906*, vol. I; I. *Bengal regulations*; II. *India acts*; vol. in-8°, offert par le Gouvernement de l'Inde anglaise.

1<sup>o</sup> *Royaume de Belgique. Rapports annuels de l'inspection du travail*.

2° *Royaume de Belgique. Les industries à domicile, en Belgique*, tome VIII;

2 vol. in-8°, offerts par l'Office du travail belge.

*De la responsabilité des administrateurs dans les sociétés anonymes, en droit français et suisse*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. Caleb.

*O concurso da viação americana*; vol. in-8°; offert par l'auteur, M. B. Lucas.

*Sesiones de los Cuerpos legislativos de la República de Chile, 1811-1845*; tome XXIX; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. Valentin Letelier.

*La Faculté de droit de l'Université de Louvain à travers cinq siècles (1426-1906)*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. Victor Brants.

*The Journal of the Society of comparative legislation*, n° XVI; vol. in-8°, offert par la Société de législation comparée de Londres.

*Die gegenwärtige Richtung der privatrechtlichen Studien in Frankreich und Deutschland*; broch. in-4°, offerte par l'auteur, M. Peritsch.

*Gesetz betreffend das Urheberrecht an Werken der bildenden Künste und der Photographie*; plaq. offerte par le commentateur, M. L. Fuld.

*Atualidade de una orientação nova na codificação do direito privado*; br. in-8°, offerte par l'auteur, M. Amazonas de Figueiredo.

*Le correnti periodiche di migrazione interna in Italia durante il 1906*; vol. in-4°, offert par l'Office du travail italien.

*Emigrazione e Colonia*; vol. II. *Asia, Africa, Oceania*; vol. in-8°, offert par S. E. M. le Ministre des affaires étrangères du royaume d'Italie.

*Sveriges Rikes Lag, 1907*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. W. Uppström.

*Τὸ δικαίον τῶν μελισσῶν (Jus de apibus)*; 1 vol., petit in-8°, offert par l'auteur, M. Démétrius Antoniadès.

M. le **Président** déclare ouverte la discussion sur les communications relatives à l'impôt sur le revenu.

M. **Georges Blondel**, professeur à l'École des Hautes-Études commerciales, prend la parole en ces termes : Est-il permis de prétendre, comme l'a fait M. Berthélemy, dans la séance du 16 janvier, que l'impôt sur le revenu en Prusse est un impôt barbare, inique, féroce-ment inquisitorial (p. 119), et de dire qu'il aboutit (p. 123) à des complications inextricables ? Est-il permis d'assimiler les membres des Commissions à des « agents de police fiscale », d'ajouter que l'organisation allemande est, en somme (p. 126), immorale et odieuse, qu'elle engendre la délation à tous les rangs de la société, en en faisant « la base la plus solide » des ressources fiscales, et de conclure en affirmant que le système prussien est frappé « de tares irrémédiables ».

J'avais cru devoir faire, à la suite de cette communication, quelques réserves. Mais j'avais été d'autant plus ému que j'avais eu jadis, peu après la promulgation de la loi du 24 juin 1891, l'occasion d'apprécier sévèrement la législation nouvelle. Et cependant, ni les renseignements que j'avais recueillis en Allemagne même, ni les ouvrages que j'avais consultés, ni même certains pamphlets ou articles de journaux (qui d'ailleurs doivent être contrôlés avec soin) ne m'eussent permis de formuler en toute conscience un jugement aussi dur. La situation s'était-elle donc aggravée depuis quinze ans ?

J'ai tenu, au cours d'un nouveau voyage, au mois de mars dernier, à renouveler mon enquête, en m'adressant à des personnes appartenant à toutes les catégories sociales. J'ai, sans doute, recueilli encore quelques plaintes, mais ces plaintes s'atténuent de plus en plus, et la plupart des récriminations du début ont cessé.

Au point de vue des principes, on est à peu près unanime aujourd'hui à reconnaître que la progression « très modérée » introduite dans la loi répond à une idée de justice, et donne une satisfaction appréciable aux revendications populaires.

Au point de vue pratique, on est unanime à déclarer que l'*Einkommensteuer* fonctionne d'une façon très acceptable. Que les Allemands, bons patriotes, s'inclinent plus volontiers que nous devant certaines exigences considérées par eux comme des « devoirs civiques », ce n'est pas douteux. Pour mon compte, je ne saurais le leur reprocher. Je tiens seulement à dire que les fonctionnaires chargés de percevoir l'impôt ne sont l'objet ni de suspicions, ni d'animosités. Beaucoup de contribuables paraissent apprécier, au contraire, l'aide qui leur est donnée pour déterminer le montant de leurs revenus. Et on ne se plaint pas, autant que M. Berthélemy paraît le croire, des « évaluations » auxquelles ils se livrent lorsque ces revenus ne peuvent être établis avec précision (*ziffermässig*). Des agriculteurs en particulier (beaucoup n'ont guère

de comptabilité) m'ont avoué que c'était un véritable service que la loi nouvelle leur avait rendu.

Quant aux « réclamations », il y en aura toujours. La plupart ont très peu d'importance. Leur nombre va en diminuant. L'an dernier, dans l'un des cercles les plus importants de la Prusse rhénane, sur lequel j'ai des renseignements précis, sur 9.782 contribuables, 1.026 seulement ont réclamé. Nous sommes déjà loin de la proportion élevée (p. 124) dont il nous a été parlé. Sur ces 1.026 réclamants, 972 ont obtenu satisfaction plus ou moins complète. La défense n'est donc pas « illusoire », comme notre savant collègue paraît se l'imaginer.

Si en Prusse on connaît mieux qu'en France la situation de fortune de chacun, cela tient surtout au système adopté pour les élections communales (*Dreiklassenwahlrecht*). C'est un système qui a plus d'avantages que d'inconvénients. N'est-il pas curieux de voir qu'en France les adversaires les plus acharnés de l'impôt progressif sur le revenu sont précisément ceux qui accepteraient le plus volontiers la substitution d'un suffrage censitaire au suffrage universel qui nous régit?

Et c'est précisément parce que nous avons ce suffrage universel et une mentalité profondément différente de celle des Allemands, que je suis l'adversaire du dernier projet déposé par le Ministre des finances. Son fonctionnement, si on parvenait à le faire voter, n'aurait qu'une lointaine analogie avec celui de l'*Einkommensteuer* allemand. Il n'est pas inspiré seulement par des préoccupations fiscales, et il renferme des dispositions d'un arbitraire inacceptable. Il ralentirait inévitablement notre vie économique; nos entreprises commerciales, en particulier, seraient gravement atteintes. Il entraînerait forcément aussi une contraction des capitaux qui aurait probablement pour les classes populaires plus d'inconvénients que pour les classes privilégiées. Il doit être énergiquement rejeté. Mais ce n'est pas en Allemagne qu'il faut chercher les raisons décisives qui doivent nous pousser à le combattre.

**M. Berthélemy**, professeur à la Faculté de droit de Paris. — Notre collègue Blondel m'a obligeamment avisé de son intention de faire, au cours de cette séance, quelques réserves sur les conclusions de ma communication relative à l'*Einkommensteuer* en Prusse.

Aussi, ai-je apporté ce soir quelques notes en vue d'établir au moins l'*exactitude matérielle des faits et des chiffres que j'ai énoncés*. — Je constate avec satisfaction que j'aurai à peine besoin de m'en servir. Ce n'est pas aux faits que j'ai énoncés, aux textes que j'ai commentés que s'attaque M. Blondel: c'est seulement aux appréciations trop sévères que m'ont suggérés ces faits et textes. — Je me suis trompé seulement sur un détail; c'est, paraît-il, l'existence de récentes modifications au mécanisme de l'*Einkommensteuer*. Je m'excuse d'avoir ignoré la loi de 1906, qui n'a pas encore été publiée en France. Au surplus, si elle ne modifie, comme on me l'avoue, aucune des pièces essentielles du système, elle n'aurait pu rien changer à mes appréciations.

Ainsi, de l'aveu même de M. Blondel, *il reste donc vrai que l'Einkommensteuer a pour assiette le revenu calculé par la méthode compliquée que j'ai dite et que la vérification de ces calculs se fait par les procédés que j'ai expliqués.*

M. Blondel voudrait seulement que je n'appelle pas ces procédés « inquisitoriaux ». Nous avons l'habitude de désigner ainsi tout système qui consiste à « s'enquérir », par questionnaire, et au besoin par témoignages, par recherches dans les livres de comptes, par interrogatoire du personnel, des domestiques, même des enfants, de faits, d'actes, de situations, de circonstances propres à éclairer le fisc. Ces faits, il peut vous paraître indiscret qu'on les publie, et quand les auxiliaires du fisc les connaissent, ils sont à moitié publiés. Si quelqu'un vient me demander ce que je gagne, en dehors de mon traitement officiel, ce qu'on me paie pour les articles que j'écris, ce que me rapportent les consultations que je donne, etc., je trouverai cela fort *indiscret*. Ce mot vous choque-t-il encore ?

M. Blondel ne veut pas que nous stigmatisions la délation qui est au fond du système. C'est cependant par la délation organisée que sont portés à la connaissance des commissaires les revenus que le contribuable dissimule. Il a tort de dissimuler; soit! — Mais je méprise qui le dénonce; et je ne puis parler qu'avec sévérité d'un mécanisme fiscal où — pour faire échec à une fraude quasi universelle, on est obligé de compter sur une habitude généralisée de la dénonciation.

On ne s'en plaint pas, me dit mon contradicteur. Je suis prêt à vous soumettre, messieurs, avec leur certificat d'origine, les nombres annuels des protestations portées devant le tribunal spécial chargé d'en connaître; pour l'époque actuelle, qu'on dit très en progrès, M. Blondel avoue 1.026 réclamations sur 9.782 cotes. Plus d'un réclamatant sur neuf imposés!!! Je suis prêt à vous communiquer les citations des discours qui ont été prononcés, il y a quelques années, à la Chambre prussienne; je tiens enfin à votre disposition les articles ou, plus exactement, les citations d'articles de journaux empruntés à des travaux que je n'eusse même pas connus si mon ami Blondel n'avait eu la complaisance de me les signaler.

Les journaux doivent être contrôlés avec soin! — Certes, qui en doute? Pourtant le seul fait qu'ils protestent vaut un renseignement sur le sens de l'opinion publique.

Vieux renseignements, me dit-on, — vieux chiffres, — vieilles critiques, — vieilles protestations! — Soit; je n'ai pas prétendu qu'on se plaignît *aujourd'hui* de l'Einkommensteuer. Au contraire, nous avons tous cherché pourquoi et comment on s'y était si facilement habitué! M. Stourm, M. Leroy-Beaulieu en ont donné des raisons, et j'en ai ajouté d'autres : la modération de la taxe, la prospérité de la Prusse, le prestige de l'administration chez nos voisins, la forme de leurs institutions politiques, etc....

Mais rien de tout ceci n'infirmes ce que j'ai avancé, à savoir : *il y a quelques années*, telles et telles plaintes ont eu leur écho à la tribune prussienne et dans la presse prussienne. Or il suffit de lire les textes de loi pour comprendre à quel point ces protestations étaient fondées.

Ne nous demandons pas comment les Prussiens, « *bons patriotes* », et dociles serviteurs des autorités administratives prennent le système. Demandons-nous si le sentiment du « *devoir civique* », dans un peuple moins souple, peut faire accepter des indiscrétions dont on peut faire l'abominable abus que chacun peut deviner.

Au surplus, ce n'est pas un bon moyen d'information sur la valeur d'une méthode fiscale que l'enquête personnelle auprès de quelques gros contribuables ou de quelques administrateurs influents. Si l'*Einkommensteuer* n'avait pas de partisans en Prusse, l'aurait-on instituée? Il y a des gens qui en souffrent cruellement et injustement, mais il faut bien qu'ils soient la minorité, ou que leurs griefs soient couverts par l'avis contraire de ceux à qui le fisc ménage ses faveurs. Qu'on établisse, en France, l'impôt personnel : il est certain que les amis politiques de l'administration ne s'en plaindront pas. Ce n'est pas aux inquisiteurs qu'il faut demander des raisons contre l'inquisition.

Notre collègue nous rapporte de Prusse l'assurance qu'il y a de gros contribuables que les commissions fiscales ne tracassent pas. Nul de nous n'en doute, et ce n'est pas inconciliable avec ce que j'ai dit. — S'il veut prétendre qu'il n'y en a pas que le fisc tourmente par d'inqualifiables procédés, je suis prêt à mettre sous vos yeux la preuve du contraire. Au reste, cela reviendrait à dire que ces lois dont je vous ai lu les textes ne sont pas appliquées. L'administration prussienne est trop rigide et trop scrupuleuse pour qu'on ait d'elle une pareille idée.

Il suffit qu'une procédure fiscale soit instituée, que des sanctions soient établies pour qu'on ait la certitude que celles-ci comme celles-là sont mises en pratique. Or, vous avez dû reconnaître avec moi que sanctions et procédure des lois allemandes étaient peu compatibles avec les habitudes d'une nation où la démocratie gouverne et où l'on tient à la liberté.

Que les Prussiens ne partagent pas notre sentiment sur leur loi fiscale, c'est évident. Que notre sentiment soit injustement sévère ou empreint d'exagération, je ne le crois pas, et l'approbation que vous avez bien voulu donner à mes paroles m'a montré que vous ne le pensez pas plus que moi (applaudissement).

M. Stourm, membre de l'Institut, appuie les observations de M. Berthélemy.



**M. F. Daguin**, *Secrétaire général*, présente le résumé d'une note qui lui a été adressée par **M. Ludwig Fuld**, *avocat-avoué à Mayence*, au sujet de l'impôt sur le revenu en Prusse.

M. Fuld conteste l'exactitude de quelques-unes des informations recueillies par M. Berthélemy; il estime que notre collègue a pris un peu trop au pied de la lettre certains articles de journaux d'un caractère purement humoristique.

En réalité, la règle d'après laquelle se calcule le revenu imposable est la suivante : on fait entrer en ligne de compte les ressources provenant de tous les *avantages* ou de tous les *profits périodiques*, auxquels le contribuable peut prétendre *en vertu d'un droit*. Les deux conditions essentielles qui sont requises pour qu'un avantage ou un profit quelconque puisse servir de base à la taxation, sont donc la périodicité et le caractère obligatoire de la prestation dont on bénéficie.

Ainsi, le commis d'un négociant qui reçoit de son patron une gratification à l'occasion du jour de l'an, est tenu de la comprendre dans l'évaluation de son revenu, si elle lui est due en vertu d'une convention expresse ou tacite, fait qui se produit assez fréquemment en Allemagne. Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsque l'attribution de la gratification dépend exclusivement du bon vouloir du patron, celle-ci ne doit pas être considérée comme faisant partie du revenu.

Il faut considérer comme de simples plaisanteries de journalistes les anecdotes qui ont été rapportées et qui tendraient à faire croire qu'un publiciste doit comprendre dans son revenu le prix des billets de théâtre qu'on lui donne et celui des places gratuites de chemin de fer qu'on lui délivre; ou qu'un fonctionnaire doit ajouter au montant de son traitement la valeur des dîners officiels qui lui sont offerts par ses supérieurs. Dans ces différents cas, les avantages ne sont ni périodiques, ni exigibles en vertu d'un droit; il n'est donc pas possible d'en tenir compte pour la fixation de la contribution de l'intéressé.

Il est vrai que certaines commissions d'évaluation font preuve d'un esprit de fiscalité exagéré et qu'elles prétendent parfois soumettre à l'impôt des profits qu'il ne doit pas atteindre. Mais, en définitive, leurs prétentions ridicules ne sont pas admises; en tout cas, on peut affirmer que jamais un contribuable ne s'est vu taxer pour la valeur d'un dîner ou pour une place gratuite à l'Opéra.

**M. Victor Marcé**, *Conseiller référendaire à la Cour des Comptes*, termine sa COMMUNICATION SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU EN AUTRICHE.

(Cette communication sera insérée dans le prochain *Bulletin*).

**M. Fernand Daguin**, *avocat à la Cour d'appel de Paris*, demande la parole pour faire une COMMUNICATION SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU DANS LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

A la dernière séance générale de la Société, M. René Stourm, dans la très intéressante communication qu'il nous a faite, a énuméré les États dotés de l'impôt sur le revenu, et il a cité, entre autres, le Grand-Duché de Luxembourg. Il m'a paru nécessaire de vous donner, au sujet de ce pays, quelques explications (1).

En effet, si vous jetez les yeux sur le budget des recettes du Grand-Duché, vous constaterez que l'impôt en question n'y est pas mentionné; il ne faudrait pas se hâter d'en conclure qu'il n'existe pas; en réalité, il figure dans les prévisions budgétaires mais sous une autre dénomination : on l'appelle l'impôt mobilier. Ceci vient confirmer l'observation si juste que formulait, il y a quelques semaines, M. Berthélemy, au début de sa remarquable étude sur l'impôt sur le revenu en Prusse (2), lorsqu'il faisait remarquer que nous avions, nous aussi, en France, l'impôt global sur le revenu, mais dissimulé sous les noms d'impôt des portes et fenêtres, et d'impôt mobilier.

Toutefois, une différence essentielle distingue l'impôt mobilier luxembourgeois de l'impôt mobilier français. Tandis que ce dernier est assis sur un des signes extérieurs de la richesse, la valeur locative de l'habitation, le premier a pour base le montant des revenus des contribuables établi par un calcul direct; par suite de ce mode d'évaluation, il constitue plus exactement que l'impôt français un véritable impôt sur le revenu; néanmoins, il n'est pas, comme celui-ci, un impôt global, car, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, il ne frappe pas l'ensemble des revenus,

(1) Nous adressons tous nos remerciements à M. P. Ruppert, Conseiller secrétaire général du Gouvernement, qui a bien voulu nous offrir la brochure qu'il vient de publier sous le titre suivant : *L'administration des contributions directes et le cadastre dans le grand-duché de Luxembourg* (78 p. in-8°; Luxembourg; V. Bück; 1907). Cette brochure nous a été fort utile. Nous devons également exprimer notre vive gratitude à M. Edouard Simonis, avocat à Luxembourg, qui nous a fourni, avec une inépuisable obligeance, des renseignements d'un grand intérêt sur les impôts directs luxembourgeois et, en particulier, sur l'impôt mobilier.

(2) *Bulletin mensuel de la Société de législation comparée*, 1907, p. 119.

mais quelques-uns d'entre eux seulement. Certains revenus sont atteints au moyen d'autres impôts.

Il existe, en effet, quatre groupes de contributions directes dans le Grand-Duché de Luxembourg. Ce sont : 1<sup>o</sup> la contribution foncière, subdivisée en contribution sur la propriété bâtie et contribution sur la propriété non bâtie ; 2<sup>o</sup> l'impôt mobilier et l'impôt des patentes, dont nous allons nous occuper ; 3<sup>o</sup> l'impôt sur les mines et minières ; 4<sup>o</sup> la taxe des cabarets.

L'impôt mobilier a été réorganisé par une loi du 9 février 1891 (1). Cette loi maintenait, concurremment avec la contribution mobilière, l'impôt personnel, taxe de capitation, de deux francs par tête, qui frappait tout habitant du Grand-Duché, qu'il fût luxembourgeois ou étranger, et quels que fussent son âge et son sexe, pourvu qu'il eût la jouissance de ses droits et qu'il ne fût pas indigent. Depuis lors, la taxe personnelle a été supprimée par une loi du 2 juin 1897 (2).

Par contre, on continue à percevoir l'impôt de patente, établi par la loi du 12 février 1853 (3), qui fait, pour certaines catégories de personnes, double emploi avec l'impôt mobilier. L'impôt de patente frappe les marchands ambulants, les trafiquants qui achètent des bestiaux dans les foires et marchés ou dans les étables, pour les revendre dans d'autres foires ou marchés du pays, et les entrepreneurs de jeux et d'amusements assimilés à l'exercice d'une profession ; il est de 2 pour 100 des gains et bénéfices présumés, mais n'atteint ces gains et bénéfices qu'autant qu'ils dépassent 100 francs,

Les deux impôts dont il vient d'être question sont inscrits, chaque année, dans le même article du budget des recettes, et leur produit probable est évalué en bloc, sans distinction entre l'un et l'autre.

*Assiette de l'impôt mobilier.* — La contribution mobilière est due par les Luxembourgeois sur la totalité de leurs revenus mobiliers, alors même qu'ils ont leur domicile à l'étranger (4) ; elle est due par les étrangers dans des conditions qui seront in-

(1) Voir le *Mémorial* du 25 février 1891. — La loi a été complétée par une circulaire du 14 décembre 1891 (*Mémorial* du 16 décembre 1891). Elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1892.

(2) V. *Mémorial* du 5 juin 1897.

(3) Ruppert, *op. cit.*, p. 68.

(4) Arrêt du Conseil d'État, du 2 août 1894 (Ruppert, *op. cit.*, p. 63).

diquées plus loin. Elle est assise sur les revenus qui ne sont pas déjà atteints par l'impôt foncier ou par l'impôt minier; elle frappe : 1° les revenus des capitaux mobiliers et ceux des valeurs mobilières; 2° les bénéfices et gains *nets* résultant du travail de l'homme en général, et qui sont le produit d'un commerce, d'un métier, d'une profession ou d'une industrie; 3° les salaires, gages, traitements, remises, casuel des ecclésiastiques, solde des militaires, indemnités, pensions, rentes viagères et autres émoluments. On fait entrer en ligne de compte, pour le calcul du revenu, la valeur du logement fourni gratuitement et les autres avantages analogues.

L'énumération qui précède montre que les contribuables astreints au paiement de la patente ne sont pas dispensés pour cela du paiement de la contribution mobilière. Ils paient donc deux fois pour le même revenu.

Les bénéfices et les gains sont évalués sous déduction des dépenses qu'on est obligé de faire pour en obtenir la réalisation. Ainsi, il y a lieu de déduire des bénéfices bruts d'un industriel les dépenses qu'il a dû faire, au cours de l'année qui a précédé l'exercice fiscal pour lequel il est imposé, à l'effet de pourvoir à la réparation, à la réfection et à l'entretien des bâtiments servant à son exploitation ou en vue d'améliorer son outillage et de le maintenir en bon état (1).

Les revenus provenant d'établissements industriels et atteints déjà par d'autres impôts sont déduits du revenu du contribuable intéressé, lors de la taxation dont il est l'objet.

En revanche, les retenues obligatoires pour la caisse des pensions et les autres charges dont les traitements sont grevés en vertu de dispositions légales ou conventionnelles, ne sont pas portées en déduction.

*Taux de l'impôt.* — Le taux de l'impôt est modéré; il est de 3 pour 100 du revenu des capitaux mobiliers, des valeurs mobilières et des actions ou obligations émises par des sociétés financières, industrielles ou civiles, par des communes ou par des établissements publics (2); de 2 pour 100 des bénéfices et gains

(1) Arrêt du Conseil d'État, du 21 juin 1894 (Ruppert, *op. cit.*, p. 62).

(2) Les sommes réparties par les compagnies d'assurance sur la vie entre les assurés, à titre de participation aux bénéfices, ne sont pas comprises dans le revenu assujéti à l'impôt, attendu qu'elles ne constituent pas un véritable bénéfice, mais qu'elles ont plutôt le caractère de restitution par-

nets produits par le travail de l'homme et provenant de l'exercice d'un commerce, d'un métier, d'une industrie ou d'une profession; de 1 pour 100 des salaires, gages, traitements, remises, casuel des ecclésiastiques ayant charge d'âmes, indemnités, pensions et émoluments payés par l'État, les communes, les établissements publics et les particuliers (1).

Pour les rentes viagères, le taux est de 1 pour 100, s'il s'agit de rentes servies par un descendant à un ascendant, ou de rentes servies, à titre de dot, par un ascendant à un descendant. Dans tous les autres cas, la contribution est fixée à 3 pour 100 du revenu que peut produire, d'après les présomptions légales, le capital affecté à la rente.

Certains revenus sont exempts de l'impôt mobilier; ce sont : 1° les bénéfices, gains et revenus annuels inférieurs à 100 francs, et les traitements et pensions inférieurs à 200; 2° les revenus et bénéfices des établissements de bienfaisance reconnus par l'État, et ceux de la Caisse d'épargne; 3° les indemnités accordées à des fonctionnaires publics à raison des dépenses qui leur sont imposées par l'exercice de leurs fonctions, tels que frais de route, de séjour et de bureau; 4° la solde des militaires au-dessous du grade de sous-lieutenant, le salaire des ouvriers, journaliers, manœuvres, domestiques et serviteurs à gages, jusqu'à concurrence d'un revenu de 600 francs; 5° les bénéfices résultant directement de la distillation des fruits, marcs, lies de vin, betteraves, pommes de terre et autres produits agricoles distillés par le producteur; 6° les meubles meublants, le mobilier servant à des exploitations agricoles, les provisions de ménage et autres objets mobiliers servant à l'usage personnel du contribuable et de sa famille, lorsque celle-ci demeure avec lui.

*Évaluation du revenu et cotisation.* — Il convient d'examiner, maintenant, comment il est procédé à la détermination du revenu imposable de chaque contribuable. C'est là, évidemment, la partie délicate du système, car cette détermination prête à l'arbitraire et peut entraîner des mesures vexatoires pour les particuliers.

tielle des primes aux assurés participants (Arrêt du Conseil d'État, du 5 avril 1902; Ruppert, *op. cit.*, p. 63).

(1) Le taux d'un pour cent n'est appliqué aux émoluments payés par les particuliers qu'autant que le bénéficiaire ne possède pas un revenu global supérieur à 5.000 francs. Si le revenu global de l'intéressé dépasse 5.000 francs, le taux est porté à 2 pour 100.

L'évaluation du revenu a lieu d'après la déclaration de l'intéressé ou au moyen d'une taxation d'office.

Chaque contribuable est admis à déclarer les profits, gains et bénéfices qu'il recueille et qui sont passibles de l'impôt mobilier. Il est loisible au déclarant de faire connaître, en même temps, le montant de ses charges; s'il ne les indique pas, on est en droit de l'imposer pour la totalité de son revenu brut. La déclaration est reçue par le receveur des contributions de la commune du contribuable; celui-ci est tenu d'affirmer la sincérité de sa déclaration et de la signer.

Si les taxateurs (dont il sera parlé ci-après) estiment que le déclarant a commis une erreur volontaire ou involontaire, ils peuvent le mander devant eux et exiger de lui des explications. En définitive, le dernier mot leur reste, sauf le recours du contribuable qui se prétend lésé devant le Conseil de revision, dont il sera question plus loin.

La déclaration est purement facultative; on la fait ou on ne la fait pas. Il a été souvent question de la rendre obligatoire; mais, actuellement, la Chambre des députés n'est saisie d'aucune proposition en ce sens.

Si le contribuable ne fait pas de déclaration, le montant de ses revenus imposables est fixé d'office par le Conseil des taxateurs.

Il existe un conseil des taxateurs dans chaque commune. Ce conseil se compose de onze membres dans la commune de Luxembourg, capitale du pays, de sept membres, dans les communes ayant plus de deux mille habitants, et de cinq, dans les autres. Il est adjoint aux membres titulaires quatre suppléants, dans la ville de Luxembourg, deux, dans les autres communes; les suppléants ont pour mission de remplacer les titulaires, en cas d'empêchement de ceux-ci. Il est interdit d'admettre simultanément dans le même conseil plusieurs membres effectifs ou suppléants, parents ou alliés au premier ou au second degré. Le bourgmestre est membre et président de droit du Conseil; en cas d'empêchement, il est suppléé par un échevin ou, à défaut d'échevins, par le plus ancien membre du Conseil municipal. Les taxateurs, avant d'entrer en charge, prêtent devant lui le serment suivant : « Je jure de remplir mes fonctions de taxateur en mon honneur et conscience, et de garder le secret des délibérations; ainsi Dieu me soit en aide! » Le bourgmestre est, lui-même, dispensé de prêter ce serment; il prend part aux opé-

rations du Conseil des taxateurs sous le bénéfice du serment qu'il a prêté comme fonctionnaire de l'ordre administratif.

Les taxateurs et leurs suppléants sont nommés annuellement par le directeur des contributions. Ils sont pris sur une liste de candidats que le Conseil municipal est appelé à dresser et qui doit contenir un nombre de noms double de celui des membres à nommer; les candidats doivent être choisis parmi les habitants de la commune. Il n'est pas permis aux mêmes taxateurs d'exercer leurs fonctions pendant plus de deux années consécutives (1).

Il est interdit aux taxateurs de prendre part directement ou indirectement, ou même d'assister aux délibérations qui les concernent personnellement ou qui concernent leurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les membres du Conseil sont tenus de garder le secret des délibérations. Ceux qui manquent à ce devoir ou qui siègent, alors que l'abstention leur est commandée par la loi, sont passibles d'une amende de 1 à 25 francs et s'exposent, en outre, à la révocation.

Tous les ans, au cours de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> avril, le Conseil des taxateurs dresse, dans chaque commune, une matrice principale de la contribution mobilière, et, s'il y a lieu, une matrice supplémentaire, pour servir à la confection des rôles. La matrice principale comprend les contribuables soumis à l'impôt pendant l'année où elle est formée; la matrice supplémentaire contient la liste de ceux qui sont devenus passibles de l'impôt ou d'une majoration d'impôt pendant l'année écoulée et ceux qui ont été omis lors de la confection de la matrice précédente. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les taxateurs ont des pouvoirs fort étendus. Ils ont le droit d'appeler devant eux les contribuables ou d'autres personnes, et de leur demander tous renseignements utiles; ils peuvent déléguer le contrôleur pour recueillir ces renseignements et le charger de visiter les locaux affectés à l'exercice d'un commerce ou d'une industrie; il leur est permis de prendre connaissance des

(1) Il est alloué aux taxateurs des jetons de présence de 2 fr. 50 par séance (Arrêté grand-ducal, du 14 décembre 1891, portant règlement pour l'exécution de la loi du 9 février 1891, sur l'impôt mobilier, art. 11. — V. Ruppert, *op. cit.*, p. 60).

bilans et des comptes de profits et pertes des sociétés anonymes ou en commandite; enfin, ils sont autorisés à exiger des fonctionnaires publics un extrait des documents dont ils croient avoir besoin, ainsi que tous les renseignements qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission, sauf les cas où la loi interdit expressément ces communications.

Les matrices, dressées comme il vient d'être dit, sont déposées pendant dix jours au secrétariat de la maison communale, où les intéressés sont admis à en prendre connaissance et où ils peuvent consigner leurs réclamations sur un registre *ad hoc*. Le délai expiré, les matrices sont définitivement arrêtées par le Conseil des taxateurs; elles sont ensuite visées par le contrôleur, qui les transmet au directeur des contributions, pour qu'il fasse établir les rôles. En cas de désaccord sur certains articles entre les taxateurs, le contrôleur et le receveur, le directeur des contributions a le droit de fixer lui-même la cotisation, dans les limites de l'évaluation la plus haute; s'il use de cette faculté, il est tenu de consigner dans les matrices les motifs de sa détermination.

*Voies de recours.* — Les décisions du Conseil des taxateurs et celles du directeur des contributions, dans les cas où il a qualité pour agir de son propre chef, sont susceptibles d'appel. Elles peuvent être attaquées soit par l'administration des contributions, soit par les contribuables dont les intérêts ou les droits ont été lésés. L'appel est porté devant le Conseil de revision.

Il y a un Conseil de revision par canton. Ce Conseil se compose de onze membres, dans le canton de Luxembourg (1), et de neuf, dans les autres cantons. Le juge de paix et le receveur de l'enregistrement en font partie de droit; ces fonctionnaires peuvent être remplacés, aux séances, par leurs suppléants. Les membres du Conseil sont nommés par le directeur général des finances, qui les choisit parmi les membres des conseils municipaux du canton; les trois membres qui doivent obligatoirement résider à Luxembourg sont pris parmi les conseillers communaux de cette ville. Le juge de paix préside le Conseil.

Le délai pour se pourvoir contre les décisions du Conseil des taxateurs ou du directeur des contributions est de trois mois; il court, pour les contribuables, du jour où ils reçoivent l'avertissement les invitant à acquitter leur contribution; pour l'administra-

(1) Trois membres au moins, sur onze, doivent appartenir à la ville même de Luxembourg.



tion, du jour même où la décision a été rendue. L'appel doit être interjeté dans ce délai de trois mois, à peine de forclusion.

Un recours au Conseil d'État est ouvert aux contribuables et à l'administration contre les décisions des Conseils de revision. Ce recours doit être formé, à peine de déchéance, dans les trois mois de la date de la notification administrative de la décision au contribuable, s'il est exercé par celui-ci, dans les trois mois de la date de la décision, s'il émane de l'administration (1).

Le Conseil d'État statue en dernier ressort.

*Étrangers.* — Les étrangers domiciliés dans le Grand-Duché sont, à tous les points de vue, assimilés aux Luxembourgeois, en ce qui concerne la contribution mobilière. Ceux qui n'y sont pas domiciliés, mais qui y résident au moins pendant six mois de l'année, sont imposés comme les nationaux, mais seulement au prorata de la durée de leur séjour dans le pays. L'étranger qui n'est pas domicilié et qui n'a pas une résidence de six mois n'est soumis à l'impôt qu'à raison des revenus qu'il tire du Grand-Duché et qui proviennent, soit d'une entreprise commerciale ou industrielle, soit de capitaux placés dans le pays, soit de l'exercice d'une profession ou d'un métier.

Les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, quelles qu'elles soient, financières, industrielles, commerciales ou civiles, sont assujetties au paiement de la contribution mobilière dans les mêmes conditions que les particuliers de nationalité étrangère.

Pour l'étranger non domicilié dans le Grand-Duché mais imposable à la contribution mobilière, la déclaration est obligatoire, à la différence de ce qui est prescrit pour les Luxembourgeois. Cette déclaration, qui doit être faite au commencement de chaque année et à tout changement de résidence, est reçue par le receveur des contributions, qui évalue provisoirement le revenu imposable et qui perçoit immédiatement l'impôt. L'évaluation définitive est faite, ensuite, par le Conseil des taxateurs, et l'on rembourse, s'il y a lieu, à l'intéressé ce qui a été perçu en trop.

L'étranger a, du reste, la faculté d'user, comme les nationaux, des voies de recours concédées par la loi.

(1) Dans ce dernier cas, le recours est formé par le directeur des contributions.

*Part des communes dans le produit de l'impôt.* — Le produit de la contribution mobilière n'est pas acquis en totalité à l'État ; sur la somme globale perçue dans chaque commune, il est attribué 4 pour 100 à la Caisse municipale. Les communes ont, en outre, la faculté de percevoir, à leur profit, des centimes additionnels à l'impôt mobilier. D'autres centimes additionnels sont établis pour l'entretien des chemins vicinaux.

*Fonctionnement et rendement de l'impôt.* — Il reste à fournir quelques indications sur le fonctionnement de l'impôt et sur son rendement.

Il convient de remarquer, tout d'abord, qu'il figure seulement pour 1.200.000 francs, au budget de l'exercice 1906, sur un total de recettes de 13.120.770 francs (1). Encore comprend-on dans cette somme le produit de l'impôt de la patente.

Comment le supporte-t-on ? Sans doute, il donne lieu à quelques plaintes ; mais quel est l'impôt dont on ne se plaigne pas ? Chaque contribuable se considère volontiers comme trop imposé, et trouve, volontiers aussi, que son voisin ne l'est pas assez.

En somme, l'impôt mobilier ou, si l'on préfère, l'impôt sur le revenu mobilier, établi dans le Grand-Duché de Luxembourg, est accepté par la population, qui paie sans trop murmurer. Dans tous les cas, il n'existe pas, actuellement, de mouvement en faveur de sa suppression.

En fait, il ne paraît pas que l'administration se montre trop tracassière. Quant au rôle des taxateurs, il semble qu'il soit assez effacé. La plupart des Conseils manquent en général d'initiative et acceptent un peu trop facilement peut-être les propositions émanant du contrôleur, en matière d'évaluation. On peut aussi leur reprocher de ne pas tenir suffisamment compte, dans leurs opérations, des charges que la loi permet de déduire du montant du revenu.

Quoi qu'il en soit, l'impôt n'est pas impopulaire. On peut attribuer la facilité avec laquelle on le tolère à trois causes principales : en premier lieu, les investigations auxquelles les taxateurs et le contrôleur se livrent pour déterminer les revenus des contribuables revêtent rarement un caractère inquisitorial ; en second lieu, le taux de la contribution est peu élevé, puisqu'il est,

(1) Loi du 29 décembre 1905 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1906 (*Mémorial* du 29 décembre 1905, n° 77).

au maximum, de 3 pour 100 du revenu ; enfin, l'impôt est proportionnel et non progressif, de sorte que les contribuables n'ont pas à redouter une inégalité de traitement qui aurait pour cause des considérations d'ordre politique ou un antagonisme de classes.

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que le Grand-Duché est une monarchie héréditaire et que la Chambre des députés est élue au suffrage censitaire (1).

La présence à la tête du gouvernement d'un chef d'État tenu, par l'intérêt même de sa dynastie, à ménager ses sujets et à éviter ce qui pourrait exciter le mécontentement des classes dirigeantes, jointe à l'existence d'une Chambre législative élue par des électeurs que leur origine porte à modérer plutôt qu'à aggraver les charges du pays, constitue pour les contribuables de sérieuses garanties contre l'arbitraire de l'administration et l'accroissement exagéré du taux de l'imposition.

Ces garanties (on en a déjà fait la remarque) ne se rencontreraient pas dans un État démocratique comme la France, où il n'existe pas de pouvoir supérieur et régulateur, capable d'imposer au parti politique victorieux le respect des partis vaincus, et où la représentation nationale, omnipotente et sans contre-poids, est élue par une majorité de citoyens qui ne paieraient pas l'impôt et, qui, par suite, seraient d'autant moins enclins à enrayer l'augmentation des dépenses publiques qu'ils n'auraient pas à la supporter. Introduire dans notre pays l'impôt global sur le revenu et, surtout, l'impôt progressif sur le revenu, qui ouvre la porte à tous les excès financiers, serait donc, à notre avis, quant à présent du moins, tenter une expérience extrêmement dangereuse pour la fortune publique, et pour le bien-être général.

(1) La Chambre des députés (Chambre unique) est, actuellement, composée de 50 députés, élus dans les cantons, pour six années, au scrutin uninominal et au vote direct. La Chambre se renouvelle par moitié, tous les trois ans. — Pour être électeur, il faut : 1° être Luxembourgeois ; 2° avoir vingt-cinq ans révolus ; 3° jouir de ses droits civils et politiques ; 4° être domicilié dans le Grand-Duché ; 5° verser au trésor de l'État, en contributions directes, la somme de dix francs [(Loi du 5 mars 1884, sur les élections législatives et communales (*Mémorial* du 1<sup>er</sup> avril 1884, n° 15, p. 141). — Loi du 30 juin 1892 concernant la réduction du cens électoral, pour la Chambre des députés, et apportant d'autres modifications à la loi électorale (*Mémorial* du 9 juillet 1892, n° 41, p. 449). — Loi du 22 juin 1901 portant réduction du cens électoral pour les électeurs de la Chambre des députés (*Mémorial* du 22 juin 1901, n° 40, p. 461)].

**M. Hubert-Valleroux**, avocat à la Cour d'appel de Paris, dit qu'il a reçu de l'un de nos collègues, M. Mesnil, avocat à Londres, une lettre relative à l'*Income-tax* ; nous sommes toujours heureux de voir nos collègues de l'étranger intervenir pour nous mieux renseigner en ce qui concerne la législation de leur pays. M. Mesnil fait remarquer au regard soit des valeurs étrangères possédées par des Anglais, soit des valeurs anglaises appartenant à des étrangers, que l'*Income-tax* n'atteint que les revenus perçus en Angleterre. Elle ne s'occupe nullement de ce que ses nationaux peuvent posséder au dehors. Qui a moins de 4.000 francs de revenus en Angleterre est exempt, qui a moins de 17.500 francs en Angleterre profite des dispenses partielles de taxes, alors même qu'il posséderait des millions à l'étranger. De même pour les étrangers propriétaires de valeurs anglaises, ils ne sont imposés que pour le revenu de ces seules valeurs, sans considération de ce qu'ils possèdent dans leur pays.

M. Mesnil fait remarquer, en outre, que l'on exagère parfois, sur le continent, les procédés d'inquisition du fisc anglais : « on s'est habitué aux procédés de l'administration ».

Il insiste sur ce point peu connu dans notre pays, de l'excès des taxes locales, presque toutes demandées à l'impôt direct. Ces dépenses municipales viennent non seulement des administrations locales, mais aussi des votes du Parlement, lequel met généreusement à la charge des municipalités certaines dépenses fort lourdes, telles que celles concernant l'instruction publique. Comme exemple, notre collègue me communique les feuilles d'impôt d'un contribuable, employé de commerce, habitant hors de Londres et ayant un loyer imposable de £ 62,10 et réel de £ 75. Il paie à l'*Income-tax* (schédules A et D) £ 8, 1, 3, et il paie comme impôt local direct plus de 22 livres !

Seulement, le dernier impôt est établi, non par déclaration comme l'*Income-tax*, mais sur le montant du loyer. « Si l'on a conservé ces deux genres d'impôts, c'est d'abord parce qu'on n'aime pas ici à bouleverser ce qui a longtemps duré, c'est aussi apparemment qu'il a semblé dangereux de réclamer au moyen de l'impôt par déclaration les sommes considérables nécessitées par les dépenses municipales.

« L'impopularité déjà grande de l'*Income-tax* l'aurait rendu insupportable s'il avait fallu lui demander tout ce dont on a besoin. » Observation très notable et qui répond à cette allégation trop souvent répétée aujourd'hui que le système de la déclaration est parfaitement admis et bien vu des contribuables étrangers.

M. **Léon Adam**, *avocat à la Cour d'appel de Paris*, donne communication d'une **ÉTUDE** de M. **Ch. Boiceau**, *avocat, ancien conseiller national, à Lausanne*, **SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU EN SUISSE.**

Le présent travail (1) a pour but de fournir un simple aperçu des différentes législations cantonales en matière d'impôt sur la fortune (le capital) et le revenu.

Des données qui ressortiront de cette étude, nécessairement, et il faut le dire malheureusement, trop sommaire, il ne sera pas possible de se faire une idée exacte de ce qu'est l'impôt total levé en Suisse; pour arriver à s'en rendre compte, il faudrait ajouter, au produit des impôts cantonaux, celui des impôts fédéraux et communaux; le temps limité dont disposait l'écrivain de ces lignes ne lui a pas permis de le faire; c'est pourquoi il se bornera à indiquer, d'une manière générale, et en laissant de côté les détails, quels sont, en dehors de ceux qui feront l'objet de ce mémoire, les impôts au moyen desquels il est pourvu aux dépenses de la Confédération et des communes. Ces derniers, pour le dire en passant, sont parfois de beaucoup les plus lourds. Les impôts fédéraux sont levés en vertu de lois fédérales applicables sur tout le territoire de la Suisse, mais sans distinguer si leur produit est attribué, en tout ou en partie, à la Confédération ou réparti entre celle-ci et les cantons.

« Le trait caractéristique de l'impôt fédéral », dit un auteur, est l'atteinte portée par lui à la souveraineté fiscale des cantons, atteinte qui, dans le courant du siècle (xix<sup>e</sup>) à chaque tournant de notre histoire suisse contemporaine, est devenue toujours plus profonde et se résoudra, peut-être, dans une centralisation complète de notre administration financière. »

De 1815 à 1848, l'impôt fédéral n'existait pas; pendant cette période de 33 ans, la souveraineté cantonale est demeurée, pour ainsi dire, illimitée.

En 1848, après la guerre civile, dite « guerre du Sonderbund », le besoin se fit sentir d'un lien fédéral plus étroit.

A la Confédération d'États succède un État fédératif, grevé de nouvelles et lourdes obligations; la constitution devait lui

(1) Ce travail n'est qu'un résumé fort incomplet d'un remarquable ouvrage dont M. le Dr Max de Cérenville est l'auteur : *Les impôts en Suisse, leur assiette et leur quotité*. Lausanne, Corbaz et C<sup>ie</sup>, imprimeurs-éditeurs.

donner les moyens de s'en acquitter en lui procurant les ressources indispensables; c'est alors que furent établis les droits d'importation, d'exportation et de transit à la frontière, remplaçant un régime douanier intercantonal devenu intolérable.

Le service des postes passe à la Confédération, les bénéfices qu'elle en tire lui appartiennent désormais en entier.

En 1874, la part du rendement des douanes, réservée aux cantons, leur est enlevée pour compenser l'exonération des dépenses militaires mise à la charge de la Confédération.

Le produit de la taxe d'exemption du service militaire, perçue, jusque-là, par chaque canton à sa guise, rentre à partir de cette même année, pour moitié dans la caisse fédérale.

En 1885, création du monopole de l'alcool.

En 1893, introduction d'une taxe fédérale de patentes pour les voyageurs de commerce, « la multiplicité et la diversité des taxes cantonales, pour emprunter le langage de l'auteur déjà cité (1), étant une cause continuelle d'embarras et constituant une véritable atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie garantie par la Constitution ».

Pour être complet, il y a lieu de mentionner : 1<sup>o</sup> l'impôt du 4 pour 100 qu'ont à payer les Banques Suisses d'émission sur le produit total de leur émission. Cet impôt disparaît avec l'entrée en vigueur de la loi comportant création de la « Banque Nationale » ; 2<sup>o</sup> l'impôt également du 4 pour 100 du montant des primes annuellement perçues en Suisse par les Compagnies d'assurances.

#### IMPÔTS CANTONAUX

L'article 3 de la Constitution fédérale est de la teneur suivante :

« Les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale, et, comme tels, ils exercent tous les droits qui ne sont pas délégués au pouvoir fédéral. »

En vertu de ce principe, ainsi formellement proclamé par la loi suprême d'où dérivent toutes les autres, la souveraineté fiscale des cantons n'est limitée que par les impôts fédéraux, d'une part, et par certaines dispositions de la Constitution fédérale,

(1) Dr Max de Cérenville.

de l'autre. Article 4 : Égalité des citoyens devant la loi, point de privilèges de lieu, de naissance, de personnes ou de famille.

ART. 31. — Liberté du commerce et de l'industrie.

ART. 45. 6<sup>e</sup> alinéa. — « Le canton dans lequel un Suisse établit son domicile ne peut exiger de lui un cautionnement, ni lui imposer aucune charge particulière pour cet établissement. »

ART. 46. — Interdiction de la double imposition intercantonale.

Ces réserves faites, il est permis de dire que les cantons sont libres d'adopter le régime qui leur convient.

Il faut remonter assez haut dans l'histoire pour retrouver la trace de l'impôt sur le sol helvétique; après s'être affranchis du joug de l'Autriche, les cantons confédérés eurent, chacun sur son territoire, recours à l'impôt sur le capital, tout contribuable étant tenu de déclarer ce qu'il possédait et il en fut ainsi pendant tout le moyen âge, mais il ne faudrait pas se figurer qu'il s'agissait à cette époque d'un impôt régulièrement levé : il ne l'était que lorsque le besoin s'en faisait sentir et il ne l'était plus aussitôt qu'il avait cessé d'être nécessaire.

La périodicité de l'impôt, érigée en système, n'est pas encore admise à l'heure qu'il est, en théorie tout au moins, par huit cantons, chez lesquels la perception de la taxe directe n'est autorisée que lorsque le produit des biens de l'État, des régales et des impôts indirectes est insuffisant.

Le canton des Grisons va même si loin dans cet ordre d'idées que ni les comptes d'État, ni le budget ne font mention de l'impôt direct; cette lacune se justifie, aux yeux du législateur cantonal, par sa manière de concevoir les devoirs du gouvernement, celui-ci étant toujours censé administrer avec les ressources d'une autre provenance dont il dispose; c'est pourquoi lorsqu'il n'y réussit pas, ce qui est généralement le cas, il y a un déficit, que l'impôt à prélever l'année suivante fera disparaître d'autant mieux qu'il aura été calculé de manière à procurer la rentrée de la somme manquante.

Si, une fois, par bonheur, le budget venait à boucler en équilibre, l'impôt ne serait pas levé.

Genève et Glaris seraient les premiers à avoir établi chez eux l'impôt direct périodique.

L'impôt sur le capital et l'impôt de capitation datent, à Genève, de l'an 1683.

Dans les autres cantons, les impôts directs ne sont plus perçus dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le pouvoir, à cette époque, était l'apanage exclusif d'un nombre restreint de familles qui, désireuses de le conserver, mettaient leur soin à ne pas demander à l'impôt direct, source féconde de mécontentement, les sommes dont elles avaient besoin pour couvrir les dépenses de l'administration.

Abstraction faite de ce qui s'est passé sous l'éphémère République helvétique, une et indivisible, ce n'est guère qu'en 1832, à l'avènement du régime démocratique, que l'on voit les cantons adopter, peu à peu et les uns après les autres, le système fiscal aujourd'hui en vigueur; le dernier à le faire a été Soleure en 1894.

Si, au moyen âge, les impôts directs levés en Suisse ne frappaient que le capital, les cantons suisses à l'époque actuelle n'ont pas introduit l'impôt général sur le revenu tel qu'il existe en Angleterre, en Prusse et en Italie. Tenant compte des circonstances de la vie moderne, ils ont adapté à celles-ci leur impôt sur le capital en le complétant par un impôt sur le produit du travail.

Vingt-cinq cantons et demi-cantons ont l'impôt sur le capital, très généralement assis sur l'ensemble des capitaux mobiliers et immobiliers; quelques cantons, en très petit nombre, n'imposent que le seul capital immobilier et le capital mobilier garanti par hypothèques.

Toutes les lois cantonales renferment, d'ailleurs, comme on le verra plus loin, de nombreuses exemptions totales ou partielles.

L'assiette de l'impôt, soit la matière imposable sur laquelle l'impôt repose, varie dans les États confédérés; les principes généraux ne sont pas partout les mêmes et les exemptions dont bénéficie telle ou telle classe de biens ou de contribuables diffèrent souvent d'un canton à un autre; cette réserve faite, on constate presque partout l'existence simultanée de l'impôt sur le capital et de l'impôt sur le revenu. A l'égard des immeubles, l'impôt direct peut être réel ou personnel, être assis sur les biens au lieu de leur situation effective ou bien frapper les personnes en leur qualité de sujets de droit.

Les cantons qui ont adopté le système de l'impôt personnel imposent, sans tenir compte de leur situation, tous les immeubles appartenant aux contribuables domiciliés chez eux. Les cantons



à impôt réel exercent leur souveraineté fiscale sur tous les immeubles situés sur leur territoire.

De cette situation, il est fréquemment né des cas de double imposition ; pour y mettre fin, le tribunal fédéral a, dans un grand nombre d'arrêts, statué que la fortune immobilière est imposée au lieu de situation des immeubles et la fortune mobilière au domicile du contribuable.

A ce propos, un auteur s'exprime comme suit :

« L'interdiction faite aux cantons d'imposer les immeubles qui ne sont pas situés dans leur territoire, et la faculté qui leur est donnée de faire payer intégralement l'impôt aux capitaux mobiliers dont le propriétaire est domicilié chez eux, ont dans certains cas pour résultat de favoriser les placements immobiliers et de détourner l'épargne des placements mobiliers. Dès que le fisc veut prélever un impôt trop considérable sur la fortune mobilière du contribuable, celui-ci se hâte de la transformer en immeubles, situés hors du canton de son domicile, et paye ainsi une taxe beaucoup moins considérable au lieu de leur situation (1) ».

S'il est de règle que la fortune mobilière est imposable au domicile du contribuable, ce n'est toutefois pas sans exception ; ainsi, il a été jugé que la mise de fonds d'un commanditaire, dans une société en commandite, est imposable non pas au domicile du contribuable, mais au siège de la société. Le commerçant, qui a une succursale dans un canton où il n'est pas, lui-même, domicilié, peut être astreint au paiement de l'impôt sur la valeur en capital et en revenu de la succursale au siège de celle-ci.

En principe, la fortune mobilière appartenant aux personnes physiques et juridiques résidant dans un canton y est soumise à l'impôt ; il en est de même des capitaux engagés dans un commerce ou dans une exploitation industrielle, mais, partout où ce principe est appliqué, il existe aussi des exemptions au profit de certaines catégories de biens meubles.

Lorsque l'impôt est assis sur les personnes, l'impôt ne saurait être prélevé que sur la fortune nette du contribuable ; c'est là ce qui distingue en réalité l'impôt personnel de l'impôt réel.

En Suisse, les cantons font, à l'égard de la défalcation, une

(1) *Les impôts en Suisse*, par le Dr Max de Cérenville, p. 54.

différence entre les dettes chirographaires et les dettes hypothécaires.

Fribourg et Valais exceptés, tous les cantons autorisent la défalcation des premières. Appenzell (Rhodes Intérieures) et Valais imposent les immeubles sur leur valeur totale sans tenir aucun compte de la situation financière du contribuable. Dans les autres cantons, la défalcation de la dette hypothécaire est admise, mais quelques-uns dans le cas seulement où le propriétaire de l'immeuble est domicilié chez eux.

L'impôt sur le capital néglige une partie de la richesse, celle que produit le travail. La grande majorité des cantons ont cependant entendu ne pas la laisser de côté, aussi perçoivent-ils en conséquence, l'impôt sur les « services des capitaux personnels » et sur les services des capitaux mobiliers et immobiliers, mais ils ont évité les inconvénients découlant d'un impôt unique sur le capital en le complétant par un impôt sur le revenu créé dans le but d'atteindre le produit du travail. Ce système, que l'on peut qualifier de système suisse par excellence, n'a pas, jusqu'ici, donné de mauvais résultats dans son application, mais il faut remarquer que l'assiette de chacun de ces deux impôts n'est pas la même partout. Il existe deux grandes catégories ; dans l'une, il y a la coexistence de l'impôt général sur le capital et de l'impôt général sur le revenu (1).

Les intérêts des capitaux, déjà atteints par le premier de ces impôts, sont frappés de nouveau par le second. Le contribuable est ainsi astreint au paiement d'un double impôt sur le capital et sur la rente.

Le caractèreistique de l'autre catégorie, c'est précisément l'interdiction de superposer ces deux taxes l'une sur l'autre. Un même revenu ne doit être frappé qu'une fois, que ce soit par l'impôt sur le capital ou par l'impôt sur le revenu. Les intérêts d'un capital, déjà imposé comme tel, échappent à l'impôt sur le revenu qui ne pèse plus ainsi que sur le produit du travail, sur les rentes et sur les pensions.

La loi ne voulant, au moyen de l'impôt sur le revenu, atteindre que le produit du travail, il faut pour cela préalablement établir la relation entre le capital et le travail ; les législations cantonales y arrivent en fixant un taux d'intérêt moyen qui est censé être celui que rapportent les capitaux engagés dans un

(1) Dr Max de Cérenville, *op. cit.*, p. 78.

commerce ou dans une industrie, la somme correspondante étant, dans chaque cas particulier, déduite du revenu imposable.

Les cantons sont en petit nombre qui ont posé des règles à l'égard du revenu agricole. A Soleure, par exemple, la loi répartit les agriculteurs en trois catégories : ceux dont les domaines s'exploitent dans des conditions défavorables ; ceux qui travaillent dans des conditions moyennes, et enfin ceux dont les terres leur procurent un revenu satisfaisant.

Suivant la classe dans laquelle rentre le contribuable, son revenu imposable est calculé sur la base du 7, 8 ou 9 pour 1000 de la valeur cadastrale des immeubles cultivés. De son revenu, l'agriculteur peut déduire son fermage et les intérêts de ses dettes.

Schaffhouse impose le revenu agricole à raison du 1/2 pour 1000 sur les trois quarts de la valeur vénale des fonds mis en culture.

« Dans les États qui laissent à l'agriculteur le soin de déclarer son revenu comme les autres habitants du canton, le produit de l'impôt (sur le revenu) est à peu près nul » (de Cérenville : *Les impôts en Suisse, leur assiette et leur quotité*, page 85).

Un grand nombre de lois cantonales exonèrent de l'impôt le « minimum d'existence », soit la somme nécessaire, à tout individu, pour simplement pouvoir vivre.

Cette exonération du « minimum d'existence » est un droit reconnu à chaque contribuable par huit cantons qui permettent de déduire du revenu la somme non imposable (1).

Dans les autres cantons, l'exonération n'est accordée qu'à ceux-là seuls dont le revenu est inférieur au minimum fixé par la loi : c'est une aumône faite aux ressortissants les plus pauvres.

Les lois cantonales sont loin d'être d'accord sur la question de savoir dans quelle proportion il convient de répartir les charges fiscales entre les meubles et les immeubles. Les unes posent la règle que le contribuable doit être taxé, en vertu d'un tarif uniforme, sur sa fortune globale, et que l'impôt, par conséquent, doit être le même, quelle que soit la nature des biens. Les autres admettent, au contraire, l'existence d'un taux différent pour les meubles et pour les immeubles.

Au mépris de l'égalité garantie par la constitution fédérale, il est des cantons qui exonèrent de l'impôt le revenu de quelques

(1) Dr Max de Cérenville, *op. cit.*, p. 88 et suivantes.

professions, alors que tous les autres habitants du pays demeurent astreints au paiement de la taxe.

Ici, ce sont les domestiques des deux sexes qui bénéficient de l'exemption ; là, les femmes seulement ; ailleurs les agriculteurs, fermiers ou propriétaires, les peintres, les graveurs, les sculpteurs, les sages-femmes, les pêcheurs, les journaliers, les tresseurs de paille et les savetiers sont l'objet d'une semblable faveur, mais il est difficile de se rendre compte des motifs qui ont engagé le législateur à décharger les uns mais pas les autres.

Si on ne demande rien à la sage-femme, pour quelle raison s'interdit-on d'en agir de même à l'égard du dentiste ? L'ouvrier tailleur ne mérite-t-il pas d'être traité de la même manière que celui qui raccommode les souliers ?

De telles dispositions sont évidemment inconstitutionnelles et ne pourraient être maintenues s'il plaisait à un contribuable, poursuivi pour refus de paiement, de porter la question devant le tribunal fédéral.

Dans un certain nombre de cantons, les étrangers sont au bénéfice d'une situation privilégiée qui leur assure la libération, totale ou partielle, temporaire ou définitive, de l'impôt direct sur le capital mobilier et sur le revenu (1).

Si, en principe, la loi doit s'appliquer de la même manière aux personnes physiques et aux personnes juridiques, il n'en est pas moins vrai que ces dernières sont soumises à des dispositions spéciales rendues absolument nécessaires.

La Confédération Suisse est exemptée de toute taxe cantonale ou communale (article 7 de la loi du 23 décembre 1851 sur les garanties politiques et de police en faveur de la Confédération). Cette exemption s'étend maintenant au réseau des chemins de fer rachetés par la Confédération.

Les cantons exonèrent chacun de même la fortune de l'État.

A l'égard des communes, les lois varient entre une exonération absolue et une exemption limitée à certains biens.

Soleure, Lucerne et Schwytz ne prélèvent pas l'impôt direct sur la fortune de leurs couvents, mais, en revanche, ils exigent de ceux-ci le paiement d'une taxe spéciale, dont le produit est affecté à l'enseignement primaire.

En ce qui concerne le capital des sociétés par actions, l'on se trouve en présence de quatre systèmes différents :

(1) Dr Max de Cérenville, *op. cit.*, page 87.

- a) Imposition de l'actionnaire uniquement.
- b) Imposition de la société uniquement.
- c) Imposition mixte de l'un et de l'autre.
- d) Double imposition de la société et de l'actionnaire.

Dans le premier de ces systèmes, l'actionnaire paie sur le montant de ses actions, la société étant libérée de tout impôt sur ce capital.

Dans le second système, la société paie sur son capital et sur son revenu dans le canton où elle a son siège (1).

Pour éviter une double imposition, l'actionnaire peut déduire de sa fortune imposable la valeur des actions des sociétés qui paient l'impôt, *dans son canton*, mais cette faculté lui échappe lorsqu'il s'agit des actions d'une société dont le siège se trouve dans un autre canton ou à l'étranger.

Au point de vue juridique pur (Roguin « la Règle de droit »), c'est l'imposition de l'actionnaire qui est seule fondée en droit, les sociétés commerciales étant des groupements de personnalités dans lesquelles l'individu est toujours, en dernière analyse, le sujet du droit.

Il n'y a que deux cantons qui se rallient au troisième système (Bâle et Tessin) en vertu duquel *la même richesse est astreinte à l'impôt sous deux formes différentes*.

Le quatrième système est en vigueur dans les cantons d'Appenzell R. E., Bâle-Campagne, Genève, Nidwald, Lucerne, Saint-Gall, Vaud et Zurich.

Les Sociétés paient, partout où il existe, l'impôt sur le produit du travail comme les autres contribuables.

Vingt et un cantons et demi-cantons, sur les 25 qui forment la Confédération suisse, avec une population approchant de 3.000.000 d'habitants, se rattachent, sous les formes parfois fort différentes que l'on trouvera indiquées plus loin, à l'impôt progressif (2).

L'impôt sur le capital et l'impôt sur le revenu sont progressifs dans douze cantons.

L'impôt sur le capital seul est progressif dans deux cantons.

L'impôt sur le revenu seul l'est dans sept cantons et, enfin, la progression est inconnue dans les quatre cantons d'Appenzell R. I., Nidwald, Schwyz et Valais.

(1) Dr Max de Cérenville, *op. cit.*, page 116.

(2) Id., *op. cit.*, page 158.

Apprécié au point de vue de ses résultats pratiques, l'impôt à progression modérée, tel qu'il existe dans un certain nombre de cantons, ne comporte, en réalité, qu'une légère surtaxe sur les contribuables les plus riches qui le paient sans murmurer (1).

Le montant en est, d'ailleurs, fixé, en plusieurs endroits, par un article de la Constitution.

Sur de telles bases, il ne soulève guère d'objections, car on ne voit pas qu'il ait empêché l'épargne de se constituer, il ne semble pas, non plus, qu'il ait exercé une influence sur le prix des capitaux mobiliers, le taux de l'intérêt étant très sensiblement le même à Bâle, Berne, Zurich, Genève et Lausanne en dépit de conditions fiscales très différentes (2).

Mais ce système n'en est pas moins dangereux en ce sens qu'il fournit à une classe de citoyens, *parce qu'elle est le nombre*, un moyen de se débarrasser dans une très large mesure des charges publiques pour en faire retomber le poids sur une petite minorité.

*Jura paria debent esse inter se qui sunt cives in eadem republica* » mais, ce principe, l'impôt progressif le méconnaît. Exagéré, il donne aux uns la faculté de tout commander sans contribuer aux dépenses de l'État, aux autres, il impose l'obligation de tout payer ou de quitter le pays (3).

Il faut cependant reconnaître que, sur les bases où il est établi en Suisse, abstraction faite de quelques cantons où il est réellement excessif, l'impôt progressif est entré dans les mœurs (4).

On peut y voir, et non sans raison, une menace pour l'avenir, mais non un danger imminent pour le présent.

Dans la plupart des cantons de la Suisse allemande, l'impôt existe sous cette forme depuis longtemps. A Bâle, on en trouve un exemple dans un impôt de l'an 1429; à Genève, la taxe des gardes de 1697 est également progressive; c'est en 1831 que Zurich et Thurgovie l'instituent pour l'impôt sur le revenu; les Grisons font de même en 1854 et, ainsi de suite, jusqu'en 1897, époque à laquelle le canton d'Appenzell clôt la série.

Le canton des Grisons, qui a établi une échelle rapidement

(1) Dr Max de Cérenville, *op. cit.*, page 181.

(2) Id., *op. cit.*, page 181.

(3) Id., *op. cit.*, page 183.

(4) Id., *op. cit.*, page 183.

ascendante, a pu constater les fâcheux résultats d'un pareil système ; c'est pourquoi le gouvernement de ce canton, dans un rapport destiné à justifier un projet de loi tendant à l'exonération des entreprises de chemins de fer, s'exprimait en ces termes :

*L'application de l'impôt progressif au capital de construction des chemins de fer leur impose une charge si considérable qu'elle détourne tous les capitalistes de s'intéresser à de pareilles entreprises. Le canton a le plus grand intérêt à voir disparaître cet obstacle au développement du réseau grison (1).*

Avant de passer à la seconde partie de ce travail, rédigé avec une précipitation regrettable, il y a lieu de rappeler que, pour être complet, il aurait dû porter également sur les impôts directs non périodiques (droits sur les successions et donations ; droits de mutations sur les ventes et échanges d'immeubles) sur les impôts indirects et, sur les impôts communaux, car, sans cela, on ne saurait avoir une notion exacte de la charge fiscale supportée par les habitants de certaines contrées de la Suisse.

Enfin, c'est un devoir pour l'écrivain de ces lignes de déclarer que s'il a, ce dont il est loin d'être sûr, la bonne fortune d'avoir répondu aux désirs de la Compagnie dont il s'honore de faire partie, ce n'est que parce qu'il a largement profité de la magistrale étude de M. le Dr Max de Cérenville, étude parue à Lausanne en 1898, sous le titre : *Les impôts en Suisse, leur assiette et leur quotité*.

En ce qui concerne la seconde partie de ce travail, comportant une analyse sommaire des 25 lois d'impôt cantonales, il a été fait de nombreux emprunts aux monographies de M. le Dr J. de Steiger, *Grundzüge des Finanzhaushaltes der Kantone, et Schweizerisches Jahrbuch*, années 1903, 1904, 1905 et 1906.

## I

### ZURICH.

*Impôt sur le capital mobilier et immobilier sous défalcation des dettes, suivant déclaration du contribuable.*

L'impôt est progressif par catégories, mais ce n'est qu'une partie de la fortune déclarée qui est imposée, savoir :

(1) Dr Max de Cérenville, *op. cit.*, page 119.

|       |                                     |         |         |
|-------|-------------------------------------|---------|---------|
| 5/10  | des premiers                        | 20.000  | francs. |
| 6/10  | —                                   | 30.000  | en sus. |
| 7/10  | —                                   | 50.000  | —       |
| 8/10  | —                                   | 100.000 | —       |
| 9/10  | —                                   | 200.000 | —       |
| 10/10 | pour ce qui dépasse 200.000 francs. |         |         |

*Impôt sur le revenu.*

**Matière imposable :** le produit du travail sous déduction des frais généraux et du 5 pour 100 des capitaux engagés dans le commerce ou l'industrie et qui sont frappés de l'impôt sur le capital; les rentes qui n'ont pas été procurées au moyen de l'abandon d'un capital, les pensions.

Tout contribuable est autorisé à déduire 500 francs de son revenu.

Taux : 2 pour 100 quand le capital paie 1 pour 1000; la progression est plus forte que celle qui atteint le capital.

Après déduction de 5000 francs, la portion du revenu qui reste soumise à l'impôt est de :

|       |                                         |       |                   |
|-------|-----------------------------------------|-------|-------------------|
| 2/10  | du produit du travail pour les premiers | 1.500 | fr.               |
| 4/10  | —                                       | —     | 1.500 fr. en sus. |
| 6/10  | —                                       | —     | 3.000 —           |
| 8/10  | —                                       | —     | 4.000 —           |
| 10/10 | pour les revenus au delà de ces sommes. |       |                   |

(Loi du 24 avril 1870)

II

BERNE.

*Impôt sur le capital,* soit sur les immeubles d'après leur valeur cadastrée et sur les capitaux portant intérêt et placés sur des immeubles.

**Exemptions :** tout capital immobilier inférieur à 1000 francs, la moitié de la valeur cadastrale des bâtiments servant uniquement à l'exploitation agricole.

Le taux de l'impôt est du 1/2 pour 100 dans l'ancien canton ; 2 1/2 pour 100 dans le Jura.

*Impôt sur le revenu.*

**1<sup>re</sup> classe.** Produit du travail; revenu provenant du commerce



ou de l'industrie, sous défalcation des frais généraux et du 4 pour 100 du capital immobilier déjà atteint par l'impôt sur le capital.

2<sup>e</sup> classe. Rentes viagères et pensions.

3<sup>e</sup> classe. Revenu procuré par des capitaux portant intérêt; le contribuable est tenu de déclarer son revenu.

Exemptions : revenus provenant de capitaux et d'immeubles sur lesquels il est perçu l'impôt sur le capital; les dépôts à la caisse hypothécaire; 600 francs pour les contribuables de la 1<sup>re</sup> classe, 100 francs pour ceux de la 2<sup>e</sup> et de la 3<sup>e</sup>.

Le montant de l'impôt est fixé annuellement; si l'impôt sur le capital est de 1 pour 100, l'impôt sur le revenu sera pour la 1<sup>re</sup> classe 1,5 pour 100; 2<sup>e</sup> classe 2 pour 100; 3<sup>e</sup> classe 2,5 pour 100.

### III

#### LUCERNE.

*Impôt sur le capital.*

Mobilier et immobilier.

Défalcation des dettes.

L'impôt immobilier est perçu sur la valeur cadastrale; l'impôt mobilier d'après les indications de la déclaration faite par le contribuable.

Les fondations, les couvents, les églises, les chapelles et les communautés religieuses s'acquittent de l'impôt en participant aux dépenses de l'État en matière d'instruction publique et du culte.

Exemptions : l'État, pour sa fortune; les célibataires dont la fortune ne dépasse pas 1000 francs; les personnes mariées ne possédant pas au delà de 2000 francs; les personnes affligées d'incapacité de travail et les individus sous tutelle quand leur fortune ne dépasse pas 6000 francs.

Les derniers renseignements auxquels l'écrivain de ces lignes a eu accès remontent à 1904 — le 10 mars de cette année-là, le taux initial de l'impôt a été fixé à 1 pour 1000 sur les fortunes de 1000 à 100.000 francs; — à partir de ce dernier chiffre, la progression adoptée comptait une augmentation de 1/10 pour 1000 chaque cent mille francs en plus.

# EAU GÈNÈ

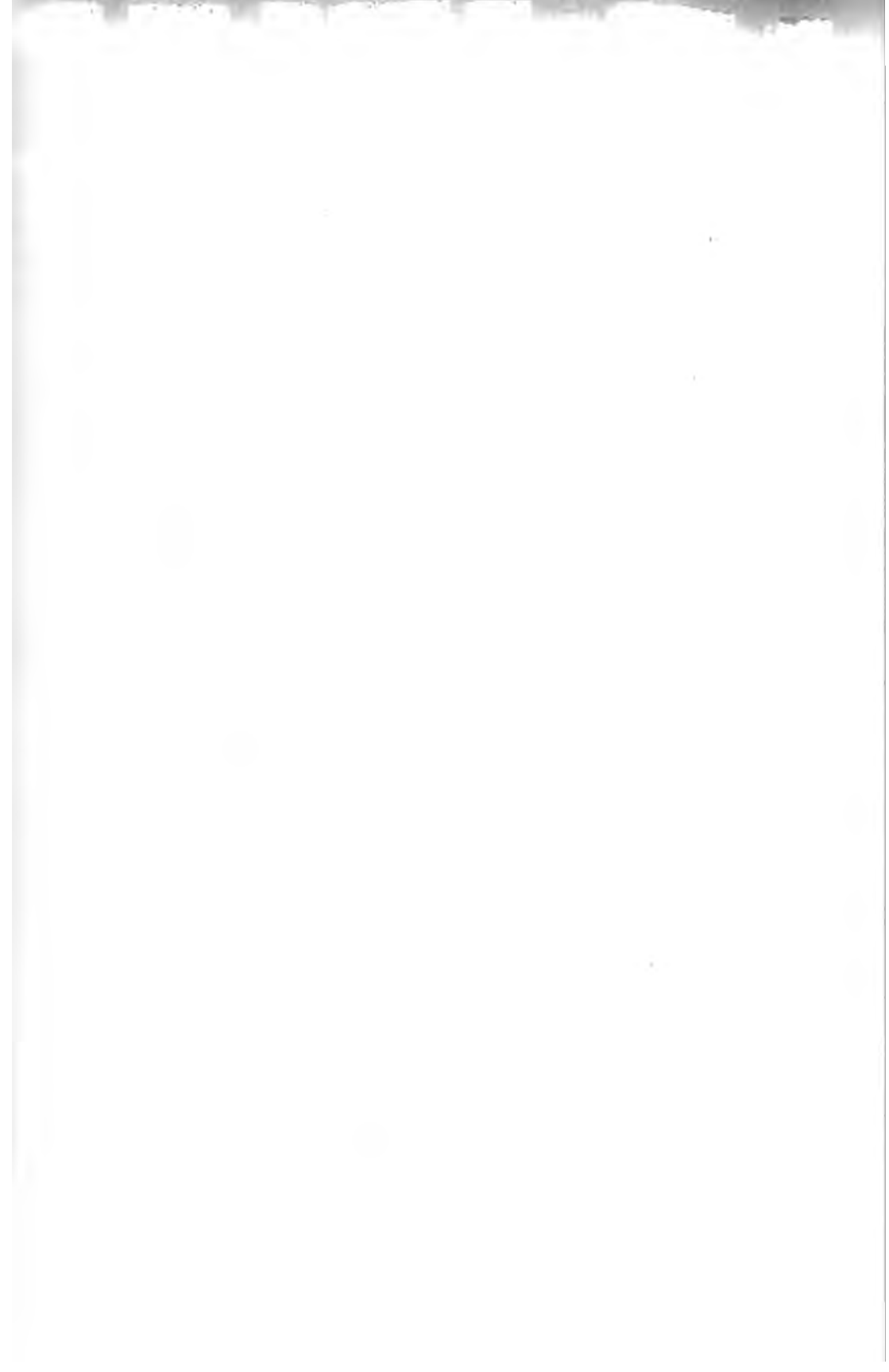
caisse de la  
les cantons.  
aux.

|       | Fr.        | %    |
|-------|------------|------|
| ..... | 46,289,200 | 79.8 |
| ..... | 2,547,900  | 4.4  |
| ..... | 195,000    | 0.3  |
| ..... | 197,300    | 0.4  |
| ..... | 41,400     | 0.1  |
| ..... | 1,537,700  | 2.8  |
| ..... | 5,602,700  | 9.6  |
| ..... | 234,400    | 0.4  |
| ..... | 1,537,700  | 2.6  |
| ..... | 58,163,300 | 100  |

| URG | § GENÈVE     | h. | VALAIS       | VAUD         | ZOUG        | ZURICH       | TOTAL                            | 0/0  |
|-----|--------------|----|--------------|--------------|-------------|--------------|----------------------------------|------|
| hab | 111,007 hab. |    | 105,684 hab. | 261,625 hab. | 23,217 hab. | 379,361 hab. | pour la SUISSE<br>3,030,385 hab. |      |
|     | Fr.          |    | Fr.          | Fr.          | Fr.         | Fr.          | Fr.                              |      |
| 500 | 2,076,000    | 0  | 312,000      | 2,782,200    | 108,800     | 5,607,500    | 27,131,200                       | 53.9 |
| 100 | 141,000      |    | 170,100      | "            | 21,000      | 21,800       | 553,900                          | 1.1  |
|     | 102,700      | 0  | "            | "            | 4,900       | 120,300      | 286,200                          | 0.5  |
| 500 | 1,466,800    | 0  | "            | 843,200      | 1,200       | 436,100      | 4,359,000                        | 8.6  |
| 500 | 775,000      | 0  | "            | 763,100      | "           | "            | 3,359,300                        | 6.7  |
| 500 | 76,000       | 0  | 9,300        | 19,400       | 1,700       | 43,900       | 294,900                          | 0.6  |
| 800 | 262,400      | 0  | 82,300       | 300,200      | 8,500       | 90,700       | 1,870,000                        | 3.7  |
| 000 | 87,000       |    | "            | 72,000       | 3,000       | 140,600      | 946,100                          | 1.9  |
|     | 20,500       |    | "            | "            | "           | 61,000       | 82,400                           | 0.2  |
| 000 | 355,000      | 0  | 47,000       | "            | "           | "            | 531,000                          | 1.0  |
| 500 | "            | 0  | "            | 352,000      | 14,200      | 627,200      | 3,165,600                        | 6.3  |
| 300 | 46,500       |    | "            | 68,900       | 4,000       | 83,900       | 553,000                          | 1.1  |
|     | "            |    | "            | 35,200       | "           | "            | 60,400                           | 0.1  |
|     | "            |    | "            | "            | 1,200       | 31,200       | 146,400                          | 0.3  |
|     | "            | 0  | "            | 42,100       | "           | "            | 48,600                           | 0.1  |
| 400 | 122,200      | 0  | 172,500      | 379,100      | 11,500      | 192,700      | 3,609,800                        | 7.2  |
| 100 | 11,700       | 0  | 10,000       | 50,900       | 2,800       | 44,500       | 389,600                          | 0.8  |
|     | "            | 0  | 3,700        | "            | "           | 33,100       | 203,800                          | 0.4  |
|     | "            |    | "            | "            | "           | 75,600       | 178,900                          | 0.3  |
|     | 65,000       |    | "            | "            | "           | "            | 65,000                           | 0.1  |
| 100 | 47,400       |    | 6,400        | 48,200       | 3,700       | 121,400      | 345,500                          | 0.7  |
| 900 | 30,000       |    | "            | 12,900       | "           | "            | 51,800                           | 0.1  |
|     | 12,000       | 0  | "            | 15,300       | "           | "            | 27,300                           | 0.1  |
| 500 | 20,000       | 0  | 23,000       | 11,500       | 9,500       | 920,000      | 2,013,000                        | 4.0  |
| 800 | 15,000       | 0  | 7,500        | 500          | "           | "            | 120,500                          | 0.2  |
| 500 | 5,728,200    | 0  | 844,700      | 5,797,200    | 196,000     | 8,652,200    | 50,393,200                       | 100  |

|                                |           |   |           |           |                 |                   |             |
|--------------------------------|-----------|---|-----------|-----------|-----------------|-------------------|-------------|
| 000                            | 1,521,000 | 0 | * 800,000 | 5,309,000 | 1895<br>220,000 | 1895<br>9,841,000 | 40,241,000  |
| naux et communaux. . . . . Fr. |           |   |           |           |                 |                   | 148,797,500 |

| URG | GENÈVE | VALAIS | VAUD   | ZOUG   | ZURICH | SUISSE | 0/0  |
|-----|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------|
|     | Fr. c. | Fr. c. | Fr. c. | Fr. c. | Fr. c. | Fr. c. |      |
| 13  | 19.13  | 19.13  | 19.13  | 19.15  | 19.13  | 19.13  | 39.1 |
| 20  | 51.60  | 8.14   | 22.16  | 8.44   | 22.81  | 16.58  | 33.8 |
| 84  | 11.90  | 7.72   | 12.99  | 9.86   | 25.94  | 13.24  | 27.1 |
| 17  | 82.65  | 34.09  | 54.28  | 37.43  | 67.88  | 48.95  | 100  |



*Impôt sur le revenu.*

Le revenu provenant d'immeubles, déjà atteints par l'impôt sur le capital, est soumis à une taxe proportionnelle portant sur le 20 pour 100 de la valeur cadastrale sans défalcation de dettes.

Les revenus des propriétés appartenant aux fondations, couvents, églises, etc., pour autant qu'ils ne sont pas absorbés par la contribution aux frais du culte et aux dépenses scolaires, sont astreints au même impôt calculé sur une base identique.

Produit du travail : déduction faite des frais généraux et du 4 pour 100 des capitaux engagés dans le commerce ou l'industrie et frappés de l'impôt sur le capital.

Ainsi déterminé et limité, le produit du travail est multiplié par 6 ; les rentes et pensions par 10 et le capital fictif ainsi obtenu est ajouté au capital réel.

Ainsi une fortune et un revenu représentant ensemble un capital de 1 franc à 30.000 paiera au taux du 1 pour 1000 de 30.000 à 84.000 francs, cette taxe est augmentée de 1/10 pour 1000 pour chaque somme de 6000 francs en sus au delà de 84.000 fr., l'augmentation est ainsi de 1/10 pour 1000 plus élevée que le taux initial.

Exemptions : quand le produit du travail, les rentes ou les pensions n'excèdent pas 1800 francs, le célibataire est autorisé à déduire de son revenu 500 francs ; les personnes mariées 800 francs. Au delà de 1800 francs la somme à déduire diminue de 100 francs pour l'homme marié et de 500 francs pour le célibataire chaque fois que son revenu augmente de 300 francs. Le célibataire qui touche 2100 francs ne sera plus autorisé à soustraire à l'impôt que 350 francs, l'homme marié que 400 et ainsi de suite jusqu'à ce qu'ait été atteint le chiffre à partir duquel le revenu tout entier se trouvera soumis à l'impôt, ce qui arrivera lorsque le chef de famille disposera d'un revenu de 3000 francs.

(Loi du 30 novembre 1892.)

#### IV

##### URI.

### *Impôt sur le capital mobilier et immobilier avec défalcation des dettes.*

Déclaration de fortune par le contribuable.

L'impôt est progressif, il part du taux initial de 1 1/2 pour 1/000.

De 2001 à 30.000 augmentation de 0.50 pour 1.000.

De 30.001 à 50.000 — 0.60 pour 1.000.

De 50.001 à 80.000 — 0.70 pour 1.000.

De 80.001 à 100.000 — 0.80 pour 1.000.

De 100.001 à 400.000 la progression est de 1/10 pour 1000 pour chaque 50.000 francs en sus; au delà de 400.000 la progression est de 1 1/2 pour 1000.

Exemptions totales : la fortune de l'État; de l'Église; les fonds des écoles; les bourses des pauvres; les bâtiments communaux affectés aux services publics; les ustensiles de ménage, les livres, les vêtements, les fortunes en dessous de 2000 francs.

### *Impôt sur le revenu.*

Cet impôt atteint le produit du travail, déduction faite des frais généraux et du 1/2 pour 100 du capital engagé dans un commerce ou dans une industrie, ce capital étant déjà frappé par l'impôt sur le capital; l'excédent du revenu provenant de capitaux est soumis à la taxe.

Exemptions : le revenu des domestiques habitant avec leur maître, lorsque ce revenu est inférieur à 300 francs. Tout contribuable est autorisé à déduire de son revenu la somme de 700 francs.

L'impôt est progressif.

Taux initial 1/4 pour 100.

La progression est la suivante :

Revenu ou gain : jusqu'à 1.000 fr., 0,25 centimes par 100 fr.

De 1.000 à 2.000, 0,35 centimes par 100 fr.

— 2.001 à 3.000, 0,45 — —

— 3.001 à 4.000, 0,60 — —

— 4.001 à 5.000, 0,80 — —

|                             |                 |
|-----------------------------|-----------------|
| De 5.001 à 6.000, 1 fr. »   | par 100 francs. |
| — 6.001 à 7.000, 1 fr. 20   | —               |
| — 7.001 à 8.000, 1 fr. 40   | —               |
| — 8.001 à 9.000, 1 fr. 60   | —               |
| — 9.001 à 10.000, 1 fr. 80  | —               |
| — 10.000 et au-dessus 2 fr. | par 100 fr.     |

V

SCHWYZ.

*Impôt sur le capital mobilier et immobilier.*

Défalcation des dettes.

Déclaration du contribuable.

Cet impôt est proportionnel. La propriété foncière ne paie que sur les 7/8 de sa valeur vénale « équitablement fixée » ( « Grundeigentum bestenest zu 7/8 eines billigen Verkehrswerthes »).

Exemptions : les biens de l'État ; des districts, des communes ; les fonds de l'assistance des pauvres ; les fonds des Églises et des écoles ; les capitaux consacrés à une exploitation agricole ; les fortunes en dessous de 1000 francs (pour les veuves et pour les orphelins 2000 francs).

*Impôt sur le revenu.*

Rentes et pensions capitalisées au denier dix. Les traitements salaires et, d'une manière générale, le produit du travail ne sont pas imposés.

La taxe est du 1 pour 100 quand l'impôt sur le capital est du 1 pour 1000.

(Loi du 10 octobre 1834.)

VI

OBWALD.

*Impôt sur le capital.*

Le taux en est fixé annuellement ; il est proportionnel, 1.30 pour 1000 ; il pèse sur la fortune tant mobilière qu'immobilière. Il y a lieu à défalcation des dettes.

Le contribuable est tenu à déclaration.

Les rentes et pensions sont capitalisées au denier vingt.

Les exemptions sont les mêmes que celles prévues par la loi du canton de Schwytz.

*Impôt sur le revenu.*

Cet impôt frappe le produit du travail, déclaré par le contribuable qui est en droit de défalquer les frais généraux et le 5 pour 100 des capitaux qu'il a engagés dans son commerce ou dans son industrie; ces éléments de sa fortune étant déjà atteints par l'impôt sur le capital. Les exemptions ne diffèrent que peu de celles admises à Schwytz.

Lorsque l'impôt sur le capital est de 1,5 pour 1000, les revenus de 500 francs à 1000 francs paient la taxe de 1,50 cent. par 500 francs et de 2 francs par 10.000 francs pour les premiers 2600 francs imposables et 1 pour 100 sur tout ce qui dépasse ce chiffre.

(Loi du 10 mars 1870.)

VII

NIDWALD.

*Impôt sur le capital.*

Cet impôt est perçu sur la fortune mobilière et immobilière, les immeubles en raison de la valeur que leur attribue le cadastre; défalcation des dettes; déclaration du contribuable.

Il est à remarquer que la valeur cadastrale est, en réalité, très inférieure à la valeur vénale des propriétés.

Pour établir le chiffre de la fortune d'une société anonyme ayant son siège dans le canton, on multiplie par 25 la somme des bénéfices nets réalisés par elle dans l'exercice précédent.

La fortune de l'État, des communes, de l'Eglise, de l'école et les fonds de l'assistance publique ne paient aucun impôt.

Il n'existe pas d'impôt sur le revenu.

(Loi du 27 avril 1879.)

## VIII

### GLARIS.

Impôt sur le capital mobilier et immobilier sans distinction après défalcation des dettes.

Le contribuable n'est pas requis de faire sa déclaration, l'évaluation en est faite par des taxateurs officiels.

L'impôt est progressif. Les premiers 25.000 francs ne sont taxés que jusqu'à concurrence du 60 pour 100 (15.000 francs). Le taux initial est fixé chaque année et la progression de 0,10 pour 100 commence à partir de 100.000 francs, conformément à l'échelle suivante :

De 100.001 à 400.000 : 0,10 pour 1000 par 50.000 francs.

De 400.001 à 1.000.000 : 0,10 pour 1000 par 100.000 francs.

De 1.000.001 à 2.000.000 : 0,10 pour 1000 par 250.000 francs.

De 2.000.001 à 5.000.000 : 0,10 pour 1000 par 500.000 francs.

De cette façon, toute fortune dépassant 3.500.000 francs est frappée d'un impôt qui, comparé au taux initial, est plus élevé dans la proportion du 2 pour 1000.

Sont exemptés de l'impôt les fonds d'écoles et d'Eglise, les institutions de bienfaisance, les ustensiles de ménage, les outils et les instruments et, enfin, les fortunes inférieures à 3000 francs.

Les veuves, les orphelins et les infirmes dont l'avoir ne dépasse pas 40.000 francs ne sont pas imposés pour les 15 premiers mille francs. Les familles qui ont un grand nombre d'enfants peuvent être, le cas échéant et sur leur demande, libérées de l'impôt jusqu'à concurrence d'un capital de 10.000 francs.

Dans ce canton, il n'est pas perçu d'impôt sur le revenu.

(Loi du 7 mai 1891.)

## IX

### ZUG.

Impôt sur le capital progressif par catégories portant sur les meubles et les immeubles sans distinction, défalcation faite des dettes.



Le contribuable est astreint à déclarer sa fortune ; sa déclaration est contrôlée par une commission cantonale.

Le taux de l'impôt est fixé chaque année, la progression commence après 100.000 francs ; à partir de cette somme, chaque 100.000 francs en sus forme une catégorie payant une taxe de  $\frac{1}{4}$  pour 100 supérieure à celle qui frappe la catégorie en dessous. La classification par catégories s'arrête au chiffre qui comporte le paiement d'un impôt deux fois plus élevé que la taxe initiale frappant les fortunes de 100.000 francs et en dessous.

En 1902, il existait quatre catégories dont la dernière comprenait les fortunes dépassant 400.000 francs ; le taux initial étant de 1 pour 1000.

Les exemptions sont, à quelques différences près, les mêmes que celles autorisées par les lois des cantons dont il vient d'être parlé.

#### Impôt sur le revenu.

A Zug, cette taxe est prélevée sur tout revenu à l'exception de celui qui provient de capitaux déjà atteints par l'impôt sur la fortune ou de l'exploitation d'hôtels, d'auberges, de restaurants, etc., d'un commerce ou d'une industrie astreinte au paiement d'une patente.

Fixation annuelle du taux ; la relation entre l'impôt sur le capital est la suivante : la fortune payant le 1 pour 1000, le revenu paiera le 1 pour 100 ; de même si le taux du premier est de 2 pour 1000, le second sera de 2 pour 100.

Revenu de 1 à 500 francs, 1 pour 100.

Revenu de 100 à 1000 francs  $1\frac{1}{4}$  pour 100.

Pour un revenu de 1000 à 7000 francs, le contribuable subit une augmentation successive de  $\frac{1}{4}$  pour 100 par 1000 francs. Au-delà de 3000 francs, le revenu paie le 3 pour 100.

Le célibataire, dans le calcul de son revenu, est autorisé à défalquer 600 francs ; le chef de famille 900 francs, plus 200 francs par enfant âgé de moins de quinze ans et par personne envers laquelle il est tenu de la dette alimentaire.

Une exemption temporaire, partielle ou totale peut être accordée en cas de maladie ou d'accident.

(Loi du 28 décembre 1896.)

X

FRIBOURG.

Impôt sur la fortune immobilière.

Bâtiments et fonds de terre, défalcation des dettes hypothécaires.

Le taux est fixé annuellement. En 1902, il était du 2,3 pour 1000 de la valeur cadastrale des immeubles.

Exemption de l'impôt en faveur des terres et bâtiments, propriétés de l'Église, des écoles, des hôpitaux, des orphelinats et de l'assistance publique.

Impôt sur la fortune mobilière. Sont soumis à cette impôt : a) les capitaux représentés par un titre ou un acte quelconque dont le débiteur est domicilié dans le canton. Ils sont inscrits au registre de l'impôt sur les titres : b) les capitaux dus par une personne domiciliée hors du canton et les titres au porteur. Ils sont déclarés, par le créancier, pour obéir à la loi qui lui en fait une obligation.

Les actions des sociétés inscrites au registre de l'impôt ne sont pas comprises au nombre de titres à déclarer par leur propriétaire. Il en est de même des livrets de dépôt à la Caisse d'Épargne jusqu'à concurrence de 1200 francs.

Le taux de l'impôt était, en 1902, de 2,5 pour 1000.

(Lois du 20 septembre 1848, du 25 novembre 1878 et du 17 mai 1894.)

XI

SOLEURE.

*Impôt sur le capital.*

Cet impôt, ici encore, est prélevé sans distinction sur la fortune tant immobilière que mobilière.

Sur déclaration du contribuable, il y a lieu à défalcation des dettes. Les immeubles ne sont imposés que pour le 70 pour 100 de leur valeur cadastrale.

L'impôt est progressif; la progression variable, d'ailleurs, est perçue sous forme d'un supplément ajouté à la cote d'impôt; en d'autres termes, le montant de la surtaxe progressive dépend

non du capital ou du revenu imposable, mais de la somme des impôts, calculés proportionnellement sur le capital et sur le revenu, à un taux fixé par la loi.

La surtaxe est ajoutée à la cote aussitôt que celle-ci est supérieure à 20 francs.

Les cotes de 20 à 30 sont augmentées d'un supplément de 10 pour 100; celles de 30 à 40 de 20 pour 100. Les cotes entre 40 et 140 francs sont augmentées de 10 pour 100 par 20 francs, de 140 à 200 francs de 10 pour 100 par 30 francs. Les cotes dépassant 200 francs subissent une augmentation du 100 pour 100.

Chaque année, une fois le calcul fait du rendement de l'impôt sur ces bases, l'autorité législative détermine quelle doit être la somme à percevoir effectivement.

En 1902, par exemple, la somme demandée au contribuable n'a été que des  $7/10^{\text{es}}$  du montant de l'impôt normal établi sur la base du calcul ci-dessus.

#### *Impôt sur le revenu progressif.*

A Soleure, il n'est fait aucune distinction entre les différentes sources de revenu, celui-ci est frappé dans sa totalité, même lorsqu'il provient de capitaux déjà atteints par l'impôt sur le capital.

Les exemptions ne diffèrent guère de celles qui ont déjà été signalées ailleurs.

## XII

### BÂLE-VILLE.

#### *Impôt sur le capital et impôt sur le revenu, tous deux progressifs.*

**Matière imposable :** les biens mobiliers et immobiliers sans distinction sous défalcation des dettes déclarées par le contribuable.

Le capital imposable est réparti en catégories, dans chacune desquelles l'impôt prélevé est celui qui frappe la fortune la moins élevée de la catégorie.

La première catégorie comprend les fortunes de 5000 à 8000 francs.

De 8000 à 20.000 il y a 3 catégories de 4000 francs en 4000.  
De 20.000 à 100.000, 16 catégories de 5000 francs en 5000.  
De 100.000 à 400.000, 30 catégories de 10.000 francs en 10.000.

De 400.000 à 1.000.000, 30 catégories de 20.000 francs en 20.000.

De 1.000.000 à 3.000.000, 40 catégories de 50.000 francs en 50.000.

A partir de 3.000.000, les catégories vont de 100.000 francs en 100.000.

La progression est la suivante de 1 à 50.000 francs, 1 pour 1000.

De 50.001 à 100.000 francs, 1 1/2 pour 1000.

De 100.001 à 200.000, 2 francs pour 1000.

De 200.001 et au delà 3 francs pour 1000.

Le revenu, quelle qu'en soit la provenance, est soumis à l'impôt; la progression, par catégories également, est établie comme suit :

De 1 à 4000 : 1 pour 100.

De 4001 à 8000 : 2 pour 100.

De 8001 à 12.000 : 3 pour 100.

De 12.001 à 16.000 : 4 pour 100.

Au delà de 16.001 francs : 5 pour 100.

Sont exemptés la fortune de l'État, des communes, les fonds d'église et d'école, les institutions de bienfaisance ou d'utilité publique et les fortunes particulières dont le montant est inférieur à 5000 francs.

Les veuves ayant des enfants mineurs ne paient l'impôt qu'à partir d'une fortune de 20.000 francs et l'orphelin mineur qu'à partir de 6000 francs.

Les célibataires dont le revenu ne dépasse pas 1200 francs sont exemptés de la taxe; il en est de même des pères de famille et des veuves, dont les enfants sont encore mineurs, lorsque leur revenu n'est pas supérieur à 1500 francs.

Sur un revenu de 1500, 2000 ou 2500 francs le célibataire ne paie que sur les 4/10, 6/10, 8/10<sup>es</sup>.

Les veufs, chargés d'enfants mineurs, bénéficient de la même faveur pour des revenus de 2000, 2500 et 3000 francs, les veuves 2500, 3000 et 3500 francs. Les domestiques du sexe féminin habitant chez leurs maîtres ne sont soumis à aucune taxe.

(Loi du 14 octobre 1897.)

### XIII

#### BÂLE-CAMPAGNE.

Impôt progressif sur le capital et sur le revenu. Sur le capital meubles et immeubles sans distinction, les dettes déclarées sont défalquées, une commission cantonale est chargée d'évaluer la fortune du contribuable.

Les exemptions ne diffèrent pas ici de celles prévues par les lois fiscales ci-devant résumées.

En dessous de 1001 francs, l'exemption est totale.

Taux initial 1 pour 1000.

Fortune de 1001 francs à 30.000 : 1 pour 1000, l'augmentation est :

|                                  |       |                                        |            |
|----------------------------------|-------|----------------------------------------|------------|
| Du                               | 10 %  | du taux initial jusqu'à concurrence de | 45.000 fr. |
| —                                | 20 %  | —                                      | 60.000 —   |
| —                                | 30 %  | —                                      | 80.000 —   |
| —                                | 40 %  | —                                      | 100.000 —  |
| —                                | 50 %  | —                                      | 125.000 —  |
| —                                | 60 %  | —                                      | 150.000 —  |
| —                                | 70 %  | —                                      | 175.000 —  |
| —                                | 80 %  | —                                      | 200.000 —  |
| —                                | 90 %  | —                                      | 225.000 —  |
| —                                | 100 % | —                                      | 250.000 —  |
| —                                | 110 % | —                                      | 275.000 —  |
| —                                | 120 % | —                                      | 300.000 —  |
| —                                | 130 % | —                                      | 350.000 —  |
| —                                | 140 % | —                                      | 400.000 —  |
| Au-dessus de 400.000 fr., 150 %. |       |                                        |            |

L'impôt sur le revenu est fixé annuellement, il est du 0,50 pour 100 quand l'impôt sur le capital est de 1 pour 1000.

C'est ici l'échelle de la progression est établie sur cette base : jusqu'à 500 francs le revenu n'est pas imposé.

Pour les revenus de 501 à 700 francs, l'impôt n'est que de la moitié du 0,50 pour 100 ; de 701 à 30 000, des trois quarts du 0,50 pour 100 et c'est seulement à partir de 3000 francs que la taxe est du 0,50 pour 100 pour augmenter de 0,20 pour 100 avec un revenu de 3001 à 3500 et ainsi de suite pour arriver à une augmentation du 300 pour 100 du taux initial pour un revenu de plus de 12.000 francs.

Au nombre des exemptions légales, il en est une qui paraît caractéristique, c'est celle dont bénéficient les aubergistes à

P'égard des ressources que leur procure l'exploitation de leur industrie, le prix de la patente qu'ils sont tenus de prendre étant considéré comme l'équivalent de l'impôt dont il est ici question.

(Loi : la Constitution cantonale du 4 avril 1892.)

#### XIV

##### SCHAFFHOUSE.

Impôt sur le capital mobilier et immobilier ainsi que sur le revenu.

Taux initial de la taxe fixé annuellement; jusqu'ici il a été de 1 pour 1000.

La progression a lieu par catégories, sous forme d'un supplément progressif ajouté à la cote d'impôt; le montant de ce supplément dépend non du capital ou du revenu imposable, mais de la somme des impôts calculés proportionnellement sur le capital et sur le revenu au taux (simple) initial fixé par la loi annuelle. Mais ici le législateur a compliqué le calcul en fractionnant la cote et en augmentant chacune des fractions obtenues d'un supplément progressif différent. Exemple : Un contribuable possède une fortune de 500.000 francs; son travail lui procure un revenu de 20.000 francs, le taux étant de 1 pour 1000 sur le capital et 1 pour 100 sur le revenu, calculé proportionnellement, l'impôt serait de 500 francs plus 200, soit 700 francs au total.

Voici maintenant ce que paiera ce contribuable :

|                                            |         |                   |      |      |          |          |
|--------------------------------------------|---------|-------------------|------|------|----------|----------|
| Les premiers 25 fr. ne sont pas augmentés. |         |                   |      |      | = 25. »  |          |
| Les 25 fr. suivants                        | 25-50   | sont augmentés de | 5 %  | soit | 1.25     | = 26.25  |
| — 25 —                                     | 51-75   | —                 | 10 % | —    | 2.50     | = 27.50  |
| — 25 —                                     | 75-100  | —                 | 15 % | —    | 3.75     | = 28.75  |
| — 50 —                                     | 100-150 | —                 | 20 % | —    | 10. »    | = 60. »  |
| — 50 —                                     | 150-200 | —                 | 25 % | —    | 12.50    | = 62.50  |
| — 50 —                                     | 200-250 | —                 | 30 % | —    | 15. »    | = 65. »  |
| — 50 —                                     | 250-300 | —                 | 35 % | —    | 17.50    | = 67.50  |
| — 50 —                                     | 300-400 | —                 | 40 % | —    | 40. »    | = 140. » |
| — 100 —                                    | 400-500 | —                 | 45 % | —    | 45. »    | = 145. » |
| Le surplus 500 à 700 est augmenté de 50 %  |         |                   |      |      | — 100. » | = 500. » |

Aux 700 francs (impôt proportionnel) viennent s'ajouter 247 fr. 50 et l'impôt progressif sera de 9477 fr. 50.

(Loi du 23 septembre 1879.)

XV

APPENZELL (RHODES EXTÉRIEURES).

Impôt sur le capital (mobilier et immobilier), défalcation des dettes.

Le contribuable n'est pas appelé à déclarer sa fortune, l'évaluation de celle-ci étant faite par une commission d'État.

Le taux est fixé chaque année, l'impôt est progressif.

|                                 |                     |                                      |
|---------------------------------|---------------------|--------------------------------------|
| La fortune de 1 fr. à 1.000 fr. | paie sur la base de | 1 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> .    |
| Celle de 1.001 fr. à 20.000     | paie sur la base de | 1,05 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> . |
| — 20.001 — 50.000               | —                   | 1,10 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> . |
| — 50.001 — 100.000              | —                   | 1,15 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> . |
| — 100.001 — 200.000             | —                   | 1,20 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> . |
| — 200.001 et au-dessus.         | —                   | 1,25 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> . |

Impôt sur le revenu.

Ici encore, c'est une commission officielle qui évalue le produit du travail en tenant compte des frais généraux et en déduisant le 4 pour 100 des capitaux engagés dans le commerce ou l'industrie.

Le taux est en corrélation avec celui de l'impôt sur le capital.

1 pour 1000 sur la fortune à 0,10 pour 100 sur un revenu en dessous de 2000 francs.

De 2000 à 10 000 francs 0,10 pour 100 d'augmentation par 1000 francs. A 10 000 francs la progression s'arrête.

Exemptions.: capitaux, biens fonds et bâtiments appartenant à l'État, aux communes et aux institutions de bienfaisance.

Les fortunes de moins de 800 francs jouissent d'une exemption totale. De 800 à 2000 francs, elles sont au bénéfice d'une exemption partielle portant sur 400 francs. Les personnes sous tutelle sont exemptées de tout impôt jusqu'à concurrence d'une somme de 1200 francs.

Quant au revenu, la somme franche d'impôt varie; le célibataire dont le revenu est inférieur à 800 francs ne paie rien.

Le père de famille, ayant 1 ou 2 enfants âgés de moins de 16 ans et jouissant d'un revenu de moins de 1200 francs, est également au bénéfice d'une exemption complète; il en est de même pour les familles avec un revenu de 1500 francs au moins comptant plus de trois enfants n'ayant pas 16 ans révolus. Dans

les mêmes conditions, les revenus de 1500 à 2000 francs ne sont taxés que pour 1600 francs.

Le taux de l'impôt est fixé annuellement.

(Loi du 25 avril 1897.)

## XVI

### APPENZELL (RHODES INTÉRIEURES).

Impôt sur la fortune immobilière, sans défalcation des dettes hypothécaires; le débiteur est autorisé à déduire des intérêts qu'il paie au créancier le montant de l'impôt pesant sur l'immeuble hypothéqué, proportionnel, au taux du 5 pour 100 des  $\frac{2}{3}$  de la valeur des immeubles.

Le produit de l'impôt se répartit, conformément à l'article 9 de la constitution cantonale, de la manière suivante : le  $3\frac{1}{2}$  pour 1000 à l'État et le  $1\frac{1}{2}$  pour 1000 à l'assistance des pauvres.

## XVII

### SAINT-GALL.

Impôt proportionnel sur la fortune mobilière et immobilière, défalcation des dettes déclarées par le contribuable.

Le taux est fixé annuellement.

Exemptions, en ce qui concerne les contribuables : totale pour les fortunes en dessous de 210 francs; ne sont pas compris dans la fortune imposable les meubles meublants, les outils des artisans.

La fortune des veuves et des orphelins, lorsqu'elle ne dépasse pas 21.000 fr., n'est taxée que pour 10.600; pour les  $\frac{3}{4}$  quand elle est supérieure à cette somme.

(Loi du 24 février 1832.)

Impôt sur le revenu, progressif, déduction faite des dettes et du 4 pour 100 des capitaux engagés dans un commerce ou dans une industrie et déjà atteints par l'impôt sur la fortune.

Les revenus imposables de 800 à 10.000 francs inclusivement sont divisés en 19 catégories, la première de 200 francs compre-



nant les revenus de 800 à 1000 francs les autres de 500 en 500 francs. La taxe est la même pour les revenus d'une catégorie ; ainsi si le taux de l'impôt sur la fortune est fixé à 4 pour 1000, la première catégorie paiera 1 franc et la dix-neuvième 200 francs. Un revenu dépassant 10.000 francs paiera 200 francs pour les premiers 10.000 francs et un supplément proportionnel de 2,5 pour 100 sur l'excédent.

(Loi du 25 mars 1863.)(1)

## XVIII

### GRISONS.

Impôt progressif par catégories sur la fortune mobilière et immobilière sous déduction des dettes déclarées par le contribuable.

Les exemptions portent sur toutes fortunes inférieures à 1000 francs. Les outils des artisans d'une valeur de 1000 francs et en dessous ne sont pas compris dans l'évaluation de la fortune. Les orphelins, âgés de moins de 16 ans, sont affranchis de l'impôt lorsque le chiffre de leur fortune ne dépasse pas 3000 francs.

De 4 à 20.000 : 2 pour 1000.

De 20.000 à 320.000, supplément à la cote précédente de 1/10 par 30.000 francs, au delà de 320.000 francs, le supplément est du double de celui de la première catégorie.

Impôt sur le revenu également progressif par catégories établies sur les bases suivantes :

L'impôt sur la fortune étant de 4 ‰, l'impôt sur le revenu sera de :

|                           |     |                                    |
|---------------------------|-----|------------------------------------|
| 1/4 ‰ pour les revenus de | 1 à | 800 fr.                            |
| 1/2 ‰                     | —   | 801 à 1.500 fr.                    |
| 1 ‰                       | —   | 1.501 à 2.000 fr.                  |
| 1 1/2 ‰                   | —   | par 1.000 fr. de 2.000 à 5.000 fr. |
| 2 ‰                       | —   | — 500 — 5.001 à 7.000 fr.          |
| 5 ‰                       | —   | 12.000 fr.                         |
| 5 1/2 ‰                   | —   | plus de 12.000 fr.                 |

En 1902, par exemple, la taxe de l'impôt sur la fortune a été fixée à 2 1/2 pour 100 et celui de l'impôt sur le revenu a été

(1) Cette loi et la précédente ont été remplacées par la loi du 28 décembre 1905 sur les impôts d'États. — V. *Ann. étr.*, t. 34, p. 297.

doublé et partant de 1/2 pour 100 il a atteint, pour la dernière catégorie, le 11 pour 100.

Sont exemptés, en totalité, les revenus de provenance agricole, les revenus en dessous de 200 francs, les revenus en dessous de 800 francs lorsque le contribuable ne possède pas d'autres ressources; les revenus inférieurs à 700 francs si la fortune du contribuable ne dépasse pas 3000 francs; les revenus en dessous de 600 francs quand le contribuable ne possède pas au delà de 5000 francs.

(Loi du 28 août 1881.)

## XIX

### ARGOVIE.

Impôt sur la fortune et impôt sur le revenu progressifs.

Comme Soleure et comme Schaffhouse, le canton d'Argovie a cherché à remédier à l'inconvénient qui résulte de l'application d'une progression distincte à l'impôt sur le revenu. Il y est arrivé de la manière suivante :

Le taux simple de l'impôt sur les fonds non bâtis est de 0,80 pour 1000, sur les fonds bâtis de 0,60 pour 1000, sur le mobilier 0,30 pour 1000, sur les capitaux mobiliers de 1,20 pour 100, sur le revenu de 1 pour 100.

Le fisc calcule l'impôt, comme on l'a déjà vu à propos de Schaffhouse, sur ces différents éléments imposables d'après les taux proportionnels ci-dessus indiqués et l'on fait la somme des chiffres ainsi obtenus. Si la cote d'impôt totale à laquelle on arrive est inférieure à 40 francs elle est perçue sans augmentation.

Si la cote est comprise entre 40 francs et 70 francs elle est en moyenne du 5 pour 100.

Entre 70 et 100 francs de 10 pour 100.

— 100 et 200 — 15 pour 100.

— 200 et 300 — 20 pour 100.

— 300 et 400 — 25 pour 100.

— 400 et 500 — 30 pour 100.

Supérieure à 500 francs de 35 pour 100.

Voici l'exemple que donne M. Max de Céréville, docteur en droit, dans son étude remarquable sur les impôts en Suisse, page 175 :

« Un contribuable argovien possède une maison de 100.000 fr. un champ de 50.000 francs, un mobilier de 10.000 francs, des actions ou obligations pour 300.000 francs, et gagne en outre 6000 francs par an. Quel impôt devra-t-il à l'Etat?

|                                                                        |                        |               |
|------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------|
| Pour la maison. . . . .                                                | 100.000 fr. au 0,6 ‰ = | 60, »         |
| Pour le champ. . . . .                                                 | 50.000 — 0,8 ‰ =       | 40, »         |
| Pour le mobilier (10.000-500 exemptés)                                 | 0,5 ‰                  | 2,85          |
| Pour ses actions. . . . .                                              | 300.000 — 1,20 ‰ =     | 360, »        |
| Pour le produit de son travail après déduction de 500 fr., soit 5.700  |                        |               |
| au 1 ‰. . . . .                                                        |                        | = 57, »       |
| Soit au total. . . . .                                                 |                        | 519,85        |
| La cote d'impôt dépassant 500 fr., il y a lieu de l'augmenter du 35 ‰, |                        |               |
| soit de . . . . .                                                      |                        | 171,55        |
| Ce qui donne un impôt progressif de . . . . .                          |                        | <u>691,40</u> |

« Nous ne sommes pas encore au bout de nos peines. Ces 691 fr. 40 constituent un impôt simple (einfache Steuer) qui n'est pas prélevé intégralement et dont l'Etat n'a perçu que la moitié en 1897. Notre contribuable aura ainsi en définitive à déposer entre les mains du fisc cantonal la somme de 345 fr. 70, heureux s'il a pu calculer, lui-même, le montant de sa taxe. »

(Loi du 11 mars 1865. Règlements du 26 novembre 1885.)

## XX

### THURGOVIE.

Impôt proportionnel sur le capital avec défalcation des dettes.

Impôt progressif sur le revenu, abstraction faite des frais généraux et du 4 pour 100 des capitaux engagés dans un commerce ou dans une industrie.

Les revenus de 100 francs à 2600 francs forment dix classes; en admettant que la taxe sur la fortune soit du 1 pour 1000, les revenus en dessous de 200 francs (1<sup>re</sup> classe) paieront 0 fr. 35; ceux de 2600 (10<sup>e</sup> classe) 30 francs.

Les revenus dont le montant dépasse 2600 francs paieront 30 francs pour les premiers 2600 francs et un supplément de 1 1/2 pour 100 pour toute valeur supérieure.

Exemptions : Les domestiques ayant moins de 400 francs de revenu.

(Loi du 6 mars 1849.)

## XXI

### TESSIN.

Impôt proportionnel sur le capital mobilier et immobilier, défalcation des dettes déclarées par le contribuable.

Le taux est fixé annuellement à 2 pour 100 suivant les derniers renseignements.

Impôt sur le revenu, progressif par catégories. On ne retrouve pas ici la défalcation, qu'on rencontre ailleurs, d'un tant pour cent des capitaux engagés dans le commerce ou l'industrie. Le taux varie avec celui de l'impôt sur le capital ; si ce dernier est du 1 pour 1000, les premiers 400 francs de revenu paieront 1 franc.

| De | 401 à 800 fr.     | 1 sur les premiers | 400 fr. et 1/4 % sur le surplus. |
|----|-------------------|--------------------|----------------------------------|
| —  | 801 à 1.000       | 2 —                | 800 — 1/2 % —                    |
| —  | 1.001 à 2.000     | 4 —                | 1.000 — 1 % —                    |
| —  | 2.001 à 3.000     | 15 —               | 2.000 — 1 1/2 % —                |
| —  | 3.001 à 5.000     | 30 —               | 3.000 — 2 % —                    |
| —  | 5.001 à 7.500     | 70 —               | 5.000 — 3 % —                    |
| —  | 7.501 à 10.000    | 150 —              | 7.500 — 4 % —                    |
| —  | 10.001 à 15.000   | 250 —              | 10.000 — 5 % —                   |
| —  | 15.001 à 20.000   | 500 —              | 15.000 — 6 % —                   |
| —  | 20.001 et au delà | 800 —              | 20.000 — 7 % —                   |

Exemptions : 1/4 du produit du travail ; 1/4 du revenu total du chef de famille ayant au moins 4 enfants mineurs ; les revenus d'institutions de bienfaisance.

(Loi du 4 décembre 1894.)

## XXII

### VAUD.

Impôt direct et distinct par catégories : a) sur la fortune mobilière et sur le produit du travail (impôt mobilier) ; b) sur la fortune immobilière (impôt foncier).

La fortune imposable de chaque contribuable, frappée dans les catégories supérieures, est au bénéfice du taux des catégories inférieures pour la part correspondant à ces dernières.

Le taux de l'impôt pour la plus basse catégorie de la fortune

immobilière est toujours inférieur à celui de la catégorie correspondante de la fortune mobilière.

Le taux de l'impôt est fixé chaque année par l'autorité législative.

a) *Impôt mobilier* : comprend la fortune mobilière proprement dite, les rentes et usufruits, le produit du travail :

Sept catégories :

a) Fortunes mobilières :

|                                 |                       |
|---------------------------------|-----------------------|
| 1 <sup>re</sup> catégorie . . . | 1 fr. à 25.000 fr.    |
| 2 <sup>e</sup> — . . .          | 25.001 — 50.000       |
| 3 <sup>e</sup> — . . .          | 50.001 — 100.000      |
| 4 <sup>e</sup> — . . .          | 100.001 — 200.000     |
| 5 <sup>e</sup> — . . .          | 200.001 — 400.000     |
| 6 <sup>e</sup> — . . .          | 400.001 — 800.000     |
| 7 <sup>e</sup> — . . .          | 800.001 et au-dessus. |

b) Rentes et usufruits, produit du travail.

|                                 |                      |
|---------------------------------|----------------------|
| 1 <sup>re</sup> catégorie . . . | 1 fr. à 1.250 fr.    |
| 2 <sup>e</sup> — . . .          | 1.251 — 2.500        |
| 3 <sup>e</sup> — . . .          | 2.501 — 5.000        |
| 4 <sup>e</sup> — . . .          | 5.001 — 10.000       |
| 5 <sup>e</sup> — . . .          | 10.001 — 20.000      |
| 6 <sup>e</sup> — . . .          | 20.001 — 40.000      |
| 7 <sup>e</sup> — . . .          | 40.001 et au-dessus. |

Le taux de l'impôt mobilier est fixé suivant la proportion :

|       |     |                                    |
|-------|-----|------------------------------------|
| 1     | 0/0 | pour la 1 <sup>re</sup> catégorie. |
| 1 1/2 | 0/0 | — 2 <sup>e</sup> —                 |
| 2     | 0/0 | — 3 <sup>e</sup> —                 |
| 2 1/2 | 0/0 | — 4 <sup>e</sup> —                 |
| 3     | 0/0 | — 5 <sup>e</sup> —                 |
| 3 1/2 | 0/0 | — 6 <sup>e</sup> —                 |
| 4     | 0/0 | — 7 <sup>e</sup> —                 |

Les éléments de l'impôt mobilier demeurent distincts, mais ils sont indissolublement liés entre eux par la relation : 1 pour 1000 sur la fortune mobilière proprement dite, 16 pour 1000 sur les rentes et usufruits et 8 pour 1000 sur le produit du travail.

Exemptions :

a) Les produits du sol, les loyers et fermages et les récoltes de

l'année précédente demeurées en possession du propriétaire, de l'usufruitier, du fermier ou du colon partiaire.

b) La valeur du mobilier par nature, des vêtements et du coucher nécessaires à la famille, des ustensiles de cuisine, des outils et instruments, si elle n'atteint pas 5000 francs ou ce montant si elle le dépasse.

Sont déduits de l'impôt sur le travail :

a) Les dépenses nécessaires à l'exploitation du commerce ou de l'industrie ou à l'exercice de la profession.

b) Comme charges de famille, les frais d'entretien à raison de 400 francs pour le chef de famille, pour sa femme, pour chacun de ses descendants mineurs ainsi que pour chacune des personnes auxquelles le contribuable fournit des aliments en exécution des obligations que lui impose la loi civile.

Les dettes du contribuable, qui ne peuvent être déduites de l'impôt foncier, sont déduites de la fortune mobilière soumise à l'impôt.

Si la somme des dettes dépasse la fortune mobilière imposable, le 5 pour 100 de l'excédent est déduit du montant des rentes et usufruits.

Si, enfin, cette déduction ne peut être effectuée, en tout ou en partie, du montant des rentes et usufruits, la part de ce 5 pour 100 non déduite est doublée et soustraite du produit du travail.

Les dettes consistant dans le service d'une rente sont déduites : 1° de la fortune mobilière pour un capital égal à seize fois leur montant ; 2° des rentes et usufruits d'abord, puis du produit du travail s'il y a lieu, pour la part de la rente qui n'a pu être déduite de la fortune mobilière.

Tout contribuable à l'impôt mobilier est tenu de déclarer, avant le 1<sup>er</sup> février de chaque année, séparément, sur une formule qui lui est remise à cet effet, le montant imposable :

- a) De sa fortune mobilière ;
- b) De ses rentes et usufruits ;
- c) Du produit du travail.

Le contribuable qui n'a pas fait de déclaration se voit taxer par une Commission fiscale ; s'il persiste à garder le silence, cette taxe est, d'année en année, augmentée du 10 pour 100.

Impôt foncier : il est dû annuellement, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, sur la valeur au cadastre de tous les immeubles bâtis, ou non bâtis

sous déduction des dettes hypothécaires dont la défalcation est autorisée par la loi.

Trois catégories :

|                              |                       |
|------------------------------|-----------------------|
| 1 <sup>re</sup> catégorie de | 1 fr. à 25.000 fr.    |
| 2 <sup>e</sup> —             | 25.001 — 100.000      |
| 3 <sup>e</sup> —             | 100.001 et au-dessus. |

Le taux est fixé annuellement dans la proportion de 1 pour la 1<sup>re</sup> catégorie; 1 1/2 pour la 2<sup>e</sup>; 2 pour la 3<sup>e</sup>.

Les fortunes immobilières du mari, de sa femme non séparée de biens, et de ses enfants mineurs, forment un seul tout à l'égard de l'impôt et sont réunies pour déterminer la catégorie au taux de laquelle elles doivent l'impôt.

Exemptions :

Les immeubles appartenant à l'État, les églises et les bâtiments hospitaliers, propriétés des communes et des sociétés recon- nues personnes morales, les immeubles exonérés par actes législatifs spéciaux.

(Loi du 21 août 1886.)

En 1906, l'impôt mobilier a été perçu au taux suivant :

a) Fortune mobilière proprement dite :

|                            |                                    |
|----------------------------|------------------------------------|
| 1 <sup>re</sup> catégorie. | 1,20 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 2 <sup>e</sup> —           | 1,80 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 3 <sup>e</sup> —           | 2,40 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 4 <sup>e</sup> —           | 3, <sup>0</sup> / <sub>100</sub>   |
| 5 <sup>e</sup> —           | 3,60 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 6 <sup>e</sup> —           | 4,20 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 7 <sup>e</sup> —           | 4,80 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |

b) Sur les rentes et usufruits :

|                            |                                     |
|----------------------------|-------------------------------------|
| 1 <sup>re</sup> catégorie. | 19,20 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 2 <sup>e</sup> —           | 28,80 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 3 <sup>e</sup> —           | 38,40 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 4 <sup>e</sup> —           | 48, <sup>0</sup> / <sub>100</sub>   |
| 5 <sup>e</sup> —           | 57,60 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 6 <sup>e</sup> —           | 67,20 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 7 <sup>e</sup> —           | 76,80 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |

c) Sur le produit du travail :

|                            |                                     |
|----------------------------|-------------------------------------|
| 1 <sup>re</sup> catégorie. | 9,60 <sup>0</sup> / <sub>100</sub>  |
| 2 <sup>e</sup> —           | 14,40 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 3 <sup>e</sup> —           | 19,20 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 4 <sup>e</sup> —           | 24, <sup>0</sup> / <sub>100</sub>   |
| 5 <sup>e</sup> —           | 28,80 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 6 <sup>e</sup> —           | 33,60 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |
| 7 <sup>e</sup> —           | 38,40 <sup>0</sup> / <sub>100</sub> |

**Impôt foncier :**

|                                    |           |
|------------------------------------|-----------|
| 1 <sup>re</sup> catégorie. . . . . | 1, » 0/00 |
| 2 <sup>e</sup> — . . . . .         | 1,50 0/00 |
| 3 <sup>e</sup> — . . . . .         | 2, » 0/00 |

**XXIII**

**VALAIS.**

Impôt proportionnel sur la fortune, pas d'impôt sur le revenu, l'absence de celui-ci est en partie compensée par un impôt de patentes.

(Lois du 28 mai 1874, 2 juin 1875, 24 mai 1895, 18 mai 1899, 24 novembre 1900.)

**XXIV**

**NEUCHÂTEL.**

Impôt sur la fortune et sur le revenu proportionnel.

(Loi du 27 février 1892.)

**XXV**

**GENÈVE.**

L'impôt sur la fortune est désigné, dans ce canton, sous le nom de *Taxe mobilière*. Le contribuable est autorisé à défalquer ses dettes jusqu'à concurrence de 50.000 francs et les rentes ou les pensions qu'il peut devoir.

Suivant l'âge du bénéficiaire, la rente ou pension est capitalisée en en multipliant le montant par un coefficient allant de 2 à 18.

Cet impôt est progressif par catégories :

|                                    |                      |           |
|------------------------------------|----------------------|-----------|
| 1 <sup>re</sup> catégorie. . . . . | 1 à 5.000 fr.        | 1/2 0/00  |
| 2 <sup>e</sup> — . . . . .         | 5.000 à 50.000       | 1 0/00    |
| 3 <sup>e</sup> — . . . . .         | 50.000 à 100.000     | 2,25 0/00 |
| 4 <sup>e</sup> — . . . . .         | 100.000 à 200.000    | 2,50 0/00 |
| 5 <sup>e</sup> — . . . . .         | 200.000 à 300.000    | 3, » 0/00 |
| 6 <sup>e</sup> — . . . . .         | 300.000 à 500.000    | 3,50 0/00 |
| 7 <sup>e</sup> — . . . . .         | 500.000 et au-dessus | 3,75 0/00 |



**Exemptions.**

Chevaux de selle et voiture frappés d'un impôt spécial.

Le bétail attaché aux exploitations agricoles. Les collections, les meubles meublants, les outils.

Impôt sur la fortune immobilière (« Taxe immobilière »), atteint tous les immeubles bâtis et non bâtis pour leur valeur réelle sous déduction des dettes hypothécaires jusqu'à concurrence de 50.000 francs.

Progressif par catégories, 8 catégories :

|                                    |                      |           |
|------------------------------------|----------------------|-----------|
| 1 <sup>re</sup> catégorie. . . . . | 1 à 5.000 fr.        | 0,5 0/00  |
| 2 <sup>e</sup> — . . . . .         | 5.000 à 50.000       | 1 0/00    |
| 3 <sup>e</sup> — . . . . .         | 50.000 à 100.000     | 1,5 0/00  |
| 4 <sup>e</sup> — . . . . .         | 100.000 à 200.000    | 1,75 0/00 |
| 5 <sup>e</sup> — . . . . .         | 200.000 à 400.000    | 2 0/00    |
| 6 <sup>e</sup> — . . . . .         | 400.000 à 600.000    | 2,25 0/00 |
| 7 <sup>e</sup> — . . . . .         | 600.000 à 800.000    | 2,50 0/00 |
| 8 <sup>e</sup> — . . . . .         | 800.000 et au-dessus | 2,75 0/00 |

L'évaluation des immeubles a lieu de la manière suivante :

a) Immeubles habités par le propriétaire : le coût de construction ou la valeur vénale.

b) Immeubles remis en location : pour déterminer quelle est la valeur imposable, on déduit, suivant l'état d'entretien du bâtiment, le 20 ou 25 pour 100 des loyers bruts, l'excédent est capitalisé au 5 pour 100.

Les terres cultivées sont taxées par une Commission, les autres terrains à leur valeur vénale.

**Exemptions.**

Les bâtiments ruraux servant exclusivement à l'exploitation agricole, le sol sur lequel s'élèvent les constructions soumises à l'impôt.

Le propriétaire d'un immeuble de rapport, demeuré vacant pendant six mois, peut obtenir, l'année suivante, une réduction d'impôt; il en est de même pour celui dont les terres, par suite d'accident ou d'intempéries, n'ont produit que la moitié de leur revenu usuel.

(Loi du 34 octobre 1900.)

M. le **Secrétaire général** dépose, au nom de **M. J. Dufay**, *notaire honoraire à Salins*, une **ÉTUDE SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU** (cette étude sera insérée dans le prochain *Bulletin*).

NOTE DE M. **Léon Adam**, avocat à la Cour d'appel de Paris, faisant suite à l'étude de M. Ch. Boiceau concernant l'IMPÔT SUR LE REVENU EN SUISSE.

Après la communication de M. Ch. Boiceau, rien ne saurait utilement être ajouté au tableau si précis et si complet qu'il a tracé de l'organisation de l'impôt sur le revenu en Suisse.

Il est pourtant un côté de cette organisation sur lequel il nous semble utile de revenir, parce qu'il présente, dans la mise à exécution de cet impôt, les moyens les plus irritants et les plus difficiles à admettre chez nous. Il s'agit des déclarations des contribuables, du contrôle et des sanctions dont ces déclarations sont entourées.

Nous les examinerons pour les seuls cantons où elles présentent quelque intérêt, en suivant l'ordre même de l'étude de notre éminent confrère.

En passant, nous analyserons la nouvelle loi d'impôt du canton de Saint-Gall.

#### CANTON D'URI.

La loi du 2 mai 1886 (*Ann. de Lég. étr.*, t. 16, p. 562), qui a introduit l'impôt progressif, consacre tout le chapitre V à la sanction des déclarations inexactes. Le contribuable coupable de dissimulation doit payer le triple de l'impôt correspondant à la valeur dissimulée. Le mode de recherche des déclarations critiquables est surtout à relever : « Tous les fonctionnaires et autorités sont tenus, sous leur responsabilité personnelle, de dénoncer au Conseil d'État toute tromperie sur l'impôt dont ils auraient connaissance ».

#### CANTON DE FRIBOURG.

Un arrêté du 22 juin 1895, rendu pour l'exécution de la loi d'impôt du 16 novembre 1894, a réglementé l'établissement des registres de l'impôt sur les immeubles, les capitaux, les traitements et les pensions (*Ann. de Lég. étr.*, t. 25, p. 513).

« Tandis que, pour les biens de la première catégorie  
« (immeubles), les éléments essentiels de la perception sont  
« fournis par les registres de l'impôt foncier et ceux des dettes  
« hypothécaires, la déclaration du contribuable, d'une part, celle  
« des établissements de Banque et des Caisses d'épargne de  
« l'autre, constituent la base du recouvrement des deux dernières  
« taxes » (M. Maurice Jobit).

#### CANTON DE BÂLE-CAMPAGNE.

La loi constitutionnelle du 4 avril 1892 (*Ann. Lég. étr.*, t. 22, p. 563) porte dans son article 47 : « A chaque décès il doit être  
« dressé un inventaire officiel s'il y a de la fortune imposable ».

Quant à la taxation annuelle, l'arrêté fédéral du 24 juin 1892. accordant la garantie fédérale à la nouvelle constitution, ordonne la nomination par le Landrath d'une commission cantonale de taxation pour la mise à exécution des prescriptions relatives aux impôts.

L'amende pour déclaration fausse ou incomplète avait déjà été fixée au *décuple de l'impôt fraudé*, par une loi précédente du 14 février 1887 (*Ann. Lég. étr.*, t. 17, p. 666).

#### CANTON DE SAINT-GALL.

Une loi récente du 28 décembre 1903, sur les impôts d'État, suivie d'un règlement d'administration du 6 mai 1904, a réorganisé le régime fiscal du canton.

Trois sortes d'impôts sont établies :

L'impôt sur le capital, l'impôt sur le revenu, et la taxe personnelle.

Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les lignes générales du nouveau système d'impôts, tel qu'il a été analysé dans notre Annuaire, par M. Paul Carpentier avocat à Lille (*Ann. Lég. étr.*, t. 34, p. 297).

« a) L'impôt sur le capital, dont le quantum varie suivant la  
« nature et l'usage des biens taxés, est assis sur un système de  
« cédules assez nombreuses. Il ne frappe pas la fortune des  
« personnes morales publiques, d'utilité publique ou de bienfaisance, et des modérations sont consenties aux mineurs, aux

« veuves et aux personnes hors d'état de gagner leur vie. Déduction est faite, pour le calcul de la taxe, des dettes hypothécaires et chirographaires. Cette taxe est progressive et se fait de un pour mille jusqu'à 100.000 francs pour aboutir, par échelons de 0 fr. 05 par 100.000 francs, jusqu'à 1 fr. 50 pour un million et au delà.

« b) L'impôt sur le revenu est également fixé selon diverses cédules (1. Immeubles ; 2. capitaux placés ; 3. revenus industriels, commerciaux et professionnels ; 4. activité personnelle ou appointements divers ; 5. rentes et aliments). La taxation est fixe pour les revenus fixes. Les revenus incertains sont atteints d'après une moyenne. Sont exempts de l'impôt les revenus qui, dans les trois années précédentes, n'ont pas dépassé 4 pour 100 et certains minima, 1.000, 1.200 et 1.500 francs, appartenant respectivement à des célibataires ou veufs sans enfants, à des familles sans enfants ou comprenant trois mineurs de 18 ans, et enfin à des familles plus nombreuses. Jusqu'à 2.000 francs la taxe est de 0 fr. 40 pour 100 pour l'État et d'autant pour la commune. Elle progresse pour le premier de 0 fr. 10 pour 100 par 500 francs jusqu'à 14.000 francs, et pour la seconde de 0 fr. 10 pour 100 par 2.000 francs jusqu'à 12.000 francs.

« L'impôt personnel est dû pour toutes les personnes majeures habitant le canton. Il est indépendant des deux premiers impôts d'État et ne dépasse pas 1 franc.

« Un régime spécial est appliqué aux sociétés. »

#### CANTON DES GRISONS.

L'article 9 de la loi de 1881 sur les impôts révisés stipule ce qui suit : « L'estimation du capital et du revenu imposables se fait par voie de déclaration du redevable. Cette estimation est contrôlée par la Commission des impôts, sauf recours au Petit Conseil. »

Pas de pénalités. En cas de désaccord, soit sur l'évaluation, soit sur l'exactitude des biens déclarés, l'avis de la Commission prévaut, lorsqu'elle n'est pas frappée d'un recours dans les délais de droit ou lorsqu'elle est confirmée par le Petit Conseil.

CANTON DU TESSIN.

En vertu de la loi de 1894, « la préparation des bordereaux d'impôt est confiée aux municipalités et à un bureau des contributions publiques; elle a pour base une déclaration du contribuable, à défaut de laquelle la municipalité procède d'office. Chaque année, le contribuable peut recourir contre les taxations qui le concernent auprès de la Commission cantonale d'impôt » (art. 11 à 21).

En cas de déclaration infidèle ou de soustraction, amende de 5 à 10 fois la valeur de l'annuité soustraite, sans préjudice des taxes impayées (art. 38).

CANTON DE VAUD.

Rien à ajouter aux détails fournis par M. Ch. Boiceau au point de vue qui nous occupe particulièrement, si ce n'est l'obligation de l'inventaire au décès. Voici, du reste, le texte de l'article 64 de la loi de 1886 : « Le Département des Finances a le droit de prendre connaissance des inventaires et partages, afin de s'assurer que l'impôt dû à l'État a été intégralement acquitté.

« Dans le cas où la loi ne prescrit pas l'inventaire de la fortune mobilière d'une personne décédée, il est procédé à un inventaire sommaire, conformément au Règlement » (*Ann. Lég. étr.*, t. 16, p. 373).

Citons avec les documents déjà indiqués :

1° La loi du 27 août 1891 sur la revision annuelle de la taxe des bâtiments (*Ann. Lég. étr.*, t. 22, p. 645);

2° La loi du 20 février 1892 sur les impositions communales (*cod. loco*, p. 647). Elle a été analysée par M. Gaulis dans ces termes :

« En cas d'insuffisance de ressources, les communes peuvent, après enquête, demander la faculté de lever des impôts. S'il n'y a pas d'opposition au projet proposé, le Conseil d'État peut autoriser; s'il y a opposition, le Grand Conseil est saisi et statue.

« L'impôt communal doit atteindre les immeubles et la fortune mobilière.

« Pour les immeubles, le principe de la défalcation des dettes hypothécaires doit être admis au moins pour moitié de l'impôt.

« A côté de ces deux bases d'impôt, les communes peuvent en ajouter d'autres.

« Le contribuable est astreint à l'impôt communal à son domicile où il paye ses impôts cantonaux; mais, s'il réside plus de trois mois dans une autre commune aussi imposée, il paie l'impôt dans chacune des deux communes au prorata de son temps de séjour. »

3<sup>e</sup> La loi du 14 novembre 1896, qui modifie l'article 66 de la loi de 1886 et concerne les non-commerçants et les industriels étrangers (*Ann. Lég. étr.*, t. 26, p. 602) :

« La loi du 21 août 1886, dans le but de favoriser les personnes de nationalité étrangère habitant le canton de Vaud, sans y être nées et sans y exercer de profession de commerce ou d'industrie, les avait déclarées exemptes du paiement de l'impôt sur toute la partie de leur fortune placée hors du pays. La loi était faite pour une durée de 10 ans échéant le 31 décembre 1886.

« Les motifs dont s'est inspiré le législateur, dix ans auparavant, subsistant encore au moment de l'expiration du délai, le Grand Conseil a décidé de proroger cette exemption pour une nouvelle période de même durée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1907 » (*M. Ch. Boiceau*).

4<sup>e</sup> Enfin, une loi du 19 novembre 1900, qui, dans des questions de détails, a modifié les articles 22 et 35 de la loi de 1886.

#### CANTON DE NEUCHÂTEL.

La loi du 29 février 1892 a été longuement analysée par M. Georges Leloir dans l'*Annuaire* (t. 22, p. 632). Nous devons nous borner à renvoyer à son travail très précis et très détaillé. Notons seulement la sanction portée contre les déclarations sciemment erronées : « Elle expose son auteur à une amende triple de la valeur de l'impôt qu'il a voulu soustraire ».

L'assiette et la répartition de l'impôt sont fixées par des commissions locales et une Commission centrale, le contribuable étant toujours entendu en cas de contestation.

Il nous suffira de constater, et ce sera la conclusion de cette simple note, qu'en Suisse, comme dans tous les pays où il a été établi, l'impôt sur le revenu n'échappe pas aux difficultés et aux répugnances qui accompagnent fatalement les recherches et les inquisitions sur la vie privée comme sur la fortune des citoyens.

La séance est levée à 6 heures et quart.

## CONSEIL DE DIRECTION

---

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE  
DU 16 AVRIL 1907.

*Présidence de M. Jules CHALLAMEL, vice-président.*

M. le Secrétaire général fait part au Conseil de la nomination de MM. Désiré NAGY et Paul CARPENTIER comme officiers de l'instruction publique, et de celle de M. Henri DECUGIS comme officier d'académie. Ces nominations ont eu lieu à l'occasion du dernier Congrès des Sociétés savantes. M. le Secrétaire général, se faisant l'interprète du Conseil, adresse à MM. Nagy, Carpentier et Decugis de vives félicitations pour la distinction dont chacun d'eux a été l'objet.

M. le Secrétaire général annonce au Conseil que Madame Georges-Denis WEIL, veuve de notre regretté collègue, M. WEIL, Conseiller à la Cour d'appel de Paris, a fait don à la bibliothèque de la Société d'un certain nombre d'ouvrages de droit ayant appartenu à son mari. Le Conseil charge M. le Secrétaire général de transmettre à la généreuse donatrice l'expression de sa gratitude.

---



## RÉUNION DES SECTIONS

---

### SECTION DE LA LANGUE ANGLAISE

*Séance du vendredi 12 avril 1907. — Présidence de M. A. DE HAYE, vice-président.*

*Présents* : MM. A. de Haye, F. Daguin, P. Goulé, Émilien Giraud, E. Alix, Pret, A. de Lavergne, Baguenier-Désormeaux.

*Excusés* : MM. Hubert-Valleroux, A. Marvaud, Cheuvreux et Jules Bertheau.

M. le Secrétaire général informe la section que, depuis la dernière séance, il n'a reçu aucun travail.

*Annuaire étranger de 1906* (lois de 1905). — *États-Unis* : M. Jules Bertheau est chargé de la notice concernant les lois de l'État d'Illinois. — La notice concernant l'état de *Massachusetts* est confiée à M. Bailliére.

*Annuaire étranger de 1907* (lois de 1906). — *Grande-Bretagne* : la loi n° 23 est confiée à M. Valéry; la loi n° 27 à M. Bailliére; la loi n° 34, sur la répression de la corruption, à M. de Lavergne; les lois n° 39 et 42, à M. Le Carpentier. — *États-Unis* : *Massachusetts*, la notice est confiée à M. Bailliére. — *Wisconsin*, la notice sera réservée à M. Sansas. — *Canada* : *Ontario*, la notice est confiée à M. Louis Roussel. — *Inde anglaise* : la notice sera faite par M. C. Cheuvreux. — *Australie* : M. A. Marvaud sera prié de faire la notice.

*Bulletin*. — M. le Secrétaire général demandera à M. R. Stourm de vouloir bien préparer une communication concernant la question de l'impôt sur le revenu aux États-Unis.

La section confie à M. Sauvagnac le compte rendu de l'ouvrage de W. Stubbs : *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre* (édition française par A. Petit-Dutaillis, tome I<sup>er</sup>).

La séance est levée à 5 heures trois quarts.

### SECTION DES LANGUES DU NORD.

*Séance du vendredi 19 avril 1907. — Présidence de M. GERARDIN, vice-président.*

*Présents* : MM. Gérardin, F. Daguin, Frèrejouan du Saint, Baguenier-Désormaux, Normier.

*Excusés* : MM. Ch. Lyon-Caen, Dufourmantelle, Sauvagnac, Angel Marvaud et Cosmao-Dumanoir.

M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux.

*Annuaire étranger de 1906* (lois de 1905). — *Allemagne* : M. Hamel a remis la notice générale. — M. Challamel a remis la loi sur les livres fonciers, et M. Bellom la loi modificative de la *Gewerbeordnung*. — *Prusse* : M. Dubarle a remis la notice générale. M. R. Normier se charge de la loi du 16 août 1905 sur la protection contre les inondations. — *Bavière, Saxe, Wurtemberg* : M. Daguin a remis les trois notices. *Bade* : M. Rapaport a remis sa notice. — *Autriche* : M. Eisenmann a remis la notice générale. — M. Pfersche a remis la notice de la Basse-Autriche, de la Carinthie, de la Styrie et du Tyrol; M. Tilsch, la notice de la Bohême. — *Suisse* : Sont confiées : à M. de la Grasserie la notice d'Appenzell; Argovie, M. Paul Carpentier; Glaris, M. Thévenet; Unterwald, M. Mayssent; Zug, M. Dufourmantelle; Uri, M. Huard; Lucerne, M. l'abbé Merio; Saint-Gall, M. Paul Carpentier; Zurich, M. Bellom; Les Grisons, M. Horn. — *Danemark* : M. P. Dareste a remis la loi sur la protection des modèles et la notice islandaise. — *Suède* : M. P. Dareste a remis tous les travaux. — *Norvège* : M. P. Dareste a remis la notice générale. — *Finlande* : M. P. Dareste a remis la notice générale.

*Bulletin*. — M. P. Dareste sera prié de rendre compte de l'ouvrage de M. Platou : *Forelæsninger over Norsk Selskabsret*.

La séance est levée à 5 heures et demie.

## SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

*Séance du vendredi 26 avril 1907*. — *Présidence* de M. A. CELIER, vice-président.

*Présents* : MM. A. Celler, F. Daguin, H. Serre, Frèrejouan du Saint, Lémonon, P. Goulé, E. Binoche, Buret, R. Normier, Sauvagnac, L. Adam, Rampal.

*Excusés* : MM. A. Chaumat, Angel Marvaud et Alfred Nast.

M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux.

*Annuaire étranger de 1906* (lois de 1905). — *Congo* : M. E. Binoche a remis la notice.

*Annuaire étranger de 1907* (lois de 1906). — *Belgique* : la loi du 26 novembre 1906, portant répression de la mortalité infantile, est confiée à M. Frèrejouan du Saint. La loi du 29 mars 1906, sur la patente des sociétés par actions, est confiée à M. Mourral. — *Luxembourg* : La notice est confiée à M. Daguin. — *Suisse* : La notice est confiée à

M. H. Pascaud, auquel les documents seront adressés aussitôt que le volume des lois fédérales aura été livré au complet. — *Congo* : M. G. Harmand fera la notice.

*Compte rendu.* — Le volume de M. Manuel sur la *Déclaration de guerre* est confié à M. Lémonon.

*Création d'un bureau de renseignements législatifs internationaux.* — La parole est donnée à M. Lémonon, qui demande à la Section d'émettre un vœu favorable à la création par la Société d'un bureau de renseignements législatifs internationaux. M. le Secrétaire général approuve, en principe, le projet. Il rappelle qu'un projet analogue, mais plus vaste, a été déposé en 1900 par M. Kelly, représentant du gouvernement des États-Unis d'Amérique au Congrès international de droit comparé. Il s'agissait de constituer une œuvre ayant un caractère officiel et non, comme le propose M. Lémonon, une entreprise privée. Il résume les diverses causes qui ont empêché ce projet d'aboutir, jusqu'ici, et insiste sur la nécessité qu'il y aurait à ce que le bureau, dont la fondation est proposée, s'occupât exclusivement de fournir les renseignements législatifs et les textes qui pourraient lui être demandés, sans donner aucune consultation. Après une discussion à laquelle prennent part MM. Buret, Frèrejouan du Saint, Adam, Rampal, M. le Président résume les opinions et M. le Secrétaire général se déclare tout disposé à proposer au Conseil de direction de la Société la création d'un bureau de renseignements dont la mission consisterait à fournir, contre rémunération, le texte des lois étrangères traduites en français. Ce bureau pourrait aussi fournir le texte des lois françaises, mais seulement aux étrangers qui les demanderaient, étant bien spécifié que, dans tous les cas, la fourniture des textes ne saurait être accompagnée d'une consultation juridique donnée au nom de la Société. La résolution présentée par M. Lémonon et acceptée dans les termes ci-dessus par M. le Secrétaire général est mise aux voix et adoptée à la majorité de sept voix contre trois et une abstention.

M. Rampal demande que la Société fasse connaître aux Chambres de commerce et aux nombreuses Compagnies judiciaires de province les services qu'elle est à même de leur rendre, afin de les déterminer à s'affilier à elle.

Séance levée à 6 heures.

---

## CHRONIQUE LÉGISLATIVE

---

### CHAMBRES FRANÇAISES.

Session extraordinaire de 1907.

La session ordinaire de 1907 s'est ouverte le 9 janvier. Après les discours des présidents d'âge, les deux Chambres procédèrent à l'élection de leurs bureaux respectifs. Le Sénat nomma comme président M. Antonin Dubost, et la Chambre des députés M. Henri Brisson.

*Budget.* — Le premier mois de cette session fut consacré principalement au vote du budget. Le Sénat entama, le 12 janvier, une longue discussion financière qui fut marquée par un discours de M. Raymond Poincaré, prédécesseur, au ministère des Finances, de M. Joseph Caillaux. La situation spéciale de l'ancien ministre, dont le programme financier n'avait pas triomphé devant la Commission du budget, prêtait un singulier intérêt aux critiques mordantes qu'il dirigea contre le projet transmis par la Chambre des députés à l'assemblée sénatoriale. Pendant toute une séance, M. Poincaré combattit en faveur des idées qu'il avait soutenues déjà dans une autre enceinte, prêchant l'aveu des sacrifices nécessaires et désavouant les expédients destinés à masquer le déficit. Après des répliques de M. Gauthier, rapporteur général de la Commission des finances, et de M. le ministre Caillaux, le Sénat aborda les budgets des ministères. L'examen des dépenses des différents services fut, comme d'ordinaire, l'occasion de brillants développements et de critiques virulentes, véritables interpellations, moins la sanction des ordres du jour. C'est ainsi que le budget des Affaires étrangères donna lieu à une discussion entre le rapporteur, M. Charles Dupuy, et M. d'Estournelles de Constant sur l'avenir des arbitrages internationaux, destinés à prévenir les conflits armés. Lorsque vint le tour du budget de la Justice, M. Bérenger en profita pour déplorer les indiscretions de la Presse et la divulgation, par la parole et la photographie, des secrets des cabinets d'instruction. A cette critique inspirée de faits récents, empruntés à l'information d'un gros procès criminel, M. Guyot-Dessaigne, garde des sceaux, opposa quelques bonnes promesses voilées de quelque désillusion. D'autres sénateurs réussirent à charger la Justice d'autres abus encore, M. Ponthier de Chamaillard dénonçant l'inutilité de certaines détentions préventives. et M. Gaudin de Villaine

les lenteurs des procédures de liquidation des congrégations. Le ministère de la Guerre ne pouvait échapper à la règle commune : entre le général Langlois, M. Waddington, rapporteur, et le général Picquart, ministre, s'agitèrent de nombreuses questions techniques ou d'actualité, depuis celle du rôle des ordonnances des officiers jusqu'à celle de l'importance de la cavalerie dans le combat moderne. La note alarmante fut jetée par M. Gaudin de Villaine, auquel le général Picquart répondit en opposant aux anciennes armées, modelées sur les constitutions politiques d'autrefois, la nation armée d'aujourd'hui, en faveur de laquelle il réclama la même confiance. Le budget de l'Instruction publique a dû aux lois récentes d'être l'objet de critiques très vives, inspirées par la fermeture de nombreux établissements congréganistes d'enseignement, le rappel sous les drapeaux de séminaristes ayant bénéficié de la dispense conditionnelle, l'assaut du collège de Beaupréau et les questions non moins pressantes des réparations des églises et de l'organisation des aumôniers de la marine.

Le 24 janvier, le Sénat aborda la partie la plus délicate peut-être du budget, celle de la loi de Finances, qui prévoit les recettes et donne lieu, par sa nature même, aux plus grosses difficultés pratiques.

Nous ne saurions entrer ici dans le détail des remaniements successifs qui transformèrent, supprimèrent ou rétablirent les nouvelles taxes qui avaient été proposées pour parer aux dépenses nécessitées par les nouvelles lois dites sociales et les besoins de la défense nationale. Mieux vaut résumer les résultats de ce travail législatif et dire que le Parlement, en fin de compte, repoussa les taxes sur les pianos, sur les chasses gardées et sur les spécialités pharmaceutiques, pour adopter, après maints voyages entre le Luxembourg et le Palais-Bourbon, deux taxes principales, celle de 12 francs par million sur les capitaux assurés par les Compagnies d'assurance, et celle de 2 pour 100 sur les titres étrangers.

Le 29 janvier, les deux assemblées s'étaient mises enfin d'accord, et le 30 janvier était promulguée la loi du budget de l'exercice 1906 (*Journ. off.*, 31 janvier).

Sans atteindre le chiffre de 4 milliards, ainsi que l'eût voulu, pour plus de sincérité financière, M. le sénateur Poincaré, le budget de 1907 se chiffre, pour les voies et moyens, à la somme de 3 milliards, 834 millions, 222 273 francs, destinée à faire face à 3 milliards, 833 millions, 825 305 francs de dépenses.

*Finances.* — En dehors du budget de l'exercice courant, il reste à signaler plusieurs dispositions relatives aux finances. Deux lois des 19 février et 7 mars portent règlement définitif des budgets des exercices 1900 et 1901 (*Jour. off.*, 22 février et 10 mars).

Une loi du 10 janvier 1907 (*Journ. off.*, 12 janvier) autorise le gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 75 millions.

Une loi du 27 février autorise le département de la Seine à s'imposer extraordinairement, en 1907, de 4 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, afin de parer à l'application de la loi sur l'assistance aux vieillards (*Journ. off.*, 3 mars).

Ici se place un document d'une importance capitale. Le ministre des Finances a, le 7 février, déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi établissant un impôt général sur les revenus et un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu. Ce projet, qui tend à un remaniement complet de notre système d'impositions, aurait pour but, au dire de son auteur, non point de procurer plus de ressources à l'État, mais de répartir plus équitablement les charges. Ce simple énoncé suffit à faire comprendre, vu la difficulté croissante d'équilibrer les budgets, que l'intention du ministre des Finances est d'introduire dans notre législation fiscale une sorte de moule à impôts destiné à procurer ultérieurement, par le simple jeu d'une augmentation de taux, les ressources permettant de faire face aux dépenses croissantes. Ce projet, dont la gravité ne saurait échapper, si l'on considère surtout l'état de division des esprits qui existe en France, a été renvoyé à la Commission de législation fiscale (*Journ. off.*, 8 février).

Fut-ce, pour l'extrême-gauche, une manière d'appuyer le dépôt de ce projet? Quoi qu'il en soit, cette fraction de la Chambre, interpellait le Gouvernement, le même jour, par les voix de MM. Rouanet, Meslier, Willm et Jaurès sur les agissements de la haute banque, ou, pour reproduire les termes mêmes dont ils se sont servis, sur « les opérations financières abusives ou illégales, les manœuvres de Bourse ou les émissions clandestines de valeurs étrangères, dirigées contre les intérêts de la République et de la France ». La Chambre a, le 8 février, voté l'ordre du jour pur et simple sur ces interpellations (*Journ. off.*, 9 février).

*Lois politiques, administratives, et des cultes.* — Le 2 janvier 1907 a été promulguée une loi, votée à la fin de la session extraordinaire de 1906, sur l'exercice public des cultes(1), qui met à la disposition de l'État, des départements et des communes, les archevêchés, évêchés, presbytères et séminaires, dont la jouissance n'aurait pas été réclamée par une association cultuelle (*Journ. off.*, 2 et 3 janvier). Nous verrons plus loin dans quels termes la législation existante en matière de cultes a été appréciée par le chef même du cabinet.

Le 28 mars 1907 a été promulguée une loi déclarant que les réunions publiques, quel qu'en soit l'objet, pourront être tenues sans déclaration préalable. Un amendement avait été proposé à la Chambre à l'effet de mettre à la disposition des citoyens les locaux communaux habituellement utilisés pour les réunions publiques. Cet amendement, adopté par

(1) Voir P. Vial, *Chronique législative* (*Bulletin* 1906, p. 136).

la Chambre, a été rejeté par le Sénat. Au cours de la discussion de cette loi importante, dont le but fut de masquer sous une disposition de droit commun la reconnaissance aux catholiques de la liberté de l'exercice du culte, certaines paroles de M. le ministre de l'Intérieur, président du Conseil, faillirent un instant compromettre la solidarité ministérielle. Voici ces paroles désormais historiques; il s'agit de la législation des cultes : « M. Allard a dit hier que nous nous débattons dans l'incohérence. A mon avis, il n'y a rien de plus vrai. Nous sommes dans l'incohérence parce qu'on nous y a mis. J'y suis, j'y reste ».

Une autre loi, celle-ci de caractère purement administratif, est celle du 29 mars 1907 concernant la compétence territoriale des notaires en résidence dans les ressorts de justice de paix modifiés par la loi du 12 juillet 1905 (*Journ. off.* 4 avril).

Certains autres projets ou propositions de loi, sans avoir encore reçu la consécration du vote des deux Chambres, ont été adoptés par l'une d'elles.

C'est ainsi que le Sénat a, le 7 février 1907, adopté en deuxième délibération une proposition de loi de M. Bonnefoy-Sibour, modifiant divers articles de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux (*Journ. off.*, 8 février); et que la Chambre a, le 21 mars, voté la proposition de loi de M. Marcel Régnier sur la réglementation des jeux dans les cercles ou casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques (*Journ. off.*, 22 mars).

Il a été déposé le 18 janvier, au nom des ministres de l'Intérieur et de la Justice un projet de loi sur les garanties de la liberté individuelle; ce projet, qui emporterait l'abrogation du fameux article 10 du Code d'instruction criminelle, a été renvoyé aux bureaux. C'est un de ceux dont on peut, sans distinction de parti, souhaiter le prompt examen.

De nombreuses interpellations ont été entendues.

Une des plus importantes a été celle de MM. Lasies et Lemire sur les caisses diocésaines de retraites ecclésiastiques. L'ordre du jour pur et simple clôtura cette discussion dont il faut retenir une déclaration de M. Briand, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, aux termes de laquelle les retraites dues aux bénéficiaires des caisses diocésaines devront être servies par les établissements de bienfaisance qui seront appelés à prendre en charge les fonds de ces caisses (*Journ. off.*, 16 janvier 1907).

Le 19 février, MM. Paul Meunier et Guieysse ont interpellé le gouvernement sur sa politique religieuse. Un ordre du jour de confiance proposé par M. Sarrien a été voté par la Chambre (*Journ. off.*, 20 février 1907).

La politique religieuse, ou plutôt areligieuse, du cabinet, pénétrant jusqu'aux moindres détails, eut pour conséquence la suppression, sur la tranche des monnaies, de la devise « Dieu protège la France ». M. Dominique Delahaye introduisit à ce sujet une interpellation devant

le Sénat. Malgré les discours vibrants de MM. Delahaye et Gaudin de Villaine, l'Assemblée vota l'ordre du jour pur et simple. M. l'abbé Gayraud n'était pas, le même jour, plus heureux devant la Chambre, lorsque, ému par les difficultés qu'avaient rencontrées les membres du clergé dans l'accomplissement de leur mission à la suite de la catastrophe de l'*Téna*, il invitait le gouvernement à respecter la liberté de conscience et du culte dans les hôpitaux de la marine (*Journ. off.*, 21 mars).

Mais, de l'autre côté de l'Assemblée, l'extrême gauche réclame pour ceux qu'elle représente, la liberté des manifestations de la rue.

D'où interpellation de MM. Vaillant, Allemane et Coutant sur la fermeture de la Bourse du Travail et l'interdiction de la manifestation qui devait avoir lieu la veille en faveur du repos hebdomadaire ; M. le Ministre de l'Intérieur, président du Conseil, a établi dans sa réponse une distinction entre le droit de réunion proprement dit, et le droit de manifestation qui, étant susceptible de troubler l'ordre, comporte, de la part des pouvoirs publics, certaines précautions. Et le chef du gouvernement a déclaré subordonner la tolérance des manifestations de la rue à une entente préalable entre les organisateurs et le ministre, afin que ce dernier puisse recevoir la garantie que l'ordre public ne sera pas troublé. La Chambre a, sur ces déclarations, voté un ordre du jour les approuvant (*Journ. off.*, 22 janvier 1907).

Mentionnons à ce propos que M. Lefas, député, a, le 25 janvier, déposé une proposition de loi sur le droit de manifestation, proposition qui fut, après déclaration d'urgence, renvoyée à la Commission de l'administration générale (*Journ. off.*, 25 janvier 1907).

L'insécurité résultant de crimes nombreux commis dans le nord de la France et à Paris même fit l'objet d'une interpellation de M. Henry Cochin et d'une question de M. Georges Berry. Après les explications de M. Clemenceau, sur la nécessité urgente de réformer l'organisation de la police par la création de forces mobiles de gendarmerie rurale, la Chambre a adopté l'ordre du jour pur et simple (*Journ. off.*, 1<sup>er</sup> mars 1907).

Une insécurité d'un ordre spécial menace parfois les candidats aux élections législatives. L'attentat dont fut l'objet M. Pierre Leroy-Beaulieu dans la première circonscription de Montpellier motiva une question de M. Beauregard au ministre de l'Intérieur. M. Clemenceau, manifestant avec une grande convenance les regrets que lui inspirait cette agression, indiqua les mesures par lui prises pour assurer la sincérité du vote. Il est regrettable qu'un pareil événement qui eût dû grouper toutes les sympathies, n'ait inspiré à certaines personnalités de l'extrême gauche que des paroles d'insinuation haineuse (*Journ. off.*, 2 mars 1907).

Parmi les actes n'ayant pas un caractère législatif, il faut mentionner un rapport en date du 30 décembre 1906 adressé par le ministre de l'Intérieur au Président de la République, et indiquant les résultats du



recensement de la population, soit un nombre de 39 252 267 habitants, ce qui constitue une augmentation de 290 322 habitants sur la population de 1901 (*Journ. off.*, 6 janvier 1907).

A trois reprises et à quelques jours d'intervalle, les Chambres levèrent leur séance en signe de deuil : le 12 mars, lors du décès de M. Casimir-Périer, ancien président de la République ; le 14 mars à la nouvelle de la catastrophe du cuirassé *Iéna* ; enfin le 19 mars à la mort de Marcelin Berthelot. Quelques jours après, une loi du 24 mars ordonnait le transport au Panthéon des restes de l'illustre chimiste et de M<sup>me</sup> Berthelot (*Journ. off.*, 25 mars).

Une Commission de 12 membres fut chargée par le Sénat de faire une enquête sur les causes de la catastrophe de l'*Iéna*, tandis que le même jour la Chambre déléguait 22 de ses membres à l'effet d'examiner les documents saisis à l'ancienne nonciature (*Journ. off.*, 21 mars).

*Traités. — Affaires étrangères.* — Plusieurs dispositions sont à signaler, qui approuvent des conventions signées sur différentes matières avec les gouvernements étrangers :

Un décret du 28 décembre 1906 (*Journ. off.*, 4 janvier 1907) a rendu exécutoire un arrangement signé le 20 janvier 1906 entre la France et l'Italie, ratifié à Paris le 11 décembre 1906, et relatif au transfert des dépôts entre les caisses d'épargne ordinaires des deux pays.

Une loi du 10 janvier 1907 (*Journ. off.*, 13 janvier) porte approbation de la convention et du protocole additionnel signés le 18 août 1904 et le 8 mars 1905 entre la France et l'Espagne au sujet de l'établissement des communications par voie ferrée à travers les Pyrénées centrales.

Un décret du 11 janvier 1907 (*Journ. off.*, 15 janvier) porte promulgation de la convention signée à Londres le 20 octobre 1906 entre la France et l'Angleterre en vue de confirmer le protocole du 27 février 1906 relativement aux Nouvelles-Hébrides.

Un décret du 13 janvier 1907 porte approbation de la déclaration signée à Christiania le 21 décembre 1906 entre la France et la Norvège pour assurer la communication réciproque des actes intéressant l'état civil des ressortissants français et norvégiens (*Journ. off.*, 16 janvier).

Un décret du 15 janvier 1907 (*Journ. off.*, 19 janvier), promulgue le traité de commerce et de navigation signé le 13 janvier 1906 entre la France et la Bulgarie.

La Chambre a, dans sa séance du 22 janvier 1907, adopté, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant approbation d'une convention signée à Berne le 19 septembre 1906, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Roumanie, la Russie, la Suisse, et additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer (*Journ. off.*, 23 janvier).

Une loi du 29 mars 1907 porte approbation d'une convention signée à

Sophia, le 5 janvier 1907, entre la France et la Bulgarie pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce (*Journ. off.*, 31 mars).

Le loi du 3 avril 1907 approuve la convention signée à La Haye le 21 décembre 1904 en vue d'exempter, en temps de guerre, les bâtiments hospitaliers des droits et taxes imposés dans les ports aux navires au profit de l'État (*Journ. off.*, 5 avril).

En dehors de ces documents qui rentrent dans le courant du travail de législation internationale, il importe de signaler un événement qui révélait cruellement l'insécurité de nos nationaux au Maroc.

Le meurtre du docteur Émile Mauchamp a causé, en France, une grande émotion et provoqué une interpellation de MM. Dubief, Chaus sier et Trouin sur les circonstances qui accompagnèrent cet assassinat et sur les intentions du Gouvernement. M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, déclara, en réponse aux questions qui lui étaient posées, que le Gouvernement avait décidé d'occuper la villa d'Oudjda et de maintenir cette occupation jusqu'au jour où la France aurait obtenu satisfaction.

L'ordre du jour Trouin, accepté par le Gouvernement et voté à l'unanimité, a approuvé les paroles du Gouvernement en comptant sur sa fermeté pour assurer la sécurité de nos concitoyens au Maroc (*Journ. off.*, 27 mars 1907).

*Lois d'organisation judiciaire.* — Le 31 décembre 1906 a été promulguée la loi relative à la compétence des juges de paix en matière forestière (*Journ. off.*, 1<sup>er</sup> janvier 1907).

La loi du 27 mars 1907 (*Journ. off.*, 28 mars) sur les Conseils de Prudhommes, organise les attributions, la discipline et la procédure de ces juridictions. Les Prudhommes statuent en nombre pair et sont départagés, au besoin, par un juge de paix (art. 23). C'est le Tribunal civil qui connaît de l'appel de leurs décisions (art. 34).

La Chambre a, le 14 janvier 1907, adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi sur l'Assistance judiciaire (*Journ. off.*, 15 janvier). Ce projet a été, le 21 janvier, renvoyé à la Commission de l'Assistance judiciaire (*Journ. off.*, 22 janvier).

La Chambre a, dans sa séance du 21 janvier, renvoyé à la Commission de réforme judiciaire un projet de loi portant suppression des Conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer et des tribunaux maritimes, ainsi que des établissements pénitentiaires militaires (*Journ. off.*, 22 janvier).

Un décret du 27 mars 1907 porte modification de l'ordonnance du 11 octobre 1820 sur le mode de roulement des magistrats dans les cours et tribunaux (*Journ. off.*, 30 mars).

Parmi les interpellations qui donnèrent lieu, relativement à notre organisation judiciaire, aux plus longs développements, il faut men-

tionner une série de discussions engagées à la Chambre par MM. Magnaud, Ferrette, Gabriel Baron et Emmanuel Brousse sur plusieurs questions fort différentes en apparence, mais dont certaines circonstances avaient amené la jonction, et qui se groupent autour de deux idées : réforme de la magistrature et fraudes sur les vins. M. Magnaud y développa ses idées sur l'élection des juges, l'institution du juge unique, et la supériorité de l'équité sur le droit écrit. Deux ordres du jour furent votés, l'un relatif aux fraudes sur les vins, l'autre à la réforme de la magistrature. Le premier exprime la confiance de la Chambre dans le Gouvernement pour assurer une répression énergique de toutes les fraudes dans le commerce des vins; par le second, la Chambre, témoignant d'une même confiance, approuve les déclarations du Gouvernement et compte sur sa fermeté pour assurer à la fois l'indépendance nécessaire aux magistrats et leur fidélité aux institutions républicaines (*Journ. off.*, 27 février).

*Lois civiles, commerciales et criminelles.* — Une loi du 30 décembre 1906 sur les ventes au déballage vient, pour la réglementation de cette matière, compléter la loi du 25 juin 1841 (*Journ. off.*, 4 janvier 1907).

A signaler aussi le vote et la promulgation de la loi du 19 mars 1907, allouant une indemnité de séjour aux membres du jury criminel qui ont droit à une indemnité de déplacement (*Journ. off.*, 13 avril).

La Chambre a adopté, le 15 janvier 1907, après déclaration d'urgence, une proposition de M. Raynaud tendant à modifier l'article 2148 du Code civil sur la formalité d'inscription des privilèges et hypothèques (*Journ. off.*, 16 janvier).

Elle a également, dans sa séance du 22 janvier 1907, adopté, après une suite de longues discussions, une proposition de loi relative au régime des aliénés (*Journ. off.*, 23 janvier).

La Chambre a, le 24 janvier 1907, et après déclaration de l'urgence, voté en première délibération une proposition de loi adoptée par le Sénat et tendant à modifier l'article 310 du Code civil et à rendre de droit la conversion de la séparation de corps en divorce après trois ans (*Journ. off.*, 25 janvier).

Le Sénat a, le 8 février 1907, adopté en première délibération une proposition de loi portant modification de certains articles du Code civil sur le mariage et facilitant cet acte en n'exigeant qu'une publication et en simplifiant les conditions de résidence (*Journ. off.*, 9 février).

La Chambre adoptait, le 7 février, une proposition de loi limitant les effets de la saisie-arrest (*Journ. off.*, 8 février).

La Chambre a, dans sa séance du 8 février, voté l'urgence sur une proposition de loi de M. Georges Berry tendant à la suppression des incapacités des faillis simples. Cette proposition a été renvoyée à la Commission de réforme judiciaire (*Journ. off.*, 9 février).

La Chambre a, le 18 février, adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de M. Maurice Viollette relative à la légitimation des enfants adultérins (*Journ. off.*, 19 février).

Le 21 mars, la Chambre adopte, après déclaration d'urgence, la proposition de M. Louis Martin tendant à modifier la majorité nécessaire en matière criminelle pour l'admission des circonstances atténuantes. Aux termes de cette proposition, l'égalité des suffrages du jury sur la question des circonstances atténuantes profiterait à l'accusé (*Journ. off.*, 22 mars).

*Guerre.* — Une loi du 16 février 1907 organise dans les corps de troupe le service de couchage et d'ameublement, qui est assuré désormais, par les corps eux-mêmes, au moyen de prestations à déterminer par le ministre (*Journ. off.*, 24 février).

En dehors des savantes observations techniques dont notre armée fut l'objet au cours de l'étude du budget, l'administration de la Guerre donna lieu à maintes discussions de principe ou de circonstances, dont nous retracerons les principales.

Dans la séance du 22 mars 1907, la Chambre a repoussé une proposition de M. Ceccaldi tendant à nommer une Commission d'enquête sur les « atrocités des bagnes militaires d'Afrique », et renvoyé à la Commission de l'armée une autre proposition de M. de Belcastel qui demandait des garanties en faveur des familles nécessiteuses des hommes appelés sous les drapeaux (*Journ. off.*, 23 mars 1907).

Dans la séance du Sénat du 22 janvier 1907 (voir ci-dessus), M. Ponthier de Chamailard avait soulevé, à l'occasion du budget de la Guerre, la question des séminaristes rappelés sous les drapeaux pour compléter leur temps de service, faute de pouvoir justifier de l'accomplissement des conditions de la loi militaire de 1889.

M. Colliard attira l'attention de la Chambre, le 26 mars, et interpella le ministre de la Guerre sur le renvoi dans ses foyers de la classe 1903. Le ministre refusa de s'engager sur ce point. L'ordre du jour de M. Gérault-Richard, qui fut voté, exprime la confiance de la Chambre dans le Gouvernement « pour provoquer le renvoi de cette classe dans ses foyers dès qu'il sera possible ».

Le déplacement du général Bailloud, commandant du 20<sup>e</sup> corps d'armée, à la suite de paroles jugées imprudentes par le ministre, a motivé les interpellations, conçues en un esprit différent, de MM. Paul Constans et Maurice Barrès. Il fut également question de la réintégration du lieutenant Tisserand-Delange, mis l'année dernière en retrait d'emploi à la suite d'incidents survenus le 1<sup>er</sup> mai. Un ordre du jour d'approbation des actes et déclarations du Gouvernement a été voté par la Chambre (*Journ. off.*, 28 mars).

*Marine.* — La catastrophe du cuirassé l'*Iéna* a motivé les interpella-

tions, à la Chambre, de MM. Henri Michel et l'amiral Bienaimé. Ce dernier a demandé qu'il fût donné aux chefs militaires de la Marine, dans le domaine technique, la part d'autorité à laquelle ils ont droit. L'ordre du jour pur et simple a clôturé cette discussion et une Commission d'enquête de 22 membres a été nommée (*Journ. off.*, 29 mars). Rappelons que le Sénat avait, le 20 mars, chargé une Commission de 12 membres de faire une enquête sur les causes de la catastrophe.

*Commerce.* — Le 24 janvier 1907, la Chambre a adopté après déclaration d'urgence un projet de loi relatif aux pêches maritimes.

Elle a, le 28 janvier 1907, adopté en première délibération une proposition de loi, déjà votée par la Chambre, sur les récompenses industrielles (*Journ. off.*, 29 janvier).

Le Sénat a, le 26 mars 1907, adopté, en le modifiant, un projet de loi, déjà voté par la Chambre, sur le travail à bord des navires de commerce (*Journ. off.*, 27 mars); et la Chambre a voté le lendemain le texte revenu du Sénat. La loi a été promulguée le 17 avril (*Journ. off.*, 20 avril).

*Travail, assistance sociale.* — Dans la matière du travail, pour lequel un nouveau ministère a été récemment institué, c'est surtout le chômage et le repos hebdomadaire qui ont fait les frais des débats parlementaires.

Citons d'abord, en fait de disposition réglementaire concernant l'assistance sociale, un décret du 30 mars 1907 portant règlement d'administration publique, qui détermine les conditions d'application à Paris de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables (*Journ. off.*, 31 mars).

Les grèves ont beaucoup occupé le Parlement. Notons l'adoption, par la Chambre, d'un projet de résolution de M. Buisson invitant le Gouvernement à user de son pouvoir pour amener l'arbitrage dans la grève de la Compagnie Parisienne des tramways, ainsi que le rejet d'un projet de résolution de M. Maurice Spronck tendant à la nomination d'une Commission pour examiner la question des tramways Sud (*Journ. off.*, 16 février 1907).

La grève, heureusement de courte durée, des électriciens a déterminé une interpellation de M. Jaurès à la Chambre sur l'intention qu'avait manifestée le Gouvernement d'utiliser la troupe pour le fonctionnement des usines. L'ordre du jour de MM. Gast et Drelon approuvant l'attitude du Gouvernement a été voté. A signaler au cours de ces débats la courageuse intervention de M. Biétry, pris à parti par M. Jaurès comme chef des « Jaunes » (*Journ. off.*, 12 mars 1907).

Sur les propositions un peu modifiées de MM. Lefas et Le Hérissé, la Commission du travail a été chargée par la Chambre de procéder à une enquête sur la situation de l'industrie de la chaussure (*Journ. off.*,

12 janvier 1907). C'est à l'occasion de la grève de Fougères qu'a été prise cette résolution. De même la Chambre a, le même jour, voté l'urgence sur une proposition de M. Betoulle ouvrant un crédit extraordinaire de 100 000 francs pour les familles des grévistes de Fougères.

Le 5 février 1907, la Chambre adoptait également, après urgence, deux propositions de loi ouvrant l'une un crédit de 100 000 francs pour les victimes de la catastrophe de Fourneaux, l'autre un crédit de 25 000 fr. pour les familles des grévistes de la Compagnie des Tramways-Sud (*Journ. off.*, 6 février).

L'ouverture du crédit de 100 000 francs aux victimes de la catastrophe de Fourneaux a été ensuite ratifiée par le Sénat, et consacrée par une loi du 26 mars.

Le 21 mars, la Chambre repoussait un projet de résolution de M. Allemane demandant la nomination d'une Commission d'enquête relativement aux incidents de la grève des dockers de Nantes (*Journ. off.*, 22 mars).

Une des lois sociales votées l'année précédente, celle du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, a fait l'objet de plusieurs interpellations de MM. G. Berry, Lafferre, Puech, Engeraud. Celles-ci se sont terminées le 23 mars par le vote d'un ordre du jour par lequel « la Chambre, résolue à maintenir intacts les principes inscrits dans la loi sur le repos hebdomadaire, confiante dans le Gouvernement pour en faire une application largement libérale, prenant acte de son engagement de proposer les modifications nécessaires à la loi en temps utile pour qu'elles puissent être discutées avant la fin de la présente session, et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour » (*Journ. off.*, 24 mars).

Le 28 mars, sur une question adressée par M. Beauregard, le garde des sceaux a promis à la Chambre de suspendre les procès-verbaux en cours et l'exécution des jugements intervenus par application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire (*Journ. off.*, 29 mars).

La Chambre et le Sénat se sont ajournés au 7 mai.

Edmond BINOCHÉ.

## PARLEMENT ANGLAIS

La session extraordinaire de l'année 1906 s'était terminée sous la vive impression du conflit aigu survenu entre les Lords et les Communes au sujet du projet de loi passionnément discuté sur l'Éducation. Les discours prononcés par les hommes politiques des divers partis et la discussion de l'Adresse, au début de la nouvelle session, reflétèrent les préoccupations que, de part et d'autre, un dissentiment aussi accentué avait fait naître.

Les conservateurs firent valoir que l'existence de deux assemblées était nécessaire pour le jeu régulier des institutions politiques du pays et impliquait l'éventualité de désaccords entre elles, quel que soit le

mode de recrutement de la Chambre Haute. Ils contestèrent que la Chambre des Lords, où domine leur influence, ait agi dans un intérêt de parti. Elle n'avait jamais mis obstacle à l'adoption de mesures demandées par l'opinion publique, mais elle avait repoussé le projet du gouvernement parce qu'il n'était pas réellement conforme aux vœux de la majorité des électeurs, peu favorable à un enseignement à tendances laïques. D'ailleurs, pour résoudre le conflit, la Constitution offrait un moyen facile : la dissolution de la Chambre des Communes. Si les électeurs, consultés sur le bill d'Éducation, manifestaient leur préférence en sa faveur, sans nul doute, les Lords s'inclineraient devant la volonté populaire.

Les libéraux, de leur côté, déclarèrent inadmissible que la Chambre Haute pût s'opposer à une réforme qui avait été soumise au pays, lors de la dernière consultation électorale, et avait contribué, avec les autres articles de leur programme, au succès de leur parti. Ils critiquèrent vivement la prétention des Lords de refléter le véritable sentiment de la population et d'imposer, par ses votes, la nécessité de procéder à de nouvelles élections. Suivant leurs tendances, les uns préconisèrent la disparition de la Chambre des Lords, les autres des modifications dans sa composition et son recrutement, d'autres enfin demandèrent qu'une réforme des usages constitutionnels limitât les droits de l'assemblée héréditaire vis-à-vis de la seconde Chambre.

Dans le discours du Trône, lu au Parlement le 12 février dernier, le Gouvernement reconnaît que des difficultés sérieuses affectant le fonctionnement du système parlementaire se sont élevées par suite du désaccord entre les deux Chambres et annonce qu'il recherche actuellement les moyens de résoudre la difficulté. Mais, jusqu'à présent, aucun système positif n'a été proposé par lui. La tâche paraît d'ailleurs délicate, car il devra obtenir l'adhésion des Lords pour toute réforme constitutionnelle, et il est à supposer que ceux-ci ne se laisseront pas de plein gré enlever quelques-unes de leurs prérogatives essentielles. La majorité conservatrice est tellement considérable dans cette assemblée qu'une « fournée » libérale, destinée à la modifier, devrait comprendre un nombre fort élevé de nouveaux pairs, dont le vote, une fois nommés, ne correspondrait même peut-être pas aux espérances conçues par le Gouvernement. Aussi semble-t-il que les manifestations oratoires de certains membres du Cabinet et le passage du discours du Trône soient plutôt un avertissement donné aux Lords que l'indication de mesures hostiles prochaines.

Des conservateurs reconnaissent d'ailleurs que la composition de la Chambre Haute pourrait subir quelques changements utiles sans que son caractère fût pour cela altéré. Le nombre des Lords actuels, dont beaucoup ne viennent qu'à de lointains intervalles aux séances, présente des inconvénients pour le bon ordre des discussions. Aussi, l'un des membres de l'assemblée, Lord Newton, a déposé, le 21 février, un

projet préconisant la désignation par les pairs héréditaires anglais de délégués devant siéger à la Chambre des Lords pour la durée d'un Parlement, système déjà en vigueur pour les pairs irlandais et écossais. Le roi aurait, en outre, le droit d'appeler à siéger dans l'assemblée, jusqu'à concurrence de 100 membres au maximum, ceux des pairs non élus qui auraient été deux fois membres de la Chambre des Communes ou qui auraient occupé certaines hautes situations officielles.

Le discours annonçait, en outre, le dépôt de nombreux bills qui devront être examinés au cours de la session. La réorganisation de l'armée, la modification de certaines des lois foncières régissant l'Ecosse, l'Angleterre et le Pays de Galles, la réglementation de la durée du travail dans les mines, l'admission des femmes dans les corps locaux, la réforme de la législation sur les débits de boissons, la construction de logements ouvriers, enfin et surtout, la réforme universitaire en Irlande et l'émancipation administrative de l'Ile-sœur constituaient l'important programme législatif du cabinet. Il promettait, en outre, d'améliorer le gouvernement de l'Inde et mentionnait la continuation des rapports cordiaux avec les autres nations.

Les critiques de l'opposition portèrent surtout sur les questions coloniales et irlandaise. Lord Lansdowne, à la Chambre des Lords, M. Balfour et, après lui, MM. Lyttelton et Long, à la Chambre des Communes, regrettèrent le silence du discours au sujet de la Conférence coloniale qui devait être tenue dans le courant de l'année, et dont l'importance pour l'Empire ne pouvait être méconnue. Ils firent d'expresses réserves sur la réorganisation administrative de l'Irlande qui rencontrerait un vif sentiment d'hostilité si elle aboutissait à doter ce pays du Home Rule. Enfin ils attaquèrent la convention récemment conclue avec la France au sujet des Nouvelles Hébrides. Cet acte diplomatique ne tenait, en effet, d'après eux, sur plusieurs points, aucun compte des désirs des colonies australiennes et instaurait un véritable régime de travail servile. Ils s'étonnaient que des libéraux aient adhéré à de semblables dispositions, alors qu'ils n'avaient pas ménagé leurs critiques contre l'introduction de la main d'œuvre chinoise au Transvaal. L'opposition concentra enfin ses efforts sur deux amendements proposés par elle à l'Adresse.

Le premier, soutenu par Lord Percy, le 18 février, déplorait que la législation sociale demandée par une grande partie de la population britannique fût retardée par les mesures révolutionnaires promises par le gouvernement au sujet de la Chambre des Lords et du Home Rule irlandais, il fut repoussé par 374 voix contre 111. Le deuxième, déposé par M. Hills, exprimait le regret que le discours du Trône ne contînt aucune référence à la réunion de la Conférence coloniale et à l'opportunité de resserrer les relations économiques de la métropole avec les colonies au moyen de droits préférentiels. Cette discussion fournit à M. Balfour l'occasion d'exposer, dans un important discours,



ses vues sur la réforme douanière. Très habilement, le leader de l'opposition, sans parler de la taxation du blé et de la viande, peu populaire et demandée cependant par nombre de ses partisans, insista sur la nécessité de donner, par des services mutuels, conscience aux diverses parties de l'empire qu'elles composent un tout et que leurs intérêts sont solidaires avec ceux de la mère patrie. Il montra, en outre, que, pour permettre à l'industrie britannique de lutter sur les marchés étrangers et pour procurer au Trésor les ressources nécessaires à la mise en œuvre des réformes sociales, il faudrait recourir un jour ou l'autre à des taxes douanières. M. Lloyd George, au nom du Gouvernement, eut beau jeu de signaler l'imprécision des projets des conservateurs. S'appuyant sur la volonté de l'immense majorité des électeurs, il justifia la politique libre-échangiste du cabinet. Il contesta d'ailleurs que les colonies aient besoin de l'aide de la métropole et même aient le désir de bénéficier de droits préférentiels. Il insista enfin sur les dangers d'une semblable politique économique au point de vue des relations internationales. La motion fut rejetée par 353 voix contre 98, le 20 février, et le même jour (1), l'Adresse fut adoptée.

La discussion des crédits pour les services civils et militaires a occupé la plus grande partie des séances de la Chambre des Communes qui ont été tenues du 21 février au 27 mars. Les propositions du gouvernement relatives aux dépenses de la marine et de l'armée comportent de notables réductions : le gouvernement libéral ne fait en cela que réaliser les promesses faites aux électeurs.

*Armée.* — A l'occasion de l'examen du budget de la guerre, M. Haldane, chef du département, a prononcé un important discours<sup>1</sup> exposant ses vues sur la réorganisation de l'armée. Il a complété ses explications en déposant, le 4 mars 1907, le projet définitif du gouvernement. Ce projet, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir au moment de sa discussion par le Parlement, tend à séparer nettement l'armée de première ligne, destinée surtout aux opérations à l'extérieur, de la réserve chargée de défendre la métropole et, en cas de besoin, de compléter les effectifs de l'armée active. La composition de celle-ci ne serait pas modifiée et la répartition de ses divers éléments en Angleterre resterait conforme à l'ordre du *War Office* du 1<sup>er</sup> janvier dernier. L'armée de réserve, qui serait substituée à la Milice, à la Yeomanry et aux Volontaires actuels recevrait une organisation territoriale homogène. Elle se composerait de volontaires contractant un engagement de quatre ans durant lesquels ils seraient astreints chaque année à une période d'exercice et, en cas de mobilisation, à un entraînement de six mois. Ils ne seraient appelés qu'à servir en Angleterre, mais pourraient, sur leur demande, être incorporés dans l'armée régulière pour combler les vides

(1) Séance du 25 février.

causés dans l'effectif normal par une guerre à l'étranger. Tel est, brièvement résumé, le projet de M. Haldane. Il essaie de remédier aux défauts constatés dans l'organisation militaire au moment de la guerre du Transvaal et, en particulier, à la difficulté d'envoyer des renforts à l'extérieur. Les volontaires consentant à servir à l'étranger seront-ils en nombre suffisant pour assurer en temps de guerre le maintien au complet de l'armée régulière. Le Ministre de la Guerre en est persuadé. L'opposition a exprimé les plus grandes craintes à ce sujet. « Dans tous les cas », ainsi que le disait le *Times* dans son éditorial du 26 février, « le projet de M. Haldane représente le dernier mot du système volontaire ». S'il échoue, les Anglais devront opter entre le désir d'avoir une armée nationale et la nécessité d'instituer le service militaire obligatoire.

*Lois civiles et commerciales.* — Un bill émané de l'initiative parlementaire et ayant pour but d'autoriser le mariage d'un veuf avec la sœur de sa femme décédée a été adopté en 2<sup>e</sup> lecture par la Chambre des Communes, et renvoyé à l'examen du comité de Législation (Séance du 23 février). Le 15 mars la même assemblée a voté en deuxième lecture un projet sur les taxes et conditions de transport des Compagnies de chemins de fer et canaux, tendant à rendre ces entreprises responsables de leurs fautes lourdes, quelles que soient les clauses des contrats. Le 22, une motion de M. Strauss proposant l'examen en deuxième lecture d'un bill introduisant le système métrique a été rejetée, après que le gouvernement eut combattu la mesure comme nuisible au commerce britannique. A la Chambre des Lords, deux bills sur les sociétés commerciales ont été votés en deuxième lecture; le premier discuté le 5 mars règle les conditions d'émission de titres et le deuxième, adopté le 14, entend donner au public le droit de se renseigner sur la situation financière des entreprises commerciales enregistrées. Une motion de L. Avebury demandant d'interdire par une législation complète tout commerce le dimanche a été adoptée par la Chambre Haute le 11 mars. Aux Communes, M. Samuel a appelé l'attention du gouvernement sur la nécessité de fermer les débits de boissons le dimanche et a obtenu la promesse que le bill en préparation s'occuperait de la question (S. du 5 mars 1907).

*Instruction.* — Deux nouveaux bills ont été proposés pour l'Angleterre à la Chambre des Communes. Le premier comporte deux clauses détachées du projet de l'année dernière et n'ayant pas soulevé de discussion. Il permet aux autorités scolaires de créer des cours de récréation et de rendre obligatoire l'inspection médicale (adoption en deuxième lecture le 1<sup>er</sup> mars). Le second, s'inspirant d'une idée émise par L. Cross et certains anglicans, autorise les autorités scolaires à faire payer par les directeurs d'écoles confessionnelles subventionnées les frais de l'enseignement religieux qui y est donné. Il a été voté en première lecture, le

26 février. Deux bills également, relatifs à l'Écosse, ont été discutés dans la même assemblée. L'un étend à ce pays les dispositions de la loi sur les cantines scolaires, votée pour l'Angleterre au cours de la dernière session (deuxième lecture, le 1<sup>er</sup> mars 1907), l'autre est relatif aux pouvoirs des autorités scolaires et n'a encore été lu qu'une première fois le 20 mars. Enfin, sur la demande de M. O'Connor, le Gouvernement a promis que la réforme irlandaise permettrait l'amélioration du système scolaire dans cette île.

*Organisation judiciaire.* — Les Lords, saisis d'un bill sur la procédure de la Cour d'appel, l'ont adopté en deuxième lecture après discussion, dans les séances des 4 et 7 mars, et d'un second bill sur la procédure des Cours de Comté, l'ont aussi voté en deuxième lecture le 14 mars.

*Législation coloniale.* — Afin de rendre uniforme les règles sur les droits réservés à la Couronne pour l'approbation de certaines lois des états australiens et de faire cesser tout conflit avec les colonies, un nouveau bill a été discuté et définitivement adopté par les Lords dans les séances des 26 et 28 février et 5 mars.

*Mesures politiques et procédure parlementaire.* — La question du suffrage des femmes a été posée devant le Parlement par M. Dickinson. Elle a été vivement discutée; le premier ministre, tout en se déclarant partisan du principe, a critiqué le bill, car l'extension du droit de vote aux femmes aboutirait, avec la législation électorale actuelle, à exclure de nombreuses ouvrières. Aucune décision n'a été prise, le temps accordé à l'examen du bill s'étant écoulé sans qu'un vote ait été acquis (séance du 8 mars). Le même sort a été réservé à un bill ordonnant la fermeture des débits de boissons les jours d'élections (Séance du 15 mars). La Chambre des Lords a nommé une Commission chargée de reviser son règlement intérieur. Sur la proposition de Sir Campbell Bannerman, la Chambre des Communes a été appelée à examiner une réforme de la procédure parlementaire actuelle. L'examen des bills en comité de la Chambre toute entière serait supprimé en principe et, après la deuxième lecture, des comités permanents seraient automatiquement saisis des projets. Cette mesure limiterait l'ampleur des discussions et accélérerait par suite le travail législatif. Elle a rencontré une vive opposition de la part des conservateurs, qui craignent de voir restreindre leurs droits. Son examen a été interrompu par l'ajournement du Parlement (Séances des 25 et 26 mars).

Parmi les autres discussions qui ont eu lieu dans cette première partie de la session, il importe de signaler, par ordre chronologique, l'adoption des motions de M. Everett sur la séparation (*disestablishment*) de l'Église et de l'État en Angleterre et en Écosse (Communes, Séance du 27 février), et des nationalistes irlandais demandant l'abrogation

des lois criminelles d'exception en Irlande (Communes, Séance du 13 mars); les déclarations du gouvernement aux deux Chambres, dans lesquelles il a manifesté son opposition au projet du tunnel sous la Manche (Séances du 21 mars); enfin la discussion instituée par M. Barnett sur le système fiscal et les dépenses nécessaires pour les réformes sociales, discussion au cours de laquelle le chancelier de l'Echiquier a déclaré se préoccuper des moyens de se procurer de nouvelles ressources (Séance du 26 mars).

Par suite de la nomination de M. Bryce, secrétaire principal pour l'Irlande, au poste d'ambassadeur à Washington, plusieurs changements ont été apportés à la composition du Cabinet, au mois de janvier. M. Birrell a remplacé M. Bryce; M. Mac Kenna est devenu président du Département de l'instruction publique; M. Runciman a été investi, à sa place, de la fonction de secrétaire financier de la Trésorerie; enfin MM. Hobhouse et Macnamara ont été appelés à faire partie du ministère, le premier en qualité de sous-secrétaire d'État pour l'Inde, le second comme secrétaire du Local Government Board. A la fin de la session, M. Harcourt, premier commissaire des travaux publics, est aussi devenu membre du Cabinet qui se compose ainsi de vingt personnes.

Les élections partielles n'ont pas indiqué de courant d'opinion bien marqué. Cependant l'élection du Lincolnshire (circonscription de Brigg, 27 février) a donné aux unionistes un siège, occupé depuis 1895 par les libéraux. De plus les majorités libérales, dans d'autres scrutins, ont eu une tendance à diminuer. Enfin, on ne saurait méconnaître l'influence que pourra avoir, pour les élections à venir la victoire remportée le 2 mars au Conseil de Comté de Londres par les *municipal reformers*, conservateurs, sur les progressistes à tendances socialistes.

Alexandre DE LAVERGNE.

## MOUVEMENT LÉGISLATIF

---

Liste des principales lois et des principaux décrets publiés en France  
et à l'étranger.

---

### BELGIQUE

8 février 1906. — Loi modifiant l'article 295 du Code civil (*Moniteur* du 22 février 1906).

29 mars 1906. — Loi modifiant la législation sur le droit de patente des assureurs et des Sociétés par actions (*Moniteur* des 2-3 avril 1906).

28 mai 1906. — Loi modifiant la loi du 4 avril 1880, relative à l'enseignement et à l'exercice de la médecine vétérinaire. (*Moniteur* du 13 juin 1906).

21 décembre 1906. — Loi approuvant la Convention de commerce conclue le 5 juin/23 mai 1906 entre la Belgique et la Roumanie (*Moniteur* des 14-15 janvier 1907).

24 décembre 1906. — Loi fixant le contingent de l'armée pour l'année 1907 (*Moniteur* des 24-25 décembre 1906).

24 décembre 1906. — Loi contenant le budget de dotation pour l'exercice 1907 (*Moniteur* du 29 décembre 1906).

24 décembre 1906. — Loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1907 (*Moniteur* du 29 décembre 1906).

26 décembre 1906. — Loi portant répression de l'assurance de la mortalité infantile (*Moniteur* du 6 janvier 1907).

30 décembre 1906. — Loi approuvant la Convention additionnelle à la Convention du 15 avril 1905, relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, conclue à Bruxelles, le 22 mai 1906, entre la Belgique et le Grand-Duché du Luxembourg (*Moniteur* des 21-22 janvier 1907).

### BRÉSIL

24 septembre 1904. — Loi sur les marques de fabrique et de commerce.

10 janvier 1905. — Décret portant approbation du règlement rendu pour l'exécution de la loi précédente.

---

## COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

### SECTION DE LA LANGUE ANGLAISE.

*A Digest of international law (Digeste de droit international)*, par M. John Bassett Moore, L. L. D. — 8 vol. in-8°. Washington, Imprimerie du Gouvernement, 1906.

Nul n'ignore le rôle de plus en plus prépondérant que joue dans le monde le droit international public. L'adhésion à ses règles ne s'impose-t-elle pas, au sens strict du terme, à tout pays revendiquant le titre et le traitement de nation civilisée? On sait que sur nombre de points cette branche de la législation, longtemps incertaine, est aujourd'hui fixée. Son application à des cas particuliers n'en soulève pas moins de fréquentes difficultés, parfois grosses de conséquences, et dont la solution exige le recours tant à l'autorité des auteurs qu'au texte même des documents et à la jurisprudence. C'est dire l'intérêt qui s'attache à tout ce qui peut, en pareille matière, guider ou faciliter les recherches. Le Congrès américain l'a bien compris quand, par act du 20 février 1897, il ordonna qu'il serait publié une seconde édition, révisée et mise à jour, du « Digeste de droit international des États-Unis ». Il s'agissait de l'ouvrage en 3 volumes dû à Francis Wharton et publié en 1886 (supplément au 3<sup>e</sup> vol. en 1887).

Ecrasante était la tâche qui exigeait une compétence théorique et pratique exceptionnelle. Moore, auquel elle incombait, devait s'y montrer : « the right man in the right place ». Ancien collaborateur de Wharton pour la 1<sup>re</sup> édition du « Digeste », professeur réputé de droit international et diplomatique, ex-sous-secrétaire d'État au Gouvernement des États-Unis, il mettait alors la dernière main à son « Histoire et Digeste des arbitrages internationaux », dont les 6 volumes firent, d'ordre du Congrès, l'objet d'une publication distincte en 1898.

Une courte préface nous renseigne sur la genèse de l'ouvrage qui, vu l'accumulation des matériaux nouveaux, dû subir, dès le début, une refonte complète. Si complète qu'on se trouve aujourd'hui en présence non plus seulement d'un « Digeste », mais aussi d'un traité de droit international. Voici, d'ailleurs, à titre d'indication, un aperçu de la table des matières : Droit international; — États, caractère et classement; — États, reconnaissance et continuité; — Souveraineté, acquisition et perte; — Juridiction nationale, limites territoriales; — Juridiction nationale, effets légaux; — Exemptions de la juridiction territoriale; — Hautes

mers; — Communications interocéaniques; — Nationalité; — Domicile — Passeports; — Étrangers; — Extradition; — Relations entre États; — Consuls; — Traités; — Relations diplomatiques et conventionnelles; — Intervention; — Doctrine de Monroe; — Réclamations; — Modes de recours; — Guerre; — Guerre maritime; — Contrebande; — Blocus; — Neutralité. — Sous chacune de ces têtes de chapitres et de leurs multiples divisions viendront se ranger, à leur place respective : discussions diplomatiques, traités et autres conventions, décisions internationales, arrêts des cours municipales, écrits des jurisconsultes, et, plus spécialement, documents publiés et inédits émanés des présidents et secrétaires d'État des États-Unis, opinions de l'attorney général, arrêts des cours tant fédérales que d'États. Grâce à l'index général formant le 8<sup>e</sup> et dernier volume (453 p.), le lecteur possédera — nous en avons fait l'expérience — un instrument aussi sûr que facile d'investigation. Au reste, d'un bout à l'autre de ces pages, domine le souci de la précision scientifique. En ce qui concerne les pièces officielles et les décisions judiciaires, les simples extraits, source fréquente d'erreur, sont bannis. Sur chaque question un historique éclaire la solution intégralement rapportée. S'agit-il de manuscrits, l'auteur évite ces brefs commentaires qu'il juge trop souvent insuffisants, mais suit, et autant que possible, cite le texte en l'accompagnant d'un exposé de faits. Ajoutons que force lui a été de clore au 1<sup>er</sup> juillet 1901 le classement méthodique de ces manuscrits dont, à partir de cette date, il ne mentionne que les plus importants. Au contraire, la série complète des imprimés se poursuit jusqu'au jour de la publication.

Il serait banal d'insister sur la haute valeur du service rendu par Moore à la cause du droit international, c'est-à-dire à celle du progrès universel et de la paix. La Société de législation comparée lui doit, à ce titre, une réelle reconnaissance dont elle le prie de recevoir ici le témoignage. Mais cette reconnaissance se trouve doublée par suite du généreux envoi que l'auteur, à la requête de M. le Secrétaire général, a bien voulu nous adresser d'un exemplaire de son magnifique ouvrage. Nous pouvons l'assurer que celui-ci figurera à une place d'honneur dans notre Bibliothèque, aussi fréquemment apprécié que consulté.

Casimir CHEUVREUX.

#### SECTION DES LANGUES DU NORD

*Sveriges Rikes Lag*, par M. Wilhelm Uppström (24<sup>e</sup> édition). — 1 vol. petit in-8<sup>e</sup>; Stockholm; Wahlström et Widstrand; 1907.

On ne saurait trop louer M. Wilhelm Uppström de son exactitude. Chaque année, depuis vingt-quatre ans, le très distingué magistrat publie, dans le courant du mois de décembre, une nouvelle édition, mise à jour,

de son recueil des lois suédoises. Cette ponctualité fait le plus grand honneur à son esprit de suite et à son activité.

Le 24<sup>e</sup> volume, qui contient les lois promulguées en 1906, a paru avant le 1<sup>er</sup> janvier 1907. Nous avons trop souvent rendu compte de cette utile publication pour qu'il soit nécessaire d'indiquer, encore une fois, quelles en sont l'ordonnance et la composition.

On sait que la législation suédoise a pour base un Code général, publié en 1734, qui embrasse le droit civil, le droit commercial, le droit pénal et la procédure. Ce code forme un vieux cadre fidèlement conservé par M. Uppström, qui se contente d'intercaler entre les articles anciens les dispositions législatives nouvelles qui les ont modifiés, et d'ajouter, à la suite du texte fondamental, les lois et ordonnances qui ne se rattachent pas directement à lui.

Nous avons dit qu'on trouvait dans l'édition de 1907 les lois promulguées en 1906; ces lois sont nombreuses, et plusieurs d'entre elles importantes. Il faut citer, en première ligne, un groupe de lois criminelles : loi sur l'exécution en cellule de la peine de l'emprisonnement, loi sur la libération conditionnelle, loi sur le sursis à l'exécution des peines, sans compter d'autres lois qui modifient un certain nombre d'articles du Code pénal.

Dans le domaine du droit commercial, il y a lieu de signaler une dizaine de lois, qui sont venues modifier des lois antérieures sur les Sociétés par actions, sur les associations enregistrées et sur les banques solidaires.

Enfin, la rupture de l'union entre les deux États scandinaves a motivé la promulgation de plusieurs lois, qui ont été insérées intégralement ou mentionnées dans le recueil : loi sur le droit des sujets norvégiens de posséder des propriétés foncières, loi supprimant le droit pour les norvégiens d'être armateurs de navires, loi sur le pavillon suédois.

Rappelons, en terminant, que M. Uppström ne se borne pas à reproduire le texte des documents législatifs suédois, mais qu'il y joint des notes substantielles, destinées à en faciliter l'interprétation.

Fernand DAGUIN.

## SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT

Τὸ δικαίον τῶν μελισσῶν (*Jus de apibus*), par M. Démétrius Antoniadès, avocat à la Cour d'appel d'Athènes. — 1 vol. in-18, Athènes, 1907. Prix : 2 fr. 50.

L'élevage des abeilles a été, autrefois, et est encore, aujourd'hui, une source de richesse pour la Grèce. Cette branche de l'industrie agricole y est toujours en honneur, et les propriétaires fonciers continuent à en tirer des profits sérieux.



C'est à ces derniers que s'adresse plus spécialement M. Démétrius Antoniadès, dans l'intéressant petit livre qu'il vient de publier et que l'on peut considérer comme un véritable manuel juridique de l'apiculteur.

L'ouvrage est divisé en trois parties.

L'auteur s'occupe d'abord des abeilles, en tant qu'elles relèvent du droit civil. Après avoir établi une distinction entre celles qui vivent à l'état sauvage et celles que l'homme a domestiquées, il examine les conditions dans lesquelles on acquiert et l'on conserve des droits sur les unes et sur les autres. Il envisage, ensuite, le cas où un essaim, placé dans une ruche et devenu, par suite, la propriété de celui qui a la légitime possession de l'appareil, vient à s'échapper, et il explique comment cet essaim peut être poursuivi et ressaisi sur le terrain d'autrui.

La réunion d'abeilles en troupes plus ou moins nombreuses est, parfois, de nature à mettre en péril la sécurité des personnes et des animaux. D'une part, il importe de prendre des mesures préventives à l'effet d'éviter les accidents que leur piqure peut occasionner. D'autre part, si quelque dommage est causé par leur fait, il est possible de mettre en jeu la responsabilité du propriétaire. Ces points sont étudiés dans la seconde partie.

L'attention de M. Antoniadès s'est portée, en dernier lieu, sur la répression des délits qui peuvent être commis relativement aux abeilles (vol de ruches ou destruction d'abeilles appartenant à autrui) et sur l'importance de ces insectes utiles au point de vue économique. Notre distingué confrère fournit, à ce propos, des renseignements précieux sur le rendement des ruches, le prix des produits (miel et cire) et le développement de l'industrie apicole dans son pays. Il résulte d'un tableau qu'il a intercalé dans son ouvrage que le nombre des ruches existant sur le territoire hellénique a beaucoup varié depuis un siècle; il dépassait trois cent mille en 1814, et, après avoir oscillé entre cent vingt mille et deux cent quatre-vingt mille, il a fini par s'arrêter à deux cent mille environ en 1903.

Nous avons noté, au passage, dans l'ouvrage de M. Antoniadès, de nombreuses références au droit français, au droit allemand et au droit belge. Aussi, bien que ce volume soit destiné, avant tout, aux compatriotes de l'auteur, nous pensons que les apiculteurs d'autres pays pourront en faire leur profit.

Fernand DAQUIN.

*Su la teoria del Contratto sociale* (Sur la théorie du Contrat social), par M. Giorgio del Vecchio. — Bologna, Ditta Nicola Zanichelli, 1906. In-8, 118 pages.

Cette œuvre nouvelle du distingué professeur de philosophie du droit à l'Université de Ferrare, à qui nous devons déjà un certain nombre

d'ouvrages de philosophie juridique de grande valeur, semble avoir été inspirée à son auteur par le désir de combattre l'opinion du professeur Jellinek, reproduite dans la deuxième édition de son ouvrage allemand sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (Leipzig, 1904), suivant laquelle, tout en admettant une certaine influence du *Contrat social* sur certaines formules de la Déclaration, il n'y aurait absolument aucun lien, aucun rapport entrelé *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau et les Déclarations françaises de la Révolution, qui dériveraient, selon lui (p. 12 et *passim*), purement et simplement des *bills of rights* des États composant l'Union américaine; et particulièrement de celui de la Virginie du 12 juin 1776, et, en même temps, de défendre et consolider à nouveau, par toute une série d'arguments, sa propre opinion, exprimée dans un précédent ouvrage sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dans la Révolution française (Gênes, 1903), p. 29, qui est, du reste, l'opinion généralement suivie, bien que d'ordinaire insuffisamment expliquée, d'après laquelle il existe un rapport très étroit entre l'œuvre de Rousseau et les principes affirmés, pendant la Révolution française, dans les Déclarations de l'homme et du citoyen. Rattachant les théories du *Contrat social* aux précédentes œuvres de Rousseau, dont il ne faut pas le séparer, l'auteur étale de nombreux arguments historiques et philosophiques la thèse qu'il soutient. Cela lui permet de nous l'exposer en détail, et de traiter successivement, dans une série de chapitres, dont se compose l'ouvrage (il y en a six), à l'encontre de Jellinek, dont la thèse est développée dans le chapitre premier (p. 7 à 13), où il trouve curieuse (pour ne rien dire de plus) l'observation de cet auteur (p. 25) que l'œuvre de Rousseau n'a produit rien de neuf, qui fût inconnu aux *bills* américains, comme si, observe-t-il avec raison, le *Contrat social* ne leur était pas antérieur d'au moins quatorze ans : de quelques caractères fondamentaux de la philosophie politique de Rousseau, qui, après Althusius, Grotius, Hobbes, Spinoza, Puffendorf, Sidney, Locke, fonde l'Union politique sur l'idée de contrat (ch. II, p. 15-38); du réalisme et du rationalisme dans la théorie du contrat social, et, à cette occasion, de l'examen détaillé de la doctrine de Grotius, qui fut, sur ce point, l'un des prédécesseurs de Jean-Jacques (ch. III, p. 39-63); de considérations sur l'histoire interne de la théorie du *Contrat social* (ch. IV, p. 65-81), l'un des chapitres les plus nourris de tout l'ouvrage; du *Contrat social* selon Rousseau (ch. V, p. 83-98); enfin du *Contrat social* et de l'idée juridique de l'État, ce qui l'amène à une conclusion appuyant énergiquement l'opinion courante de l'influence effective et directe des théories exprimées par Rousseau dans le *Contrat social* sur les Déclarations de l'homme et du citoyen dues à la Révolution française.

C.-A. PRET.

*Dos livros dos commerciantes.* (Les livres des commerçants.) Étude théorique et pratique par M. José Xavier Carvalho de Mendonça, avocat

à la capitale de l'État de Sao Paulo (Sao Paulo, 1906). — Ce livre est un commentaire très complet des articles 10 à 20, 23 à 25 du Code de commerce brésilien ; l'auteur y étudie la tenue et la comptabilité des livres de commerce, leur force probante et leur production en justice, leur régime au regard du droit fiscal. Un titre spécial, particulièrement intéressant, est consacré aux livres de commerce en droit international privé : l'auteur y enseigne que c'est la loi du pays, où le commerçant est établi, qui règle la tenue, le nombre, la conservation, la comptabilité des livres de commerce, leur force probante ; la procédure de leur production en justice est celle de la *lex fori*.

Cette publication rencontrera le même crédit que celles que l'auteur a déjà fait paraître sur le droit commercial, où sa compétence s'est déjà maintes fois affirmée.

P. SUMIEN.

*Sabres e Togas ; a autonomia judicante militar.* (Sabres et Toges ; l'autonomie de la juridiction militaire) par M. Helio Lobo (Rio de Janeiro, 1906). — La question de la réforme des tribunaux militaires est aujourd'hui, en France, au premier rang des préoccupations parlementaires. Le Brésil paraît connaître les mêmes anxiétés que la France en ce qui concerne la justice militaire, s'il faut en juger par le livre que M. Helio Lobo, avocat à Rio de Janeiro, vient de consacrer à cette matière, sous le titre suggestif de *Sabres et Toges*. C'est surtout une critique de l'institution des Conseils de guerre que l'auteur n'étudie pas seulement dans son pays, au Brésil, mais dans tous les pays. Il paraît d'ailleurs fort bien documenté, si l'on en juge par les parties de son travail qu'il consacre à la France ; il est au courant des derniers faits et des dernières manifestations sur la matière. C'est un partisan convaincu de la suppression des Conseils de guerre.

P. SUMIEN.

*Derecho civil. Tratado de los bienes* (Droit civil. Traité des biens) ; par M. Albert B. Cordoba, professeur de droit civil à la Faculté de droit de Costa Rica (San José, 1906). — Le traité de M. Cordoba sur les choses et les biens se rapproche sensiblement des traités analogues publiés en France. C'est à peu de chose près les mêmes conceptions, la même méthode et la même division. Il y a lieu de signaler toutefois que l'auteur, après avoir indiqué avec raison, parmi les modes d'acquérir la propriété, la succession, croit devoir présenter alors le commentaire complet de cette matière, qu'il rattache ainsi à celle des biens : c'est d'une méthode contestable.

L'auteur ne se borne pas à exposer le droit civil de Costa Rica ; il fait de nombreux emprunts aux législations étrangères qu'il paraît bien connaître et se plaît à des rapprochements qui montrent chez lui une singulière largeur de vues. C'est pour nous le principal intérêt du livre. L'influence française se retrouve à chaque page de l'ouvrage et nombreuses

sont les références à Aubry et Rau, Demolombe, Glasson, Troplong et surtout aux traités de MM. Baudry-Lacantinerie et Planiol.

Il est intéressant de constater que le Code civil de Costa Rica a établi le régime des cédulas hypothécaires sur le modèle de la législation prussienne du *Grundbuch*. L'auteur consacre également un chapitre spécial à la propriété intellectuelle.

P. SUMIEN.

## SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

*États et souverains, personnel diplomatique et consulaire, corps de troupe, navires et équipages, personnes civiles devant les tribunaux étrangers*, par M. L. J. D. Féraud-Giraud, président honoraire à la Cour de cassation, etc. — 2 vol. in-8°, Paris; A. Pedone, 1895. — Prix : 18 francs.

Les États et les souverains sont parfois justiciables des tribunaux étrangers; mais, le plus ordinairement, ils échappent à leur compétence. Dans quels cas y a-t-il lieu de leur accorder l'immunité de juridiction? Quand doit-on la leur refuser? Voilà ce que nous apprend très exactement l'excellent ouvrage de M. Féraud-Giraud.

Ce livre, ainsi qu'il est expliqué dans la préface, ne touche pas, comme on pourrait le croire à première vue, aux questions diplomatiques; c'est une œuvre d'ordre essentiellement judiciaire. L'auteur s'est proposé d'établir la situation des états, des chefs de gouvernement, des agents diplomatiques, du personnel consulaire, des délégués de gouvernements étrangers et des personnes morales étrangères, lorsqu'une difficulté de nature juridique s'élève entre eux et les ressortissants d'un autre pays.

L'ouvrage, qui comprend deux volumes, est divisé en cinq parties. La première est consacrée aux États. On y examine quelles sont les règles de compétence, les formes de procédure et la loi applicables, selon que l'État étranger en cause est défendeur ou demandeur.

L'auteur s'occupe ensuite des souverains, des chefs d'État et du Souverain-Pontife. La situation exceptionnelle de ce dernier, qui est un chef religieux sans possessions territoriales, motivait une étude spéciale. M. Féraud-Giraud constate que le pape est très généralement considéré comme un souverain, et il démontre que cette solution est justifiée. En conséquence, le chef suprême du monde catholique est appelé à jouir des immunités de juridiction que le droit international reconnaît en faveur des chefs d'État.

Après ceux-ci viennent leurs représentants, c'est-à-dire les agents diplomatiques. M. Féraud-Giraud déclare, avec la majorité des auteurs, qu'ils bénéficient de l'immunité de juridiction territoriale, aussi bien en matière criminelle qu'en matière civile; cependant, il reconnaît que

l'opinion contraire a des partisans. Quoi qu'il en soit, du reste, s'il n'est pas permis de traduire le représentant officiel d'un gouvernement étranger devant les tribunaux répressifs du pays dans lequel il est accrédité, tout au moins admet-on que le gouvernement de ce pays a le droit, dans les circonstances graves, de le faire arrêter et conduire à la frontière.

Toute différente est la situation des consuls, qui ne sont pas, en somme, les représentants du gouvernement qui les institue. En principe et sauf les cas où ils agissent en leur qualité officielle, on ne doit pas leur attribuer l'immunité de juridiction. Cette thèse est développée, avec arguments à l'appui, dans la quatrième partie.

La cinquième partie traite des délégués que les gouvernements étrangers commissionnent à des titres divers, par exemple, lors des expositions internationales, et des personnes civiles, publiques ou privées, telles que départements, communes, corporations, etc. M. Féraud-Giraud examine dans quelles conditions ces délégués et ces personnes morales peuvent introduire une action en justice devant les tribunaux étrangers ou y défendre.

Enfin, dans un appendice qui clôt le tome 2, le savant magistrat reproduit quelques documents qui lui paraissent mériter d'être publiés *in-extenso*, à raison de leur importance; ce sont : des jugements et des arrêts, des textes législatifs, des mémoires et des instructions.

Fernand Daguin.

*De la responsabilité des administrateurs dans les sociétés anonymes, en droit français et suisse*, par M. Albert Caleb, docteur en droit. — 1 vol. in-8°, Genève, Philippe Pierre, 1908.

Bien qu'écrite en Suisse, cette intéressante brochure s'occupe principalement des lois françaises de 1867 et de 1893, ainsi que du projet de loi de 1903. L'auteur étudie d'abord la responsabilité civile des administrateurs et des fondateurs à raison de la nullité de la Société, puis la responsabilité civile des administrateurs à raison des fautes commises dans la gestion, et enfin la responsabilité pénale des fondateurs et des administrateurs. Également familier avec les ouvrages écrits en français et en allemand, M. Caleb nous donne, à côté d'une étude complète du droit suisse, des notions suggestives des législations allemande, italienne, anglaise, belge et bulgare.

Les caractères distinctifs du fondateur et l'étendue de sa responsabilité, les pouvoirs des administrateurs et leur responsabilité, la mise en mouvement de l'action en responsabilité, font l'objet d'un examen minutieux.

Dans un appendice, l'auteur, tout en proclamant les mérites des lois de 1867 et de 1893, souhaite que le projet présenté en 1903 devienne promptement un texte définitif, parce qu'il protège mieux les intérêts

des actionnaires dans la période de constitution et de fonctionnement, qu'il accentue les sanctions pénales et qu'il organise une large publicité.

La contribution de M. Caleb à l'étude de l'organisation des Sociétés anonymes, présentée sous forme de thèse de doctorat à l'Université de Genève, fait bien augurer de l'avenir de l'auteur.

C. SANSAS.

*Une nouvelle jurisprudence sur le conflit du cessionnaire de créance et des créanciers saisissants*, par M. Louis Fraissaingea. (Extrait de la Revue trimestrielle de droit civil 1906.) — 1 br. in-8°, 60 p. Paris, Larose et Tenin, 1906.

Notre collègue, M. Louis Fraissaingea, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Toulouse, voudra bien nous pardonner de ne pas accuser, dans ce compte rendu, forcément réduit, toute l'importance des idées générales par lui dégagées à l'occasion d'un problème toujours posé à l'attention des juristes et des magistrats. Toujours posé, mais rarement bien résolu.

Il faut tenir compte, en effet, d'un ensemble de notions sur la nature et les résultats de la saisie-arrêt et essayer d'y accommoder ou d'en détacher des formules toutes faites sur les sortes d'indisponibilités couramment admises. Les indisponibilités absolues ou relatives, totales ou partielles, répondent-elles bien à des nécessités de l'esprit? sont-elles vraiment imposées par le jeu des règles juridiques? ou sont-elles inutiles en quelque mesure, puisqu'elles ne peuvent pas toutes se combiner? — Jusqu'ici, on ne paraît pas s'en être inquiété. Les auteurs qui ont écrit sur la matière ont accepté ces cadres classiques sans exercer leur esprit critique sur leur légitimité. M. Fraissaingea en a fait une analyse pénétrante, substantielle, conduite avec la plus stricte logique — et sa conclusion est une simplification, puisqu'elle aboutit à rendre superflue toute appellation complémentaire de l'indisponibilité relative.

Pour faire sa démonstration, le savant maître a tout lu de ce qui a été publié. Et la base de son travail est la contribution Aynaud, qui a donné lieu à un jugement du tribunal de Grasse (11 mai 1896) et à trois arrêts (arrêt de la Cour d'Aix du 17 juin 1897, arrêt de la Cour de Cassation du 15 juin 1898, et, sur renvoi, arrêt de Nîmes, du 6 février 1899). C'est ce dernier arrêt que l'auteur entend « tirer de l'injuste oubli où il a été laissé, pour en signaler le caractère original ».

On sait que, pour résoudre le conflit créé par l'intervention d'une cession régulière entre deux saisies-arrêts, la doctrine et la jurisprudence observent trois principes : 1° la cession vaut saisie à l'égard du premier saisissant; 2° la cession vaut cession à l'égard du deuxième saisissant; 3° il n'y a pas de privilège pour le premier saisissant au regard des autres saisissants.

La mise en œuvre de ces principes, aujourd'hui indiscutables, est d'une extrême simplicité quand il s'agit de déterminer les droits du premier saisissant : ils sont fixés « par un concours général ouvert entre tous les créanciers produisant, sans distinction entre les saisissants et le cessionnaire ».

Mais, quand il s'agit de fixer les droits du cessionnaire, deux procédés demeurent possibles et sont, en fait, utilisés par la jurisprudence : a) ou bien l'on fait abstraction du second saisissant, et l'on établit la part du cessionnaire en le mettant seulement en concours avec le saisissant antérieur, avec ce procédé, il y a nécessairement un reliquat à distribuer au saisissant postérieur ; b) ou bien l'on désintéresse complètement le cessionnaire en capital, intérêts et accessoires, et ce n'est que sur le solde disponible (quand il en reste un après le paiement intégral du cessionnaire) que les saisissants postérieurs reçoivent une collocation. Sans doute, ces deux procédés soulèvent une objection identique, du même ordre : « un avantage est toujours acquis à certains créanciers à raison du fait d'autres créanciers. Avec le premier procédé, le saisissant postérieur profite de l'existence du saisissant antérieur. Avec le deuxième procédé, le cessionnaire bénéficie de l'existence du saisissant postérieur ».

Et cependant, ajoute et démontre M. Fraissingea, le deuxième procédé, qui a été adopté dans la contribution Aynaud, n'est pas une solution empirique. Les principes du droit conduisent à fixer le dividende du premier saisissant suivant l'unique mode de répartition adopté à son égard par la jurisprudence, puis à ordonner le paiement intégral du cessionnaire, avant d'appeler à la distribution le saisissant postérieur.

Certes, il est permis de penser qu'au lieu du difficile amalgame des trois principes ci-dessus rappelés, mieux vaudrait, en législation, soit, comme le désirent MM. Planiol et Tissier, édicter l'impossibilité d'une saisie-arrêt après la notification du transport, soit formuler l'indisponibilité absolue d'une créance déjà saisie. Mais cette législation simpliste serait vouée à un échec, car il est acquis aujourd'hui que la saisie-arrêt ne produit qu'une indisponibilité relative de la créance saisie.

La distinction entre l'indisponibilité absolue et l'indisponibilité relative est capitale. *Absolue*, elle existe en faveur de tous les saisissants sans exception. *Relative*, elle existe au profit du saisissant antérieur et dans la limite de son intérêt personnel, mais n'existe pas à l'égard du saisissant postérieur.

L'auteur indique que les décisions judiciaires rendues au début du XIX<sup>e</sup> siècle furent inspirées, pour la plupart, par l'idée d'indisponibilité absolue totale, c'est-à-dire s'étendant à l'intégralité de la créance garantie, à la fois à la créance du saisissant contre le débiteur saisi, et à la créance dont le saisi est créancier contre le tiers-saisi.

Mais peu à peu la jurisprudence se dégagait de ce concept excessif : elle passa par l'étape de l'indisponibilité absolue partielle, c'est-à-dire

n'existant que jusqu'à concurrence des causes de la saisie ; enfin elle se fixe à peu près unanimement dans la thèse actuelle de la disponibilité *relative*, qui est la seule en harmonie avec les effets et avec la nature de la saisie-arrêt.

Et c'est ici, au cours des pages 32 et suivantes, que M. Fraissangea présente une étude serrée du caractère relatif de la prohibition contenue dans toute la saisie-arrêt. Que veut le saisissant ? Empêcher le tiers-saisi de se libérer à son préjudice. C'est tout.

D'autre part, quand il opère la saisie-arrêt, à quel titre agit-il ? Il agit exclusivement pour lui-même et dans son intérêt personnel. L'indisponibilité qu'il détermine de la créance saisie est toute relative à lui, elle ne compte pas pour les saisissants ou cessionnaires futurs.

Voilà tout ce qui entre dans le caractère relatif de l'indisponibilité.

Ces développements minutieux sont illustrés par diverses décisions de la Cour suprême, qui s'échelonnent depuis 1835 jusqu'en 1899, et qui sont accompagnées d'observations critiques tendant à établir l'inutile subdivision de l'indisponibilité relative en totale et partielle.

Notre savant collègue estime, en guise de conclusion, que toute étiquette est superflue dans la thèse de l'indisponibilité relative. Demolombe et M. Tissier, qui inclinent vers l'indisponibilité relative totale, n'ont pas plus de raisons pour justifier leur préférence que M. Cézard-Bru pour expliquer son système d'indisponibilité relative partielle. En effet, comme nous l'avons dit, l'indisponibilité s'analyse en deux propositions :

1<sup>re</sup> proposition. — La créance saisie ne peut être l'objet d'un paiement fait par le tiers-saisi ou d'un transport consenti par le débiteur saisie au préjudice du saisissant. Qu'est-ce à dire sinon qu'il ne sert de rien de parler d'indisponibilité totale ?

2<sup>e</sup> proposition. — La créance saisie n'est indisponible que dans la limite de l'intérêt personnel du saisissant. Qu'est-ce à dire sinon qu'il ne sert de rien de parler d'indisponibilité partielle ?

Totale, partielle, voilà des termes qui compliquent le problème des effets de la saisie-arrêt sans en faciliter la solution. Dégageons-nous donc de ces étiquettes qui perpétuent la confusion, pour ne nous attacher qu'à l'idée essentielle d'indisponibilité relative : appliquée avec méthode, cette idée déterminera exactement les divers effets de la saisie-arrêt.

Le tribunal civil de Toulouse vient de faire, dans un jugement tout récent, du 1<sup>er</sup> mars 1907, une juste application des principes ci-dessus ; la *Gazette des Tribunaux du Midi* du 10 mars 1907 reproduit cette décision.

Au surplus, ajoute en terminant M. Fraissangea, l'intervention du législateur ne serait pas inutile pour rendre moins défectueuse la procédure de contribution. « Il serait temps de reprendre les projets de



« réforme pour tenter de donner aux controverses séculaires une solution définitive. Sinon, les germes de difficultés semés sous les pas des « créanciers, lèveront éternellement, quelles que soient les intentions « conciliantes de leurs représentants judiciaires, en une folle moisson « de contredits, dont les frais diminuent d'autant l'actif net à distribuer. »

J. GHEYSI.

*La Faculté de droit de l'Université de Louvain à travers cinq siècles (1426-1906)* ; esquisse historique par M. Victor Brants, professeur à l'Université de Louvain, etc. — 1 vol. in-18 ; Louvain, Peeters ; Paris, Champion, 1906.

L'Université de Louvain a occupé, jadis, et continue à occuper aujourd'hui une place importante dans le monde savant. Cet établissement d'enseignement supérieur, dont la réputation est universelle, a derrière lui tout un passé de gloire. C'est ce passé que M. Victor Brants, un de ses professeurs les plus distingués et les plus sympathiques, a fait revivre, du moins en ce qui concerne une de ses facultés, dans le livre qu'il vient de publier.

La Faculté de droit de Louvain a une origine fort ancienne, car elle a été établie en 1425, c'est-à-dire à l'époque même de la fondation de l'Université établie dans cette ville par le pape Martin V. Elle comprenait, alors, deux sections, l'une de droit civil, l'autre de droit canonique.

Son activité scientifique fut très grande, surtout pendant les *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles. Non seulement elle forma de nombreux et excellents élèves, mais encore elle exerça sur la marche des idées, aussi bien au point de vue politique qu'au point de vue juridique proprement dit, une grande influence, grâce à l'enseignement et aux publications de ses maîtres.

Le *xviii<sup>e</sup>* siècle fut pour elle une période, sinon de décadence, du moins d'affaiblissement. La fin de ce siècle la vit disparaître, frappée, avec l'université elle-même, d'abord par le gouvernement autrichien, auquel déplaisait son esprit d'indépendance, puis, par le gouvernement français, hostile à la liberté de l'enseignement.

Après la réunion de la Belgique aux Pays-Bas, en 1814, une université officielle d'État fut installée à Louvain ; elle comprenait une faculté juridique, dont le rôle, du reste, fut assez effacé. Cette université, supprimée en 1835, après la libération de la Belgique, fut remplacée par une université catholique, reconstituée sur l'initiative du haut clergé.

Ce centre intellectuel s'est maintenu jusqu'à nos jours en pleine prospérité. Sa faculté de droit, notamment, s'est signalée par un enseignement particulièrement brillant. On lui doit un nombre considérable de savants et d'hommes politiques de valeur. Il suffit de citer des noms tels que ceux de Thonissen, d'Albert Nyssens, de M. van den Heuvel, de

M. Dupriez, et de l'auteur même de l'ouvrage auquel le présent compte rendu est consacré, pour montrer ce qu'elle a fait pour la grandeur morale de la Belgique. On s'en rendra mieux compte encore, en lisant l'intéressant volume de M. Victor Brants.

Fernand DAGUIN.

*Servan et une cause célèbre devant le Parlement de Dauphiné*, par M. L. Dubarle, ancien magistrat. — 1 vol. in-8°, Grenoble; impr. Allier frères, 1905.

L'histoire de Servan nous fournit un exemple frappant de l'inconstance de l'opinion publique. La faveur populaire est aveugle; elle fait et défait les réputations au gré de ses caprices.

Servan, jeune avocat général au Parlement de Grenoble, presque au début de sa carrière, acquiert par ses mercuriales, qui flattent les idées nouvelles; une renommée qui dépasse les limites de sa province et qui s'étend jusqu'à Paris. Puis, quelques années plus tard, ayant eu le malheur de donner, dans une affaire des plus délicates, des conclusions contraires au sentiment général, il se voit insulté, bafoué, et ses compatriotes renversent le piédestal sur lequel ils s'étaient plu à l'élever.

C'est cette aventure douloureuse que M. Léon Dubarle a *entrepris* de raconter, en s'appuyant sur des documents inédits, *découverts* par lui dans les archives de Grenoble.

Le procès retentissant qui détermina le revirement défavorable à Servan, eut pour origine une difficulté *soulevée* entre un dissipateur, M. de Suze, et une actrice, la D<sup>lle</sup> Bon, qui *avait* été sa maîtresse, au sujet d'une somme d'argent importante, *que* celle-ci réclamait à son ancien amant, à qui elle prétendait *l'avoir* prêtée, alors que le débiteur soutenait qu'il s'agissait d'une *donation* à concubine, dissimulée sous l'apparence d'un prêt et interdite *par* l'ordonnance de janvier 1629.

M. Dubarle expose, dans *son* étude, les diverses phases du procès; il analyse avec une fidélité *scrupuleuse* les pièces versées au débat, et reproduit avec la plus *grande* impartialité les arguments présentés de part et d'autre.

L'opinion se prononçait avec la dernière énergie en faveur de la demanderesse; *mais* Servan était convaincu que le contrat à titre onéreux dissimulait un *contrat* à titre gratuit; bravant le sentiment commun, il eut le courage de conclure dans le sens du défendeur. Ce fut le signal d'un déchaînement général, et ceux même qui l'avaient le plus exalté se plurent à *rabaisser* son intelligence et ses talents. Et cependant, après avoir lu *le* livre *attachant* qui *lui* a été consacré, on est obligé de reconnaître qu'il *avait* de fortes et sérieuses raisons pour agir comme il l'a fait.

Quoi qu'il en soit, c'est un beau spectacle, trop rare aujourd'hui, que celui d'un homme qui sacrifie sa réputation et son avenir à son devoir. M. Dubarle, qui sait ce que l'honneur commande au vrai magistrat, a donc fait un acte de justice en rendant hommage à l'éminent avocat général grenoblois; on ne peut que ratifier les éloges qu'il lui décerne pour la dignité de son attitude et la fermeté de son caractère.

Fernand DAGUIN

---

*L'Éditeur-Gérant : F. PICHON*

---

59775. — Paris, Imprimerie LAHURE, 9, rue de Fleurus.

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

# DE LÉGISLATION COMPARÉE

---

### SOMMAIRE.

**Membres nouveaux.** — Liste des ouvrages offerts à la Société. — Note de M. MESNIL, sur l'*Income-tax*. — Note de M. F. DAGUIN, sur l'impôt sur le revenu dans le Grand-Duché de Luxembourg. — Étude sur l'impôt sur le revenu, par M. J. DUFAY. — Étude sur l'impôt sur le revenu en Autriche (fin), par M. V. MARCÉ.

**Conseil de Direction.**

**Réunion des sections.** — Section de la langue anglaise. — Section des langues du Midi et de l'Orient. — Section de la langue française. — Section des langues du Nord.

**Comptes rendus d'ouvrages.** — *Les principes du droit administratif des États-Unis*, par M. F. Goodnow; M. P. GOULÉ. — *Studi di procedura penale*, par M. B. Alimena; M. A. THEURAULT. — *Note polemica intorno alla teoria dell'imputabilità*, par M. B. Alimena; M. A. THEURAULT. — *Université de Grenoble. Livre du centenaire de la Faculté de droit. Discours, études et documents*, par MM. Moniez, Fournier, Balleydiér, Bosquet; M. J. DUQUESNE. — *Principales différences entre le Code Napoléon (1804) et le Code Guillaume II (1900), en suivant l'ordre du Code Napoléon*, par M. Schérer; M. EISENMANN. — *La Belgique criminelle*, par M. H. Joly; M. A. MOURRAL. — *Nouvelles études d'histoire du droit* (3<sup>e</sup> série), par M. R. Daresté; M. L. GUÉRIN. — *Recueil général des lois et des arrêts fondé par J. B. Sirey. Jurisprudence du XIX<sup>e</sup> siècle (1790-1900), refondu d'après l'ordre chronologique*, sous la direction de M. Jessionesse et O. de Gourmont, par MM. A. Darras et F. Rey (19<sup>e</sup> vol.); M. F. DAGUIN. — *Responsabilité des fondateurs et administrateurs de sociétés anonymes* par M. Mouret (2<sup>e</sup> édit.); M. A. MOURRAL. — *L'insalubrité publique et l'expropriation; une loi nécessaire*, par M. E. Gautrez; M. H. LAVOLLÉE. — *Les Écoles économiques au XX<sup>e</sup> siècle; l'École individualiste; le socialisme d'État*, par M. A. Béchaux; M. HUBERT-VALLEROUX.

---

Liste des membres nouveaux, admis par le Conseil de Direction, à la séance du 4 juin 1907 :

MM. LAVOLLÉE (Henri), avocat à la Cour d'appel, 6, rue du Bellay (Paris);

SANDERSON (F.-R.), professeur à l'École Khédiviale de droit, Le Caire (Égypte);

SILVERCRUYS (F.), conseiller à la Cour d'appel, directeur de la *Revue critique de droit criminel*, à Liège (Belgique);

ZOEGGER (Jacques), avocat à la Cour d'appel, 7, rue de la Manutention (Paris);

CIRCOLO GIURIDICO, à Palerme (Sicile);

MUSÉE-LABORATOIRE JURIDIQUE DE L'UNIVERSITÉ CENTRALE, à Madrid (Espagne); adresse : M. Victoriano Suarez, calle de Preciados, 48, à Madrid (Espagne).

Liste des ouvrages offerts à la Société :

1<sup>o</sup> *A Digest of Indian Law Cases, 1901-1903*, by F. G. Wigley;

2<sup>o</sup> *The Bengal Code*, vol. V;

2 vol. in-8<sup>o</sup>; offerts par le Gouvernement des Indes Anglaises.

*Le Projet de loi sur le Contrat de travail*; broch. in-8<sup>o</sup>; offert par l'auteur, M. d'Eichthal.

*Conseil supérieur du Travail de Belgique. Huitième session, 1906, fasc. I. Travail des ouvriers dans les ports. Broch. in-4<sup>o</sup>*; offerte par l'Office du Travail de Belgique.

*Méthode positive de l'interprétation juridique*, par Paul Vander Eycken. Vol. in-8<sup>o</sup>; offert par l'éditeur, M. F. Alcan.

1<sup>o</sup> *Ley que reforma los articulos del código penal, relativos a la pena de muerte. Reglamento de penitenciaría del estado, y decretos referentes*;

2<sup>o</sup> *Ley orgánica de Municipalidades, de 21 de noviembre de 1887* (Bolivie);

3<sup>o</sup> *Constitución política de la República de Bolivia, reformada en 1880*;

4<sup>o</sup> *Presupuesto general de la República de Bolivia para el año 1889*;

2 brochures et 2 vol. in-8<sup>o</sup> offerts par M. F. Daguin.

*A Digest of international Law*, 8 vol. in-8<sup>o</sup>; offert par l'auteur, M. John Basset Moore.

*Statistica giudiziaria penale per l'anno 1905*; vol. in-8<sup>o</sup>; offert par l'Office de Statistique générale d'Italie.

*Atti della reale academia di Scienze morali e politiche*: vol. 37, in-8°; offert par l'Académie royale de Naples.

*De la puissance paternelle et de la tutelle sur les enfants naturels*; vol. in-8°; offert par l'auteur, M. Maurice Travers.

*Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*, par William Stubbs. Édition française avec introduction, notes et études historiques inédites, par Ch. Petit-Dutaillis. Tome I; vol. in-8°, offert par les éditeurs, MM. Giard et Brière.

*Johns Hopkins University Studies in historical and political science*: Série XXIV, n° 3-10; 4 vol. in-8°; offert par la Johns Hopkins University.

*Die Patentgesetze aller Völker*, par le Dr J. Kohler et M. Meintz, Band I; Lieferungen 1-3; 5 fasc. in-4°; offerts par l'éditeur, M. Decker, de Berlin.

*Patrons et ouvriers* par Roguenand; vol. in-12° offert par les éditeurs, MM. Gabalda et C<sup>ie</sup>.

*Statistique des chemins de fer français, au 31 décembre 1904. Documents divers. Première partie*; vol. in-4°; offert par M. le Ministre des travaux publics.

*Die Schweizerische Bundesgesetzgebung*, Band IV°; vol. in-8°; offert par l'auteur, M. P. Wolf.

*Lois des cantons Suisses pour l'année 1906*; vol. et broch. in-8°, offerts par M. de Salis.

*Annuaire de législation Haïtienne*, 1906; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. E. Mathon.

*De la déclaration de guerre*, par M. Maurel; vol. in-8°; offert par les éditeurs, MM. Pichon et Durand-Auzias.

*Estado demostrativo del movimiento de la propiedad inmueble de Cuba, durante el año de 1903*; broch. pet. in fol., offerte par le Gouvernement Cubain.

1° *The American commonwealth*, by James Bryce;

2° *The Government of the United States*, by W. J. Cocker;

3° *British Almanach*, 1828-1868;

4° *An Almanak for the year... 1869 [to 1897]*;

5° *Dalloz, Jurisprudence générale. Répertoire méthodique*;

6° Dalloz, *Supplément au Répertoire méthodique*;

7° Dalloz, *Jurisprudence générale. Recueil périodique*;

8° Dalloz, *Jurisprudence générale. Tables alphabétiques du Recueil périodique*;

9° Dalloz, *Code de commerce annoté*;

10° Dalloz, *Code de procédure civile annoté*;

11° Dalloz, *Code civil annoté*;

12° Dalloz, *Code pénal annoté*;

13° Demolombe, *Cours de Code Napoléon*.

Deux cent trente-sept volumes in-8° et in-4° offerts par M<sup>me</sup> V<sup>re</sup> Georges Denis-Weil.

*The United Provinces Code (India)*, 4<sup>e</sup> édition; 2 vol. in-8°; offert par le Gouvernement des Indes anglaises.

*The Statutes of New-South-Wales*, 1906; vol. in-4°; offert par le Gouvernement de la Nouvelle Galles du Sud.

*Recopilación de leyes y acuerdos sancionados por la legislatura del Estado Merida*, 1903-1904; 2 brochures offertes par M. F. Daguin.

*Estudios de Derecho público*; vol. in-8°; offert par l'auteur, M. de Labra.

*L'Enseignement, la doctrine et la vie dans les Universités musulmanes d'Égypte*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. Pierre Arminjon.

*Revista do instituto da ordem dos advogados Brasileiros*. Octobre-décembre 1906. Vol. in-8°, offert par l'un des Directeurs, M. L. Leite.

1° *Il notariato nella Bosnia ed Erzegovinia, nella California ed in Olanda*;

2° *Das Notariat in Japan*; 2 brochures offertes par l'auteur, M. Wl. Pappafava;

1° *Zur Psychologie der Geschichtsschreibung*;

2° *Die politische Geschichte der Serben und Kroaten*, von Dr. L. Gumplowicz; 2 broch. in-8°; offertes par M. W. Pappafava.

*Memorias comerciales del consul de Cuba en Guatemala y de*

*los consules honorarios en Viena, Amsterdam, Vigo y Gante;*  
broch. offerte par le Gouvernement Cubain.

1° *E. Ottolenghi. Rivista della Giurisprudenza commerciale Straniera. Francia 1904-1905;*

2° *E. Ottolenghy. Sul contratto di mandato a prova;*

3° *C.-F. Brusa. I limiti d'applicazione dell'art. 274 cod. di comm.;*

4° *Alcune Idee fondamentali sul diritto di punire; nota del socio E. Brusa;*

5° *Gaetano Leto. Il giudizio per giurati ed il progetto del nuovo codice di procedura penale;*

6° *Gaetano Leto. Il ricorso per cassazione del condannato secondo il progetto del codice di procedura penale;*

7° *Dott. A. Lattes. Un Punto controverso nella biografia di Bartolo;*

8° *Antonio Operti. L'Azione popolare comunale. Sua natura nel diritto antico e moderno;*

9° *Paolo Manera. « Quæ temporalia ad agendum, perpetua ad excipiendum »;*

10° *O. Clerici. Sulle locazioni irregolari in diritto romano;*

11° *G. Mongini. La prescrizione immemorabile nel diritto piemontese; 10 broch. et 1 vol. in-8° offerts par les auteurs et par l'Institut juridique de l'Université de Turin.*

- *L'Impérialisme et la crise balkanique; broch. in-8°; offerte par l'auteur, M. J. Peritch.*

*The John Crerar Library. Twelfth annual report for the year 1906; broch. in-8° offerte par la John Crerar Library.*

*Les incompatibilités électorales des candidats et des électeurs dans les élections politiques; brochure offerte par l'auteur M. H. Pascaud.*

Note de M. **Mesnil**, avocat à Londres.

Au sujet de l'*income-tax*, en Angleterre M. Mesnil tient (la question offrant une certaine complexité) à bien préciser les points suivants:



La condition essentielle pour que les revenus perçus hors d'Angleterre (par des Anglais ou par des étrangers) ne soient pas soumis à l'impôt du revenu est que le contribuable, quelle que soit sa nationalité, ne réside pas dans le royaume.

Les revenus perçus à l'étranger qui ne sont pas soumis à cet impôt sont seulement les revenus perçus par les non-résidents.

Note de M. **F. Daguin**, *avocat à la Cour d'appel de Paris*.

Dans la communication que M. F. Daguin a faite, à la séance du 20 mars 1907, sur l'impôt sur le revenu dans le Grand-Duché de Luxembourg, il a affirmé que la Chambre des députés n'était actuellement saisie d'aucune proposition de loi tendant à rendre obligatoire la déclaration des contribuables assujettis à l'impôt mobilier (V. ci-dessus, page 241). Pour être tout-à-fait exact, il croit devoir rappeler qu'une proposition ayant pour objet d'imposer l'obligation de la déclaration a été renvoyée au Conseil d'État, le 9 décembre 1902; mais, depuis lors, elle est restée sans suites.

ÉTUDE SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU, par M. **Jules Dufay**, *Notaire honoraire à Salins*.

*Miseris succurrere disco,*

Devant une Assemblée d'éminents jurisconsultes, d'économistes célèbres, de professeurs savants, qui ont consacré leur temps et leur intelligence à étudier les grands problèmes qui agitent notre génération, comment oser faire entendre la voix d'un homme, dont le seul titre est d'avoir observé ce qui se passe autour de lui, dans une vallée perdue des monts Jura ruinée par la fiscalité? Comment oser critiquer la science économique dans une réunion de savants, signaler les abus de la propriété à des propriétaires, les vices de la loi à des législateurs?

Cet homme a rencontré sur sa route ce que la société renferme peut-être de plus intéressant, la lutte de chaque jour livrée par la classe laborieuse contre les difficultés de la vie, et il s'est demandé si ces difficultés sont imposées à l'homme par une loi inexorable de la nature, ou si elles ne prendraient pas

leur source dans certaines institutions imposées par l'égoïsme et acceptées par la faiblesse et l'ignorance.

Dans les sociétés primitives, on a cru rendre compte du travail ingrat auquel l'humanité est condamnée, soit par une image telle que le rocher qu'il est impossible de remonter, le tonneau impossible à remplir, ou une condamnation encourue pour infraction à une loi divine.

Une expérience plus longue, une raison plus développée, paraissent démontrer aujourd'hui que le problème peut se résoudre au moins en partie par une conception plus haute des lois sociales, et l'introduction dans ces lois des éléments de justice, de bonté, et de solidarité qui ont déjà existé, puis disparu et qu'il s'agit de rétablir.

Je crois qu'une correction profonde de la législation fiscale peut contribuer à réaliser le problème d'une existence meilleure pour tous, par une sorte de compensation entre tant de richesses exagérées dans les mains de quelques-uns, et tant de misères imméritées formant le lot du plus grand nombre.

#### OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR LA RICHESSE ET LES CHARGES PUBLIQUES

Après les questions politiques, après les questions religieuses, les problèmes économiques et les institutions fiscales sont peut-être les plus difficiles à traiter et à établir.

Avant d'entrer dans le détail d'une réforme générale en matière d'impôts, il est nécessaire de connaître d'abord le montant exact des dépenses publiques, et, en même temps, la somme des revenus et des capitaux sur lesquels ces dépenses peuvent se prélever.

Nous savons que le budget français atteint près de quatre milliards, en attendant qu'une rectification des comptes et de nouvelles dépenses les portent à une somme plus élevée.

D'un autre côté, les statistiques dressées par les économistes ont établi que les revenus de toutes natures, produits par les capitaux mobiliers et immobiliers, montent à 6 ou 8 milliards par an, et que le travail proprement dit produit de 15 à 20 milliards chaque année.

Pour nos calculs, arrêtons ces chiffres à une moyenne de 7 milliards, et de 17 milliards, sur lesquels les besoins de la

communauté, c'est-à-dire de l'État, prélèvent par l'impôt les 4 milliards du budget, ce qui est d'après tous les économistes une proportion énorme et bien supérieure à la fameuse dime qui excitait les récriminations de nos ancêtres.

On peut ajouter ici que les capitaux mobiliers et les capitaux immobiliers existant en France représentent environ 200 milliards, dont moitié pour chaque nature.

Si tous les contribuables étaient dans une situation telle qu'ils puissent être imposés dans une même proposition arithmétique, le calcul et la réforme seraient bien simples, chaque citoyen aurait à verser au fisc 16 fr. 66 pour 100 de son revenu.

Mais, depuis longtemps, les législations fiscales les moins imparfaites (elles sont toutes imparfaites) ont tenu compte de deux faits importants :

1° Les revenus des capitaux ne donnent guère à ceux qui les reçoivent d'autres peines que de détacher des coupons, ou de signer des quittances aux débiteurs ;

2° Les revenus du travail, au contraire, sont acquis au prix d'efforts, de peine et d'un temps plus ou moins considérable.

Il a donc paru juste, aux autres États européens, de faire prélever l'impôt sur les premiers revenus, dans une proportion plus élevée que sur les seconds.

Nous verrons donc aussi qu'il peut être juste de faire établir les impôts non seulement sur les revenus, mais sur les capitaux de manière à demander moins au travail, en reportant une partie de la charge sur les valeurs capitales, représentant souvent une très grande richesse, mais sans revenu.

Or, en France, nous avons aujourd'hui un nombre important d'impôts établis en sens inverse, c'est-à-dire, frappant davantage le travail que la richesse, par suite sans doute de notre origine essentiellement féodale, qui a laissé dans la législation, dans le caractère, dans la mentalité de la race, les traces de cette origine.

De plus, parmi les deux catégories de revenus, il existe un nombre important de personnes qui trouvent dans leurs revenus à peine de quoi satisfaire aux besoins les plus impérieux de l'existence.

Là encore, nous sommes allés souvent à rebours de l'équité la plus élémentaire. Et c'est peut-être l'une des causes qui ont multiplié, plus que de raison et plus que chez la plupart des nations voisines, le nombre de gens sans feu ni lieu, de vaga-

bonds, de malheureux déracinés de leur pays d'origine, sorte d'épave sociale, aboutissant aux hôpitaux, aux maisons de secours de toutes sortes, même aux prisons.

Si l'on pouvait faire table rase d'un système fiscal fâcheux, comme on le fait par hypothèse d'un système philosophique ou scientifique, où l'on remue seulement des idées et non des intérêts matériels, la réforme s'opérerait facilement en prélevant l'impôt sur toutes espèces de revenus, sans tenir compte de leur origine. Les 7 milliards de revenus des capitaux donneraient 1 milliard 190 millions ; le travail avec ses 17 milliards de revenus fournirait 2 milliards 810 millions ; et le problème serait résolu.

Mais, ces revenus ne sont pas produits par de simples machines n'éprouvant ni sensation, ni désirs à satisfaire. Ils sont le résultat d'efforts plus ou moins pénibles faits par l'homme, qui passe forcément moitié de sa vie, enfance et vieillesse, sans travail utile, et qui pendant l'autre moitié doit contribuer avant tout à son propre entretien, puis pourvoir aux dépenses d'une famille, réserve et germe nécessaires à la continuation de la société. Pendant une longue période, cet élément de la future génération reste à la seule charge du père, de ce contribuable que notre système actuel accable sans tenir aucun compte de cette charge familiale. Loin de diminuer pour lui l'impôt, la loi actuelle l'aggrave pour la famille nombreuse, puisque la nourriture, le logement, l'habillement comportent une foule d'impôts cachés.

A mesure que nous pénétrons plus avant dans la question, nous voyons que le problème se complique et comprend un nouveau facteur. Nous rencontrons la nécessité absolue de prélever sur l'ensemble des produits tout d'abord une portion absorbée par le nécessaire à l'existence du travailleur et de sa famille, de manière à la rendre intangible à l'impôt. Aussi, tous les États où ce principe est admis ont tenu compte de cet élément essentiel malheureusement négligé dans notre législation française.

A quelle somme faut-il évaluer pour l'ensemble du pays ce minimum du revenu total absorbé tout à fait par les besoins essentiels d'une très grande partie de la population ?

Dans une brochure que j'ai publiée en 1906, édition Alcan, il est établi, à vue des statistiques officielles, que, sur les 13.356.000 propriétaires révélés par les données de l'enregistrement, 7.781.000 de ces prétendus propriétaires possèdent de 1 à

2.000 francs de capital. C'est-à-dire en moyenne moins de 1.000 francs; ceux-là, il faut que l'impôt sur le capital les épargne tout-à-fait; il en reste donc 5.575.000 possédant ensemble 180 milliards de valeurs pouvant être touchés par l'impôt en proportions diverses.

Quant aux travailleurs et aux revenus du travail, nous avons trouvé que, sur 10.268.000 travailleurs, environ 7 millions gagnent moins de 1.000 francs. Ceux-là encore, il convient de ne pas les toucher par l'impôt. Ceci a été reconnu dans le projet soumis au Parlement. Le reste, au nombre de 3.200.000, gagne au moins 12 ou 14 milliards, dans des proportions très diverses, variant de 1.500 francs à 14 millions individuellement. Ces chiffres, d'après la moyenne des statistiques, se rapprochent assez de la réalité pour servir de base aux calculs très approximatifs de la répartition des impôts. Le système que j'ai indiqué satisfait davantage aux nécessités d'une réforme sérieuse. Dans son ensemble il répartit l'impôt entre les capitaux, les *revenus des capitaux*, et les *revenus du travail*.

Mais, auparavant, nous avons à énumérer les impôts actuels qui paraissent les plus injustes, comme ne tenant aucun compte de la situation du contribuable.

#### LES IMPÔTS D'APRÈS LE BUDGET DE 1904.

|                                                                                                                                                                                     |                      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| Impôt foncier sur les bâtiments. . . . .                                                                                                                                            | 87.413.000 fr.       |
| Impôt foncier sur les terres. . . . .                                                                                                                                               | 104.769.000 »        |
| Personnelles mobilières . . . . .                                                                                                                                                   | 96.169.000 »         |
| Patentes . . . . .                                                                                                                                                                  | 136.664.000 »        |
| Vins, cidres, poirés, bière . . . . .                                                                                                                                               | 84.889.000 »         |
| Transport, chemins de fer . . . . .                                                                                                                                                 | 64.290.000 »         |
| Allumettes . . . . .                                                                                                                                                                | 32.579.000 »         |
| Sucres . . . . .                                                                                                                                                                    | 178.622.000 »        |
| Sel de douane et hors du rayon des douanes                                                                                                                                          | 34.484.000 »         |
| Timbres de quittances de 10 centimes. . .                                                                                                                                           | 13.000.000 »         |
| Frais judiciaires de toutes sortes, grévant<br>les frais de vente et liquidation de propriété<br>inférieures à 2.000 fr., en suite de minorité,<br>faillites, liquidations. . . . . | 13.000.000 »         |
| Impôt sur les bouilleurs de cru (environ). .                                                                                                                                        | 30.000.000 »         |
| Total des impôts qu'il est le plus urgent<br>de remplacer . . . . .                                                                                                                 | <u>977.879.000 »</u> |

Je comprends dans cette énumération les 30 millions qui se prélevaient sur les bouilleurs de cru, parce qu'il est question maintenant de les rétablir, sans doute pour soulager dans leur misère les vigneron qui ont obtenu momentanément cette suppression dans le Jura et autres départements, par un véritable mouvement révolutionnaire. Ils n'avaient pas à leur disposition un autre moyen de se faire comprendre, puisque le Referendum, cette institution essentiellement démocratique, n'existe pas encore dans la République Française.

Je propose aussi la réduction d'une moitié sur les droits de mutation des immeubles par décès ou entre-vifs, au-dessous de mille francs, sauf à compenser cette réduction par une légère augmentation du taux sur les mutations supérieures à 50.000 francs.

Chacun de ces impôts renferme en lui-même sa propre condamnation; ils ne tiennent aucun compte de la situation personnelle du contribuable; ils frappent à tort et à travers sur la masse sans s'occuper de savoir si le contribuable atteint peut supporter cet impôt qui n'est pas même proportionnel, mais progressif à rebours, sans tenir compte des dettes qui peuvent diminuer le revenu d'une famille plus ou moins nombreuse à élever, et absorbant souvent même le revenu, indispensable à l'existence. La loi de l'État de Neuchâtel admet la déduction des dettes et l'impôt est payé par le créancier, par cette raison qu'il jouit du revenu dans la proportion de sa créance.

A la fin du dix-huitième siècle, on avait imaginé, et M. Jules Roche le proclame encore aujourd'hui, de dire au pays : « Plus d'impôts sur les personnes; impôts seulement sur les choses. » Admirable raisonnement qui a eu pour résultat, puisque les choses par elles-mêmes ne produisent rien, de faire en réalité retomber tout le poids de l'impôt surtout sur le travailleur, et de favoriser ainsi ces accumulations formidables de capitaux entre les mains de quelques-uns, proie devenue facile à saisir, par suite de ce faux raisonnement.

En fait, aujourd'hui le capitaliste, le rentier, qu'il tire son revenu de l'État, d'une terre, d'une usine, d'une exploitation industrielle quelconque, ne supporte rien, ou à peu près rien de l'impôt, et cela par cette raison bien simple, c'est que le prix ou le capital engagé à l'acquisition de ces formes de la richesse, est calculé *déduction faite du montant de l'impôt*.

De là résulte la nécessité de faire du propriétaire le débiteur

personnel de l'impôt, en prenant pour base tous les éléments qui constituent sa situation économique.

C'est l'absence de cet élément ou de ce facteur dans la solution du problème, qui donne aujourd'hui le plus grand poids à la théorie collectiviste aux yeux des foules prolétariennes. Notre système fiscal, en favorisant le capital au détriment du travail, est le précurseur, je dirais le créateur du collectivisme. A la propriété personnelle, soyons logiques, il faut l'impôt personnel.

Je dirais donc volontiers aux propriétaires, aux capitalistes, surtout aux possesseurs de grosses fortunes : Payez largement l'impôt, n'attendez donc pas qu'on vous y oblige, allez au devant des contraintes légales ou révolutionnaires ; acceptez, offrez même ce prétendu sacrifice, il n'est que juste ; autrement la solution sera peut-être violente un jour, alors vous comprendrez ce qu'a dit M. Jaurès : « Qu'il ne sait même pas si l'expropriation se fera avec ou sans indemnité ! » Il me semble que ce doute sur un point essentiel doit faire réfléchir.

. .

Mais il ne s'agit pas aujourd'hui de modifier en totalité l'assiette de nos impôts. Ceux que j'ai indiqués nuisent surtout aux travailleurs, aux petits propriétaires, aux petits commerçants, aux petits revenus, aux neuf ou dix millions de concitoyens qui n'ont guère à compter pour vivre que sur le produit du travail de chaque jour. Il est nécessaire de créer ce qu'on pourrait appeler la vie à bon marché, comme on le tente déjà pour les habitations.

La réforme doit tendre à faciliter aux travailleurs l'accession à la propriété, et à limiter les grandes accumulations de richesses au profit de quelques-uns, seul moyen de maintenir en équilibre l'édifice social.

.

Si gouverner ou légiférer, c'est prévoir, comme on l'a dit, il n'y eut peut-être jamais de plus grand législateur que Moïse. Ceci est une digression, mais elle convient à mon sujet. Ce conducteur de peuple n'était ni un rêveur, ni un utopiste ; les institutions qu'il donna aux Hébreux vivent encore, l'histoire contemporaine prouve qu'aujourd'hui, le peuple qu'il a façonné n'est

pas non plus composé d'utopistes : Je ne crois pas qu'il existe une autre race donnant l'exemple de gens aussi foncièrement positifs. Un livre bien oublié aujourd'hui. « La république des Hébreux » (de Cuneus), traduite en français par Barnage, Amsterdam 1713, rappelle avec quel soin le législateur s'est attaché à ces deux choses essentielles : Conserver la famille par la propriété individuelle, et empêcher l'usurpation de la richesse par l'usure au profit de quelques-uns, et au détriment du grand nombre. Quelques passages de ce livre donnent à penser au contraste frappant entre cette société qui existe depuis trois mille cinq cents ans, et notre société contemporaine vieille d'un siècle à peine, donnant déjà les signes précurseurs d'une décadence prochaine. Cette décadence n'a-t-elle pas pour causes premières la très grande inégalité dans la répartition des impôts et des richesses, ainsi que l'usure et la piraterie financière.

« Dès que le peuple sacré, dit Cuneus, se fut mis en possession de la Palestine, Josué qui en était le chef, divisa le pays en douze parts, qu'il assigna pour demeurer à autant de tribus, et leur distribua certaines portions de terre à proportion du nombre des chefs de famille qu'il trouva. Ainsi il arriva que la portion de chacun fut égale, chose à laquelle tous ceux qui se mêlent de gouverner doivent soigneusement prendre garde. Les Grecs et après eux les Romains, qui tous ont été de profonds politiques, ont observé la même chose dans l'établissement de leurs colonies. Moïse fit, dans cette vue, une belle loi pour empêcher que les riches n'engloutissent les pauvres, ou que le peuple, abandonnant ses anciennes occupations, ne laissât les emplois permis pour faire un métier nouveau et dangereux. Cette loi, c'est la loi des terres, qui empêchait qu'un homme, en vertu d'une vente ou de quelque contrat que ce fût, transportât à un autre la propriété des terres qu'il possédait ; et elle mettait un homme, que la nécessité avait contraint de vendre sa terre, en droit de la racheter en quelque temps que ce fût ; s'il n'était pas en pouvoir de le faire, elle ordonnait qu'elle fût rendue pour rien au temps du jubilé.... Le sublime Moïse, illustre auteur, dit que le privilège du jubilé consistait en ceci : C'est qu'il fallait que les terres fussent restituées au premier propriétaire, eussent-elles été cent fois vendues et revendues.... Il était d'une importance extrême à la république de prendre garde que l'avarice de quelques particuliers n'engloutît la portion que les autres possédaient en vertu de la divi-



« sion juste et légitime qui en avait été faite : car il arrive tous  
« les jours que les riches dépossèdent les pauvres à force d'ar-  
« gent, et que ceux-là donnent à leurs possessions une étendue  
« beaucoup plus grande qu'il ne leur est nécessaire, excluent les  
« autres de ce dont ils ont besoin, ce qui donne occasion quel-  
« ques fois à des révolutions extraordinaires, car il est certain  
« que la république a autant d'ennemis qu'elle a de membres  
« qui ayant été dépossédés du bien qu'ils avaient hérité de leurs  
« ancêtres, ne cherchent qu'à remettre les choses sur l'ancien  
« pied. Irrités d'avoir perdu leurs biens, ils cherchent toutes les  
« occasions de remuer, et ne demeurent que le moins qu'ils  
« peuvent dans un état plutôt chagrinant. Les choses étaient à  
« Rome sur ce pied-là. Malgré la loi Stolon, le désordre prit le  
« dessus; on ne s'informa plus de la quantité des terres que  
« chaque particulier possédait. Les choses en vinrent si avant  
« que quelques particuliers se trouvèrent posséder toutes les  
« terres de l'Italie, avec autant de tranquillité que si c'eût été  
« leur patrimoine.

« Le même peuple n'aimant point à cultiver le bien d'autrui,  
« quitte les champs, vient s'habituer dans les villes, où il tombe  
« insensiblement dans la paresse, se corrompt et tâche à se  
« tirer d'affaire par des occupations molles et efféminées....  
« Moïse, dont les lumières étaient si grandes, s'oppose fort sa-  
« gement à ces désordres qui sont la perte des républiques,  
« par la loi du rachat des terres, et les privilèges du jubilé. Il  
« n'y avait dans cette loi aucune apparence d'injustice, puisque  
« l'acheteur ne pouvait être trompé. On se réglait dans toutes  
« les ventes sur le jubilé, et on estimait la terre à proportion  
« qu'il était éloigné, ou qu'il était proche.

« Le chapitre 25 du Lévitique explique : que nul de vous ne  
« foule son frère, mais tu achèteras de ton prochain selon le  
« nombre des ans après le jubilé. Selon qu'il y aura plus d'an-  
« nées, tu accroîtras le prix de ce que tu as acheté, et selon  
« qu'il y aura moins d'années tu le diminueras, car on te vend le  
« nombre des récoltes; que nul de vous, donc, ne foule son  
« prochain. »

Cuneus explique ensuite les autres mesures concernant la  
défense de l'usure entre Juifs. Quant à l'étranger, il était permis  
de le traiter aussi rigoureusement qu'on pouvait; les Romains,  
et probablement les autres nations anciennes ont eu à peu  
près les mêmes pratiques. *Adversus hostem æterna auctoritas.*

C'est dans cet état général que le Christ est venu apporter sa doctrine plus large, en déclarant que, au point de vue du droit, il n'y a plus d'étranger, et que tous les droits de protection doivent s'étendre à l'humanité entière. Et le droit canonique, qui a été pendant dix-huit cents ans la source du droit civil, a maintenu en grande partie ces principes dans les nations christianisées.

Cette digression un peu longue m'a semblé utile pour faire comprendre dans quel esprit et par quelle évolution des idées la réforme des impôts, qui est un des côtés de la question générale, doit être pratiquée.

On a prétendu aussi qu'une réforme de l'impôt dans le sens de la progression, est en quelque sorte une première étape vers le collectivisme. Nous croyons au contraire qu'elle est le remède le plus facile à appliquer dès maintenant. La théorie collectiviste repose en effet sur la nécessité d'admettre tous les hommes à jouir plus ou moins du droit de propriété. Or, il est certain qu'aujourd'hui, ainsi que le reconnaît M. Gide dans ses « Principes d'Économie politique », le poids de l'impôt, les charges de la famille rendent à peu près impossible le jeu de l'épargne qui permettrait au travailleur de trouver dans son salaire un excédent sur les nécessités de la vie. C'est cet excédent seul qui pourrait lui permettre de devenir propriétaire ou de conserver la petite propriété qu'il peut avoir aujourd'hui.

. . .

Après ces considérations générales, nous allons diviser ce qui nous reste à dire en trois chapitres : 1<sup>o</sup> critique de la fiscalité actuelle ; 2<sup>o</sup> utilité et justice de la progression de l'impôt, et de l'exemption de l'impôt dans certains cas ; 3<sup>o</sup> observations sur le projet ministériel. Changements nécessaires pour faciliter la réforme.

## I

### Critique du système fiscal actuel.

« A brebis tondue Dieu mesure le vent », dit un proverbe destiné à consoler la brebis. A citoyen tondu, l'État mesure l'impôt.

Nous allons voir comment il s'y prend pour consoler le citoyen tondu.

Il est inutile d'insister sur la distribution de l'impôt en ce qui concerne les frais de procédure. Il suffit de consulter depuis plus de soixante ans les statistiques judiciaires pour savoir que l'impôt va en progressant à mesure que progresse la misère du contribuable, et qu'il va, au contraire en diminuant à mesure qu'augmente la fortune. Et ce qu'il y a de plus déconcertant en cette matière, c'est que ces prélèvements s'opèrent précisément dans les circonstances où l'individu et la famille demanderaient à être plus spécialement protégés. Le père ou la mère meurt; une maison délabrée, et quelques champs plus ou moins en friches dépendent de la succession; les enfants sont mineurs, peut-être quelques dettes s'ajoutent au désastre; il faut liquider la situation : inventaire, déclaration de succession, jugement ordonnant la vente; mise en vente à grands frais de publicité inutiles, puis liquidation.

La maison se vend 500 francs, quelques friches trouvent amateurs à 9 francs, 10 francs, 50 francs. Faisons le compte et nous trouvons que la prétendue protection judiciaire emporte sur le prix total de 50 à 100 pour 100.

Dans le même journal vous trouvez l'annonce d'une liquidation portant sur une succession d'un million; le taux des frais varie de 1 à 2 pour 100.

Même proportion s'il s'agit de faillite, de liquidation judiciaire, d'ordres hypothécaires dits amiables, de distribution de valeurs mobilières. C'est à tel point, que les gens instruits par l'expérience prennent souvent le parti de ne plus faire valoir leurs droits, sachant d'avance que, l'État et les intermédiaires une fois payés, il ne restera rien.

Tous les Français sont égaux devant la loi, c'est entendu; quand seront-ils égaux dans la distribution du tarif, des frais que demande la loi. « Res sacra miser », disait un vieil adage romain. Nous voyons comment le malheur est chose sacrée pour nos légistes imprévoyants. Dites à un paysan de faire quelques économies et de les placer sur des champs : « Pas la peine, la justice, après moi, les mangerait. »

Autre genre d'égalité : ici l'égalité arithmétique existe à peu près, et c'est justement ce qui en fait l'injustice. Le ménage d'un pauvre ouvrier a besoin de sel, de sucre, de café, de vin, etc., à peu près dans les mêmes proportions qu'un ménage riche. Pour le premier, l'impôt caché dans le prix de ces objets de consommation représente une dépense sur l'ensemble du revenu peut-

être de 15 à 20 pour 100. Dans l'autre pas même 1 pour 100. Ajoutons que l'ouvrier insuffisamment logé, n'ayant pas même la place pour une provision, achète tout au détail à un prix plus élevé. Voilà ce qui se passe tous les jours au sujet des impôts de consommation, qui atteignent les objets les plus nécessaires à la vie.

Passons à une autre nature d'impôts frappant les immeubles bâtis et non bâtis. Ici encore, nous rencontrons l'égalité arithmétique sur le capital et sur le revenu très mal apprécié du reste. Depuis un siècle à peu près, l'impôt foncier les atteint, sans même tenir compte, non seulement de la position du propriétaire, mais encore des changements souvent considérables que le temps et les circonstances ont apportés à la valeur du capital et du revenu.

Il y a 80 ans, ou 100 ans, à l'époque où l'on a imaginé de faire du cadastre une machine à impôts immuables, des commissions ont dit à une vigne, un champ, une forêt, une maison : « Tu donneras à perpétuité un revenu de tant, et tu auras beau produire plus ou moins, et surtout moins, celui qui te possédera paiera indéfiniment le même impôt, car l'État doit pouvoir compter sur un revenu fixe. » C'est en vertu de ce génial paradoxe, qu'aujourd'hui plusieurs contrées ne sont plus cultivées ni peuplées; les habitants ayant disparu, le champ, la vigne, la bicoque ne paient plus rien.

Jean s'en alla comme il était venu,  
Mangeant son fonds avec son revenu.

Voilà pourquoi, depuis un quart de siècle, la jeune génération disparaît des campagnes refusant de culturer plus longtemps une terre dont le fisc, sous toutes les formes absorbe, le 20 ou 40 pour 100, comme l'a démontré l'enquête Méline.

Voici quelques cas d'impôts fonciers pris au hasard :

1<sup>o</sup> Champ à Lomont, loué 25 francs, impôt 4 fr. 60, soit : 18 fr. 40 pour 100.

2<sup>o</sup> Champ à Saint Lothain, loué 70 francs, impôt 22 fr. 50, soit 38 fr. 20 pour 100.

3<sup>o</sup> Champ à Salins loué 260 francs, impôt 45 francs, soit 17 fr. 30 pour 100.

4<sup>o</sup> Champ à Salins, loué 420 francs impôt 69 francs soit 16 fr. 95 pour 100.

5<sup>o</sup> Terre à La Chapelle, vigne en friche, sans revenu depuis

15 ans, impôt 2 fr. 30, vendu 7 francs, estimé précédemment 300 francs.

6° Vigne aux Arsures, 20 ares; ancienne valeur 1.000 francs. Aujourd'hui, zéro valeur, zéro revenu. Impôt sans changement, toujours 1 fr. 50.

7° Domaine à Mouchard, 11 hectares, valeur ancienne 35.000 francs, location ancienne, 1.000 francs. Aujourd'hui, valeur 5.000 francs, revenu 500 francs, impôt toujours 110 francs, soit 26 pour 100 du revenu actuel.

8° Maison à Salins, 9 pièces avec jardin de 3 ares, valeur ancienne 10.000 actuelle 5.000, revenu 300, impôts 130 fr. 66 soit 43 fr. 33 pour 100.

9° Domaine à Bracon, maison avec 7 pièces, écurie, grange, 4 hectares environ, valeur ancienne 14.000, valeur actuelle 6.000, revenu ancien 420, revenu actuel 150, impôts 83 fr. 64 soit 55 fr. 70 pour 100.

10° Hôtel à Salins, revenu possible 1.500 francs, impôts 491 francs soit 32 pour 100, sans compter l'entretien.

11° Domaine de 110 hectares dans le canton de Salins, fermages 5.700 francs, impôts 738, intérêts d'une dette 2.547, reste net 2.063, soit 36 fr. 62 pour 100.

12° Terre de 5 hectares à vers, revenu 373, impôts 74, soit 19 fr. 80 pour 100.

On croit peut-être que ce sont là des exemples rares; on rencontre au contraire ces faits dans toute la France et cela tous les jours. Notre fiscalité est devenue un mortier dans lequel on pulvérise la richesse terrienne, la plus utile de toutes et qu'il faudrait, au contraire, ménager à tout prix.

L'impôt foncier atteint donc en moyenne 18 pour 100 et davantage du revenu de la terre et cela sans compter les impôts de mutation entre vifs et par décès, les impôts indirects frappant les produits, les frais de procédure, les intérêts des dettes hypothécaires, les fermages pour la moitié environ du sol. etc., nous arrivons donc, comme le prouve l'enquête Méline, à un prélèvement de 25 à 40 pour 100 sur les produits agricoles.

Par un ensemble de circonstances extrêmement rares, après deux ou trois générations de travail, un cultivateur fermier, acquiert un petit domaine; ses cinq enfants sont laborieux comme lui; il est vieux et sent sa fin prochaine; comme dans la fable, il leur dit que le travail est un trésor: mais le domaine est impartageable; si les enfants ne se marient pas et restent en

bonne intelligence, ils vivront et mourront sur ce coin de terre où leur famille s'éteindra. Si l'un ou deux d'entre eux se marient, il faudra liciter à grands frais pour déterminer la part des autres, et ce qui restera à chacun d'eux sera insuffisant au jeune ménage<sup>(1)</sup>. Et voilà encore une des causes pour lesquelles, à la campagne on ne se marie plus et pourquoi, le paysan qui réunit quelques économies, préfère les dépenser ou les placer en rentes sur l'État ou autres valeurs mobilières quelconques, le partage étant plus facile et moins coûteux. Il prend quelquefois goût aux spéculations sur les valeurs mobilières et il n'est plus rare de rencontrer dans nos villages des familles ruinées par ces opérations qui étaient autrefois la spécialité des pieds humides sous le péristyle de la Bourse.

Les populations rurales, encore si attachées à la terre, il y a cinquante ans, s'en séparent de plus en plus, elles vont grossir le nombre déjà trop grand des ouvriers des villes où elles ne trouvent qu'une existence plus malheureuse; elles tombent à coup sûr dans ces réunions où elles perdent la santé du corps et celle de l'esprit. La nation perd aussi à ce jeu la force militaire qui pourrait la sauver un jour lorsque des invasions à prévoir, parties des contrées que Tacite appelait la grande *officina generis humani*, nous amèneront une race cherchant une meilleure place au soleil et nous sommant, les armes à la main, d'avoir à dégucrpir.

Nous sommes encore, sans doute par hérédité, trop attachés à cette idée que c'est à la terre et à ses produits, à supporter la plus grande part des charges publiques. Il n'était guère possible qu'il en fût autrement à une époque où la terre, avant le développement de l'industrie, était presque la seule source du revenu; mais aujourd'hui, comme nous l'avons dit, le revenu industriel est au moins égal à celui du sol; à quoi il faut ajouter encore cette considération, que la plupart des revenus soit des immeubles, soit des valeurs mobilières, ne coûtent ni travail, ni effort à ceux qui les possèdent, lorsqu'ils les louent ou les prêtent.

Il paraît donc nécessaire, si l'on veut rendre à l'agriculture les bras qui lui manquent, d'établir une égalité de charges entre toutes les formes de richesse et de revenu, ainsi que nous l'expliquerons plus loin.

(1) En Suisse, il n'y a aucun impôt de mutation après la mort du père de famille, aucun impôt sur la licitation entre les enfants. On comprend là l'importance de la protection et de la conservation de la famille.

La perception des impôts actuels entraîne, en outre, des mesures de coercition vraiment démoralisantes. L'économiste anglais Ellis, a écrit de belles pages au sujet des impôts perçus par la douane. On pourrait signaler à peu près les mêmes inconvénients sur ceux que nos contributions indirectes perçoivent sur les objets de consommation. Nous lisons dans les journaux, à chaque instant des histoires comme celle-ci :

Le 29 janvier 1907, devant le tribunal correctionnel de.... comparaissent six hommes : un marchand ambulant, deux lunetiers, deux cultivateurs, un journalier et une femme marchande ambulante, pour avoir *colporté* 16 kilogs de phosphore, 59 kilogs de tabac suisse, 15 kilogs de poudre de zone franche, et pour avoir détenu 1.000 allumettes de fraude. Ils sont condamnés à diverses amendes et à des jours de prison copieusement distribués entre eux et dont l'addition s'élève à 3.720 francs et 174 jours de prison. En comptant largement l'impôt que le fisc aurait perçu sur ces objets on arrive tout au plus à 100 francs. Or, les amendes s'élevant à 3.720 francs, la proportion est donc de 37 francs, pour 1 franc d'impôt non payé. Et encore la saisie des objets viendrait s'ajouter à cette proportion.

Appliquons la même règle d'arithmétique à un millionnaire, fraudeur dans une déclaration de succession, et nous verrons que s'il a trompé le fisc de 100.000 francs, ce qui est possible, et ce qui arrive fréquemment pour les valeurs au porteur, il devrait avoir à payer à titre d'amende 3.700.000 francs; et s'il avait fraudé d'un million de francs, il aurait à payer une amende de 37 millions de francs, sans compter 1.174.900 jours de prison, en sorte que le monde pourrait finir avant l'expiration de sa peine.

Il y a eu en France plus de 4.000 jugements de ce genre par année.

Quand on réfléchit, après avoir lu de pareils faits divers, on se console en pensant que ces amendes ne sont jamais payées, que pendant la saison rigoureuse, les sept condamnés sont logés, chauffés et nourris pendant 174 jours aux frais de l'État qui, pour arriver à ce joli résultat, dépense en pure perte ses frais de logement et de nourriture.

Si l'habitude n'était pas une seconde nature, nous trouverions que ces impôts et ces lois sont des absurdités. Il est douteux qu'il y en ait de semblables dans le reste de l'Europe. En supprimant tous nos impôts de consommation, on créerait d'abord la vie à bon marché et on laisserait un travail utile à une

foule de malheureux qui pourraient ainsi passer l'hiver avec la possibilité de gagner honorablement leur vie, au lieu de se faire mettre en prison par l'État.

Plusieurs économistes enseignent que dans une législation rationnelle l'État devrait monopoliser seulement les industries auxquelles l'individu isolé ne pourrait se livrer. Sous prétexte d'impôts, l'État fabrique à grands frais ce que l'initiative privée ferait mieux et à meilleur marché, et cela crée une foule de malheureux réduits à cette industrie qui consiste à se faire mettre en prison.

Notre mentalité déformée lit avec plaisir, mais sans comprendre la leçon, ces vers connus de Sully-Prudhomme sur l'habitude :

Mais imprudent qui s'abandonne  
A son joug une fois porté,  
Cette vieille au pas monotone  
Endort la jeune liberté.

Et tous ceux que sa force obscure  
A gagnés insensiblement,  
Sont des hommes par la figure,  
Des choses par le mouvement.

Peut-être ces vers sont-ils le développement de cette pensée de Symmaque : « *Consuetudinis amor magna res* » ce qui se traduit en français : l'amour de la routine est une grave affaire.

\*  
\* \*

Le défaut capital de notre système actuel consiste en ce qu'il ne tient aucun compte de la situation financière ou économique du contribuable. Les effets de ce vice organique de notre législation est d'exaspérer quelquefois des populations entières. Nous avons vu dans le Jura, en 1906, plusieurs milliers de vignerons refuser net de payer l'impôt parce que la loi sur les bouilleurs de crû les empêchait de tirer un petit revenu en fabriquant de l'alcool avec les résidus de leurs récoltes dont le vin ne trouvait aucun acquéreur. Dans le midi, la situation était encore plus grave. Ce soulèvement n'avait pourtant rien de politique, ces insurgés d'un nouveau genre se donnaient tous comme de fervents républicains. Il a fallu céder. Et cela est un mauvais exemple. Si, dans certains pays, l'usage du referendum guide



le législateur, il est fâcheux que notre législateur français soit obligé de capituler, une fois la loi faite.

Le 22 février 1907, dans un village près de Perpignan, les propriétaires réunis à la mairie ont décidé de se refuser énergiquement à payer les impôts et de s'opposer par la force à toute poursuite.

Avec une méthode fiscale qui tiendrait compte de revenus vrais et non pas supposés, cette situation ne se produirait pas.

Ce qu'il y a à ménager, c'est la transition entre le régime actuel et le nouveau. Elle doit se faire sans heurt trop grave, par suite de ce que nous appelons les droits acquis. La réforme que nous allons indiquer, paraît remplir cette condition.

L'exemption à la base, une juste mesure dans la progressivité de l'impôt, rendront possible au travailleur l'accession à la propriété. Il faut, dit M. Gide (p. 601 de ses principes d'économie politique) que le travail soit assez productif pour laisser un excédent sur les nécessités de la vie; car s'il est imprudent de sacrifier les besoins à venir aux besoins présents, il serait insensé à l'inverse de sacrifier le présent à l'avenir. Se réduire à mourir de faim présentement, de crainte de mourir de faim l'an prochain, serait une conduite digne d'Harpagon.

Or, la vie à bon marché par la suppression des impôts de consommation et l'exemption de tout impôt sur le nécessaire sont de nature à permettre à tout travailleur de bonne volonté, de former un capital avec l'épargne faite sur son salaire.

Avec notre système actuel, plus on est pauvre, plus la proportion de l'impôt est considérable. Aussi pour corriger cette situation a-t-on l'idée aujourd'hui, de recourir à l'intervention de l'État pour fournir des pensions viagères aux ouvriers sur leurs vieux jours. Il serait plus simple de leur faciliter l'épargne personnelle, par une meilleure répartition de l'impôt.

## II

### Utilité et justice de l'exemption et de la progression de l'impôt.

Ce qu'il y a de singulier dans le débat actuel soulevé par la réforme fiscale, c'est que les opposants sont fort embarrassés lorsqu'on leur demande s'ils connaissent un seul impôt qui ne

soit pas perçu sur un revenu ou un capital. On ne voit pas en effet comment on s'y prendrait pour le trouver ailleurs. Mais nous avons si bien l'habitude de nous payer de mots sans examiner ce qu'ils signifient et ce qu'il y a dedans, qu'il suffit aux yeux de bien des gens de parler d'impôt sur le revenu pour qu'ils ne veuillent pas même entendre une explication. Il s'agit tout simplement, non pas de créer une nouvelle espèce d'impôt, mais de l'appliquer avec plus de raison et de justice.

Nous avons signalé plus haut les impôts qui, d'après notre système actuel, sont non seulement injustes, mais dangereux par les conséquences qu'ils entraînent. Notamment les impôts fonciers, les patentes, les impôts sur objets de consommation, s'élevant à 977 millions, ne tiennent aucun compte de la situation du contribuable. Qu'il soit riche ou pauvre, qu'il ait une famille nombreuse à sa charge ou qu'il soit célibataire, que ses revenus apparents et même réels lui appartiennent en entier ou que des dettes en absorbent une part plus ou moins considérable, que ses immeubles aient changé de valeur ou de revenu depuis la confection du cadastre, rien, dans notre législation, ne modifie le chiffre arithmétique et brutal, c'est-à-dire le taux de son impôt. On dirait que tout a été préparé uniquement pour la plus grande commodité de la perception.

Or, depuis un siècle que ce mécanisme fonctionne, des changements considérables ont été constatés sur toutes les formes de la richesse. Il s'agit aujourd'hui de rétablir un équilibre entre les ressources et l'impôt, rompu depuis longtemps. Certaines valeurs se sont développées dans une proportion considérable sans être touchées par l'impôt, tandis que d'autres sont encore imposées sans aucune proportion avec leur revenu et leur valeur réelle.

Ainsi, les rentes sur les États, les créances hypothécaires, les autres créances sur particuliers, la plupart des valeurs étrangères, montant à plus de 70 millions ; les revenus de certaines industries ou de certaines fonctions échappent à toute espèce d'impôts. La conséquence de ce privilège, qui n'a pas de raison d'être, est de faire retomber sur la propriété et le travail agricole et sur un grand nombre de petites industries, dignes d'être protégées, une partie exorbitante des quatre milliards exigés pour le fonctionnement des services publics. Aussi, depuis plus de dix ans, on s'ingénie à trouver les moyens de modifier le système défectueux de notre méthode fiscale. Nous sommes même

en retard sous ce rapport sur tous les États de l'Europe ; et, chose curieuse, quand il s'agit de cette réforme essentiellement démocratique, on entend des cris d'orfraie : « Prenez garde, disent-ils ; c'est surtout dans un État démocratique qu'il est dangereux de donner la moindre satisfaction au peuple, parce que l'appétit vient en mangeant, et qu'un premier pas fait dans la voie d'une satisfaction quelconque il n'y a plus de raison pour s'arrêter. »

Or, c'est avec ce raisonnement un peu trop primitif qu'on a toujours abouti à des révolutions violentes ; tous les siècles et tous les peuples en ont fourni des exemples. Le monde romain, que le travail de la terre avait rendu si puissant, s'est effondré par l'effet de l'usure financière sans frein, sans limite ; ce ne sont pas les barbares qui l'ont détruit, ils n'ont eu qu'un coup d'épaulé à donner dans cet édifice vermoulu.

La *malesuada famas* a toujours fini par se trouver face à face avec l'*auri sacra famas*, et alors les chocs violents se sont produits. Ces deux *famas* se sont entre-dévorées. En cinq ans elles ont aboli 45 milliards, de 1790 à 1796. Comme elles ont bonnes mâchoires et ongles acérés, elles feraient aujourd'hui, peut-être, encore plus grand.

Si on étudiait l'histoire avec attention, on constaterait que ces grands mouvements et ces révolutions ont presque toujours pour cause principale l'appauvrissement d'une grande partie de la population par l'insatiable avidité de quelques-uns. Proudhon a écrit que toute guerre a pour cause première une question de subsistance.

D'où nous devons conclure que l'intérêt de tous, aussi bien que la justice réclament une réforme sérieuse de notre système fiscal. Elle consisterait actuellement à appliquer les impôts indiqués plus haut, d'une manière plus rationnelle, ou même d'en remplacer quelques-uns pour les reporter sur les capitaux et les revenus en tenant compte de l'état individuel de chaque contribuable.

J'ai établi, d'après les statistiques officielles, que le capital général s'élève à 185 milliards au moins et qu'il est réparti entre 13.400.000 propriétaires ; que, parmi ces propriétaires, 7.700.000 environ possèdent à peu près toute la fortune du pays.

Un impôt sur le capital, calculé suivant la catégorie, de 1 à 6 pour 100, procurerait 413 millions d'impôt chaque année,

### Impôt sur le revenu du travail.

| PRODUIT DU TRAVAIL<br>par<br>CATÉGORIES |                     | MOYENNE<br>de ce<br>PRODUIT | NOMBRE<br>des<br>TRAVAILLEURS | PRODUIT<br>TOTAL<br>du travail. | TAUX<br>de<br>l'impôt | MOYENNE<br>de l'impôt<br>individuel. | PRODUIT<br>TOTAL<br>de l'impôt. |
|-----------------------------------------|---------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|---------------------------------|
| De . . .                                | Fr.<br>0 à 1.000    | 500                         | 7.000.000                     | 3.500.000.000                   | »                     | »                                    | »                               |
| De . . .                                | 1.000 à 2.000       | 1.500                       | 2.000.000                     | 3.000.000.000                   | 1 0/0                 | 15 »                                 | 30.000.000                      |
| De . . .                                | 2.000 à 5.000       | 3.500                       | 1.000.000                     | 3.500.000.000                   | 1 50                  | 52 50                                | 52.500.000                      |
| De . . .                                | 5.000 à 10.000      | 7.500                       | 200.000                       | 1.500.000.000                   | 2                     | 150 »                                | 30.000.000                      |
| De . . .                                | 10.000 à 20.000     | 15.000                      | 40.000                        | 600.000.000                     | 5                     | 450 »                                | 18.000.000                      |
| De . . .                                | 20.000 à 50.000     | 35.000                      | 45.000                        | 525.000.000                     | 5                     | 1.750 »                              | 28.250.000                      |
| De . . .                                | 50.000 à 100.000    | 75.000                      | 8.000                         | 600.000.000                     | 6                     | 4.500 »                              | 36.000.000                      |
| De . . .                                | 100.000 à 200.000   | 150.000                     | 4.000                         | 600.000.000                     | 8                     | 12.000 »                             | 48.000.000                      |
| De . . .                                | 200.000 à 500.000   | 350.000                     | 1.000                         | 350.000.000                     | 9                     | 31.500 »                             | 31.500.000                      |
| De . . .                                | 500.000 à 1 million | 750.000                     | 200                           | 150.000.000                     | 10                    | 75.000 »                             | 15.000.000                      |
| De . . . 1 million à 2 —                |                     | 1.500.000                   | 80                            | 120.000.000                     | 12                    | 180.000 »                            | 14.400.000                      |
| De . . . 2 — à 4 —                      |                     | 3.000.000                   | 40                            | 120.000.000                     | 15                    | 450.000 »                            | 18.000.000                      |
| De . . . 4 — à 8 —                      |                     | 6.000.000                   | 15                            | 90.000.000                      | 20                    | 1.200.000 »                          | 18.000.000                      |
| De . . . 8 — à 20 —                     |                     | 14.000.000                  | 5                             | 70.000.000                      | 25                    | 3.500.000 »                          | 17.500.000                      |
|                                         |                     |                             |                               | 14.725.000.000                  |                       |                                      |                                 |
|                                         |                     |                             |                               |                                 |                       |                                      | 555.150.000                     |

### Impôt sur le capital.

| CATÉGORIES     |                                  | NOMBRE<br>DES PROPRIÉTAIRES | TOTAL<br>DE LEUR FORTUNE | TAUX<br>PAR 1000 | PRODUIT<br>DE L'IMPÔT |
|----------------|----------------------------------|-----------------------------|--------------------------|------------------|-----------------------|
| De             | 1 à                              | 500 fr. . . . .             | 4.183.865                | » »              | »                     |
| De             | 501 à                            | 2.000 — . . . . .           | 3.507.475                | » »              | »                     |
| De             | 2.001 à                          | 10.000 — . . . . .          | 3.610.495                | 1 »              | 17 millions.          |
| De             | 10.001 à                         | 50.000 — . . . . .          | 1.471.470                | 1 50             | 46 —                  |
| De             | 50.001 à                         | 100.000 — . . . . .         | 240.660                  | 2 »              | 54 —                  |
| De             | 100.001 à                        | 250.000 — . . . . .         | 155.715                  | 2 50             | 60 —                  |
| De             | 250.001 à                        | 500.000 — . . . . .         | 54.180                   | 3 »              | 57 —                  |
| De             | 500.001 à                        | 1.000.000 — . . . . .       | 25.340                   | 5 50             | —                     |
| De             | 1.000.001 à                      | 2.000.000 — . . . . .       | 10.885                   | 4 »              | 60 —                  |
| De             | 2.000.001 à                      | 5.000.000 — . . . . .       | 4.505                    | 4 50             | 54 —                  |
| De             | 5.000.001 à                      | 10.000.000 — . . . . .      | 1.255                    | 5 »              | 40 —                  |
| De             | 10.000.001 à                     | 50.000.000 — . . . . .      | 365                      | 5 50             | 38 —                  |
| De             | 50.000.000 et au-dessus. . . . . | 105                         | 8.566.028.950            | 6 »              | 48 —                  |
| TOTAL. . . . . |                                  | 15.356.113                  | 184.483.245.965          |                  | 545 millions (1).     |

(1) Ce chiffre est réduit de 100 millions, somme supérieure à celle qu'exigera la réduction ou l'exemption à la base.

## Impôt sur le revenu du capital.

| CATEGORIES |                          | NOMBRE<br>des<br>proprié-<br>taires. | TOTAL<br>de<br>leur fortune. | MOYENNE<br>de la fortune<br>dans chaque<br>catégorie. | REVENU<br>de la<br>fortune totale<br>à 3 % | REVENU<br>de la fortune<br>individuelle<br>3 % | Taux<br>de l'impôt<br>sur le revenu. | PRODUIT<br>DE L'IMPOT<br>sur le revenu<br>individuel. | PRODUIT<br>TOTAL<br>de l'impôt. |
|------------|--------------------------|--------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------------|
| De         | fr.                      | fr.                                  |                              |                                                       |                                            |                                                |                                      |                                                       |                                 |
| —          | 1 à                      | 500                                  | 4.183.865                    | 254                                                   | 51.918.000                                 | 7 62                                           | »                                    | »                                                     | 10.877.832                      |
| —          | 501 à                    | 2.000                                | 5.597.475                    | 4.250                                                 | 155.600.000                                | 57 50                                          | »                                    | »                                                     | 20.585.850                      |
| —          | 2.001 à                  | 10.000                               | 3.610.405                    | 4.000                                                 | 522.000.000                                | 120 »                                          | »                                    | »                                                     | 32.201.250                      |
| —          | 10.001 à                 | 50.000                               | 1.471.470                    | 28.000                                                | 932.400.000                                | 840 »                                          | »                                    | »                                                     | 34.411.720                      |
| —          | 50.001 à                 | 100.000                              | 240.680                      | 71.000                                                | 512.000.000                                | 2.150 »                                        | 4 0/10                               | 45 20                                                 | 36.921.920                      |
| —          | 100.001 à                | 250.000                              | 155.715                      | 160.000                                               | 755.900.000                                | 4.800 »                                        | 5                                    | 100                                                   | 53.049.485                      |
| —          | 250.001 à                | 500.000                              | 54.180                       | 357.753                                               | 381.000.000                                | 10.740 »                                       | 6                                    | 596                                                   | 27.045.250                      |
| —          | 500.001 à                | 1.000.000                            | 25.340                       | 680.000                                               | 517.110.000                                | 20.400 »                                       | 7                                    | 1.358                                                 | 24.759.902                      |
| —          | 1.000.001 à              | 2.000.000                            | 10.885                       | 1.447.000                                             | 472.500.000                                | 45.410 »                                       | 8                                    | 5.592                                                 | 32.759.000                      |
| —          | 2.000.001 à              | 5.000.000                            | 4.505                        | 2.875.750                                             | 571.400.000                                | 86.300 »                                       | 9                                    | 7.677                                                 |                                 |
| —          | 5.000.001 à              | 10.000.000                           | 1.255                        | 7.217.400                                             | 241.770.000                                | 216.550 »                                      | 10                                   | 21.550                                                |                                 |
| —          | 10.000.001 à             | 50.000.000                           | 365                          | 7.508.898.040                                         | 925.270.000                                | 620.585 »                                      | 11                                   | 68.154                                                |                                 |
| —          | 50.000.000 et au-dessus. | 105                                  | 8.566.028.950                | 85.000.000                                            | 257.000.000                                | 2.600.000 »                                    | 12                                   | 511.800                                               |                                 |
|            |                          |                                      |                              |                                                       | 5.553.808.000                              |                                                |                                      |                                                       |                                 |

(1) Cette catégorie de 10.000 à 50.000 francs renferme un certain nombre de propriétaires possédant un revenu supérieur à 1.000 francs. Le document de l'Enregistrement, que nous avons sous les yeux, ne permet pas d'en déterminer actuellement l'importance. Il y aurait donc, de ce chef, un ensemble de revenus donnant lieu à la perception d'un impôt assez considérable qui s'ajouterait à celui déterminé par le tableau. Remarquons, du reste, que le revenu de base à ces calculs, est certainement un peu inférieur au revenu réel. Mais en faisant bénéficier chaque catégorie du taux inférieur appliqué aux catégories à revenus moins élevés, ainsi que nous l'avons dit pour l'impôt sur le capital, on a sur le produit de l'impôt une réduction d'environ 60 millions; d'où l'impôt produit serait de 200 millions en chiffres ronds, au minimum.

sans aucune charge exagérée pour personne, pas même pour les possesseurs des fortunes excédant 50 ou 100 millions.

En sorte que l'impôt sur le capital respecterait toutes les petites fortunes en formation et toutes celles qui existent actuellement, puisque à dix mille francs même de capital, le contribuable n'aurait que dix francs à payer. Aujourd'hui, il est bien heureux quand il en est quitte pour 100 francs ou même 150 ou 200.

Quant à l'impôt sur le revenu du capital, qui est évalué à 5.534 millions, il fournirait 262 millions sans toucher au revenu inférieur à 1.250 francs et sans dépasser 12 pour 100 sur les revenus les plus élevés donnant en moyenne 83 millions.

Le revenu du travail fourni par 10.300.000 travailleurs a été calculé au minimum 15 milliards par an. Il donnerait en impôt 355 millions et n'atteindrait le revenu que dans la proportion de 1 pour 100, au-dessus de 1.250 francs ; et sans dépasser 25 pour 100 sur les revenus du travail donnant en moyenne 14 millions par an.

En réunissant ces trois sources de revenus on aurait un chiffre d'impôts égal ou même supérieur aux impôts à remplacer ; et on obtiendrait dans ses grandes lignes la réforme proposée : tous les capitaux inférieurs à 10.000 francs, tous les revenus inférieurs à 1.250 francs seraient exempts ; et la progression, en ménageant les premiers degrés de la richesse, laisserait aux grosses fortunes et aux gros revenus une part largement suffisante pour satisfaire leur manie de collectionner des millions<sup>(1)</sup>.

Au surplus, je présente ici les tableaux qui justifient l'exactitude des calculs, en faisant remarquer que les données en revenu et en capital sont certainement inférieures à la réalité. Nous avons dit plus haut que les statistiques préparées par les économistes portent la richesse totale à plus de 200 milliards, et les revenus du travail au moins à 17 milliards.

Dans les calculs qui précèdent on a compris que l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières s'appliquerait à toutes les valeurs de quelque nature qu'elles soient, notamment aux valeurs étrangères et à la rente française.

A ce sujet, il s'est élevé une discussion sur la légitimité de l'impôt sur la rente et sur les difficultés d'application en ce qui concerne les valeurs étrangères.

(1) L'impôt progressif sur le capital et le revenu (Alcan, 1906).

La question de l'impôt sur la rente paraît simplement mal posée. On comprend qu'à l'époque où l'État a pris l'engagement de ne pas imposer la rente, il s'agissait d'une situation tout à fait exceptionnelle, en pleine révolution. Les porteurs de la rente subissaient sur le capital et sur le revenu une perte des deux tiers et on leur remettait en échange de leurs titres un nouveau certificat, réduit à ce qu'on a appelé le tiers consolidé — et pour les consoler, sans doute, l'État leur a garanti que leur créance ainsi réduite ne serait jamais frappée d'impôt.

Aujourd'hui, il n'est pas question de réduire le capital, ni même directement le coupon de la rente, même entre les mains de ceux qui, à différentes époques, et, notamment, en 1871, 72 et 73, l'ont acquis pour des sommes très inférieures et à un taux qui serait traité d'usuraire s'il s'agissait d'une convention entre particuliers. Aujourd'hui, le porteur d'un titre de trois mille francs de rente, par exemple, valant environ 95.000 francs, possède un titre pour lequel lui ou ses auteurs ont déboursé à peine 80.000 francs ; et s'il n'avait pas accepté, volontairement du reste, les différentes conversions successives qu'on lui a proposées, son titre vaudrait même 150.000 francs. Il a donc, en réalité, profité dans une large mesure de l'état critique dans lequel se trouvait son débiteur, l'État, qui n'a pas reçu au début de la convention l'équivalent du capital que représente aujourd'hui le titre.

Nous savons bien que les porteurs actuels ne sont pas les héritiers des souscripteurs primitifs, mais ils n'en sont pas moins les ayants droit. Avec l'exemption à la base, que je propose, il y a encore une atténuation du prétendu tort que l'État ferait à ses créanciers, puisqu'on prétend que les rentiers de l'État ayant moins de 1.250 francs de revenu en rentes où peut figurer la rente sur l'État sont très nombreux, ce qui les exempte de tout impôt.

Ce ne sont peut-être pas là des arguments de droit rigoureux, mais on considère que la rente sur l'État est peut-être la mieux garantie de toutes les valeurs ; que dans tous les autres pays le coupon est même directement atteint par l'impôt ; qu'en France, où les impôts ont acquis un poids écrasant pour le travail, il est juste de les répartir sur tous les revenus, surtout sur ceux qui ne demandent aucun travail. Avec l'exemption à la base, les 14 millions qui atteindraient tous les rentiers de l'État n'en atteindront peut-être même pas la moitié, surtout si



l'on tient compte des titres appartenant aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux communes et autres personnes morales de cette nature(1).

En fait, l'impôt sur la rente atteindra bien moins le crédit de l'État que l'impôt sur l'agriculture, qui nuit à la source la plus féconde de la richesse publique.

A un point de vue général, certains économistes ont critiqué à juste titre l'imprévoyance des gouvernants qui, pour faire mousser la puissance financière du pays, et peut-être aussi leur réputation d'habiles administrateurs, ont sous-entendu une clause aussi inutile que celle-là quand personne n'y prêtait attention et que l'État avait si peu besoin de cette disposition que les emprunts étaient couverts 20, 30 et 40 fois. Les emprunts, après la guerre, ont été faits d'une manière si maladroite et ont profité si bien à la spéculation, qu'ils ont coûté, en définitive, à la nation, au lieu des 5 milliards payés à la Prusse, près de 6 milliards.

Si l'on veut se faire une idée nette de la situation, il suffit de comparer la valeur et le produit de la terre avec la valeur et le produit de la rente. Chaque année on constate la diminuation de la valeur des terres cultivées, à tel point que, dans certaines contrées, elles ont perdu du tiers à la moitié de leur valeur et même davantage, et qu'il est même souvent impossible de les louer pour un prix qui soit le double de l'impôt, c'est-à-dire que l'impôt en absorbe 50 pour 100. En regard de ce phénomène, la rente qui se capitalisait à 70 francs pour 3 francs se capitalise à 95.

On en pourrait logiquement conclure que si ce mouvement

(1) Au surplus, la statistique établit que les titres de rente supérieurs à 500 francs sont au nombre de 76.071, et que les titres inférieurs à 500 francs sont au nombre de 2.965.351. Ces derniers appartiennent à une foule de petits rentiers et ne comportent en grande partie que des titres inférieurs à 50 francs. Toute cette catégorie de rentiers ne payera aucun impôt sur la rente, si son revenu total est inférieur à la somme exemptée, d'après le système que nous demandons. On peut donc dire qu'il n'y a pas impôt sur la rente, seulement la rente ne dispense pas de l'impôt dans le cas indiqué. Alors, pourquoi tant de journaux à la solde de la féodalité financière poussent-ils des gémissements si intéressés sur le sort des petits rentiers? C'est un peu trop compter sur l'ignorance ou l'imbécillité du public que de présenter de semblables arguments. En fait, le projet ministériel a fait une faute en ne comprenant pas dans l'exemption le revenu du petit capitaliste. Les amendements déjà proposés corrigeront cette erreur au moment de la discussion à la Chambre.

continue, et il continuera si l'on n'y porte remède, chacun aura intérêt à vendre ses terres pour acheter de la rente; mais alors qui paiera l'intérêt de la rente? car le milliard que l'État paye chaque année aux rentiers ne tombe pas de la lune; il est fatalement prélevé sur le produit du sol. Il constitue une terrible hypothèque sur nos 40 millions d'hectares plus ou moins cultivés.

Il faut, dit-on, que l'État ait un grand crédit pour pouvoir emprunter. Depuis quand le crédit de l'État n'est-il pas le même que celui de la nation? N'a-t-on pas constaté maintes fois que ce prétendu crédit du Gouvernement est précisément l'un des grands dangers que puisse courir une nation, surtout quand la population, comme chez nous, est d'une ignorance inquiétante de la saine économie financière et que nos féodaux peuvent impunément exploiter sa crédulité?

Au lieu de ce crédit factice et illusoire de l'État, surtout quand il est gouverné par un Parlement sans contrôle, dominé par les puissances de l'argent, il serait plus sage, plus prudent, de s'imposer une limite à ces emprunts continuels, en faisant payer de suite par un surcroît d'impôt sur la génération qui a voté les dépenses. Ce serait plus juste que de charger l'avenir inconnu de les solder.

Au lieu du fameux mot, que l'on n'a du reste jamais mis en pratique : « pas d'emprunts, pas d'impôts nouveaux », on pourrait dire plus sagement : « chaque sottise ou chaque erreur se traduira par des impôts immédiats ».

Si l'on avait appliqué ces idées depuis 40 ans, nous ne serions pas à la tête de la plus grosse dette du monde.

Du reste, mesurer le crédit d'un pays à la hausse barométrique de sa dette est le plus faux des calculs.

La vraie mesure de ce crédit n'est pas dans une dette, mais dans la richesse réelle créée par l'agriculture et l'industrie. C'est la population qui habite les champs, qui les cultive, et cette autre population qui produit par le travail industriel tant de choses nécessaires à la vie, ce sont ces deux classes sociales qui donnent la vraie mesure de la force et de la richesse d'une nation. Ce ne sont pas les manieurs d'argent, les pirates de la finance, qui créent la richesse; ils en tarissent, au contraire, la source, en l'accumulant dans leurs mains.

C'est de ceux-là que Tacite disait un jour : *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant*. Il n'y a que deux mots à changer pour

peindre notre société moderne d'exploiteurs et d'usuriers : *Ubi paupertatem faciunt, scientiam appellant*. Car ils ont érigé en science l'art d'accaparer les richesses créées par les autres. C'est pour eux que pond la fameuse poule aux œufs d'or, nourrie par le peuple. C'est avec ces œufs qu'ils confectionnent ces omelettes financières, autrement succulentes que la fondue de Brillat-Savarin.

On comprend que nos grands maîtres de l'ordre de la piraterie financière ne trouvent pas de leur goût une législation qui les empêcherait de tirer le vert et le sec du produit du travail national. Mais Jacques Bonhomme a fini par comprendre le rôle qu'on lui fait jouer; il demande à s'asseoir à son tour à cette table du festin que jusqu'à ce jour il a préparée pour les autres. On oublie trop ce qui s'est passé en 1790-1793. Un jour le législateur propose de mettre à la disposition de la nation les biens du clergé et de la noblesse; on a vu plus tard ce que cela signifiait. Prenons garde que les mêmes abus ne suggèrent les mêmes remèdes, pires que le mal.

. . .

L'impôt sur les valeurs étrangères a donné lieu à des discussions en quelque sorte juridiques et à certaines difficultés d'application que nous allons examiner rapidement.

Ordinairement, l'impôt est une partie du revenu prélevée au profit de l'État qui fournit le revenu. Cela paraît logique et conforme à la justice. Mais les circonstances économiques peuvent modifier l'application de ce principe. Ainsi, les Anglais frappent d'un impôt au profit de l'Angleterre les porteurs étrangers de rente anglaise, toutes les fois que la rente est susceptible par son chiffre d'être atteinte par l'income-tax. La Russie, au contraire, ne frappe d'impôt le revenu de ses rentes ni en Russie ni à l'étranger, bien que ce soit le travail russe qui fournisse le revenu nécessaire au paiement des arrérages.

En ce qui concerne le fisc français, on peut soutenir que le revenu de la rente russe, puisqu'il ne paie rien en Russie, doit être compris parmi les revenus frappés de l'impôt français. Pour la rente anglaise, on peut convenir aussi, quand elle appartient à un Français, que son revenu ne doit être frappé de l'impôt français que pour la partie non frappée par l'income-tax. On donne alors pour raison que l'impôt français doit atteindre ces

rentes étrangères, parce que c'est le travail français qui a originellement produit le capital. Lorsque l'impôt étranger atteint la rente, il arrive quelquefois que l'État étranger, débiteur de la rente, fait remise aux Français de cet impôt étranger. Dans ce cas, il paraît naturel et logique de faire payer en France l'impôt sur le revenu produit par cette rente étrangère.

Cette question de droit résolue, il reste à examiner les moyens praticables pour arriver à faire payer l'impôt français par les porteurs français de valeurs étrangères. On a proposé une entente entre les différents pays pour faire percevoir l'impôt sur ces valeurs au profit de l'État qui a droit à cet impôt, comme cela se pratique, par exemple, pour les Compagnies de chemins de fer, pour les postes, certains transports maritimes, etc. Cet arrangement international, cette sorte de *Zolverein* fiscal n'a pas encore eu lieu, bien qu'il soit favorable à chaque État. Question de rivalités nationales, de guerres possibles, peut-être de suspicions. Ce premier exemple de désarmement fiscal pourrait être le prélude d'un autre désarmement encore plus utile.

On s'est contenté jusqu'à ce jour d'impôt de timbre, d'impôt sur l'admission à la cote, etc.... Dans plusieurs pays, notamment en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, on exige la déclaration par le contribuable. Le contrôle étant très difficile, on a recours à une amende, qui, paraît-il, s'élève à cinq et même dix fois l'impôt non payé, lorsque le hasard ou des recherches quelconques ont révélé l'existence de la valeur dissimulée.

Quant aux valeurs françaises, qui sont en partie émises en titres au porteur, le contrôle est assez difficile. Sans recourir aux investigations plus ou moins inquisitoriales, on pourrait aider le contribuable à la sincérité, en frappant les coupons des valeurs au porteur d'un impôt plus élevé qu'aujourd'hui, ce qui le déciderait à transformer tous les titres en titres nominatifs. Cette transformation serait faite en titres mixtes, ce qui facilite l'encaissement du coupon. La mutation du titre ne pourrait plus se faire de la main à la main, et l'État trouverait là une ressource appréciable qui lui échappe aujourd'hui : on peut céder un million de valeurs sans aucun impôt. Cédez un million d'immeubles, le fisc vous réclame 70.000 francs, sans compter les accessoires. On n'a pas trouvé à cette différence d'autre raison que la tradition routinière de notre régime féodal. Quand nous séparera-t-on du culte de sainte Routine, patronne des Français ? Tous les genres de séparations sont donc bien difficiles chez nous !

Avec la réforme que nous réclamons au nom de la raison, de la justice, de l'humanité, les fortunes colossales des Boucicaut, des Osiris, des Rothschild, des Rockefeller, des Cécile Rhodes, des Berthe et autres de toutes nations et toutes religions, leurs richesses énormes auraient été plus utiles à l'humanité. En les réduisant même de moitié pendant leur vie par un impôt annuel de 50 pour 100, les possesseurs de ces monceaux d'or auraient encore laissé après eux des millions par centaines, pour créer les institutions, du reste utiles, qu'ils ont fondées. Et, pendant leur vie, l'autre moitié de ces millions, au lieu de s'accumuler dans leurs coffres-forts, auraient répandu, dans la masse qui travaille et qui les produit, plus de bien-être, d'aisance, plus de culture intellectuelle, même plus de moralité, dont l'absence a nui, en définitive, à la communauté tout entière pendant plusieurs générations.

Non, toutes réflexions faites, il n'y a aucune bonne raison, ni en droit ni en fait, à maintenir une législation qui produit des résultats quelquefois si monstrueux.

Combien Moïse était plus prévoyant quand il a imposé aux usuriers juifs de son temps l'obligation rigoureuse, par son fameux jubilé, de rétablir en leurs possessions ceux que la faiblesse, le malheur, l'ignorance, peut-être la paresse, avaient dépossédés de leurs biens ! La famille était reconstituée avec de nouveaux et meilleurs éléments. On ne craignait pas de faire passer l'intérêt général de la race avant l'avidité des particuliers.

Résumant ce qui précède, nous avons prouvé que l'on peut arriver à faciliter l'amélioration du sort du grand nombre par les mesures suivantes :

- 1° La suppression des impôts de consommation ;
- 2° L'exemption, ou une forte atténuation du taux de l'impôt sur les ressources reconnues indispensables à la vie ;
- 3° Une progression mesurée, mais assez élevée, du taux de l'impôt sur les revenus supérieurs, pour que le total des dépenses publiques soit couvert sans toucher au nécessaire. Solon et Montesquieu sont d'accord sur ce point ;
- 4° L'admission, dans le calcul des éléments de l'impôt, des circonstances diminuant le revenu de chaque contribuable, telles, par exemple, que les dettes, le nombre des enfants, et même les accidents climatiques qui peuvent se produire ;
- 5° L'introduction d'une certaine égalité à établir entre les im-

pôts demandés aux revenus de la richesse immobilière et à ceux de la richesse mobilière, égalité qui n'a jamais existé depuis le développement de cette dernière;

6° L'adoption d'une différence à établir dans le taux de l'impôt, suivant que le revenu est dû au travail du contribuable ou au produit du travail des autres, tels que fermage des terres, loyer des bâtiments, intérêt de l'argent;

7° Simplification des moyens de perception : réduction du nombre des cotes, au moins de moitié et des frais de perception qui sont, pour les petites cotes, supérieurs au produit (1);

8° Répression énergique de la fraude, attendu qu'il n'est pas plus permis de voler l'État que de voler un particulier.

\*  
\* \*

Comment mettre en marche le nouveau mécanisme fiscal? L'Angleterre, la Prusse et d'autres États n'ont pas trouvé d'autres moyens que la déclaration à faire par chaque contribuable, soit tous les ans, soit à des périodes plus éloignées. C'est une question d'appréciation dont la solution dépend des circonstances, des habitudes, des besoins, de la nature des richesses, du chiffre de l'impôt, etc. En France, il serait assez naturel de recourir à cette déclaration, bien que le projet ministériel ne l'exige pas, ce qui paraît le mettre en contradiction avec un système d'amendes qui n'est pas logique sans la déclaration.

Dans l'État de Neuchâtel, chaque année le contribuable doit répondre au questionnaire ci-joint. La population s'y est habituée très vite; chaque citoyen répond sans hésitation ni récrimination.

(1) Parmi nos fantaisies en matière fiscale, je trouve chaque année dans mes feuilles d'avertissement de contributions un morceau à citer. Pour un revenu de 0 fr. 08, d'un prétendu terrain qui n'existe nulle part au cadastre, je suis imposé de 0 fr. 01 dû à l'État, 0 fr. 02 à la commune de Salins, 0 fr. 05 au percepteur pour sa feuille, en tout 0 fr. 08, égal au revenu supposé. J'ai témoigné le désir de faire cesser cette plaisanterie administrative, mais pour cela il faudrait tant d'histoires et de formalités que je préfère, par économie, conserver cette dette qui sera éternelle, puisqu'elle ne repose sur rien. Une note indique du reste, que j'ai le droit de payer ces 0 fr. 08 par douzièmes.

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

LOI  
SUR  
L'IMPÔT DIRECT  
DU  
30 AVRIL 1903

Lettre \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
Commune de \_\_\_\_\_  
EXERCICE 1907

DISTRICT DE NEUCHÂTEL

D'OFFICE  
PRÉFECTURE

Déclaration pour l'impôt de M. \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_

I. Fortune.

Je déclare que mon actif immobilier estimé,  
conformément à l'article 31 de la loi sur l'impôt  
direct, s'élève à . . . . . fr. \_\_\_\_\_

Mon actif mobilier total, évalué conformément  
aux prescriptions des articles 7, 8, 9, litt. b à e,  
10 et 11, transcrits ci-contre, s'élève à. . . . . fr. \_\_\_\_\_

MON ACTIF BRUT TOTAL EST AINSI DE. . . fr. \_\_\_\_\_

Par contre, je dois :

Mon passif hypothécaire . . . fr. \_\_\_\_\_

— non garanti par hy-  
pothèque . . . . . fr. \_\_\_\_\_

Ensemble des dettes à déduire. . . . . fr. \_\_\_\_\_

MA FORTUNE NETTE EST AINSI DE. . . . . fr. \_\_\_\_\_

dont je déduis mes actions de sociétés anonymes  
et mises de fonds dans les sociétés neuchâtel-  
loises déjà imposées à teneur de l'article 12. . . fr. \_\_\_\_\_

MA FORTUNE NETTE, IMPOSABLE, EST AINSI DE  
(indiquer la somme en toutes lettres)  
\_\_\_\_\_ fr. \_\_\_\_\_

## II. Ressources.

Je déclare que mes ressources, apprécées  
selon les prescriptions des articles 13 à 15 ci-  
contre, s'élèvent à. . . . . fr. \_\_\_\_\_  
desquels je déduis, en vertu de l'article 16 de la  
loi. . . . . fr. 400 » —

ce qui réduit mes ressources imposables à. . . fr. \_\_\_\_\_

Ainsi fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 1907.

Signature du contribuable :

N. B. — *La présente déclaration, remplie et signée, doit être  
remise au Bureau communal jusqu'au \_\_\_\_\_ 1907.*

*Le contribuable est rendu spécialement attentif aux disposi-  
tions de la loi sur l'impôt direct, transcrites sur la présente for-  
mule de déclaration.*

*Le Préfet, E. STUCKI.*

---

## RENSEIGNEMENTS POUR LE CONTRIBUABLE

EXTRAIT DE LA LOI SUR L'IMPÔT DIRECT DU 30 AVRIL 1903

### A. Impôt sur les fortunes.

ART. 7. — L'impôt est dû annuellement sur les fortunes :

1° Par toute personne ayant un domicile réel ou un tuteur dans le canton, et par toutes corporations, compagnies, sociétés, associations, fondations, caisses de familles et personnes juridiques quelconques ayant leur siège dans le canton.

Sur toute la fortune que ces contribuables possèdent, soit en pleine propriété, soit en usufruit seulement, ou qu'elle soit gisante, à la seule exception des immeubles situés hors du canton.

2° Par les communes.

Sur l'actif productif net de leur fonds des ressortissants et des fonds spéciaux qui en dépendent sous déduction de la somme résultant de la capitalisation à 1 pour 100 des dépenses nettes d'assistance des ressortissants neuchâtelois.

3° Par tous hommes d'affaires, négociants, industriels, et par toutes compagnies, sociétés, associations, fondations, domiciliées ou ayant leur siège hors du canton, mais possédant un établissement industriel ou une succursale dans le canton.



Sur les capitaux affectés par ces contribuables à leur entreprise dans le canton;

4° Par toutes personnes domiciliées hors du canton et par toutes communes, corporations, compagnies, sociétés, associations, fondations, caisses de familles et personnes juridiques quelconques ayant leur siège hors du canton, et qui possèdent un immeuble ou une copropriété d'immeuble dans le canton;

Sur la valeur de cet immeuble ou de cette copropriété.

ART. 8. — Le contribuable, chef de famille, doit ajouter à sa fortune celle de ses enfants non détronqués. S'il est marié sous le régime de la communauté de biens, il doit ajouter en outre à sa fortune celle de sa femme.

La femme mariée sous un régime autre que celui de la communauté de biens doit personnellement l'impôt sur sa fortune. Dans ce cas, l'ensemble des déductions à opérer par les deux époux, conformément au dernier alinéa de l'article 10, ne peut pas dépasser 2.000.

ART. 9. — Sous la réserve énoncée à l'article 7, chiffre 4, l'impôt est dû par chaque contribuable sur son actif net.

La fortune imposable comprend, à l'exception des immeubles situés hors du canton, tout l'actif du contribuable, en quoi qu'il puisse consister, et notamment :

- a) Les immeubles par nature;
- b) Les meubles morts et vifs, soit meubles meublants, literie, linge, objets d'art, orfèvrerie, collections, approvisionnements, matériel agricole, voitures, fourrages, bétail, mobiliers industriels, ainsi que les outillages, machines et transmissions, lesquels sont, au point de vue de l'impôt, considérés comme meubles, alors même qu'ils constitueraient conformément aux dispositions de l'article 376 du Code civil, des immeubles par destination;
- c) Les marchandises, le numéraire, les créances de toute sorte, dépôts d'épargne, dépôts en banque, cédules, obligations simples, ou hypothécaires, nominatives ou au porteur, fonds publics, et tous titres de portefeuille;
- d) Les polices d'assurances sur la vie comptées au tiers du montant total des primes payées;
- e) Les actions de sociétés anonymes ou en commandite par actions, les parts de mises en fonds dans les sociétés civiles et dans les sociétés en nom collectif et en commandite simple, ainsi que dans les associations et autres sociétés, à moins que l'impôt ne soit déjà payé sur cette catégorie de biens par les sociétés et associations, à teneur de l'article 12 ci-après, alinéa 2.

ART. 10 et 31. — Pour l'évaluation des biens imposables, on observe les règles suivantes :

L'estimation des immeubles est faite en prenant avant tout pour base le rendement des immeubles; il est également tenu compte de leur situation, de leur valeur commerciale, et, pour les bâtiments, du chiffre de l'assurance.

Dans la règle, les terrains cultivables de même nature et de valeur intrinsèque sensiblement égale, situés dans le même périmètre, sont appréciés tous à un prix moyen, sans égard pour les différences de valeur pouvant exister entre eux, en raison de leur état plus ou moins bon d'entretien et de culture.

En ce qui concerne les forêts et les pâturages boisés, il doit être tenu compte d'une part, de la valeur du sol, d'autre part, de l'état du peuplement en bois et de la puissance de production calculée suivant les exigences d'un aménagement rationnel et conforme aux règles admises en sylviculture.

Il est tenu compte, dans l'évaluation d'un immeuble industriel qui est au bénéfice d'une concession hydraulique, de l'augmentation de valeur procurée de ce fait, à l'immeuble.

Les marchandises, les approvisionnements et le bétail sont appréciés à leur valeur vénale, c'est-à-dire à leur valeur commerciale.

Les actions, obligations et titres de portefeuille sont estimés au premier cours de l'année courante.

Les autres créances sont comptées en pair, à moins que par suite de la solvabilité notoirement douteuse ou de l'insolvabilité complète du débiteur, il n'y ait lieu de les considérer comme partiellement ou totalement perdues. Dans ce cas, leur évaluation subit une réduction proportionnelle.

La valeur imposable des meubles meublants, literie, linge, objets d'art, orfèvrerie, collections, matériel agricole, voitures, mobiliers industriels, outillages, machines et transmissions est fixée, dans la règle, au cinquante pour cent du chiffre d'assurance contre l'incendie.

Toutefois, les mobiliers dont la valeur imposable ne dépasse pas 2.000 francs sont exonérés de tout impôt. Ceux d'une valeur imposable supérieure à ce chiffre sont imposés seulement sur l'excédent.

**ART. 11.** — La valeur nette de la fortune du contribuable domicilié dans le canton est seule soumise à l'impôt. En conséquence, les dettes sont déduites de la valeur totale des biens spécifiés à l'article 9. La différence forme la fortune imposable.

Si le contribuable possède des immeubles situés hors du canton, il est fait une répartition proportionnelle de son passif total entre lesdits immeubles et sa fortune brute imposable aux termes de l'article 7, chiffre 1, et de l'article 9 de la présente loi; la portion de passif attribuée à cette dernière catégorie de biens est seule défalquée de la valeur de ceux-ci, pour fixer le chiffre de l'actif net imposable.

Le contribuable qui fait le service d'une rente soumise à l'impôt sur

ressources est autorisé à déduire de sa fortune le trente pour cent du capital consacré à ce service. Mais il ne peut faire cette déduction si la rente n'est pas soumise à l'impôt dans le canton.

ART. 12. — L'actif imposable des sociétés et associations contribuable dans le canton est établi conformément aux prescriptions des articles 10 et 11, mais les fonds de réserve statutaires ou supplémentaires, et les mises en fonds des associés ou sociétaires, les commandites, le capital-actions, les parts de propriétés ne sont pas considérés comme constituant un passif et ne sont par conséquent pas déduits de l'actif imposable.

D'autre part, les contribuables intéressés à celle des sociétés ou associations désignées dans l'alinéa précédent, qui ont leur siège principal dans le canton, ne doivent pas personnellement d'impôt sur les valeurs qu'ils y ont engagées à titre d'associés, sociétaires ou commanditaires et ne sont en conséquence pas tenus de comprendre ces valeurs dans leur actif imposable.

#### B. Impôt sur les ressources.

ART. 13. — L'impôt sur les ressources, distinct de celui sur les fortunes, est dû annuellement;

1° Par toutes personnes domiciliées dans le canton, âgées de vingt ans révolus au 1<sup>er</sup> janvier, ou émancipées par jugement ou par mariage, sur les ressources provenant :

a) De tout traitement, émolument, honoraire ou salaire gagné dans les professions libérales ou manuelles et dans les divers métiers, ou provenant de toute occupation accessoire;

b) De tout tantième, casuel, jeton de présence, gratification reçue en complément d'un traitement ou d'un salaire, produit de fonctions accessoires salariées ou de leçons particulières, gain réalisé sur des pensionnaires;

c) De prestations en nature reçues soit à titre gracieux, les cas d'aumônes et d'assistance réservés, soit à titre de traitement, d'honoraire ou de salaire, comme logement, entretien, chauffage, éclairage, blanchissage;

d) De toute rente et pension.

2° Par toutes personnes domiciliées dans le canton et par les corporations, compagnies, sociétés, associations, fondations, caisses de familles et personnes et juridiques quelconques ayant leur siège dans le canton :

a) Sur le produit net de tout commerce, de toute industrie et de toute exploitation agricole;

b) Sur le produit net de leurs immeubles situés à l'étranger.

3° Par tous hommes d'affaires, négociants, industriels et par toutes

corporations, compagnies, sociétés, associations, fondations et personnes juridiques quelconques, domiciliées ou ayant leur siège hors du canton, mais possédant un établissement industriel ou une succursale dans le canton.

Sur le produit net des affaires traitées dans le canton par ces contribuables.

Pour ceux des contribuables de cette catégorie qui pratiquent dans le canton uniquement des opérations de fabrication ou d'achat, ne se traduisant pas par des bénéfices appréciables en argent, il est fait entre leur siège principal et leur établissement dans le canton une répartition équitable des bénéfices résultant de l'ensemble de leurs opérations.

ART. 14. — Le contribuable chef de ménage doit ajouter à ses ressources le produit du travail de sa femme.

La femme mariée sous un régime autre que celui de la communauté de biens doit personnellement l'impôt sur ses ressources.

Dans ce cas, les déductions autorisées à l'article 16 profitent pour moitié au mari, et pour moitié à la femme.

ART. 15. — Dans le calcul de leurs bénéfices nets imposables, les contribuables désignés à l'article 13 sont autorisés à déduire des bénéfices bruts réalisés dans leur commerce, leur industrie, leur exploitation, ou l'exercice de leur profession :

a) Les frais généraux, calculés conformément aux usages du commerce et de l'industrie;

b) La rémunération équitable des capitaux engagés, qui sont déjà soumis à l'impôt sur la fortune, le taux de cette rémunération ne pouvant en aucun cas dépasser le 4 pour 100 par an.

ART. 16. — Aucun contribuable n'a le droit de déduire du produit net de son travail, de son industrie, de son commerce ou de son exploitation agricole, en vue du calcul de ses ressources imposables, les prélèvements qu'il peut avoir faits pour les besoins de son ménage, ou la valeur des prestations en nature faites par son exploitation, pour son ménage.

Pour la fixation de la somme nette soumise à l'impôt, les seules déductions autorisées des ressources du contribuable, quelle que soit d'ailleurs l'importance des frais de son ménage, sont les suivantes :

Fr. 400 par contribuable célibataire ou veuf sans enfants;

Fr. 600 par contribuable chef de famille, et 200 fr. pour chacun des enfants âgés de moins de 18 ans, qui existaient au 1<sup>er</sup> janvier de l'année.

Le contribuable qui justifie entretenir un ou plusieurs enfants orphelins ou abandonnés, âgés de moins de 18 ans, peut aussi déduire de ses ressources une somme de 200 fr. par enfant ainsi entretenu.

Cependant, le cas d'indigence excepté, ces déductions ne dispensent

pas le contribuable de payer un impôt personnel de un franc, considéré comme un minimum de contribution aux services publics.

Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux personnes juridiques, ni aux contribuables externes (articles 13, chiffres 2 et 3).

### C. Dispositions diverses.

ART. 41. — La déclaration, signée par le contribuable, par son mandataire ou par son représentant légal, doit être remise au Conseil communal dans le délai de 14 jours dès la date de la réception.

Dans les localités qui sont le siège d'une préfecture, la déclaration est remise directement à la préfecture.

ART. 42. — La taxe du contribuable qui ne remet pas, dans le délai prescrit, sa déclaration remplie conformément aux dispositions des articles 40 et 41, est fixée, pour l'année, souverainement par la Commission, et, dans la règle, cette taxe majore de 10 pour 100 au moins celle de l'année précédente.

ART. 58. — Le contribuable qui n'a pas fait sa déclaration dans le délai fixé à l'article 41 est privé, pour l'année, de tout droit de recours.

ART. 60. — Le contribuable qui n'a pas payé l'impôt sur la totalité de sa fortune, et de ses ressources imposables est tenu, alors même qu'il n'aurait pas fait de déclaration, de payer un supplément de contribution égal au montant de la valeur dont il a ainsi bénéficié, et il est passible en outre d'une amende s'élevant à cinq fois le montant des insuffisances constatées.

..

Autre objection : Comment faire fonctionner les budgets des communes et des départements, puisqu'ils sont compris en partie dans la réforme d'impôts générale?

En Prusse, l'État leur abandonne les impôts locaux qu'il percevait précédemment. A Neuchâtel, le budget communal est basé sur les mêmes données et les mêmes éléments que le budget cantonal.

Ailleurs, on a laissé les communes ou les cercles administratifs arranger leurs impôts comme ils l'entendaient, sous un contrôle directeur.

Chez nous, on pourra examiner s'il ne conviendrait pas de faire prélever sur le budget national, au profit de chaque commune et de chaque département, une part égale à ce qu'il perçoit

aujourd'hui sur l'impôt général. Ce serait facile, puisque les prévisions des impôts à remplacer indiqués plus haut comprennent les impôts des communes et des départements. Il est juste que l'État leur en tienne compte dans la mesure actuelle. A l'avenir, si les communes et les départements modifient leurs budgets, la législation leur donnera la faculté d'y pourvoir comme ils l'entendront, sous la direction du pouvoir administratif supérieur, notamment du Conseil général. La Suisse nous donne un exemple intéressant du concours du budget fédéral au profit des cantons ou des communes, dans les cas analogues à la situation créée chez nous par la réforme proposée.

### III

#### Critique du projet ministériel.

Voyons maintenant comment le projet ministériel entend substituer l'impôt sur le revenu et sur la richesse à l'impôt sur l'absence de revenu et de richesse, et si ce projet répond à l'idée que nous nous faisons d'une méthode plus favorable au travail et à la petite propriété.

On peut tout d'abord adresser à ce projet le reproche de n'être pas franchement progressif sur l'impôt global, et de ne pas comprendre, parmi les impôts à remplacer, la totalité des impôts de consommation, qui sont payés pour la plus grande partie précisément par la classe qu'il s'agit de soulager, en conservant les seuls impôts frappant l'alcool, le tabac et les douanes.

La proportionnalité de l'impôt est favorable surtout aux possesseurs de très grandes fortunes mobilières et immobilières. Ce sont eux qui s'insurgent avec le plus d'ardeur contre l'impôt progressif global, en ayant l'air de vouloir protéger surtout les petites fortunes. Le grand public et les gens sensés ne se trompent pas sur le motif de cette opposition. La proportion se comprend bien dans les États où les fortunes sont à peu près égales; mais, nous sommes loin du temps où la terre de Chanaan fut distribuée entre les Hébreux d'une manière à peu près égale, par un législateur prévoyant. Aujourd'hui, si Moïse revenait sur la terre, à la vue de ce qu'on a fait de ses institutions, il pourrait bien se livrer encore à un de ces accès de sainte colère qui lui a fait briser les tables de la Loi en descendant du Sinaï, tellement l'avait indigné le culte du Veau d'Or.

Actuellement, nous avons chez nous sur la population totale au moins 70 pour 100 de miséreux, n'ayant guère que le faible produit de leur travail pour vivre au jour le jour ; 20 pour 100 de toute petite aisance, avec un capital très restreint s'ajoutant au produit du travail ; 6 pour 100 de grande aisance, et 4 pour 100 de fortunes énormes, quelques-unes même qualifiées de mondiales. Et, nous ne voyons pas qu'au milieu de cette distribution si inégale de la richesse cette fameuse proportionnalité de l'impôt est un contresens, une absurdité, une injustice criante aux yeux de ceux qui ne sont pas aveuglés par l'égoïsme et la cupidité. Nous ne voulons pas comprendre qu'il est plus facile et moins onéreux, pour le possesseur de 100.000 francs de rente, de payer 15 pour 100, d'un million de rente de payer 20 pour 100, qu'au petit propriétaire ou ouvrier, n'ayant que le nécessaire, de payer même 5 pour 100 de son insuffisant revenu : et, cependant, c'est lui qui paie d'après la progression la plus certaine, comme je l'ai démontré. M. Colson, conseiller d'État, a parfaitement constaté l'injustice même de la proportion, quand il a écrit dans son cours d'Économie politique : « Pour les malheureux qui ont à peine de quoi vivre, pour les ménages modestes, un impôt de 150 francs sur un revenu de 1.000 francs représente une charge à peu près intolérable. Même dans les pays moins taxés que la France, où la proportion des impôts serait seulement de 10 pour 100, un pareil prélèvement sur les petits revenus serait encore bien difficilement admissible. Si bas que descende le taux de l'impôt, on ne pourra jamais l'exiger des misérables. » Or, ce sont ceux-là seuls qui, aujourd'hui, subissent l'impôt sur une échelle progressive.

Faire payer l'impôt à la première somme de 100 francs de revenu est une erreur économique. Le projet ministériel l'a commise, en n'exemptant pas le revenu du petit capital jusqu'à une certaine somme, qui pourrait être, par exemple, la moitié de ce qu'est l'exemption pour le revenu du travail : 600 francs, et 1.200 francs, suivant la résidence. On ne voit pas, en effet, comment l'enfant mineur, la veuve, ou l'homme chargé de famille ou de dettes, pourrait, sans diminuer sa ration de pain, payer un impôt quelconque sur quelques 100 francs de revenu, provenant même d'un capital. Je sais bien, comme on l'a dit, qu'il peut entamer son capital, mais, c'est cela aussi qu'une législation prévoyante doit empêcher à tout prix.

Si, au revenu provenant d'un capital, le possesseur ajoute un

revenu de son travail, le tout serait additionné, et l'impôt serait exigible sur l'excédent des 1.250 francs ou des 2.500 francs.

Entrons maintenant dans l'examen des dispositions du projet :

L'article premier se propose de remplacer seulement les impôts des immeubles, des patentes et de la contribution personnelle-mobilière.

Nous avons indiqué précédemment qu'il est indispensable d'ajouter à cette catégorie d'impôts ceux qui frappent les objets de consommation, les plus lourds pour les familles pauvres et les familles nombreuses.

Sous les articles 3 à 6 sept catégories de revenus sont frappées d'un impôt s'élevant à 4 pour 100, 3,50 pour 100 et 3 pour 200, suivant leur nature.

Sous les articles 7 à 18, l'assiette de l'impôt est désignée dans deux catégories : propriétés bâties et non bâties. Quelques observations sont à faire à ce sujet : l'article 7 exempte d'impôt les propriétés bâties improductives de revenus. Je connais un propriétaire qui possède six châteaux dont un seul est habité par lui et représente ainsi un revenu : les autres châteaux et leurs dépendances ne sont habités que par des gardiens qui, naturellement, ne paient rien au propriétaire ; ils sont donc sans revenus, et présentent un capital de plusieurs millions affecté à leur construction. Ici se manifeste l'omission grave d'avoir oublié dans la loi la catégorie considérable des richesses sans revenu appréciable en argent. Il existe en France plusieurs milliards de valeurs représentées ainsi par des constructions de luxe, des collections artistiques considérables, qui échappent ainsi à tout impôt, et qui même, pour les châteaux et le mobilier, vont se trouver dégrevés de l'impôt, qu'ils paient du reste assez arbitrairement sous le nom d'impôts fonciers, portes et fenêtres, personnelle et mobilière.

Presque dans tous les autres États, cette fraction considérable de la richesse publique est touchée par l'impôt qui varie de 1 à 3 pour 1.000, et qui dégrève d'autant le chiffre total des impôts frappant le travail.

Sous l'article 10, si l'on craint l'influence de la politique en matière fiscale (je crois que l'on a raison de la craindre...), la désignation du préfet pour le choix des cinq propriétaires, formant la Commission accompagnant le percepteur et le maire, n'est pas heureuse. Cette nomination et ce contrôle seraient faits avec plus d'impartialité par des fonctionnaires de l'ordre pure-



ment financier, qui s'ajouteraient, pour compléter les renseignements déjà possédés, tels citoyens de leur choix. Nous verrons plus loin du reste que la déclaration à faire par le contribuable, sous des peines sévères en cas de fraude, est un élément de sincérité qui laissera peu de place aux inquisitions avec lesquelles les millionnaires et leurs journaux veulent effrayer les ignorants et ceux qui tiennent par intérêt à être effrayés (1).

L'article 14 porte que les évaluations sont revisées tous les dix ans. En matière forestière notamment, et après une coupe totale, l'évaluation devrait être modifiée. On échapperait du reste à toute objection en demandant chaque année au contribuable, comme dans plusieurs États et notamment en Suisse, une déclaration de son capital et de son revenu.

Sous l'article 16, les dégrèvements insignifiants, proposés pour les petits revenus de 300, 400 et 500 francs, donneraient plus de temps à perdre aux agents qu'ils ne vaudraient aux contribuables de diminutions d'impôts.

Je dis plus haut que ces petits revenus d'immeubles doivent figurer dans l'exemption jusqu'à 600 francs au moins. Cette exemption éviterait, en outre, la pénalité singulière de l'article 18, qui fait passer en police correctionnelle, avec amende de 200 à 400 francs, un petit propriétaire qui aurait trompé ou se serait trompé d'une somme sans importance dans les déclarations à faire pour obtenir un dégrèvement illusoire. Personne n'aura l'idée plutôt bizarre de se faire dégrever de quelque vingt sols, avec la perspective de passer en police correctionnelle s'il s'est trompé de quelques francs dans son évaluation. Dans cet ordre d'idées, c'est au bain sans doute que l'on condamnera le millionnaire qui, lui, se sera trompé ou aura trompé peut-être pour quelques centaines de mille francs d'impôts.

Sous les articles 19 à 31, le projet désigne le revenu des diffé-

(1) On fait grand bruit de la critique de l'Impôt sur le revenu par les Chambres de Commerce. Elles représentent l'intérêt du haut commerce, c'est-à-dire du commerce à millions et dizaines de millions. On pourrait pousser la naïveté jusqu'à consulter aussi les 20.000 millionnaires et multimillionnaires dénombrés par M. de Neymark parmi nos contribuables. On leur dirait : « Vous plait-il, messieurs, de payer un peu plus d'impôts, afin de soulager les travailleurs qui créent vos richesses et qui n'ont que le nécessaire ». Pour remplacer cette sorte de referendum adressé aux millionnaires, je le proposerais plus volontiers aux 5 ou 6 millions de contribuables, petits commerçants et petits propriétaires, victimes de notre système actuel.

rents capitaux mobiliers donnant lieu à l'impôt. C'est dans cette énumération que se trouvent les revenus des rentes, créances hypothécaires et autres valeurs de cette nature.

L'article 20 affranchit de l'impôt les sommes inscrites sur les livrets de caisse d'épargne et les créances hypothécaires du Crédit Foncier. Cette exemption n'est pas logique, en ce qui concerne les obligations du Crédit Foncier et sociétés analogues. Comme je l'ai dit plus haut, le capital de ces valeurs est formé par le revenu, déduction faite de l'impôt payé par le coupon. Une famille de dix personnes pourra placer à la caisse d'épargne 15.000 francs, pour se dispenser de payer un impôt quelconque. L'impôt personnel avec exemption à la base dispenserait de tous ces détails et surtout des complications apportées par l'article 21.

Le comble des complications est donné par l'article 23. On n'en sortira que par la déclaration à faire, sous peine d'amende sévère, par les possesseurs de créances hypothécaires, chirographaires, privilégiées, de cautionnements, etc. Comment imaginer que le contribuable ayant quelquefois une centaine de créances hypothécaires et autres, souvent de peu d'importance chacune, pourra être astreint à posséder une collection de timbres pour chaque quittance qu'il donnera. Ces timbres seront-ils proportionnels, progressifs, ou fixes comme nos timbres de 10 centimes, qu'on devrait déjà supprimer.

Les articles 24, 25 à 28 sont littéralement inapplicables; il n'y a rien de pareil, même en Prusse. Supprimons donc toutes ces vexations inutiles qui s'exposent si bien à la critique; remplaçons-les par la déclaration avec amende énergique, et disons simplement aux contribuables : Soyez sincères, soyez honnêtes, pour votre propre intérêt; votre fraude serait mise à jour tôt ou tard.

Les poursuites en police correctionnelle prévues par l'article 30 pourraient être remplacées, comme dans les autres législations en pareille matière, par des jugements civils établissant la fraude et donnant lieu à la perception d'une amende égale à dix fois l'impôt non payé, et cela sans prescription avant trente ans. Une disposition analogue suffit dans les autres législations. On a constaté partout que des amendes s'élevant quelquefois à des centaines de mille francs, et même à des millions, ont vite fait comprendre aux maniaques de la fraude qu'il valait mieux payer honnêtement ses impôts que de payer honteuse-

ment des amendes. Tous les actes inévitables de la vie civile finissent toujours par faire découvrir ces fraudes.

Les articles 32 à 39 indiquent la méthode à suivre pour déterminer les revenus des établissements industriels et du commerce.

Là encore, l'intervention des commissaires *nommés par le préfet* est fâcheuse: on peut soupçonner l'influence politique, et l'ingérence de compatriotes peut être accusée d'hostilité ou de faveur. La déclaration du contribuable, sous la peine d'une amende, dont la prescription est prolongée jusqu'à trente ans dans certains États, a produit un effet salutaire.

L'examen de la déclaration est fait par les agents du fisc seuls. Comment condamner à une amende un industriel dont l'impôt est fixé par les agents de l'État, s'il n'y a pas une déclaration? Comment condamner un homme pour n'avoir pas répondu à une question qu'on ne lui a pas posée?

Sur les articles 40 à 42, bénéfices agricoles, une question se présente. L'impôt, dit l'article, est commun au métayer-fermier et au métayer-propriétaire. Cette disposition paraît contraire au principe précédemment émis par la loi, qui n'admet pas d'exemption sur le revenu d'un capital. Supposons un revenu de 2.500 fr., ce qui donne pour chacun des métayers 1.250 francs. Le fermier n'aurait rien à payer, et le propriétaire, tout à payer, au contraire sur 1.250 francs. Il n'y a donc pas d'impôt commun. Autre question: le domaine donnant 2.500 francs est exploité par le propriétaire lui-même. La moitié, ou 1.250 francs, est due à son travail; les autres 1.250 francs sont la valeur locative. Aura-t-il à payer sur 2.500 ou sur 1.250? M. Milcent a proposé de diminuer le taux de l'impôt pour le propriétaire *qui cultive lui-même ses terres*. Ce serait bien le cas d'appliquer ici cette excellente idée.

Articles 43 à 50: traitements, salaires, pensions, rentes viagères.

Ces articles énumèrent avec de grands détails les conditions nécessaires pour le calcul du revenu imposable. Il semble que la déclaration du contribuable remplacerait avantageusement le mécanisme des dispositions indiquées. Les agents auront tous les moyens ordinaires de vérifier si la déclaration est sincère. Le contribuable aura le moyen de discuter avec les agents sans attendre la signification du rôle qui entrainerait la réclamation contentieuse.

Articles 51 à 55: bénéfices des professions libérales. Ces arti-

cles exigent la déclaration pour un cas particulier; pourquoi ne pas l'étendre à tous les autres? La pénalité du double est insuffisante; la prescription de 5 ans est trop courte. C'est ici que les adversaires de la réforme invoquent les plus grandes difficultés. Comment, dit-on, connaître le produit d'une étude d'avoué ou de notaire, d'un cabinet d'avocat ou de médecin? Ici, il faut évidemment la déclaration du contribuable, et, si la déclaration n'est pas faite dans le mois de janvier, le contrôleur détermine d'office le revenu imposable; si l'impôt, soit sur déclaration, soit sur évaluation d'office, est inférieur à celui qui est dû, le fraudeur est condamné à payer une cotisation égale au montant des sommes dont le Trésor a été privé, sans remonter au delà de 5 ans. Ici, il n'y a pas même de pénalité, et c'est le cas où elle devrait être appliquée, précisément à cause de la facilité de la dissimulation. Pourquoi tant de ménagements envers des fraudeurs sur les impôts, tandis que des malheureux, autres fraudeurs sur l'alcool, les allumettes, la poudre, subissent des mois de prison et des amendes cent fois supérieures à l'impôt non payé. Suffit-il d'être plus riche ou plus intelligent quand, en bonne justice, la circonstance est plutôt aggravante? On dirait que certaines fonctions ont, par privilège, une sorte de droit acquis à la fraude, par prescription, sans doute.

Les adversaires de cet impôt arrivent jusqu'à faire d'avance des révélations curieuses, tant il est vrai que le mot seul d'impôt sur le revenu leur tourne la tête: Un avoué de Paris, dans un journal bien connu, déclare la loi inapplicable, arbitraire, pleine de vexations et d'abus. Son étude, dit-il, rapporte 10.000 francs par an en honoraires légaux; c'est insuffisant pour vivre. Et il touche en réalité 50 à 60.000 francs. Si les chiffres ne sont pas exagérés, en moins ou en plus, on peut croire qu'il y a de singuliers abus encore inconnus du public dans les professions judiciaires. Les états de frais doivent être taxés par le juge, ce qui est logique dans une profession officielle monopolisée. En tous cas, le fisc peut prendre bonne note dès maintenant de cet aveu. *Habemus reum confitemem*. En généralisant, on pourra admettre que le revenu officiel d'une étude d'avoué devra être multiplié par quatre ou cinq au point de vue fiscal, ce qui sera fort juste pour rétablir l'équilibre entre les revenus des diverses professions soumises à un impôt. On ne se doutait pas jusqu'à maintenant que certaines professions donnaient lieu à des revenus quatre à cinq fois plus consi-

dérables que ceux permis par la loi. Au sujet des revenus des avocats, des médecins et d'autres professions libérales, le contrôle est difficile ; cependant, certaines législations ont trouvé une preuve accusatrice au décès du fraudeur laissant un capital sans autre origine possible que l'accumulation de revenus *non déclarés*. Il arrive aussi de temps à autre qu'un procès révèle un honoraire de 100.000 francs, par exemple. Là, il n'y a pas à discuter.

Articles 56 à 58. Nous commençons ici l'étude de l'impôt complémentaire sur l'ensemble des revenus, qui donnera lieu probablement à de nombreuses observations. Si la crainte du Seigneur est le commencement de la sagesse, la crainte du millionnaire est le commencement de la faiblesse. On a reculé devant la puissance de l'argent, et l'on a trouvé juste de mettre sur la même ligne ou sous le même taux de l'impôt les petits, les moyens et les énormes revenus, et cela même quelquefois avec des contradictions. Ainsi, à 100.000 francs de revenus, l'impôt ordinaire sera de 4.000, et l'impôt complémentaire de 3.550, soit au total 7.550 francs. A partir de ce chiffre, quelle que soit l'augmentation du revenu, l'impôt complémentaire reste toujours fixé à 4 pour 100 ou 40 francs par 1.000. Or, il est évident qu'à un million de revenus, par exemple, il serait parfaitement logique et juste de faire prélever sur les 900.000 francs de différence 5 ou 6 pour 100, jusqu'au 10 ou 15 pour 100 à mesure que les millions s'ajouteraient aux millions. C'est ce qui se pratique à peu près dans tous les États qui nous entourent, pourtant moins chargés d'impôts.

Si l'on veut réellement que la réforme soit profitable au travail et à la petite propriété, et qu'il y ait à la base une exemption utile, où s'adresser pour équilibrer le budget, si ce n'est à ces énormes revenus qui, en définitive, sont dus au travail universel, car il n'est pas possible de comprendre une fonction sociale quelconque pouvant donner à un individu 10 millions de revenu annuel. On dit que si, sur 10 millions de revenu, l'État prélevait à 15 pour 100 1.500.000 d'impôt, ce prétendu travailleur irait porter sa prétendue industrie ou ses capitaux à l'étranger. Singulière objection. Ne voit-on pas que ce prélèvement de 10 millions sur le travail national, s'il est répété souvent, finit par coûter à la nation une somme formidable. Ne craignons pas les effets de cette émigration qui, du reste, n'est pas probable ; mais, si elle avait lieu, on peut compter qu'une

pareille industrie trouverait des successeurs ; elle en trouverait même par centaines qui répandraient autour d'eux, par une meilleure répartition, les produits actuellement accumulés sur la tête d'un seul, abus qui met en cause le principe même de la propriété.

On objecte encore à cette progression qu'elle favorise le développement et l'application des théories communistes ou collectivistes. On peut soutenir, au contraire, qu'elle serait le correctif des abus introduits et développés, surtout depuis 50 ans, dans le monde financier et industriel, par la puissance infinie de l'accumulation de l'argent par l'usure, l'agiotage, les trusts, les spéculations de toutes natures qui bouleversent et révolutionnent à chaque instant les conditions du travail et de la propriété honnêtes. Quant aux industriels qui ne songent qu'à accumuler des bénéfices fantastiques en imposant à leurs ouvriers des salaires de famine, ils auront un moyen bien simple d'échapper à une progression élevée ; ils diminueront l'énormité de leurs bénéfices en payant mieux leurs ouvriers.

Les articles 59 à 71 indiquent le taux du revenu complémentaire, l'assiette de cet impôt, les rôles particuliers pour la perception.

Quelques-unes de ces dispositions sont à critiquer : les membres de la Commission sont désignés par le préfet, d'après l'article 65. Nous avons déjà dit qu'il faut écarter le préfet, agent politique par excellence, de toutes les opérations fiscales, qui doivent rester absolument étrangères à la politique. Cet article parle aussi de déférer le serment à certains contribuables ; l'amende, en cas de dissimulation dans la déclaration, doit être suffisante. Cette amende, d'après l'article 69, serait le triple des sommes non payées, et la prescription serait acquise pour 10 ans. L'amende est insuffisante ; il faut la porter au moins à 10 fois l'impôt non payé et la prescription à 20 ou 30 ans.

Les articles 72 à 90 qui terminent le projet de loi s'attachent particulièrement à décrire la quotité de l'impôt et le mode d'opérer pour le recouvrement sur les valeurs françaises, coloniales et étrangères. Aux yeux d'une population qui regarde comme un droit une certaine facilité à tromper le fisc, et qui tient à conserver cette sorte de droit à la fraude qu'elle croit avoir acquis par une prescription séculaire, ces mesures sont considérées comme draconiennes et inquisitoriales. Je n'ose pas

dire qu'il faut les atténuer. Elles sont sans doute nécessaires, au moins dans les premières années de l'application de la loi. Lorsque notre mentalité en cette matière se sera modifiée et que nous aurons compris qu'il est pour tous honorable et juste de contribuer aux charges de la communauté dans la proportion et la progression légales; lorsque des amendes considérables auront été infligées, même aux intermédiaires, et qu'on aura compris que les contraventions, par une sorte de recel, engagent non seulement la réputation, mais la bourse, il est probable que la loi pourra atténuer un peu sa rigueur. C'est ce qui est arrivé pour la plupart de nos lois d'enregistrement.

..

On a rappelé que trois personnages célèbres, Lamartine, Thiers et même Proudhon, se sont montrés hostiles au système de l'impôt sur le revenu. A cette époque, la question n'était pas étudiée aussi bien qu'aujourd'hui. Nous savons qu'il est juste de mesurer l'impôt non seulement sur le revenu mathématique produit par un capital ou par le travail, mais sur la situation *personnelle et familiale* du contribuable; en réalité, c'est cette dernière condition qu'il s'agit d'introduire dans la législation.

Du reste, le budget était alors à peine d'un milliard 500 millions; la terre avait une valeur à peu près double de celle qu'elle a aujourd'hui; enfin, les valeurs mobilières ont peut-être décuplé depuis cette époque. Il s'agit de tenir compte de toutes ces circonstances.

..

En résumé, quels reproches pouvons-nous faire au projet de loi analysé plus haut ?

1° A notre point de vue, il n'a pas montré assez d'indépendance vis-à-vis la puissance financière, qui menace de plus en plus de tenir la première place dans la politique du pays. Ce n'est pas un impôt supplémentaire de 4 pour 100 sur la fortune de vingt ou trente mille capitalistes qui peut apporter à la situation des travailleurs et des petits propriétaires une amélioration suffisante. Il aurait fallu adopter franchement une progression à la fois suffisamment élevée pour diminuer la part de l'impôt frappant le travail, et, en même temps, assez modérée pour ne

pas donner lieu à des récriminations fondées. Disperser tout à fait ces grandes fortunes ou les faire émigrer aurait, au contraire, fait retomber une grande part de l'impôt sur les classes que l'on veut protéger. En Suisse, la progression atteint 5 pour 100, 7 pour 100, 8 pour 100 et 11 pour 100, suivant les divers cantons, à partir de 10.000, 20.000, 50.000 francs de revenu et au-dessus. Il n'y a eu nulle part émigration de capitaux ou de capitalistes. On a observé, au contraire, que la fortune générale s'est accrue, surtout dans les cantons à impôt progressif, à Bâle, Zurich et Vaud notamment (1).

2° On critique vivement toute déclaration à faire par le contribuable; le projet cependant n'en réclame que dans certains cas.

La plupart des lois étrangères demandent une déclaration à tous les contribuables possédant un capital ou un revenu supérieur à une somme déterminée. C'est une mesure qui facilite le travail des agents; elle est même indispensable en droit pour formuler, en cas de fraude, une accusation contre le contribuable et pour le condamner à une amende.

3° Il paraît nécessaire d'exempter de l'impôt le revenu, même produit par un capital, lorsque ce revenu est inférieur à la somme reconnue strictement nécessaire. Sans élever l'exemption à 1.250 francs, comme pour le travail, on peut la fixer à un chiffre inférieur, mais en y ajoutant encore une certaine exemption, d'après le nombre des enfants.

4° Il est indispensable aussi de déduire du revenu imposable les intérêts des dettes frappant le contribuable.

5° Dans la plupart des législations étrangères, on a réparti l'impôt non seulement sur les revenus, soit des capitaux, soit du travail, mais encore sur la richesse, lorsqu'elle excède une certaine somme, surtout si elle n'est pas atteinte sous la forme du revenu. Il existe en France plusieurs milliards en richesses mobilières, châteaux, etc., qui vont se trouver aujourd'hui dégrevés de tout impôt, par la suppression de la contribution mobilière, de l'impôt foncier et des portes et fenêtres.

6° Une mesure essentielle consisterait à supprimer, ou, plutôt,

(1) On est allé plus loin dans quelques États : on publie la liste des contribuables payant un impôt supérieur à une somme déterminée; j'ai celle de l'État de Zurich. On a même vu des citoyens se plaindre d'avoir été oubliés sur cette liste. En France, avec nos vieux préjugés, nous tremblerions d'y figurer.



à remplacer par d'autres, tous les impôts de consommation, en conservant seulement les douanes et les impôts qui atteignent les tabacs et l'alcool. C'est l'un des moyens les plus efficaces de créer la vie à bon marché. Nos impôts indirects demandent de l'argent à ceux à qui il faudrait en donner. En Suisse et ailleurs, ils sont absolument supprimés.

Quel sera le sort du projet de loi qui sera soumis au Parlement? Si l'on en juge d'après les attaques dont il est l'objet dans la presse, il aura à se défendre vigoureusement.

Il est à souhaiter qu'il soit amendé dans certaines de ses parties. On ne peut guère espérer arriver du premier jet à faire fonctionner une loi d'impôt de cette importance, sans que la pratique en fasse ressortir les défauts et les omissions. L'ingéniosité de la fraude dérouté souvent le législateur. Nos droits d'enregistrement, de consommation, ceux sur l'alcool, et tant d'autres, ont été remaniés dix et vingt fois. Il en sera de même, sans doute, de la loi actuelle. Même avec ses défauts, il est intéressant de la voter; c'est le commencement d'une réforme sage, prudente, juste et humaine.

Appliquons le précepte d'Horace : *Incipe, aude, dimidium facti qui cœpit habet*. C'est avoir fait la moitié de son travail que de l'avoir commencé. Donc, sans hésiter, commençons celui-là; le temps et l'expérience le corrigeront et le compléteront. Élevée à ce niveau, considérée à ce point de vue, la réforme n'est pas seulement une question de fiscalité, elle a l'ampleur d'une question sociale et politique, d'importance capitale. Elle remet en leur place tous les éléments qui composent une nation : l'agriculture est sacrifiée à la puissance financière; la réforme lui rendra le rôle prépondérant qui lui est dû. Des arbres Sully seront plantés dans toute la France en l'honneur du ministre courageux qui fera passer cette loi, dûment amendée, dans l'intérêt de l'agriculture.

Pour sauver le pays, sauvons le paysan.

#### NOTE SUPPLÉMENTAIRE DE M. DUFAY.

Ce n'est pas en France seulement que la réforme fiscale préoccupe le gouvernement et sollicite les publications par la presse, les revues et les livres.

Le 15 avril 1906, le président Roosevelt a prononcé un discours dans lequel il s'est occupé de l'énorme accroissement des fortunes aux États-Unis. Il dit qu'il faudra en arriver à frapper d'un *impôt progressif* le transfert des fortunes dépassant les limites raisonnables et prohiber les héritages au-dessus d'une certaine somme. Il déclare qu'il faudrait établir une surveillance nationale sur les corporations opérant dans plusieurs États pour parer aux effets de la *surcapitalisation*. Mais, en même temps, il conseille au peuple des ouvriers des villes et des campagnes de ne pas travailler à la destruction des hautes classes ; il suffit de faire cesser les abus des fortunes mondiales, en maintenant le principe de la propriété privée.

Le 31 mai 1907, dans un important discours à Indianapolis, il examine les problèmes sociaux et industriels qui ont besoin d'être résolus aux États-Unis. Il s'est élevé contre les abus spéculatifs révélés par certaines enquêtes, et il termine en disant : « Un des grands problèmes qui nous occupent est la sauvegarde du droit de propriété et nous ne devons pas oublier qu'il est moins menacé par les socialistes et les anarchistes que par certains financiers de proie ».

En Angleterre, John Ruskin qui, pendant 40 ans, a publié sur les idées sociales une foule de pensées dont plusieurs semblent écrites avec la plume de notre Pascal, disait dans « Fors Clavigera » Lettre VII (Londres, Georges Allen, 156, Charing-Cross Road) : « Observez que l'impôt sur le revenu est le seul honnête et juste parce qu'il frappe le riche dans une exacte proportion avec le pauvre et sans gêner aucune opération commerciale. Tous les gens riches s'opposent à l'impôt sur le revenu, naturellement ; ils veulent payer exactement comme le pauvre paye sur leur thé, leur sucre et leur tabac, — rien sur leurs revenus. Toutefois, en bonne justice, le seul impôt honnête est celui qui n'est pas seulement sur le revenu, mais sur la propriété, et dont le tant pour cent progresse à mesure que la propriété est plus grande. Et la principale qualité d'un tel impôt est qu'il fait connaître au public ce que chaque homme possède et comment il l'acquiert. Car toutes les espèces de vagabonds, en haut ou en bas de l'échelle sociale, s'accordent à détester de rendre compte de la façon dont ils vivent, encore moins aiment-ils à faire savoir combien ils ont fait disparaître dans leurs poches. A la vérité, il n'importe guère à un pays de savoir comment vivent ses vagabonds pauvres, mais c'est d'une importance vitale pour lui de savoir comment vivent ses vagabonds riches ».

ÉTUDE DE M. **Victor Marcé**, *Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, Maître de Conférences à l'École des Sciences Politiques*, SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU EN AUTRICHE (*fin*).

Dans une première communication j'ai montré d'abord l'évolution historique qui a abouti au système actuel d'impôt sur le revenu en Autriche (*Personaleinkommensteuer*); puis j'ai exposé le mécanisme de cet impôt. J'arrive à la troisième partie de mon étude, l'appréciation critique du système, d'après ses principes généraux, comme d'après ses résultats et les méthodes suivant lesquelles il est appliqué.

### III. — Appréciation critique du système autrichien d'impôt sur le revenu, d'après ses principes généraux, son application et ses résultats.

#### I. — Les causes d'équilibre.

Je voudrais rechercher tout d'abord les causes d'équilibre du système fiscal autrichien, les causes pour lesquelles il paraît avoir été accepté sans émotion générale ou violente. Parmi ces causes, il faut signaler la participation des contribuables à l'assiette de l'impôt, l'influence de la fortune dans la formation des organes de taxation. Il y a d'autres causes d'équilibre du système : le rendement modeste de la *Personaleinkommensteuer*; le taux relativement modéré de la progression qu'il comporte, l'impôt sur les successions étant d'ailleurs proportionnel au montant de l'héritage et non progressif; l'amélioration de l'assiette par l'augmentation du nombre des contribuables et par la diminution de celui des exemptés.

Il me restera, après avoir recherché les causes d'équilibre, à montrer les points faibles, notamment l'inégalité de l'assiette de l'impôt par suite de la fraude, les vexations que comporte cet impôt personnel, quelque limités cependant que soient les droits d'enquête du fisc autrichien, qui respecte l'indépendance du marché financier et le secret professionnel.

Je terminerai en insistant sur la corrélation qui relie en Autriche le système fiscal au système politique et électoral, en montrant que le système fiscal est approprié au milieu historique, politique et social dans lequel il est appliqué.

**1<sup>re</sup> cause d'équilibre.** — *Participation des contribuables à l'assiette de l'impôt.* — Le nombre total des membres des commissions (les suppléants non compris) s'élève pour l'impôt sur l'industrie à 4.714, pour l'impôt personnel sur le revenu à 5.328. Si l'on se souvient que les commissions sont aidées de *Vertrauensmänner* au nombre de 20 244, on voit, dit M. le Conseiller Meyer, que, par les commissions fiscales, une dose importante d'administration autonome, *Selbstverwaltung*, a été incorporée à notre corps social. Les effets salutaires de cette réforme se sont manifestés plus d'une fois, notamment à Prague, lors des élections des commissions.

Ces nouveaux organes ont été intercalés dans l'organisme administratif existant sans changement essentiel » (1).

La réforme de 1896 tend donc à démocratiser l'assiette de l'impôt en donnant aux contribuables la mission de se taxer eux-mêmes avec le concours de l'autorité fiscale.

Il en est ainsi déjà pour un impôt de répartition, l'impôt sur l'industrie. Les commissions locales qui font, entre les membres de la société d'impôt, la répartition du contingent assigné à cette société sont pour moitié l'émanation directe des contribuables. De même, dans les commissions de *Land* qui fonctionnent en appel pour le même impôt, le ministre des finances n'a jamais la majorité, qui appartient aux commissaires élus par le *Landtag* et les chambres de commerce. Enfin, dans la commission supérieure des contingents elle-même, l'élément élu est largement représenté, puisque les commissions de *Land* élisent la moitié des membres de la commission des contingents, et la loi prend soin de réserver ce droit d'élection aux membres des commissions de *Land* issus du *Landtag* ou des chambres de commerce.

Pour l'impôt sur le revenu, impôt de quotité, la participation des contribuables à la taxation était une innovation plus délicate. Les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu n'ayant plus à répartir entre eux un contingent, et les communes ne pouvant d'ailleurs imposer des centimes additionnels à l'impôt, et, par conséquent, n'étant pas intéressées à sa perception, le fisc pouvait craindre des ententes entre ces contribuables, ou une

(1) Meyer, *loc. cit.* Les royaumes et pays formant l'empire d'Autriche sont divisés en 459 districts d'évaluation, Vienne pour sa part est divisée en 21 districts. Il y a une commission d'appel par royaume ou pays (*Land*).

tendance de leur part à faire des évaluations inférieures à la réalité.

Cependant la participation des contribuables à l'assiette de l'impôt est encore plus grande en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Ici, cette participation commence dès l'origine de la procédure par l'élection des *Vertrauensmänner*, hommes de confiance des contribuables, et non de l'administration, élus des contribuables au second ou au troisième degré, puisqu'ils sont choisis par les conseils municipaux ou les assemblées de district. Nous savons combien important est, ou peut devenir leur rôle, puisque, s'ils n'ont pas la décision, ils la préparent. Dans la première élaboration de la liste des contribuables, rien ne se fait sans leur avis : leur voix doit être écoutée. Ils collaborent à la formation du dossier des contribuables ; la feuille de chacun d'eux mentionnera les observations des *Vertrauensmänner* comme celles du fisc.

Rien de secret dans cette procédure, tout se passe au grand jour ; les contribuables voient leurs dossiers livrés tout entiers à leurs représentants, ils peuvent eux-mêmes être entendus dans tous les cas douteux ou difficiles, et il convient de noter ici que le secret des affaires est sauvegardé, puisque l'industriel et le commerçant ne sont jamais tenus de communiquer leurs livres, à moins qu'ils ne l'offrent eux-mêmes. Le premier débat entre le fisc et le contribuable est donc public et contradictoire.

Il en est de même dans les commissions d'évaluation, auxquelles appartient la décision : là aussi les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu sont représentés. Ils élisent la moitié des membres de la commission, et la moitié au plus des membres nommés par le ministre des finances peut être choisie parmi les fonctionnaires d'État.

Il en est de même encore dans les commissions d'appel, dont les membres sont choisis, obligatoirement et en totalité, parmi les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu. C'est parmi ces contribuables que les membres des commissions sont, pour moitié élus par le *Landtag*, pour moitié nommés par le ministre des finances. Et celui-ci ne peut prendre parmi les fonctionnaires d'État en activité que la moitié au plus des membres des commissions dont la nomination lui appartient.

Bien plus, en fait, le conseiller Meyer nous apprend que le ministre des finances n'a pas complètement usé de son droit de choisir, dans le nombre des membres des commissions d'éva-

luation dont la nomination lui est laissée, des fonctionnaires de l'administration active de l'État. Il a agi ainsi pour les commissions de beaucoup les plus importantes, et, dans les commissions de l'impôt sur l'industrie, l'emploi des fonctionnaires d'État est encore plus resté en deçà des limites permises.

La majorité des membres des commissions est donc composée de contribuables non fonctionnaires, d'après la loi elle-même, et l'administration centrale augmente encore, en fait, leur majorité.

Ces commissions fonctionnent d'ailleurs régulièrement. « Il paraît d'ores et déjà manifeste, dit le conseiller Meyer en 1899, que l'innovation des commissions a réussi et que ce nouvel organisme est en état de fonctionner sans encombre et de remplir sa mission » (*loc. cit.*, p. 79).

Enfin, grâce à la publicité du registre de l'impôt sur l'industrie et des listes de l'impôt personnel sur le revenu, laissés pendant deux semaines à la libre disposition des contribuables du district, ce sont eux qui contrôlent en dernier ressort les taxations faites.

Cette décentralisation démocratique du travail de l'assiette de l'impôt a été un acte de libéralisme qui a donné aux contribuables des garanties contre l'arbitraire administratif.

Cet acte de libéralisme a été aussi un calcul habile :

Il a eu pour effet d'atténuer la responsabilité de l'administration, qui n'est plus, dès lors, pour les contribuables, une partie adverse. Ceux-ci sont mal venus à se plaindre d'une répartition ou d'une taxation qui est pour la plus grande partie leur œuvre.

**2<sup>e</sup> cause d'équilibre.** — *L'influence de la fortune dans l'assiette de l'impôt sert de contre-poids à la progressivité.* — Dans l'assiette de l'impôt sur l'industrie, la loi organise la protection des minorités plus riches en cantonnant les contribuables dans des sociétés fiscales indépendantes où sont groupées des fortunes d'importance analogue. Chacun vit dans sa société, sans heurt avec les contribuables des sociétés voisines. D'ailleurs, nous avons vu la part très grande laissée, dans la nomination des commissions de *Land* ou d'appel, au *Landtag* et aux Chambres de commerce et d'industrie. Or le *Landtag*, la Diète, c'est notre ancien régime avec les curies qui ressemblent à nos États d'avant 1789. C'est la représentation des intérêts avec les membres de droit, évêques, recteurs d'Université, et avec les

membres élus par la curie des grands propriétaires fonciers, par celle des villes et marchés, par celle des chambres de commerce et d'industrie, par celle des communes rurales. Ce sont les assemblées municipales qui élisent les représentants des villes et communes, et l'on sait comment ces assemblées sont issues du système des trois corps électoraux où les électeurs sont répartis suivant leur fortune (1).

(1) Les Diètes locales (Landtage) sont en Autriche composées de membres de droit et de membres élus. Les membres de droit sont les princes archevêques, évêques, recteurs d'Université. Les membres élus le sont par quatre classes d'électeurs ou curies : 1<sup>o</sup> les grands propriétaires fonciers ; 2<sup>o</sup> les villes et marchés ; 3<sup>o</sup> les Chambres de commerce et d'industrie ; 4<sup>o</sup> les communes rurales. Les deux premières classes font l'élection directement, la troisième aussi, sauf dans certains cas ; les communes rurales font l'élection par l'intermédiaire de *Wahlmänner* ; il en est élu un par 500 habitants.

Outre les conditions habituelles exigées pour jouir des droits politiques, notamment la qualité de sujet autrichien, il faut :

Dans la curie de la grande propriété foncière :

Être propriétaire d'un bien pour lequel est payé un impôt réel, perçu pour le Land (à l'exception des taxes additionnelles de guerre), s'élevant dans la plupart des Länder à 100 florins au moins, dans certains pays à des chiffres variant de 200 à 250 florins ; en Tyrol, où le bien possédé doit être noble, à 50 florins seulement.

La propriété de plusieurs petits biens ruraux, dont l'impôt s'élève à 200 florins, suffit pour être électeur.

Le bien donnant droit de suffrage doit être, en Bohême, à Mähren, en Silésie, un bien agricole ou provenant d'un fief ; dans les autres pays, à l'exception de l'Istrie et de Salzbourg, il doit provenir d'un fief ; en Tyrol, il doit être noble. En Istrie et à Salzbourg, aucune de ces conditions n'est exigée.

Dans les curies des villes et communes rurales, le droit de suffrage n'appartient qu'à ceux qui font partie des deux premiers corps électoraux, quand il y en a trois ; quand ce n'est pas le cas, le droit de suffrage appartient à ceux qui sont compris dans les deux premiers tiers des contribuables aux impôts directs de la commune classés d'après leurs cotes d'impôt. (Dr Ludwig Gumplowicz, *Das Oesterreichische Staatsrecht*, Wien, 1891, p. 126.)

Précisons ces règles générales par un exemple :

La Diète, Landtag, de la Basse-Autriche est composée de 66 membres ; 3 sont membres de droit : le prince archevêque de Vienne, l'évêque de Saint-Polten, le recteur de l'Université de Vienne. Les 63 autres sont élus par les 4 curies d'électeurs correspondantes à celles qui étaient établies pour l'élection des députés au Reichsrath.

1<sup>o</sup> Les propriétaires des biens fonds payant au moins 200 florins d'impôt nomment 15 députés ; les villes et bourgs, 20 députés. Sont électeurs tous habitants payant un impôt direct de 20 florins à Vienne et de 10 florins ailleurs.

Les Chambres de commerce élisent 8 députés. Les communes rurales

De même, pour l'assiette de l'impôt sur le revenu, les *Vertrauensmänner* sont élus, dans les grandes villes, par l'assemblée communale, donc au 2<sup>e</sup> degré par le système des classes ou des trois corps électoraux, qui assure aux contribuables, dans cette assemblée, une influence proportionnelle à leur cote d'impôts. Cela est encore plus vrai dans les campagnes, où c'est l'assemblée de district qui va nommer les *Vertrauensmänner*; car cette assemblée de district, comme la Diète, est issue des quatre curies : les grands propriétaires fonciers, les plus imposés de l'industrie et du commerce, les autres habitants des villes, les communes rurales, — et les représentants des villes et communes sont élus par les assemblées municipales, issues elles-mêmes du système des trois corps électoraux. Cela est encore vrai dans les cas exceptionnels où les *Vertrauensmänner* sont élus par le *Landes-Ausschuss*, le conseil exécutif de la Diète locale, laquelle est composée de membres de droit, évêques, recteurs d'Université, et des membres élus par les quatre curies, ainsi qu'il vient d'être dit.

Quelle que soit la valeur du concours donné au fisc par les *Vertrauensmänner*, il reste donc que les plus fortunés, dans ce système, ne sont pas exposés, dans chaque commune, aux entreprises des moins fortunés. Ce sont les notables de la ville ou du district, cercle ou arrondissement, qui sont appelés à dresser les listes des contribuables et à préparer l'assiette.

La garantie contre l'oppression des majorités est encore plus forte dans les commissions d'évaluation, auxquelles il appartient d'établir les listes des contribuables et de déterminer le chiffre de leurs revenus. Ici, les contribuables sont représentés en suite d'élections faites entre seuls contribuables à l'impôt sur le revenu, d'après le même système des classes que pour les élections communales, et il faut noter que ces contribuables à l'impôt sur le revenu sont déjà triés sur le volet, puisqu'ils ne représentent que 3 pour 100 de la population, et avec leur famille que 10 pour 100 de la population de l'Autriche. Les grandes masses ont 20 députés. L'élection est à 2 degrés : sont électeurs les habitants qui ont l'électorat municipal.

Le *Landesausschuss*, comité exécutif permanent du Landtag de la Basse-Autriche, est composé de 6 membres, ainsi élus au sein de la Diète : les députés de la curie de la grande propriété foncière choisissent un membre; les députés des villes, bourgs et Chambres de commerce en élisent un autre; les députés des communes rurales un troisième; les trois autres sont élus par toute la Diète.



de la population, 97 ou 90 pour 100 n'ont pas voix au chapitre. Or ce petit nombre de contribuables va être divisé en trois classes en commençant par les cotes les plus élevées. Mais le tiers de l'impôt, en chiffres ronds, est payé par les revenus au-dessus de 40.000 couronnes, et les revenus de 600 à 3.600 couronnes ne paient que 23 pour 100 de l'impôt. On voit que, dans l'assiette de l'impôt, les grosses et moyennes fortunes ont une influence prépondérante (1). Cette influence ressort d'ailleurs d'une statistique qui a été faite sur les résultats de ce mode d'élection par corps électoraux composés suivant la fortune. Cette statistique répartit les contribuables en trois classes : les *besoigneux* (*Dürftige*) ou ceux ayant un revenu de 600 à 1.000 florins, les *riches* ou ceux ayant un revenu supérieur à 26.000 florins, enfin les autres revenus, c'est-à-dire les revenus moyens.

Voici le tableau de classement :

|                    | Pourcentage. |            |         |            | ENSEMBLE |
|--------------------|--------------|------------|---------|------------|----------|
|                    | NOMMÉS       |            | ÉLUS    |            |          |
|                    | membres      | suppléants | membres | suppléants |          |
| Besoigneux . . . . | 36.22        | 38.96      | 13.83   | 17.54      | 26.71    |
| Riches . . . . .   | 0.61         | 0.23       | 3.54    | 1.88       | 1.56     |
| Ensemble . . . . . | 36.83        | 39.19      | 17.37   | 19.42      | 28.27    |
| Revenus moyens..   | 63.17        | 60.81      | 82.63   | 80.58      | 71.73    |

Deux conclusions peuvent être tirées de cette statistique : la première, c'est que les élections envoient dans les commissions d'évaluation qui ont la décision sur l'impôt une majorité écrasante de commissaires ayant des fortunes moyennes d'un revenu variant de 1.000 à 26.000 florins, c'est-à-dire appartenant à ce que nous appelons la bourgeoisie. D'autre part, il est à noter que les élections donnent plus d'influence à cette bourgeoisie et aux riches que les nominations faites par le ministre des finances.

C'est l'administration centrale qui atténue l'influence prépondérante de la classe aisée ou riche pour l'abaisser de 84 pour 100 à 71 pour 100 en donnant dans les commissions aux contribuables dits *besoigneux* une place plus importante que celle que les élections leur avaient attribuée (Meyer, *loc. cit.*, p. 32).

(1) Nous généralisons ici : les détails de ce système électoral sont exposés *supra*, p. 193 et s. du *Bulletin* de mars.

Ajoutons que les membres des commissions d'appel, qui ont la décision définitive en matière d'impôt sur le revenu, doivent être pour moitié élus par le *Landtag*, pour moitié nommés par le ministre des finances. Or le *Landtag*, je le répète, c'est notre ancien régime avec quatre États au lieu de trois.

**3<sup>e</sup> cause d'équilibre.** — *Produit peu élevé de l'impôt.* — Le produit de l'impôt personnel sur le revenu est peu élevé. D'après les *Mittheilungen* du ministère des finances, le produit de l'impôt a été de 44 millions de couronnes en 1898, de 59 millions en 1905 (1), et l'on sait que la couronne vaut un franc en chiffres ronds.

D'après les chiffres de l'ordonnance du 29 décembre 1903 approuvant le compte général des finances de 1903, *R. g., B. L.*, p. 943, l'impôt personnel sur le revenu a produit, en 1903, le 6<sup>e</sup> du montant total des impôts directs, la 35<sup>e</sup> partie du montant total des recettes de l'exercice : 50 millions de couronnes sur un budget de recettes de 1 milliard 732 millions de couronnes (2).

L'impôt personnel sur le revenu peut donc être considéré, en

|                                                         | 1898       | 1899       | 1900       | 1901       |
|---------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| (1) Produit de l'impôt en couronnes. . . .              | 44.473.316 | 46.246.332 | 48.693.637 | 51.383.851 |
| Pourcentage de l'impôt par rapport au revenu net. . . . | 1.92       | 1.90       | 1.90       | 1.90       |
|                                                         | 1902       | 1903       | 1904       | 1905       |
| Produit de l'impôt en couronnes. . . .                  | 53.473.427 | 54.828.600 | 56.483.616 | 59.016.216 |
| Pourcentage de l'impôt par rapport au revenu net. . . . | 1.90       | 1.89       | 1.89       | 1.89       |

(2) Le chiffre des impôts directs était de 286 millions, celui des droits de douane de 105 millions, celui des impôts indirects de 788 millions.

L'écart entre les chiffres de détail ci-dessus et le chiffre total du budget provient notamment des recettes des postes et télégraphes et des chemins de fer de l'État.

Autriche, comme un impôt compensateur des inégalités dans les charges fiscales qui proviennent des impôts indirects sur les objets de première nécessité.

Les impôts directs, en 1903, ont produit 286 millions de couronnes contre 900 millions d'impôts indirects. L'administration autrichienne a donc demandé à l'impôt direct le tiers de ce qu'elle demandait aux impôts indirects, et à l'impôt progressif sur le revenu une somme de 50 millions de couronnes seulement en 1903, pour redresser les inégalités pouvant grever les petits revenus dans la répartition d'une somme d'impôts indirects s'élevant à 900 millions, non compris les recettes des postes et télégraphes et des chemins de fer. Et parmi ces impôts indirects il faut noter l'impôt sur le sel, 46 millions; l'impôt sur la viande, 16 millions; celui sur le vin, 11 millions; celui sur la bière, 78 millions; celui sur le sucre, 100 millions. L'impôt sur le sel, à lui seul, produit presque autant que l'impôt personnel sur le revenu. La *Personaleinkommensteuer* est donc un impôt compensateur qui a sa place assez logique dans le système fiscal autrichien.

**4<sup>e</sup> cause d'équilibre.** — *Taux modéré de la progression.* -- Dans le même ordre d'idées il faut ranger, parmi les causes d'équilibre, le maximum de 5 pour 100 relativement modéré du taux progressif de l'impôt. Ce maximum est supérieur de 1 pour 100 au taux maximum prussien. Il nous semble cependant assez modéré, parce que, comme on va le voir, l'impôt sur les successions n'est pas progressif, et parce que la *Personaleinkommensteuer* est, comme on l'a vu, un impôt compensateur. L'échelle des tarifs est faite, d'ailleurs, avec des transitions ménagées avec habileté et sans brusquerie.

Dans cet ordre d'idées, rappelons que le Parlement s'est arrangé, en en faisant la condition des dégrèvements, pour que les Pays et les communes renoncent à tout centime additionnel sur la *Personaleinkommensteuer*. Le gouvernement reste ainsi maître des tarifs et le seul régulateur du poids de l'impôt.

D'autre part, dans le même ordre d'idées, il est essentiel de remarquer, au point de vue d'une comparaison avec le système fiscal français, qu'en Autriche, d'une part, le *Rentensteuer* n'atteint pas, en général, les valeurs mobilières autrichiennes et ne frappe que de 2 pour 100 les valeurs mobilières étrangères; que, d'autre part, l'impôt sur les successions n'est pas progressif. Le

tarif varie, suivant le degré de parenté, de 1 pour 100 pour les successions en ligne directe et entre époux à 4 pour 100 pour celles dévolues aux frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, cousins germains; à 8 pour 100 pour les autres (1); mais les tarifs sont proportionnels à la fortune héritée et non pas progressifs.

Disons cependant, pour être tout à fait exact, qu'exceptionnellement une dégression ou un dégrèvement est admis pour le *droit proportionnel de mutation* perçu sur les immeubles de l'hérédité en sus du droit de succession proprement dit. Cette dégression concerne les immeubles dont la valeur est inférieure à 30.000 couronnes, pour les successions frappées d'un droit de 1 pour 100, ou à 20.000 couronnes pour les autres successions. Dans le premier cas, le droit de mutation est de 1 pour 100 au lieu de 1 1/2 pour 100; dans le deuxième cas, le droit est de 1 1/2 pour 100 au lieu de 2 pour 100.

Des réductions de tarif sont encore accordées aux immeubles ruraux d'une valeur inférieure à 10.000 couronnes (loi du 18 juin 1901).

**5<sup>e</sup> cause d'équilibre.** — *Amélioration de l'assiette de l'impôt;*  
**1<sup>o</sup> Augmentation du nombre des contribuables. Diminution du nombre des exemptions par rapport à la population totale. — L'amélioration de l'assiette de l'impôt par l'augmentation du nombre des contribuables est aussi à porter à l'actif du système autrichien; elle est tout à l'honneur du Parlement et de l'administration fiscale autrichienne qui n'ont pas craint, le premier de diminuer le nombre des exemptés, la seconde de poursuivre les contribuables dont le revenu dépassait peu le minimum d'exemption de 600 florins, et qui dans les premières années avaient échappé à l'impôt. Von Wieser fait observer que la loi de 1896 a élargi le cercle des contribuables, en abaissant le minimum imposable de 630 à 600 florins, et en faisant entrer dans le calcul du revenu imposable des salaires ou allocations qui autrefois en étaient déduits. « La couche des contribuables ainsi embrassée nouvellement dans les listes d'impôt se recrute principalement dans les salariés d'industrie les mieux payés, dans les employés privés. Elle s'est rencontrée surtout dans les**

(1) Ces taux sont passibles d'un impôt additionnel de 25 0/0, ce qui porte à 1.25, 5 et 10 0/0, et de taxes communales au profit des écoles, des institutions charitables et des hôpitaux.

grandes villes, à la campagne seulement dans les districts industriels (1). »

Du fait de la réforme le nombre des contribuables a sauté de 610.034 pour l'année 1891 (2) à 711.512 en 1898. De plus, depuis 1898 jusqu'à 1905, en huit ans, le fisc a découvert 244.087 contribuables nouveaux, le nombre des contribuables à l'impôt personnel sur le revenu ayant été porté de 711.000 à 955.000 et, chose plus remarquable, le pourcentage du nombre des contribuables directs *par rapport à l'ensemble de la population* s'est élevé de 2,79 pour 100 en 1898 à 3,51 pour 100 en 1905 suivant une progression constante, et le pourcentage, par rapport encore à l'ensemble de la population, du nombre de personnes frappées par l'impôt (les contribuables directs et leurs familles) s'est aussi élevé de 7,29 à 10,67 pour 100 suivant une progression également constante.

On pourrait être tenté d'attribuer cette progression à un accroissement de la fortune publique aussi bien qu'à une meilleure assiette de l'impôt.

Mais il résulte des lettres de nos correspondants corroborées par les indications de M. de Wieser que cet accroissement du nombre des contribuables serait dû à une meilleure assiette de l'impôt plutôt qu'à une tendance à la moindre inégalité des conditions, c'est-à-dire au fait que le revenu de certains contribuables aurait dépassé la limite d'exemption.

Aucun recensement de la population n'ayant été fait à notre connaissance depuis 1900 (voir l'*Almanach Gotha* de 1906) on ne saurait dire si l'augmentation du nombre des contribuables tient pour partie à l'accroissement de la population.

A cette augmentation du nombre des contribuables de 1891 à 1898 et de 1898 à 1905 correspond une augmentation du revenu net imposé.

|                            |                  |
|----------------------------|------------------|
| En 1891 il était de. . . . | 1.061.000.000 k. |
| En 1898 — . . . .          | 2.313.000.000 k. |
| En 1905 — . . . .          | 3.116.000.000 k. |

2° Autre amélioration dans l'assiette de l'impôt. Le chiffre des déductions faites sur le revenu brut, pour établir le revenu

(1) Wieser, *loc. cit.*

(2) Notes réunies par la Direction générale des contributions directes, p. 131.

*net*, a baissé par rapport au chiffre du revenu brut. — Si le montant des déductions s'est élevé de 328 millions de couronnes en 1898, à 401 millions de couronnes en 1905, avec une progression constante, il était de 12,30 pour 100 de l'ensemble du revenu brut en 1898 et s'est abaissé successivement au chiffre de 11,25 pour 100 du revenu brut en 1905.

Cela tient à plusieurs causes : si le chiffre déduit des intérêts des dettes n'a pas varié par rapport au revenu brut, 5,18 pour 100, le chiffre déduit des impôts et charges publiques a baissé de 4,46 pour 100 à 3,79 pour 100 par une pente constante. D'autre part, le chiffre déduit des charges permanentes a baissé de 1,26 pour 100 en 1898 à 0,91 pour 100. Le fisc se montre en effet très sévère quant à l'admission des charges à déduire du revenu.

On aurait pu craindre l'accroissement du chiffre proportionnel des déductions, dont l'importance et la nature sont toujours délicates à apprécier ou à déterminer. Sa diminution prouve un contrôle sévère de la part de l'administration fiscale, qui s'efforce d'ailleurs, ainsi qu'on l'a vu, de prévoir par une réglementation détaillée tous les cas qui peuvent se présenter (1).

### Les Points faibles du système.

Nous venons de voir ce que l'on peut mettre à l'actif du système autrichien. Passons au passif.

Quelque bien équilibré que soit ce système, il a des défauts qui paraissent inhérents à son caractère personnel et progressif. Ces défauts, tempérés en Autriche par les institutions constitutionnelles et les contre-poids que nous avons indiqués, ne laissent pas d'être fort graves.

*Malgré l'amélioration de l'assiette, c'est une infime minorité qui paie l'impôt.* — Quelque améliorée qu'ait été l'assiette de l'impôt, en dépit des efforts du Parlement, en 1896, et du fisc, depuis 1896, c'est encore une infime minorité de la population qui paie l'impôt sur le revenu, et, au sein de cette minorité, c'est une plus infime minorité qui paie la plus grosse part de l'impôt.

Notre collègue M. Berthélemy a fait observer que l'*Einkommensteuer* porte à peine sur la moitié des contribuables prussiens, et qu'il y a 20.474.000 exemptés.

(1) V. *Supra*, Bulletin de mars 1907, p. 187 et suiv.

En Autriche le nombre des exemptés est beaucoup plus important, puisque en 1905 la *Personaleinkommensteuer* ne porte que sur 3,51 pour 100 des habitants et que, si l'on ajoute au nombre des contribuables directement frappés celui des membres du ménage de ces contribuables, on arrive à ce résultat que l'impôt ne porte que sur 10,67 pour 100 de l'ensemble de la population.

Ce chiffre colossal des exemptés tend à prouver que la classe des petits salariés gagnant moins de 1.200 couronnes est très nombreuse en Autriche ou que la fraude est très grande à la base de l'échelle progressive.

C'est cette dernière hypothèse qui paraît la plus probable ainsi qu'on le verra plus loin.

En Prusse, nous a dit notre collègue M. Berthélemy (1), la plus grosse part de l'impôt à raison de la progression est payée par un petit nombre de contribuables. En Autriche, il en est de même. Les contribuables ayant de 1.200 à 1.800 couronnes de revenu au nombre de 47,68 à 49,93 (47,68 en 1905) du chiffre total des contribuables ont payé 8 pour 100 de l'impôt total. Les contribuables ayant de 1.800 couronnes à 3.600 couronnes de revenu au nombre de 34,08 pour 100 du chiffre total des contribuables ont payé 15 pour 100 de l'impôt total. *Donc 81.76 pour 100 des contribuables n'ont payé que 23 pour 100 de l'impôt total.*

Et, si l'on ajoute aux contribuables des deux premières catégories indiquées ceux qui ont un revenu de 3.600 à 7.200 couronnes, au nombre de 12 1/2 pour 100, lesquels paient 17 1/2 pour 100 de l'impôt total, on voit encore que 94 1/2 pour 100 des contribuables n'ont payé que 40 pour 100 de l'impôt total. *Donc la plus grosse part de l'impôt, 60 pour 100, est payée par 5 1/2 pour 100 des contribuables à cet impôt.*

Ces contribuables qui forment 5 1/2 pour 100 de l'ensemble des contribuables se divisent ainsi :

| Revenu de :              |                                  |               |
|--------------------------|----------------------------------|---------------|
| 7.200 c. à 12.000 c.,    | 30.831 contribuables ayant payé. | 6.500.000 k.  |
| 12.000 c. à 40.000 c.,   | 19.638                           | 11.400.000 k. |
| 40.000 c. à 200.000 c.,  | 3.478                            | 9.800.000 k.  |
| Au-dessus de 200.000 c., | 326                              | 7.700.000 k.  |
|                          | 54.273                           | 35.400.000 k. |

D'autre part, la répartition des contribuables suivant les éche-

(1) *Bull. de la Société*, mars 1907, p. 129.

lons divers du revenu montre combien petit est le nombre des fortunes importantes et combien brusque est la descente de la courbe du nombre des contribuables à mesure que s'élève la courbe des revenus.

De ce qui précède il résulte qu'en Autriche la majeure partie de l'impôt sur le revenu, 60 pour 100, est payée par 54.000 contribuables. Et ces 54.000 contribuables sont ceux dont le revenu excède 7.200 couronnes ou francs (ou 3.600 fl.) et qui paient un impôt supérieur à 160 couronnes (ou 80 fl.).

Ces 54.000 contribuables qui paient la majeure partie de l'impôt sont par rapport à l'ensemble de la population, soit 26 millions d'habitants, dans la proportion de 1 à 483, ou en chiffres ronds de 2 pour 1000.

C'est là un fait qui, au premier abord, paraît extraordinaire dans un État aristocratique. Il ne peut s'expliquer que par l'existence de tous les contre-poids qui tiennent le système en équilibre, notamment par le produit peu élevé de l'impôt, qui peut être demandé à un petit nombre de contribuables parce qu'on leur demande peu, et parce que la *Personaleinkommensteuer* a, comme on l'a vu, le caractère d'un impôt compensateur d'un système d'impôts indirects qui frappe durement les aliments de première nécessité.

#### INÉGALITÉ DE L'ASSIETTE

**1<sup>re</sup> cause d'inégalité. — La fraude.** — Malgré cela, le contribuable autrichien est souvent un fraudeur, et c'est là un des principaux points faibles du système.

Il est bien délicat de rechercher si un système fiscal donne lieu à des fraudes. L'enquête n'est pas facile sur ce point. C'est là cependant une question essentielle puisqu'un impôt dans l'assiette duquel on ne parvient pas à réprimer la fraude est profondément injuste, viole le principe de l'égalité devant l'impôt, et se trouve voué à l'improductivité puisque chacun, sachant ou supposant que son voisin a fraudé ou fraude, sera tenté de frauder à son tour afin de ne pas payer plus que sa part.

Un grand écrivain qui était un philosophe a pu dire en France qu'il y avait deux morales : celle du prince, la raison d'État, puis la morale bourgeoise ou, d'une façon générale, celle des populations qui subissent la première. Il est probable qu'en Autriche



aussi ces deux morales coexistent, mais les écrivains financiers autrichiens, qui eux aussi sont des philosophes, ont découvert dans les populations cisleithanes une troisième morale : la *Steuer-moral*, la morale fiscale. Cette morale a cela de particulier qu'elle n'a rien d'absolu et varie suivant l'individu, suivant sa conscience fiscale : c'est donc une morale relative dont il est assez difficile de discerner les règles.

Elle a de nombreux adeptes.

Le conseiller Meyer, fonctionnaire important du ministère des finances, qui est le collaborateur principal du projet de loi devenu la loi 1896, et qui en a dirigé l'application, ne saurait être suspecté de partialité en jugeant les résultats de son œuvre. Ce professionnel si autorisé reconnaît en 1899 que les dissimulations du revenu sont *épidémiques*.

Elles l'étaient déjà sous l'empire de la loi de 1849. Le Ministre des finances l'a proclamé dans l'exposé des motifs du projet de loi qui est devenu la loi de 1896, ce qui infirme, soit dit entre parenthèses, l'optimisme relatif des statistiques officielles du ministère des finances de Vienne relatées dans une publication de notre ministère des finances de 1894 (1).

D'après les statistiques officielles, en 1874, le nombre des fraudes découvertes a été pour 100.000 contribuables de 29,02 et le montant des amendes prononcées a été pour 100.000 florins d'impôt de 22,26 ; pour 1884 ces chiffres ont été de 34,17 et 9,39 ; pour 1891 de 37,3 et 6,13.

Le nombre des fraudes découvertes augmentait mais le montant des amendes diminuait.

En chiffres absolus, pour l'année 1891 le nombre des amendes a été de 2.276 et le montant des amendes de 18.637 florins pour un impôt total de 40 millions de florins.

Mais les fraudes découvertes et réprimées n'étaient pas sans doute les seules commises. « C'est un état de choses fâcheux mais incontestable, porte l'exposé des motifs de la loi de 1896. la population s'est encore peu accoutumée jusqu'à présent au devoir de faire connaître en confiance ses revenus. Les déclarations d'impôt sont dans une proportion très considérable (zu einem höchst ansehnlichen Teile) incomplètes ou inexactes ; la morale fiscale, *Steuer-moral*, est sur ce point démesurément relâchée »

(1) L'impôt sur le revenu et l'impôt sur les revenus dans les pays étrangers, notes réunies par la Direction générale des contributions directes, 1894, p. 132.

(unverhältnismässig lax). L'exposé des motifs reconnaît que la fraude est l'effet d'impôts trop lourds, qui pèsent sur les contribuables d'un poids presque insupportable. Pour y remédier, le gouvernement fait appel à la population et compte sur elle pour remplir fidèlement et complètement son devoir fiscal en ce qui concerne le paiement du nouvel impôt sur le revenu. Il compte sur elle pour sortir « d'un cercle fatal : parce que l'État demande un taux d'impôt excessif, les contribuables dissimulent une grande partie de leur revenu soumis à l'impôt; et parce qu'une grande partie du revenu soumis à l'impôt est soustrait à la taxation, l'État doit de nouveau demander au revenu frappé un taux élevé afin d'obtenir les ressources nécessaires (1) ». La fraude était donc énorme sous le régime de l'impôt sur le revenu de 1849.

Ce qui le prouve encore, c'est que, lors de la réforme de 1896, la collaboration des contribuables à l'assiette de l'impôt a été un procédé pour éviter la fraude. Il résulte de l'exposé des motifs du projet de loi devenu la loi de 1896 (exposé du gouvernement, XI<sup>e</sup> session 1862, Herzfeld, *loc. cit.*, p. 11 et s.) que le but de cette innovation a été de « répandre une morale fiscale plus saine ».

« C'est là une question vitale pour l'avenir des impôts directs »... : c'est pour éviter les dissimulations de revenu qu'il faut appeler à l'aide les contribuables eux-mêmes. « dans le cercle desquels se trouve divulguée la connaissance intime des personnes et des choses » (*ibid.*, p. 18). La collaboration des contribuables à la taxation a donc été, en même temps qu'une garantie qu'on leur donnait contre l'arbitraire administratif, un expédient destiné à diminuer la fraude et à sauvegarder les intérêts du Trésor.

Depuis 1896 les mœurs fiscales se sont-elles modifiées?

Voici ce que dit sur ce point le conseiller Meyer, dans un très remarquable article paru en 1899 sur les premiers résultats de l'impôt personnel sur le revenu :

« Le côté moral a fait un progrès. L'opinion que l'impôt personnel sur le revenu est un impôt juste se répand et personne ne pense qu'il ne doit pas le payer. A dire vrai, cette opinion n'a pas encore pour résultat de faire déclarer à chaque contribuable devant la commission la vérité pure : cet idéal existe, mais l'expé-

(1) Herzfeld, *Oesterreichisches Gesetz vom Jahre 1896 betreffend die Personalsteuern*, p. 28.

rience prouve qu'il n'est jamais atteint. Cependant, et cela est le progrès le plus important, tandis que précédemment personne ne disait et ne pouvait dire la vérité, il y a des milliers de contribuables qui ont rempli en conscience et complètement leur devoir et qui à bon droit demandent que les autres contribuables soient taxés de la même façon qu'eux-mêmes. Les organes de l'assiette de l'impôt, les membres des commissions y contribuent directement, soit dans l'exercice de leurs fonctions, soit par leur influence morale, tandis qu'autrefois l'administration financière avait seule à lutter contre tous. Puissent les femmes (*sic*) et les hommes qui ont contribué honnêtement et en conscience à l'exécution de la réforme ne pas regretter d'avoir donné le bon exemple aux autres, et puissent ceux-ci les suivre bientôt dans cette voie. « ... Ou y être contraints ! »

Ce vœu a-t-il été exaucé ? Nous n'oserions l'affirmer.

Le formuler, c'était reconnaître que les résultats de l'application de l'impôt n'étaient pas satisfaisants. M. Meyer déclare, en effet, en 1899, que l'énorme différence dans le nombre des contribuables, par rapport à la Prusse, est la conséquence d'une assiette imparfaite et que le montant du revenu imposé n'atteint pas le montant réel du revenu supérieur à 600 florins, qu'il évalue pour le moins  $1/4$  à  $1/3$  plus haut.

« Nous voyons la situation en Autriche, dit-il, à travers une glace imparfaite, qui rapetisse fortement l'image et, ce qui est plus troublant, la défigure. Les défauts inévitables d'une première assiette se trouvent surtout dans les larges couches inférieures; un très grand nombre de personnes, dont la majeure partie aurait dû être comprise dans les dernières catégories de revenus, ont été omises. Les résultats de la statistique montrent, sur beaucoup de points, un résultat complètement erroné, ou seulement un état pathologique choquant. »

Et, à l'appui de cette opinion de M. Meyer, le Dr von Wieser, professeur à l'Université allemande de Prague, dans un ouvrage publié en 1901 sur les résultats de la *Personaleinkommensteuer* en Autriche (1), donne des statistiques comparatives avec les résultats de l'impôt sur le revenu en Prusse :

« Tandis qu'en Prusse, pendant l'année 1899, sur 1.000 habitants, il y a eu 93,96 contribuables, il n'y en a eu en Autriche

(1) *Die Ergebnisse und die Aussichten der Personaleinkommensteuer in Oesterreich*, von Dr Friedrich Freiherr von Weiser, professor an der deutschen Universität in Prag, Leipzig, 1901.

que 29,56. En Prusse, pour la même année, on a compté 71.202 personnes dont le revenu a dépassé 9.500 marks, en Autriche 18.417 personnes dont le revenu a excédé 6.000 florins. Parmi ceux-ci, 8.143 venaient de Vienne, tandis que 13.147 contribuables de la catégorie susdite venaient de Berlin ; dans le reste de l'Autriche, il y avait 10.274 contribuables dont le revenu dépassait 6.000 florins contre 80.053, dont le revenu dépassait 9.500 marks dans le reste de la Prusse. Qui peut entendre cela sans étonnement ! »

« ... Les difficultés principales, dit encore M. von Wieser, sont telles que la meilleure administration ne peut les surmonter à la première enquête. C'est l'opposition passive des petites gens, l'opposition savante des gros contribuables avec leur force sociale et leurs grandes relations souvent cachées, la difficulté d'évaluer le revenu agricole, l'invisibilité du capital mobilier en valeurs.

« Un autre point est à signaler qui concerne un des problèmes les plus délicats de l'art du gouvernement en Autriche et qui relève tout d'abord de la politique : la difficulté de découvrir les petits contribuables. Les signes extérieurs de la situation d'un homme qui a un revenu un peu inférieur à 600 florins diffèrent si peu de ceux de la situation de celui qui a un revenu un peu supérieur à 600 florins, que l'autorité financière ne peut pas s'en tirer facilement. Pour les personnes qui touchent un traitement ou un salaire, cette autorité est aidée des renseignements du patron, et les dispositions de la loi à cet égard paraissent appliquées en général. Cependant je puis croire qu'elles ne peuvent complètement suffire pour découvrir les plus petits patrons et les contraindre à fournir des renseignements exacts. Et alors demeurent tout à fait inconnues, à la campagne, les nombreuses petites existences indépendantes pour lesquelles subsiste la difficulté de découvrir le revenu du capital. Le petit revenu qui n'atteint pas le revenu imposable, mais qui, ajouté à un autre petit revenu, dépasse 600 florins, échappe à l'impôt encore plus facilement, sans aucun doute, que les gros capitaux. En Prusse, on peut aujourd'hui utiliser les informations que l'on a par la *Classensteuer* qui n'existe pas en Autriche.

« Là, l'administration financière a un devoir d'autant plus difficile à remplir que, parmi les travailleurs et les salariés qui forment dans les villes et les districts industriels la grande masse des contribuables, la connaissance du devoir fiscal n'est pas

encore répandue. Au contraire, ces couches de la population sont, aujourd'hui encore, pénétrées de cette pensée que leur imposition directe est mal proportionnée, ou, comme l'exprime la voix populaire, — j'ai entendu de ces propos dans la bouche des gens de cette classe, — que les imposer est injuste et contraire au droit.

« ... En ce qui concerne les gros et les plus gros contribuables, le secours efficace d'un contrôle sérieux fait beaucoup moins défaut; le loyer de l'habitation, les revenus fixes apparents, la situation, le train de maison, toutes ces circonstances éclairent la question du revenu, mais la détermination exacte de sa quantité n'est pas facile, surtout en considération du revenu fréquemment tiré et à peine vérifiable des valeurs mobilières. De plus, un revenu qui, dans la capitale, est moyen, est élevé dans une petite ville, d'où des difficultés d'évaluation. Le concours de l'opinion publique peut seul, en définitive, assurer la victoire à la loi, si les commissions veulent bien apporter à la connaissance du fonctionnaire les renseignements que le bourgeois, le collègue ou le confrère, le voisin possèdent sur ceux qui vivent dans leur milieu; dans le monde des affaires, les informations sur le crédit sont à utiliser, mais tout cela ne fera pas un chemin à travers les murs de l'*Amtsgebäude* tant que la majeure partie du public ne mettra pas ses sympathies du côté de la loi.

« ... Les sanctions pénales laissent aussi à désirer; mais, telles qu'elles sont, ces sanctions n'ont encore été qu'à peine employées, bien qu'il ne manque pas de contraventions certaines. Un fonctionnaire me disait à ce sujet : « Nous n'aurions pas le temps de punir. » Quelles que soient les causes pour lesquelles on ne punit pas, le fait qu'on ne punit pas a déjà produit son effet : les déclarations baissent au lieu de monter; comme je l'entends dire de divers côtés, la crainte salutaire de la loi, qui existait tant qu'elle était nouvelle et n'avait pas encore été appliquée, a disparu. Souvent, quand on n'est pas en public, on peut entendre exprimer le regret d'avoir été « assez sot » pour faire une déclaration exacte, quand on sait maintenant que tant d'autres ont fait des déclarations tout à fait insuffisantes, et sans encombre! »

J'ai cru devoir vous lire ces extraits du livre de M. de Wieser, parce que son ouvrage est le seul qui ait été écrit, depuis les articles du conseiller Meyer, sur les résultats de la loi de 1896, et

que c'est l'œuvre d'un homme indépendant. Ce livre est de 1901, c'est-à-dire d'une époque où la loi avait déjà été appliquée pendant quatre ans.

Une appréciation de 1904 est un peu plus optimiste : elle émane de fonctionnaires de l'administration des finances. Voici ce que je lis dans la préface d'un ouvrage intitulé : « Das österreichische Personalsteuergesetz nach dem derzeitigen Stande der Praxis », œuvre du Dr Oskar Mann, K. K. Steuer-oberinspektor in Wien et du Dr Heinrich Jedlicka, K. K. Finanzkonzipist in Wien 1904.

« L'impôt personnel sur le revenu, qui est une apparition complètement nouvelle et proportionnellement la plus importante dans notre système d'impôts personnels réformé, et qui se tient dans le juste milieu de la théorie et de la politique financière, n'a pas trompé, somme toute, les espérances qu'on avait fondées sur lui. Les plaintes sur la morale fiscale, qui laisse toujours beaucoup à désirer, sur les résultats financiers de l'impôt qui ne sont pas tout à fait satisfaisants, sur l'exécution rigoureuse, injuste et fiscale de la loi, n'ont pas cessé de se faire entendre à l'heure présente. Cependant on peut dire de l'impôt personnel sur le revenu qu'il a pris sa place facilement, et vite, dans notre vie juridique, malgré sa complète nouveauté. On peut aussi espérer que les progrès de notre état fiscal, particulièrement dans le sens d'une diminution graduelle des charges de l'impôt qui se font le plus lourdement sentir, triompheront des obstacles, encore aujourd'hui dignes d'attention, qui s'opposent à un développement convenable de l'impôt personnel sur le revenu. »

Je trouve la même note dans une lettre de renseignements du 25 novembre 1906, signée de M. le baron de Störck, président des Coopératives agricoles d'Autriche (*allgemeiner Verband landwirtschaftlichen Genossenschaften in Oesterreich*).

« En ce qui touche l'impôt personnel sur le revenu, je dois dire qu'en général l'on est satisfait de cette loi fiscale (*man im allgemeinen mit diesem Steuergesetze zufrieden ist*). Les plaintes concernant la dissimulation de revenu ne sont pas fréquentes. L'application de la loi ne rencontre en fait aucune difficulté particulière et la population s'y est habituée. »

Il semble cependant que la fraude, si elle est en baisse, est loin d'avoir disparu. « Jusqu'ici, nous écrivait en 1907 un banquier de Vienne, beaucoup de capitalistes, notamment ceux qui n'ap-

partiennent pas au monde des affaires, n'ont pas sincèrement déclaré l'état de leur fortune et ainsi des sommes considérables en fait d'impôt ont été dérobées à l'État. De tout temps une moralité très aisée en matière d'impôt a prédominé en Autriche. »

Les comptes joints n'existent pas à Vienne, mais les valeurs sont toutes au porteur « et il se peut bien que, dans certains cas de décès, l'administration soit lésée par le fait que les héritiers se distribuent tout de suite entre eux une partie des valeurs » (1).

*Fraude sur le revenu des immeubles.* — Au surplus, en Autriche, la fraude s'infiltré partout.

On se préoccupe, en général, de la fraude sur les valeurs mobilières, mais en Autriche elle sévit aussi sur les *immeubles*; et un de nos correspondants nous écrit : « On admet que de grandes contraventions se commettent *surtout pour les biens immeubles*, et le fisc taxe en Autriche le revenu réel, presque deux fois autant que celui qui a été déclaré ». Ce qui semble vouloir dire qu'on fraude de 50 pour 100 sur les revenus immobiliers. Cette proportion de fraude correspond à celle que m'a indiquée le bourgmestre d'une grande ville de Bohême pour l'impôt sur les maisons. Avec les taxes additionnelles, cet impôt est de 45  $\frac{1}{3}$  pour 100 dans cette ville; la fraude, corollaire des impôts d'un taux excessif, abaisse ce taux de 50 pour 100. Le propriétaire, qui loue une chambre 20 florins, déclare qu'il l'a louée 10 florins et en verse 5 au fisc. Cela est connu et admis (2).

Les tableaux statistiques, renfermés dans les *Mittheilungen* du ministère des finances, confirment ces renseignements.

Par rapport à l'ensemble du revenu déclaré, ou imposé en augmentation du revenu déclaré, le pourcentage des diverses catégories de revenus déclarés, ou ainsi imposés, a baissé d'une façon constante en ce qui concerne le revenu de la propriété foncière et celui des valeurs mobilières.

Ce pourcentage a augmenté, au contraire, pour les revenus tirés des salaires et traitements.

La conclusion, c'est que l'on fraude sur les *revenus de la propriété foncière et sur celui des valeurs mobilières*, et cette

(1) Lettre du 12 février 1907.

(2) J'ai consigné cet intéressant aveu dans *La Vie communale en Bohême*, p. 11.

constatation concorde avec nos renseignements personnels.

Au contraire, l'organisation du contrôle des salaires et traitements, qui peut être et qui est bien combinée, laisse peu de place à la fraude : aussi ces salaires et traitements imposés ont-ils passé du chiffre de 917 millions en 1898 à celui de 1.352 millions en 1905, soit une augmentation de revenu imposé s'élevant à 435 millions.

Les tableaux statistiques des *Mittheilungen* de 1906 prouvent d'ailleurs que l'assiette de l'impôt sur les petites et les grosses fortunes, critiquée par von Wieser, ne s'est pas améliorée : Si le fisc a découvert en huit ans 107.024 contribuables dont le revenu est égal ou inférieur à 1.800 c., la proportion du nombre des contribuables à revenu de 1.800 c. et au-dessous par rapport au nombre total des contribuables a baissé, de 48,99 en 1898 à 47,68 en 1905, après un effort en 1900 où la proportion s'éleva à 49,93, et l'impôt payé par cette catégorie de fortunes a baissé de 8,02 à 7,98 pour 100.

Pour les contribuables dont les revenus varient de 40.000 c. jusqu'à 200.000 c., le pourcentage du nombre des contribuables par rapport au nombre total des contribuables a baissé de 0,40 à 0,36, et le pourcentage de l'impôt payé par ces contribuables, par rapport au produit total de l'impôt, a baissé de 28,18 à 16,52 pour 100. — Pour les revenus au-dessus de 200.000 c., le pourcentage du nombre des contribuables a baissé de 0,04 à 0,03, le pourcentage de l'impôt payé a baissé de 13,17 à 12,95.

Ce sont les fortunes moyennes, au contraire, qui, proportionnellement, ont payé plus d'impôt.

Le pourcentage du nombre des contribuables a monté pour les revenus au-dessus de 3.600 c. jusques et y compris 7.200 c. de 11,91 à 12,57; pour ceux de 7.200 c. à 12.000 c., de 3,11 à 3,23.

Le pourcentage d'impôt payé a monté pour les revenus de 3.600 à 7.200 c. de 16,24 à 17,47; pour ceux de 7.200 à 12.000, de 10,46 à 10,53.

En résumé, ce sont les petites et les grosses fortunes qui peuvent le plus facilement frauder. Les fortunes moyennes échappent difficilement au fisc.

Avant d'en finir avec cette question de fraude, je voudrais indiquer les moyens que le Parlement ou le fisc ont imaginés pour parer à ces dissimulations de revenu. Nous avons eu déjà occasion d'en signaler plusieurs. .



*Moyens employés, en 1896, pour lutter contre la fraude.* — Le fisc montre d'abord les dents. 1<sup>o</sup> Augmentation du chiffre des amendes.

La dissimulation d'impôt était punie d'une amende égale au triple de l'impôt dissimulé. En 1896, le divertissement d'impôt (déclaration inexacte) est puni d'une amende, variant entre 3 fois et 9 fois le montant de l'impôt auquel on a cherché à se soustraire; les dissimulations (omission de déclarations), sont punies d'une amende variant entre 1 et 6 fois le montant de l'impôt dissimulé.

2<sup>o</sup> Suppression du droit de déduction, sous la foi du serment, des dettes et autres charges afférentes aux propriétés bâties et non bâties, dont jouissaient les propriétaires fonciers, et suppression du même droit de déduction accordé précédemment aux propriétaires d'entreprises commerciales et industrielles. On ne se contente plus du serment.

Puis, après ces sévérités, le fisc se déride et fait des avances au contribuable.

3<sup>o</sup> Rappelons qu'un des moyens principaux de l'amadouer a été la participation des contribuables à l'assiette de l'impôt. Le contribuable se taxera lui-même, il n'aura plus rien à dire. Il ne pourra plus s'en prendre au fisc.

4<sup>o</sup> Rappelons aussi que la loi rassure en 1896 le contribuable, en diminuant les droits d'enquête du fisc, qui n'a plus le droit d'exiger la présentation des livres de commerce.

5<sup>o</sup> Autre mesure prise contre la fraude. On fait de l'impôt général sur l'industrie un impôt de répartition, mais sans fixer à tout jamais le contingent.

Ici le contribuable, bien qu'il ait des garanties contre le fisc et contre ses voisins, est moins gai; il ne peut échapper à l'impôt.

6<sup>o</sup> L'abaissement des tarifs d'impôt a été aussi une mesure prise contre la fraude. C'était la mesure qui pouvait le plus soulever au contribuable.

Pour les taux d'impôts ils sont baissés dans la proportion suivante : Pour le revenu du travail, le taux ne peut dépasser 5 pour 100; autrefois le maximum était de 20 pour 100 au-dessus de 9.000 florins de traitement. A la base aussi, le tarif commençait à 2 pour 100 du revenu variant entre 601 et 1.000 florins; en 1896 le premier tarif appliqué pour les petits revenus est de 0,06. Pour la *Rentensteuer*, le taux est abaissé de 10 à 2 pour 100

et l'exposé des motifs dit expressément que c'est pour diminuer la prime à la fraude.

Avec des taux moins élevés, le produit de l'impôt a augmenté, nous l'avons vu.

Dans cet ordre d'idées de l'abaissement des tarifs d'impôts devant diminuer la fraude, je rappelle que l'article 13 de la loi n'accorde les dégrèvements sur les impôts immobiliers, et les répartitions d'excédents entre les pays, qu'à ceux dont les diètes auront exempté l'impôt personnel sur le revenu de tous droits additionnels relevant de leur compétence.

Malgré tous ces efforts, la fraude subsiste. Après s'être longuement étendu sur la question, M. de Wieser conclut :

Les lois modernes d'impôts directs ne sont pas seulement des lois constitutionnelles qui ont besoin pour leur établissement de l'adhésion des représentants du peuple, elles ont encore plus besoin pour obtenir leur complète efficacité du concours effectif et de l'adhésion intime des électeurs et des citoyens.

Nous ne nous refusons pas à souscrire à cette pensée, mais nous croyons que le concours des citoyens et leur adhésion iront vers l'impôt qui leur pèse le moins et il nous semble qu'en Autriche cette longue habitude de fraude vient d'une longue habitude de l'impôt personnel. La fraude peut sévir en effet facilement sur l'impôt personnel, difficilement sur l'impôt réel.

**2<sup>e</sup> Cause d'inégalité.** — *L'impôt épargne les campagnes aux dépens des villes.* — « A la différence de la ville, dit von Wieser, l'assiette de l'impôt dans les campagnes est malade sur toute la ligne, du plus petit au plus gros contribuable, quoique avec des exceptions nombreuses sans doute ; et vraisemblablement c'est avant tout le revenu agricole qui est le plus imparfaitement assis ; la population des cultivateurs en sort à peu près exempte et la propriété foncière moyenne et grande n'est évaluée que très au-dessous de sa valeur.

« Le principe d'un impôt sur le revenu personnel est nouveau pour les contribuables fonciers ; les chiffres fictifs du cadastre ont une influence ; l'évaluation du bénéfice agricole est un travail auquel le fonctionnaire est beaucoup plus étranger qu'à celui de l'évaluation du bénéfice industriel, pour laquelle il est mieux préparé par l'impôt sur l'industrie ; d'ailleurs, la conversion

en argent du produit agricole en nature est un travail qui fait descendre dans le détail et qui est obscur ; le cultivateur lui-même ne peut pas s'y retrouver, enfin la situation de l'agriculture est mauvaise en fait et l'opposition contre tout impôt nouveau est compréhensible. Si l'on remarque encore la grande étendue de la circonscription confiée à un fonctionnaire, la petite densité de la population et le fractionnement du travail, on comprend que l'assiette de l'impôt soit restée tout à fait superficielle, que le fisc n'ait pas cherché à pénétrer plus profondément dans les situations personnelles et se soit contenté en règle d'une multiplication mécanique du revenu cadastral pour calculer le produit de l'exploitation....

« L'impôt sur le revenu porte sur le revenu le plus apparent ; il frappe les bourgeois honnêtes et avant tout dans les villes où, après l'impôt sur les loyers (*Zinssteuer*), il frappe encore une fois le revenu suivant une échelle plus raffinée, sans que la *Zinssteuer* soit diminuée. Le « bilan agraire » de l'impôt personnel sur le revenu s'élève, pour 1898, d'après Meyer, à 2 millions de florins de nouvelles charges fiscales, d'une part, et à 6 millions d'atténuations d'autre part (3,5 millions de florins sur le *Grundsteuer*, et 2,5 millions par la revision du cadastre) ; le « bilan des villes » se résume en ce qu'elles ont supporté non seulement la plus grande partie mais la charge entière de la réforme, parce que la part de l'agriculture dans cette charge n'est qu'apparente et en vérité est dépassée par les faveurs fiscales de toutes sortes données aux campagnes.

« Aussi longtemps que cette situation durera, il ne saurait être question de l'élévation du taux de l'impôt. »

Et von Wieser conclut :

« Avant que ce plan puisse être réalisé (la prépondérance des impôts directs) il faudrait, et c'est une condition *sine qua non*, que l'assiette soit bien faite partout et complètement dans toutes les couches de la population. Avec ses 23 millions de florins, l'impôt personnel sur le revenu n'est pas seulement financièrement insuffisant, mais aussi, ce qui est beaucoup plus important, il n'est pas susceptible de développement à raison de l'inégalité de son assiette (1). »

*La Personaleinkommensteuer a d'autres causes d'infé-*

(1) Von Wieser, p. 139.

*riorité.* — Nous ne reviendrons pas sur les difficultés de calculer le revenu net imposable, avec toutes les déductions qu'il faut bien admettre pour tâcher de dégager le revenu réel. Nous ne nous appesantirons pas sur ce qu'il y a de relatif et de contingent dans l'appréciation des amortissements de capitaux, dans le calcul des bénéfices commerciaux et industriels. On sait en effet la diversité infinie des méthodes d'établissement des bilans, qui varient suivant le degré de prudence du commerçant ou de l'industriel, suivant la nature de ses affaires, son genre de commerce ou d'industrie.

Mais nous insisterons sur l'inquisition dans les fortunes privées qui résulte d'un pareil mode d'évaluation, sur les vexations qui en sont le corollaire.

### **La Personaleinkommensteuer est-elle un impôt vexatoire?**

Un de nos correspondants, un banquier de Vienne, nous écrit que les dispositions de la loi relatives à l'impôt personnel sur le revenu sont « *très vexatoires* parce que la direction des contributions n'admet généralement pas que la déclaration sur l'état de fortune ou des revenus ait été sincère ; elle suppose plutôt chez tout contribuable le projet de vouloir frustrer l'État. Aussi procède-t-elle en conséquence : elle demande à chacun des détails et des renseignements d'une manière si vexatoire que le contribuable n'est souvent pas à même de les donner ; il lui est très difficile de prouver qu'il n'a pas de revenu plus grand que celui qu'il a indiqué ; dans ce cas c'est l'administration qui fixe le revenu, et le contribuable doit se résigner à payer effectivement l'impôt sur un revenu supérieur à celui qu'il possède. »

Le fisc a le « droit de majorer à son gré le revenu déclaré, quand cette déclaration lui paraît au-dessous de la vérité ».

Voici maintenant l'intéressante appréciation que nous donne de l'impôt personnel sur le revenu, après expérience faite, un Français qui a habité l'Autriche, une localité près de Vienne, pendant plusieurs années :

« Je ne crois pas que le public français se plierait aussi facilement que l'autrichien aux exigences et *inquisitions* fiscales ; cet impôt est vraiment vexatoire. Voici comment il est appliqué : *Tous les ans*, vous devez vous procurer une feuille que l'on trouve dans les bureaux du percepteur, et vous devez faire

la déclaration de vos revenus en détaillant, c'est-à-dire en donnant la liste de vos valeurs mobilières, actions, etc., immeubles bâtis et non bâtis, et le revenu afférent; puis, au verso, vous avez à inscrire les charges, pensions, rentes que vous avez à faire; les impôts fonciers et autres, sans y comprendre l'impôt sur le revenu, les dettes hypothécaires ou chirographaires, si vous en avez; puis vous faites la soustraction, et c'est la somme qui reste qui est taxée; là commencent les ennuis: il vous faut justifier les pensions, charges ou dettes dont vous demandez la déduction; puis cette feuille est remise au percepteur, *examinée par une commission de notables de l'endroit (nous connaissons la discrétion de la province!)*, et enfin vous pouvez être convoqué chez l'agent du fisc pour entendre que vous avez déclaré trop peu, ce qui m'est arrivé; j'ai répondu à l'agent que, s'il ne me croyait pas, il était libre d'aller en France contrôler mes dires, et que, du reste, je payais déjà assez en France sans être obligé de payer une deuxième fois en Autriche. Il m'a répondu que, le jour où l'impôt sur le revenu serait établi en France, j'en serais libéré en Autriche (1). *J'ai été ainsi convoqué deux fois, et, finalement, on m'a laissé tranquille.* Mais où cet impôt est vraiment vexatoire, c'est pour le fabricant, qui est obligé de faire sa déclaration et d'indiquer sur sa feuille chaque ouvrier ou employé, avec ce qu'il gagne comme salaire; ses bénéfices sont contrôlés, et gare à l'amende, si quelque chose est oublié, et toujours la commission qui est au courant de vos affaires! Pour le propriétaire d'immeubles, il a, lui, outre sa feuille personnelle, à donner la liste de tous ses locataires, à leur faire parvenir leur feuille personnelle, à les réunir pour envoyer le tout à l'agent du fisc. S'il habite sa maison, il doit compter comme revenu le loyer de l'appartement qu'il habite.

« Cet impôt se paie par semestre, 1<sup>er</sup> juin et 1<sup>er</sup> décembre; mais vous attendez quelquefois jusqu'en juillet pour avoir votre feuille d'impôt; naturellement, vous n'avez pas payé, puisque vous ne saviez pas combien il fallait payer; cela ne fait rien, vous avez à acquitter 5 pour 100 d'intérêts de retard; il en est, du reste, de même pour les autres impôts. Si vous avez un immeuble, vous devez, tous les deux ans, faire la liste complète de toutes les pièces avec leurs numéros, qui doivent correspondre à ceux qui sont sur le plan déposé au bureau des impôts,

(1) Voir *supra*: Bulletin de mars 1907, page 177.

lors de la construction; la maison n'a pas changé, mais cela ne fait rien; tous les deux ans vous devez fournir cette liste. Si vous construisez, vous attendez quelquefois trois ans avant d'avoir votre feuille; trois ans de retard par la faute des employés. Vous avez cependant à acquitter les intérêts de retard, à 5 pour 100, et n'avez rien à dire. Je ne crois pas que le Français se laisserait mener comme cela; il faut le caractère bon enfant de l'Autrichien. En tout cas, c'est l'inquisition et la révélation de vos affaires qui, en somme, ne regardent que vous; si vous êtes gêné, que vous empruntiez sur hypothèque ou autrement, toute la ville le sait, et il vous faut prouver cela à l'agent du fisc.

« Cependant, en général, le public s'est accommodé aux duretés de la loi, nous écrit le banquier de Vienne déjà cité; mais il me semble que, dans la confection des lois, on devrait tenir à relever la moralité des contribuables et à accorder à l'État aussi peu de droits vexatoires que possible. L'oppression produit la contre-pression et amène facilement ce résultat que les étrangers aiment mieux, par suite de la dure application de la loi, se dérober à ses dispositions en abandonnant leur domicile. »

Et, à un supplément d'enquête, il m'est répondu, en ce qui concerne l'émigration à l'étranger causée par l'impôt sur le revenu, que « quelques cas *sporadiques* se sont seulement produits, surtout parce qu'il est facile de changer de domicile entre l'Autriche et la Hongrie, où il n'y a pas d'impôt personnel; mais, en général, ajoute mon correspondant, le fisc est libéral envers les étrangers et tâche de ne pas les chicaner ».

*Limite des droits d'enquête du fisc.* — Il y a d'ailleurs des limites au droit d'inquisition du fisc. « La seule disposition douce de la loi, continue en effet le même correspondant, est celle aux termes de laquelle le fisc n'est pas en droit de prendre connaissance des livres de compte des contribuables; en revanche, le contribuable a le droit de soumettre ses livres de compte à l'administration, afin de faire constater la véracité de sa déclaration. Mais il est très rare que l'administration prenne connaissance des livres des négociants, parce qu'au fond elle ne procède pas avec malveillance et ne sévit que dans les cas très graves. La comptabilité des personnes privées n'a aucune force probante pour elle (1) ».

(1) Lettre du 12 février 1907.

D'autres prescriptions s'opposent aux vexations du fisc.

Le marché financier reste à l'abri de ses enquêtes. Le fisc n'a pas le droit de contrôler les déclarations concernant les valeurs mobilières par des enquêtes faites dans les écritures des agents de change ou banquiers.

Voici ce que dit à ce sujet M. Jobit, parlant de l'obligation imposée aux personnes s'occupant de négocier des valeurs mobilières, de tenir un répertoire visé par les autorités fiscales pour la perception du droit de timbre sur les opérations de bourse (loi du 9 mars 1897).

« Les écritures commerciales doivent être organisées de telle sorte que, par leur comparaison avec le répertoire, l'exacte imposition de toute opération qui y est soumise et inscrite puisse être clairement et facilement constatée. Les autorités fiscales ont, en tout temps, la faculté de prendre connaissance des répertoires des deux dernières années écoulées, ainsi que ceux de l'année en cours, et aussi des premières écritures relatives aux négociations de valeurs mobilières, main-courante, brouillard, livre-journal, etc.; elles pourront encore imposer, dans un but de contrôle, la production d'extraits certifiés de ces répertoires sans pouvoir utiliser les indications recueillies en ces matières pour la liquidation d'un autre impôt, tel que l'impôt sur le revenu ou l'industrie. »

Ainsi, la législation est formelle; elle entend que la perception de l'impôt sur le revenu ne puisse troubler le marché financier. L'agent du fisc n'a pas à profiter de son droit de regard sur les répertoires des négociations de valeurs mobilières pour y chercher les noms des contribuables et y puiser des moyens de suspecter les déclarations faites concernant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur l'industrie. Il verra seulement si les opérations de bourse ont subi le droit de timbre; mais la loi lui défend d'aller au delà.

Voici ce que nous écrit, à ce sujet, un banquier viennois :

« Le fisc n'a effectivement aucun droit de faire des recherches en questionnant les banques au sujet des dépôts ou des spéculations de leur clientèle.

« Le fisc a essayé, il y a quelques années, d'attirer (sic) les banques pour certaines informations, et on a constaté que, d'après la loi, le fisc n'avait aucun droit de forcer les banques à violer leurs secrets professionnels. Cette constatation a contribué beaucoup à calmer le public. »

De même, en matière de succession aucune inquisition ne paraît admise.

C'est le tribunal de district qui est chargé de surveiller l'exécution des prescriptions civiles et fiscales en matière de succession, d'après une procédure réglée par la loi du 9 août 1854. Il est chargé de s'assurer que les héritiers ont rempli les obligations à eux imposées. Un inventaire est dressé pour les successions dévolues à des mineurs et acceptées sous bénéfice d'inventaire.

C'est au tribunal que sont produites les déclarations détaillées comprenant l'indication de l'actif, du passif, et la part dévolue à chaque héritier ainsi qu'un relevé des immeubles sur lesquels est perçu un droit de mutation en sus du droit de succession (1).

Si ces déclarations n'ont pas été présentées au tribunal dans le délai d'un an (loi du 18 juin 1901), il y a lieu de réclamer un intérêt à 4 pour 100 du montant des droits dus. Les droits liquidés par le bureau fiscal et ayant fait l'objet d'un avis donné à l'héritier sont productifs d'intérêts à 5 pour 100 si le paiement n'est pas fait dans les 30 jours.

Tous les héritiers signent la déclaration et sont responsables, mais, en cas de fraude présumée, c'est à l'héritier principal chef de famille que le serment peut être déféré sous sa seule responsabilité personnelle, en vertu d'une autorisation du ministre des finances produite au tribunal. Si le redevable ne comparait pas au jour fixé pour la prestation de serment, le tribunal peut, sur réquisition, le condamner à une amende de 50.000 couronnes au maximum. Cette disposition, dit M. Jobit, ne paraît pas avoir été encore appliquée (2).

On nous écrit de Vienne que « l'administration accepte d'ordinaire cette déclaration sans autre recherche ; ce n'est que dans des cas fort rares qu'elle a le droit de demander la prestation de serment ».

En dépit de cette limitation des droits du fisc, on ne saurait nier que la perception de la *Personaleinkommensteuer* comporte une bonne dose de vexation. Cela résulte de la lecture de la loi, comme de notre enquête.

Et il résulte de notre enquête que cette vexation ne sert pas

(1) Jobit, *op. cit.*, p. 123.

(2) Jobit, *ibid.*, p. 129.



à grand'chose, puisque, quand elle n'a pas abouti, le fisc, en dernière analyse, en arrive, à défaut des déclarations contrôlées, à asséoir l'impôt sur les signes extérieurs.

*A défaut des déclarations contrôlées, le fisc, en fait, asséoit l'impôt sur le loyer.* — En France la contribution personnelle mobilière est basée sur les signes extérieurs. Par des présomptions de revenu basées sur le loyer d'habitation, ce mode de taxation prévient la fraude et respecte davantage le principe de l'égalité devant l'impôt, ainsi que le secret des affaires.

C'est là la qualité principale de nos quatre vieilles. Ces discrètes personnes, encore si robustes, qu'on a beaucoup plaisantées mais auxquelles on regretterait de dire adieu, puisque leur dire adieu serait voir partir l'impôt levé sans fracas, sans difficulté, ces quatre vieilles, acariâtres quelquefois, à la main parfois lourde parce qu'elles procèdent par déductions inflexibles, si libérales pourtant, si conformes à nos idées d'indépendance, au secret que nous aimons garder sur nos affaires. c'est l'impôt sur les réalités concrètes des signes extérieurs qui ne trompent pas ou ne peuvent tromper longtemps : ce n'est pas l'impôt sur la conscience, chose variable quand elle s'appelle la conscience fiscale. Et la *Steuermoral* relative n'est peut-être pas spéciale à l'Autriche.

Un de nos vice-présidents me racontait un jour qu'à Toulouse, lorsque la Révolution a remplacé par l'octroi l'impôt du 10<sup>e</sup> sur le revenu ou la taille arbitraire, on appela cet octroi la *commutation* et que dans le peuple l'appellation a survécu : tout impôt est une peine qu'il faut supporter, mais il y a eu commutation de peine quand on a obtenu l'impôt réel à la place de l'impôt personnel.

En Autriche, en fait, on cumule les deux modes d'imposition. Le signe extérieur de la richesse le plus sûr, — ou le moins incertain, si l'on veut, — c'est le loyer. La loi autrichienne ne néglige pas complètement ce moyen de contrôle du revenu déclaré.

Nous avons vu que les propriétaires sont tenus de fournir au fisc une liste de leurs locataires indiquant les loyers payés.

De même, le contribuable doit déclarer et comprendre dans son revenu la valeur nette d'utilisation des bâtiments qu'il habite; s'il louait sa maison il en tirerait un revenu qu'il emploierait ou à son loyer ou autrement; il se paie son loyer à lui-même en

habitant ; le fisc n'admet pas la compensation et distingue une recette et une dépense relativement à cette consommation de revenu en nature.

Mais, dans le système autrichien, la loi ne frappe que le revenu réel ainsi employé à l'habitation, elle ne frappe que le revenu correspondant au loyer payé ; elle ne présume pas légalement d'après le loyer un revenu plus élevé d'après une proportion arbitraire ou probable.

Donc, dans ce système, le contribuable qui a omis de déclarer ses revenus mobiliers échappe à l'impôt sur les rentes et à l'impôt personnel sur le revenu en ce qui concerne cette sorte de revenus, sans que le fisc paraisse en droit, d'après le texte de la loi, de déduire mathématiquement du chiffre du loyer le montant des revenus mobiliers non déclarés, dont la preuve sera le plus souvent difficile.

Dans la pratique néanmoins, le fisc autrichien en arrive à calculer le revenu d'après le loyer.

En effet, en ce qui concerne les déclarations de valeurs mobilières, voici ce que m'écrivit, le 12 mars 1907, un de mes correspondants de Vienne :

« Le contribuable est obligé de donner la liste détaillée des fonds et des titres dont il touche les revenus. S'il ne le fait pas et s'il en est vainement requis par le fisc, celui-ci a le droit d'imposer une amende jusqu'à concurrence de 200 couronnes. Si, malgré cela, le contribuable refuse de donner des détails, le fisc prend ses informations auprès des personnes de confiance et fixe lui-même le montant des revenus probables : le *quintuple du loyer payé par le contribuable est généralement une base pour le fisc*. On procède de la même façon au cas où le contribuable refuse de faire une déclaration quelconque ou d'indiquer le montant de ses revenus. »

A ce mode de procéder, à cette évaluation mécanique du revenu d'après le loyer multiplié par le chiffre 5, je trouve une base légale dans le pouvoir illimité donné aux commissions d'évaluation d'asseoir l'impôt sur l'ensemble de la situation du contribuable et le chiffre de ses dépenses, quand elles estiment que le revenu déclaré est trop faible (1).

(1) Voir *supra*, p. 196. — MM. Mann et Jedlicka, 1904, p. 292 et suiv., commentant le § 214 et la loi qui donne à la commission d'évaluation le droit de tenir compte des signes extérieurs pour le calcul du revenu, nous font savoir que la jurisprudence de la Cour de justice administrative n'est

Ainsi, en fait, l'impôt personnel se trouve établi d'après les signes extérieurs, et le principe de l'impôt personnel et de la déclaration s'atténue dans l'application. Ce n'est pas la peine, dès lors, de renoncer d'abord à l'impôt sur les signes extérieurs s'il faut y revenir en dernière analyse. Ce n'est pas la peine de tracasser les contribuables pour une déclaration dont on finit par se passer. C'est beaucoup de bruit pour rien.

*Le système est coûteux.* — Notons enfin que le système de l'impôt personnel sur le revenu est coûteux.

Nous avons vu que la loi de 1896 a prévu une somme de 2.400.000 couronnes pour les frais d'établissement des nouveaux impôts.

Écoutons ce que dit, à ce sujet, M. de Wieser en 1901 :

« Pour comprendre complètement l'insuffisance de l'assiette de l'impôt, on ne doit pas oublier que la loi autrichienne refuse au fonctionnaire qui en est chargé — et qui aurait besoin, pour l'accomplissement de sa mission nouvelle, d'une protection particulière — un moyen d'action hautement efficace, qui est donné au fonctionnaire prussien.

« Les communes préparent, en Prusse, le travail du fonctionnaire d'État de la façon la plus productive. Ce sont les maires (*Gemeindevorsteher*), avant tout, qui sont chargés de relever la situation des personnes, et aussi les commissions d'évaluation préalable qui, dans chaque commune, rassemblent les éléments d'information pour tous les contribuables et préparent l'évaluation des cotes jusqu'à un revenu de 3.000 marks, de manière que le fonctionnaire d'État peut la ratifier d'un trait de plume au cas où il l'admet, et qu'il ne saisit la commission d'évaluation proprement dite que dans le cas où il n'approuve pas les propositions de la commission préalable.

Du fait seul que les contribuables jusqu'à 3.000 marks de revenus sont au nombre de 87,5 pour 100 de l'ensemble des contribuables, une besogne énorme est déjà enlevée, en Prusse, aux fonctionnaires du fisc et aux commissions compétentes. Mais il faut encore compter le travail qui est ainsi préparé pour les contribuables ayant un revenu plus élevé. On a eu, en Autri-

ni uniforme ni satisfaisante sur ce point. Il paraît en résulter cependant que l'évaluation ne peut être faite que d'après les signes extérieurs qui prouvent l'ensemble du revenu ou de la situation économique et non d'après les signes extérieurs d'une source de revenu considérée isolément.

che, de bons motifs de ne pas confier ce travail aux communes : des motifs politiques et autres ; mais l'effet ne pouvait manquer de se produire sur les employés d'État chargés de l'assiette ; ceux-ci devaient être accablés par le poids de leur mission, s'ils voulaient la remplir d'une façon complète. Les *Vertrauensmänner*, que le ministre des finances nomme pour renseigner l'agent du fisc, — à la place des maires et des commissions d'évaluation préparatoire en Prusse, — dirigés éternellement par cet agent, ne peuvent le décharger complètement de sa besogne....

« Le ministère s'est déjà préoccupé d'augmenter le nombre des fonctionnaires ; il faudra cependant faire encore plus pour réparer la brèche ouverte par l'absence de collaboration des communes.

« Puisque l'institution des *Vertrauensmänner* n'a pas rempli sa mission à la place des communes et des commissions d'évaluation préalable prussiennes et puisque, pour des raisons politiques récentes, on est, aujourd'hui encore moins qu'au temps de l'élaboration de la loi, en situation de s'adresser aux communes, il ne reste qu'à augmenter le personnel des fonctionnaires. »

### Conclusion.

Ainsi, Messieurs, vous voyez combien le législateur en Autriche a été prudent et modéré, combien le système fiscal de ce pays est conforme à son système politique, avec des contre-poids admirablement combinés pour obtenir l'équilibre. Le fisc, en 1896, n'avait pas à changer radicalement les habitudes des contribuables, et trouvait des gens dressés à la déclaration depuis le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire depuis plus de 200 ans, depuis une époque presque féodale, où la puissance de la fortune et de l'aristocratie était prépondérante. Sa tâche était donc relativement aisée.

De plus, voisine de l'Allemagne, en contact perpétuel avec elle, peuplée de près de 10 millions d'Allemands sur une population de 26 millions d'âmes, sœur de l'Allemagne également par ses institutions politiques, tout au moins par son organisation locale, dans laquelle le système électoral des classes fait prévaloir la représentation des intérêts, l'Autriche avait chez ses voisins et amis un modèle tout prêt, qu'elle n'avait guère qu'à copier. Aussi le fisc autrichien a-t-il pu profiter de l'expérience

de ses voisins, et les fonctionnaires autrichiens n'ont-ils pas manqué d'aller dans les villes de Prusse prendre des leçons de fiscalité.

La tâche était donc facilitée par la tradition et les mœurs, par l'exemple d'un peuple voisin, ayant une discipline sociale analogue, par l'organisation presque féodale de l'aristocratie et de la grande propriété foncière.

La tâche était aussi facilitée par les institutions politiques de l'Autriche, par son régime constitutionnel à freins puissants : la Couronne et la Chambre des seigneurs, indépendantes du suffrage populaire, le régime censitaire, l'influence donnée à la fortune dans le système électoral, ce qui a permis d'introduire un régime analogue dans le système fiscal d'assiette de l'impôt.

Est-ce à dire que l'impôt personnel soit une institution monarchique ? Il est appliqué dans la plupart des monarchies d'Europe. Elles ont pu l'adopter sans crainte parce que, dans ces pays, des contrepoids constitutionnels ont permis d'équilibrer le système, de mettre des freins au char de l'État, pour éviter une descente brusque et dangereuse vers la démagogie. Sans donc soutenir qu'il est une institution monarchique, constatons que l'impôt personnel sur le revenu et d'une façon générale l'impôt personnel a paru, dans des pays monarchiques, moins à redouter qu'ailleurs. D'autre part, cet impôt personnel avec son cortège obligé d'inquisitions dans les affaires privées, cet impôt qui veut, pour être appliqué, l'esprit de discipline de la part des contribuables, l'esprit de soumission complète à l'autorité publique, est bien en harmonie avec l'esprit du régime monarchique. Et notons dans cet ordre d'idées que la grande République sœur, celle des États-Unis a toujours repoussé l'impôt personnel sur le revenu.

Est-ce à dire que le système de l'impôt personnel est « indigne d'un pays libre et qui tient à rester libre », comme l'a dit ici M. Berthélemy ?

Est-ce à dire que l'impôt personnel ne puisse être adopté dans un régime républicain où il n'existe pas de Chambre des pairs ou des seigneurs, mais un Sénat issu, comme la Chambre des députés, du suffrage universel, où le chef de l'État n'a pas de pouvoir propre ? Faut-il craindre que, sous ce régime constitutionnel, les théories collectivistes aidant, la minorité des plus riches ne devienne taillable et corvéable à merci par la majorité des moins riches, ou du prolétariat tout-puissant ?

Une démocratie grandissante, où l'impôt personnel et progressif n'a pour entrave à un développement excessif que la sagesse, l'esprit de justice, le bon sens, la modération et la prudence des masses et de leurs représentants, saura-t-elle ménager la poule aux œufs d'or? Cette démocratie comprendra-t-elle le rôle économique du capital, de la fortune et du luxe? Le moins riche continuera-t-il à voir sans émotion ni envie de plus riches que lui? Une démocratie sans contrepoids constitutionnel maniera-t-elle avec le doigté nécessaire cet instrument délicat et dangereux de l'impôt personnel? Saura-t-elle ne pas passer la mesure et maintenir l'équilibre entre ses besoins et les facultés du contribuable?

Je n'ai pas à me prononcer sur ces questions ni à diagnostiquer l'avenir, n'ayant pour mission que de vous exposer le système autrichien, de vous apporter ici les éléments d'une enquête, de vous mettre en situation d'apprécier vous-mêmes, chacun suivant vos idées politiques ou votre tempérament, la valeur et la portée de l'impôt sur le revenu en Autriche.

C'est en me plaçant à ce point de vue objectif qu'avant de finir j'insiste sur un trait essentiel.

La réforme fiscale a été, en Autriche, l'œuvre des conservateurs qui, dans la réforme fiscale, comme dans la réforme électorale, ont fait preuve d'esprit politique en cédant dans une certaine mesure aux revendications des masses de la population. Cette politique conservatrice n'a pas voulu opposer une digue au flot, elle l'a canalisé assez adroitement et son travail paraît durable. L'aristocratie, la grande propriété foncière, ont fait une place, auprès d'eux, dans le sein du Parlement, aux classes populaires; en matière fiscale aussi, on peut dire que c'est la classe la plus fortunée qui s'est imposée elle-même, mais en restant maîtresse des tarifs et, en partie, de l'assiette même de l'impôt. Elle n'a pas été opprimée par les majorités moins fortunées qui ne paient pas l'impôt personnel sur le revenu. Elle ne saurait l'être tant que durera le système politique actuel.

Ce système a été modifié, il est vrai. Une réforme vient d'être réalisée, en Autriche, qui peut avoir de grosses conséquences. La nouvelle Chambre des députés a été élue pour la première fois par le suffrage universel, qui vient de briser les anciens privilèges de la noblesse et les curies électorales modelées sur nos États de l'ancien régime.

Ceux des Autrichiens qui voient avec inquiétude la récente in-

introduction du suffrage universel peuvent se demander s'il laissera subsister longtemps les tarifs actuels et le régime électoral local, ainsi que le système d'assiette fiscale basé sur la représentation des intérêts, s'il ne tentera pas d'introduire la progression dans les droits sur les successions, s'il ratifiera en un mot l'œuvre assez modérée, tout compte fait, du législateur de 1896.

Néanmoins, ce qui fait croire que cette œuvre est durable, c'est que la Chambre des Seigneurs survit et avec des garanties qui compensent en partie les gains du suffrage universel. Les pairs n'ont accepté le suffrage universel pour l'élection de la Chambre basse qu'à la condition que le nombre des membres à vie de la Chambre des Seigneurs serait limité. La couronne et le gouvernement se lient les mains et, à l'avenir, ne pourront plus vaincre les résistances de la Chambre des Seigneurs par ces fournées de pairs qui ont donné dans cette Chambre à la bourgeoisie une place prédominante (1).

Le contrepoids du pouvoir impérial et d'une Chambre des pairs maintenue indépendante du suffrage universel; le besoin pour chaque Royaume ou *Land* de rester uni en présence des luttes de race, de langue, et de nationalités: ce fait que l'impôt sur le revenu est déjà acclimaté en Autriche, où le suffrage universel va se trouver en présence d'une besogne faite, et d'habitudes prises, mettront sans doute obstacle dans ce pays aux excès fiscaux auxquels une démocratie ignorante pourrait être tentée de se livrer.

(1) *La Revue Politique et Parlementaire*, février 1907. La vie politique et parlementaire à l'étranger; l'Autriche par le Dr Gustave Kolmer.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE. — Dr Léopold Berg, *Die OÖsterreichische Steuerträger*, 1898; *Die neuen Steurgesetze*, Wien, 1897 — Berstl, K. k. *Steuerober-inspector*, *Die neue allgemeine Erwerbsteuer*, Brünn, 1897. — Id. *Die Personaleinkommensteuer und die Besoldungssteuer von höheren Dienstbezügen*, Brünn, 1898. — Id. *Die Erwerbsteuer von den der öffentlichen Rechnungslegung unterworfenen Unternehmungen*, Brünn, 1897. — Id., *Die Rentensteuer*, Brünn, 1898. — Id., *Vertrauensmänner und Schätzungscommission für die Personaleinkommensteuer*, Wien, 1897. — Dr Rudolf Pensch, *Ministerial vicesecretär im k. k. Finanzministerium*, *Leichtfalschlicher Rathgeber für Grundbesitzer wie das Personaleinkommensteuer-Bekennntnis verfasst werden soll*, Wien, 1898. — Id., ... *für Beamte und Angestellte*. — Id., ... *für Geschäftsleute*. — Id., ... *Renteneinkommen und Rentensteuer Bekennntniss*. — Id., *Unsere Wertpapiere und die neue Rentensteuer für Wertpapierbesitzer*. — Ladislaus Leimsner, *Rechnungsrevident der k. k. Steueradministration für den VIII-IX. Bezirk in Wien*, *Bekennntniss zur Personaleinkommensteuer*. — Dr Edmund von Herzfeld, *Hof- und Gerichtsadvokat in Wien*, Leipzig. *OÖsterreichisches Gesetz von Jahre 1896 betreffend die Personalesteuern*. — *Zeitschrift für Volkswirtschaft, Socialpolitik und Verwaltung*, t. VIII, Vienne et Leipzig, 1899. Article du Dr R. Meyer, *Die ersten Ergebnisse der Personaleinkommensteuer in OÖsterreich*.

Dr Friedrich Freiherr von Wieser, *Professor an der deutschen Universität in Prag*, *Die Ergebnisse und die Aussichten der Personaleinkommensteuer in OÖsterreich*, Leipzig, Verlag von Dunker und Humblot, 1901. — Dr Oskar Mann, *k. k. Steueroberinspektor in Wien*, und Dr Heinrich Jedlicka, *k. k. Finanzkonzipist in Wien*, *Das OÖsterreichische Personalsteuergesetz nach dem derzeitigen Stande der Praxis*, Wien, 1904.

*Mittheilungen des k. k. Finanzministeriums, aus der k. k. Hof- und Staatsdruckerei*, Wien, novembre 1906. Document officiel mis en vente.

Diverses ordonnances ont été prises en exécution de la loi du 25 oct. 1896. Voici leurs dates :

28 janvier 1897. *Impôt général sur l'industrie*, R. G. Bl., p. 139.

24 avril 1897. *Impôt personnel sur le revenu et impôt sur les traitements élevés*, R. G. Bl., p. 475.

23 juillet 1897. *Impôt sur les rentes*, R. G. Bl., 1119, avec formule de déclaration et divers modèles, p. 1151.

27 oct. 1897. Réglementation concernant le paiement des traitements par les caisses publiques. *Impôt sur le revenu et sur les traitements élevés*.



**Tarif de la Personaleinkommensteuer**  
(§ 172 et 175 de la loi et article 34 de l'ordonnance).

L'impôt personnel sur le revenu est calculé sur le revenu annuel, d'après le tarif suivant :

| Revenu<br>supérieur à   |             |         |                    | Impôt<br>à percevoir. |   |
|-------------------------|-------------|---------|--------------------|-----------------------|---|
| 1 <sup>re</sup> classe. | 600 florins | jusqu'à | 625 florins inclus | 5.60 florins.         |   |
| 2 <sup>e</sup>          | 625         | —       | 650                | 4                     | — |
| 3 <sup>e</sup>          | 650         | —       | 675                | 4.40                  | — |
| 4 <sup>e</sup>          | 675         | —       | 700                | 4.80                  | — |
| 5 <sup>e</sup>          | 700         | —       | 750                | 5.40                  | — |
| 6 <sup>e</sup>          | 750         | —       | 800                | 6                     | — |
| 7 <sup>e</sup>          | 800         | —       | 850                | 6.80                  | — |
| 8 <sup>e</sup>          | 850         | —       | 900                | 7.60                  | — |
| 9 <sup>e</sup>          | 900         | —       | 950                | 8.40                  | — |
| 10 <sup>e</sup>         | 950         | —       | 1,000              | 9.20                  | — |
| 11 <sup>e</sup>         | 1,000       | —       | 1,100              | 10                    | — |
| 12 <sup>e</sup>         | 1,100       | —       | 1,200              | 12                    | — |
| 15 <sup>e</sup>         | 1,200       | —       | 1,500              | 14                    | — |
| 14 <sup>e</sup>         | 1,300       | —       | 1,400              | 16                    | — |
| 15 <sup>e</sup>         | 1,400       | —       | 1,500              | 18                    | — |
| 16 <sup>e</sup>         | 1,500       | —       | 1,600              | 20                    | — |
| 17 <sup>e</sup>         | 1,600       | —       | 1,700              | 22                    | — |
| 18 <sup>e</sup>         | 1,700       | —       | 1,800              | 24                    | — |
| 19 <sup>e</sup>         | 1,800       | —       | 1,900              | 27                    | — |
| 20 <sup>e</sup>         | 1,900       | —       | 2,000              | 30                    | — |
| 21 <sup>e</sup>         | 2,000       | —       | 2,200              | 34                    | — |
| 22 <sup>e</sup>         | 2,200       | —       | 2,400              | 39                    | — |
| 25 <sup>e</sup>         | 2,400       | —       | 2,600              | 44                    | — |
| 24 <sup>e</sup>         | 2,600       | —       | 2,800              | 49                    | — |
| 25 <sup>e</sup>         | 2,800       | —       | 3,000              | 55                    | — |
| 26 <sup>e</sup>         | 3,000       | —       | 3,500              | 62                    | — |
| 27 <sup>e</sup>         | 3,500       | —       | 3,600              | 71                    | — |
| 28 <sup>e</sup>         | 3,600       | —       | 3,900              | 80                    | — |
| 29 <sup>e</sup>         | 3,900       | —       | 4,200              | 90                    | — |
| 50 <sup>e</sup>         | 4,200       | —       | 4,600              | 101                   | — |
| 51 <sup>e</sup>         | 4,600       | —       | 5,000              | 114                   | — |
| 52 <sup>e</sup>         | 5,000       | —       | 5,500              | 120                   | — |
| 55 <sup>e</sup>         | 5,500       | —       | 6,000              | 146                   | — |
| 54 <sup>e</sup>         | 6,000       | —       | 6,500              | 165                   | — |
| 55 <sup>e</sup>         | 6,500       | —       | 7,000              | 181                   | — |
| 56 <sup>e</sup>         | 7,000       | —       | 7,500              | 199                   | — |
| 57 <sup>e</sup>         | 7,500       | —       | 8,000              | 217                   | — |
| 58 <sup>e</sup>         | 8,000       | —       | 8,500              | 235                   | — |
| 59 <sup>e</sup>         | 8,500       | —       | 9,000              | 253                   | — |

|                         | Revenu<br>supérieur à |         |               |        | Impôt<br>à percevoir. |  |
|-------------------------|-----------------------|---------|---------------|--------|-----------------------|--|
| 40 <sup>e</sup> classe. | 9,000 florins         | jusqu'à | 9,500 florins | inclus | 272 » florins.        |  |
| 41 <sup>e</sup> —       | 9,500 —               | —       | 10,000 —      | —      | 291 » —               |  |
| 42 <sup>e</sup> —       | 10,000 —              | —       | 11,000 —      | —      | 319 » —               |  |
| 43 <sup>e</sup> —       | 11,000 —              | —       | 12,000 —      | —      | 357 » —               |  |
| 44 <sup>e</sup> —       | 12,000 —              | —       | 13,000 —      | —      | 395 » —               |  |
| 45 <sup>e</sup> —       | 13,000 —              | —       | 14,000 —      | —      | 433 » —               |  |
| 46 <sup>e</sup> —       | 14,000 —              | —       | 15,000 —      | —      | 471 » —               |  |
| 47 <sup>e</sup> —       | 15,000 —              | —       | 16,000 —      | —      | 510 » —               |  |
| 48 <sup>e</sup> —       | 16,000 —              | —       | 17,000 —      | —      | 550 » —               |  |
| 49 <sup>e</sup> —       | 17,000 —              | —       | 18,000 —      | —      | 590 » —               |  |
| 50 <sup>e</sup> —       | 18,000 —              | —       | 19,000 —      | —      | 630 » —               |  |
| 51 <sup>e</sup> —       | 19,000 —              | —       | 20,000 —      | —      | 670 » —               |  |
| 52 <sup>e</sup> —       | 20,000 —              | —       | 22,000 —      | —      | 730 » —               |  |
| 53 <sup>e</sup> —       | 22,000 —              | —       | 24,000 —      | —      | 800 » —               |  |
| 54 <sup>e</sup> —       | 24,000 —              | —       | 26,000 —      | —      | 880 » —               |  |
| 55 <sup>e</sup> —       | 26,000 —              | —       | 28,000 —      | —      | 960 » —               |  |
| 56 <sup>e</sup> —       | 28,000 —              | —       | 30,000 —      | —      | 1,040 » —             |  |
| 57 <sup>e</sup> —       | 30,000 —              | —       | 32,000 —      | —      | 1,125 » —             |  |
| 58 <sup>e</sup> —       | 32,000 —              | —       | 34,000 —      | —      | 1,212 » —             |  |
| 59 <sup>e</sup> —       | 34,000 —              | —       | 36,000 —      | —      | 1,300 » —             |  |
| 60 <sup>e</sup> —       | 36,000 —              | —       | 38,000 —      | —      | 1,390 » —             |  |
| 61 <sup>e</sup> —       | 38,000 —              | —       | 40,000 —      | —      | 1,482 » —             |  |
| 62 <sup>e</sup> —       | 40,000 —              | —       | 42,000 —      | —      | 1,574 » —             |  |
| 63 <sup>e</sup> —       | 42,000 —              | —       | 44,000 —      | —      | 1,668 » —             |  |
| 64 <sup>e</sup> —       | 44,000 —              | —       | 46,000 —      | —      | 1,764 » —             |  |
| 65 <sup>e</sup> —       | 46,000 —              | —       | 48,000 —      | —      | 1,860 » —             |  |

Pour un revenu qui dépasse 48.000 florins jusques et y compris 100.000 florins, les classes s'élèvent de 2.000 florins chacune et l'impôt de 100 florins; pour un revenu qui dépasse 100.000 florins jusques et y compris 105.000 florins, l'impôt s'élève à 4.630 florins; pour un revenu qui dépasse 105.000 florins les classes montent de 3.000 florins chacune et l'impôt de 250 florins par classe.

Pour la classe de 48.000 florins à 50.000 florins, avec un impôt de 1.960 florins, le taux de 4 pour 100 est atteint; l'impôt de la classe qui va de 100.000 florins à 105.000 florins correspond à près de 5 pour 100; pour les revenus supérieurs, l'impôt se rapproche toujours du taux de 5 pour 100, mais ne s'élève jamais au delà.

FORMULE DE DÉCLARATION (1) (1<sup>re</sup> PAGE)

PAYS (LAND)

DISTRICT D'ÉVALUATION

DISTRICT POLITIQUE (D'EMPIRE)

COMMUNE DE

**DÉCLARATION**

**POUR L'IMPOT PERSONNEL SUR LE REVENU**

ANNÉE FISCALE 1907

Nom et profession

Domicile et adresse (au 1<sup>er</sup> janvier de l'année fiscale)

Autorité fiscale auprès de laquelle l'évaluation a été faite l'année précédente

Membres de la famille, dont le revenu doit être compté § 157 de la loi et article 3 de l'ordonnance du 24 avril 1897

**Revenu.**

§ 159, alinéa 1 et 3 de la loi, et art. 4 de l'ordonnance du 24 avril 1897, après déduction des sommes déboursées pour l'obtention, la protection et la conservation du revenu, § 160, 161, 162, articles 5 et 8, articles 3 et 4 de l'ordonnance, dans la période de temps déterminé par le § 156 de la loi et les articles 10 et 11 de l'ordonnance (une année).

A. Tiré de la propriété du sol (Grundbesitz), sans distinguer si elle a été donnée à bail ou prise à bail, — tiré des industries agricoles ou accessoires, y compris la valeur des produits agricoles employés dans le ménage, §§ 163 et 166 de la loi, art. 13 à 17 de l'ordonnance

B. Tiré des propriétés bâties : loyer tiré réellement de la propriété, ou va-

| FIXE (2)   | VARIABLE (3) | TOTAL      |
|------------|--------------|------------|
| couronnes. | couronnes.   | couronnes. |
|            |              |            |
|            |              |            |
|            |              |            |

(1) Nous reproduisons cette formule avec les références aux divers paragraphes et articles de la loi et de l'ordonnance. Nous ne donnons pas ici la traduction de ces textes, parce que leur contenu a été analysé dans la deuxième partie de cette étude (p. 179 et s.) et parce qu'ils comprennent beaucoup de détails de réglementation dont l'intérêt est médiocre.

(2) A déclarer pour la somme que le revenu a atteinte dans la dernière année précédant l'année fiscale, et, s'il y a lieu, d'après le montant probable.

(3) Ici doit être indiqué le revenu moyen, et, s'il y a lieu, le revenu probable; pour le calcul de la moyenne, les données sont déterminées par la 3<sup>e</sup> partie de la formule.

leur nette d'utilisation des bâtiments habités par le déclarant lui-même ou ordinairement utilisés ou laissés sans rémunération à l'usage d'autres personnes, § 164, al. 1 et 2 de la loi; art. 18 et 19 de l'ordonnance. . . . .

C. Tiré des entreprises et affaires indépendantes, y compris la valeur en argent des produits de l'exploitation employés dans le ménage, § 165 de la loi, art. 20-22 et s. de l'ordonnance.

D. Tiré des salaires, traitements, retraites et autres allocations semblables, y compris la valeur en argent des avantages en nature comme aussi des bénéfices corrélatifs à des débours après déduction de ceux-ci, § 167, 168 et 202, al. 3 et 4 de la loi, art. 23 à 26 et art. 32, al. 4 de l'ordonnance. . . . .

E. Tiré de la *fortune mobilière* : intérêts et rentes de toutes sortes (même s'ils sont capitalisés), dividendes d'actions; intérêts des entreprises industrielles données à bail, bénéfices tirés des actions minières, des escomptes, de la loterie, etc., §§ 169 à 171 et 202, al. 6 et 7 de la loi; art. 27 et s. de l'ord.

F. Tiré d'autres sources de revenu : toutes les autres sortes de revenu imposable, comme par exemple des avantages dont il n'est pas tiré profit, art. 28 de l'ordonnance. . . . .

TOTAL. . . . .

| FIXE       | VARIABLE   | TOTAL      |
|------------|------------|------------|
| couronnes. | couronnes. | couronnes. |
|            |            |            |
|            |            |            |
|            |            |            |
|            |            |            |
|            |            |            |
|            |            |            |
|            |            |            |
|            |            |            |

**Avis.** — Les contribuables sont avertis, pour éviter dans leur intérêt des augmentations d'évaluations, qu'ils doivent indiquer aussi exactement que possible à la 3<sup>e</sup> page de la déclaration les objets procurant un revenu, auxquels se rapportent les renseignements ci-dessus, comme les nom, état et domicile des personnes ou établissements qui leur paient des allocations indiquées sous la lettre D, le nom et l'adresse des créanciers.

Conformément aux dispositions de la loi sur l'impôt personnel du 25 octobre 1896 et de l'ordonnance du 24 avril 1897 relatives à l'exécution de la loi, les autorités fiscales sont approvisionnées de formules imprimées qui sont remises gratuitement aux contribuables sur leur demande.



|                                                                                            |  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| REVENU TOTAL (tel qu'il est indiqué à la 1 <sup>re</sup> page de la déclaration) . . . . . |  |
| DÉDUCTIONS (1) . . . . .                                                                   |  |
| REVENU NET . . . . .                                                                       |  |
| REVENU non soumis à l'impôt personnel sur le revenu, § 202, al. 9 de la loi . . . . .      |  |

Circonstances qui éventuellement peuvent justifier une diminution du taux de l'impôt conformément aux §§ 173, al. 1 ou 174 de la loi (art. 35 de l'ordonnance). Nombre des membres de la famille ou circonstances particulières préjudiciant à la situation du contribuable.

.....

.....

.....

Je certifie ici avoir donné les renseignements qui précèdent comme aussi les éclaircissements qui suivent en pleine connaissance de cause et en toute conscience (*nach bestem Wissen und Gewissen*).

....., le ..... 190....

. SIGNATURE :

(1) Pour le calcul des déductions on prend les mêmes bases que pour les recettes, § 156, al. 3 de la loi, art. 10 et 11 de l'ordonnance; à la 3<sup>e</sup> page le calcul de la moyenne des déductions variables peut être fait comme le calcul du revenu moyen.

3<sup>e</sup> PAGE DE LA DÉCLARATION

**Rubriques pour l'exposé du calcul de la moyenne  
du revenu variable indiqué à la 1<sup>re</sup> page.**

| REVENU DE : | LA<br>PROPRIÉTÉ<br>DU SOL | LA<br>PROPRIÉTÉ<br>BATIE | DES<br>ENTREPRISES<br>INDÉPEN-<br>DANTES | SALAIRES<br>ET<br>TRAITEMENTS | FORTUNE<br>MOBILIÈRE | REVENUS<br>PARTICU-<br>LIERS |
|-------------|---------------------------|--------------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------|------------------------------|
| Pendant 19  |                           |                          |                                          |                               |                      |                              |
| l'année 19  |                           |                          |                                          |                               |                      |                              |
| 19          |                           |                          |                                          |                               |                      |                              |
| TOTAL.      |                           |                          |                                          |                               |                      |                              |
| MOYENNE.    |                           |                          |                                          |                               |                      |                              |

| EMPLOYEUR              | SALAIRES                                                                                                       |
|------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom, état et domicile. | dont il faut rabattre les débours y af-<br>férents, § 168 de la loi et art. 25 de<br>l'ordonnance . . . . . k. |
|                        | Débours rabattus . . . . . k.                                                                                  |
|                        | Reste le salaire net im-<br>posable . . . . . k.                                                               |

|                                                                                                                                                                           |                                                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| Le produit du travail des personnes pour<br>lesquelles le § 173, art. 2 de la loi (art. 35, I,<br>al. 2 de l'ordonnance), admet des déductions,<br>s'élève à . . . . . k. | Établissement d'assurances et<br>numéros des polices; rubriques 4. |
| Celui de la femme . . . . . k.                                                                                                                                            | 5 et 6 indiquées <i>supra</i> . . . . .                            |
| Celui . . . . . k.                                                                                                                                                        |                                                                    |
| Celui . . . . . k.                                                                                                                                                        |                                                                    |

Éclaircissements détaillés sur les déductions relatives aux *intérêts des dettes* et  
aux *charges* (rubriques 2 et 3).

Nom et domicile des créanciers, montant, indiquer s'il y a ou non des garan-  
ties hypothécaires, etc.

.....

.....

.....

## AUTRES CALCULS ET ÉCLAIRCISSEMENTS

Ici doivent être principalement donnés les renseignements détaillés sur le revenu provenant de la fortune mobilière, même sur le revenu non soumis à l'impôt, comme aussi ceux permettant de fixer le revenu qui ne peut être taxé qu'au moyen d'une appréciation, § 202, al. 6 à 9 de la loi et art. 32, al. 5 et 33 de l'ordonnance.



## CONSEIL DE DIRECTION

---

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE  
DU 4 JUIN 1907.

*Présidence de M. Jules CHALLAMEL, vice-président.*

M. le Président fait part au Conseil de la mort de M. Charles Babinet, président de Chambre honoraire à la Cour de cassation, ancien vice-président de la Société. Il rappelle les services éminents que le défunt a rendus à la Société, dont il fut un des plus utiles et des plus fidèles collaborateurs, et il tient à lui adresser un suprême hommage.

Le Conseil s'associe aux regrets exprimés par son Président et décide que mention en sera faite au procès-verbal.

---

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE  
DU 2 JUILLET 1907.

*Présidence de M. THALLER, vice-président.*

M. le Secrétaire général rappelle que les deux volumes contenant les travaux du Congrès international de droit comparé de 1900 ont paru, et qu'il convient de prendre des mesures pour les mettre à la disposition des membres du Congrès.

Le Conseil décide que les ayants-droit seront avisés qu'ils peuvent retirer ces volumes, à la Librairie générale de droit, 20, rue Soufflot. Ceux d'entre eux qui font partie de la Société et qui ne les auront pas retirés avant le mois

de novembre prochain, les recevront avec l'Annuaire de législation étrangère.

Enfin, en ce qui concerne les autres congressistes, M. le Secrétaire général est invité à faire pour le mieux, de façon à concilier leurs intérêts avec les intérêt pécuniaires de la Société.

Sur la proposition de M. Bellom, le Conseil vote des remerciements à M. le Secrétaire général pour le dévouement dont il a fait preuve en dirigeant et en surveillant l'impression des deux gros volumes qui viennent de lui être présentés.

---

## REUNION [DES SECTIONS

— — —

### SECTION DE LA LANGUE ANGLAISE.

*Séance du 30 mai 1907. — Présidence de M. HUBERT-VALLEROUX, vice-président.*

*Présents : MM. Hubert-Valleroux, E. Giraud, E. Alix, Cheuvreux, Kann et Baguenier-Désormeaux.*

*Excusés : MM. F. Daguin, A. de Haye, Sauvagnac, Goulé, J. Bertheau, de Lavergne, P. de Prat (1).*

*État des travaux.*

*Annuaire étranger de 1906 (lois de 1905). — Canada, Ontario : M. Louis Roussel a remis la notice concernant les lois de 1903, 1904 et 1905. — Nouvelle-Galles du Sud : M. E. Alix a remis la notice.*

*Annuaire de 1907 (lois de 1906). — Grande-Bretagne : La notice générale est confiée à M. H. Décugis. — Australie : Notice confiée à M. Marvaud. — États-Unis : Les lois fédérales sont confiées à M. Goulé pour faire la notice. — Massachusetts : La notice est confiée à M. Baillié. — Ontario : La notice est confiée à M. Louis Roussel. — Inde anglaise : La notice est confiée à M. Cheuvreux.*

*La séance est levée à 5 h. 1/2.*

### SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT.

*Séance du 14 juin 1907. — Présidence de M. THEURAUT.*

*Présents : MM. Theurault, F. Daguin, Laneyrie, Triantaphyllidès, P. Goulé, Baguenier-Désormeaux.*

*Excusés : MM. L. Lallemand, président, et Sumien.*

*M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux de la Section.*

*Annuaire étranger de 1906 (lois de 1905). — Italie. Le décret sur la nomination des magistrats a été envoyé à M. Babinet, pour qu'il le*

(1) Par suite d'un malentendu, la Section a été convoquée pour le 30 mai, au lieu de l'être pour le vendredi 31. Il en est résulté que plusieurs membres, notamment M. le Secrétaire général, n'ont pu assister à la séance

comprît dans la notice générale. — *Saint-Marin*, M. Daguin a remis la notice. — *Espagne*, M. le comte Maurice Delamarre a remis la traduction de la notice générale de M. Torres-Campos. — *Portugal*, M. F. Lepelletier a remis la notice générale. — *Roumanie*, Mme Ali-manestiano a remis la notice. — *Cuba*, M. Goulé a remis la notice. — *Équateur*, M. Sumien a remis la notice. — *Uruguay*, M. Prudhomme a remis la notice. — *Brésil*, M. S. Leite a remis la notice, qui a été traduite par M. F. Lepelletier; celui-ci a remis la traduction de la loi sur les marques de fabrique.

La séance est levée à 5 heures 1/4.

### SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

*Séance du vendredi 21 juin 1907. — Présidence de M. A. CHAUMAT, président.*

*Présents* : MM. A. Chaumat, Celier, F. Daguin, Frèrejouan du Saint, L. Adam, Buret, H. Hayem, Henri Lavollée, Normier, E. Alix, Pret et Baguenier-Désormeaux.

*Excusés* : MM. Sauvagnac, Challamel et Serre.

M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux.

*Annuaire étranger de 1906 (lois de 1905).* — *Luxembourg* : la notice a été remise par M. Daguin. — *Suisse* : la loi fédérale sur le commerce des denrées alimentaires est imprimée; la loi sur la banque fédérale a été remise par M. E. Binoche. — *Genève* : M. Le Fort a envoyé la notice. — *Québec* : M. Celier a promis d'envoyer très prochainement la notice.

*Annuaire étranger de 1907 (lois de 1906).* — *Belgique* : M. L. Adam a remis la notice sur la loi concernant la médecine vétérinaire, et M. Frèrejouan du Saint, celle concernant la loi réprimant l'assurance contre la mortalité infantile. — *Suisse. Genève* : M. Le Fort a envoyé la notice.

*Comptes rendus.* — Sont distribués pour comptes rendus, les ouvrages suivants : à M. Alpy, *Le Supplément aux Pandectes Françaises*, tome I; à M. Henri Lavollée, *L'insalubrité publique et l'expropriation*, par le Dr Gautrez; à M. Celier, le volume de M. A. Pottier sur les *Émissions et introductions financières*; à M. Hubert-Valleroux, le volume de M. Béchaux sur l'*École individualiste : Le socialisme d'État*.

La séance est levée à cinq heures 1/2.

SECTION DES LANGUES DU NORD

*Séance du vendredi 28 juin 1907. — Présidence de M. Ch. LYON-CAEN, président.*

*Présents* : MM. Ch. Lyon-Caen, F. Daguin, H. Hayem, Dufourmantelle, Rapoport, Bellom, Arminjon, Sauvagnac, Pret et Baguenier-Désormeaux.

*Excusé* : M. Huard.

M. le Secrétaire général rend compte de l'état des travaux.

*Annuaire étranger de 1906 (lois de 1905).* — *Prusse* : M. Penet a remis la loi sur les voies de navigation ; M. Dubarle, la loi sur les impôts culturels ; M. de La Grasserie, la loi sur les maladies contagieuses et M. Normier, la loi sur les mesures à prendre pour prévenir les inondations. — *Brunswick* : M. F. Daguin a remis la notice. — *Alsace-Lorraine* : M. Sauvagnac a remis la notice générale et M. Léon Lyon-Caen, la loi sur le notariat. — *Autriche* : M. Thaller a remis la loi sur les obligations de banque. — *Suisse* : Sont parvenues les notices des cantons suivants : *Appenzell, Bâle-Campagne, Argovie, Berne, Lucerne, Saint-Gall, Thurgovie* et *Zurich*.

*Annuaire étranger de 1907 (lois de 1906).* — *Suisse* : *Berne*, M. Le Fort a remis la notice ; *Saint-Gall*, notice remise par M. Paul Carpentier.

*Annuaire étranger de 1908 (lois de 1907).* — *Allemagne* : la notice générale est confiée à M. Hamel. La loi du 7 janvier 1907, sur l'industrie, à M. Bellom ou à M. Brants. La loi du 9 janvier 1907, relative aux droits d'auteur sur les œuvres des arts figuratifs et de la photographie, à M. Ch. Lyon-Caen ; la loi du 29 mars 1907 sur un recensement spécial, à M. Dufourmantelle. — *Prusse* : la notice générale est confiée à M. Dubarle. — *Autriche* : la notice générale est confiée à M. Louis Eisenmann ; trois lois du 26 janvier 1907, relatives à l'élection des membres de la Chambre des députés au Reichsrath, à M. Chavegrin ; la loi du 26 janvier 1907 contenant des dispositions pénales pour la protection de la liberté du vote et du droit de réunion, à M. Esmein ; la loi du 5 février 1907, modifiant la loi sur l'industrie, à M. Bellom ou à M. Brants. — *Hongrie* : la notice générale est confiée à M. Nagy. — *Pays-Bas* : la notice générale est confiée à M. H. Hayem.

*Comptes rendus d'ouvrages.* — Sont remis pour comptes rendus : à M. Paul Carpentier : *Vergleichende Darstellung des deutschen und ausländischen Strafrechts* ; à M. Henry Hayem, lois sur les brevets d'invention de tous les peuples.

La séance est levée à 5 heures et demie.

## COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

---

### SECTION DE LA LANGUE ANGLAISE

*Les principes du droit administratif des États-Unis*, par M. Frank J. Goodnow, professeur de droit administratif à Columbia College. Traduction française, par A. et Gaston Jèze. — Paris, 1907. 1 vol. in-8°. V. Giard et E. Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot et 12, rue Toullier.

En Angleterre et aux États-Unis, le droit administratif a, en général, été ignoré à ce point qu'un auteur a nié son existence. M. Goodnow ne partage pas cette manière de voir. Dans son nouvel ouvrage, il s'attache tout d'abord à définir le rôle de l'administration. D'après lui, pendant que la politique s'occupe de la ligne de conduite à suivre ou de l'expression de la volonté de l'État, l'administration a pour mission d'exécuter cette volonté. Elle doit donc être soumise au contrôle de la politique, mais il faut de l'harmonie entre ces deux institutions séparées. Les autorités chargées de l'administration doivent avoir une certaine indépendance d'action et ne pas servir à renforcer l'organisation d'un parti. Leur fonction est d'appliquer la loi efficacement et impartialement. Ce grand souci de l'impartialité est au premier plan des préoccupations des Anglo-Américains; ils veulent des juges indépendants politiquement aussi bien que légalement, craignant par-dessus tout de permettre à des corps nettement politiques d'exercer un contrôle sur l'organisation de la justice. Le droit administratif est donc, d'après M. Goodnow, « cette partie du droit qui fixe l'organisation et détermine la compétence des autorités chargées d'exécuter la loi et qui indique aux individus les remèdes pour la violation de leurs droits ». Une telle conception, si éloignée de la nôtre, devait engendrer des conséquences très différentes de celles auxquelles nous avons abouti. Ainsi la théorie de la séparation des pouvoirs, en passant l'Atlantique, a perdu son caractère absolu; les lois déclarées inconstitutionnelles par les tribunaux, la confusion des pouvoirs dans les gouvernements locaux, la nomination des fonctionnaires par le département législatif et le judiciaire, leur révocation par jugement, montrent combien le dogme de Montesquieu a subi de modifications dans le droit américain. Notre attention a été plus particulièrement attirée sur la partie de l'ouvrage qui a trait à la protection des droits individuels et aux nombreux recours donnés aux citoyens contre les abus des autorités. Si, au sommet du pouvoir exécutif, le Président

de la République est à la fois chef administratif et chef politique du gouvernement national, exerçant son contrôle et sa direction sur les actes de tous les fonctionnaires qu'il a le droit de révoquer, la plupart de ses décisions, en cas d'excès de pouvoir, peuvent être déclarées nulles par les tribunaux. Il en est de même des actes des gouverneurs et des chefs de département.

Les tribunaux, tribunaux civils, tribunaux criminels ou tribunaux spéciaux, ont le pouvoir de connaître des actions dirigées par ou contre le gouvernement; souvent la loi ne peut être exécutée que par la voie judiciaire; enfin, des dommages-intérêts peuvent être demandés aux fonctionnaires responsables pécuniairement, sauf exception, et, comme de simples particuliers, des actes commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Les tribunaux criminels peuvent refuser de punir l'individu poursuivi par le fonctionnaire qui a excédé ses pouvoirs ou punir les fonctionnaires coupables de violation de leurs devoirs.

Enfin, il existe des remèdes extraordinaires : le *mandamus*, pour contraindre l'administration à accomplir ce qu'elle avait illégalement refusé de faire; la *prohibition* ou l'*injonction*, pour empêcher l'administration d'agir; le *certiorari*, pour reviser une décision prise par elle; l'*habeas corpus*, pour faire porter devant les tribunaux la question d'une arrestation; le *quo warranto*, pour empêcher l'usurpation d'une franchise ou d'un privilège.

Le fonctionnement de ce système, si clairement exposé par M. Goodnow, est pour nous du plus grand intérêt. Plus d'un trouvera dans l'étude des rouages administratifs de la grande démocratie américaine matière à enseignement et à réflexion. Les tempéraments apportés à l'omnipotence des agents du gouvernement par le contrôle des tribunaux forment le complément indispensable des institutions d'un peuple libre; nos législateurs pourraient utilement méditer sur l'ouvrage de M. Goodnow.

P. GOULÉ.

## SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT

*Studi di procedura penale*, par M. Bernardino Alimena, professeur de droit et de procédure pénale à l'Université de Modène. — Turin; Fratelli Bocca, 1906, 565 p. in-8°.

Sous le titre d'études de procédure pénale, M. Alimena a réuni divers travaux et discours où se retrouvent l'érudition et l'ampleur de vues que nous avons été habitués à trouver dans ses écrits précédemment analysés. Le présent volume débute par une étude sur les principes à appliquer dans la création d'un nouveau Code de procédure pénale.

L'auteur examine la question de savoir par qui l'action pénale peut être mise en mouvement. Son opinion, reproduite en d'autres occasions, est que ce rôle doit appartenir, en principe, au ministère public; mais qu'en cas de refus ou d'inaction de sa part elle peut être provoquée par tout citoyen même non lésé.

La partie civile, si on tient à lui conserver un droit, ne devrait intervenir que pour prouver le préjudice qu'elle a souffert et le montant de ce préjudice.

En dehors des délits politiques ou sociaux, M. Alimena critique avec juste raison l'institution du jury qu'il qualifie une véritable superstition de notre temps.

Dans un rapport présenté au Congrès juridique de Florence, M. Alimena demande la suppression des jugements d'accusation (Chambres du conseil et des mises en accusation) sauf en ce qui concerne les oppositions. Dans un autre rapport au Congrès juridique national, il traite avec ampleur la question de la revision. Dans ces deux rapports, l'étude minutieuse de la législation comparée montre qu'à la science du droit italien l'auteur joint la connaissance approfondie des codes étrangers.

A. THEURAUULT.

*Note polemica intorno alla teoria dell'imputabilita*, par M. Alimena, professeur à l'Université de Modène. — Naples, Pierro, 1906; 35 p.

Dans cette petite brochure, M. Alimena réfute, avec habileté et non sans bonheur, les objections faites par les adversaires de sa théorie sur l'imputabilité, et s'élève avec ironie contre les prétentions excessives de l'école positive d'anthropologie pour laquelle les criminels seraient tous des fous, et ne qui tend rien moins qu'à substituer la médecine à la science du droit pénal.

A. THEURAUULT.

## SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE. — *Livre du Centenaire de la Faculté de Droit. Discours, études et documents*, par M. P. Moniez, recteur de l'Université; M. Paul Fournier, doyen de la Faculté de droit; M. Louis Balleydier, professeur à la Faculté de droit, et M. Raoul Busquet, archiviste-paléographe, archiviste de la ville de Grenoble. — Grenoble, Allier frères, 1906, in-8° 314 p.

Une fête jubilaire ne se conçoit guère sans un regard sur le passé. Les institutions, comme les particuliers, aiment, aux grands anniver-



saires de leur histoire, à évoquer tous les souvenirs de ce qui fut pour revivre un instant les émotions d'antan, y puiser une plus parfaite intelligence du présent et y chercher les leçons de l'avenir. Cet examen rétrospectif est d'un intérêt variable suivant les aptitudes de celui qui y procède. La Faculté de droit de Grenoble peut se féliciter d'avoir trouvé auprès d'elle et en elle-même d'habiles artisans qui ont mis à son service, avec tout le dévouement que leur inspirait une sincère affection pour la vénérable centenaire, toutes les qualités d'une saine et loyale érudition. De ce travail collectif est sortie une œuvre définitive qui constitue non seulement une histoire complète de cette Faculté, mais aussi, à raison de l'impossibilité de séparer pour l'époque antérieure à la Révolution les documents relatifs à l'enseignement du droit de ceux qui concernent l'ancienne Université, l'histoire de cette dernière.

Après un discours de M. le recteur Moniez, qui marque « la raison d'être et le sens de cette fête commémorative », M. le doyen Paul Fournier retrace l'histoire des tentatives qui furent faites sous l'ancien régime pour établir à Grenoble une Université. Le sujet abordé précédemment par Berriat Saint-Prix et M. Alfred Gueymard, doyen honoraire de la Faculté, pouvait tenter de nouveau la plume d'un historien par suite de la découverte et du classement récents d'une partie importante des documents relatifs à l'ancienne Université. Utilisant toutes ces sources, M. Fournier nous donne un exposé très documenté de ces efforts. — C'est d'abord le dauphin Humbert II qui, désireux de créer dans sa capitale une Université calquée sur celle de Naples, obtient en 1339 du pape Benoit XII la bulle de fondation. Après quelques années d'une vie peu intense, l'institution disparaît faute des « ressources d'hommes et d'argent indispensables à sa vie », au plus tard en 1349, lors de la cession du Dauphiné à la maison de France. — Rétablie en 1547, elle reçut cette fois une organisation plus complète. Elle eut même un instant de célébrité, grâce notamment au concours de deux docteurs étrangers : Mathieu Gribaldi, dit Moffa, seigneur de Farges, et Antoine de Govéa. Des dissensions intestines et la rivalité aiguë de Valence, soutenue dans sa lutte contre Grenoble par le très puissant évêque Jean de Montluc, amenèrent sa ruine, qui fut consommée en 1567 par la réunion de l'Université de Grenoble à celle de Valence. Dans la suite et jusqu'à la révolution, plusieurs tentatives furent encore faites pour restaurer l'ancienne Université. Ces efforts restèrent sans succès.

M. le professeur Balleydier, dans un mémoire très complet et fort habilement conduit, nous fait revivre l'histoire du dernier siècle. Il nous montre d'abord ce que fut l'enseignement du droit pendant la Révolution, puis, prenant la nouvelle Faculté de droit à sa création, le 1<sup>er</sup> novembre 1805, il la suit jusqu'en 1905, traçant au passage d'une main légère et avec beaucoup de relief le portrait des collègues disparus. Pendant longtemps, sans rivale immédiate, la Faculté de droit de Grenoble mena une vie qui, sauf au début, fut paisible, et qui ne fut

pas sans prospérité. La création de l'Université de Lyon en 1875 établissait la concurrence à sa porte et lui imposait la dure nécessité de lutter pour l'existence. Les résultats obtenus ont répondu à ses efforts, puisqu'elle pouvait accuser, au jour de ses cent ans, le plus haut chiffre de population scolaire qu'elle ait eu.

Ces différents mémoires sont suivis d'annexes importants groupés en deux parties : la première comprend la publication in extenso ou le résumé des documents relatifs à l'ancienne Université de Grenoble ; elle est l'œuvre de M. Raoul Busquet, élève de l'École des Chartes, à l'époque archiviste de la ville de Grenoble, qui a apporté à l'accomplissement de ce travail autant de désintéressement que de compétence ; la seconde partie comprend les principaux documents concernant la nouvelle Faculté, parmi lesquels il convient de relever spécialement les excellents graphiques dus à l'obligeance d'un ingénieur, M. Joseph Balleydier.

L'ouvrage se termine par une table, très soigneusement établie, des noms de personnes.

Ce bref résumé du contenu du livre indique suffisamment toute l'utilité qu'il présente non seulement pour ceux que l'histoire de la Faculté de droit et de l'Université de Grenoble intéresse à des titres immédiats, mais aussi pour tous ceux qui s'occupent de l'histoire de la science du droit et de l'histoire de l'enseignement en général. Il ne m'est pas permis de dire ici aux différents collaborateurs de cette œuvre tout le bien que je pense de leur travail ; les liens qui me rattachent tout spécialement à plusieurs d'entre eux me font un devoir de ménager une modestie qui n'est égalée que par leur savoir et leur talent. La vérité m'impose cependant de consigner ici l'expression des sentiments de légitime fierté et de vive gratitude qu'ont éprouvés, en présence du monument ainsi élevé au passé de l'Université dauphinoise et de la Faculté de droit de Grenoble, tous ceux que des liens divers unissent dans un même attachement à ces deux institutions.

J. DUQUESNE.

*Principales différences entre le Code Napoléon (1804) et le Code Guillaume II (1900), en suivant l'ordre du Code Napoléon, par M. G.-V. Scherer, avocat-avoué au Tribunal de l'Empire. — 1 vol. in-8°, Paris, Larose, 1903.*

Ce livre aurait bien mérité une place entre ceux qui ont vu le jour lors du centenaire du Code civil ; il paraît que sa méthode éminemment pratique l'a fait échapper à l'attention de ceux qui ont enregistré, à cette occasion, les codes et lois dérivés et engendrés, pour ainsi dire, par la législation de 1804.

Il n'en sera que plus recherché par les hommes de loi français dési-

reux d'avoir entre les mains un guide sûr, écrit en français, leur permettant de comparer la législation moderne d'outre-Rhin à leur droit national. Cette comparaison leur sera facile, grâce à la publication de M. Scherer, qui a juxtaposé les deux Codes, article par article, de la façon la plus exacte. La brièveté et la sobriété qu'il a montrées, ainsi que l'absence systématique de toute explication en dehors des textes, lui étaient imposées par le désir qu'il avait de rendre cette juxtaposition aussi parfaite que possible. La réputation que l'auteur s'est acquise par ses nombreux travaux dans le domaine spécial de l'application du droit français aux pays allemands (Province prussienne du Rhin, Hesse méridionale, Palatinat bavarois, Grand duché de Bade) était un sûr garant de la valeur de son travail. M. Scherer est l'auteur du seul commentaire du Code civil allemand qui soit plus spécialement destiné aux juriconsultes des pays susmentionnés, à raison de la concordance qu'il établit entre les dispositions du Code actuel et la législation précédente, d'origine française; c'est lui aussi qui a édité la collection des décisions de la Cour Suprême de Leipzig, basées sur le droit français. La seule inexactitude que nous ayons relevée consiste dans ce fait que l'auteur attribue arbitrairement au Code allemand le nom de l'Empereur sous le règne duquel il a vu le jour; aucun texte, aucune coutume, n'autorisent, jusqu'ici, une pareille appellation, d'autant plus inoffensive d'ailleurs et excusable, que l'auteur a conservé au Code français le nom impérial que les événements ont fait tomber en désuétude.

E. EISENMANN.

*La Belgique criminelle*, par M. Henry Joly, membre de l'Institut.  
— 1 vol. in-12, Paris; V. Lecoffre, 1907.

Fruit d'une enquête entreprise au nom de l'Académie des sciences morales et politiques, le nouveau livre de M. Joly forme la suite naturelle de ses précédentes publications sur le *crime*, la *France criminelle*, le *Combat contre le crime*, dont l'éloge n'est plus à faire aujourd'hui. Construit suivant la même méthode, avec la même richesse de documentation et toujours la même élévation de pensées, cet ouvrage constitue au premier chef une remarquable étude de sociologie criminelle. Pour M. Joly, en effet, la statistique n'est que la constatation de faits dont il faut dégager les causes; c'est ce qu'il fait en étudiant, dans tous ses détails, la situation économique du pays, l'organisation du travail, la condition sociale de la classe ouvrière, et il fournit sur tous ces points des renseignements extrêmement précis qui donnent à son œuvre une portée plus générale qu'elle ne paraît avoir tout d'abord, les déductions qu'il tire pouvant s'appliquer à tous les pays et à toutes les époques.

Quand on examine la statistique criminelle belge, on est tout d'abord

frappé de la progression constante des plaintes et dénonciations qui, de 12 pour 10.000 habitants en 1870, sont successivement passées à 238 en 1900 et 248 en 1904 après un léger fléchissement en 1903. Ce phénomène n'a cependant en lui-même rien de bien inquiétant, il s'explique en premier lieu par l'extrême développement qu'a pris en Belgique depuis quelques années la réglementation répressive; des infractions nombreuses ont été ainsi créées qui, pendant la période d'adaptation tout au moins, ont artificiellement augmenté le niveau de la criminalité; puis par la grande facilité avec laquelle l'action publique est mise en mouvement pour des actes souvent insignifiants qui ne donneraient lieu chez nous à aucune poursuite ou dont l'initiative serait laissée à la partie lésée.

D'autre part, si on considère les résultats généraux de la statistique, il semble à première vue que la criminalité belge est en décroissance. Mais si, grâce à la pratique, de plus en plus généralisée comme chez nous, de la correctionnalisation, les poursuites en cour d'assises deviennent chaque année moins nombreuses; si, également, depuis 1901, le nombre des délits et des contraventions subit une diminution progressive, on constate cependant que le nombre des vagabondages, des violences et actes contre les mœurs ainsi que des récidives, reste stationnaire, de telle sorte que, si la criminalité a perdu en étendue, son intensité reste sensiblement la même.

De pareilles constatations sont bien faites pour surprendre; on se demande, en effet, comment le niveau moral n'est pas plus élevé dans un pays comme la Belgique, largement doté d'institutions de prévoyance, de mutualité et d'épargne, où les ouvriers touchent des salaires élevés tout en trouvant une vie matérielle à bon marché.

A cette question, on ne saurait faire une réponse unique et les causes de cette stagnation sont nombreuses. En première ligne, il faut placer l'alcoolisme qui, bien qu'en décroissance, fournit encore aux asiles d'aliénés et aux prisons les trois quarts de leur population, proportion qui est même dépassée par les pensionnaires de Merxplas; on peut citer en second lieu l'extrême densité de la population (227 habitants par kilomètre carré au lieu de 73 en France) qui multiplie les frottements et les rencontres qui poussent aux actes violents; puis l'extraordinaire mobilité des Belges qu'exagère encore la grande industrie, qui, déracinant l'ouvrier de son milieu, le déclassant, le rend plus susceptible aux mauvaises influences; enfin le développement trop rapide du bien-être, conséquence des salaires élevés que procure l'exercice de certaines professions. L'aisance ainsi obtenue sans préparation et en dehors de tout effort personnel est loin d'être moralisatrice, elle crée des exigences artificielles qui ne tardent pas à devenir de véritables besoins que l'on cherche alors à satisfaire à tout prix. A ces facteurs sociaux M. Joly en ajoute deux autres d'un ordre plus particulier, l'abus du sursis et celui des courtes peines d'emprisonnement. L'internement indi-

viduel ne peut produire d'effet qu'à la condition d'être d'assez longue durée pour permettre aux représentants de la société régulière qui visitent les prisonniers d'exercer sur eux une influence salutaire.

Après avoir ainsi fait l'histoire de la criminalité en Belgique, M. Joly en esquisse la géographie, et, dans une seconde partie qui comprend les six derniers chapitres de son ouvrage, nous donne la monographie des principaux arrondissements judiciaires. Passant du général au particulier, il étudie dans chacun d'entre eux la marche de la criminalité, ce qui lui permet de justifier, par des exemples tirés de la vie journalière, les considérations que lui avait suggérées l'examen de la statistique générale.

La conclusion de cette enquête vient d'elle-même à l'esprit, c'est en somme cette constatation, faite depuis longtemps, que le progrès moral n'est pas la conséquence forcée du progrès matériel; que la diffusion de la richesse et les bienfaits de la civilisation constituent pour la moralité un véritable danger que l'on ne peut combattre que par l'éducation morale qu'il ne faut pas confondre avec l'instruction. Sans doute, comme le fait très justement remarquer M. Joly, la prospérité économique aboutit à l'accession d'une élite nombreuse, mais elle rend également plus profonde la chute de ceux auxquels le courage et souvent les encouragements ont manqué pour l'effort nécessaire. Les bons deviennent un peu meilleurs, mais les mauvais également plus mauvais, comme le montre la progression de la récidive. Ainsi se creuse un peu plus chaque jour le fossé qui sépare l'élite du déchet; pour le combler il faudrait, chez ceux qui montent un peu moins d'égoïsme, qu'au lieu de se complaire dans la jouissance de la position acquise ils veuillent bien jeter un regard compatissant sur ceux qui sont restés en arrière et leur tendre une main secourable.

Cette rapide analyse ne peut donner qu'une idée très imparfaite du livre de M. Joly dont nous ne saurions trop recommander la lecture, car il est de ceux qui font penser. Il serait à désirer également que chaque pays entreprenne un examen de conscience pareil à celui que M. Joly vient de faire pour la Belgique. On arriverait ainsi, éclairant le cas de l'un par celui de l'autre, à démêler les causes générales, régionales ou locales, qui pèsent sur la criminalité, en modèrent ou précipitent l'allure. La science y trouverait pour établir ses théories des bases plus solides, et la pratique des éléments plus sérieux pour combattre un mal dont les causes seraient mieux connues.

Amédée MOURRAL.

*Nouvelles études d'histoire du droit* (3<sup>e</sup> série), par M. R. Dareste.  
1 vol. in-8°, librairie du Recueil J.-B. Sirey et du *Journal du Palais*.

Le nouveau volume d'*Études d'histoire du Droit* que vient de publier M. Dareste est tout aussi important que ceux qui l'ont précédé. Le savoir

historien y a réuni de lumineux travaux insérés dans le *Journal des Savants* ou la *Revue historique du Droit français et étranger*, qui embrassent le champ tout entier de l'évolution de la science juridique depuis l'antiquité la plus reculée jusqu'à nos jours.

La part de l'antiquité est constituée par une intéressante étude sur le Droit criminel de la Grèce et par d'importantes publications de textes juridiques : le Code babylonien du roi Hammurabi que M. de Morgan découvrait en 1902 dans le sous-sol du Palais de Suse, de très anciennes coutumes albanaises relatives aux crimes et aux délits, la loi des Homérides contemporaine de l'empereur Justinien, la *lex Rhodia*. Cette dernière étude est à signaler particulièrement aux romanistes. La loi maritime dite des Rhodiens, bien que souvent publiée, ne l'était pas encore d'une façon satisfaisante. A l'aide d'un manuscrit de la Bibliothèque ambrosienne de Milan, M. Dareste a pu établir un texte intelligible et a rendu ainsi un signalé service aux études d'histoire du Droit maritime.

Le Droit barbare est représenté par trois importantes études sur les Wisigoths, les Burgondes et les Frisons, basées sur les copies de la *Lex Burgundionum* récemment faites sous la direction de M. Valentin Smith et les travaux récents de MM. Zeumer et de Richthofen.

La part faite au moyen âge n'est pas moins importante : les origines du Droit anglais, le pouvoir royal sous les premiers Capétiens, le célèbre Philippe de Beaumanoir, les établissements de Saint-Louis, le Parlement de Paris, les origines de la noblesse en France, sont successivement l'objet de travaux du plus haut intérêt.

Passant aux temps modernes, M. Dareste montre dans les assemblées d'habitants des campagnes un premier essai d'administration locale et donne un tableau d'ensemble de l'administration générale à la veille de la Révolution représentée par les intendants dans les 35 généralités du royaume. Le recueil se clôt, à cette date de 1788, par un exposé du coup d'État de 1788, dirigé contre le pouvoir politique des Parlements, combiné avec le plan d'une nouvelle organisation judiciaire.

Cette sèche énumération suffit pour montrer la variété et l'intérêt des questions que M. Dareste, dans ce volume, a traitées avec son talent si souple et si original. Ces belles et attachantes études, comme celles qui les ont précédées, sont à lire par tous les jurisconsultes auxquels elles fourniront un thème de méditation et l'occasion de rapprochements intéressants.

L. GUÉRIN.

*Recueil général des lois et des arrêts fondé par J.-B. Sirey. Jurisprudence du XIX<sup>e</sup> siècle (1790-1900) refondue d'après l'ordre chronologique, sous la direction de MM. Jessionesse et O. de Gourmont, par MM. A. Darras et Fr. Rey (19<sup>e</sup> volume : 1896-1897). — 1 vol. in-4°, Paris, Larose et Tenin, 1907. — Prix : 30 francs.*

Nous avons signalé, en son temps, aux lecteurs du *Bulletin* (v. *Bulletin*, t. 35, p. 644), l'apparition du premier volume de la Refonte du Recueil général des lois et des arrêts de Sirey, dont la préparation a été confiée à MM. Jessionesse, de Gourmont, A. Darras et Fr. Rey. Dans l'article que nous lui avons consacré, nous avons indiqué que cette publication avait pour objet de mettre à la disposition des hommes de loi une collection moins volumineuse et moins encombrante que celle du Recueil primitif, mais susceptible, néanmoins, de leur fournir tous les documents judiciaires de quelque importance. Nous avons ajouté que la nouvelle collection serait strictement limitée à vingt volumes et qu'elle paraîtrait à raison de deux volumes par an.

Les promoteurs de l'entreprise ont rigoureusement tenu leur promesse, car le second volume vient de voir le jour, moins de six mois après le premier.

On sait quel est le plan de l'ouvrage et d'après quelle méthode il doit être publié. Les éditeurs ont l'intention d'aller, en remontant, de l'époque actuelle à l'origine. On ne sera donc pas surpris de voir succéder au tome 20 le tome 19, qui sera suivi lui-même par le tome 18. Le premier volume, paru à la fin de 1906, embrassait les années 1898 à 1900; le suivant comprend les arrêts et jugements rendus en 1896 et 1897.

A peine au début de sa tâche, la direction a été cruellement éprouvée. Elle a perdu un de ses chefs, M. Jessionesse. C'était un homme aussi remarquable par la rectitude de son jugement que par son savoir et sa modestie. Sa mort est une perte sensible pour la rédaction du Sirey. Toutefois, on peut être rassuré sur le sort de la Refonte commencée sous ses auspices. Il laisse, en effet, de dignes successeurs, entre les mains desquels, nous en avons la certitude, l'œuvre ne périra pas.

Fernand DAGUIN.

*Responsabilité des fondateurs et administrateurs de sociétés anonymes*, par M. Henri Mouret, avocat à la Cour d'appel de Toulouse; 2<sup>e</sup> édition. — Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1907.

Les administrateurs jouent dans la vie des sociétés anonymes un rôle extrêmement important. Bien que n'étant en droit que de simples mandataires soumis à la surveillance des commissaires des comptes et au contrôle de l'assemblée générale, il n'est pas moins certain qu'en fait ce sont eux qui dirigent les affaires sociales, et cette influence prépondérante peut avoir parfois des conséquences fâcheuses contre lesquelles il importe que les actionnaires comme les tiers puissent être garantis.

Le Code de commerce cependant n'imposait aux administrateurs aucune responsabilité spéciale à raison de leur gestion et les soumettait simplement aux règles générales du mandat; mais les lois de 1863

et 1867, en réglementant minutieusement la formation et la gestion des sociétés anonymes désormais affranchies de l'autorisation gouvernementale, vinrent sanctionner, par une responsabilité effective et même des sanctions pénales, l'exacte observation des règles nouvelles qu'elles avaient instituées.

C'est l'étude détaillée de cette responsabilité que nous donne M. Mouret, et on ne peut que le remercier d'avoir ainsi condensé dans un ouvrage aussi intéressant qu'utile tous les renseignements jusqu'alors épars dans des articles de revues et les recueils de jurisprudence.

Dans une première partie consacrée à la responsabilité civile, l'auteur étudie, au point de vue tant doctrinal que pratique, les deux ordres de faits, constitution et gestion de la société, qui peuvent donner ouverture à cette responsabilité, puis examine son étendue suivant qu'il s'agit de la société prise dans son ensemble, des actionnaires considérés individuellement, enfin des tiers.

La responsabilité civile des administrateurs n'est cependant pas la seule qui soit engagée. Ils peuvent, en effet, au cours de leur gestion, commettre soit des délits de droit commun, soit des infractions aux règles relatives à la constitution ou l'administration de la société, qui donnent ouverture à une action pénale. Tous ces points font l'objet d'une seconde partie, qui, comme la précédente, est traitée d'une façon très précise avec l'indication de la jurisprudence la plus récente.

Enfin, une dernière partie, non la moins intéressante, est consacrée aux actions en responsabilité. Quel est le criterium auquel on reconnaîtra l'action sociale ou *mandati* de l'action individuelle fondée sur l'article 1382? dans quels cas et par qui ces actions peuvent-elles être exercées; telles sont les questions qu'étudie M. Mouret avec une netteté et une précision d'autant plus précieuses qu'elles ont été, de la part des auteurs et des tribunaux, l'objet de discussions nombreuses et souvent de décisions divergentes?

Le volume se termine enfin par une table alphabétique qui permet de retrouver facilement le point précis sur lequel on veut être renseigné.

Très complet, construit avec beaucoup d'ordre et de méthode, au courant du dernier état de la doctrine et de la jurisprudence, l'ouvrage de M. Mouret constitue, sur la matière spéciale de la responsabilité des administrateurs, un guide extrêmement précieux qui se recommande à tous ceux qui ont à s'occuper de cette question.

Amédée MOURRAL.

*L'insalubrité publique et l'expropriation; une loi nécessaire*, par M. le Dr Eugène Gautrez, Directeur du Bureau d'hygiène de la ville de Clermont-Ferrand. — 1 vol. in-18 jésus, 274 p., Paris, Jules Roussel, 1907.

L'insalubrité de l'habitation exerce une influence néfaste en ce qui concerne la propagation des maladies et notamment de la tuberculose;



elle doit donc attirer tout spécialement l'attention de ceux qui ont quelque souci de la santé publique. Constatant la nécessité d'une loi relative à l'expropriation pour cause d'insalubrité, et fixer les bases sur lesquelles elle doit être établie pour donner des résultats appréciables au point de vue de l'hygiène sans entraîner des charges de nature à effrayer les municipalités, tel est le but que s'est assigné le Dr Gautrez dans cet intéressant ouvrage précédé d'une remarquable préface de M. Cheysson, membre de l'Institut.

Après avoir établi l'insuffisance des lois actuellement en vigueur (loi du 3 mai 1841 et loi du 15 février 1902), l'auteur passe en revue les différents vœux des municipalités et des congrès d'hygiène, les propositions de loi de M. Delory et de M. Siegfried, enfin le projet du Gouvernement.

Il termine en exposant ses idées personnelles sur ce que doit être la nouvelle loi pour répondre aux besoins existants et atteindre le but poursuivi. C'est d'abord la possibilité d'exproprier par zones, opération d'ensemble assainissant des quartiers entiers, adoptée par la loi belge et faisant l'objet de la proposition Delory. C'est ensuite l'évaluation de l'indemnité égale à la valeur sanitaire de l'immeuble c'est-à-dire déduction faite des frais de travaux nécessités par l'insalubrité, base adoptée par la loi anglaise du 18 août 1890 et par M. Siegfried dans sa proposition. C'est enfin la simplification de la procédure et la possibilité d'un recours en Cassation, la création par les villes de logements de remplacement appelés à recevoir les locataires des immeubles expropriés, la revente par les communes des terrains non utilisés avec droit de priorité des anciens propriétaires.

Il y a parmi ces propositions un point qui prête particulièrement à controverse et sur lequel le Dr Gautrez qui a pour lui la proposition Siegfried et la loi anglaise, se trouve en désaccord avec le projet du Gouvernement : c'est la question de l'indemnité due au propriétaire. L'auteur nous propose de nous en tenir à la seule valeur sanitaire de l'immeuble. Le projet du gouvernement n'établit rien de semblable, maintient le système de la loi de 1841 sur ce point et propose, comme moyen de défrayer la commune de ces lourdes charges, de l'autoriser à acquérir des immeubles que leur situation seule destine à bénéficier d'une plus-value résultant des travaux. La défense de la propriété privée s'en trouvera-t-elle mieux assurée?

C'est la question toujours brûlante du conflit de l'intérêt public et des intérêts privés sur lequel il sera peut-être difficile de faire l'accord, bien que la théorie du Dr Gautrez soit très habilement présentée et possède pour elle des arguments très sérieux.

HENRI LAVOLLÉE.

*Les Écoles économiques au XX<sup>e</sup> siècle. L'École individualiste, le Socialisme d'État, par M. A. Béchaux, correspondant de l'Institut de*

France, professeur honoraire d'économie politique et de science financière à la Faculté libre de droit de Lille, in-8° de 332 pages. Paris, 1907, Arthur Rousseau et Alcan, éditeurs, 8 francs.

« L'économiste qui enseigne dans les Universités ne se doute pas de l'action qu'exercera sa pensée et de l'empreinte qu'il mettra sur les jeunes étudiants. A l'âge heureux de la vingtième année où le jeune homme choisit sa carrière, il offre à ses maîtres une intelligence désireuse de savoir, éprise de vérité, mais aussi impressionnable, malléable, perméable. Le professeur d'économie politique aura une influence peut-être décisive, mais à deux conditions, c'est que son enseignement soit « vivant » et « concluant ». Comment le sera-t-il ? C'est ce que cherche M. Béchaux. Dans un précédent ouvrage, il a traité de l'école économique française, ce premier volume a déjà été traduit en allemand, et en espagnol. Dans celui-ci, il nous parle de l'école individualiste, celle qui a dominé pendant toute la fin du dix-huitième siècle et pendant la majeure partie du dix-neuvième.

Notre auteur expose comment les doctrines de cette École ont subi de lentes, mais de nombreuses transformations. C'était d'abord ce que l'on appelait l'École anglaise, c'étaient les doctrines d'Adam Smith, pour nommer le plus célèbre, doctrines reproduites en France par J.-B. Say et bien d'autres. Pendant longtemps le crédit de ces doctrines fut incontesté et puis peu à peu la contradiction se fit jour ; on reprochait à cette école de s'inquiéter du produit plus que du producteur, de la richesse non des hommes, non des ouvriers. Dès le milieu du siècle dernier les économistes français surtout avaient fait dans leurs préoccupations une place importante aux travailleurs. Mais c'est à l'initiative individuelle qu'ils font appel ; ils recommandent les institutions patronales et sollicitent les ouvriers de fonder des coopératives et des mutualités. « L'économie politique se classe alors parmi les sciences morales, parce que l'homme en est le principe comme travailleur, et la fin comme consommateur de la richesse. Non seulement les économistes sont favorables à toutes les initiatives qui contribuent à l'union du capital et du travail, mais ils les appellent et quand elles se produisent, ils ne cessent de les encourager. Ce qu'ils veulent, c'est que la loi favorise les libres associations au lieu de les décourager. Ce qu'ils réclament c'est qu'entre l'individu et l'État, des groupements économiques se fondent librement pour contribuer à l'essor de la richesse et au bien être de tous. »

Ces deux premières parties, l'évolution et l'école individualiste sont remarquables et méritent l'attention.

La troisième partie traite du socialisme d'État. Cette doctrine qui a eu ses premiers succès en Allemagne, mais qui s'est depuis répandue dans les autres pays et même en Angleterre, se prononce nettement contre la liberté. Elle veut que l'État, considéré par elle comme infaillible, substitue sa volonté à celle des particuliers dans les contrats qu'ils font

entre eux, principalement dans le contrat de travail. M. Béchaux énumère la longue suite de ses entreprises contre l'indépendance des citoyens : limite imposée à la durée du travail même pour les adultes ; fixation, en bien des cas, d'un chiffre des salaires qui s'impose à la volonté des parties ; conditions de travail imposé, etc. L'intervention de l'État peut prendre des proportions illimitées, nous le voyons chaque jour. « Depuis trente ans le socialisme scientifique donne des leçons déprimantes, qui concluent à l'absorption par l'État de toutes les forces vives de la nation. »

« Dans cette mêlée confuse, dit en terminant M. Béchaux, qui donc fera le départ et éclairera l'opinion publique sinon l'économiste qui peut par le livre semer les idées justes et les réformes utiles ? Telle me semble être sa très noble tâche au commencement du vingtième siècle. »

HUBERT-VALLEROUX.

---

*L'Éditeur-Gérant : F. PICHON*

---

60052. — Paris, Imprimerie LAHURE, 9, rue de Fleurus.

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

# DE LÉGISLATION COMPARÉE

---

### SOMMAIRE.

Membres nouveaux. — Liste des ouvrages offerts à la Société. — Étude sur les rapports de l'Église et de l'État en Suisse, par M. E. BERTHOUD. — Étude sur le régime des cultes dans la République de l'Équateur, par M. F. DAGUIN. — Étude sur le régime des cultes dans le canton de Fribourg, par M. l'abbé F. Speiser. — Note du Secrétariat sur le Congrès des Sociétés savantes de 1908.

*Chronique législative.* — France.

*Mouvement législatif.* — France. — Équateur. — Saint-Marin.

*Comptes rendus d'ouvrages.* — *Das österreichische Handelsrecht*, par M. de Randa; édition allemande par M. Wolf (t. I<sup>er</sup>); M. F. DAGUIN. — *Étude sur la législation minière en Norvège*, par MM. David et Stave; M. F. DAGUIN. — *La réforme des impôts en Prusse : impôt sur le revenu, impôt sur la fortune, impôts communaux (1891-1893)*, par M. J. Derbanne; M. F. DAGUIN. — *Progrès de la Dobrodja depuis l'annexion jusqu'à aujourd'hui (1878-1906) : Tableau graphique dressé par ordre du Ministre des domaines*, par M. Lahovary; M. F. DAGUIN. — *Droit musulman. Du statut personnel et des successions*, etc., par M. E. Clavel; M. F. DAGUIN. — *Plan d'une réorganisation scientifique et pratique de la magistrature*, par M. R. de la Grasserie; M. F. DAGUIN. — *L'évasion fiscale : comptes de dépôts et comptes joints en France et à l'étranger*, par M. E. Guilmard; M. D. BURET. — *Revue critique de droit criminel*, par MM. Silvercrnys, Nagels et Dullaert (25<sup>e</sup> année); M. F. DAGUIN. — *Ministère des finances. Direction générale de l'enregistrement. Bulletin de statistique et de législation comparée* (t. X); M. F. DAGUIN. — *Discipline militaire et obéissance passive*, par M. J. Cauvière; M. F. DAGUIN.

---

Liste des membres nouveaux admis dans la Société  
par le Conseil de direction, le 2 juillet 1907 :

MM. BANCE (Jean-Baptiste), avocat à Caracas (Vénézuéla);  
CALBB (Albert), docteur en droit, Privat-Docent à l'Université, 9,  
place Malard, à Genève (Suisse);

GOMEZ (Adolphe-Léon), président de l'Académie de jurisprudence de Colombie, à Bogota (Colombie);

LISONI (Tito V.), avocat, consul général du Guatemala, à Santiago (Chili);

PLANAS-SUAREZ (Simon), avocat, chargé d'affaires du Nicaragua, à Caracas (Vénézuéla);

POIRIER (Édouard), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Guatemala, à Santiago (Chili);

SAVOJA (Antonio), procuratore legale, via Santa-Marta, 163, à Messine (Sicile; Italie);

VALARINO (Nerio), consul du Nicaragua, à Caracas (Vénézuéla).

AVOCATS DE MARSEILLE (Bibliothèque).

### Liste des ouvrages offerts à la Société :

*Le régime du culte catholique antérieur à la loi de Séparation et les causes juridiques de la Séparation*; broch. in-8°, offerte par l'auteur, M. Duguit.

*Une nouvelle jurisprudence sur le conflit du cessionnaire de créance et des créanciers saisissants*; broch. in-8°, offerte par l'auteur, M. L. Fraissinnea.

*Die Sparkassen und die Ewerbes-und Wirthschafts-Genossenschaften in Steiermark, im Jahre 1899*; broch. in-8°, offerte par M. M. Dufourmantelle.

*Das Findelwesen in Steiermark im statistischen Landesamte von Steiermark*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. le Dr Otto Wittschieben.

*Conseil d'État; 19 avril 1907. Affaire Halimbourg. Conclusions du commissaire du Gouvernement*; Arrêt; broch. in-fol., offerte par M. Halimbourg.

*Reincidencia. Estudio sobre el segundo delito*, vol. in-8°, offert par l'auteur, M. A. Moreno Calderon.

*Estadística de la administración de justicia en lo criminal, durante el año de 1901, en la Peninsula e islas adyacentes*; vol. in-4°, offert par S. E. M. le ministre de la Justice d'Espagne.

*Banco hipotecario nacional. Informe sobre las operaciones del año 1906*; broch. in-8°, offerte par la Banque hypothécaire nationale Argentine.

*Guide juridique et pratique de l'assurance sur la vie, avec formules de liquidations*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. Hilaire Lucaud.

*Die Haftung des Verkäufers wegen Mangels im Rechte*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. le Dr E. Rabel.

*Une loi nécessaire. L'insalubrité publique et l'expropriation*, par le docteur J. Gaudrez; préface de M. E. Cheysson; vol. in-18, offert par l'éditeur, M. J. Rousset.

1° *New York State Library. Yearbook of Legislation, 1904-1905*;

2° *Laws of the State of New York, 1906*;  
4 volumes offerts par le Gouvernement de l'État de New-York.

*Supplément au Répertoire des Pandectes françaises*, tome I, A-C; vol. in-4°, offert par les éditeurs, MM. Pichon et Durand-Auzias.

*Étude sur la législation minière en Norvège*, par A. David et O. Stave; vol. in-8°, offert par les éditeurs, MM. Pichon et Durand-Auzias.

*Étude sur les effets internationaux des jugements*, par E. Bartin; I. *De la compétence du tribunal étranger*; vol. in-8°, offert par les éditeurs, MM. Pichon et Durand-Auzias.

*Statistique des grèves en Belgique, 1901-1905*; vol. in-8°, offert par l'Office du travail de Belgique.

*Émissions et introductions financières. Commentaire de l'article 3 de la loi du 30 janvier 1907 et du décret du 27 février 1907*, par A. Pottier; vol. in-8°, offert par les éditeurs, MM. Pichon et Durand-Auzias.

*Civil judicial statistics 1906*; vol. in-4°, offert par l'auteur, Sir John Macdonell.

1° *Die Entscheidungen des Ehrengerichtsrats für Deutsche Rechtsanwälte, X, 1 Januar 1900 bis 31 Dezember 1901*;

2° *Library of Congress. Reports of the Librarian with special report on copyright legislation 1903-1904*;

3° *Library of Congress. Copyright in Congress 1781-1804, by Thorvald Salberg*;

4<sup>o</sup> *Library of Congress. Report of the Librarian of Congress 1906*;

5 vol. in-8<sup>o</sup>, offerts par M. A. Chaumat.

*Recueil général des lois et arrêts. Jurisprudence du XIX<sup>e</sup> siècle*, 19<sup>e</sup> vol. 1896-1897; vol. in-4<sup>o</sup>, offert par les éditeurs. MM. Larose et Tenin.

*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail*, en 1905; vol. in-8<sup>o</sup>, offert par la Direction du Travail.

*Traité de droit commercial*, par C. Cosak, traduit sur la 6<sup>e</sup> édition allemande par Léon Mis; tome III; vol. in-8<sup>o</sup>, offert par les éditeurs, MM. Giard et Brière.

1<sup>o</sup> *Chambre des députés de Roumanie. Rapport sur la convention de commerce avec la France*, par M. Ch. Lahovary;

2<sup>o</sup> *Chambre des députés de Roumanie. Convention de commerce entre la Roumanie et la France*, 21 février-6 mars 1907; deux broch. in-folio, offertes par M. Ch. Lahovary.

*Annali della commissione per la Statistica giudiziaria e notariale. Sessione del marzo 1906*; vol. in-8<sup>o</sup>, offert par la Direction de la Statistique du royaume d'Italie.

*Principales différences entre le code Napoléon (1804) et le code Guillaume II (1900)*; broch. in-8<sup>o</sup>, offerte par l'auteur. M. G. V. Scherer.

1<sup>o</sup> *Draft proposed penal Code for the Kingdom of Siam*;

2<sup>o</sup> *Report on the proposed penal Code for the Kingdom of Siam, by the legislative adviser*; vol. et broch. in-folio, offerts par le rapporteur, M. Padoux.

*Égalité et nivellement*; broch. in-8<sup>o</sup>, offerte par l'auteur, M. L. Duparc.

1<sup>o</sup> *Catalogue of Law books*, Callaghan and Co, publishers;

2<sup>o</sup> *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*, par P.-J. Proudhon;

3<sup>o</sup> *P.-J. Proudhon. Qu'est-ce que la propriété?*  
cinq vol. in-18, offerts par M. Sansas.

*Vergleichende Darstellung des deutschen und ausländischen*

*Strafrechts. Besonderer Teil*; 2 vol. grand in-8°, offerts par l'éditeur, M. Otto Liebmann, de Berlin.

*Diebstal und Unterschlagung*; vol. grand in-8°. offert par M. le Dr H. Harburger.

*Das Jagdrechts und die Jagdgesetze des Herzogtum Braunschweig*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. P. Petzler.

*Revue critique de Droit criminel*, 1905; vol. grand in-8°, offert par les auteurs. MM. Silvercruys. L. Nagels et Dullaert.

*Die Patentgesetze aller Völker. Band 1. Lieferungen 1 und 2*; 2 vol. grand in-8°, offerts par l'un des auteurs. M. Kohler.

*The Journal of Prison and Philanthropy*. 1907; broch. in-8°. offerte par l'auteur. M. John Lytle.

*L'École individualiste. Le Socialisme d'État*; vol. in-8°, offert par l'auteur, M. A. Béchaux.

*Essai historique sur les Expositions universelles de Paris*, par Adolphe Démy; fort vol. in-8°, offert par les éditeurs, MM. A. Picard et fils.

*Discipline militaire et obéissance passive*; vol. in-16. offert par l'auteur, M. J. Cauvière.

*Notes sur les tribunaux militaires belges et allemands*; broch. in-4°, offerte par l'auteur, M. F. Daguin.

*Bulletin de l'Institut international de statistique*, tome XVI, 1<sup>re</sup> livraison; vol. in-4°, offert par l'Institut international.

*Catalogue général des manuscrits des Bibliothèques publiques de France. Départements*, tome XXXIX; vol. in-8°. offert par M. le ministre de l'Instruction publique.

1° Δείπνα καὶ συμπόσια τῶν ἀρχαίων Ἑλλήνων;

2° Ἑλληνικὴ ναυτιλία κατὰ τὰς παρεμὸνὰς τῆς ἐπαναστάσεως;  
vol. in-16 et broch. in-8°, offerts par l'auteur, M. Philaréto.

*La politique douanière de l'Espagne (1816-1906)*; broch. in-8°, offerte par l'auteur, M. A. Marvaud.

*Die Luxemburgische Thronfolge. Eine Staatsrechtliche Studie*; broch. in-4°, offerte par l'auteur, M. le Dr J. Brincour.

*Guide pratique en matière d'accidents du travail*; vol. in-16, offert par l'auteur, M. A. Poidvin.



ÉTUDE SUR LES RAPPORTS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT  
EN SUISSE, par M. Edmond **Berthoud**, *avocat à Neuchâtel*.

Avant d'aborder l'étude proprement dite de notre sujet, nous croyons utile, pour la clarté de notre exposé, de la faire précéder de quelques renseignements généraux sur la Constitution du pays.

La Confédération suisse s'est créée et développée dès le XIII<sup>e</sup> siècle par la libre association de petits États ou de villes, détachés pour la plupart de l'empire allemand, et qui possédaient toutes les attributions d'un État souverain. En se confédérant entre eux, ils ont nécessairement aliéné, au profit de l'État central, une partie de leurs attributions. Cette union est devenue plus étroite dans le cours du XIX<sup>e</sup> siècle; les constitutions fédérales de 1848 et de 1874 ont attribué à la Confédération un grand nombre de droits et compétences enlevés aux cantons, dont elles ont limité la liberté d'action dans presque tous les domaines.

Dès lors, en étudiant les institutions de la Suisse, ou l'une d'entre elles, on ne doit jamais oublier que les attributions caractéristiques d'un État souverain ne sont pas réunies dans une même main, mais sont partagées entre deux organes distincts, d'une part l'État central : la Confédération, et, d'autre part, chaque canton, qui est maître sur son territoire dans les limites tracées par la Constitution fédérale.

La Confédération, qui avait garanti, en 1848, le libre exercice du culte des confessions chrétiennes, a proclamé en 1874 la pleine liberté de conscience et de croyance; elle n'organise, ni ne subventionne aucune Église et présente ainsi tous les caractères d'un État absolument laïque, mais respectueux des convictions religieuses et assurant le libre exercice des cultes; ce sont les cantons qui entretiennent des Églises nationales unies à eux par des liens plus ou moins étroits.

Or, ces cantons sont au nombre de 22, et même de 25 en tenant compte du fait que trois d'entre eux sont divisés en demicantons, et, après avoir examiné les dispositions de la Constitution fédérale relatives à notre objet, nous devrions, pour être complet, faire un tableau de vingt-cinq législations différentes!

Nous n'y songeons point, et le cadre limité de ce travail ne nous le permet pas.

Il existe heureusement entre les diverses Églises cantonales de la Suisse suffisamment de points communs pour qu'il soit possible d'en donner une caractéristique générale sans les examiner chacune séparément. C'est le cas, en premier lieu, pour l'Église catholique, qui est une de par sa constitution interne; c'est le cas également pour les Églises protestantes.

Donnons auparavant quelques renseignements statistiques et historiques.

D'après le recensement fédéral de 1900, la Suisse compte une population de 3.315.000 habitants, dont 1.946.000 protestants, 1.380.000 catholiques et 12.000 israélites (7.000 habitants se déclarent sans confession ou appartiennent à d'autres cultes).

Protestants et catholiques sont inégalement répartis sur la surface du territoire, en raison des circonstances historiques.

De l'époque de la Réformation à celle de la Révolution française, la Confédération suisse se composait de 13 cantons souverains, de pays alliés et de bailliages, c'est-à-dire de territoires conquis, soumis aux cantons ou à quelques-uns d'entre eux. Les pays alliés et les bailliages sont devenus en 1798 et en 1815 des cantons égaux en droit aux anciens.

Des treize cantons, 7 1/2 étaient exclusivement catholiques; c'étaient ceux d'Uri, Schwytz, Unterwald (cantons primitifs), Lucerne et Zoug, au centre du pays, Fribourg et Soleure aux confins de la Suisse française, et à l'Est le demi-canton d'Appenzell, Rhodes-Intérieures; 5 1/2 cantons avaient embrassé la Réforme: Zurich, Berne, Glaris, Bâle, Schaffhouse et Appenzell, Rhodes-Extérieures; mais ces derniers, plus peuplés, étaient assez puissants pour contre-balancer l'influence de leurs compatriotes catholiques.

En vertu de leur souveraineté, les États catholiques proscrivirent sur leur territoire l'exercice du culte réformé, et les réformés en usèrent de même à l'égard du culte catholique. Nul ne pouvait s'établir dans un lieu de religion différente de la sienne.

Les protestants cherchèrent à implanter la Réforme dans les bailliages et chez les alliés, et ils y réussirent partiellement, malgré la résistance des catholiques. Des guerres religieuses ensanglantèrent le xvi<sup>e</sup>, le xvii<sup>e</sup> et le commencement du xviii<sup>e</sup> siècle. Tour à tour vaincue et victorieuse, aucune des confessions ne put imposer sa volonté à l'autre et on se résigna à tolérer dans

les bailliages l'exercice simultané des deux cultes. C'est ce principe d'égalité ou de parité qui constitue un des caractères distinctifs des bailliages communs et qui les différencie nettement, au point de vue religieux, des treize anciens cantons. Berne, par contre, avait réussi à implanter la Réforme dans ses propres bailliages (Pays de Vaud, par exemple).

Le caractère confessionnel des anciens cantons est encore aujourd'hui nettement accusé; mais, par suite de la liberté d'établissement et de l'immigration suisse ou étrangère qui en a été la conséquence, une minorité protestante s'est formée dans les cantons catholiques, spécialement dans les villes, tandis que de nombreux catholiques s'établissaient dans les États protestants.

Des nouveaux cantons créés en 1798 et en 1815, le Tessin (de langue italienne) et le Valais sont exclusivement catholiques, Vaud et Neuchâtel presque exclusivement protestants; Saint-Gall, les Grisons et l'Argovie sont des cantons mixtes, la Thurgovie est aux deux tiers réformée. Quant à Genève, l'ancienne cité de Calvin, les traités de 1815 lui ont attribué des territoires voisins entièrement catholiques et, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'immigration étrangère, venant surtout de la France, a modifié la répartition des confessions à tel point que, en 1900, la ville de Genève comptait 30.400 protestants contre 27.500 catholiques et l'ensemble du canton 62.400 protestants contre 67.200 catholiques.

La Suisse française, qui compte 730.000 habitants, est dans sa grande majorité réformée, de même que la Suisse allemande; la Suisse italienne, en revanche (150.000 habitants) est exclusivement catholique, à l'exception d'une vallée des Grisons.

Abordant maintenant notre sujet, nous exposerons successivement les dispositions du droit fédéral, l'organisation des Églises, protestante, catholique et vieille-catholique, ainsi que celle du culte israélite, et nous terminerons par un coup d'œil sur l'état actuel de la question de la Séparation des Églises et de l'État.

DROIT FÉDÉRAL.

La Constitution fédérale actuellement en vigueur a été acceptée le 19 avril 1874 à la double majorité du peuple et des États par 340.199 électeurs contre 198.013 et par 14 1/2 États contre 7 1/2 (tous catholiques). Elle renferme les dispositions suivantes intéressant l'objet de notre étude.

ART. 49. — La liberté de conscience et de croyance est inviolable.

Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ni encourir des peines, de quelque nature qu'elles soient, pour cause d'opinion religieuse.

L'exercice des droits civils ou politiques ne peut être restreint par des prescriptions ou des conditions de nature ecclésiastique ou religieuse, quelles qu'elles soient.

Nul ne peut, pour cause d'opinion religieuse, s'affranchir de l'accomplissement d'un devoir civique.

Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas. L'exécution ultérieure de ce principe reste réservée à la législation fédérale (1).

ART. 50. — Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Les cantons et la Confédération peuvent prendre les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre public et de la paix entre les membres des diverses communautés religieuses, ainsi que contre les empiétements des autorités ecclésiastiques sur les droits des citoyens et de l'État.

Les contestations de droit public ou de droit privé, auxquelles donne lieu la création de communautés religieuses existantes, peuvent être portées par voie de recours devant les autorités fédérales compétentes.

Il ne peut être érigé d'évêchés sur le territoire suisse sans l'approbation de la Confédération.

ART. 51. — L'ordre des Jésuites et les sociétés qui lui sont

(1) Cette loi n'a pas encore été élaborée.

affiliées ne peuvent être reçus dans aucune partie de la Suisse, et toute action dans l'église et dans l'école est interdite à leurs membres.

Cette interdiction peut s'étendre aussi, par voie d'arrêté fédéral, à d'autres ordres religieux dont l'action est dangereuse pour l'État ou trouble la paix entre les confessions.

ART. 52. — Il est interdit de fonder de nouveaux couvents ou ordres religieux et de rétablir ceux qui ont été supprimés.

ART. 53. — L'état civil et la tenue des registres qui s'y rapportent est du ressort des autorités civiles. La législation fédérale statuera à ce sujet les dispositions ultérieures.

Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décemment.

ART. 54. — Le droit de mariage est placé sous la protection de la Confédération.

Aucun empêchement au mariage ne peut être fondé sur des motifs confessionnels, sur l'indigence de l'un ou de l'autre des époux, sur leur conduite ou sur quelque autre motif de police que ce soit.

ART. 58. — . . . . .  
La juridiction ecclésiastique est abolie.

ART. 27. — . . . . .

Les cantons pourvoient à l'instruction primaire, qui doit être suffisante et placée exclusivement sous la direction de l'autorité civile. Elle est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuite.

Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'ils aient à souffrir d'aucune façon dans leur liberté de conscience ou de croyance.

. . . . .  
On aura remarqué que l'article 50, qui donne à la Confédération le droit de trancher en dernier ressort les contestations résultant de la création de nouvelles communautés religieuses, ne fixe aucune règle à laquelle « les autorités compétentes » doivent se conformer en statuant. Les nombreuses contestations qui s'élevèrent entre catholiques romains et vieux-catholiques de 1874 à 1893 ont été tranchées d'une façon souvent arbitraire par les autorités politiques des cantons et de la Confédération. Mais depuis 1893 le soin de statuer sur ces questions a été remis au tribunal fédéral, et cette autorité a créé une jurisprudence uniforme

qui a contribué pour une bonne part à l'apaisement confessionnel.

Les principes de la Constitution de 1874 heurtaient de front plusieurs des doctrines de l'Église romaine, et leur application ne fut pas sans susciter des difficultés nombreuses. Le parti conservateur catholique, qui n'avait pas réussi à faire échouer la Constitution de 1874, renouvela ses tentatives contre diverses lois d'application en usant du droit de referendum.

La loi sur l'état civil et le mariage votée en 1874 par les Chambres fédérales établissait le divorce, qui n'existait jusqu'alors que dans les cantons protestants. Elle ne triompha à la votation populaire qu'à une faible majorité.

L'application intégrale de l'article 27 de la Constitution n'est pas encore chose faite, et une tentative du parti radical de contrôler de plus près les écoles publiques des cantons, au moyen d'un secrétaire scolaire fédéral, fut rejetée par le peuple en 1882 à une immense majorité.

En vertu des dispositions de l'article 52, le Conseil fédéral s'est opposé ces dernières années à l'établissement en Suisse de plusieurs congrégations venant de France.

En résumé, deux grands principes inspirent la Constitution fédérale : d'une part le respect absolu des convictions individuelles et le libre exercice des cultes ; d'autre part, l'affirmation non moins énergique du principe que l'Église est soumise aux lois de l'État et ne doit pas empiéter sur ses compétences.

#### ÉGLISE PROTESTANTE.

Les Églises protestantes, issues au xvr<sup>e</sup> siècle de la réforme prêchée dans la Suisse allemande par Zwingli et dans la Suisse française par Calvin et Farel, ont été pendant longtemps des institutions étroitement unies à l'État, presque partout organisées et rétribuées par les gouvernements cantonaux. L'État faisait fonction d'évêque ou de pape, nommait les pasteurs et veillait au maintien de la saine doctrine.

Mais, au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, sous l'influence des idées libérales qui, vers 1830, avaient amené dans plusieurs cantons la chute de l'ancien régime et l'avènement de gouvernements démocratiques, ces liens étroits furent déliés, et les Églises d'État firent place aux Églises nationales.

Ces nouvelles institutions furent encore élargies et démocratisées

après 1870, à une époque où la proclamation des doctrines du Concile du Vatican avait suscité en Suisse, comme en Allemagne, le mouvement radical et anti-ultramontain du Kulturkampf.

. .

Les Églises protestantes de la Suisse n'ont entre elles aucun rapport officiel et ne reconnaissent aucune autorité ecclésiastique qui leur soit commune. Chacune d'elles est organisée et administrée indépendamment des autres et forme, à elle seule, une institution juridique complète.

Ce sont cependant les mêmes considérations qui, dans chaque canton, ont inspiré le législateur; aussi ces diverses Églises présentent des caractères communs qu'on peut résumer en deux mots : démocratie et libéralisme. Nous retrouvons en effet dans les Églises réformées les principes qui sont à la base de la constitution politique du pays.

. .

Dans presque tous les cantons, l'Église reçoit de l'État, sous forme de loi, son organisation. Ce n'est qu'à Saint-Gall, en Thurgovie et à Fribourg que l'Église a le droit de se donner elle-même son organisation, sous réserve de la sanction de l'État.

La base de l'Église est la paroisse (Kirchgemeinde).

La paroisse est composée de tous les citoyens jouissant de leurs droits politiques, qui y ont leur domicile légal et qui sont ou se déclarent protestants. Cette dernière exigence, la seule qui soit de nature religieuse, est formulée suivant les cantons dans des termes différents : appartenir au culte protestant, accepter les formes de l'Église protestante, etc.

Nulle part une confession de foi n'est exigée par la loi; dans maint canton aucun signe extérieur ou acte religieux n'est nécessaire, pas même le baptême. La simple déclaration d'un citoyen qu'il est protestant suffit à lui conférer le droit de vote.

Ce système, très libéral, n'est pas sans présenter le flanc à de graves critiques au point de vue de la confusion complète qu'il entraîne entre le domaine politique et le domaine religieux, et, dans la pratique, il a souvent présenté des inconvénients en facilitant l'élection de pasteurs ou d'autorités ecclésiastiques d'une

tendance religieuse opposée à celle des fidèles proprement dits.

Les paroisses sont souveraines au point de vue spirituel; on ne peut leur imposer aucune confession de foi, ni aucun acte religieux contraire à leur volonté.

Les principales attributions des paroisses sont l'élection des Conseils d'Anciens et des délégués au Synode.

Le pasteur, conducteur spirituel de la paroisse, est généralement nommé pour une durée limitée, six ans, par exemple, terme après lequel il est soumis à réélection. Dans quelques cantons cependant le pasteur est élu à vie, ou bien sa réélection est simplement facultative. Dans le canton de Vaud, la paroisse n'a pas le droit d'élire son pasteur, mais seulement celui de présenter des candidats au gouvernement qui procède à la nomination. En fait, le gouvernement se conforme toujours à l'indication de la paroisse.

La liberté de conscience des ecclésiastiques est absolue et ne peut être restreinte par aucun engagement ou credo; aussi voit-on souvent en Suisse, comme en Allemagne, des conceptions religieuses très diverses enseignées dans la même Église et parfois dans la même paroisse. Il est juste de remarquer que les divergences religieuses sont allées en s'atténuant ces dernières années.

Les anciens d'Église ont pour tâche de seconder le pasteur, de pourvoir à l'assistance des pauvres et d'administrer les fonds paroissiaux. Ils sont élus par la paroisse pour un terme limité, en général trois ou quatre ans.

L'autorité supérieure de l'Église est le Synode (appelé à Genève le Consistoire), composé en proportions diverses de laïques et d'ecclésiastiques. Les délégués au Synode sont élus par les paroisses, soit isolément, soit réunies en circonscriptions.

Le Synode pourvoit à l'administration de l'Église et exerce sur elle une surveillance générale, mais il n'a aucune autorité spirituelle.

Le pouvoir exécutif dans l'Église est représenté par une délégation du Synode composée en général de 5 à 9 membres et appelée bureau du Synode ou commission synodale.

Le mode de rétribution des ecclésiastiques varie suivant les cantons; presque partout ils sont salariés par l'Etat, soit au moyen des anciens fonds d'Église incamérés lors de la Réformation, soit au moyen des recettes ordinaires du budget, soit encore



au moyen des revenus d'un impôt spécial soumis aux dispositions de l'article 49, dernier alinéa, de la Constitution fédérale. Dans certains cantons, il existe des fonds spéciaux, gérés par l'Eglise elle-même, et, s'ils sont insuffisants, l'Etat ou les communes parfont la différence.

A côté de ces Eglises nationales, il existe dans divers cantons, spécialement dans la Suisse française, des Eglises libres; ce sont des sociétés particulières, créées en vertu du droit d'association, s'organisant et s'administrant librement sans aucune intervention de l'Etat. La législation reconnaît cependant aux pasteurs de ces Eglises la qualité d'ecclésiastiques; ils sont par exemple dispensés du service militaire, et soumis en échange à la taxe d'exemption; ils sont frappés également de diverses inéligibilités.

L'Eglise libre vandoise a été fondée en 1846 par des pasteurs nationaux qui démissionnèrent de leurs postes officiels pour protester contre des mesures du gouvernement qu'ils envisageaient attentatoires à la dignité du ministère. L'Eglise libre genevoise a dû sa naissance, en 1848, à des besoins religieux que ne pouvaient satisfaire les doctrines unitaires professées alors par l'Eglise nationale. L'Eglise indépendante neuchâteloise est postérieure en date; elle s'est créée en 1873 après la promulgation d'une nouvelle loi sur les cultes qui instituait dans le sein de l'Eglise nationale une liberté de doctrine illimitée.

Ces Eglises libres, qui se rattachent à la tendance évangélique, sont constituées de la même manière que les Eglises nationales, avec un Synode, des collèges d'anciens et des pasteurs nommés par les paroisses. Le Synode est investi de l'autorité spirituelle.

Dans les cantons catholiques qui ne subventionnent pas le culte réformé, tels que le Tessin et le Valais, il existe quelques communautés protestantes qui sont administrées par des comités particuliers (Société des protestants disséminés); ces comités subventionnent les pasteurs au moyen de fonds recueillis par des collectes. Ces paroisses ont donc le caractère d'Eglises libres, entièrement séparées de l'Etat.

Les jeunes gens qui se destinent au saint ministère font leurs études dans les facultés de théologie des Universités ; les Églises libres de la Suisse française entretiennent à leurs frais des facultés de théologie.

#### ÉGLISE CATHOLIQUE.

L'Église catholique est divisée en cinq diocèses, de grandeur très inégale, qui relèvent tous directement du Saint-Siège (1). Ce sont les évêchés de Bâle-Lugano, Coire, St-Gall, Lausanne et Genève, et Sion. Créés à des époques très différentes, ils existent actuellement en vertu d'accords entre l'Église d'une part, les cantons intéressés et la Confédération (depuis 1874) d'autre part. Il s'agit donc d'un régime concordataire.

L'évêché de Bâle a été réorganisé en 1828 ; il comprend les cantons de Berne, Bâle, Soleure, Lucerne, Zoug, Argovie, Thurgovie et Schaffhouse ; on lui a adjoint en 1888 le Tessin qui dépendait jusqu'alors des diocèses italiens voisins. L'évêque, qui réside à Soleure, est élu par un chapitre de 14 chanoines et agréé par les États diocésains ; il doit être choisi dans le clergé du diocèse. Le Tessin n'est rattaché que nominalemeut à l'évêché de Bâle ; il est géré par un administrateur apostolique résidant à Lugano et nommé par le pape après entente avec l'évêque. En fait, le Tessin forme un diocèse spécial.

L'évêché de Coire comprend les cantons des Grisons, de Glaris, Zurich, Uri, Schwytz et Unterwald, ainsi que la petite principauté autrichienne de Lichtenstein. L'évêque est nommé par le chapitre sans aucune intervention de l'État.

L'évêché de St-Gall, créé en 1847, comprend les cantons de St-Gall et Appenzell ; l'évêque doit être choisi dans le clergé du diocèse ; il est nommé par le chapitre et agréé par le « Grossrat-collegium » du canton de St-Gall, une sorte de conseil ecclésiastique supérieur établi par la loi.

L'évêché de Lausanne et Genève comprend les cantons de Fribourg, Vaud, Neuchâtel et Genève ; l'évêque, qui réside à Fribourg, est élu par le Saint-Siège ; il n'est assisté d'aucun chapitre (2).

(1) La nonciature apostolique créée au xvi<sup>e</sup> siècle a été supprimée en 1873 après l'expulsion du nonce par le pouvoir fédéral.

(2) Les chanoines de Saint-Nicolas à Fribourg forment un chapitre collégial et non cathédral.

L'évêché de Sion, qui remonte au iv<sup>e</sup> siècle, comprend le Valais et le district vaudois d'Aigle. En vertu d'un accord conclu en 1808 entre le chapitre et l'État, accord qui n'est que la réglementation d'un usage très ancien, l'évêque est nommé par le Grand Conseil (pouvoir législatif du canton) sur une quadruple présentation faite par le chapitre. Le pape n'a jamais reconnu la validité de cet accord; il nomme lui-même l'évêque, mais il a soin de ne jamais porter son choix sur un autre que sur l'élu des représentants du peuple valaisan.

Dans tous les diocèses, la mense épiscopale est payée par les États intéressés ou par les revenus de fonds spéciaux.

Pendant les luttes du Kulturkampf, quelques cantons, dont la politique s'inspire de principes radicaux, ont dénoncé le concordat et ne reconnaissent plus l'évêque diocésain. Depuis lors, ils n'entretiennent avec lui aucune relation officielle, mais ils ne s'opposent plus aujourd'hui à l'exercice sur leur territoire de la juridiction épiscopale.

..

L'Église catholique est constituée dans tous les cantons d'une façon uniforme, conformément à ses propres règles, mais les divers gouvernements lui appliquent, suivant leurs tendances politiques, un régime bien différent.

Quelques-uns, comme Fribourg, Lucerne et le Valais, garantissent dans leurs constitutions l'existence de l'Église catholique et lui laissent pleine liberté de s'administrer suivant les règles du droit canon. La façon dont ils appliquent les dispositions de la Constitution fédérale contraires aux principes canoniques (art. 51, 52 et 53, al. 2 par ex.) a souvent suscité des recours aux autorités fédérales.

D'autres cantons, tout en garantissant expressément l'existence de l'Église, apportent cependant quelques restrictions à sa liberté d'administration. Les cantons primitifs, Uri, Schwytz et Unterwald, ainsi qu'Appenzell, Rhodes-Intérieures, dont la politique est très respectueuse de la religion catholique, ont néanmoins la conscience fort nette des droits de l'État; ils exercent une surveillance active sur les couvents et autres établissements ecclésiastiques, et ils maintiennent le principe de l'élection des curés par les paroisses, privilège très ancien qui leur fut reconnu formellement par le pape Jules II. Le Saint-Siège, en effet, a tou-

jours ménagé dans la mesure du possible le sentiment démocratique qui anime ces fidèles catholiques, petits-fils des fondateurs de la Confédération suisse. Aujourd'hui encore ils exercent ce droit sans contestation, et l'évêque se borne à confirmer le choix de la paroisse.

Mais lorsque, dans les cantons radicaux, les gouvernements entreprirent, à l'époque du Kulturkampf, de démocratiser et de libéraliser l'Eglise, ils se heurtèrent à une résistance inflexible des populations catholiques, bien décidées à tout endurer plutôt qu'à céder à une législation à leurs yeux sacrilège. Et cette résistance aboutit, en définitive, à la défaite de l'Etat, mais au prix de longues luttes et de nombreuses pertes matérielles.

Vers les années 1872 à 1873, les cantons de Berne, Soleure, Bâle, Argovie, Zurich et Genève cherchèrent à imposer à l'Eglise une sorte de « Constitution civile » et promulguèrent des lois destinées à émanciper les fidèles de la tutelle du clergé, en prévoyant notamment la libre élection des curés par les paroisses. Seuls les catholiques qui s'étaient rattachés au mouvement libéral et à l'Eglise vieille-catholique en voie de formation se soumirent à ces dispositions et bénéficièrent des subsides de l'Etat. Les catholiques romains, observant scrupuleusement le mot d'ordre de leurs supérieurs, durent abandonner leurs églises et chapelles, se constituer en communautés libres et subvenir eux-mêmes, au prix de sacrifices multiples, à l'entretien de leur culte.

Les gouvernements cantonaux répondirent en rompant toute relation avec les évêques, et pendant quelques années ces cantons furent dans un état de véritable anarchie ecclésiastique. L'apaisement survint cependant avec les années; plusieurs Etats ont compris qu'ils faisaient fausse route en obligeant les catholiques à se plier à une organisation ecclésiastique contraire à leurs convictions; ils ont établi un *modus vivendi* acceptable et ont réintégré l'Eglise dans une partie au moins de ses droits de propriété ou d'usage.

Mais aujourd'hui encore l'Eglise catholique vit séparée de l'Etat, dont elle ne reçoit plus aucun subside, dans les cantons de Bâle-Ville, de Genève, dans la plupart des paroisses zurichoises et dans plusieurs de celles de Berne.

Enfin, dans les cantons de Vaud, Neuchâtel, Soleure, Argovie, Zoug, Saint-Gall, Thurgovie, Grisons et Tessin, l'Eglise catholique a la qualité d'une Eglise nationale, dont le clergé

rétribué par l'État, les communes ou par des fonds spéciaux, est nommé généralement par l'évêque ou du moins, sur sa présentation, par le gouvernement.

Il est intéressant de noter que Neuchâtel avait su trouver en 1873 un terrain d'entente entre les principes en lutte. Une disposition spéciale de la loi prévoit que l'État se dessaisit en faveur des paroisses catholiques du droit de collation qu'il avait exercé jusqu'alors en vertu de conventions avec l'évêque diocésain, et que les paroisses seront appelées à élire leurs curés et vicaires sur une triple présentation de candidats faite par l'évêque et ratifiée par le gouvernement; mais en même temps la loi donne aux paroisses la faculté de renoncer à faire usage de leur droit, auquel cas le gouvernement procède à l'élection. Cette organisation fut acceptée par les catholiques et les paroisses renoncent régulièrement à faire usage de leur droit.

Quant aux biens paroissiaux, ils sont administrés par des conseils de fabrique, et, dans certains cantons catholiques, par les conseils municipaux.

D'après A. Büchi, il existait en Suisse, en 1901, 5 couvents de bénédictins, 3 de chanoines augustins réguliers, un de chartroux, un de franciscains et 36 de capucins(1), comptant au total 957 religieux. Le nombre des couvents de femmes s'élevait à 43, sans indication du nombre de religieuses.

Ces couvents se trouvent dans les cantons catholiques ou mixtes, à l'exception d'Argovie et de Soleure, où l'État les a supprimés en incamérant leurs biens. Les plus connus sont ceux d'Einsiedeln, ou Notre-Dame-des-Ermites (bénédictins), d'Ingenbohl près Schwitz (sœurs théodosiennes ou de la Sainte-Croix), de Saint-Maurice en Valais et du Grand Saint-Bernard (chanoines augustins réguliers). Les abbayes d'Einsiedeln et de Saint-Maurice sont exemptes de la juridiction épiscopale.

Le canton de Fribourg, enfin, a créé en 1889 une université

(1) Plusieurs établissements de capucins sont de simples hospices, comptant un nombre très limité de religieux.

aujourd'hui florissante et qui attire de nombreux étrangers; l'enseignement y est donné en français et en allemand par des professeurs laïques et par des ecclésiastiques séculiers et réguliers.

#### ÉGLISE VIEILLE CATHOLIQUE.

Cette Église s'est créée après 1870, à la suite du schisme provoqué par la proclamation du dogme de l'infailibilité papale; elle compte un certain nombre de paroisses dans les cantons de Berne, Zurich, Bâle, Soleure, Argovie, Lucerne, Thurgovie, Neuchâtel et Genève.

Elle a partout le caractère d'une Église nationale, organisée et subventionnée par l'État.

La base de l'organisation ecclésiastique est la paroisse, qui nomme elle-même son curé et ses délégués au Synode. Elle forme un seul diocèse dont la création a été approuvée par plusieurs des États intéressés et par la Confédération. Le Synode est l'autorité supérieure de l'Église; il fixe les règles du culte et de la discipline; il nomme l'évêque et le conseil synodal, qui est l'autorité exécutive.

Le nombre des adhérents du catholicisme libéral s'élève à 75.000 environ, chiffre qui est compris dans les statistiques sous la rubrique « catholiques ».

On peut, sans faire injure à cette Église, affirmer qu'elle n'a pas fait preuve d'une grande vitalité. A Genève, en particulier, ses cultes étaient suivis par un nombre si limité de fidèles qu'ils ont été supprimés dans plusieurs paroisses, où l'usage des temples a été restitué aux catholiques romains.

#### CULTE ISRAËLITE.

Les israélites, qui sont groupés dans les villes commerçantes et dans quelques villages ou bourgs campagnards, subviennent eux-mêmes aux besoins de leur culte et s'organisent librement, sans aucune ingérence de l'État. Un seul canton, celui de Neuchâtel, leur a accordé la faculté de s'ériger en communauté nationale; mais les israélites n'ont pas jugé à propos de se mettre au bénéfice de cette disposition.

## LA SÉPARATION.

Dès les années 1868 à 1870, la question de la Séparation des Églises et de l'État et de la suppression du budget des cultes a été agitée dans quelques cantons, spécialement dans ceux de Neuchâtel, d'Argovie et de Genève. Dans ce dernier canton, elle a reparu dès lors périodiquement et a été deux fois rejetée par le peuple, en 1880 et en 1897.

Les événements de France en 1905 lui ont donné un caractère d'actualité; elle est de nouveau posée à Genève où elle est appuyée par les radicaux et les socialistes et où elle sera prochainement soumise aux électeurs (1); elle a fait son apparition à Bâle-Ville et à Schaffhouse.

Dans le canton de Neuchâtel, elle fit l'objet des préoccupations générales durant l'année 1906 et fut portée devant le peuple par la voie de l'initiative populaire. Après des discussions très vives, elle a été rejetée, le 20 janvier 1907, dans une votation extrêmement fréquentée et à la majorité considérable et tout à fait inattendue de 15.094 voix contre 8.412.

Les partisans de la Séparation se recrutaient essentiellement dans les rangs des socialistes et des protestants évangéliques, membres de l'Église indépendante, tandis que les radicaux et les catholiques formaient le gros des rejetants.

Il est à prévoir que ce vote négatif aura sa répercussion dans les autres parties de la Suisse, et que l'heure n'a pas encore sonné où sera réalisée la célèbre formule : l'Église libre dans l'État libre !

## OUVRAGES CONSULTÉS

GAREIS und ZORN. — *Staat und Kirche in der Schweiz*, Zurich, 1871-1878.

Antistes Dr. FINSLER. — *Das Kirchenwesen der reformirten Schweiz*, publié dans l'*Allgemeine Beschreibung und Statistik der Schweiz*, de Max Wirth, 2<sup>e</sup> vol., Zurich, 1873.

A. BUCHI. — *Die Katholische Kirche in der Schweiz*, Munich, 1902.

(1) P. S. — La séparation a été votée à Genève le 30 juin 1907 par 7.653 voix contre 6.823 grâce à l'appui du parti catholique qui désirait rétablir de cette façon l'égalité des Églises devant le budget.

R. VON REDING-BIBEREGG. — *Ueber die Frage der Cultussteuern*, Bâle, 1885.

U. LAMPERT. — *Zur rechtlichen Behandlung des kirchlichen Eigentums in der Schweiz*, Fribourg (Suisse), 1904.

U. LAMPERT. — *Die kantonalen Kultusbudgets und der Anteil der verschiedenen Konfessionen an denselben*, Zurich, 1906.

*Dictionnaire géographique de la Suisse* (en cours de publication), Neuchâtel, chez Attinger frères.

C. HILTY. — *Les constitutions fédérales*, Neuchâtel, 1891.

ÉTUDE SUR LE RÉGIME DES CULTES DANS LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR, par M. **Fernand Daguin**, avocat à la Cour d'appel de Paris (1).

La République de l'Équateur a vécu pendant longtemps sous un régime politique qu'on a qualifié, non sans raison, de théocratique. On a pu dire d'elle, alors, qu'elle était le seul gouvernement du monde qui eût un caractère vraiment et complètement catholique (2). La population se faisait remarquer par l'intensité de ses sentiments religieux, et la Constitution reconnaissait une religion officielle, la religion catholique, qui, seule, avait une existence légale (3) et qui, seule, était protégée, encouragée et subventionnée par l'État. Un concordat, conclu le 26 septembre 1862, liait la République avec le Saint-Siège (4).

(1) Les documents et les renseignements qui ont servi à la rédaction de cette étude nous ont été fournis, avec une obligeance sans égale, par S. G. Monseigneur Frédéric González Suárez, archevêque de Quito, par M. l'abbé Alexandre Lopez, secrétaire de l'archevêché, et par M. T. Puyol, archiviste du Pouvoir législatif; nous tenons à exprimer à nos éminents correspondants notre bien vive gratitude.

(2) Elisée Reclus, *Nouvelle Géographie universelle*, t. 18, *Amérique du Sud, Régions andines*, p. 484.

(3) Voir la Constitution du 13 février 1884, art. 13 (*Constitución de la República del Ecuador, dada por la Asamblea nacional de 1883*, 3<sup>e</sup> edición [Quito, 1892], p. 12). Le préambule de cette Constitution était ainsi conçu : « Au nom de Dieu, auteur et législateur de l'Univers... ».

(4) Une nouvelle rédaction de ce concordat, faite le 2 mai 1881, avait été approuvée par le Pape Léon XIII, le 30 mars 1882, et par M. Ignace de Veintemilla, président de la République, le 14 mars de la même année. L'article 1<sup>er</sup> de cette convention s'exprimait ainsi :

« La religion catholique apostolique et romaine continuera à être la seule religion de la République de l'Équateur et elle se maintiendra à perpétuité avec tous les droits et prérogatives dont elle doit jouir selon la loi de Dieu et les dispositions canoniques. En conséquence, on ne tolérera jamais un



Aujourd'hui encore, les habitants, en très grande majorité, sont restés fidèles aux doctrines que professaient leurs pères. Le culte catholique compte un million et demi d'adhérents environ. Dans les régions orientales, on rencontre un certain nombre d'Indiens sauvages, non convertis au christianisme; mais il n'existe ni protestants, ni israélites, si ce n'est à l'état isolé. Néanmoins, sous la poussée des idées nouvelles et, peut-être aussi, grâce à l'action occulte de la franc-maçonnerie, le législateur équatorien a rompu avec la tradition, sans pourtant, comme on le verra plus loin, aller aussi loin que d'autres pays, dans son hostilité contre l'Église romaine.

Le mouvement qui a amené la transformation radicale du régime des cultes a commencé à se manifester, il y a une dizaine d'années environ. Le 5 juin 1895, le parti dit *libéral* est arrivé au pouvoir et il a su s'y maintenir jusqu'en 1906, époque à laquelle il a été supplanté par le parti libéral avancé ou *radical* : situation étrange dans un pays où la majorité des électeurs est foncièrement attachée à l'opinion dite *cléricale* ou *ultramontaine*.

Les libéraux avaient inscrit dans leur programme la laïcisation du mariage, la dénonciation du concordat et la séparation de l'Église et de l'État. Cependant, la Constitution du 14 janvier 1897, adoptée postérieurement à leur avènement au pouvoir (1), porte encore l'empreinte de l'esprit qui animait leurs prédécesseurs. En effet, l'article 12 de cette Constitution s'exprimait en ces termes : « La religion de la République est la religion catholique, apostolique et romaine, avec exclusion de tout culte contraire à la morale. Les pouvoirs publics sont tenus de la protéger et de la faire respecter. » De ce texte on peut induire que, dans la pensée des constituants, une situation privilégiée devait être faite à la religion catholique. L'article 13, toutefois,

autre culte ou une société quelconque condamnée par l'Église. » A propos de l'enseignement, il était dit à l'article 3 :

« L'instruction de la jeunesse dans les universités, collèges, facultés, écoles publiques et privées sera entièrement conforme aux doctrines de la religion catholique ». Le Pape stipulait pour lui (art. 5) la faculté de correspondre librement avec le clergé et les fidèles de l'Équateur, et, pour l'Église (art. 19), le droit d'acquérir et de posséder des biens-fonds. Il permettait à l'État (art. 9) d'imposer les membres du clergé et les biens ecclésiastiques (V. *Boletín eclesiástico de la provincia ecuatoriana*, Año 1, n° 2, p. 35).

(1) Voir *Constitución de la República del Ecuador, dada por la Convención nacional de 1896-1897*, 2<sup>e</sup> edición); 46 p. in-8°; Quito, 1899.

contenait les dispositions suivantes, qui consacrent le principe de la liberté de conscience et de la liberté des cultes : « L'État respecte les croyances religieuses des habitants de l'Équateur et fera respecter les manifestations auxquelles elles donneront lieu.

« Les croyances religieuses ne font pas obstacle à l'exercice des droits politiques et civils. »

Ce fut seulement en 1901, à partir de l'élection à la présidence de la République du général Léonidas Plaza (1), que les aspirations des libéraux prirent corps et qu'elles aboutirent à des résultats effectifs.

Le gouvernement avait cru devoir négocier avec le Saint-Siège relativement à deux questions brûlantes : la propriété et la police des cimetières publics ; la suppression des dîmes.

Une convention, dont les termes avaient été arrêtés d'un commun accord, le 3 avril 1901, par M. José Peralta, ministre des relations extérieures et plénipotentiaire de l'Équateur, et Mgr Pedro Gasparri, archevêque titulaire de Césarée, délégué apostolique et envoyé extraordinaire de la Cour de Rome, stipulait que les cimetières catholiques seraient placés sous la dépendance du clergé, sauf le droit reconnu au Pouvoir civil d'exercer sur eux une surveillance, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité publique ; la création de cimetières laïques était autorisée dans toutes les localités du pays, pour l'enterrement des personnes désireuses de reposer ailleurs qu'en terre bénite ; là où les ressources locales ne le permettaient pas, on pouvait distraire du cimetière catholique une partie spéciale, pour l'affecter aux dissidents, à la condition de séparer ce terrain par un mur de l'emplacement destiné aux catholiques, et de lui assurer une entrée particulière ; la délimitation, en ce cas, devait être faite par les autorités religieuses, civiles et locales, agissant de concert.

Une seconde convention, conclue, le 10 avril 1901, par les mêmes mandataires, et, comme la première, approuvée *ad referendum*, portait que les dîmes établies au profit de l'Église catholique demeureraient supprimées, et qu'un droit additionnel de douane de dix pour cent sur les importations leur serait substitué ; le produit de ce droit additionnel devait être versé

(1) Il succéda, le 1<sup>er</sup> septembre 1901, au général Eloy Alfaro, qui appartenait au parti libéral avancé. Il fut remplacé, à son tour, en 1906, par le même général Alfaro, candidat du parti radical.

entre les mains des représentants de l'Église, qui en auraient eu la libre disposition, au lieu et place des contributions qu'ils percevaient précédemment (1).

Les deux conventions avaient besoin, pour devenir exécutoires, d'être ratifiées par le Congrès; elles furent repoussées, l'une et l'autre, par le Sénat, dans la séance du 8 octobre 1901 (2).

Telle fut la première étape.

La seconde fut marquée par le vote de la loi sur le mariage civil.

Cette loi, promulguée le 28 octobre 1902 (3), modifia complètement les règles du droit matrimonial. Auparavant, l'union de l'homme et de la femme était considérée comme un acte d'un caractère exclusivement religieux. La loi de 1902 établit le mariage civil et posa en principe que ce mariage seul produirait des effets légaux. Elle défendit, en outre, aux ministres des différents cultes de procéder à la bénédiction nuptiale des époux, avant que ceux-ci eussent été unis par l'officier de l'état civil compétent (le chef politique ou son lieutenant), sous peine d'en courir, pour la première fois, une amende de 500 sucres et un emprisonnement de trois mois, et, en cas de récidive, une amende de 1.000 sucres et un emprisonnement de six mois. Enfin, et c'est sur ce point qu'elle fut combattue le plus énergiquement par les catholiques, elle introduisit le divorce dans la législation équatorienne, sous une forme atténuée, il est vrai, puisqu'elle ne l'admit que dans un seul cas, l'adultère de la femme, l'adultère du mari, les sévices graves, l'attentat d'un des con-

(1) Le concordat révisé de 1881 (V. *suprà*, note 4, p. 465) avait prévu, dans son article 9, la suppression des dîmes et leur remplacement par une autre contribution. Conformément à cette disposition, il avait été stipulé, dans une convention additionnelle, du 8 novembre 1890, conclue entre le Saint-Siège et la République de l'Équateur, que les dîmes seraient remplacées par une contribution de 3 pour 1.000 sur les domaines ruraux (*predios rusticos*). — Cet impôt de 3 pour 1.000 avait fait, postérieurement, l'objet d'un décret du Pouvoir exécutif, du 3 février 1893 (V. *Boletín eclesiástico de la Provincia Ecuatoriana*, Año 1, n° 2, p. 51 et 58).

(2) V. *Actas de las sesiones secretas, publicadas por resolución del senado. Referense a los protocolos sobre cementerios publicos y rentas eclesiasticas*.

(3) V. ROMERO Y GIRON et A. GARCIA MORENO, *Anuario de legislación universal*; año 1902; *Nuevas leyes y códigos de los Estados americanos*, p. 377. — La loi sur le mariage civil a été analysée dans l'*Annuaire de législation étrang.*, 2<sup>e</sup> série, 2<sup>e</sup> année, p. 729.

jointes contre la vie de l'autre, la tentative du mari pour prostituer sa femme ou ses enfants, et l'ivresse habituelle ne pouvant servir de fondement qu'à une instance en séparation de corps. Mais la porte était ouverte, et l'on verra, plus loin, qu'on ne tarda pas à ajouter de nouveaux cas de divorce à celui qui vient d'être indiqué (1).

Il n'est pas besoin de dire que le projet de loi relatif au mariage civil et à l'introduction du divorce avait été vivement critiqué par le parti clérical et avait donné lieu, de sa part, à des protestations réitérées.

Il restait au parti libéral à exécuter la dernière partie de son programme, en dénonçant le Concordat et en brisant les liens qui unissaient l'État à l'Église catholique (2).

Dès 1903, le Président de la République, M. Léonidas Plaza, dans son message au Congrès national, avait invité le Pouvoir législatif à affranchir le gouvernement de la tutelle de Rome, en abrogeant la loi sur le patronat ecclésiastique et en réglant la situation du clergé et des congrégations de telle sorte que l'Église et l'État fussent indépendants l'un de l'autre. Craignant qu'on ne lui opposât le texte de l'article 12 de la Constitution (3), il s'efforça de démontrer, à l'aide d'un raisonnement plus subtil que réellement concluant, qu'on pouvait passer outre sans se préoccuper de modifier préalablement l'article en question, attendu, disait-il, que celui-ci ne garantissait pas à la religion catholique un privilège quelconque, mais qu'il se bornait à constater qu'elle était la religion de la majorité des citoyens du pays. Cette interprétation, peu conforme, il faut le reconnaître, au texte et à l'esprit de la Constitution, fut, néanmoins, acceptée sans difficulté. Le Président de la République rappela, du reste, que la Constitution elle-même avait cherché à opposer une barrière aux empiètements du pouvoir religieux à l'égard du pouvoir civil dans son article 37, en interdisant l'immigration des communautés religieuses étrangères, et en réservant aux seuls ecclésiastiques équatoriens de naissance l'accès des prélatrices et des bénéfices dans l'Église nationale, ainsi que la faculté d'être appelés à administrer les biens des établissements

(1) Voir, ci-après, page 479.

(2) La légation de l'Équateur près du Saint-Siège avait été supprimée dès 1896. — Le délégué du Vatican pour la République de l'Équateur est, actuellement, M<sup>r</sup> Dolci, archevêque de Naziance, en résidence à Lima.

(3) Voir, *suprà*, p. 466.

monastiques situés sur le territoire de la République (1).

Dans son message de 1904, le président Plaza reprit sa thèse et revint à la charge. Il adjura le Congrès, en termes véhéments, de voter une loi qui rendit au pays son indépendance et qui eût pour effet de le soustraire à l'ingérence d'un souverain spirituel étranger; à cette occasion, il qualifia le Souverain Pontife d'Empereur de la Chrétienté (*Emperador cristiano*), et déclara que son ambition était d'étendre son autorité sur tous les peuples du globe, au détriment de leur autonomie (2). Il ajouta que le clergé régulier et le clergé séculier poursuivaient un but anti-patriotique et qu'il importait de leur enlever, au plus tôt, l'éducation de la jeunesse, pour la confier à un personnel exclusivement laïque (3). Il réclama, en outre, la dissolution des congrégations religieuses, et invoqua, à cet égard, l'exemple de la France. « Imitons la France, dit-il, et prenons modèle sur les États qui, délivrés des conquérants (*Conquistadores*) et des corsaires, sont parvenus à se placer à l'avant-garde de la civilisation moderne (4). »

Le Congrès donna, dans une certaine mesure, satisfaction au chef du Pouvoir exécutif, en adoptant, au mois d'octobre 1904, une loi qui abrogea le Concordat, qui sépara l'Eglise catholique de l'État et qui proclama la liberté de l'exercice des différents cultes (5).

Le but du présent travail est de faire connaître le régime auquel sont actuellement soumises les diverses confessions religieuses, d'après cette loi de 1904. Nous parlerons d'abord des cultes non catholiques; il y a peu de chose à en dire. Nous nous occuperons ensuite du culte catholique, au sujet duquel il y a lieu de s'étendre davantage.

Auparavant, il est utile de rappeler que le parti radical, vain-

(1) *Mensaje del Presidente de la República al Congreso nacional*, 1903, p. 19 et suiv.

(2) *Mensaje del Presidente de la República al Congreso nacional*, 1904, p. 22.

(3) *Ibid.*, p. 23.

(4) *Ibid.*, p. 25 et 26.

(5) La loi sur les cultes a été définitivement votée par le Congrès, le 12 octobre 1904, sanctionnée le 13, et promulguée le 14 (*Registro oficial*, 1904, n° 912; *Anuario de legislación ecuatoriana correspondiente a 1904*, p. 144). — L'article 25 de la loi du 14 octobre 1904 confiait au pouvoir exécutif le soin d'assurer l'exécution de la loi au moyen d'un règlement; ce règlement n'a pas encore vu le jour.

queur du parti libéral, en 1906, a fait adopter une nouvelle Constitution, qui, à la différence de la Constitution de 1897, ne fait aucune allusion directe aux questions d'ordre religieux.

La Constitution du 23 décembre 1906 (1) proclame la liberté de conscience, la liberté de la pensée, de la parole et de la presse, et la liberté de réunion et d'association (art. 26-3°, 15° et 17°).

## I. — CULTES NON CATHOLIQUES.

La loi (art. 1<sup>er</sup>) autorise et protège toutes les religions qui ne sont contraires ni aux institutions nationales, ni à la morale. Par suite, les confessions chrétiennes, quelles qu'elles soient, sont admises à pratiquer librement leur culte; il en est de même de la religion israélite. Mais les religions qui considèrent comme légitimes certains actes que la morale réprouve, telles, par exemple, que le mahométisme et le mormonisme, qui permettent la polygamie, ne seraient pas tolérées.

Les confessions s'organisent et s'administrent comme elles l'entendent; elles règlent leurs cérémonies, à leur gré. Le Gouvernement n'intervient que pour empêcher qu'on entrave leurs pratiques et pour veiller à ce qu'elles-mêmes n'occasionnent ni troubles, ni séditions.

Les ministres appartenant à des cultes nouveaux, qui viennent s'établir dans le pays, ne bénéficient des garanties constitutionnelles et légales qu'après avoir communiqué au Pouvoir exécutif les statuts auxquels ils obéissent et qui servent de base à leur vie religieuse (loi, art. 3).

Chaque culte pourvoit à ses besoins à l'aide des dons volontaires des fidèles.

D'ailleurs, il est bon de le noter, les confessions dont il s'agit ne sont, quant à présent du moins, représentées que par des individualités peu nombreuses.

## II. — CULTE CATHOLIQUE.

La religion catholique jouit de la même liberté que les autres confessions, quant à son organisation et à son administration

(1) Le texte de la nouvelle constitution nous a été très obligeamment communiqué par M. le consul général de la République de l'Équateur à Paris, à qui nous adressons nos bien vifs remerciements.

intérieure. Elle règle, à sa guise, les cérémonies et les différentes pratiques du culte intérieur et extérieur. La nomination des évêques et des membres du clergé, de même que la collation des bénéfices, ressortit exclusivement à l'autorité ecclésiastique. Le Gouvernement ne s'immisce en rien dans la vie intime de l'Eglise, son droit de patronage ayant été supprimé; toutefois, ainsi qu'on le verra bientôt, le Pouvoir civil s'est réservé un droit de contrôle et de surveillance sur le patrimoine ecclésiastique.

Le Concordat conclu en 1862 avec le Saint-Siège a été annulé purement et simplement, en vertu d'un acte unilatéral, c'est-à-dire sans dénonciation préalable et sans entente préliminaire entre les parties intéressées (loi, art. 26). Depuis 1896, la République n'entretenait plus de représentant auprès du Vatican (1).

#### § 1<sup>er</sup>. — *Congrégations religieuses.*

L'interdiction pour les communautés étrangères de venir se fixer dans le pays, déjà prononcée par la Constitution de 1897 (art. 37), a été maintenue (loi, art. 5).

En ce qui concerne les communautés qu'on peut appeler nationales, il y a lieu de distinguer.

Celles dans lesquelles la clôture est perpétuelle ou la vie purement contemplative sont appelées à disparaître dans un temps donné; elles ne sont pas dissoutes, quant à présent, mais il leur est interdit de se recruter, en recevant des novices. En outre, il a été décidé que les établissements où les religieux sont assujettis à une réclusion perpétuelle seraient réduits à quatre, au maximum, dans la capitale, Quito, et à deux au plus, dans les autres villes de la République. Le Pouvoir exécutif et l'autorité ecclésiastique se sont mis d'accord pour opérer cette réduction (loi, art. 7).

Les communautés existantes, dont les membres se livrent à l'enseignement, à la prédication ou à des œuvres de charité ou de bienfaisance, subsistent et continuent à se recruter à l'aide de novices; mais il est interdit d'en fonder de nouvelles, à l'avenir (loi, art. 6). Ces communautés, d'ailleurs, ne peuvent admettre au noviciat que des personnes âgées de plus de dix-huit ans (*Ibid.*, art. 10).

(1) Cf. page 469, note 2.

Les congrégations et ordres monastiques, dont l'existence est maintenue et le recrutement autorisé, peuvent conserver ou recevoir dans leur sein des étrangers; mais il est interdit d'élever ceux-ci à une dignité quelconque, alors même qu'ils se seraient fait naturaliser; ils ne peuvent être nommés, ni provinciaux, ni recteurs, ni prieurs, ni gardiens, ni supérieurs (loi, art. 9) (1). Dans quelques couvents, le supérieur était un étranger, quand le régime nouveau a été inauguré; un délai raisonnable leur a été imparti par le Gouvernement pour se mettre, à cet égard, en règle avec la loi (*Ibid.*, art. 23).

Les couvents et monastères sont soumis à l'inspection et à la surveillance des juntas de santé et d'hygiène, et des autorités chargées de la police; chaque fois qu'une visite doit avoir lieu, l'autorité ecclésiastique en est informée, à l'avance (loi, art. 8).

## § 2. — Clergé séculier.

La hiérarchie ecclésiastique comporte un archevêque, à la résidence de Quito, et six évêques suffragants, résidant respectivement à Cuenca, Guayaquil, Ibarra, Loja, Portoviejo et Riobamba (2). Chaque diocèse comprend un nombre plus ou moins grand de paroisses religieuses, administrées par des curés et dont les limites concordent presque toujours avec celles des paroisses politiques ou communes (3).

L'archevêque et les évêques sont nommés directement par le Pape, sans aucune intervention du Gouvernement. Les dignitaires du clergé, les curés et les vicaires sont nommés par l'évêque, dans chaque diocèse.

Le choix du Souverain Pontife, en ce qui touche la nomination des membres du haut Clergé, n'est limité que sur un point: nul ne peut être appelé aux fonctions épiscopales s'il n'est équatorien de naissance.

Au surplus, cette condition d'être né citoyen de l'Équateur est également requise des membres du clergé revêtus d'une juridic-

(1) Cette disposition n'est pas appliquée à la rigueur. On peut citer des supérieurs d'ordres religieux qui ne sont point équatoriens de naissance.

(2) *Almanach de Gotha*, 1907, p. 743.

(3) On compte 344 paroisses pourvues d'un curé. La plupart des paroisses ont donc un chef spirituel. Toutefois, dans le diocèse de Portoviejo, il y a quelques cures vacantes, faute d'un personnel suffisant.



tion ecclésiastique et des candidats aux charges ou bénéfices d'administrateur ou de vicaire apostolique, de vicaire capitulaire, de dignitaire, de chanoine ou de prébendier (loi, art. 9). Toutefois, l'autorité ecclésiastique ne paraît pas tenir rigoureusement compte de cette exigence de la loi, car elle maintient en fonctions, dans certaines paroisses, des curés et des vicaires qui ne sont pas équatoriens de naissance. Le gouvernement ferme les yeux sur cette irrégularité (1).

### § 3. — *Biens ecclésiastiques.*

Les congrégations et le clergé séculier ont conservé la jouissance de tous leurs biens, meubles et immeubles. Les couvents, églises, palais épiscopaux et presbytères, avec le mobilier qu'ils renferment, sont donc restés entre les mains de ceux qui les possédaient au moment de la promulgation de la loi. Le patrimoine de l'Église est demeuré intact, et l'État en garantit aux détenteurs la libre et tranquille possession.

Les biens du clergé régulier et séculier ne jouissent d'aucune immunité au point de vue des impôts; ils sont soumis aux mêmes contributions et aux mêmes charges que les biens des particuliers (loi, art. 11). Ils ne peuvent être aliénés ou vendus qu'avec l'autorisation du Congrès; la vente a lieu, en pareil cas, aux enchères publiques, conformément aux dispositions du Code de procédure civile. S'il s'agit simplement de les hypothéquer ou de les grever d'une charge réelle, à titre onéreux ou à titre gratuit, l'autorisation est accordée ou refusée par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil d'État (loi, art. 12).

En principe, les fonds ruraux ne sont pas administrés directement par les ordres ou communautés à qui ils appartiennent; la loi prescrit de les amodier par voie d'adjudication publique pour une période qui ne doit pas dépasser huit années (loi, art. 13). Les immeubles qu'il n'est pas possible d'amodier ou pour lesquels on ne trouve pas de preneur sont gérés par un procureur ou administrateur, nommé par le Gouvernement sur la présentation des communautés intéressées; à défaut de présentation ou de candidat jugé convenable, le gouvernement

(1) On peut citer un curé d'origine belge à Baños (archidiocèse de Quito), un autre de race française, M. Berthelot, à Guayaquil, et un troisième de nationalité italienne, à Portoviejo (cf. p. 473, note 1).

confie les fonctions d'administrateur à la personne qu'il lui plaît de choisir.

La location ou la mise en régie, suivant les cas, est entourée de garanties édictées aussi bien dans l'intérêt des congrégations que dans celui de l'État. Un inventaire et une estimation des biens à amodier ou à faire gérer par procureur doivent être remis, préalablement, à la junta de finances compétente, par les détenteurs des biens ou, à leur défaut, par des experts que nomme la junta elle-même; le fermier ou le procureur, avant de commencer sa gestion, est tenu de donner caution; enfin, les décisions de la junta de finances concernant l'estimation, les enchères, la réception des cautions, en un mot, les actes relatifs à l'amodiation ou à la mise en régie des biens ecclésiastiques, ont besoin d'être confirmées par le Pouvoir exécutif, faute de quoi elles sont considérées comme radicalement nulles (loi, art. 14, 15, 17 et 18).

La loi détermine le mode d'emploi des revenus provenant de la location ou de la gestion.

Le fermier ou l'administrateur est chargé de payer à la communauté, propriétaire des biens, ou en son acquit, les sommes inscrites à son budget; celui-ci est dressé, chaque année, par la communauté, l'ordre ou le chapitre cathédral intéressé, et remis au Ministre des cultes, afin qu'il le soumette à l'approbation gouvernementale. Les dépenses sont ordonnancées par le Ministre.

Après l'acquittement de toutes les dépenses inscrites au budget, l'excédent, s'il en reste un, est versé dans la caisse d'un collecteur nommé à cet effet (art. 15, 19 et 20).

Les excédents de recette provenant de la gestion des biens ecclésiastiques sont centralisés, pour être affectés, année par année, au paiement des traitements du clergé séculier et des autres dépenses cultuelles. Si le capital ainsi recueilli excède les besoins, le surplus est versé, à titre de subvention, à une œuvre de bienfaisance ou d'intérêt public, déterminée par le Pouvoir exécutif; à l'inverse, s'il est insuffisant, l'État doit parfaire la différence à l'aide de crédits extraordinaires (loi, art. 19).

Autrement dit, le produit annuel des biens ecclésiastiques sert, en premier lieu, à assurer l'entretien des religieux et religieuses affiliés à l'ordre auquel les biens appartiennent; en second lieu, à former une masse commune, à l'aide de laquelle il est pourvu aux besoins généraux du culte catholique, et enfin,

s'il reste un excédent, à encourager certaines œuvres philanthropiques ou d'intérêt général.

§ 4. — *Exercice du ministère ecclésiastique ;  
traitements et immunités du clergé.*

Il ne semble pas qu'en pratique aucune entrave soit apportée à la liberté d'action du clergé catholique, quant à l'exercice du ministère ecclésiastique.

Les cérémonies du culte et les manifestations religieuses, même extérieures, ne sont gênées en rien. Les processions, notamment, circulent librement.

Le gouvernement se désintéresse absolument des relations qu'entretient le Souverain Pontife avec l'Église nationale. Il n'exerce aucun contrôle sur la correspondance du Saint-Siège avec le clergé et les fidèles, et la publication des actes de l'autorité pontificale (bulles, brefs, etc.) n'est subordonnée à aucun examen, ni à aucune autorisation préalable, de la part du pouvoir civil.

Autrefois, le traitement des ministres du culte était assuré au moyen du produit des dîmes. Puis, par la convention du 8 novembre 1890 (v. *suprà*, note 1, p. 468), le Gouvernement s'était engagé envers le Saint-Siège à substituer à celles-ci une contribution de trois pour mille sur les domaines ruraux ; de plus, il avait, de son propre mouvement, décidé que les droits de douane seraient majorés de dix pour cent, afin de fournir, pour le même objet, un supplément de recettes.

Mais, aujourd'hui, ces ressources font défaut, et le clergé est obligé de demander directement aux fidèles les fonds nécessaires à son entretien (1) ; ces fonds lui sont fournis sous forme de droits perçus à l'occasion des mariages et des enterrements, de casuel, d'offrandes et de dons en nature.

Quant aux immunités dont jouit le clergé catholique, on ne peut guère en mentionner qu'une seule, qui consiste dans l'exemption du service militaire. L'article 7-2° de la loi du 6 octobre 1904 sur le recrutement de l'armée (2) dispense d'une façon abso-

(1) V. *Carta circular que el Ilmo y Rmo Señor Arzobispo dirige a todos los catolicos de la República del Ecuador y, de un modo especial, a los de la Arquidiócesis de Quito* (6 de Marzo 1907) ; 74 p. in-8° ; Quito, 1907.

(2) V. *Anuario de legislación ecuatoriana correspondiente a 1904*, p. 150.

lue de l'incorporation dans l'armée active et du service dans les réserves, les membres du clergé régulier et séculier qui ont reçu et qui conservent la tonsure et le vêtement ecclésiastique.

§ 5. — *Enseignement.*

La Constitution du 23 décembre 1906 reconnaît et garantit la liberté de l'enseignement à tous les degrés (art. 16) (1). Toutefois, elle exige que l'enseignement officiel et l'enseignement subventionné par les municipalités soient essentiellement séculiers et laïques (2).

L'enseignement primaire est obligatoire ; il est gratuit, ainsi que celui des arts et métiers. Du reste, cette obligation et cette gratuité ne font pas obstacle au droit du père de famille de faire donner l'instruction à ses enfants de la manière qu'il juge le plus convenable. Mais il est interdit à l'État et aux municipalités de subventionner et d'encourager d'autres établissements que les écoles officielles ou municipales.

Aucune disposition légale n'enlève aux congrégations religieuses le droit d'enseigner. Aussi, ces congrégations continuent-elles à entretenir de nombreuses écoles primaires et des établissements d'enseignement secondaire.

Les principales congrégations enseignantes qui se livrent à l'éducation de la jeunesse dans l'Équateur sont : les Frères de la doctrine chrétienne, les Sœurs de la Charité, les Sœurs de la *Beata Mariana de Jesus*, les Sœurs du Bon Pasteur (d'Angers), de la Providence (de Namur), du Sacré-Cœur (de Picpus), les Jésuites et les prêtres des missions ; ces derniers se consacrent plus spécialement à la direction des séminaires. Les Frères-Prêcheurs (Dominicains) et les Pères de la Merci tiennent aussi des écoles primaires.

La neutralité scolaire est à peu près impossible à réaliser. L'enseignement neutre dégénère presque toujours en enseignement anti-religieux. C'est ce que les membres du clergé équatorien ont parfaitement compris et ce qui les a déterminés à lutter énergiquement contre le nouveau principe admis en matière d'éducation.

(1) Cf. Constitution du 12 janvier 1897, article 36.

(2) La laïcité de l'enseignement officiel n'était pas imposée par la Constitution de 1897.

Déjà, antérieurement à la promulgation de la Constitution de 1906, l'archevêque de Quito, Monseigneur González Suárez, avait cru devoir protester, dans deux lettres pastorales enflammées, contre la laïcisation de l'enseignement public, dont le but évident, disait-il, était de déchristianiser le pays (1).

### III. — DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CULTES.

Les religions dont l'exercice est permis sur le territoire de la République, c'est-à-dire celles qui ne sont contraires ni aux institutions du pays, ni à la morale, sont placées sous la sauvegarde de la loi. La police a pour mission de veiller à ce que chacun en respecte les manifestations (2).

Quiconque entrave, de quelque manière que ce soit, les actes de la vie religieuse non prohibés par le règlement sur les Cultes (3), qui outrage un ministre du culte dans l'exercice de ses fonctions, qui empêche ou trouble l'exercice d'un culte en usant de violences, en provoquant des désordres ou en commettant des actes scandaleux, encourt une amende de dix à cent sueres et un emprisonnement de trois à trente jours (4).

En échange de la protection que l'État leur accorde, les ministres des différents cultes ont pour devoir de respecter la Constitution et les lois. Ceux d'entre eux qui, dans les édifices religieux, dans les rues ou dans les places publiques, prêcheraient contre les dispositions constitutionnelles ou légales, ou contre un parti politique déterminé, poussant ainsi à la rébellion ou au mépris des autorités constituées, seraient passibles d'une amende de dix à cent sueres et d'un emprisonnement de trois à trente jours (5).

Il est prescrit, en outre, à la police d'empêcher ou de dissoudre les réunions religieuses qui auraient pour objet ou pour effet de troubler la tranquillité publique, ou qui revêtiraient un carac-

(1) « El Liberalismo, con la educación laica se propone *deschristianizar* á « los pueblos. » — V. *Cartas pastorales que el Il<sup>mo</sup> y R<sup>mo</sup> Señor Arzobispo de Quito dirige al clero y a los fieles de la Arquidiócesis acerca de la instrucción laica*, p. 14.

(2) *Código de policía general* (27 octobre 1904), article 23 (*Anuario de legislación ecuatoriana correspondiente á 1904*, p. 177).

(3) Ce règlement n'a pas encore été édicté.

(4) *Código de policía general*, article 25.

(5) *Ibid.*, art. 25, 1<sup>re</sup>.

tère délictueux. Le caractère délictueux d'une réunion est suffisamment établi, d'ailleurs, lorsque les assistants sont munis d'armes ou lorsqu'il s'élève des rixes entre eux (1).

Rien ne s'oppose à ce que les différentes confessions religieuses demandent des contributions volontaires à leurs adhérents ; c'est même le seul procédé qui pourrait permettre aux cultes dissidents de subsister, s'ils venaient à s'organiser, car ils ne posséderaient pas, comme l'Église catholique, des biens fonciers produisant un revenu susceptible d'assurer plus ou moins complètement leur existence. Mais les confessions religieuses ne sont pas admises à frapper de taxes obligatoires les personnes ou les choses, le droit d'établir des impositions étant réservé exclusivement au Congrès et aux autorités qualifiées, à cet effet, par la loi. La perception forcée de dîmes, de prémices, de droits mortuaires ou autres analogues étant illégale, l'autorité judiciaire ne saurait la sanctionner par ses arrêts.

La constitution de 1897 déclarait, en termes formels, dans son article 13, que nul ne pouvait être privé de l'exercice de ses droits civils et politiques à raison de ses opinions religieuses. Cette disposition n'a pas été reproduite dans la Constitution de 1906 ; mais, il ne faudrait pas conclure du silence gardé par elle à cet égard que ses rédacteurs ont entendu consacrer le principe contraire. La nouvelle Constitution se borne à prononcer l'inéligibilité des ministres des différents cultes aux fonctions de sénateur ou de député (art. 42) ; la loi du 12 octobre 1904 a été plus loin ; elle a décidé que ces ministres, ainsi du reste que toutes autres personnes revêtues d'un caractère ecclésiastique, seraient incapables d'exercer aucune charge publique émanant directement de l'élection populaire (art. 4) ; d'où il suit que les membres du clergé ne peuvent pas plus aspirer à la Présidence de la République ou aux fonctions de conseiller provincial ou de conseiller cantonal, qu'au mandat de sénateur ou de député.

C'est ici le lieu de rappeler que le mariage, considéré naguère encore comme un acte purement religieux, a été laïcisé en 1902, et que l'institution du divorce a fait son apparition dans la législation civile (2). Primitivement, on ne reconnaissait qu'un seul cas de divorce, l'adultère de la femme ; mais une loi nouvelle, du 29 octobre 1904 (3), a ajouté, comme causes pouvant entraî-

(1) *Ibid.*, art. 23.

(2) *V. supra*, p. 468.

(3) *Anuario de legislación ecuatoriana, correspondiente a 1904*, p. 213.

ner la dissolution judiciaire du mariage, le concubinage public et scandaleux du mari et le fait que l'un des époux a été déclaré judiciairement auteur ou complice d'un crime contre la vie de son conjoint.

Pour compléter le tableau qui vient d'être présenté, il reste à faire connaître la situation des communautés religieuses, des menses épiscopales, des chapitres cathédraux et des fabriques, au point de vue de la jouissance et de l'exercice des droits civils (1). Ces différentes entités religieuses étaient considérées, autrefois, comme des personnes morales revêtues d'un caractère public. Mais la Constitution de 1906 leur a enlevé ce caractère ; elle s'est, en effet, exprimée en ces termes, dans son article 29 : « On ne reconnaît pas d'autres institutions de droit public que le Fisc, les municipalités et les établissements subventionnés par l'État ». Aujourd'hui, les menses épiscopales et les fabriques qui désirent se faire conférer la personnalité civile, à titre privé, sont obligées d'adresser une requête, à cet effet, au gouvernement ; s'il est fait droit à leur demande, elles deviennent capables d'agir et de contracter dans les termes du droit commun ; elles peuvent ester en justice, acquérir, à titre gratuit ou onéreux, et, par conséquent, recevoir des dons et legs.

L'état de choses actuel subsistera-t-il, ou sera-t-il modifié, dans un avenir plus ou moins prochain ? Il est difficile de le dire. Avant sa prise de possession du pouvoir, le parti libéral avancé (parti radical) réclamait, entre autres mesures dirigées contre l'Église, la confiscation pure et simple des biens du clergé. Jusqu'à présent, cet acte de violence légale n'a pas été commis ; mais rien ne garantit qu'on ne le commettra pas dans l'avenir.

#### IV. — CONCLUSION

En résumé, l'exposé qui précède démontre que c'est à tort qu'on a cherché à établir une assimilation entre la séparation des Églises et de l'État, telle qu'elle a été réalisée en France, et la séparation opérée dans la République de l'Équateur.

Sans doute, dans les deux États, la rupture du Concordat conclu avec le Saint-Siège s'est faite par la volonté d'une seule

(1) La loi du 12 octobre 1904 est muette sur ce point.

des parties contractantes ; mais c'est à peu près là le seul trait commun.

En effet, tandis qu'en France, les Églises n'ont été maintenues dans la possession de leurs biens que sous la condition de remplir certaines formalités, qui ont été jugées inacceptables par le Saint-Siège, dans l'Équateur, ces mêmes biens ont été laissés, sans conditions, entre les mains de leurs détenteurs antérieurs.

Alors qu'en France, les congrégations ont été dissoutes pour la plupart et dépouillées de ce qu'elles possédaient, dans l'Équateur les communautés religieuses existantes ont été maintenues, et si la gestion de leur patrimoine a été soumise, dans une certaine mesure, au contrôle de l'État, du moins n'y a-t-il pas été question de spoliation.

Enfin, et c'est là un point capital, tandis que notre loi du 9 décembre 1903 a mis à la charge des associations cultuelles à organiser l'entretien des bâtiments laissés à leur disposition, sans leur fournir les moyens pécuniaires d'y pourvoir, et tandis qu'elle n'a alloué qu'une maigre indemnité aux membres du clergé dont les traitements ont été supprimés, la loi équatorienne assure (1), soit par le produit des revenus des biens du clergé, soit par une contribution de l'État, l'entretien des édifices religieux et le paiement des traitements dus au personnel ecclésiastique.

On peut affirmer que, si le législateur français avait imité la sagesse et la modération du législateur équatorien, les catholiques de notre pays auraient accepté, sans trop de murmures, le régime de la séparation.

ÉTUDE SUR LE RÉGIME DES CULTES DANS LE CANTON DE FRIBOURG, par M. l'abbé **Frédéric Speiser**, docteur en droit, professeur de droit canon à l'Université de Fribourg.

Tout en consacrant la pleine et entière liberté de conscience et de croyance, la Constitution de la Confédération suisse permet aux cantons de donner une position privilégiée à une ou plusieurs confessions religieuses ; les cantons peuvent le faire, soit en accordant à telle confession des subsides financiers, soit en la reconnaissant comme institution de droit public jouissant comme telle de certaines prérogatives refusées aux associations religieuses privées.

(1) Au moins théoriquement.



La Constitution du canton de Fribourg reconnaît comme institution de droit public l'Eglise catholique ainsi que la confession réformée. Toutes les deux se trouvent sur le pied de la parité et toutes les deux sont l'objet d'une sollicitude particulière de la part de l'État.

*Il protège l'Eglise et les membres qui lui appartiennent dans l'usage de leurs droits et l'accomplissement de leurs devoirs;* cette phrase que nous trouvons dans l'article 3 de la loi ecclésiastique du 8 mai 1874 sur le culte chrétien évangélique réformé caractérise parfaitement bien l'attitude de l'État vis-à-vis des deux grandes confessions chrétiennes entre lesquelles se partage le peuple fribourgeois.

Quant à l'Eglise catholique, l'État reconnaît entièrement son organisation hiérarchique; il lui laisse la pleine et entière liberté de régler tout ce qui concerne le dogme et la discipline conformément à sa constitution. Un décret du 26 novembre 1867 a formellement abrogé toutes les dispositions législatives et administratives qui ne l'auraient pas déjà été définitivement et qui seraient contraires aux droits de l'Eglise en ce qui concerne la libre communication de l'autorité ecclésiastique avec les fidèles, le droit d'association, le droit d'enseignement, en un mot la pleine et entière liberté de l'exercice de la religion catholique.

La législation du canton de Fribourg ne connaît donc ni placet ni appel comme d'abus ni intervention de l'État dans la provision des bénéfices ecclésiastiques (1) ni aucune autre entrave du pouvoir spirituel de l'Eglise.

L'article 2 de la constitution de 1837, aujourd'hui encore en vigueur, contient le passage suivant: *Les rapports entre l'État et l'Eglise catholique dans les matières mixtes qui ont donné ou qui pourraient donner lieu à des conflits seront déterminés par un concordat à conclure entre les deux autorités.*

Un concordat avec le Saint-Siège embrassant toutes les affaires soi-disant mixtes n'a jamais été conclu; par contre, quelques matières spéciales concernant les biens ecclésiastiques ont été réglées par des conventions intervenues entre l'État et l'autorité diocésaine; parmi celles-ci la plus importante est la convention

(1) Il n'y a qu'une seule exception concernant le chapitre collégial de Saint-Nicolas à Fribourg; en vertu d'un privilège pontifical, le gouverneur a le droit de nommer les chanoines, le grand Conseil (pouvoir législatif), celui de nommer le prévôt du chapitre.

du 23 avril 1858 concernant la surveillance à exercer par les deux autorités sur l'administration des biens du clergé.

La Constitution de 1848 avait privé le clergé catholique du droit d'administrer ses biens et les avait soumis à l'administration civile. L'administration en fut rendue au clergé par le décret du 18 novembre 1857 sous réserve de la haute surveillance exercée par les deux autorités. C'est cette surveillance commune des deux autorités religieuse et civile qui forme l'objet de la convention en question. Cette surveillance est confiée à une commission dite de surveillance sur les biens du clergé. Elle est présidée par le membre du gouvernement qui a la direction du département des Cultes et elle se compose d'un membre désigné par le gouvernement et de deux autres membres nommés par le chef du diocèse.

La commission mixte veille à la conservation des biens appartenant aux bénéfices ecclésiastiques dont elle possède les inventaires; chaque année le bénéficiaire doit lui remettre un état détaillé de la situation des titres de créance qui font partie du bénéfice et, chaque fois qu'elle le jugera nécessaire, elle pourra en vérifier l'existence. Les titres appartenant aux bénéfices des curés et aux chapellenies doivent être déposés dans les archives de la paroisse, dont le bénéficiaire et un membre du conseil paroissial ont chacun une clef adaptée à des serrures différentes. Toutefois le bénéficiaire seul est administrateur des biens du bénéfice et lui seul a le droit de figurer comme partie contractante dans les actes y relatifs ou d'ester en justice en cas de litige.

La commission mixte de surveillance n'est pas compétente pour autoriser elle-même l'aliénation d'un bien appartenant à un bénéfice; elle ne fait que donner son préavis aux autorités supérieures, c'est-à-dire à l'évêque et au gouvernement; aucune aliénation ne peut avoir lieu sans l'approbation de ces deux autorités.

Outre la commission de surveillance sur les biens du clergé, nous trouvons dans le canton de Fribourg encore un autre organe de l'administration des intérêts temporels de l'Eglise qui doit son existence à la loi civile, c'est la Paroisse.

Le droit canon commun ne connaît la paroisse que dans le sens de la division territoriale ou bien dans le sens de la collectivité des fidèles habitant ce territoire et assignés à l'église paroissiale pour la satisfaction de leurs besoins religieux; mais cette

collectivité ne forme pas une personne morale et elle n'est point dotée de la personnalité juridique. Il en est tout autrement dans le droit particulier en vigueur dans le canton de Fribourg. La paroisse, c'est-à-dire l'ensemble des catholiques suisses établis sur le territoire paroissial, forme une collectivité organisée, possédant la personnalité juridique, ayant pour but l'administration des intérêts matériels qui se rattachent à l'exercice du culte religieux.

Le régime des paroisses est réglé par la *loi sur les communes et paroisses du 19 mai 1894*, dont voici les dispositions principales : le territoire paroissial est déterminé par entente et décision des autorités ecclésiastique et civile compétentes, c'est-à-dire par le gouvernement et l'évêque diocésain. Les organes de la paroisse sont l'assemblée de paroisse, le conseil paroissial et le président de paroisse. L'assemblée de paroisse est composée de tous les catholiques suisses, citoyens actifs ayant domicile dans le territoire paroissial.

La compétence de l'assemblée paroissiale est limitée aux intérêts financiers se rattachant à l'exercice du culte ; c'est elle qui statue sur la nécessité de lever un impôt pour subvenir aux frais du culte, c'est à elle qu'appartient la ratification annuelle des comptes relatifs à la fortune et les revenus de la paroisse.

Il y a dans chaque paroisse un conseil paroissial composé du curé et de cinq membres élus par l'assemblée paroissiale. Le conseil paroissial élit dans son sein son président ; il nomme de même son secrétaire, son boursier, son huissier ainsi que les autres employés de la paroisse. Pour ceux qui sont attachés au service religieux, comme le sacristain, il consultera les conventions du curé.

Le conseil paroissial veille à la conservation des églises et des presbytères, des domaines, forêts et rentiers des bénéfices, des fondations spéciales conformément à la convention mentionnée ci-dessus. Il est spécialement chargé du maintien de l'ordre et de la police en ce qui concerne le culte et son exercice ; à cet effet il peut prononcer des amendes pécuniaires.

La paroisse doit subvenir aux frais de construction, de réparation, d'entretien du presbytère, de l'église, du cimetière, à l'entretien du curé ainsi qu'aux frais du culte et de l'administration paroissiale.

Lorsque les ressources provenant des fondations existantes ou de la fortune paroissiale ne suffisent pas pour couvrir ces dé-

penses, la paroisse est autorisée à prélever un impôt tant sur les personnes domiciliées dans la paroisse que sur les immeubles y situés; sont toutefois exemptés de tout impôt les citoyens appartenant à une autre religion.

L'État ne fournit aucune contribution aux frais du culte catholique, à l'exception d'un subside annuel de 1.500 francs en faveur de la paroisse catholique de Morat, chef-lieu de la partie protestante du canton.

*Les protestants du canton de Fribourg possèdent la même liberté et indépendance dans leurs affaires religieuses dont jouit l'Église catholique; ils règlent eux-mêmes leurs affaires soit de dogme, soit de discipline et d'organisation conformément à la loi ecclésiastique du 8 mai 1874 sur le culte chrétien évangélique réformé.* Cette loi énumère les autorités suivantes auxquelles est dévolue l'administration des intérêts religieux des protestants :

a) *L'ensemble des paroisses* comme autorité suprême et souveraine;

b) *Le synode* comme autorité législative et administrative; il se compose de tous les ecclésiastiques en fonction et de deux députés laïques au moins par paroisse;

c) *La commission synodale* comme autorité exécutive du synode;

d) *Les assemblées paroissiales*;

e) *Les conseils de paroisse* comme autorité exécutive de la police dans les paroisses.

La loi sur les communes et paroisses du 19 mai 1894 régit aussi les paroisses réformées. Chaque paroisse subvient elle-même à ses dépenses, au traitement du pasteur et aux frais de culte au moyen d'une caisse paroissiale, alimentée par le produit des biens paroissiaux, par les dons et les contributions des paroissiens. Il existe en outre une caisse synodale pour faire face aux dépenses du synode; elle est alimentée par les cotisations annuelles des paroisses.

Les allocations que l'État fait en faveur du culte protestant se réduisent aux subsides annuels de 100 francs — destinés aux frais du synode, — et de 2.500 francs, — alloués à la paroisse réformée de la ville de Fribourg.

Le principe de parité entre les deux confessions qui forme la base de la législation fribourgeoise concernant les cultes se manifeste aussi dans l'article 20 de la constitution de 1857, dont voici la teneur : *Les dépenses faites par la caisse de l'État pour le*

*culte et l'instruction publique en sus des fondations existantes seront équitablement réparties entre les deux communions en prenant pour base le chiffre de la population indigène de chacune d'elles.*

Ce principe a trouvé une application lors de la fondation de l'université de Fribourg en 1869; l'État s'est chargé des dépenses concernant les facultés de droit, des lettres et des sciences; la faculté de théologie servant uniquement aux intérêts des catholiques, a reçu une dotation spéciale ne provenant pas des ressources de l'État.

Le régime des cultes tel qu'il est en vigueur dans le canton de Fribourg peut se résumer comme suit :

1. L'Eglise catholique et la confession réformée se trouvent sur le pied de la parité.

2. Les deux confessions sont autonomes et elles règlent leurs affaires spirituelles indépendamment de toute intervention de l'État.

3. Les deux confessions subviennent elles-mêmes aux frais du culte par les revenus des fondations existantes et par les impôts des fidèles. L'État n'y contribue point.

4. L'administration des biens du clergé catholique est soumise à la surveillance de l'État par suite d'une entente entre les autorités ecclésiastique et civile.

NOTE DU SECRÉTARIAT  
SUR LE CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES DE 1908.

Le 46<sup>e</sup> Congrès des Sociétés savantes se tiendra à Paris; il s'ouvrira, à la Sorbonne, le mardi 21 avril 1908.

Les membres de la Société qui désireraient faire des communications écrites au Congrès sont invités à envoyer leurs manuscrits au Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes (5<sup>e</sup> bureau de la Direction de l'enseignement supérieur), le 29 janvier 1908, *au plus tard*.

---

PROGRAMME DU CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES  
A LA SORBONNE EN 1908 (EXTRAIT).

SECTION DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

1<sup>o</sup> Des rapports entre la sociologie et la géographie.

2<sup>o</sup> Faire connaître les principes qui régissent, chez les principales nations de l'Europe, la responsabilité de l'État envers les particuliers dans l'exécution des services étrangers à la puissance publique.

3<sup>o</sup> Expliquer les circonstances économiques et sociales qui ont notablement restreint l'usage des engagements à terme fixe souscrits par les apprentis, ouvriers et serviteurs à gages.

4<sup>o</sup> Étudier, dans une région déterminée, les effets qu'ont pu produire, sur la richesse agricole, les réformes des ministres Bertin et de L'Averdy.

5<sup>o</sup> Étudier, dans une localité industrielle, les changements survenus dans la condition des ouvriers ou d'une famille ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle.

6<sup>o</sup> Rechercher et produire des documents propres à faire connaître, dans une localité ou une région, l'histoire de l'introduction des machines dans les usines et manufactures.

7<sup>o</sup> Étudier, dans une ville ou dans une commune rurale, le taux des salaires d'une certaine branche du commerce ou de l'industrie depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

8<sup>o</sup> De la spéculation et de l'agiotage, caractères communs et distincts, au double point de vue économique et moral.

9<sup>o</sup> Les crises de surproduction et les remèdes proposés pour les atténuer.

10° Par quel procédé, autre que les prestations ou les centimes additionnels, pourrait-on assurer des ressources aux communes pour l'entretien des chemins vicinaux ordinaires? Étudier, à ce point de vue, ce qui se fait à l'étranger.

11° Étudier dans une région de la France l'état de l'enseignement primaire depuis l'ordonnance du 29 février 1816 jusqu'à la loi du 28 juin 1833.

12° Rechercher les édifices religieux non aliénés dans un département ou dans un arrondissement, à la veille de l'application du Concordat en l'an x; distinguer ceux qui ont été rendus au culte et ceux qui ne l'ont pas été.

13° Esquisser l'histoire d'une école centrale, d'un lycée ou d'un collège communal.

14° Tracer, d'après les documents d'archives, le tableau de la vente des biens nationaux dans une commune.

15° Faire connaître, par les exemples tirés de certaines villes, les effets économiques et financiers des mesures prises en 1897 au sujet des octrois.

16° Examiner les principes qui distinguent le contrat de travail entre particuliers et les rapports du gouvernement ou des administrations publiques avec leurs agents.

17° Étude expérimentale des rapports entre la natalité et la mortalité dans une même région.

18° Influence des causes économiques sur la natalité dans une région donnée.

19° Étudier, dans les communes au-dessous de 5.000 habitants, les variations subies par la population, dans les groupes d'âges, pendant les derniers dénombrements.

---

## CHRONIQUE LÉGISLATIVE

### CHAMBRES FRANÇAISES.

Session extraordinaire de 1907 (2<sup>e</sup> partie).

La session ordinaire de 1907 a été reprise le 8 mai de cette année.

Le début de cette deuxième partie de session a été marqué par des interpellations sur la politique générale du Gouvernement, et notamment sur certaines mesures prises récemment vis-à-vis d'instituteurs syndiqués et de fonctionnaires affiliés à la Confédération générale du travail. M. Jaurès a vivement mis en cause deux ministres socialistes, MM. Viviani et Briand, opposant leurs paroles de députés à leurs actes de ministres, et a terminé par ces mots : « Ou pas ça, ou pas vous ! » Après les réponses de MM. Briand, Barthou et Clemenceau, la Chambre a, dans la séance du 14 mai, voté l'ordre du jour de confiance par 343 voix contre 210. Cette discussion ne tira pas son moindre intérêt du prétendu désaccord qui aurait existé entre le président du Conseil et le Ministre de l'instruction publique, et dont ces deux membres du gouvernement s'efforcèrent de dissiper le soupçon.

*Lois politiques et administratives.* — Divers projets et propositions de loi politiques ou administratives ont fait l'objet du travail parlementaire.

La Chambre a discuté, après le Sénat, une proposition de loi tendant à assurer le secret et la liberté du vote et la sincérité des opérations électorales (*Journ. off.*, 4 juin 1907).

Le projet de loi relatif au rachat du chemin de fer de l'Ouest a été renvoyé à la Commission des finances (*Journ. off.*, 12 juin 1907).

Le Sénat a consacré de longues discussions à la proposition de loi, déjà adoptée par la Chambre des députés, et réglementant le jeu dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques. Malgré les observations de M. Béranger, partisan du maintien absolu de l'article 410 du Code pénal et de la prohibition du jeu de hasard, considéré comme immoral, le Parlement a, par une transaction tendant à favoriser la prospérité des stations balnéaires, admis que celles-ci pourraient, sur avis conforme des Conseils municipaux, être autorisées, pour la durée de la saison des étrangers, à tenir des jeux de hasard. Cette loi porte la date du 15 juin 1907 (*Journ. off.*, 16 juin 1907).



Elle a été suivie d'un décret du 21 juin qui règle les formalités des demandes en autorisation de jeu qu'elle prévoit (*Journ. off.*, 23 juin 1907).

Il a été voté deux lois portant modification de celle du 10 août 1871 sur les Conseils généraux. Elles sont en date des 30 juin et 9 juillet 1907. (*Journ. off.*, 1<sup>er</sup> et 12 juillet 1907).

Doivent être encore mentionnées :

La loi du 19 juillet 1907 sur la Caisse nationale d'Assurance en cas de décès (*Journ. off.*, 26 juillet 1907) ;

La loi du 31 juillet sur les subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie (*Journ. off.*, 2 août 1907).

A citer, parmi les lois administratives « d'intérêt local », celle du 29 juin 1907, autorisant la Ville de Paris à contracter un emprunt de 31 millions, au taux d'intérêt maximum de 3, 75 pour 100, en vue d'améliorer le service des eaux (*Journ. off.*, 3 juillet 1907).

**Finances.** — La Chambre, sans prétendre aboutir à un vote sur la réforme financière proposée par le gouvernement, a tenu à amorcer la discussion du projet d'impôt sur le revenu, qui fut ouverte le 1<sup>er</sup> juillet. M. Charles Benoist fit l'historique de la question et montra l'impôt projeté comme renouvelé, malgré ses affres de nouveauté, des impôts personnels de l'ancien régime (taille) et de l'impôt de la République de Florence (1). Entrer dans cette voie serait, dit-il, se lancer dans l'inconnu. M. Henri Laniel critiqua le projet au point de vue de la répercussion qu'il aurait sur le salaire des ouvriers, par suite de la diminution du luxe des classes aisées. M. Louis Dreyfus fit entendre la note opposée, et répondit en ces termes à l'argument tiré de l'exode des capitaux à l'étranger : « Cet envoi de capitaux à l'étranger, sera également de nature, comme l'émigration de population, à augmenter la sphère d'influence économique et politique de notre pays ». M. Lucien Millevoye attira l'attention de la Chambre sur l'incertitude et le défaut de préparation d'une semblable réforme. M. Camille Pelletan, président de la commission de législation fiscale, défendit le principe de l'impôt sur le revenu comme réalisant plus de justice (*Journ. off.*, 2 juillet 1907).

Le 10 juillet, la discussion continua par les discours de MM. Merle et Joseph Caillaux, favorables à l'impôt sur le revenu. Le Ministre des finances tenta de justifier son projet en invoquant, comme devant en résulter, une meilleure répartition des charges et un dégrèvement de la propriété rurale, et répondit à quelques objections. Si la réforme entraînait pour la Ville de Paris, qui paie actuellement 168 millions d'impôts, une surcharge de 30 millions, la capitale se trouvera de la sorte imposée, par rapport au reste du pays, dans la proportion de 28 pour 100, qui est

(1) Sur l'impôt sur le revenu à Florence, lire l'intéressante plaquette de M. Henri Barboux.

précisément celle de l'annuité successorale de Paris comparée à celle du reste de la France (*Journ. off.*, 11 juillet 1907).

Le lendemain, ce fut le tour de M. Jaurès, qui chercha, dans plusieurs passages des cahiers des baillages de 1780, l'origine de l'idée de l'impôt sur le revenu. M. Jules Roche enfin, pour clôturer cette série de tournois oratoires, critiqua le procédé consistant à séparer le sort du principal des contributions et de leurs centimes additionnels, et souligna les dangers d'une préparation trop hâtive, étayée sur une connaissance insuffisante de la richesse du pays, ainsi que de l'inquisition fiscale destinée à s'introduire chez les contribuables. Quant aux traditions révolutionnaires, l'argument qui les invoque est sans valeur, l'esprit de la Révolution s'étant toujours montré hostile à l'impôt sur le revenu (*Journ. off.*, 12 juillet 1907).

En matière de finances, fut votée la loi du 15 juillet, relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1908 (*Journ. off.*, 17 juillet 1907).

*Cultes.* — Toutes les périodes n'ont pas, en matière de lois sur les cultes, la même fécondité. Dans cette partie de session, aucune disposition de cette nature n'est à signaler. Il était toutefois impossible qu'une allusion ne fût pas faite à la liquidation des Congrégations dissoutes. Devant le Sénat fut discutée l'interpellation de M. Charles Riou sur la date de publication du rapport annuel relatif aux opérations des liquidateurs. Des abus furent signalés par MM. Le Provost de Launay, Ponthier de Chamaillard et Dominique Delahaye, et qualifiés durement, par le premier de ces orateurs, dans cette phrase : « L'opération qui se continue sur les Congrégations, c'est celle-là qui est la plus grande escroquerie du siècle ». A cette question se fait celle des honoraires des avocats ayant plaidé pour les liquidateurs. On demanda que dans le rapport leur noms fussent indiqués, ainsi que le montant des sommes par eux touchées. Cette interpellation fut suivie du vote de l'ordre du jour pur et simple (*Journ. off.*, 7 juin 1907).

*Traités. — Affaires étrangères.* — De nombreux traités, arrangements, conventions avec différents pays furent approuvés et promulgués par les dispositions suivantes :

Décret du 31 mai 1907 portant promulgation de l'acte additionnel à la Convention du 1<sup>er</sup> décembre 1897 entre la France et la Grande-Bretagne, pour l'échange des colis postaux entre la France et les Indes Britanniques, le dit acte signé à Paris le 30 mars 1907 (*Journ. off.*, 3 juin 1907).

Loi du 3 juin 1907 portant approbation de l'arrangement signé le 9 juin 1906 entre la France et l'Italie sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail (*Journ. off.*, 4 juin 1907) et décret du 13 juin 1907 portant promulgation de cet arrangement (*Journ. off.*, 21 juin 1907).

Loi du 20 juin 1907 portant approbation du traité du 23 mars 1907

entre la France et le Siam, et décret du 27 juin promulguant ce traité (*Journ. off.*, 22 juin et 2 juillet 1907).

Décret du 21 juin 1907 portant approbation d'un arrangement et d'une déclaration signées à Paris le 10 juin 1907 entre la France et le Japon (*Journ. off.*, 22 juin 1907).

Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1907 portant approbation de la convention d'extradition signée à Athènes le 11 avril 1906 entre la France et la Grèce (*Journ. off.*, 3 juillet 1907) et décret du 31 juillet promulguant cette convention (*Journ. off.*, 4 août 1907).

Loi du 10 juillet 1907 approuvant le protocole signé à Constantinople le 25 avril 1907 entre plusieurs États, relativement au relèvement du taux *ad valorem* des droits de douane (*Journ. off.*, 11 juillet 1907).

Trois lois du 12 juillet, approuvant, la première, la convention signée à Paris le 8 avril 1907 entre la France et l'Allemagne pour protéger les œuvres artistiques et littéraires; la deuxième, la convention commerciale et de navigation du 6 mars 1907 entre la France et la Roumanie, ainsi qu'un arrangement en date du même jour sur la protection réciproque des œuvres littéraires et de la propriété industrielle; enfin la troisième, une convention de commerce et de navigation du 5 janvier 1907 entre la France et la Serbie (*Journ. off.*, 14 juillet 1907).

Loi du 16 juillet 1907, modifiant l'article 1<sup>er</sup> de la déclaration signée le 4 octobre 1894 entre la France et l'Espagne, relativement à la pêche des huîtres dans la Bidassoa (*Journ. off.*, 21 juillet 1907).

Loi du 24 juillet 1907 portant approbation de la convention signée à Berne le 19 septembre 1906 entre la France et divers États, sur le transport des marchandises par chemins de fer (*Journ. off.*, 26 juillet 1907).

Loi du 27 juillet 1907 portant approbation de la convention commerciale signée le 30 janvier 1907 entre la France et Haïti (*Journ. off.* 3 août 1907).

Loi du 31 juillet approuvant une convention sur l'échange des mandats de poste entre les colonies françaises et l'Angleterre, et un acte additionnel à la convention franco-britannique du 21 septembre 1887 sur l'échange des mandats entre la France et ses colonies et diverses colonies anglaises (*Journ. off.*, 3 août 1907).

L'ouverture du Congrès international de la Haye fut un des événements les plus importants qui marquèrent l'époque de cette session parlementaire. A la séance de la Chambre du 7 juin, M. de Pressensé interpella le gouvernement sur les instructions données aux plénipotentiaires, et fit un historique intéressant sur la genèse de l'idée d'arbitrage international dont Napoléon I<sup>er</sup> aurait même été un partisan assez méconnu. M. Pichon, Ministre des affaires étrangères, déclara, dans sa réponse, que l'unanimité des puissances était impossible à réaliser à l'heure actuelle en ce qui touche la fameuse proposition de désarmement présentée par les États-Unis et appuyée par l'Angleterre. Mais à d'autres points de vue, et notamment pour les conventions d'arbitrage, la Confé-

rence pouvait, ainsi que celle de 1899, aboutir à des résultats féconds. Un ordre du jour d'approbation de M. Deloncle sanctionna les déclarations du Ministre (*Journ. off.*, 8 juin 1907).

Les événements du Maroc devaient avoir sur les débats du Parlement une répercussion discrète. M. Denys Cochin ayant posé une question au Ministre des affaires étrangères au sujet des affaires marocaines, M. Pichon attesta l'accord des Puissances, l'entente franco-espagnole, et le commencement d'exécution des promesses faites par le Maghzen après l'assassinat du D<sup>r</sup> Mauchamp (*Journ. off.*, 5 juillet 1907).

Le même jour, le centenaire de Garibaldi provoquait, au Sénat, une motion de M. Magnien, et à la Chambre le vote d'une proposition de résolution associant l'Assemblée à l'hommage rendu par le peuple italien à Garibaldi (*Journ. off.*, 6 juillet 1907).

*Lois en matière civile, commerciale, criminelle.* — Parmi ces lois, les suivantes doivent être mentionnées :

Loi du 17 juin 1907, modifiant l'article 2148 du Code civil, relatif aux formalités d'inscription des privilèges et hypothèques (*Journ. off.*, 19 juin 1907).

Loi du 21 juin 1907, modifiant certaines dispositions relatives au mariage. Cette loi a facilité les unions légitimes en abrégant le délai de résidence et en simplifiant les formalités de publication (*Journ. off.*, 25 juin 1907).

Loi du 2 juillet 1907, relative à la protection et à la tutelle des enfants naturels (*Journ. off.*, 4 juillet 1907).

La loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage, apporte à notre législation une modification notable, et peut être rangée parmi les conquêtes les plus pratiques du féminisme. En vertu de ces dispositions nouvelles, la femme mariée, quel que soit son régime matrimonial, a, sur les gains de son travail personnel et les économies en provenant, les droits conférés par l'article 1449 du Code civil à la femme séparée de biens (*Journ. off.*, 16 juillet 1907).

La loi du 15 juillet accorde à la femme, placée dans une situation spéciale, ce qui peut lui apparaître comme un avantage. Le délai imposé à la femme divorcée avant son remariage a désormais pour point de départ le premier jugement préparatoire, interlocutoire ou au fond, rendu dans la cause, et un nouveau mariage lui est permis 300 jours après cette date, à condition que la décision de divorce soit transcrite. En cas de conversion d'une séparation de corps en divorce, la femme peut même, dès la transcription de la décision de conversion, contracter une union nouvelle (*Journ. off.*, 16 juillet 1907).

Il faut également citer :

La loi du 17 juillet 1907 sur la limitation des effets de la saisie-arrêt (*Journ. off.*, 18 juillet 1907);

La loi du 18 juillet, qui donne à tous les employeurs la faculté d'adhérer à la législation des accidents du travail (*Journ. off.*, 21 juillet 1907).

En matière criminelle, une loi du 19 juillet 1907 modifie la loi du 27 mai 1885 sur la relégation, en supprimant l'envoi des femmes récidivistes dans les colonies pénitentiaires (*Journ. off.*, 20 juillet 1907).

Un projet de loi relatif à la prostitution des mineures est en cours de discussion et a donné lieu, devant le Sénat, à d'intéressants développements de la part de M. Béranger et de M. Bourdon, commissaire du gouvernement (*Journ. off.*, 5 juin 1907).

Armée. — A la Chambre, MM. de l'Estourbeillon et de Rosenabo interpellèrent le ministre de la guerre au sujet de certaines mesures prises contre des officiers de réserve et de territoriale à raison d'actes par eux accomplis comme citoyens et en dehors du service militaire. MM. Joseph Reinach et de Pressensé se sont signalés parmi les partisans du droit pour les officiers de seconde ligne de manifester, en dehors des périodes et sous le costume civil, leurs opinions politiques. Il semble qu'en effet cette liberté doive être absolue, à condition toutefois que l'officier ne s'éloigne pas du respect dû à ses supérieurs militaires et notamment au ministre de la guerre. Le gouvernement n'a pas apporté, dans cette discussion, l'exposé d'un système bien net. Le ministre de la guerre s'est contenté de rappeler que l'officier de réserve est, en vertu de l'article 49 du règlement du 16 janvier 1897, soumis, en ce qui touche la police générale, la discipline, la conduite et la tenue, au contrôle de l'autorité militaire. A cette citation de texte, on peut ajouter, avec M. Joseph Reinach, celle de l'article 22 du décret du 31 août 1878, visant le cas où un officier de réserve aurait, en dehors d'une période, adressé à l'un de ses supérieurs militaires ou publié contre lui un écrit injurieux. Mais tout cela ne nous éloigne-t-il pas singulièrement des espèces du fonctionnaire de l'enregistrement qui démissionne pour n'avoir pas à procéder aux inventaires des églises, et du citoyen qui salue un dignitaire ecclésiastique? L'ordre du jour pur et simple, voté par 358 voix contre 166 sur ces interpellations, devra pour l'instant nous suffire en fait d'éclaircissement sur l'étendue des droits et des devoirs, des officiers et autres militaires de la réserve et de la territoriale, c'est-à-dire de tous les citoyens jusqu'à l'âge de 45 ans et parfois au delà.

Le Parlement eut à s'occuper également du sort des hommes des classes 1903 et 1904, dont le service se plaçait dans la période de transition entre l'application de la loi militaire de 1889 et de celle de 1905. Le renvoi des militaires de la classe 1903 fut voté, pour avoir lieu le 12 juillet, exception faite des mutins du 17<sup>e</sup> de ligne, c'est-à-dire de ceux qui avaient été portés absents à l'appel pendant une journée, et

que le ministre avait, par une mesure disciplinaire, envoyés à Gafsa en Tunisie. (*Journ. off.*, 9 juillet 1907).

Quant aux militaires de la classe 1904, l'article 97 de la loi du 21 mars 1905 conférait au ministre de la guerre le droit de les envoyer en congé après deux ans de service.

La question s'est posée de savoir si le ministre userait de cette faculté. M. le général Picquart estima que le renvoi de cette classe pourrait avoir lieu à l'automne, à l'exception des ajournés n'ayant pas accompli deux ans, sauf toutefois certains d'entre eux tels que fils aînés de veuves ou hommes mariés; et la Chambre a voté l'ordre du jour de M. Maujan, approuvant les déclarations du gouvernement (*Journ. off.*, 1<sup>er</sup> juin 1907).

A signaler une interpellation de M. Lachaud sur l'hygiène des casernements, et la réponse de M. Chéron, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, qui fournit de longues explications sur la surveillance des denrées, l'hygiène des troupes et les soins envers les malades. L'ordre du jour d'approbation qui fut voté, renfermait des vœux en faveur de l'amélioration des casernements, du développement de l'éducation physique et de la préparation au service militaire, et de la répression des abus en matière de fournitures (*Journ. off.*, 6 juillet 1907).

Le 25 juin devait être entamée à la Chambre la discussion du projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents. Alors que la troupe était occupée au rétablissement de l'ordre dans le Midi, le moment parut mal choisi pour traiter cette question, et, d'accord avec le gouvernement, le président et le rapporteur de la commission, le renvoi fut voté, malgré l'opposition de M. Jaurès (*Journ. off.*, 26 juin 1907).

**Marine.** — Les dispositions légales suivantes concernent notre marine de guerre :

Loi du 31 mai 1907, modifiant l'article 22 de la loi du 10 juin 1896 portant organisation du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte (*Journ. off.*, 2 juin 1907).

Loi du 30 juillet régularisant la situation des inscrits maritimes d'origine étrangère au point de vue de l'obtention de la pension de demi-solde (*Journ. off.*, 1<sup>er</sup> août 1907).

Loi du 27 juillet portant organisation du corps de santé de la marine (*Journ. off.*, 1<sup>er</sup> août 1907).

**Agriculture.** — La loi du 29 juin 1907, tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage, a clôturé toute une suite de discussions suscitées par la crise économique qui a éclaté dans quatre départements du Midi de la France. Nous n'avons pas à retracer ici les événements tragiques qui ont désolé certaines régions viticoles, le « sabotage » administratif qui a arrêté quelque temps les affaires les plus urgentes, les mutineries militaires qui ont marqué la répression

des troubles, ni même à entrer dans le détail des débats parlementaires, parfois ardents, que des faits aussi déplorables devaient inévitablement soulever et au cours desquels se produisit la démission de M. Sarraut, sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, remplacé ultérieurement par M. Maujan.

M. Clemenceau, président du Conseil, avait, le 18 juin, sur l'interpellation de M. Aldy, obtenu de la Chambre un délai pour prendre les mesures nécessitées par la situation. Mais les événements se précipitèrent. Le 20 juin, le président du Conseil, rendant compte à la Chambre des dernières dépêches, fournissait des renseignements sur les émeutes de Narbonne et de Montpellier, sur les charges de cavalerie auxquelles il avait fallu recourir pour dégager la sous-préfecture de Narbonne, le palais de justice et la prison de Montpellier attaqués, et sur les blessures et morts d'hommes qui en étaient résultées. Le lendemain, la mutinerie d'une partie d'un régiment de ligne, revenu à Béziers contre l'ordre de ses chefs, assombrissait encore ce tableau. Un ordre du jour de confiance clôtura les interpellations jointes de MM. Aldy, Brousse, Leroy-Beaulieu, Benoist et Lafferre (*Journ. off.*, 22 juin 1907).

Le 28 juin, le gouvernement eut à répondre à de nouvelles interpellations. MM. Bedouce, Betoulle, Paul Meunier, Aldy et Augé critiquèrent sa politique dans les événements du Midi. Les socialistes demandèrent la mise en liberté de M. Ferroul et des autres membres du comité d'Argeliers, détenus préventivement. M. Clemenceau, vivement pris à partie par M. Tournade au sujet des événements plus anciens de 1871 et du meurtre du général Clément Thomas répliqua par ces paroles, qu'il est équitable de reproduire, le président du Conseil s'étant maintes fois entendu reprocher ces actes du début de sa carrière politique :

« Lorsque je suis arrivé sur la butte Montmartre, dit-il, le général Clément Thomas était mort. Si j'étais arrivé cinq minutes plus tôt, j'aurais été fusillé avec lui, je vous en donne ma parole d'honneur. » Dans le Midi, une certaine détente commençait à se manifester, à la suite de l'entrevue de M. Clemenceau et de Marcelin Albert « l'apôtre ». Le gouvernement recueillit un ordre du jour d'approbation (*Journ. off.*, 29 juin 1907).

Le Parlement se livra à des discussions techniques sur les causes de cette effervescence. D'où provenait la crise viticole ? Certains membres du Parlement, dont la voix faillit être couverte par la représentation du Midi, osèrent prononcer le mot de surproduction. Ce terme fut vite banni comme sacrilège, et il fut entendu que la fraude était la grande coupable. La loi du 29 juin fut votée dans le but de déjouer et prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage (*Journ. off.*, 4 juillet 1907).

Cette loi, importante par sa genèse même et par les maux auxquels elle est destinée à remédier, oblige les producteurs à déclarer la quantité du vin par eux récolté, et n'autorise la fabrication du vin de sucre que pour la consommation familiale et moyennant une déclaration. Une taxe

complémentaire de 40 francs par 100 kilos est imposée sur le sucre.

Au cours de la discussion de cette loi. M. Jaurès avait déposé un contre-projet tendant à la socialisation de la propriété de la vigne. Cette tentative de mise en pratique des doctrines socialistes fut combattue par M. Aynard et repoussée par 473 voix contre 60 (*Journ. off.*, 12 juin 1907).

Une loi du 15 juillet concernant le mouillage et la circulation des vins, ainsi que le régime des spiritueux, vient en quelque sorte compléter celle du 29 juin (*Journ. off.*, 17 juillet 1907).

Les lois suivantes furent également votées :

Loi du 8 juillet 1907 sur la vente des engrais (*Journ. off.*, 9 juillet 1907).

Loi du 23 juillet sur la destruction des corbeaux et des pies dans les contrées où ils occasionnent des dommages aux récoltes (*Journ. off.*, 26 juillet 1907).

*Commerce.* — Les lois votées concernant le commerce furent :

Loi du 23 juillet 1907, modifiant certaines dispositions de celle du 16 avril 1897 sur la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (*Journ. off.*, 26 juillet 1907).

Loi du 25 juillet modifiant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 juillet 1851 sur les pêches maritimes (*Journ. off.*, 27 juillet 1907).

*Industrie et Travail.* — En matière de législation ouvrière, on peut citer l'adoption par la Chambre de la proposition de loi de MM. Coustant et Flayelle sur la suppression des économats patronaux (*Journ. off.*, 7 juin 1907), et de la proposition de M. Basly, limitant au maximum de 8 heures la journée de travail dans les mines pour les ouvriers du fond (*Journ. off.*, 5 juillet 1907).

Une loi du 23 juillet est relative à l'hygiène et la salubrité des mines (*Journ. off.*, 1<sup>er</sup> août 1907).

Le 12 juillet, la session ordinaire de 1907 a été déclarée close.

Edmond BINOCHÉ.



## MOUVEMENT LÉGISLATIF

---

### Liste des principales lois et des principaux décrets publiés en France et à l'étranger.

---

#### FRANCE.

30 décembre 1906. — Loi sur les ventes au déballage, complétant la loi du 25 juin 1841 (*Journ. off.*, 4 janvier 1907).

31 décembre 1906. — Loi relative à la compétence des juges de paix en matière forestière (*Journ. off.*, 1<sup>er</sup> janvier 1907).

2 janvier 1907. — Loi concernant l'exercice public du culte (*Journ. off.*, 2-3 janvier 1907).

8 janvier 1907. — Loi renouvelant pour deux ans les dispositions de la loi du 5 mars 1902, autorisant les communes des départements éprouvés par la crise viticole à contracter des emprunts, en dehors des formalités d'usage, pour remédier au chômage (*Journ. off.*, 10 janvier 1907).

10 janvier 1907. — Loi portant approbation de la convention et du protocole additionnel signés, le 18 août 1904 et 8 mars 1905, entre la France et l'Espagne, au sujet de l'établissement de communications par voie ferrée à travers les Pyrénées centrales (*Journ. off.*, 13 janvier 1907).

19 janvier 1907. — Loi exemptant des droits de douane les corindons en grains servant à la fabrication des meules (*Journ. off.*, 10 février 1907).

30 janvier 1907. — Loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1907 (*Journ. off.*, 31 janvier 1907).

18 février 1907. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, qui étend à toutes les exploitations commerciales la disposition de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (*Journ. off.*, 22 février 1907).

19 février 1907. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1900 (*Journ. off.*, 22 février 1907).

19 mars 1907. — Loi accordant une indemnité de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement (*Journ. off.*, 13 avril 1907).

27 mars 1907. — Loi concernant les Conseils de prud'hommes (*Journ. off.*, 28 mars 1907).

28 mars 1907. — Loi relative aux réunions publiques (*Journ. off.*, 29 mars 1907).

29 mars 1907. — Loi portant approbation d'une convention signée à Sophia, le 5 janvier 1907, entre la France et la Bulgarie pour la protection réciproque des marques de commerce (*Journ. off.*, 31 mars 1907).

29 mars 1907. — Loi concernant la compétence territoriale des notaires en résidence dans les ressorts de justice de paix modifiés par la loi du 12 juillet 1905 (*Journ. off.*, 4 avril 1907).

29 mars 1907. — Loi complétant les lois du 7 juillet 1881, du 28 juillet 1883 et du 6 juin 1889, relatives à la vérification des alcoomètres centésimaux et des densimètres (*Journ. off.*, 10 avril 1907).

12 avril 1907. — Décret portant fixation de l'indemnité de déplacement et de l'indemnité de séjour à allouer aux jurés criminels, en France (*Journ. off.*, 13 avril 1907).

20 avril 1907. — Loi concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce (*Journ. off.*, 20 avril 1907).

23 avril 1907. — Loi modifiant le régime douanier applicable aux merrains de châtaignier destinés à la fabrication des tonneaux (*Journ. off.*, 27 avril 1907).

3 juin 1907. — Loi portant approbation d'un arrangement signé, le 9 juin 1906, entre la France et l'Italie, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail (*Journ. off.*, 4 juin 1907).

15 juin 1907. — Loi réglementant le jeu dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques (*Journ. off.*, 16 juin 1907).

17 juin 1907. — Loi modifiant l'article 2148 du Code civil, relatif aux formalités d'inscription des privilèges et hypothèques (*Journ. off.*, 19 juin 1907).

20 juin 1907. — Loi portant approbation du traité conclu, le 23 mars 1907, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi de Siam (*Journ. off.*, 22 juin 1907).

21 juin 1907. — Loi modifiant plusieurs dispositions légales relatives au mariage (*Journ. off.*, 25 juin 1907).

29 juin 1907. — Loi tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage (*Journ. off.*, 4 juillet 1907).

30 juin 1907. — Loi portant modification des articles 40, 41, 58, 59, 60, 61 et 62 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux (*Journ. off.*, 1<sup>er</sup> juillet 1907).

1<sup>er</sup> juillet 1907. — Loi portant approbation de la convention d'extradition signée à Athènes, le 29 mars-11 avril 1906, entre la France et la Grèce (*Journ. off.*, 3 juillet 1907).

2 juillet 1907. — Loi relative à la protection et à la tutelle des enfants naturels (*Journ. off.*, 4 juillet 1907).

8 juillet 1907. — Loi concernant la vente des engrais (*Journ. off.*, 9 juillet 1907).

9 juillet 1907. — Loi modifiant divers articles de la loi du 10 août 1891 sur les conseils généraux (*Journ. off.*, 12 juillet 1907).

10 juillet 1907. — Loi portant approbation du protocole signé à Constantinople, le 25 avril 1907, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie, d'une part, et l'empire ottoman, d'autre part, et relatif au relèvement au taux de 11 pour 100 *ad valorem* des droits de douane frappant les marchandises des pays ci-dessus désignés, et notamment les marchandises françaises, à l'importation en Turquie (*Journ. off.*, 11 juillet 1907).

11 juillet 1907. — Décret sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques (*Journ. off.*, 14 juillet 1907).

12 juillet 1907. — Loi portant approbation d'une convention signée à Paris, le 8 avril 1907, entre la France et l'Allemagne, en vue de protéger les œuvres artistiques et littéraires (*Journ. off.*, 14 juillet 1907).

12 juillet 1907. — Loi portant approbation : 1<sup>o</sup> de la convention de commerce et de navigation, signée le 6 mars 1907, entre la France et la Roumanie; 2<sup>o</sup> de l'arrangement portant la même date concernant la protection réciproque des œuvres littéraires et de la propriété industrielle.

12 juillet 1907. — Loi portant approbation de la convention de commerce et de navigation signée à Belgrade, le 23 décembre 1906-5 janvier 1907, entre la France et la Serbie (*Journ. off.*, 14 juillet 1907).

13 juillet 1907. — Loi relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage (*Journ. off.*, 15 juillet 1907).

13 juillet 1907. — Loi modifiant le point de départ du délai de dix mois imposé à la femme divorcée avant de se remarier (*Journ. off.*, 15 juillet 1907).

15 juillet 1907. — Loi concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux (*Journ. off.*, 17 juillet 1907).

17 juillet 1907. — Loi sur la limitation des effets de la saisie-arrêt (*Journ. off.*, 18 juillet 1907).

17 juillet 1907. — Loi établissant le mode de fixation des droits à percevoir pour la vérification périodique des poids et mesures (*Journ. off.*, 20 juillet 1907).

18 juillet 1907. — Loi ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail (*Journ. off.*, 21 juillet 1907).

19 juillet 1907. — Loi relative à la suppression de l'envoi dans les colonies pénitentiaires des femmes récidivistes (*Journ. off.*, 20 juillet 1907).

**ÉQUATEUR**

23 décembre 1906. — Constitution politique.

**SAINT-MARIN**

14 juin 1907. — Convention additionnelle à la Convention d'amitié et de bon voisinage, du 28 juin 1897, entre l'Italie et Saint-Marin.

---

## COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

---

### SECTION DES LANGUES DU NORD.

*Das österreichische Handelsrecht mit Einschluss des Genossenschaftsrechtes (Le droit commercial autrichien, comprenant le droit d'association)*, par M. A. de Randa; édition publiée avec le concours de M. B.-J. Wolf (tome 1<sup>er</sup>). — 1 vol. in-8°; Vienne; Manz, 1905.

Il n'existait pas de manuel de droit commercial germano-autrichien exposant, d'une façon à la fois complète et concise, sous une forme méthodique, l'état actuel de la législation, et susceptible d'être utilisé comme guide, pour l'étude et pour la pratique du droit.

Cette lacune vient d'être comblée par M. le conseiller B.-J. Wolf. Ce magistrat a entrepris de donner une traduction allemande de l'ouvrage si apprécié de M. de Randa sur la matière, ouvrage publié, comme on le sait, en langue tchèque. La traduction, faite sur la quatrième édition, a été revue et complétée par l'auteur lui-même, l'illustre professeur de l'Université de Prague.

Le premier volume de l'édition allemande, qui en comptera deux, a paru en 1905. L'auteur commence par définir le droit commercial privé et par en délimiter le champ d'action; il explique dans quelles conditions cette branche du droit s'est développée, en Autriche, avant et après la promulgation du code de 1862; il jette, en passant, un coup d'œil rapide sur les principaux pays étrangers, parmi lesquels la France tient le premier rang; enfin, il donne la liste des ouvrages relatifs au droit commercial qui ont été édités en Allemagne, en Autriche et en Hongrie, et il indique les sources auxquelles il convient de recourir.

Après ces préliminaires, M. Wolf aborde le fond même du sujet, et, dans une série de treize chapitres, il étudie successivement les dispositions juridiques concernant les actes de commerce, l'exercice de la profession de commerçant, les conséquences de la majorité et de la minorité au point de vue de la pratique du commerce, les entreprises commerciales, principales et accessoires, le registre du commerce, la valeur juridique des inscriptions portées sur ce registre, les raisons commerciales (*Handelsfirmen*), les marques de commerce, la protection des modèles (concurrence déloyale), les livres de commerce, les fondés de pouvoirs, les commis, les courtiers de commerce et de bourse.

L'ouvrage de M. de Randa, traduit par les soins de M. Wolf, est

un livre d'une haute valeur pratique. Il n'est pas une question de quelque importance dont il ne donne la solution. Il renferme des références au droit hongrois et au nouveau Code de commerce allemand du 10 mai 1897. Enfin, le texte est éclairé par des notes abondantes, qui contiennent de nombreux renvois aux auteurs les plus estimés.

Fernand DAGUIN.

*Etude sur la législation minière en Norwège, etc.*, par M. Adolphe David, avocat près la Cour d'appel de Bruxelles, et M. Oscar Stave, directeur de mines à Christiania. — 1 vol. in-8°; Bruxelles, O. Lambert; Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence; 1906. Prix : 10 francs.

La Norwège est riche en mines de toute espèce, notamment en minerais de fer; mais l'industrie minière y est relativement peu développée, et l'on ne tire, paraît-il, qu'un faible parti des richesses naturelles que le sol renferme dans son sein<sup>(1)</sup>. Quoi qu'il en soit, elle possède, depuis longtemps déjà, une loi très étendue et très complète sur la matière; cette loi est du 14 juillet 1842; elle a été modifiée, à plusieurs reprises, par des lois postérieures, mais partiellement et seulement sur des points de détail.

MM. David et Stave se sont donné pour mission d'étudier le régime juridique des mines dans ce pays. Leur ouvrage comprend cinq parties, subdivisées d'une façon uniforme; chacune d'elles comporte un résumé analytique et méthodique de la législation sur un point déterminé, et la traduction française des textes qui s'y rapportent.

La première partie est consacrée à la loi minière de 1842; la seconde, à la loi de 1902 sur l'inspection du travail dans les mines; la troisième, aux lois relatives à l'assurance des ouvriers de fabrique contre les accidents du travail; la quatrième, à la loi de 1903 sur l'autorisation nécessaire aux étrangers pour acquérir des biens immobiliers ou des droits d'usage foncier; la cinquième, à la loi de 1906 sur la capacité des étrangers en général.

Quelques textes supplémentaires ont été ajoutés à la fin du volume; ce sont : la convention conclue, le 25 juillet 1838, entre la Belgique et le royaume de Suède et de Norwège, à l'effet de régler la faculté, pour les sujets respectifs de ces États, de succéder et d'acquérir dans les États co-contractants, la loi sur la nationalité norvégienne et des extraits de la loi sur le registre du commerce.

Le travail de MM. David et Stave donne, on le voit, sur l'ensemble de la législation minière norvégienne, des vues très intéressantes. C'est,

(1) E. Reclus, *Nouvelle Géographie universelle*, t. 5, p. 214.

avant tout, un manuel pratique, qui sera d'une grande utilité pour tous ceux qui voudront se livrer à l'exploitation des mines dans le royaume de Norvège ou contracter avec des entreprises minières existant dans le pays.

Fernand DAGUIN.

*La réforme des impôts en Prusse : impôt sur le revenu, impôt sur la fortune, impôts communaux (1891-1893), par M. Jacques Derbanne. — 1 vol. in-8°; Paris, A. Chevalier-Marescq et C<sup>ie</sup>, 1899; prix : 3 francs.*

Bien que l'ouvrage de M. Derbanne remonte à plusieurs années déjà, il n'a pas perdu pour cela de son intérêt et, je dirai même, de son actualité, tout au contraire. Au moment où le Parlement français discute, sans grand enthousiasme il faut le reconnaître, un projet de loi qui tend à substituer aux anciennes contributions directes un impôt unique et global sur le revenu, il n'est pas inutile d'examiner ce qu'a fait, dans cet ordre d'idées, un grand pays voisin, la Prusse. Le livre de M. Derbanne nous l'apprend.

La réforme de la législation fiscale prussienne était à l'étude depuis 1877. On voulait remplacer l'impôt réel, qui frappe les choses, alors même qu'elles sont improductives, par l'impôt personnel, qui n'atteint le contribuable qu'autant qu'il tire un revenu des biens qu'il possède. Cette réforme fut conduite avec la plus grande prudence.

Une première loi, du 24 juin 1891, organisa l'impôt sur le revenu (*Einkommensteuer*); puis, pendant deux ans, on expérimenta l'œuvre nouvelle, et, quand on fut certain qu'aucun mécompte n'était à craindre on supprima les impôts directs établis au profit de l'État, en adoptant, toutefois, le principe d'un impôt complémentaire, destiné à compenser la différence de rendement entre ces impôts et l'*Einkommensteuer*; en même temps, on fit revivre les impôts directs supprimés pour en attribuer le profit à la commune, qui fut autorisée, en outre, à percevoir certaines taxes ou cotisations, certains impôts indirects et, éventuellement, des centimes additionnels à l'impôt sur le revenu.

M. Derbanne indique, de la façon la plus claire, comment la transformation fut opérée, et il en fait apprécier les résultats. Il montre sur quelles bases l'impôt sur le revenu est établi, quelles sont les personnes qui y sont assujetties, quel en est le taux, enfin, quels sont les procédés mis en usage pour parvenir à l'évaluation, aussi exacte que possible, des revenus de chacun.

Les différentes contributions communales sont également, de sa part, l'objet d'une étude minutieuse.

Ajoutons que le volume contient, sous forme d'annexes, la traduction

des quatre lois de 1891 et de 1893. Cette traduction permet de contrôler les indications de l'auteur et de les compléter, au besoin.

Fernand DAGUIN.

## SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT.

*Progrès de la Dobrodja depuis l'annexion jusqu'à aujourd'hui, 1878-1906; Tableau graphique dressé par ordre du Ministre des domaines, J.-N. Lahovary (Progresele Dobrogei dela anexare până astăzi). — 12 p. in-4°, avec tableau; Bucarest; A. Baer; 1907.*

La brochure dont le titre est reproduit ci-dessus se compose d'une notice rédigée en deux langues, roumain et français, et d'un grand tableau graphique. La publication de cette brochure est due à l'initiative de M. J.-N. Lahovary, l'éminent ministre des domaines du cabinet de Bucarest.

La notice a pour objet de mettre en lumière les transformations heureuses qu'a subies la Dobrodja, depuis que cette ancienne province turque a été annexée à la Roumanie.

C'est en vertu du traité de Berlin que l'annexion a eu lieu, en 1878. La Dobrodja était alors un pays pauvre, à population clairsemée, dépourvu ou à peu près de voies de communication et, pour ainsi dire, sans commerce. Depuis cette époque, la population a presque doublé; le commerce extérieur, qui se chiffrait seulement par 46.665 tonnes à l'exportation, et par 8.515 tonnes à l'importation, se chiffre, aujourd'hui, respectivement par 353.194 et 73 226 tonnes; la longueur totale des routes a passé de 139 kilomètres à 943. Bref, tout indique que la prospérité du pays s'accroît de jour en jour.

Le tableau graphique qui accompagne la notice permet de se rendre compte, d'un coup d'œil, des progrès réalisés pendant cette période de près de trente années. Il est constitué, en effet, par des figurines et des objets coloriés qui, d'après leurs proportions plus ou moins grandes, font juger immédiatement de la situation actuelle comparée à celle de l'époque qui a suivi immédiatement l'annexion. Ainsi, le paysan roumain qui représente la population de 1905 est environ deux fois plus grand que celui qui représente la population de 1880; ainsi encore, le tronçon de route qui sert d'emblème aux voies de communication, au bas de la colonne réservée à cet élément de statistique, est six ou sept fois plus important que le tronçon figuré en haut de la même colonne.

L'ensemble donne cette impression que la Dobrodja s'est développée, au point de vue économique, d'une façon vraiment extraordinaire, depuis qu'elle est entre les mains du gouvernement roumain. Tels sont



les fruits d'une administration sage et paternelle, succédant à une administration oppressive et imprévoyante.

Fernand DAGUIN.

*Droit musulman. — Du statut personnel et des successions d'après les différents rites et plus particulièrement le rite Hanafite*, par M. Eug. Clavel, avocat près la Cour d'Appel d'Alexandrie, etc. — 2 vol. in-8°; Paris; Larose; 1895. — Prix : 25 francs.

La pratique du droit musulman présente des difficultés très grandes qui tiennent à plusieurs causes. D'une part, les textes précis et impératifs sont relativement rares, et l'on est obligé, le plus souvent, de recourir, soit au Coran, qui n'est pas toujours très clair, soit à des ouvrages de jurisprudence, qui n'ont pas la même autorité qu'une loi positive. D'autre part, il existe de nombreuses divergences d'interprétation entre les commentateurs du livre sacré, suivant le rite auquel ils appartiennent; il faut donc, si l'on ne veut pas commettre d'erreurs, savoir quel est le rite dominant dans le pays ou la localité dont on s'occupe, car ce qui est vrai au Caire ne l'est pas forcément à Tunis ou à Alger, et réciproquement.

Le Gouvernement Khédivial, voulant mettre un peu d'ordre dans une des branches les plus importantes du droit civil, a publié, en 1875, un Code du statut personnel et des successions. C'est ce texte qui a servi de base au travail de M. E. Clavel, qui l'a commenté, dans son livre, d'une façon vraiment magistrale.

Toutefois, il convient de le remarquer, le Code égyptien s'est inspiré exclusivement de la pure doctrine Hanafite. L'auteur, désireux de voir son ouvrage utilisé, non seulement en Égypte, mais encore dans les autres parties du monde de l'Islam, ne s'est pas borné à étudier une législation qui se rattachait uniquement à l'un des quatre rites orthodoxes; il s'est appliqué à la comparer avec les règles du droit suivies par les sectateurs des autres rites, les rites Malékite, Chaféite et Hanbalite, de sorte que son traité peut être consulté en Algérie, en Tunisie et au Maroc aussi bien que dans le royaume du Khédivé.

L'ouvrage comprend deux parties : l'une, relative au statut personnel, où il est question du mariage, des droits et devoirs respectifs des époux, de la dissolution du mariage, de la paternité et de la filiation, des droits et devoirs qui dérivent de la paternité, de la tutelle, des mineurs et autres incapables; l'autre, consacrée aux successions, où l'on traite des conditions et de l'ordre de la dévolution successorale, du partage des successions, des donations entre-vifs et des testaments, du Wakf ou Habous.

Enfin, le savant commentaire de M. Clavel est complété par une

série de documents, qui comprend le Code égyptien de 1875, les lois sur la propriété territoriale, sur la *Moukhabalah* et sur les *Wakoufs*, plusieurs décrets concernant la propriété foncière et le règlement sur les *Mekémehs*.

Fernand DAGUIN

## SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

*Plan d'une réorganisation scientifique et pratique de la magistrature* (sous forme de projet de loi), par M. Raoul de la Grasserie, juge au tribunal civil de Nantes. — 41 pages in-18; Paris, Giard et Brière, 1907; prix : 2 francs.

Il souffle, en ce moment, sur la France un vent de réforme. On prétend réformer les impôts, réformer le système électoral, réformer la justice militaire, réformer le barreau, réformer la magistrature. Que ne veut-on pas réformer? C'est sur la réforme de l'organisation judiciaire que M. Raoul de la Grasserie a tenu à attirer l'attention du public, en faisant paraître la brochure que nous venons signaler aux lecteurs du *Bulletin*.

Afin de mieux préciser ses vues, il a condensé ses idées en un projet de loi, ce qui lui a permis de donner à sa pensée une forme concrète et, en même temps, plus serrée.

Disons, de suite, que le plan de M. de la Grasserie bouleverse de fond en comble notre système actuel. Si son projet était adopté, toutes les juridictions d'exception (tribunaux administratifs, tribunaux de commerce, conseils de prud'hommes, etc.) seraient supprimées. La justice serait rendue par des juges de paix à compétence très étendue, par des tribunaux civils départementaux, composés d'un juge unique, par des cours d'appel, par une cour de cassation, par un tribunal des conflits et par une haute-cour de justice. En matière correctionnelle et criminelle, des assesseurs-jurés seraient adjoints au juge de carrière et prononceraient seuls sur la question de culpabilité et sur l'application de la peine, la solution des questions de droit étant réservée au magistrat. Les accusés seraient traduits devant la juridiction de jugement en vertu de la décision d'un jury d'accusation. A l'égard des crimes, tout citoyen aurait le droit de saisir le juge d'instruction et, par appel, le jury d'accusation.

Le recrutement et l'avancement auraient lieu d'après des principes nouveaux. Un concours, auquel pourrait prendre part tout licencié en droit, ouvrirait l'accès de la carrière. Un second concours permettrait de recruter les juges départementaux parmi les juges de paix. Les places de conseiller seraient données à l'ancienneté. Le candidat aux fonctions de juge de paix serait astreint à un stage de trois années dans une école de judicature, avant d'être pourvu d'un poste actif.

On voit par ce court exposé que M. de la Grasserie est un réformateur hardi, qui ne recule pas devant les innovations les plus radicales. Il est douteux, toutefois, que, d'ici à longtemps, les Chambres françaises consentent à faire passer son programme du domaine spéculatif dans le domaine positif. Tout au moins pourrait-on leur demander de détacher de son projet, pour les transformer en lois, certaines dispositions, telles que celles qui concernent le recrutement et l'avancement des magistrats, l'unité de juridiction, la mise en mouvement de l'action publique par les simples citoyens. Il y a là des réformes qui constitueraient un progrès réel sur l'état de choses actuel, et qui pourraient être adoptées sans introduire le moindre trouble dans notre organisme judiciaire.

Fernand DAQUIN.

*L'Évasion fiscale : Comptes de dépôts et comptes-joints en France et à l'étranger*, par M. Emile Guilmard, docteur en droit. — 1 vol. in-8°, 216 pages. 3 fr. 50. Paris, La France économique et financière, 22, rue Saint-Augustin, 1907.

M. Emile Guilmard, dont le nom fait autorité en matière de législation financière, étudie, sous le titre heureux *L'Évasion fiscale*, les conséquences de l'exode considérable des capitaux français à l'étranger. Le fait n'est pas absolument nouveau : on l'a constaté au lendemain de la loi du 25 février 1901, qui a institué pour les droits successoraux un régime rapidement progressif. Mais la crainte de l'établissement d'un impôt global sur le revenu a singulièrement accru le mouvement de fuite. De nombreux capitalistes, moins inquiets du projet même que de certaines paroles le présentant comme une première étape, cherchent à dissimuler une partie de leur fortune.

Le législateur français s'est, principalement dans ces dernières années, constamment appliqué à déjouer la fraude. On avait espéré pouvoir la réaliser par des dépôts, soit simples, soit en comptes-joints, dans les grandes banques par actions. Les dispositions des lois en vigueur ne permettent plus d'employer utilement ce moyen. M. Guilmard le démontre par l'étude des lois du 25 février 1901, 31 mars et 31 décembre 1903, desquelles il résulte que les sociétés par actions françaises sont devenues de véritables agents de l'enregistrement.

Profitant de cette situation, les banques de dépôts étrangères ont fait une active et fructueuse campagne qui a eu pour résultat de drainer dans leurs caisses de grandes quantités de valeurs, grâce à l'amorce du compte-joint. M. Guilmard estime que cette amorce n'est qu'un piège et que la sécurité promise est illusoire. Il fonde cette opinion sur l'examen attentif des législations étrangères qui autorisent la pratique du compte-joint : Allemagne, Suisse, Belgique, Angleterre, etc. L'auteur termine

son livre par une étude sommaire du projet Caillaux et une analyse du régime juridique du coffre-fort.

Ce petit volume tient plus qu'il ne promet; grâce à une grande précision d'idées et de style, M. Guilmard élucide complètement en 200 pages une question qui intéresse au plus haut point le législateur et le capitaliste. *L'Evasion fiscale* est destinée à rendre de très grands services.

Daniel BURET.

*Revue critique de droit criminel*, par MM. Silvercruys, L. Nagels et M. Dullaert (25<sup>e</sup> année, 1905). — Broch. in-4<sup>e</sup>; Bruxelles; Veuve Ferdinand Larcier, 1907.

La *Revue critique de droit criminel* a été fondée, en 1881, par M. Léonce Limelette, mort en 1906, conseiller à la Cour d'appel de Liège. L'éminent magistrat, enlevé trop tôt à la science du droit, a dirigé pendant vingt-quatre ans la Revue dont il était le père, avec un talent, un soin et une activité au-dessus de tout éloge. On pouvait craindre que sa disparition ne portât un coup funeste à son œuvre; une entreprise, en effet, ne vaut que par l'homme qui est à sa tête et qui sait en faire sa chose. Mais on a été vite rassuré, lorsqu'on a su que les successeurs de M. Limelette seraient MM. Silvercruys, conseiller à la cour d'appel de Liège, Nagels, substitut du procureur du Roi en cette même ville, et Dullaert, chef de division au ministère de la Justice de Belgique, tous trois jurisconsultes de la plus haute valeur. Grâce à eux, le 25<sup>e</sup> fascicule de la Revue, paru il y a quelques mois, postérieurement à la mort de son fondateur, n'a rien à envier aux fascicules précédents.

Les nouveaux directeurs se sont inspirés de l'esprit et de l'exemple de leur regretté prédécesseur. Ils n'ont rien changé à la forme de la publication; mais ils se sont appliqués à faire mieux encore qu'auparavant, et ils ont réussi. Le 25<sup>e</sup> fascicule, en effet, se distingue par un certain nombre d'améliorations. La partie consacrée au Code pénal a été complétée par des indications tirées du droit criminel congolais et de la jurisprudence du Département de la justice; d'autre part, on a donné plus d'extension aux annotations relatives à la procédure pénale et aux lois spéciales. Enfin, un sommaire des matières a été placé à la dernière page du volume et permet de se reporter facilement aux questions au sujet desquelles on désire être documenté.

En somme, la Revue est en bonnes mains, et l'on peut être assuré que le changement opéré dans le personnel de la direction ne lui fera rien perdre de la réputation qu'elle s'était justement acquise.

Fernand DAGEIN.

*Ministère des finances. Direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre. Bulletin de statistique et de législation comparée*, tome X (10<sup>e</sup> année, 1906). — 1 vol. in-8°; Paris; imprimerie nationale, 1907.

Nous avons, à tant de reprises déjà, parlé du *Bulletin de statistique et de législation comparée* que publie annuellement la Direction générale de l'enregistrement, qu'il ne nous paraît pas nécessaire de la présenter, de nouveau, aux membres de la Société de législation comparée. Nos collègues, en effet, connaissent la valeur de cette publication; ils savent d'après quel plan elle est conçue et de quelle nature sont les documents qu'elle contient.

Le volume correspondant à l'année 1906 a paru récemment. Il fournit sur diverses questions fiscales des renseignements pleins d'intérêt. Nous recommandons, notamment, la lecture d'une note consacrée au budget français de 1907. Ce budget, en augmentation sensible sur le précédent, s'élève, en recettes et en dépenses, au chiffre formidable de quatre milliards environ (exactement, 3.988.945.738 francs, en recettes, et 3.988.548.770 francs, en dépenses).

Si l'on met en regard la situation financière de la France et celle de l'Allemagne, on constate que la comparaison est à l'avantage de ce dernier Etat. On observe, en Allemagne, une tendance à réduire plutôt qu'à augmenter les charges qui pèsent sur les contribuables. Ainsi, alors que les comptes définitifs de l'exercice 1903-1904 accusaient, pour l'Empire et pour les vingt-six Etats confédérés, une recette totale de 7.747.610.000 marks, et une dépense totale de 7.374.460.000 marks, l'ensemble des budgets de 1905-1906, atteint seulement, en recettes, 6.784.670.000 marks, et en dépenses, 6.800.180.000 marks.

En dehors des tableaux relatifs aux budgets allemands, nous croyons devoir signaler, dans la partie du *Bulletin de statistique et de législation comparée* réservée aux documents étrangers, comme répondant à des préoccupations actuelles, un article sur la réforme de l'*Income-tax* en Angleterre, et une note statistique sur le fonctionnement et le rendement de l'impôt sur le revenu en Prusse; la note en question nous révèle ce fait, intéressant à enregistrer, que, pendant la période comprise entre 1896 et 1906, les revenus de la population prussienne se sont accrus de près de cinquante pour cent.

Fernand Daguin.

*Discipline militaire et obéissance passive*, par M. Jules Cauvière, ancien procureur de la République, professeur de droit criminel à l'Institut catholique de Paris. — 1 vol. in-18; Paris; P. Lethielleux; 1907.

On entend communément aujourd'hui, dans certains milieux, émettre l'avis que les membres de l'armée doivent obéir aveuglément à leurs

chefs hiérarchiques et obtempérer, en toute circonstance, aux réquisitions de l'autorité civile. Le plus curieux, c'est que les prôneurs actuels de l'obéissance passive appartiennent précisément au parti qui, jadis, réclamait avec le plus d'ardeur, pour les *baïonnettes intelligentes*, la liberté de discuter les ordres reçus.

En réalité, le devoir militaire a ses limites et l'obligation à l'obéissance ses bornes. M. Jules Cauvière le démontre, en termes excellents, dans le remarquable petit livre qu'il vient de publier.

L'auteur, sans s'arrêter aux opinions intéressées que peuvent manifester, d'une façon plus ou moins intermittente, tels ou tels groupements politiques, examine impartialement la question. Il arrive à cette conclusion que l'inférieur a pour devoir strict d'exécuter les ordres de son supérieur, pourvu que celui-ci ne commande rien qui répugne à la conscience, ou qui soit contraire aux règles du droit naturel ou au bien du service. M. Cauvière cite, à l'appui de sa thèse, de nombreux exemples historiques; il rappelle Lannes mettant en liberté, contrairement aux instructions de la Convention, des émigrés français faits prisonniers à la bataille du Boulou, afin de les soustraire à l'échafaud; un chef de bataillon d'infanterie refusant de poser les armes, à Baylen, malgré les ordres du général Dupont, etc. En somme, on constate, pour l'honneur de l'humanité, que, dans tous les temps et sous tous les régimes, beaucoup de braves soldats ont fait passer le devoir moral avant la soumission à la stricte discipline. On ne saurait les en blâmer.

Il ne faudrait pas croire, toutefois, que M. Cauvière prêche l'insubordination dans l'armée. Loin de là. Il déclare nettement qu'en principe le soldat doit obéir à ses chefs, mais, en même temps, il reconnaît qu'il est des circonstances, qu'il précise, dans lesquelles le refus d'obéissance est un acte légitime.

Son livre devrait être dans les mains de tous les officiers; il leur apprendrait très exactement où s'arrête le droit de commander et où cesse l'obligation d'obéir.

Fernand DAGUIN.

## ERRATA

---

Page 240 ci-dessus, notes, ligne 2, *au lieu de* : « 5 avril 1902 », *lire* : « 5 avril 1900 ».

Page 318, ligne 26, *au lieu de* : « Philippe Pierre », *lire* : « Philippe Dürr ».

Page 347, ligne 33, *au lieu de* : « montant à plus de 70 millions », *lire* : « montant à plus de 70 milliards ».

Page 348, dernière ligne, *au lieu de* : « 1 à 6 pour 100 », *lire* : « 1 à 6 pour 1000 ».

---

*L'Éditeur-Gérant* : F. PICHON

---

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

# DE LÉGISLATION COMPARÉE

---

### SOMMAIRE.

Liste des ouvrages offerts à la Société. — Notice sur un règlement de l'Empire ottoman concernant les attributions des Conseils cantonaux comme justices de paix et tribunaux de simple police, par M. L. LAMOUCHE. — Note du Secrétaire général concernant l'*Annuaire de législation étrangère*. — *Chronique législative*. — Chambres suédoises.

*Comptes rendus d'ouvrages*. — *Wie treibt man Schuldforderungen im Auslande?* 7<sup>e</sup> vol. : *Die Beitreibung von Schuldforderungen in Frankreich*, par M. E. ELSENMAN; M. BAGUENIER-DÉSORMEAUX. — *La question agricole en Espagne et la politique hydraulique*, par M. A. MARVAUD; M. F. DAGUIN. — *La facultad de derecho de Paris, estado actual de su enseñanza*, par M. E. QUESADA; M. A. SOURIAU. — *Livres fonciers et banque foncière en Grèce*, par M. CARUSSO; M. A. SOURIAU. — *Guide pratique en matière d'accidents du travail, à l'usage des patrons, employés et ouvriers*, par M. A. POLDVIN; M. F. DAGUIN. — *L'impôt global sur le revenu et les impôts spéciaux sur les revenus*, par M. H. PASCAUD; M. F. DAGUIN. — *Le régime dotal. Étude historique, critique et politique (droit français, étranger et international privé)*, par M. DÉPINAY; M. F. DAGUIN. — *Projet d'impôt global et progressif sur le revenu, etc.*, par M. PETIOT; M. J. DUFAY.

*Table des matières*.

*Table analytique des matières*, par M. A. DARRAS.

---

Liste des ouvrages offerts à la Société :

- 1<sup>o</sup> T. Carnevali. *Studio intorno ai trattati internazionali*.
- 2<sup>o</sup> Augusta Segre. *La tutela dei poveri nella storia del diritto italiano*.
- 3<sup>o</sup> V. Cacciarmi. *Del suffragio politico femminile*.
- 4<sup>o</sup> R. Rota. *Il delitto politico nell'età antica*.
- 5<sup>o</sup> G. Tea. *L'interesse ad agire*.



- 6° *Sulla imposta della aree fabbricabili*. Studio di V. E. Fubini.
- 7° S.-M. Quaglia. *Il mandato in diritto romano*.
- 8° Dr O. Clerici. *Sulla Regola catoniana*.
- 9° E. Crosa. *Le guarentigie costituzionali della libertà religiosa*.
- 10° M. Avanzini. *I minori corsi d'acqua del diritto civile italiano*.
- 11° R. Sacerdote. *I rapporti patrimoniali fra i coniugi nel diritto piemontese*.
- 12° P. Sccolla-Lagrange-Pusterla. *Il Blocco pacifico nella dottrina e nella pratica*.
- 13° U. Dellacroce di Dojola. *Prigionieri di guerra*.
- 14° E. Patriarca. *Il concetto fondamentale della concorrenza illecita*.
- 15° C. Toesca di Castellazzo. *La cosiddetta avulsione dei capitali dal giro degli affari commerciali e l'imposta di ricchezza mobile*.
- 16° C. Toesca di Castellazzo. *Del « Viventi a carico » dell' operajo morto per infortunio sul lavoro*.
- 17° A. Bachi. *Il contratto differenziale di borsa nella pratica e nella legge*.
- 18° *Association internationale pour la protection légale des travailleurs. Section italienne. Il Congresso di Ginevra (27-29 septembre 1906)*; relazione del prof. L. Abello.
- 19° L. Abello. *Sulla restrizione della facoltà di rogito dei notai al mandamento della sede notarile*.
- 20° E. Oliveri. *L'offerta al pubblico nel sistema del diritto privato italiano*.
- 21° Prof. M. Ricca Barberis. *L'impossibilità della prestazione*.
- 22° Fr. C. Brusa. *Le eccezioni personali sospensive*.
- 23° G. Ottolenghi. *Dei rapporti di pertinenza fra il diritto internazionale privato e il diritto delle genti*.
- 24° *Dell' Illecito civile e dell' Illecito penale*, nota del Socio E. Brusa.

25° *Sulla proprietà privata nelle guerre marittime*; nota del socio E. Brusa.

26° *Les Idées de M. le professeur C-F. Gabba sur la théorie générale du droit international privé*, par E. Brusa.

27° G. Barbero. *I contratti collettivi nell' ordinamento giuridico del lavoro*.

28° M. Mosca. *I conflitti di leggi e di giurisdizioni in materia di divorzio*.

29° G. Garronne. *Le così dette servitù irregolari nel diritto romano e nel diritto odierno*.

30° M. Sarfatti. *Rivista della giurisprudenza commerciale straniera. Inghilterra 1905-1906*.

31° M. Sarfatti. *Lotte giudiziarie contro un trust americano*.

32° M. Sarfatti. *Sulla utilità dello studio del diritto privato inglese, in Italia*.

33° *Gli Statuti di Amedeo VIII, duca di Savoia, del 26 luglio 1423*. Memoria del dott. G. C. Buraggi.

23 brochures et 10 vol. in-8° offerts par les auteurs et par l'Institut juridique de l'Université de Turin.

*Johns Hopkins university Studies in historical and political science*, t. XXIV n°s 11-12, XXV, n°s 1-5 4. fasci. in-8° offerts par l'Université John Hopkins.

*Die Schweizerische Bundesgesetzgebung*. Band III. 1 vol. offert par l'auteur, M. P. Wolf.

1° *Monographies industrielles. IV Fabrication et travail du verre*.

2° *Annuaire de la législation du Travail*.

2 vol. in-8° offerts par l'Office du Travail du royaume de Belgique.

*A Digest of Indian law cases 1904*, compiled by C. E. Grey. Vol. in-8° offert par le Gouvernement des Indes anglaises.

*La lutte contre l'usure dans les lois modernes*. Vol. in-16 offert par l'auteur, M. Victor Brants.

1° *La législation de 1907 sur les spiritueux*, étude par L. Vallat;

2° *Loi du 31 décembre 1906 relative à la compétence des juges de paix en matière forestière*, commentaire par A. Bouchez ;

3° *La loi du 27 mars 1907, concernant les conseils des prud'hommes*, par A. Popineau ;

4° *Traité des accidents du travail*, par Jules Cabouet, tome II. 2 vol. et 2 broch. in-8° offerts par M. Schaffhauser, directeur des « Lois nouvelles ».

*Statutes of the United States of America, 1904-1907*. 3 vol. in-4° offerts par la Bibliothèque du Congrès de Washington.

*Journal of the Society of comparative legislation*, edited by sir John Macdonell and E. Mansion; new series, vol VII. Vol. in-8° offert par la Société de législation comparée de Londres.

*Criminalidade infantil e assistencia penal*. Broch. in-8° offerte par l'auteur, M. H. Lobo.

1° *El problema nacional obrero y la ciencia económica* ;

2° *La Cuestion obrera y su estudio universitario*.

3° *Herbert Spencer y sus doctrinas sociológicas*.

Brochures offertes par l'auteur, M. Ern. Quesada.

*Das Notariat in Persien*. Broch. offerte par l'auteur, M. le Dr W. Pappafava.

*New-Brunswick; Acts of the legislative Assembly*; mars-avril 1907. Vol. in-8° offert par le Gouvernement du Nouveau-Brunswick.

---

NOTICE SUR UN RÈGLEMENT DE L'EMPIRE OTTOMAN CONCERNANT LES ATTRIBUTIONS DES CONSEILS CANTONAUX (CONSEILS DE NAHIË), COMME JUSTICES DE PAIX ET TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE, par M. **Léon Lamouche**, chef de bataillon du génie, lieutenant-colonel de la gendarmerie impériale ottomane.

Un iradé impérial, en date du 22 juillet (4 août) dernier, a mis en vigueur un nouveau règlement concernant les attributions judiciaires des conseils cantonaux. Bien qu'il n'y ait pas là, à la vérité, une innovation, puisque les lois et règlements antérieurs,

notamment le règlement du 27 djemazy-ul-akhyr 1296 (5/17 juin 1879) sur l'organisation des tribunaux, confie déjà aux Conseils cantonaux le rôle de justices de paix et de tribunaux de simple police, avec une compétence égale à celle qui leur est reconnue maintenant, la mise en vigueur de ces dispositions, longtemps oubliées et tombées en désuétude, n'en constitue pas moins un progrès sérieux, car elle comble une lacune très sensible dans l'organisation judiciaire ottomane. Cette mesure mérite donc une certaine attention, surtout en ce moment où la question des réformes judiciaires à effectuer dans les trois vilayets de Roumélie est plus que jamais à l'ordre du jour.

Le nouveau règlement détermine la composition des Conseils cantonaux, leur compétence judiciaire, leur procédure en matière civile ou répressive.

D'après l'article premier, les attributions judiciaires, conférées par les articles 3 et 4 du règlement sur l'organisation des tribunaux aux Conseils cantonaux (*nahî medjlisleri*), sont exercées, sous la présidence du chef de canton (*mudir*), par une assemblée réunie quand il sera besoin, et composée de quatre membres choisis dans le Conseil des anciens (*ihliar medjlissi*) du chef-lieu de canton, ou dans les différents Conseils des anciens quand il en existe plusieurs dans la localité en question. Les membres du Conseil cantonal doivent appartenir aux différents éléments de la population du chef-lieu, quand celui-ci est habité par plusieurs nationalités (1).

Les fonctions de greffier sont remplies par le secrétaire cantonal (*nahî kiatibi*), et celles d'huissier par les gendarmes en résidence dans le canton, ainsi que par les gardes champêtres et forestiers.

Le Conseil peut siéger valablement si la moitié plus un de ses membres, le président compris, sont présents. Les membres du Conseil peuvent être récusés pour cause de parenté avec l'une

(1) Le canton (*nahî*) est, en Turquie, une circonscription administrative, subdivision de l'arrondissement (*kaza*). Il est administré par un fonctionnaire appelé *mudir* (litt., directeur) qui est le délégué du sous-préfet (*kaimakam*). Les villages sont administrés par un maire rural (*mouhtar*), et un Conseil communal dit Conseil des anciens (*ihliar medjlissi*). S'il existe dans le village plusieurs nationalités officiellement reconnues, chacune d'elles a son mouhtar et son Conseil des anciens. Les villes et les bourgs ont un mouhtar et un Conseil des anciens par quartier. En outre, les villes ont une municipalité urbaine (*beledié*), composée d'un président (*beledié réissi*), et d'un Conseil municipal.

des parties, d'inimitié contre elle, ou parce qu'ils auraient un intérêt matériel dans l'affaire en cause.

En cas d'absence du mudir, la présidence est exercée par un des membres du Conseil choisi par ses collègues (de préférence sachant lire et écrire le turc).

La compétence des Conseils de nahié fonctionnant comme justice de paix (*sulh mehhéméssi*) est déterminée de la façon suivante.

En matière civile, ils règlent *en conciliation*, sur le recours et du consentement des parties, les litiges dont l'objet ne dépasse pas une valeur de 1.500 piastres (1). Ils prononcent, en outre, en dernier ressort, sur les contestations qui n'auraient pas pu être réglées par voie de conciliation, et dont l'objet n'aurait pas une valeur supérieure à 150 piastres. Dans tous les cas, le Conseil doit d'abord s'efforcer d'amener les parties à régler leurs différends à l'amiable.

En matière répressive, le Conseil cantonal, fonctionnant comme tribunal de simple police, connaît de tous les faits qualifiés *contravention* (*kabahat*).

Le jugement est rendu en dernier ressort, si la peine encourue est une amende de 5 *bechliks* (2) au maximum, et à charge d'appel, si la condamnation comporte une amende supérieure à 5 *bechliks* ou une peine de prison. Les contraventions, énumérées aux articles 254 à 264 du Code pénal, sont punies d'amendes variant de 1 à 20 *bechliks* (1 fr. 10 à 22 francs), et d'emprisonnement de 24 heures à une semaine.

Les affaires sont portées devant le Conseil de nahié, au moyen d'une simple déclaration verbale du demandeur. Le défendeur est prévenu par un billet (*poussoula*) du mudir.

Les parties peuvent comparaître en personne ou se faire représenter par un mandataire.

La procédure, suivie en matière civile devant les Conseils de nahié, s'inspire principalement des dispositions observées devant les tribunaux de droit musulman, et c'est au Code canonique (*médjellé*) que renvoient le plus souvent les articles du

(1) La piastre de compte, dite *piastre or* (100<sup>e</sup> partie de la livre turque, vaut environ 22<sup>fr.</sup>7, la piastre argent, environ 22 centimes.

(2) Le *bechlik* est la pièce de 5 piastres, représentant environ 1 fr. 10. Actuellement, on l'appelle ordinairement *tchéïrek* (quart), parce que c'est le quart du *Medjidié* (pièce en argent valant théoriquement 20 piastres).

règlement que nous étudions (1). La preuve testimoniale et le serment décisore jouent le rôle principal dans cette procédure. Cependant, notre règlement n'observe pas à l'égard des documents écrits la même indifférence que la législation coranique, qui n'y voit que des demi-preuves toujours susceptibles d'être infirmées par le dire des témoins (2). Il est, au contraire, prescrit, à l'audience, aussitôt après avoir entendu l'exposé du demandeur et les explications du défendeur, si ce dernier ne reconnaît pas purement et simplement le bien fondé de la demande, auquel cas la cause est entendue, de demander aux parties si elles peuvent produire des reçus, ou autres documents écrits. On leur demande ensuite si elles entendent citer des témoins. A défaut de preuves écrites et de témoins, le tribunal, sur la requête d'une des parties (en principe, du demandeur), défère le serment à la partie adverse.

Dans les affaires relatives à des demandes de dommages-intérêts, le Conseil délègue un de ses membres qui, accompagné du secrétaire et assisté de trois experts, au moins, se rend sur les lieux pour déterminer la valeur du préjudice causé.

Si, au jour fixé, le défendeur est absent sans motif légitime et

(1) On sait qu'il existe en Turquie deux ordres de tribunaux, les tribunaux de droit musulman (*mehakim i chérié*), et les tribunaux réglementaires (*mehakim i nizamié*) jugeant d'après des codes imités de la législation française. Les premiers sont constitués par un juge unique, le *kadi* (ou son suppléant, le *naib*) et suivent une procédure archaïque, mais simple et rapide qui fait que parfois les plaideurs (même chrétiens) s'adressent à eux dans des cas où ils n'y sont pas obligés par la loi. Habituellement le kadi est en même temps président de la section civile du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de sa résidence.

(2) La défaveur où sont tenus, dans le droit musulman, les documents écrits, provient, paraît-il, de la crainte qu'il ne soit fait emploi de pièces falsifiées. Si l'on considère les usages observés par les Turcs en matière d'écriture, cette suspicion peut encore être fondée actuellement. La signature et le paraphe qui donnent, chez nous, l'individualité à un écrit, sont complètement inusités; ils sont remplacés par l'apposition d'un cachet. Ce procédé est assurément pratique, dans un pays où la majorité des habitants sont illettrés, mais il est toujours facile, si l'on possède une empreinte suffisamment nette, de faire fabriquer un faux cachet. L'encre dont se servent les Turcs n'est rien moins qu'indélébile. Il suffit de frotter soigneusement, avec le doigt légèrement mouillé, pour faire disparaître toute trace d'écriture. C'est ainsi que se font les corrections sur les documents turcs; aussi l'approbation des ratures, si importante pour nous, est-elle une formalité complètement inconnue en Turquie. On comprend que, dans ces conditions, la fabrication de pièces fausses ou la falsification des vraies puisse être facile.

ne s'est pas fait représenter, la cause est jugée par défaut, sous réserve du droit de la partie absente de faire opposition dans les délais fixés.

Si, dans un procès relatif à une dette, le débiteur, tout en reconnaissant son obligation, se déclare hors d'état de l'acquitter, le Conseil peut, s'il le juge à propos, lui accorder un délai dont il fixe le terme.

Les parties, qui ont déclaré faire appel aux témoignages, doivent donner les noms des témoins qu'elles ont l'intention de citer. Elles ne peuvent plus, ensuite, en appeler d'autres. De même, le plaideur ayant déclaré qu'il n'a pas de témoins à produire ne peut plus revenir ultérieurement sur cette déclaration.

En matière civile, les témoins ne prêtent pas serment; le Code musulman n'exige pas cette formalité. Ils se bornent à affirmer, d'une façon claire et précise, le fait sur lequel ils ont à déposer. Le témoin qui refuse de se présenter ne peut pas être contraint.

Un témoin absent pour cause de maladie peut être entendu à domicile, en présence des parties, par un délégué du Conseil, assisté du secrétaire. On peut procéder de même quand les témoins sont des femmes.

Conformément au droit coranique, les dépositions concordantes de deux hommes au moins, ou d'un homme et de deux femmes, sont nécessaires pour former une preuve complète.

Les témoignages des ascendants et descendants, ainsi que des époux, l'un par rapport à l'autre, d'un associé contre son co-associé dans une affaire concernant l'association, d'un tuteur ou d'un mandataire dans une cause intéressant son pupille ou son commettant, etc., ne sont pas admis. On doit repousser également ceux des personnes notoirement ennemies de la partie contre laquelle elles ont à déposer, des gens connus comme étant de mauvaise foi, des individus exerçant un métier déshonorant (1).

En outre, par application d'une disposition assez spéciale du droit musulman, le tribunal, sur la plainte d'une des parties, doit procéder, sur la valeur morale des témoins entendus, à une enquête secrète et publique, nommée *tezkié*. L'enquête secrète se fait au moyen d'un document confidentiel appelé *mestouré*, qui

(1) Bien que la plupart des dispositions concernant les témoins soient empruntées au droit coranique, il va sans dire qu'aucune allusion n'est faite aux dispositions de ce droit donnant une valeur spéciale au témoignage d'un musulman. Comme devant tous les tribunaux réglementaires, les sujets ottomans de tout culte sont parfaitement égaux.

contient l'objet de l'affaire, les noms des témoins et ceux des parties, et qui est communiqué à deux personnes au moins, notables et dignes de confiance, choisies parmi les habitants de chacune des localités où habitent les témoins soumis à l'enquête. Chacune de ces personnes donne son opinion sur le témoin qu'elle connaît en écrivant auprès de son nom, « il est ou il n'est pas digne de foi », et en apposant son cachet.

L'enquête publique s'opère en séance du Conseil, en présence des parties. Elle consiste dans l'interrogatoire des mouhtars, membres du Conseil des anciens, ou autres personnes du lieu de résidence du témoin, appelés à cet effet devant le Conseil.

Les témoignages dont l'enquête, secrète ou publique, a constaté la non-recevabilité n'entrent naturellement pas en ligne de compte pour la détermination de la décision du Conseil.

Si un témoin se rétracte avant que la décision soit intervenue, son témoignage est considéré comme nul et non avenu. Si la rétractation se produit après le prononcé du jugement, celui-ci n'en est pas infirmé, mais le témoin est passible de dommages-intérêts à l'égard de la partie condamnée. Ces dispositions sont conformes aux règles du droit musulman.

A défaut de preuves écrites et de témoignage valables, la cause est décidée par le serment déféré par l'une des parties à la partie adverse, ainsi qu'il a été dit plus haut.

L'affaire ayant été expliquée à celui à qui le serment est déféré, on lui demande : « Prêtez-vous serment sur cette question » ? Après avoir répondu : « oui », il affirme sa déclaration en invoquant le nom de Dieu ; par exemple, si la revendication du demandeur porte sur une dette, le défendeur déclarera : « par Dieu (*v Allahi*), je ne dois pas telle somme à cet homme ».

Le refus explicite de prêter serment, ou le refus implicite résultant du silence de celui à qui le serment est déféré, sont reconnus comme aveux d'impuissance décidant l'affaire en faveur de la partie adverse.

La procédure en matière répressive est, comme en matière civile, simple et expéditive. Les affaires sont introduites devant le Conseil, soit sur la plainte verbale des personnes lésées, soit sur la dénonciation des fonctionnaires ou agents auxquels est attribuée la police judiciaire, tels que les maires (mouhtars), membres des Conseils des anciens, gardes champêtres ou fores-



tiers, ou de toute autre personne ayant connaissance du fait délictueux.

Les accusés sont convoqués devant le Conseil par un billet du mudir. Les personnes lésées peuvent intervenir au procès en qualité de partie civile (*muddé i chahsi*). Il n'est pas constitué d'organes spéciaux du ministère public ni de la défense.

Au commencement de l'audience, il est donné lecture des procès-verbaux dressés à l'occasion de l'affaire, s'il en existe, puis la partie civile est interrogée sur sa plainte, et l'accusé entendu dans ses explications. On appelle ensuite les témoins, qui, contrairement à ce qui a lieu en matière civile, prêtent serment de dire la vérité sans rien ajouter ni retrancher. Le témoignage n'est pas admis de la part de parents en ligne directe de l'accusé, de frères ou d'époux même après divorce. Pourtant, si des témoins se trouvant dans ces conditions ont été entendus sans protestation de la part de l'accusé ou de la partie civile, il est tenu compte de leur témoignage dans le prononcé du jugement.

Le témoin cité en matière pénale, qui, sans cause légale, omet deux fois de répondre à la convocation du Conseil, peut être amené de force par la police judiciaire du nahié. Le témoin malade peut, si cela est indispensable, être entendu à domicile par un délégué du Conseil, accompagné du secrétaire.

Si l'accusé, sans excuse valable, ne se présente pas au jour fixé, il est procédé contre lui, par défaut. Il conserve le droit, comme en matière civile, de faire opposition dans les délais légaux.

Le Conseil, ayant décidé sur l'action pénale, examine les demandes de dommages-intérêts si elles ne dépassent pas 150 piastres, limite de sa compétence en matière civile.

Toutes les décisions du Conseil sont prises le jour même, à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les Conseils de nahié ne délivrent pas de jugements; ils rédigent simplement, sur un registre *ad hoc*, leur décision dont connaissance est donnée verbalement aux parties.

Une expédition en est toujours remise à la partie jugée par défaut. Des copies certifiées des décisions rendues contradictoirement sont également remises sur leur demande aux parties, en vue, soit de l'exécution, soit du pourvoi en appel ou en cassation. En matière pénale, la signification, prévue par le Code de

procédure criminelle, en cas de jugement par défaut, est remplacée par la remise à l'intéressé, en personne ou à son domicile, d'un extrait de la décision qui le concerne. Dans tous les cas, des extraits certifiés des jugements rendus en matière pénale sont envoyés, pour exécution, au procureur impérial (1) près le Tribunal de première instance du chef-lieu de kaza (arrondissement).

Les jugements rendus en première instance par les Conseils de nahié sont portés en appel devant le tribunal de première instance (*bedaiet mehkémessi*) du chef-lieu du kaza auquel appartient la nahié. En matière pénale, les jugements par défaut susceptibles d'appel peuvent, à la volonté de l'intéressé, être attaqués par voie d'opposition devant le Conseil même qui a prononcé la première fois, ou bien portés directement en appel devant le tribunal de première instance.

Les délais d'opposition sont de huit jours en matière civile, de cinq jours en matière pénale. Les délais d'appel et de pourvoi en cassation sont, en matière civile, ceux prévus par le Code de procédure civile; en matière pénale, ils sont respectivement de dix et de huit jours.

L'exécution des jugements rendus par les Conseils de nahié est confiée aux autorités judiciaires du chef-lieu du kaza, c'est-à-dire au personnel des tribunaux de première instance (2).

La procédure devant les Conseils cantonaux est absolument gratuite; les pièces y afférentes sont exemptes des droits de timbre, et aucune taxe ne peut être exigée des parties sous quelque nom que ce soit.

Le fonctionnement des justices de paix est placé sous la surveillance directe des procureurs près les tribunaux de première instance, qui doivent inspecter tous les trois mois celles qui se trouvent dans leur ressort, et rendre compte, par écrit, de leurs observations, aux inspecteurs judiciaires des vilayets.

La création de tribunaux cantonaux est évidemment suscep-

(1) Le titre officiel de ce magistrat est, en turc : *muddé-i-'oumoumi muavini*, c'est-à-dire *adjoint (substitut) du procureur général*, mais ses attributions sont exactement celles du procureur de la République en France.

(2) Il existe auprès de chaque tribunal un organe spécial, dit *Bureau exécutif (Idjra dairéssi)*, chargé de l'exécution des jugements en matière civile ou commerciale, et fonctionnant sous les ordres du président du tribunal.

tible de rendre d'importants services à la population rurale, qui, bien souvent, se plaignait de ne pouvoir obtenir justice dans des litiges de peu d'importance, parce que les frais de procédure, augmentés des dépenses, pertes de temps, etc., entraînées par un voyage au chef-lieu de l'arrondissement, dépassaient la valeur de l'objet en cause. Les tribunaux de paix, dont le nouveau règlement tend à rendre effective l'institution (1), mettent, tout au moins en théorie, à la portée des habitants des villages, une justice gratuite, simple et rapide.

On ne peut, cependant, se dissimuler que le règlement que nous venons d'analyser ne donne lieu à un certain nombre de critiques.

Celle qui se présente la première est que la composition des Conseils de nahiés ne répond guère à l'idée d'un corps judiciaire. Le président, le mudir, est un fonctionnaire administratif, les juges sont de simples villageois. Mais il n'était guère possible de lui donner une autre composition; l'institution de juges de paix spéciaux eût été impossible, tant à cause des dépenses entraînées, que de la difficulté de recruter un personnel idoine et assez nombreux. D'ailleurs, les faits, nécessairement très simples, qui rentreront dans la compétence, si limitée, de ces tribunaux ruraux, ne demandent, pour être jugés correctement, que de l'équité et du bon sens, qualités qui se rencontrent souvent chez des paysans, même illettrés.

La disposition, édictée à l'article premier, d'après laquelle le Conseil de nahié est composé de membres pris dans le ou les Conseils des anciens du chef-lieu de canton, au lieu d'être choisis dans les différents villages, permet la réunion plus fréquente de ce Conseil et évite les frais de déplacement, mais il est à craindre que le désir formellement exprimé, que ce Conseil comprenne des membres des différentes fractions de la population, ne soit pas toujours réalisé, car il est possible que la composition de la population d'un chef-lieu de nahié ne corresponde pas à celle du canton entier; il arrive, par exemple, qu'un chef-lieu soit exclusivement chrétien, alors que certains villages du canton sont musulmans, ou réciproquement (2). On n'a pas non

(1) Les premiers installés de ces tribunaux ont commencé à fonctionner dans le courant du mois de septembre n. st.

(2) Au moment où nous écrivons, un projet, tendant à obvier à cet inconvénient, est soumis à la sanction impériale. Dans les nahiés où la composition de la population du chef-lieu est différente de celle des villages,

plus prévu les cas tels que celui de la nahié de Tchaï-Aghzy (kaza de Serrès), dont le chef-lieu n'est pas un village, mais un simple groupe de bâtiments administratifs, konak du mudir, douane, postes de gendarmerie et de troupe, qui, naturellement, ne possède pas de Conseil des anciens. Il est vrai que très peu de nahiés se trouvent dans ce cas et que l'on a déjà commencé à transférer les chefs-lieux de certaines d'entre elles dans d'autres localités.

La manière dont les membres du Conseil de nahié seront choisis parmi les *anciens* n'est pas indiquée clairement, non plus que le mode de remplacement des conseillers récusés, si leur nombre fait descendre l'effectif du Conseil au-dessous du quorum exigé. D'après des renseignements qui nous ont été donnés, les membres des conseils de nahiés doivent être désignés par les *kaimakams* (au chef-lieu du sandjak, par les *mutessaris*).

On peut se demander aussi si la disposition, en vertu de laquelle l'exécution des jugements des Conseils cantonaux est confiée au personnel judiciaire du chef-lieu d'arrondissement, n'est pas de nature à supprimer une partie des avantages de la nouvelle juridiction; les justiciables, après avoir obtenu gratuitement et rapidement un jugement en leur faveur, pourront se trouver exposés à des formalités et à des déplacements pour en poursuivre l'exécution. Il est vrai que cette question, en Turquie, est très délicate, et que laisser l'exécution des jugements aux autorités des nahiés pourrait entraîner beaucoup de difficultés et d'abus.

Mais la principale critique que l'on peut faire à l'organisation des tribunaux cantonaux ne porte pas sur ces tribunaux eux-mêmes, mais sur l'institution des cantons (nahiés). Et à ce sujet quelques mots d'explication sur la nature exacte de ces circonscriptions administratives sont nécessaires.

Tous les documents concernant la division politique de l'Empire, depuis la loi des vilayets du 21 janvier 1871, prévoient que, de même que les *sandjaks* (préfectures) se divisent en *kazas* (arrondissements), ceux-ci se divisent à leur tour en *nahiés* (cantons). Ces nahiés devaient être même des circonscriptions très petites, composées seulement de quelques villages (1);

les membres du conseil de nahié seront pris, au besoin, parmi les membres des conseils des anciens des localités les plus rapprochées du chef-lieu.

(1) D'après les lois existantes, mais non appliquées, toute agglomération ou groupe d'agglomérations comptant 200 maisons devrait former une nahié.

d'après l'esprit des règlements en question, elles constitueraient des espèces de municipalités cantonales, dans le genre de celles que la Constitution de l'An III avait instituées en France. C'est pourquoi les Turcs affectent volontiers de traduire le mot *nahi* par *commune* ou *mairie*, et *mudir* par *maire*, ce qui, dans la situation actuelle, tout au moins, est absolument inexact. Dans la réalité, les nahiés ne sont pas des subdivisions régulières se partageant toute la surface d'un kaza, comme nos cantons dans l'arrondissement, ce sont des fractions du kaza auxquelles, pour des motifs spéciaux et très divers, par exemple l'éloignement du chef-lieu d'arrondissement, la difficulté des communications, la présence d'une localité importante, etc., on a donné une existence administrative distincte, sous l'autorité d'un fonctionnaire, le mudir, dont les attributions reproduisent, à un degré inférieur, celles du kaïmakam (sous-préfet). Aussi la répartition et la composition des nahiés sont-elles très irrégulières. Certains kazas n'en possèdent aucune, la plupart en ont une seule, d'autres, 2, 3 ou 4.

Un très petit nombre de ces nahiés se composent d'un seul village, très important; quelques-unes en comptent plus de 30, dont certains se trouvent nécessairement très éloignés du chef-lieu. Dans tous les kazas, la majorité des villages, dans quelques-uns la totalité, restent donc en dehors des nahiés et dépendent directement de la sous-préfecture. Le kaza de Serrès, par exemple, l'un des plus importants du vilayet de Salonique, se compose de 163 villages. Il comprend 3 nahiés formées, l'une d'un seul village, la deuxième de 32, la troisième de 16. Il reste donc plus de 100 villages sous l'administration directe du mutessarif (préfet) (1). Quelques-uns de ces villages sont à 40 ou 45 kilomètres du chef-lieu.

Or, le règlement sur les justices de paix ne tient pas compte de toutes ces localités, qui restent en dehors des nahiés, et qui représentent la plus grande partie du territoire et de la population des vilayets (2). Il n'y fait aucune allusion, et ne leur est, par conséquent, pas applicable de plein droit. Il y avait là une lacune des plus graves qui annulait, en grande partie, l'effet

(1) Les kazas, dont le chef-lieu est en même temps chef-lieu de sandjak, n'ont pas de kaïmakam; il y en a un, au contraire, pour le kaza chef-lieu du vilayet (gouvernement général).

(2) Dans l'ensemble des vilayets de Roumélie, près des 4/5 des villages ne font partie d'aucun nahié.

utile de la nouvelle réglementation. Aussi y a-t-on pourvu par des instructions spéciales d'après lesquelles, pour les chefs-lieux de kazas et les villages qui en dépendent directement (c'est-à-dire ne font partie d'aucune nahié), les fonctions de juge de paix seront remplies par les présidents de la section civile ou de la section correctionnelle des tribunaux de 1<sup>re</sup> instance (selon qu'il s'agira d'affaires civiles ou répressives) assistés de deux juges de leurs sections respectives. Ces magistrats procéderont en conformité du règlement sur les justices de paix. On peut se demander s'il est bien nécessaire d'affecter trois magistrats à ces fonctions, qui pouvaient sans doute être très bien remplies par un juge unique, comme en France et dans beaucoup d'autres pays, ou par un juge assisté de deux assesseurs pris parmi les habitants comme dans les *Schöffengerichte* allemands.

Malgré tout, certains villages, surtout dans les kazas qui ne renferment aucune nahié, restent très éloignés du siège de la justice de paix et la nouvelle institution ne produira tout son effet que lorsqu'elle aura été suivie d'une réorganisation des nahiés devenant de véritables cantons, de superficie et de population restreintes et embrassant tout le territoire des kazas.

On peut espérer, d'ailleurs, que cette réforme s'opérera bientôt, tout au moins dans les trois vilayets de Roumélie, car elle entre dans les intentions de l'inspecteur général Hilmy-Pacha. Au cours des quatre dernières années, un certain nombre de nahiés nouvelles ont été créées. Cette année, on a commencé à s'occuper de la réorganisation du personnel administratif de ces subdivisions. Une décision récente a augmenté les appointements des mudirs en les répartissant en trois classes, suivant l'importance des nahiés; les fonctionnaires de ces trois classes toucheront respectivement 800, 700 et 600 piastres. Les *secrétaires de nahiés*, qui seront désormais adjoints à tous les mudirs, recevront 250 ou 200 piastres par mois suivant leur classe (1).

En résumé, l'institution des justices cantonales, telle qu'elle résulte du règlement que nous venons d'examiner et des modi-

(1) Il ne faut pas perdre de vue, pour apprécier la valeur relative de ces traitements, que les chefs-lieux de nahiés ne sont que de gros villages, où la vie est peu coûteuse, et les occasions de dépenses, nulles. Cependant les appointements des secrétaires paraissent faibles; le secrétaire de 2<sup>e</sup> classe reçoit autant qu'un caporal de gendarmerie à pied qui, lui, est logé par l'État.

fications qui lui ont déjà été apportées ou sont en préparation, peut rendre à la population d'utiles services, à condition que l'organisation des nahiés soit réformée et étendue à l'ensemble du territoire, que le recrutement des mudirs soit fait avec soin, et que la surveillance des procureurs sur l'activité judiciaire des Conseils de nahiés soit régulière et effective.

---

NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'ANNUAIRE  
DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

Le Secrétaire général a l'honneur d'informer Messieurs les membres de la Société que le corps de l'*Annuaire de législation étrangère* de 1906 (lois de 1905) est tiré depuis le mois de septembre 1907, mais que les tables ne lui ont pas encore été remises par le secrétaire chargé de leur confection. Par suite de ce retard extrêmement regrettable, le volume ne pourra être distribué que dans le courant du mois de janvier 1908.

---

## CHRONIQUE LÉGISLATIVE

### CHAMBRES SUÉDOISES

1905-1907.

*Crise de l'Union avec la Norvège.* — La période triennale dont nous allons retracer les traits caractéristiques a été malheureusement signalée par des fautes et par des maladresses commises tant par des gouvernants que par les gouvernés, et spécialement par des groupes d'origine et de nature diverses, qui ont fini par l'emporter momentanément sur le bon sens de la majorité de la population laborieuse, calme, fidèle et résignée jusqu'à l'indolence. Par contre, cette époque marque aussi une phase de renaissance et de résurrection de l'esprit national et de sa force, temporairement déprimés par un libéralisme bâtarde. Le temps de retracer exactement le cours des événements n'est pas encore venu. On n'est pas aujourd'hui en pleine possession des documents.

Il n'est pas encore possible de juger sainement les faits. Il n'est pas permis de divulguer, au jour le jour, ce qu'on dit des mobiles cachés et des actes qui se sont passés dans la coulisse. Les acteurs du drame, à peu d'exceptions près, courent encore les rues, en menaçant d'un démenti officiel, vrai ou hypocrite, toute explication à raison des circonstances, insuffisamment documentées.

L'année 1904 s'était terminée par la défaite morale du gouvernement, qui se trouva dans l'impossibilité de sauvegarder les intérêts de l'État. L'année 1905 commença dans les mêmes conditions. La chute qui suivit, peu de temps après, montra que l'habitude d'emmêler les fils d'une intrigue ne garantit pas la capacité de débrouiller ensuite chaque échec-vau, quelque confiance que l'on ait en soi-même. On risque un échec en pensant :

ἀρεθωτῶ καὶ περιφρονῶ τὸν ἑλπίον<sup>(1)</sup>.

Au mépris des débats ouverts dans les Chambres au sujet des négociations relatives à la création d'une représentation consulaire spéciale à la Norvège, et malgré la divergence d'interprétation portant sur les points essentiels du communiqué ou plutôt des communiqués des deux gouvernements suédois et norvégien, présentés aux assemblées nationales en 1903 (*Bulletin* 1904, p. 434-5), le gouvernement suédois avait

(1) *Aristophane, Νεφέλαι*, v. 1503.



suivi la pente sur laquelle il s'était engagé. En se basant sur le principe au sujet duquel les négociateurs suédois et norvégiens « s'étaient mis d'accord », c'est-à-dire sur ce fait qu'il ne serait pas impossible d'installer des consulats particuliers pour chaque pays, on avait demandé à l'autorité royale de continuer les négociations à l'effet d'aboutir à un arrangement maintenant sans changement la position du ministre des Affaires étrangères et des légations, sauf à élaborer les lois similaires réglant les rapports entre ledit ministre et la diplomatie d'une part, et entre lui et les consulats séparés, d'autre part. Des projets de lois en ce sens avaient déjà été préparés.

M. Hagerup en avait présenté un conçu de telle sorte que l'on aurait pu douter qu'il s'agît d'une loi intéressant l'Union, si l'article dernier n'avait contenu une disposition portant que l'entrée en vigueur de ladite loi dépendait de l'adoption d'une loi similaire « dans l'autre des royaumes unis ». On s'aperçut, en outre, avec surprise que les rapports des consuls norvégiens avec le ministre des Affaires étrangères et les légations communes étaient devenus tellement relâchés que le ministre ou les légations ne pouvaient ni donner des instructions obligatoires aux consuls norvégiens, ni les révoquer, ni intervenir par la voie disciplinaire pour prévenir ou réprimer des actes compromettant les relations avec les puissances étrangères. Aucune mesure n'était prise pour trancher les différends pouvant surgir entre le ministre des Affaires étrangères et la direction consulaire norvégienne. Personne, pas même les Norvégiens, ne pouvait douter qu'un projet si peu sérieusement établi ne fût juridiquement inadmissible. Bien que M. Hagerup eût formellement déclaré, au Storting, qu'en général on ne pouvait rien apprendre de son adversaire, M. Blehr, il accepta cependant les conclusions énoncées; celles-ci portaient que les lois similaires et intangibles qui, d'après le communiqué, ne pouvaient être ni modifiées, ni abrogées sans un accord commun, ne resteraient pas en vigueur plus de temps que la communauté diplomatique à laquelle les Norvégiens étaient libres de renoncer, suivant leur bon plaisir. « Il va de soi, disait-il, que la direction consulaire norvégienne ne doit pas émettre des instructions contraires à celles du ministre des Affaires étrangères. » Il « ne convient pas, ajoutait-il, de prévoir dans la loi de la déloyauté de la part d'une administration publique ». Le contre-projet suédois ne pouvait pas perdre de vue la possibilité de divergences d'opinions et ne tendait qu'à prévenir des empiètements de la part des consuls séparés, et à assurer au ministre des Affaires étrangères le minimum d'autorité réelle strictement indispensable, dans le cas où l'union se fût perpétuée; on déclara franchement, du côté de la Norvège, qu'une discussion était inutile, si le gouvernement suédois maintenait sa manière de voir (1).

(1) Pour les détails, qu'il serait trop long de reproduire ici, voyez *Nord-lund*, la crise suédo-norvégienne, Paris, 174, boulevard Saint-Germain, 1905, où les documents publiés sont insérés.

Cependant, M. Boström, président du conseil vers la fin de 1904, à l'époque où la situation commençait à devenir tendue, avait obligé à démissionner son collègue, M. le ministre des Affaires étrangères; ses partisans laissaient entendre que ledit collègue avait, à l'insu de son chef, dépassé ses pouvoirs.

Peu après le 16 janvier 1905, les Chambres suédoises se réunirent, et le parti libéral, enclin à favoriser la Norvège, se hâta de rédiger une adresse au gouvernement, le sollicitant de prévenir une rupture.

M. Boström fit préparer une communication au gouvernement norvégien, datée le 30 janvier, très ou plutôt trop modérée, dans laquelle il offrait de continuer les négociations.

Du côté norvégien, on répliqua qu'on n'estimait pas à s'expliquer davantage. Dès lors, les négociations furent rompues par un décret royal du 7 février; M. Hagerup déclara, le jour suivant, au Storting, d'un ton d'oracle, que la situation actuelle était « insoutenable » et qu'elle ne pouvait pas se prolonger *sans mettre en péril les relations pacifiques entre les deux peuples*; la presse norvégienne fut unanime à traiter M. Boström de traître.

M. Boström, qui, lors de la déplorable campagne menée contre le brave général Ihorén (*Bulletin* 1897, p. 504-5), avait recherché, de la façon la plus singulière et la plus illogique, l'intimité des radicaux, en oubliant presque l'adage connu : « si vis pacem para bellum »; que fit-il?

En jetant le manche après la cognée, tout à fait comme s'il avait pensé :

ἐγὼ γὰρ ἤττων μὲν λόγος· οἱ' αὐτὸ τοῦτ' ἐκλήθην (1),

il abandonna le champ de bataille sans se donner la moindre peine pour apaiser l'orage qu'il avait plus que tout autre contribué à provoquer. Il n'eut pas même le soin de se faire remplacer par un successeur prêt à marcher pour dominer la situation. On prétend au contraire que l'on avait fait savoir à l'ennemi qu'on ne voulait pas monter à cheval pour le maintien de l'union, qui en effet, étant donné ce qu'elle était devenue ne valait pas la vie d'un grenadier. On savait que la Norvège était encouragée à préparer la révolution de sorte qu'on pouvait considérer comme un coup d'épée dans l'eau l'offre solennelle faite à la Norvège, encore une fois, de resserrer complètement le contrat de l'union sur les bases les plus libérales, mais à la condition que l'unité de direction des Affaires étrangères (condition indispensable de l'union, si elle devait subsister) fût sauvegardée (Voir le protocole devant S. A. R. du 5 avril 1905, inséré dans l'appendice de la brochure précitée de *Nord-lund*, p. 78).

Nous ajouterons que les Chambres, dans une adresse à S. M. le Roi, en date du 15 mai 1905 (huit jours avant la clôture de la session ordinaire)

(1) *Aristophane, Νεφέλαι*, v. 1038.

déclarèrent qu'elles adhéraient aux vues du gouvernement. Nous passerons sous silence les actes insurrectionnels des ministres norvégiens, pour mentionner seulement la fameuse adresse du 7 juin, dans laquelle le Storting invita poliment le Souverain légal à faire accepter le titre de roi de Norvège à un prince de la maison Bernadotte, c'est-à-dire à un de ses fils ou petits-fils.

Le gouvernement, à Stockholm, n'était pas disposé à écouter l'avis de l'autorité militaire compétente. On se borna à convoquer les Chambres (ce qui était obligatoire) pour délibérer sur les mesures à prendre à raison des démarches du Storting, contraires aux lois réglant l'Union des deux pays, et aux termes desquelles cette Union ne pouvait être rompue qu'en vertu d'un accord intervenu entre les parties intéressées. Les Chambres se réunirent le 20 juin, elles reçurent immédiatement communication d'une note rédigée sans élan et tendant à faire accorder au gouvernement l'autorisation d'entrer en pourparlers avec la Norvège au sujet des conditions d'une dissolution légale de l'Union; les pouvoirs publics de la Suède, après avoir approuvé les conditions, devaient examiner la question de l'abrogation de l'acte d'Union, et de la concession *définitive* de sa dissolution. On fut surpris de voir confier un pareil mandat au gouvernement alors au pouvoir.

Sur l'avis rédigé avec beaucoup de clarté par la Commission, nommée pour l'examen de ces questions, aussi délicates qu'importantes et complexes, les Chambres arrêterent en premier lieu les conditions suivantes (1) auxquelles elles subordonnèrent leur adhésion à la dissolution de l'Union, encore légalement existante :

« Le peuple norvégien devait, par un plébiscite direct ou par l'entremise d'un Storting spécialement élu à cet effet, proclamer son désir de voir l'Union dissoute.

Une demande formelle dans ce but devait être présentée à la Suède de la part de la Norvège.

Les fortifications frontières seraient démantelées.

Une zone neutre serait établie, dans laquelle les deux États s'interdiraient de construire des fortifications, des ports de guerre ou des dépôts de munitions.

La Suède serait soustraite à toute responsabilité, quant à l'exécution, de la part de la Norvège, des traités conclus avec les puissances étrangères pour les royaumes unis ».

Les Chambres affectèrent par avance un crédit de 100 millions de couronnes pour faire face aux mesures éventuelles.

Le gouvernement, sortant enfin de sa torpeur, se décida à démissionner.

(1) Des conditions particulières furent posées pour la protection des lapons nomades, pour le trafic en transit et pour les cours d'eau franchissant les frontières.

Un ministère de coalition fut constitué; les membres les plus éminents, M. Lundeborg, grand propriétaire et ancien officier du génie de la garde, président du conseil; M. le comte de Wachmeister, président de l'administration des domaines, ministre des affaires étrangères; M. le colonel Tingsten, ministre de la guerre et M. Lindman, capitaine de vaisseau, ministre de la marine, furent, à la fois, les coryphées les plus distingués du mouvement national.

Une grande escadre cuirassée, sous vapeur, s'embossa dans le Kattegatt. Des bataillons et des escadrons furent réunis en secret près de la frontière. Les croiseurs pouvaient arriver jusqu'à Christiania sans être aperçus.

Grâce à la maladresse de quelques-uns et aux efforts d'éclaireurs déguisés, les plans de mobilisation et les ordres secrets de l'adversaire tombèrent entre des mains qu'on ne soupçonnait pas, pendant que les soldats, du côté opposé, dans des accès de frayeur, mitraillaient des troupeaux trop bruyants, à l'est de la frontière. Circonvenus à leur insu, les négociateurs norvégiens, frappés du danger militaire imminent et prenant en considération l'état des finances, souscrivirent, après quelque résistance, aux conditions de la Suède.

Les Chambres, qui s'étaient séparées le 3 août, se réunirent de nouveau le 2 octobre. Après des débats pleins de calme et dignité, pendant lesquels M. le baron de *Klingspor* prononça ces paroles remarquables : « C'est le libéralisme qui a tué l'Union », elles approuvèrent les projets préliminaires de conventions élaborés à Carlstad. Enfin, le 26 octobre, le *Journal officiel* annonça que l'Union, qui aurait dû être une garantie pour la paix et l'indépendance de la péninsule scandinave, ainsi qu'un rempart de la civilisation, avait cessé d'exister.

La séparation était un fait accompli, mais, malgré tout, une tache, car,

εις πάντας ἀνθ' ἐνός τόδ' ἔργον ἦν(1);

L'adversaire a-t-il gagné à la séparation? C'est à lui de le dire. Pour la Suède, le résultat en a été, malgré les cabales des agitateurs socialistes, nageant entre deux eaux, une évolution considérable de forces dans tous les domaines de l'intelligence et de l'activité nationale.

Pourtant la crise ne s'est pas terminée immédiatement. Il restait à dissiper le *norvégianisme* interne.

Le ministère n'était pas homogène. A quelle fraction devaient donc revenir la direction politique et le pouvoir, l'affaire de l'Union une fois écartée?

Par raison de santé, M. le président du conseil avait le désir de résigner ses fonctions, étant donné, surtout, que M. le comte de Wachmeister était peu disposé à conserver les siennes.

(1) Æschyle, Ἐπὶ ἐπὶ Θηέας, v. 10.501.

Dans ces conditions, le pouvoir échut, par un effet du hasard, aux radicaux. Toutefois, le ministre de la guerre resta à son poste. Mais le nouveau cabinet ne put subsister que pendant sept mois. Il fut remplacé par un gouvernement national progressiste, prêt à servir fidèlement le bien *public*.

*Système électoral.* — Le ministère Boström, du 5 juillet 1902, avait eu le dessous dans la question de l'Union : il ne réussit pas davantage dans les démarches qu'il fit pour obtenir une prompte solution du problème du suffrage politique.

Au cours de la session ordinaire de 1905, M. Boström présenta de nouveau son projet de loi de 1904 sur la capacité électorale, quelque peu modifié et basé sur le principe de la représentation proportionnelle, pour l'élection de la deuxième Chambre (*Bull.*, 1904, p. 446). La méthode proposée laissait assez à désirer. On considérait les partis, fractions, groupes, ligues et brigues comme des entités nécessaires et immuables. Néanmoins, le projet fut voté par la première Chambre avec cette modification, toutefois, que l'obligation de payer des contributions directes serait exigée comme condition de la capacité électorale. Il échoua à la seconde Chambre, où quelques proportionnalistes chancelèrent au moment décisif, et votèrent contre le gouvernement.

Le ministère du 31 octobre ou, tout au moins, son chef, regarda dès lors, en conséquence de ce vote, le proportionnalisme comme supprimé de l'ordre du jour. Cependant, les élections générales pour la seconde Chambre ayant eu lieu au cours de l'automne 1905, ne fournirent pas au Gouvernement une majorité effective et dévouée. Au contraire, celui-ci se trouva, de fait, en minorité. Sur 230 députés, 104 seulement se déclarèrent pour lui ; c'étaient les membres les plus radicaux du parti libéral. Dans certains cas, ceux-ci pouvaient compter sur une alliance avec les 13 députés socialistes, ainsi que sur l'appui de quelques indépendants (les s. d. sauvages). Dans la première Chambre, la grande majorité se composait d'adversaires déclarés du nouveau système et de ses représentants. Le Gouvernement ne pouvait donc pas, dans les affaires de grande importance, conserver la direction politique, à moins d'être appuyé par des adversaires qu'il prétendait mépriser et que ses partisans injuriaient sans cesse.

Le projet de loi concernant la capacité électorale qui fut présenté par le Gouvernement aux Chambres, au cours de la session ordinaire de 1906, tout en maintenant la plupart des anciennes dispositions relativement aux circonscriptions électorales et au scrutin, reconnut le droit de suffrage à tout citoyen suédois à partir de l'âge de 24 ans pourvu : 1° qu'il fût en règle avec l'État et la commune, quant au paiement de ses contributions ; 2° qu'il eût accompli son service militaire dans la mesure où l'obligation lui en était imposée ; 3° qu'il ne fût ni interdit, ni

en état de faillite, et enfin 4<sup>e</sup> qu'il ne fût pas redevable envers l'Assistance publique.

Cette loi fut votée par la deuxième Chambre à la majorité de 134 voix contre 94; mais la première Chambre la rejeta. Afin d'avoir plus facilement raison de l'opposition que lui faisait cette dernière Chambre, le ministère eut l'indiscrétion de demander au Souverain la dissolution de la seconde Chambre et de nouvelles élections. Cette proposition ayant été rejetée, les ministres ne pouvaient que donner leur démission. Le nouveau ministère fut constitué sous la présidence de M. Lindman, ancien ministre de la marine.

Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Guerre restèrent à leurs postes dans le nouveau Cabinet, et le gouvernail de l'État se trouva derechef, entre les mains des conservateurs. La première tâche que se proposa le nouveau Cabinet fut de régler la question brûlante du suffrage politique. Après des enquêtes consciencieuses, le Gouvernement présenta son projet, à la session ordinaire de 1907, où, malgré l'opposition désespérée des anciens ministres et du parti radical, divisé en fractions, il fut voté par les deux Chambres, avec quelques modifications. Il ne deviendra, toutefois, définitif qu'après avoir été approuvé par la Diète de 1909 (Voir *Bulletin*, 1891, p. 135).

Quant à la capacité électorale, le nouveau projet concorde avec celui du ministère démissionnaire; seulement le principe de la proportionnalité pour l'élection des deux Chambres y est introduit. Les dispositions de détail sont insérées dans une loi spéciale. La circonscription électorale sera, pour la deuxième Chambre, le département (autrefois, c'était l'arrondissement, la ville ou bien un groupe de villes). Le cens électoral pour la première Chambre a été réduit. Les membres de cette Chambre toucheront une indemnité équivalente à celle des députés. Ils seront élus pour six ans. La Chambre se renouvellera par sixième, chaque année. Les dispositions concernant les élections municipales sont également modifiées en faveur des citoyens jouissant de revenus modestes. Par suite, l'influence indirecte des couches inférieures de la Société dans les élections, même pour la première Chambre, sera notablement accrue.

Comparées aux affaires mentionnées ci-dessus, toutes les autres questions, quelque grande que soit leur importance, restent au second plan. Nous allons, cependant, les passer en revue.

**Finances.** Le budget s'élève: pour 1906, à 179.270.000 couronnes; pour 1907, à 193.383.000, et, pour 1908, à 202.375.000 couronnes. Les recettes ont été calculées avec prudence. Les budgets ont régulièrement fourni des excédents assez considérables. Les dispositions relatives aux impôts directs ont été modifiées dans ce sens que les contributions de l'année courante doivent se calculer d'après les revenus de l'année précédente. Le devoir d'en faire la déclaration a été étendu aux contribuables dont le revenu s'élève à la somme de 1.000 couronnes. Le ver-

sement des cotisations aura lieu à la fin de l'année courante. La mise en pratique du nouveau système exige une augmentation de l'impôt pour 1908.

*Législation civile.* — Sur l'initiative du Gouvernement, les Chambres ont voté, en 1905, une loi sur la vente et l'échange des biens meubles. Le projet a été élaboré par une des dernières commissions scandinaves mixtes (qui ne sont plus, aujourd'hui, que des curiosités historiques). Cette loi, très courte, calquée sur des modèles contemporains, a été promulguée le 20 juin 1905; ses effets ne sont pas limités aux commerçants seuls. A ce propos, il convient de rappeler que, d'après la loi du 20 juin 1905, à Stockholm, ainsi que dans deux autres villes d'une population élevée, Gothembourg et Malmœ, les tribunaux de première instance, jugeant en matière commerciale, doivent être composés de deux membres jurisconsultes, et deux membres exerçant une profession commerciale.

Un nouveau projet de loi, concernant l'arbitrage en matière de litiges portant sur des questions d'intérêt nées à l'occasion du travail (voir *Bulletin* de 1904, page 444), a été présenté par le Gouvernement; ce projet a été voté par les Chambres, pendant la session ordinaire de 1906. La loi, promulguée le 31 décembre 1906, s'applique non seulement aux différends entre patrons et ouvriers, mais aussi aux différends entre patrons et entre groupes différents d'ouvriers. Pour l'application de la loi, le royaume est divisé en sept districts. Le Gouvernement nommera, pour chaque district, un arbitre, à qui incombera le devoir d'étudier les mouvements sur le terrain du travail, d'agir en vue d'aplanir les différends, d'offrir son intervention aux deux parties et de leur proposer des négociations ou d'autres mesures à prendre, y compris l'arbitrage obligatoire, le tout selon les dispositions de la loi et de l'instruction spéciale datée du même jour, 31 décembre 1906.

Afin de prévenir l'extinction de la classe des paysans indépendants dans les provinces septentrionales, où l'exploitation des mines et des forêts constitue l'industrie principale, peu avantageuse à l'agriculture, on a préparé, depuis quelques années, une législation d'exception pour ces régions. Le premier résultat des efforts tentés sur ce point a été le vote de la loi du 4 mai 1906, qui interdit aux sociétés, soit par actions, soit commerciales, et aux associations coopératives d'acquérir des propriétés foncières, situées dans les susdites provinces (excepté des chantiers, carrières, glaisières, marnières, etc.).

Rentrent, au contraire, dans le domaine du droit commun les lois du 14 juin 1907 relatives à l'usufruit des immeubles (le droit de superficie compris), aux servitudes foncières, à l'inscription du droit de superficie et des hypothèques s'y référant, ainsi qu'une suite de lois modifiant des dispositions connexes de la législation antérieure.

Les projets primitifs avaient été rédigés par la Commission perma-

nente de législation. Les idées nouvelles sont empruntées au Code civil allemand. La règle : « vente passe louage », n'est que modifiée.

L'ensemble de ces lois formera une partie de la future section de notre Code, qui contiendra les dispositions relatives aux biens immeubles et dont la rédaction, sauf sur ce point, n'est pas encore terminée. Il est évident qu'elles n'ont pas trouvé dans le Code un cadre où s'insérer.

Leur portée est assez vague. Elles contiennent des prescriptions parfois bizarres et compliquées, et l'on y rencontre aussi des réminiscences d'une loi rejetée par les Chambres quelques semaines après le vote des lois précitées du 14 juin.

Sur l'initiative du gouvernement, les Chambres ont voté une loi, depuis longtemps en préparation, sur les plans et terrains urbains, qui a été promulguée le 31 août 1907.

Déjà, en 1869, les états généraux avaient réclamé de nouvelles mesures concernant les chemins privés. Après maints projets restés sans suite, la question a pris enfin une telle actualité qu'une loi sur les chemins ruraux privés a été votée en 1907, dans la session ordinaire de la Diète.

Elle a été promulguée le 5 juillet de cette année. Quant aux chemins publics, la loi du 31 octobre 1891, concernant l'entretien des routes publiques dans les campagnes (voir *Bulletin*, 1892, p. 284) a été modifiée dans ses parties essentielles et réformée par les lois du 20 juin 1905 et du 13 septembre 1907.

Les Chambres ont adopté une série de lois touchant à divers points de la législation et, à raison de la séparation d'avec la Norvège, abrogeant certaines dispositions antérieurement en vigueur; elles n'offrent rien d'intéressant, si ce n'est qu'elles rappellent le zèle avec lequel le ministère radical, sans se préoccuper des initiatives prises par les Chambres, s'est efforcé de protéger ses anciens amis.

Le nouveau ministère a complété l'œuvre de ses prédécesseurs sur quelques points essentiels. Toutefois, il existe encore, à cet égard, un grand nombre de dispositions qu'il conviendrait de modifier ou même d'abroger.

*Législation pénale.* — Les dispositions de la loi pénale concernant la dégradation civique ont été modifiées par la loi du 17 mars 1905 en ce sens que la condamnation à ce surcroît de peine ne sera prononcée que dans les cas où il s'agira, soit de la peine capitale, soit des travaux forcés pendant six mois au moins, le tout, selon les prescriptions spéciales de la loi. Par une série de lois, promulguées le 22 juin 1906, le législateur suédois a adopté le système de la condamnation et de la libération conditionnelles, ainsi que celui de l'aggravation des peines privatives de liberté au moyen de la couche dure (pendant trente jours, au plus), avec internement ou non au cachot (pendant six jours, au plus). En conséquence, les dispositions relatives à l'exécution des peines priva-



tives de liberté ont été modifiées ; désormais, aucune réduction de la durée des travaux forcés n'aura lieu à raison de l'exécution de cette peine en cellule.

Enfin, une ordonnance du 29 juin 1906 a décidé que la peine de mort serait exécutée au moyen de la guillotine.

En Suède, comme dans d'autres pays, les socialistes, principalement les plus fanatiques d'entre eux, appelés les « jeunes socialistes », se sont efforcés de détruire tout respect pour la religion et pour l'autorité en général, comme aussi de saper la discipline militaire. En 1905, spécialement, ils se livrèrent, à cet égard, à un jeu d'antipatriotisme digne de blâme. Le premier ministre, en répondant à une interpellation sur les motifs qu'avait eus le Gouvernement pour renoncer au droit qu'il tenait de la loi de faire poursuivre l'auteur d'un pamphlet excessivement scandaleux, avait déclaré qu'il regardait la loi pénale comme surannée en ce qui concernait la punition des blasphèmes, et que les dispositions concernant les insultes aux autorités et le délit d'antimilitarisme s'étaient révélées comme peu efficaces. Cette déclaration faite, il ne pouvait se soustraire à l'obligation de présenter un projet de loi, tendant à punir plus sévèrement les délits des deux dernières catégories, comme aussi à interdire aux soldats la fréquentation de certaines réunions subversives. Ce projet, déposé en 1905, fut approuvé par les Chambres ; mais le Gouvernement, et particulièrement son chef, perdit son prestige auprès des partis radicaux. Ces différentes lois, dites : « anti-anarchistes », furent promulguées le 16 juin 1906.

Quelques modifications à la loi sur la presse, rendues nécessaires par l'adoption des lois précitées, ont été votées ; toutefois, elles demeureront en suspens jusqu'au vote de la législature qui commencera en 1909 (*Bulletin*, 1891, p. 135).

Par contre, les Chambres ont adopté une loi touchant la défense légale des détenus ; cette loi a été promulguée le 14 septembre 1906.

Afin de prévenir les accidents que peuvent éventuellement causer les automobiles en marche, deux lois ont été votées : l'une modifiant la loi pénale, chap. XI, art. 15 ; l'autre, concernant les dommages causés par ces véhicules. Les deux lois, promulguées le 8 juin 1906, ont été complétées par un décret, en date du 21 septembre 1906, qui contient des dispositions générales sur la marche des automobiles.

*Législation de tempérance.* — Le « veto local », c'est-à-dire le droit pour une commune d'accorder ou de refuser l'autorisation de pratiquer le commerce de la bière et du vin dans son ressort a été admis par la loi du 9 juin 1905, sur la vente de la bière et du vin. Pour exercer le commerce de la « petite bière » et des boissons non alcooliques, il suffit, en général, d'une simple déclaration aux autorités compétentes.

Cette matière, comme celles qui se rapportent au commerce de

l'eau-de-vie et d'autres liqueurs alcooliques, est réglée par deux autres lois de la même date. Aux termes de la loi relative au commerce de l'eau-de-vie, les quotités des revenus de cette vente accordées aux villes seront successivement supprimées. Les licences des débits de petite bière et de boissons non alcooliques ne sont refusées qu'en cas de contraventions à la législation de tempérance.

*Matières diverses.* — Sur l'initiative prise par le syndic (procureur général) de la Diète, les Chambres ont voté une loi supprimant la prérogative qu'avait la noblesse de porter directement aux Cours d'appel certains procès en matière civile. Le Gouvernement a convoqué une assemblée extraordinaire de la noblesse pour délibérer sur ce sujet. — Enfin les Chambres ont modifié plus ou moins profondément une série de dispositions actuellement en vigueur. On attend la sanction royale.

Ajoutons encore que le Gouvernement, à la demande des Chambres, a institué une enquête sur la question du suffrage politique des femmes. On s'attend à voir le Gouvernement déposer un projet de loi sur cette matière délicate, à la prochaine session de la Diète.

Wilhelm UPPSTRÖM.

## COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

---

### SECTION DES LANGUES DU NORD.

*Wie treibt man Schuldforderungen im Auslande ein?* (Comment recouvre-t-on les créances, à l'étranger?); Publication faite sous la direction de M. Max Wieland. — 7<sup>e</sup> volume: *Die Beitreibung von Schuldforderungen in Frankreich*, par M. Ernest Eisenmann. — 1 vol. in-18; Berlin; Hirschberg et C<sup>ie</sup>; s. d.

M. Max Wieland a entrepris de publier, en langue allemande, une collection de petits manuels destinés à éclairer ses compatriotes sur la manière d'opérer, à l'étranger, le recouvrement des créances. Chaque manuel est consacrée à un État. Le septième, qui concerne la France et qui a paru récemment, a été rédigé par M. E. Eisenmann, ancien magistrat en Allemagne.

Le plan de l'ouvrage comporte une division en vingt et un chapitres.

Dans le premier, qui sert d'introduction, l'auteur fait ressortir les différences existant, en ce qui concerne le recouvrement des créances, entre la pratique française et la pratique allemande, et il met ses lecteurs en garde contre les fâcheuses conséquences que pourrait avoir pour eux le recours à des procédés peu réguliers.

Le second chapitre contient une vue d'ensemble sur la législation française en général, et le troisième, un aperçu de l'organisation administrative du pays.

L'organisation judiciaire fait l'objet du quatrième chapitre, et le siège des différents tribunaux est indiqué dans le cinquième.

Dans les quatre chapitres qui suivent, il est question des auxiliaires de la justice, avocats, avoués, agréés, etc. Dans le dixième chapitre, l'auteur s'occupe des notaires; dans le onzième et le douzième, il donne des renseignements sommaires sur l'impôt du timbre et sur les droits d'enregistrement.

Cinq chapitres viennent ensuite, qui sont exclusivement consacrés à un exposé de la procédure.

Le dix-huitième traite de l'exécution forcée sur les immeubles; le dix-neuvième, des arbitrages; le vingtième, des sociétés; le vingt et unième, des procès en matière de brevets d'invention et de propriété artistique et littéraire.

Un formulaire, rédigé en deux langues, français et allemand, termine le volume.

L'énumération qui vient d'être donnée des matières contenues dans ce petit livre suffit pour faire apprécier les services qu'il est susceptible de rendre aux sujets allemands. Il serait à souhaiter qu'un juriste français fit pour notre pays ce que M. Max Wieland fait pour l'Allemagne ; son œuvre rencontrerait une approbation unanime.

BAGUENIER-DÉSORMEAUX.

## SECTION DES LANGUES DU MIDI ET DE L'ORIENT.

*La question agricole en Espagne et la politique hydraulique*, par M. Angel Marvaud, docteur en droit. — 22 p. in-8°; Bruxelles; 1907.

L'Espagne est, au point de vue agricole, un état extrêmement arriéré. Non seulement l'étendue des terrains cultivés y est peu considérable, eu égard à la superficie totale du pays, mais encore les parties mises en valeur ont un rendement des plus faibles.

Ce fâcheux état de choses tient à des causes multiples, que M. Angel Marvaud a parfaitement mises en valeur dans son intéressante brochure. Les deux principales sont la sécheresse du sol, due à la rareté des pluies et à l'insuffisance des espaces boisés susceptibles d'emmagasiner les eaux, et l'ignorance des paysans, qui ont conservé les procédés de culture d'autrefois, sans tenir compte des progrès modernes.

Pour remédier à la première, on propose un meilleur aménagement des eaux et un reboisement général; pour atténuer la seconde, on réclame la diffusion de l'instruction.

M. A. Marvaud, qui est allé étudier la question sur place et qui ne s'est pas contenté de consulter, pour rédiger son travail, des documents écrits, nous indique de la façon la plus sûre quelle est la solution du problème. Il faut espérer que le gouvernement de Madrid prendra, sans tarder, les mesures que commandent les circonstances; s'il négligeait de le faire, l'agriculture espagnole serait sûrement vouée, dans un avenir prochain, à une décadence complète.

Fernand DAGUIN.

*La facultad de derecho de Paris, estado actual de su enseñanza*, par M. Ernesto Quesada. — 1 vol. 1906, Buenos-Ayres.

M. Quesada, professeur aux facultés de droit et sciences sociales, et de philosophie et lettres de l'Université de Buenos-Ayres, fut chargé par le doyen de la première, lors d'un tout récent voyage en Europe, d'une enquête importante auprès de la Faculté de droit de Paris, dont il avait été l'élève en 1879. Le but de cette enquête était de servir de guide à la réorganisation, en 1906, du plan d'études de la Faculté de Buenos-Ayres.

Ce sont les observations recueillies au cours de cette minutieuse enquête que M. Quesada a présentées dans son ouvrage à ses collègues et au public de son pays; sans vouloir le moins du monde leur conseiller une imitation servile de ce qui se passe en France, il leur met en main un travail extrêmement complet, afin de leur permettre, par l'observation et la comparaison, d'arriver à mener à bien la réforme en préparation.

Le livre se divise en trois parties. La première, traitant des *Origines*, est un résumé historique succinct qui nous conduit de l'ancien régime à 1872, et rappelle les différentes mesures prises par les gouvernements successifs du pays pour l'organisation de l'enseignement et celle des examens.

Une deuxième partie est consacrée à l'étude du *Mouvement réformiste*, dont le point de départ est la constitution par Jules Simon, en 1872, de la Commission de réforme des études juridiques, mouvement auquel participent les facultés elles-mêmes, la presse, le Parlement et qui aboutit à la réforme opérée par M. Poincaré en 1895. Il y a là toute une étude extrêmement intéressante du problème, posé dès 1819, et depuis lors résolu tant de fois en des sens divers, de la place à assurer dans l'enseignement du droit aux sciences politiques et économiques, et de la création d'un diplôme de doctorat spécial. Se préoccupant de l'avenir, M. Quesada fait également une place importante aux décrets des 14 février et 1<sup>er</sup> août 1905, à la proposition de loi Massé-Thierry, de 1905, et au plan de réforme proposé par M. le professeur Leveillé, qui tendent à faire de plus en plus large la part des sciences politiques et économiques dans l'enseignement de la Faculté de droit.

Dans une troisième partie, M. Quesada présente l'état actuel de l'organisation de l'enseignement. A côté de la répartition des cours, du fonctionnement des conférences, de l'organisation de l'agrégation, nous trouvons une étude admirable de précision, sur les méthodes d'enseignement, et aussi les mœurs universitaires. Pour s'y livrer, le professeur est redevenu pour un instant l'élève de 1879; il s'est assis sur les bancs des amphithéâtres, et y a étudié de près la psychologie des maîtres et des disciples. Une description d'un *chahut* et d'un *monôme*, pleine de vérité, à côté d'observations sur les notes que prennent les étudiants; une étude attentive de la manière dont chacun des professeurs fait son cours, le divise, se sert de ses notes, s'exprime en s'adressant aux élèves, sont des passages remplis de pittoresque et d'esprit. Enfin, les examens, les soutenances de thèses, font également l'objet d'une longue description. La conclusion qui se dégage de ce travail semble nettement favorable au développement de plus en plus grand dans les facultés de droit de l'enseignement des sciences sociales, politiques et économiques, ainsi qu'à l'emploi de la méthode historique dans celui des sciences juridiques, notamment du droit Romain.

Alexandre SOURIAU.

*Livres fonciers et banque foncière en Grèce*, par M. C.-D. Carusso.  
— 1 vol., in-8°, Paris. Alcan. Prix : 2 fr. 50.

Partisan convaincu de l'efficacité des livres fonciers, pour la protection des droits réels et notamment du droit de propriété, M. Carusso fut chargé à plusieurs reprises par son gouvernement d'enquêtes à l'étranger, et invité à participer à l'élaboration de cette réforme en Grèce. Mais tous les ministères ne sont pas également bien disposés, et c'est par le récit des hésitations et tergiversations qui durent depuis vingt années que s'ouvre le livre de M. Carusso. L'auteur trace ensuite dans ses grandes lignes le système qu'il souhaite voir introduire dans son pays, système qui s'inspire largement du Code civil allemand, de la législation austro-hongroises et, pour la division des pages du livre foncier, du type adopté par la Saxe. La confection d'une carte foncière et l'établissement d'un registre des immeubles avec leur description détaillée serviront à la fois de base et de complément à l'institution des livres.

L'essor que donnera au crédit hypothécaire l'accroissement de sécurité que lui procurera la loi nouvelle, permettra et nécessitera la création d'une banque foncière, se substituant en ce domaine à la banque nationale, et le développement des caisses de crédit mutuel admettant le principe de la solidarité des associés et subventionnées par l'État.

L'intérêt de la grande majorité des propriétaires, aussi bien que celui de l'État, est donc engagé dans la réalisation de cette réforme, et M. Carusso termine en démontrant qu'elle est suffisamment mûre pour être entreprise dès à présent.

Alexandre SOURIAU.

## SECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

*Guide pratique en matière d'accidents du travail, à l'usage des patrons, employés et ouvriers*, par M. A. Poidvin, sous-inspecteur de l'enregistrement, à Paris. — 1 vol. in-18, Paris, Marcel Rivière; 1907.  
— Prix : 2 francs.

La loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité en matière d'accidents du travail, complétée et modifiée par les lois du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905, a introduit dans notre droit français des principes absolument nouveaux. Le nombre des personnes qu'intéresse cette législation récente est considérable : industriels, commerçants, agriculteurs, ouvriers, maires, juges de paix, médecins, ont besoin de connaître des dispositions qui les touchent plus ou moins gravement dans leurs intérêts matériels ou qu'ils ont pour mission d'appliquer. La plupart d'entre eux n'ont ni le temps, ni les connaissances juridiques nécessaires pour consulter utilement les savants commentaires qui ont été publiés sur la loi

de 1898 et qui sont destinés surtout aux magistrats et aux avocats. Il leur fallait un ouvrage pratique, de petites dimensions, portatif et facilement maniable, résumant sous une forme brève mais claire, leurs obligations, leurs droits et leurs devoirs. C'est à ces *desiderata* que répond le guide de M. Poidvin.

Ce petit livre, fort bien fait, contient, en abrégé, tout ce qu'il importe aux intéressés de savoir. Il est divisé en six chapitres; le premier est consacré à des considérations générales sur le but et la portée de la loi; le second spécifie les accidents auxquels celle-ci s'applique, le troisième, les personnes et les professions qu'elle vise; le quatrième détermine les indemnités dues aux individus qu'elle protège; le cinquième énumère les formalités à remplir pour la constatation des accidents, et le sixième, enfin, indique les obligations et les charges imposées aux patrons, ainsi que les moyens qui leur sont accordés pour se décharger du paiement des indemnités.

L'auteur a eu le soin d'insérer, à la fin du volume, sous forme d'annexes, la loi du 9 avril 1898, avec les modifications résultant des deux lois mentionnées ci-dessus, la loi du 30 juin 1899 concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés, et celle du 12 avril 1906 étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. De la sorte, il est possible au lecteur de contrôler et de vérifier chacune des indications du livre, en se reportant aux textes législatifs eux-mêmes.

Fernand DAGUIN.

*L'impôt global sur le revenu et les impôts spéciaux sur les revenus*, par M. H. Pascaud, président de chambre honoraire, etc. — 24 p. in-8°; Paris; imprimerie nationale; 1907.

M. H. Pascaud est un esprit éminemment sensé, pondéré, prudent et pratique. Les utopies et les chimères n'ont aucun attrait pour lui. Nous l'avons constaté une fois de plus en lisant son intéressante étude sur l'impôt global sur le revenu.

Le savant magistrat est loin de partager l'engouement de certains personnages politiques pour un impôt que nos pères ont connu, dont ils ont souffert, et qu'ils ont vu disparaître avec joie, en 1789. S'imaginer, comme le font quelques-uns, que cette forme de contribution aura le pouvoir magique de restaurer nos finances et de rendre à nos budgets une élasticité qui leur fait défaut, c'est, à son avis, une pure illusion.

On invoque, il est vrai, l'exemple de l'étranger. Dans plusieurs pays, en effet, en Prusse, aux Pays-Bas, en Angleterre, en Italie, ailleurs encore, l'impôt sur le revenu est établi et fonctionne sans trop de difficultés. Mais, M. Pascaud n'a pas de peine à démontrer que les conditions économiques dans lesquelles nous nous trouvons, le caractère de notre

race et le régime politique sous lequel nous vivons sont autant d'obstacles à l'introduction en France d'une institution dont peuvent s'accommoder des peuples plus disciplinés et autrement gouvernés que nous ne le sommes.

Est-ce à dire que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes ? L'auteur ne le pense pas. Il reconnaît qu'il y a des réformes à faire. Certains revenus sont trop imposés ; d'autres ne le sont pas assez ou ne le sont pas du tout. Il y a, évidemment, des remaniements à opérer dans notre système fiscal. M. Pascaud indique dans quelles conditions ils pourraient être effectués, dans l'intérêt bien entendu des contribuables et sans bouleverser notre organisation financière, qui a fait ses preuves.

Fernand DAGUIN.

*Le régime dotal. Étude historique, critique et pratique (droit français, étranger et international privé), suivie de formules par M. J. Dépinay, ancien notaire à Versailles. — 1 vol. in 8° ; Paris ; Marchal et Billard ; 1902. — Prix : 8 francs.*

L'Académie des sciences morales et politiques avait mis au concours, pour l'année 1901, le sujet suivant : « Étudier le développement du régime dotal en France, depuis le Code civil jusqu'à nos jours ».

De nombreux mémoires ont été déposés ; celui de M. Dépinay a été classé parmi ceux que l'Académie a retenus, et a valu à son auteur une récompense des plus flatteuses.

Ce mémoire a été complété ultérieurement par deux études portant, l'une, sur le régime dotal à l'étranger, l'autre, sur le régime dotal en droit international privé. M. Dépinay l'a fait imprimer avec ces deux additions et y a ajouté, en outre, un recueil de formules destinées à guider les notaires dans la rédaction des contrats de mariage dotaux.

Ainsi modifié et tel qu'il a été publié, l'ouvrage comprend neuf parties. Les deux premières ont un caractère purement historique ; elles montrent ce qu'a été le régime dotal, au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans le droit intermédiaire. Les trois parties suivantes sont consacrées au droit actuel (législation, jurisprudence et pratique). Les parties 6 et 7, qui viennent ensuite, se recommandent spécialement à l'attention des membres de la Société de législation comparée ; en effet, dans la première de ces parties, l'auteur étudie un certain nombre de législations étrangères, exactement vingt-deux ; dans la seconde, il expose les règles du droit international concernant la matière.

La 8<sup>e</sup> partie contient les conclusions de l'auteur, qui formule son opinion sur l'avenir de l'institution. M. Dépinay reconnaît que le régime dotal présente de graves inconvénients au point de vue économique et que, souvent, il est plus nuisible qu'utile aux époux ; néanmoins, il n'en réclame pas la suppression ; il se borne à demander qu'on l'amende par



l'admission des tempéraments suivants : liberté d'aliéner les biens dotaux avec la seule autorisation maritale, à charge de remploi en immeubles ou en certaines valeurs déterminées et sûres ; à défaut de stipulations formelles dans le contrat de mariage, possibilité d'aliéner les biens dotaux, même sans remploi, avec autorisation de justice ; dans le même cas, faculté de les hypothéquer, avec la même autorisation.

La 9<sup>e</sup> et dernière partie de l'ouvrage renferme le formulaire dont il a été question ci-dessus.

Tel est, en résumé, le livre de M. Dépinay. Comme le dit très justement l'auteur, dans sa préface, son travail constitue une monographie complète de la dotalité. Nous ajouterons que cette monographie est rédigée dans un style simple, coulant et clair, et que, dans toutes les questions douteuses, l'auteur fait preuve d'un sens juridique très sûr.

Fernand DAGUIN.

*Projet d'impôt global et progressif sur le revenu, applicable aux budgets de l'État, des communes et des départements*, par M. L. Petiot, percepteur des contributions directes. — In-8° ; Paris ; Dorbon aîné ; s. d. — Prix : 2 fr. 50.

Un nouvel ouvrage vient de paraître sur le projet de réforme fiscale qui préoccupe et le Parlement et la France tout entière.

C'est une affaire importante, en effet, que de remplacer nos contributions directes par un nouveau système.

Depuis longtemps on s'est plaint que ces impôts directs, qui forment près du cinquième des 4 milliards de notre budget et qui sont perçus sur le revenu vrai ou supposé de nos terres, de nos maisons et de nos industries, n'aient jamais répondu à la réalité du revenu des choses qu'ils frappent. Depuis 80 ans qu'ils sont établis, la proportion entre l'impôt et le revenu réel s'est écartée de plus en plus de la vérité ; ils ont été créés uniquement pour la commodité de la perception, sans tenir aucun compte de la situation personnelle du contribuable.

Depuis plus d'un siècle, l'Angleterre et ensuite à peu près toutes les nations européennes ont appliqué le principe si juste de l'exemption ou de l'atténuation à la base, et de la progression de l'impôt, de manière à faciliter l'acquisition et la conservation de la petite propriété par la classe laborieuse, sans empêcher la formation des richesses plus considérables qui se trouvent seulement restreintes dans une juste mesure.

L'ouvrage qui vient de paraître à la librairie Dorbon, publié par M. Petiot, percepteur des contributions directes, n'établit pas seulement la théorie de l'impôt global et progressif. Ce travail consciencieux et méthodique, préparé par un professionnel connaissant tous les détails et les défauts de notre système actuel, comprend dans un projet de loi, outre l'impôt revenant à l'État, ceux des communes et des départe-

tements, et même cette part si difficile à trouver jusqu'ici des ressources nécessaires à créer ces retraites ouvrières qui préoccupent depuis si longtemps nos politiques et nos économistes.

Dans cet ouvrage de 138 pages, le projet de loi préparé par M. Petiot répond à toutes les questions si minutieuses d'une perception que jusqu'ici on aurait pu croire un peu compliquée et qui, en réalité, le sera infiniment moins que notre système actuel devenu presque inapplicable par l'émiettement toujours plus grand du sol et la multiplication des travaux industriels. Il y a actuellement en France des centaines de millions de parcelles de terre ayant toutes, même celles de quelques mètres carrés, leur évaluation en quelque sorte individuelle, établie pour toujours, et il existe aujourd'hui une différence entre le revenu supposé au début et le revenu vrai actuel, dépassant 100 pour 100; on est moins étonné de voir les campagnes désertées par une population qui ne trouve plus à y vivre de son travail. On cite des terres et des domaines ne rapportant plus rien de net et payant des centaines de francs d'impôt. Ainsi, à Paris, la contribution foncière s'appliquant au terrain de la ville ne s'élève qu'à 731.000 francs pour une valeur représentant 20 milliards, soit 3 cent. 6/10 par 1.000 francs de capital; tandis que le département de l'Yonne, d'après une brochure de M. Dujon, qui vient de paraître, pour une valeur actuelle de moins d'un milliard, paye une contribution foncière de 4.270.000 francs, soit 5 francs d'impôt par 1.000 francs de capital. Voilà donc un pays, appauvri par la destruction du vignoble, obligé encore de payer un impôt foncier cent fois plus considérable que celui payé par Paris pour la même valeur.

Lorsqu'on voit persister un pareil système, on se demande comment un peuple qui a la prétention de perfectionner ses lois et d'y introduire le principe de justice, a pu tolérer si longtemps une pareille absurdité.

Cependant notre Parlement, pour la neuvième ou dixième fois, va peut-être encore renvoyer aux calendes grecques, qu'on appellera sans doute calendes françaises, une réforme qui a passé sans difficulté sérieuse dans toutes les monarchies européennes. On prétend qu'il faut renvoyer encore à trois ans l'examen d'une loi qui doit faire cesser les criantes injustices de notre système fiscal. On donne pour raison qu'il faut commencer par rectifier d'abord les évaluations cadastrales de toutes les propriétés bâties et non bâties et qu'il faut consacrer trois années à ce travail préliminaire. Mais, messieurs les parlementaires, lorsque, en attendant la refonte des matrices cadastrales, on aura ouvert un compte particulier à chaque contribuable en se basant sur les contenances cadastrales enregistrées à son nom, il n'y aura pas des centaines de millions d'évaluations à faire, il n'y en aura qu'une seule pour chaque contribuable; on fera figurer sous son nom l'ensemble de ses terres, de ses maisons, on établira le capital et le revenu global de son actif immobilier, sur sa simple déclaration con-

trôlée par la commission fiscale; il ne faut pas trois ans pour cela, il ne faut pas plus de trois mois. L'administration a entre les mains tous les éléments de contrôle nécessaires, par le cadastre actuel pour les contenance, par les bureaux d'enregistrement, par les documents à fournir par le contribuable en ce qui concerne les revenus. D'ailleurs, pourquoi même cette méthode d'évaluation ne serait-elle pas définitivement adoptée en France, lorsqu'on ne procède pas autrement en Suisse, où le plan cadastral suffit aux commissions renseignées dans chaque localité pour contrôler la valeur et le revenu non pas de chaque petit morceau de terre que peut posséder le contribuable, mais de l'ensemble des fractions constituant son domaine? Si le domaine est loué, le revenu est tout indiqué; s'il ne l'est pas, s'il est cultivé par le propriétaire lui-même, les contrôleurs connaissent très bien ces deux éléments, capital et revenu, formant la base de l'impôt (1).

Et puis, chose essentielle, ce revenu des propriétés bâties et non bâties ne forme souvent qu'une partie de ce que le contribuable possède. Ses valeurs mobilières, créances, actions, obligations, etc., complètent son rôle de contribution devant servir à fixer le chiffre qu'il doit payer à l'État, au département, à la commune.

Voilà ce qu'a parfaitement compris M. Petiot, ce qu'il a condensé et synthétisé dans un projet de loi d'une grande clarté d'exposition.

Au lieu de repousser à trois ans une loi si utile au point de vue de l'agriculture surtout, le Parlement, s'il y mettait de la bonne volonté, et surtout de l'indépendance vis-à-vis de la haute finance, voterait, dès maintenant, une loi applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1909. A coup sûr tous les éléments pour l'application de la loi seraient fournis très facilement avant cette époque; ce n'est pas la facilité qui manque, c'est la crainte exagérée et impolitique de la féodalité financière qui arrête l'exécution de la réforme.

L'ouvrage de M. Petiot constitue le document le plus important sur cette question, à tel point que le fonctionnement de l'impôt global et sagement progressif, qui apparaissait souvent comme fort problématique, est un point tranché à la satisfaction des bons esprits qui n'attendaient qu'une formule pratique de la réforme pour s'y rallier.

Dans cet ouvrage toutes les questions sont traitées avec une telle compétence et une telle clarté, que nos législateurs peuvent le prendre

(1) Du reste, rien n'empêcherait de poursuivre plus tard, sans précipitation, une revision plus précise des évaluations globales, si les contribuables, les pouvoirs publics et le Parlement le jugent utile. Il est probable que ces évaluations de chaque parcelle, additionnées, donneront un résultat à peu de chose près égal à celui indiqué par l'évaluation d'ensemble qui serait faite dès maintenant. Chaque propriétaire, chaque famille, savent parfaitement, et de longue date, le revenu moyen du domaine qu'ils exploitent ou qu'ils louent. Les fonctionnaires de l'enregistrement et du contrôle le savent aussi.

pour modèle dans la plupart des détails et des articles de la loi qui se prépare. Cette loi s'impose comme une nécessité malgré la coalition des gros détenteurs de la richesse et de la presse financière qui les soutient. C'est une œuvre fortement pensée, une œuvre de courage et de mérite. La méthode si documentée et si claire démontre qu'il ne faut s'effrayer ni des difficultés du problème, ni des résultats de l'application. L'heure de la réforme est sonnée; les législateurs appelés à la réaliser trouveront dans l'ouvrage de M. Petiot, fruit d'un grand travail, les moyens de faire cesser les abus séculaires d'une législation surannée (1).

Jules DUFAY.

(1) Au dernier moment je m'aperçois que M. le Ministre des finances vient de proposer l'évaluation globale des terres composant la fortune de chaque contribuable. C'est le meilleur procédé pour ne pas retarder indéfiniment la réforme depuis longtemps attendue. C'est précisément celui que j'indiquais dans la notice qui précède. En reportant au 1<sup>er</sup> janvier 1909 l'application de la loi, contribuables et contrôleurs auront largement le temps nécessaire pour déterminer le revenu vrai du domaine foncier de chaque citoyen. J'estimais que trois mois étaient suffisants; une année entière rendra le travail encore plus sûr.

---

## ERRATA

---

Page 466, ligne 10, *au lieu de* : comme on le verra plus loin, *lire* : comme on le verra au cours de cette étude.

Page 467, ligne 31, *au lieu de* : par les autorités religieuses, civiles et locales, *lire* : par les autorités religieuses et civiles locales.

Page 468, ligne 2, *au lieu de* : au lieu et place, *lire* : aux lieu et place.

Page 469, ligne 9, *au lieu de* : et avait donné lieu de sa part, *lire* : et qu'il avait donné lieu de sa part.

Page 472, ligne 29, *au lieu de* : se sont mis d'accord pour opérer cette réduction, *lire* : ont dû se mettre d'accord pour opérer cette réduction.

Page 475, ligne 9, *au lieu de* : le fermier ou le procureur, *lire* : le fermier ou le procureur (administrateur).

Page 489, ligne 3, *au lieu de* : Session extraordinaire, *lire* : Session ordinaire.

---

# TABLE DES MATIÈRES

BULLETIN N° 1. — JANVIER.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Pages. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Statuts .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 3      |
| Règlement.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 5      |
| Liste des membres de la Société.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 8      |
| Composition du Conseil de Direction.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 64     |
| Séance du 12 décembre 1906.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 67     |
| Membres nouveaux.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 68     |
| Ouvrages offerts à la Société.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 68     |
| Allocution de M. le Président Glasson.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 69     |
| Élection d'un président, de deux vice-présidents et de quatre membres du Conseil.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 90     |
| Communication de M. Hubert-Valleroux sur l'impôt sur le revenu en Angleterre.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 90     |
| Observations de MM. Ch. Tranchant, Hubert-Valleroux, E. Giraud, C. Cheuvreux, et P. Baillié.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 100    |
| Conseil de Direction.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 102    |
| Réunion des Sections. — Section de la langue anglaise. — Section des langues du Midi et de l'Orient. — Section de la langue française.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 104    |
| Comptes rendus d'ouvrages. — <i>Manuel de législation civile à l'usage du clergé d'Alsace-Lorraine</i> , par M. l'abbé Pelt; M. F. Daguin. — <i>Die moderne Pressgesetzgebung insbesondere der österreichische Pressreformentwurf</i> , par M. Pappafava (trad. par M. A. Simon); M. R. Normier. — <i>Le salaire usuraire devant la loi et les juges allemands</i> , par M. V. Brants; M. F. Daguin. — <i>Código de procedimiento penal de la República de Chile</i> ; M. F. Daguin. — <i>La loi française du 16 juillet 1901 et son application aux associations civiles</i> , par M. A. Biebuyck; M. A. Celier. — <i>Le bilan dans les Sociétés anonymes</i> , par M. J. Verley; M. A. Mourral..... | 106    |

BULLETIN N° 2. — FÉVRIER.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Pages. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Séance du 16 janvier 1907.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 113    |
| Membres nouveaux.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 114    |
| Ouvrages offerts à la Société.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 114    |
| Allocution de M. le Président Paul Leroy-Beaulieu.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 116    |
| Communication de M. Berthélemy sur l'impôt sur le revenu en Prusse.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 118    |
| Observations de MM. Poignant, Berthélemy, Paul Leroy-Beaulieu, J. Challamel, G. Blondel et R. Stourm.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 131    |
| Réunion des Sections. — Section des langues du Nord. — Section de la langue française.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 134    |
| Chronique législative. — Chambres françaises.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 135    |
| Mouvement législatif. — Vénézuéla.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 139    |
| Comptes rendus d'ouvrages. — <i>Gesetz betreffend das Urheberrecht an Werken den bildenden Künste und der Photographie</i> , texte publié avec des notes, par M. L. Fuld; M. F. Daguin. — <i>O determinismo psychico e a imputabilidade e responsabilidade criminal</i> , par M. P. Lassa; M. G. Laneyrie. — <i>De l'idée de la continuation de la personne comme principe des transmissions universelles</i> , par M. P. Cazelles; M. A. Rampal. — <i>Éléments de la législation des chemins de fer et des tramways</i> , par M. G. Piot; M. J. Penet. — <i>Bibliothèque coloniale internationale</i> , 8 <sup>e</sup> série : <i>Les lois organiques des colonies</i> ; M. L. Adam. — <i>Bourses de valeurs et sociétés par actions</i> ; M. L. Adam. — <i>Guide-formulaire pour la déclaration des successions</i> , par M. Braemt; M. F. Daguin. — <i>Les tribunaux spéciaux pour enfants aux États-Unis</i> , par M. E. Julhiet, M. C. Sansas..... | 140    |

BULLETIN N° 3. — MARS.

|                                                                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Séance du 20 février 1907.....                                                                                                  | 149 |
| Membres nouveaux.....                                                                                                           | 150 |
| Ouvrages offerts à la Société.....                                                                                              | 150 |
| Observations de MM. V. Marcé, R. Stourm, Berthélemy, Paul Leroy-Beaulieu et C. Cheuvreux.....                                   | 153 |
| Communication de M. Victor Marcé sur l'impôt sur le revenu en Autriche.....                                                     | 156 |
| Rapport de la Commission des finances sur les comptes de M. le Trésorier, présenté par M. E. Héron de Villefosse.....           | 202 |
| Note sur une proposition de loi sur le sursis conditionnel à l'exécution des peines, déposé à la Chambre des députés de Grèce.. | 210 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Réunion des Sections. — Section des langues du Nord. — Section de la langue française. — Section de la langue anglaise. — Section des langues du Midi et de l'Orient.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 215    |
| Mouvement législatif. — Australie. — Bulgarie. — Danemark. — Islande. — Grande-Bretagne et Irlande. — Japon. — Paraguay. — Perse. — Suède. — Transvaal. — Vénézuéla.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 217    |
| Comptes rendus d'ouvrages. — <i>Sugli oneri degli enti ecclesiastici soppressi incombenti al fondo per il culto</i> , par M. Mario Falco; M. P. Goulé. — <i>Revista do Instituto da Ordem dos advogados brasileiros</i> (t. XVII); M. F. Daguin. — <i>Codice di procedura penale Norvegese</i> ; traduction par M. E. Brusa; M. F. Daguin. — <i>La Macédoine et le Vilayet d'Andrinople</i> ; M. F. Daguin. — <i>Des droits éventuels; hypothèses où ils prennent naissance; nature et effets</i> , par M. R. Demogne; M. R. Normier. — <i>Histoire des tribunaux de l'inquisition en France</i> , par M. Tanon; M. F. Daguin..... | 223    |

BULLETIN N° 4 et 5. — AVRIL-MAI.

|                                                                                                                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Séance du 20 mars 1907.....                                                                                                                                              | 229 |
| Membres nouveaux.....                                                                                                                                                    | 230 |
| Ouvrages offerts à la Société.....                                                                                                                                       | 230 |
| Observations de MM. G. Blondel, Ch. Berthélemy, Stourm, et L. Fuld . . . . .                                                                                             | 232 |
| Suite et fin de la communication de M. V. Marcé, sur l'impôt sur le revenu en Autriche . . . . .                                                                         | 236 |
| Communication de M. F. Daguin sur l'impôt sur le revenu dans le Grand-Duché de Luxembourg.....                                                                           | 237 |
| Communication de M. Hubert-Valleroux au sujet de l' <i>income tax</i> . Dépôt par M. L. Adam d'une étude de M. Ch. Boiceau sur l'impôt sur le revenu en Suisse . . . . . | 248 |
| Dépôt par M. F. Daguin d'une étude de M. J. Dufay sur l'impôt sur le revenu . . . . .                                                                                    | 282 |
| Note de M. L. Adam . . . . .                                                                                                                                             | 283 |
| Conseil de Direction . . . . .                                                                                                                                           | 289 |
| Réunion des sections. — Section de la langue anglaise. — Section des langues du Nord. — Section de la langue française.....                                              | 290 |
| Chronique législative. — Chambres françaises. — Parlement anglais . . . . .                                                                                              | 293 |
| Mouvement législatif. — Belgique. — Brésil . . . . .                                                                                                                     | 310 |
| Comptes rendus d'ouvrages. — <i>A Digest of international law</i> , par M. J. Basset Moore; M. C. Cheuvreux. — <i>Sveriges Rikes</i>                                     |     |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Lag</i> (24 <sup>e</sup> édition), <sup>1</sup> par M. W. Uppström; M. F. Daguin. — Τὸ δίκαιον τῶν μελισσῶν, par M. D. Antoniadès; M. F. Daguin. — <i>Su la teoria del contratto sociale</i> , par M. G. de Vecchio; M. C. Pret. — <i>Dos livros dos commerciantes</i> , <sup>2</sup> par M. Carvalho de Mendonça; M. P. Sumien. — <i>Sabres e togas</i> , par M. H. Lobo; M. P. Sumien. — <i>Derecho civil. Tratado de los bienes</i> , par M. Cordoba; M. P. Sumien. — <i>États et souverains</i> , par M. Féraud-Giraud; M. F. Daguin. — <i>De la responsabilité dans les sociétés anonymes, en droit français et suisse</i> , par M. A. Caleb; M. C. Sansas. — <i>Une nouvelle jurisprudence sur le conflit du cessionnaire de créance et des créanciers saisissants</i> , par M. L. Fraissaingea; M. J. Gheusi. — <i>La Faculté de droit de l'Université de Louvain à travers cinq siècles (1426-1906)</i> , par M. V. Brants; M. F. Daguin. — <i>Servan et une cause célèbre devant le Parlement de Dauphiné</i> , par M. L. Dubarle; M. F. Daguin | 311 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

BULLETIN N<sup>os</sup> 6 et 7. — JUIN-JUILLET.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Membres nouveaux.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 325 |
| Ouvrages offerts à la Société.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 326 |
| Note de M. Mesnil, sur l' <i>Income-tax</i> .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 329 |
| Note de M. F. Daguin, sur l'impôt sur le revenu dans le Grand-Duché de Luxembourg.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 330 |
| Étude sur l'impôt sur le revenu, par M. J. Dufay .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 330 |
| Étude sur l'impôt sur le revenu en Autriche (fin), par M. V. Marcé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 380 |
| Conseil de Direction .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 426 |
| Réunion des sections. — Section de la langue anglaise. — Section des langues du Midi et de l'Orient. — Section de la langue française. — Section des langues du Nord. ....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 428 |
| Comptes rendus d'ouvrages. — <i>Les principes du droit administratif des États-Unis</i> , par M. F. Goodnow; M. P. Goulé. — <i>Studi di procedura penale</i> , par M. B. Alimena; M. A. Theurault. — <i>Note polemiche intorno alla teoria dell' imputabilità</i> , par M. B. Alimena; M. A. Theurault — <i>Université de Grenoble. Livre du Centenaire de la Faculté de droit. Discours, études et documents</i> , par MM. Moniez, Fournier, Balleydier, Bosquet; M. J. Duquesne. — <i>Principales différences entre le Code Napoléon (1804) et le Code Guillaume II (1900)</i> , en suivant l'ordre du Code Napoléon, par M. Schérer; M. Eisenmann. — <i>La Belgique criminelle</i> , par M. H. Joly; M. A. Mourral. — <i>Nouvelles études d'histoire du droit</i> |     |

(3<sup>e</sup> série), par M. R. Dareste; M. L. Guérin. — *Recueil général des lois et des arrêts fondé par J.-B. Sirey. Jurisprudence du XIX<sup>e</sup> siècle (1790-1900), refondue d'après l'ordre chronologique*, sous la direction de MM. Jessionesse et O. de Gourmont, par MM. A. Darras et F. Rey (19<sup>e</sup> vol.); M. F. Daguin. — *Responsabilité des fondateurs et administrateurs de sociétés anonymes*, par M. Henri Mouret (2<sup>e</sup> édit.); M. A. Mourral. — *L'insalubrité publique et l'expropriation; une loi nécessaire*, par M. E. Gautrez; M. H. Lavollée. — *Les Écoles économiques au XX<sup>e</sup> siècle. L'École individualiste, le Socialisme d'État*, par M. A. Béchaux; M. Hubert-Valleroux..... 431

BULLETIN N<sup>os</sup> 8 et 9. — AOÛT-SEPTEMBRE.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Membres nouveaux.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 445 |
| Ouvrages offerts à la Société.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 446 |
| Étude sur les rapports de l'Église et de l'État en Suisse, par M. E. Berthoud.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 450 |
| Étude sur le régime des cultes dans la République de l'Équateur, par M. F. Daguin.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 465 |
| Étude sur le régime des cultes dans le canton de Fribourg, par M. l'abbé F. Speiser.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 481 |
| Note du Secrétariat sur le Congrès des Sociétés savantes de 1908..                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 487 |
| Chronique législative. -- France.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 489 |
| Mouvement législatif. — France. — Équateur. — Saint-Marin....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 498 |
| Comptes rendus d'ouvrages. — <i>Das österreichische Handelsrecht</i> , par M. de Randa; édition allemande par M. Wolf (t. I <sup>er</sup> ); M. F. Daguin. — <i>Étude sur la législation minière en Norvège</i> , par MM. David et Stave; M. F. Daguin. — <i>La réforme des impôts en Prusse : impôt sur le revenu, impôt sur la fortune, impôts communaux (1891-1893)</i> , par M. J. Derbanne; M. F. Daguin. — <i>Progrès de la Dobrodja depuis l'annexion jusqu'à aujourd'hui (1878-1906) : Tableau graphique dressé par ordre du Ministre des domaines</i> , par M. Lahovary; M. F. Daguin. — <i>Droit musulman. Du statut personnel et des successions</i> , etc., par M. E. Clavel; M. F. Daguin. — <i>Plan d'une réorganisation scientifique et pratique de la magistrature</i> , par M. R. de la Grasserie; M. F. Daguin. — <i>L'évasion fiscale : comptes de dépôts et comptes joints en France et à l'étranger</i> , par M. E. Guilmard; M. D. Buret. — <i>Revue critique de droit criminel</i> , par MM. Silvercruys, Nagels et Dul-laert (25 <sup>e</sup> année); M. F. Daguin. — <i>Ministère des finances</i> . |     |

|                                                                                                                                                                                                                     | Pages. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| <i>Direction générale de l'enregistrement. Bulletin de statistique et de législation comparée</i> (t. X); M. F. Daguin. — <i>Discipline militaire et obéissance passive</i> , par M. J. Cauvière; M. F. Daguin..... | 502    |

BULLETIN N<sup>os</sup> 10, 11 et 12. — OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Liste des ouvrages offerts à la Société.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 513 |
| Notice sur un règlement de l'Empire ottoman concernant les attributions des Conseils cantonaux comme justices de paix et tribunaux de simple police, par M. L. Lamouche.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 516 |
| Note du Secrétaire général concernant l' <i>Annuaire de législation étrangère</i> .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 528 |
| Chronique législative. — Chambres suédoises.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 529 |
| Comptes rendus d'ouvrages. — <i>Wie treibt man Schuldforderungen im Auslande?</i> 7 <sup>e</sup> vol. <i>Die Beitreibung von Schuldforderungen in Frankreich</i> , par M. E. Eisenmann; M. Bague-nier-Désormeaux. — <i>La question agricole en Espagne et la politique hydraulique</i> , par M. A. Marvaud; M. F. Daguin. — <i>La facultad de derecho de Paris, estado actual de su enseñanza</i> , par M. E. Quesada; M. A. Souriac. — <i>Livres fonciers et banque foncière en Grèce</i> , par M. Carusso; M. A. Souriac. — <i>Guide pratique en matière d'accidents du travail, à l'usage des patrons, employés et ouvriers</i> , par M. A. Poidvin; M. F. Daguin. — <i>L'impôt global sur le revenu et les impôts spéciaux sur les revenus</i> , par M. H. Pascaud; M. F. Daguin. — <i>Le régime dotal. Étude historique, critique et politique (droit français, étranger et international privé)</i> , par M. Dépinay; M. F. Daguin. — <i>Projet d'impôt global et progressif sur le revenu, etc.</i> , par M. Petiot; M. J. Dufay.... | 540 |
| Table des matières.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 551 |
| Table analytique des matières, par M. A. Darras.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 557 |

# TABLE ANALYTIQUE

DRESSÉE PAR

**M. ALCIDE DARRAS**

Rédacteur en chef de la Revue de Droit international privé  
et de Droit pénal international.

## A

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>Abeilles. V. Bibliographie</i> : ANTONIADES.</p> <p><i>Accidents du travail. V. Bibliographie</i> : POIDVIN.</p> <p><i>Agents diplomatiques. V. Bibliographie</i> : FÉRAUD-GIRAUD.</p> <p><i>Allemagne. V. Bibliographie</i> : BRANTS, FULD, GASTAMBIDE; SCHERER.</p> <p><i>Alsace-Lorraine. V. Bibliographie</i> : PELT.</p> | <p><i>Angleterre. V. Bibliographie</i> : KLEINE. <i>Chroniques législatives</i>; <i>Impôt sur le revenu</i>; <i>mouvement législatif</i>.</p> <p><i>Association. V. Bibliographie</i> : BIEBUYCK.</p> <p><i>Autriche. V. Bibliographie</i> : DE RANDA; PAPPAFAVA; <i>Impôt sur le revenu</i>; <i>mouvement législatif</i>.</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## B

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>Banque. V. Bibliographie</i> : CARUSSO.</p> <p><i>Belgique. V. Bibliographie</i> : BRANTS; JOLY; <i>Mouvement législatif</i>.</p> <p><i>Bibliographie. — ALIMENA. Note polemica intorno alla teoria dell'imputabilita</i>; M. A. Theurault. . . . . 433</p> <p>ALIMENA, <i>Studi di procedura penale</i>; M. A. Theurault. 432</p> <p>ANTONIADES (Démétrius), <i>Τὸ δικαίον τῶν μελισσῶν (Jus de apibus)</i>; M. Fernand Daguin. . . . . 313</p> | <p>BÉCHAUX (A.), <i>Les écoles économiques au XX<sup>e</sup> siècle. L'École individualiste, le socialisme d'État</i>. M. Hubert Valleroux. . . . 442</p> <p>BIBLIOTHÈQUE COLONIALE INTERNATIONALE, 8<sup>e</sup> série; <i>les lois organiques des colonies</i>; M. Léon Adam. . . . . 144</p> <p>BIEBUYCK (Albert), <i>La loi française du 16 juillet 1905 et son application aux associations civiles</i>; M. A. Celier. . . . . 111</p> <p>BRAEMT (J.-L.), <i>Guide formulaire pour la déclaration des</i></p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

- successions; M. Fernand Daguin. . . . . 145
- BRANTS (Victor), *La Faculté de droit de l'Université de Louvain à travers cinq siècles (1426-1906)*; M. Fernand Daguin . . . . . 322
- BRANTS (Victor), *Le salaire usuraire devant la loi et les juges allemands*; M. Fernand Daguin. . . . . 109
- BRUSA, *Codice di procedura penale norvegese (1<sup>o</sup> Luglio 1887)*. Traduction, notes et introduction; M. Fernand Daguin . . . . . 224
- CALEB (Albert), *De la responsabilité des Administrateurs dans les Sociétés anonymes, en droit français et suisse*; M. C. Sansas. . . . . 318
- CARUSSO (C.-D.), *Livres fonciers et banque foncière en Grèce*; M. Alexandre Souriac . . . . . 543
- CARVALHO DE MENDONÇA (José Xavier), *Dos livros dos commerciantes*; M. P. Sumien. . . . . 315
- CAUVIÈRE (Jules), *Discipline militaire et obéissance passive*; M. Fernand Daguin. . . . . 510
- CAZELLES (Pierre), *De l'idée de la continuation de la personne comme principe des transmissions universelles*; M. A. Rampal. . . . . 141
- CLAVEL (Eug.), *Droit musulman. — Du statut personnel et des successions d'après les différents rites et plus particulièrement le rite Hanafite*; M. Fernand Daguin . . . . . 506
- CÓDIGO DE PROCEDIMIENTO PENAL de la República de Chile (édition officielle); M. Fernand Daguin. . . . . 109
- CORDOBA (Albert B.), *Derecho civil. Tratado de los bienes*; M. P. Sumien. . . . . 316
- DAESTE (R.), *Nouvelles études d'histoire du droit (3<sup>e</sup> série)*; M. L. Guérin . . . . . 438
- DAVID (A.) ET STAVE (Oscar), *Étude sur la législation minière en Norvège*; M. Fernand Daguin . . . . . 503
- DE LA GRASSERIE (Raoul), *Plan d'une réorganisation scientifique et pratique de la magistrature (sous forme de projet de loi)*; M. Fernand Daguin. . . . . 507
- DEL VECCHIO (Giorgio), *Su la teoria del Contratto sociale*; M. C. A. Pret . . . . . 314
- DEMOGUE (René), *Des droits éventuels; hypothèses où ils prennent naissance; nature et effets*; M. René Normier. . . . . 226
- DÉPINAT (J.), *Le régime dotal. — Étude historique, critique et pratique (Droit français, étranger et international privé) suivie de formules*; M. Fernand Daguin. . . . . 545
- DE RANDA (A.). *Das österreichische Handelsrecht mit Einschluss des Genossenschaftsrechtes*; édition publiée avec le concours de M. B.-J. Wolf (tome I<sup>er</sup>); M. Fernand Daguin. . . . . 502
- DERBANNE (Jacques), *La réforme des impôts en Prusse : impôt sur le revenu, impôt sur la fortune, impôts communaux (1891-1893)*; M. Fernand Daguin. . . . . 504
- DUBARLE (L.), *Servan et une cause célèbre devant le Parlement de Dauphiné*; M. Fernand Daguin . . . . . 323
- FALCO (Mario), *Sugli oneri religiosi degli enti ecclesiastici soppressi incombenti al fondo per il culto (Estratto del giornale la*

Legge, anno XLV, n. 22 e 23);  
M. P. Goulé. . . . . 223

FÉRAUD-GIRAUD (L.-J.-D.), *États  
et souverains, personnel diplo-  
matique et consulaire, corps de  
troupe, navires et équipages,  
personnes civiles devant les tri-  
bunaux étrangers*; M. Fernand  
Daguin . . . . . 317

FRAISSAINGEA (Louis), *Une nou-  
velle jurisprudence sur le con-  
flit du cessionnaire de créance  
et des créanciers saisissants*;  
M. J. Gheusi . . . . . 319

FULD (Ludwig), *Gesetz be-  
treffend das Urheberrecht an  
Werken der bildenden Künste  
und der Photographie*; M. Fer-  
nand Daguin . . . . . 140

GASTAMBIDE (Maurice), *Les Tri-  
bunaux spéciaux pour enfants  
en Allemagne*; M. C. Sansas. 146

GAUTREZ (Eugène), *L'insalu-  
brité publique et l'expropriation*;  
*une loi nécessaire*; M. Henri La-  
vollée. . . . . 442

GOODNOW (Frank J.), *Les prin-  
cipes du droit administratif des  
États-Unis*; trad. fr. par MM. A.  
et G. Jèze; M. P. Goulé . . . 431

GUILMARD (Émile), *L'Évasion  
fiscale : comptes de dépôts et  
comptes-joints en France et à  
l'étranger*; M. Daniel Buret. 508

JOBIT, *Bourses de valeurs et  
Sociétés par actions*; M. Léon  
Adam . . . . . 145

JOLY (Henry), *La Belgique cri-  
minelle*; M. Amédée Mourral. 436

JULHIET (Édouard), *Les tribu-  
naux spéciaux pour enfants aux  
États-Unis*; M. C. Sansas . 146

KLEINE (Marcel), *Les tribunaux  
spéciaux pour enfants en Angle-  
terre*; M. C. Sansas. . . . . 146

LAHOVARY (J.-N.), *Progrès de  
la Dobrodja depuis l'annexion  
jusqu'à aujourd'hui, 1878-1906*;  
*tableau graphique dressé par  
ordre du Ministre des domaines*;  
M. Fernand Daguin. . . . . 505

LA MACÉDOINE et le Vilayet  
d'Andrinople (1893-1903); mé-  
moire de l'organisation intérieure;  
M. Fernand Daguin. . . . . 225

LASSA (Pedro), *O determi-  
nismo psychico e a imputabili-  
dade e responsabilidade crimi-  
nal*; M. G. Laneyrie. . . . . 140

LOBO (Helio), *Sabres e Togas*;  
*a autonomia judicante militar*.  
M. P. Sumien. . . . . 316

MARVAUD (Angel), *La question  
agricole en Espagne et la poli-  
tique hydraulique*; M. Fernand  
Daguin. . . . . 541

MINISTÈRE DES FINANCES. *Dirrec-  
tion générale de l'enregistre-  
ment, des domaines et du tim-  
bre. Bulletin de statistique et de  
législation comparée (tome X)*;  
M. Fernand Daguin . . . . . 510

MOORE (John Basset), *A Digest  
of international law*; M. Casi-  
mir Cheuvreux . . . . . 311

MOURET (Henri), *Responsabilité  
des fondateurs et administra-  
teurs de sociétés anonymes*.  
M. Amédée Mourral. . . . . 440

PAPPAFAYA (Vladimir), *Die mo-  
derne Pressgesetzgebung insbes-  
ondere der österreichische Press-  
reformentwurf. Eine geschicht-  
lich-rechtsvergleichende Studie*.  
traduit de l'italien et complété par  
M. A. Simon; M. René Normier.  
. . . . . 108

PASCAUD (H.), *L'impôt global  
sur le revenu et les impôts spé-  
ciaux sur les revenus*; M. Fer-

nand Daguin . . . . . 544

PELT (J.-B.), *Manuel de législation civile à l'usage du clergé d'Alsace-Lorraine*; M. Fernand Daguin . . . . . 106

PETIOT (L.), *Projet d'impôt global et progressif sur le revenu, applicable aux budgets de l'Etat, des communes et des départements*; M. Jules Dufay. 546

PIOT (Gaston), *Éléments de la législation des chemins de fer et des tramways*; M. J. Penet, 142.

POIDVIN (A.), *Guide pratique en matière d'accidents du travail, à l'usage des patrons, employés et ouvriers*; M. Fernand Daguin, . . . . . 543

QUESADA (Ernesto). *La Facultad de Derecho de Paris, estado actual de su enseñanza*; M. Alexandre Souriac . . . . . 541

RECUEIL GÉNÉRAL des lois et des arrêts fondé par J.-B. Sirey; *Jurisprudence du XIX<sup>e</sup> siècle (1790-1900) refondue d'après l'ordre chronologique, sous la direction de MM. Jessionesse et de Gourmont, par MM. A. Darras et F. Rey (XIX<sup>e</sup> volume: 1896-1897)*; M. Fernand Daguin . . . . . 439

REVISTA do Instituto da Ordem dos advogados brasileiros, t. XVII, octobre à décembre 1906; M. Fernand Daguin. . . . . 223

ROLLET (Henri). *Les Tribunaux spéciaux pour enfants en France*; M. C. Sansas. . . . . 146

SCHERER (G.-V.). *Principales*

*différences entre le Code Napoléon (1804) et le Code Guillaume II (1900) en suivant l'ordre du Code Napoléon*; M. E. Eisenmann. 435

SILVERCRUYS, NAGELS (L.) et DULLAERT, *Revue critique de droit criminel*; M. Fernand Daguin. 509

TANON, *Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France*; M. Fernand Daguin. . . . . 227

UNIVERSITÉ de Grenoble. — *Libre du Centenaire de la Faculté de Droit. Discours, études et documents*; M. J. Duquesne. . . . . 433

UPPSTRÖM (W.), *Sveriges Rikes Lag* (23<sup>e</sup> édit.); M. Fernand Daguin. . . . . 312

VERLEY (Jacques). *Le bilan dans les Sociétés anonymes*; M. Amédée Mourral. . . . . 111

WIELAND (Max) et EISENMANN. *Wie treibt man Schuldforderungen im Auslande ein?* t. VII; *Die Beitreibung von Schuldforderungen in Frankreich*; M. Baguenier-Desormeaux . . . . . 540

*Bibliothèque (composition du personnel)* . . . . . 63

Ouvrages offerts pendant l'année, 68, 114, 150, 230, 326, 446, 513

Bourses de valeurs. V. *Bibliographie*; JOBIT.  
Brésil. V. *Bibliographie*; CARVALHO DE MENDONÇA; LOBO; *Mouvement législatif*.  
BUDGET. . . . . 103  
Bulgarie. V. *Mouvement législatif*.

C

*Cession de créance. V. Bibliographie*; FRAISSAINGEA.

*Chemins de fer. V. Bibliographie*; PIOT.



- Chili. V. Bibliographie* : CODIGO.  
*Chroniques législatives* :  
 — France, par MM. P. Vial et Edm. Binoche. 135, 293, 489  
 — Grande-Bretagne et Irlande, par M. Alex. de Lavergne . . . 303  
 — Suède, par M. W. Uppström. . . . . 529  
*Colonies. V. Bibliographie* : BIBLIOTHÈQUE COLONIALE.  
*Comptes joints. V. Bibliographie* : GUILMARD.  
*Conseil de direction* :  
 — Sa composition. . . . . 64, 90  
 — Composition des bureaux de section . . . . . 102  
 — Communications diverses 102, . . . . . 289, 426  
*Conseil de guerre. V. Bibliographie* : LOBO.  
*Consul. V. Bibliographie* : FÉRAUD-GIRAUD.  
*Contrat social. V. Bibliographie* : DEL VECCHIO.  
*Costa-Rica. V. Bibliographie* : CORDOBA.  
*Culte. V. Bibliographie* : FALCO.  
*Séparation des Églises et de l'État.*

D

- Danemark. V. Mouvement législatif.*  
*Décorations . . . . . 289*  
*Droit administratif. V. Bibliographie* : GAUTREZ; GOODNOW.  
*Droit civil. V. Bibliographie* : CAZELLES; CORDOBA; DEMOGUE; FRAISSAINGEA.  
*Droit colonial. V. Bibliographie* : BIBLIOTHÈQUE COLONIALE.  
*Droit commercial. V. Bibliographie* : CALEB; CARVALHO DE MENDONÇA; DE RANDA; MOURET.  
*Droit fiscal. V. Bibliographie* : BRAEMT; DERBANNE; GUILMARD.  
*Impôt.*  
*Droit international privé. V. Bibliographie* : DÉPINAY; MOORE.  
*Droit international public. V. Bibliographie* : FÉRAUD-GIRAUD; MOORE.  
*Droit musulman. V. Bibliographie* : CLAVEL.  
*Droit pénal. V. Bibliographie* : ALIMENA, LASSA.

E

- Économie politique. V. Bibliographie* : BÉCHAUX.  
*Enseignement supérieur. V. Bibliographie* : BRANTS, QUESADA.  
*Équateur. V. Mouvement législatif. Séparation des Églises et de l'État.*  
*Espagne. V. Bibliographie* : MARVAUD.  
*États étrangers. V. Bibliographie* : FÉRAUD-GIRAUD.  
*États-Unis. V. Bibliographie* : GOODNOW, JULHIET, MOORE.



F

*France. V. Bibliographie :* BIEBUYCK, BRAEMT, CALEB, DEMOGUE, DÉPINAY, FRAISSAINGEA, GUILMARD, PIOT, POIDVIN, ROL-

LET, SCHERER, VERLEY, WIELAND; *Chroniques législatives; Mouvement législatif.*

G H

*Grèce. V. Bibliographie :* ANTONIADES, CARUSO; *Sursis conditionnel.*

*Histoire du droit. V. Bibliographie :* BRANTS, DARESTE, TANNON.

I

*Impôt sur le revenu :*

- Communication sur l'income-tax en Angleterre, par M. HUBERT-VALLEROUX. . . . . 60
- Observations de MM. Tranchant, Hubert-Valleroux, Émilien Giraud, C. Cheuvreux, Paul Baillières. . . . . 100
- Étude sur l'impôt sur le revenu en Allemagne, par M. BERTHÉLEMY. . . . . 118
- Observations de MM. P. Leroy-Beaulieu, Poignant, Berthélemy, Challamel, G. Blondel, Stourm. . . . . 131
- Observations de MM. Marcé, Stourm, Cheuvreux, Berthélemy, P. Leroy-Beaulieu. 158
- Observations de MM. Blondel, Berthélemy et Stourm. . . 232
- Étude sur l'impôt sur le revenu en Autriche, par M. MARCÉ. . . . . 155, 380

- Note au sujet de l'impôt sur le revenu en Prusse par M. L. FULD. . . . . 236
- Communication sur l'impôt sur le revenu dans le Grand-Duché de Luxembourg, par M. F. DAGUIN. . . . . 237, 330
- Communication au sujet de l'income-tax, par M. HUBERT-VALLEROUX. . . . . 247
- Étude sur l'impôt sur le revenu en Suisse, par M. Ch. BOICHAUX. . . . . 248
- Note de M. MESNIL sur l'income-tax. . . . . 329
- Étude sur l'impôt sur le revenu, par M. J. Dufay. . . . . 330
- *V. Bibliographie :* DERBANNE, PASCAUD, PETIOT.
- Islande. V. Mouvement législatif.*
- Italie. V. Bibliographie :* ALIMENA, FALCO.

J

*Japon. V. Mouvement législatif.*

L

*Livres fonciers.* V. *Bibliographie* : CARUSO,

*Luxembourg.* V. *Impôt sur le revenu.*

M

*Membres correspondants* (Liste des) . . . . . 8

*Membres nouveaux*, admis pendant l'année, 68, 114, 150, 230, 325, 445.

*Membres titulaires*, résidant à l'étranger . . . . . 35

*Membres titulaires* (Liste des) résidant à l'étranger, classés d'après le lieu de leur résidence. 55

*Membres titulaires*, résidant en France et dans les colonies françaises . . . . . 9

*Mines.* V. *Bibliographie* : DAVID.

*Mouvement législatif* :

|                                       |          |
|---------------------------------------|----------|
| — Australie. . . . .                  | 217      |
| — Belgique. . . . .                   | 310      |
| — Brésil . . . . .                    | 310      |
| — Bulgarie . . . . .                  | 217      |
| — Danemark. . . . .                   | 217      |
| — Équateur . . . . .                  | 501      |
| — Islande. . . . .                    | 217      |
| — France. . . . .                     | 498      |
| — Grande-Bretagne et Irlande. . . . . | 217      |
| — Japon . . . . .                     | 220      |
| — Paraguay . . . . .                  | 220      |
| — Perse. . . . .                      | 220      |
| — Saint-Marin. . . . .                | 501      |
| — Suède . . . . .                     | 221      |
| — Transvaal . . . . .                 | 222      |
| — Venezuela . . . . .                 | 139, 222 |

N O

*Nécrologie* . . . . 72, 118, 426

*Norvège.* V. *Bibliographie* : BRUSA; DAVID.

*Organisation judiciaire.* Notice sur un règlement de l'Empire ottoman concernant les attributions des conseils cantonaux

(Conseils de Nahié) comme justices de paix et tribunaux de simple police par M. L. LAMOU-  
CHE . . . . . 516

V. *Bibliographie* : DE LA GRASSE-  
RIE; *Tribunaux pour enfants.*

P Q

*Paraguay.* V. *Mouvement législatif.*

*Perse.* V. *Mouvement législatif.*

*Presse.* V. *Bibliographie* : PAF-  
PAFAVA.

*Procédure civile.* V. *Bibliogra-  
phie* : WIELAND.

*Procédure pénale.* V. *Bibliogra-*

*phie* : ALIMENA, BRUSA; CODIGO  
DE PROCEDIMIENTO PENAL, ETC.

*Propriété littéraire et artistique.*  
V. *Bibliographie* : FULD.

*Prusse.* V. *Bibliographie* : DER-  
BANNE; *Impôt sur le revenu.*

*Question ouvrière.* V. *Bibliogra-  
phie* : BRANTS; POIDVIN.

R

|                                         |                                     |
|-----------------------------------------|-------------------------------------|
| <i>Régime dotal. V. Bibliographie :</i> | <i>Roumanie. V. Bibliographie :</i> |
| DÉPINAY.                                | LAHOVARY.                           |
| <i>Règlement . . . . .</i>              | 5                                   |

S

|                                                                                        |                                                                                                                                                                  |                                                                         |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| <i>Saint-Marin. V. Mouvement législatif.</i>                                           | par M. F. DAGUIN . . . .                                                                                                                                         | 465                                                                     |
| <i>Santé publique. V. Bibliographie :</i>                                              | Étude sur le régime des cultes dans le canton de Fribourg, par M. l'abbé SPREISER . . . .                                                                        | 481                                                                     |
| GAUTREY.                                                                               | <i>Socialisme. V. Bibliographie :</i>                                                                                                                            |                                                                         |
| <i>Séances générales :</i>                                                             | BÉCHAUX.                                                                                                                                                         |                                                                         |
| Du 12 décembre 1906. . . .                                                             | <i>Sociétés. V. Bibliographie :</i>                                                                                                                              | CALEB, JOBIT.                                                           |
| Du 16 janvier 1907. . . . .                                                            | <i>Sociétés anonymes. V. Bibliographie :</i>                                                                                                                     | MOURET, VERLEY.                                                         |
| Du 20 février 1907. . . . .                                                            | <i>Sociétés savantes (Note du secrétariat sur le Congrès des).</i>                                                                                               | 487                                                                     |
| Du 20 mars 1907. . . . .                                                               | <i>Souverains étrangers. V. Bibliographie :</i>                                                                                                                  | FÉRAUD-GIRAUD.                                                          |
| <i>Sections (Réunion des) :</i>                                                        | <i>Statuts . . . . .</i>                                                                                                                                         | 3                                                                       |
| Delalangue anglaise. 104, 214, 290 . . . . .                                           | <i>Suède. V. Bibliographie :</i>                                                                                                                                 | UPPSTROM; <i>chroniques législatives, mouvement législatif.</i>         |
| Delalangue française. 105, 134, 213 . . . . .                                          | <i>Suisse. V. Bibliographie :</i>                                                                                                                                | CALEB; <i>impôt sur le revenu; séparation des Églises et de l'État.</i> |
| Des langues du Midi et de l'Orient. . . . .                                            | <i>Sursis conditionnel. — Note sur une proposition de loi sur le sursis conditionnel à l'exécution des peines, déposée à la Chambre des députés de Grèce . .</i> | 210                                                                     |
| Des langues du Nord. 134, 213 . . . . .                                                |                                                                                                                                                                  |                                                                         |
| Composition des bureaux de sections. . . . .                                           |                                                                                                                                                                  |                                                                         |
| <i>Séparation des Églises et de l'État :</i>                                           |                                                                                                                                                                  |                                                                         |
| Étude sur les rapports de l'Église et de l'État en Suisse. par M. Ed BERTHOUD. . . . . |                                                                                                                                                                  | 450                                                                     |
| Étude sur le régime des cultes dans la République de l'Équateur,                       |                                                                                                                                                                  |                                                                         |

T

|                                                         |                                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|
| <i>Trésorier (Rapport sur les comptes du) . . . . .</i> | <i>bibliographie :</i>                      | GASTAMBIDE; JULHET; KLEINE; ROLLET. |
| <i>Tribunaux pour enfants. V. Bi-</i>                   | <i>Turquie. V. Organisation judiciaire.</i> |                                     |

L'Éditeur-Gérant : F. PICHON.

C. A.  
2/27/08

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

### DE

# LÉGISLATION COMPARÉE

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret  
du 4 décembre 1873)

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

N° 1. — Janvier 1907.

#### SOMMAIRE

|                                                                                                                                                      | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Statuts. . . . .                                                                                                                                     | 3      |
| Règlement. . . . .                                                                                                                                   | 5      |
| Liste des membres. . . . .                                                                                                                           | 8      |
| Composition du Conseil de Direction. . . . .                                                                                                         | 64     |
| Séance du 12 décembre 1906. . . . .                                                                                                                  | 67     |
| Allocution de M. le Président GLASSON. . . . .                                                                                                       | 69     |
| Election d'un président, de deux vice-présidents et<br>de quatre membres du Conseil. . . . .                                                         | 90     |
| Communication de M. HUBERT-VALLEROUX sur<br>l'impôt sur le revenu en Angleterre. . . . .                                                             | 90     |
| Observations de MM. Ch. TRANCHANT, HUBERT-<br>VALLEROUX, E. GIRAUD, C. CHEUVREUX et<br>P. BAILLIÈRE. . . . .                                         | 100    |
| Conseil de direction. . . . .                                                                                                                        | 102    |
| Réunion des sections. — Section de la langue an-<br>glaise. — Section des langues du Midi et de<br>l'Orient. — Section de la langue française. . . . | 104    |
| Comptes rendus d'ouvrages. . . . .                                                                                                                   | 106    |

## PARIS

Tout ce qui concerne la *publication du Bulletin*  
doit être adressé à la

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**

*Ancienne Librairie Chevalier-Maresq et C<sup>e</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies*

**F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS**

*Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée*

**20, Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)**

La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement  
d'une somme de 250 francs (art. 5 du règlement).

En cas de changement de qualité ou d'adresse, les Membres de la Société sont priés d'en donner avis  
au Secrétaire général, 16, rue du Pré-aux-Clercs.

La Bibliothèque (10, rue du Pré-aux-Clercs) est ouverte tous les  
de quatre heures et demie à six heures du soir.

## EXTRAITS DES STATUTS

- I. Une Société est instituée sous le nom de *Société de Législation comparée*.
  - II. Elle a pour objet l'étude des lois des différents pays et la recherche des moyens pratiques d'améliorer les diverses branches de la législation.
  - III. Elle nomme des correspondants à l'étranger.
  - IV. Elle ne vote sur aucune question.
  - V. On ne peut faire partie de la Société qu'après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation d'un Sociétaire.
  - VI. Le taux de la cotisation annuelle est fixé par un règlement intérieur.
- La cotisation annuelle des membres de la Société est fixée à 20 francs; le droit d'entrée à 10 francs.
- La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement d'une somme de 250 francs.

### Anciens Présidents :

MM. LABOULAYE (1869-1871); † 1883. — RENOVARO (1872-1873); † 1878. — DUFAURE (1875-1876); † 1881. — AUGOC (1876-1877). — LAROMIERRE (1878-1879); † 1893. — GIDE (1880); † 1890. — DUVERGER (1881-1882); † 1892. — H. BARDOUX (1883-1884). — DARESTE (1885-1886). — A. RIBOT (1887-1888). — C. BUPNOIR (1889-1890); † 1898. — H. DE BUIT (1891-1892). — FÉRAUD-GIRAUD (1893-1894). — M. Ch. TRANCHANT (1895-1896). — M. Ch. LYON-CAEN (1897-1898). — M. Georges PICOT (1899-1900). — M. BÉTOAUD (1901-1902). — M. BAUDOUIN (1903-1904). — M. E. GLAESON (1905-1906).

### Anciens Secrétaires Généraux :

MM. Paul JOZON (1869-1872); † 1881. — Alexandre RIBOT (1873-1875). — Georges DUBOIS (1876-1878). — Jules DITZT (1879). — Raphaël GOSSE (1880-1881); † 1890.

## CONVOCATION

La prochaine séance de la *Société de Législation comparée* aura lieu le 20 février 1907.

## SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

16, rue du Pré-aux-Cleres, 16

1906-1907

### TABLEAU DES CONVOCATIONS

|                                    | DÉC.<br>1906 | JANV.<br>1907 | FÉV. | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | OBSERVATIONS                                                                                      |
|------------------------------------|--------------|---------------|------|------|-------|-----|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Séances générales . . . . .        | 12           | 10            | 20   | 20   | »     | »   | »    | Les séances générales ont lieu à tour par tour, à des époques fixées par le Conseil de Direction. |
| Section de la langue anglaise . .  | 7            | »             | 1    | »    | 12    | 31  | »    | Les sections se réunissent à tour de rôle, le vendredi, à 4 h. 1/2 du soir (après-midi).          |
| Section des langues du Nord . . .  | »            | 11            | 22   | »    | 19    | »   | 7    |                                                                                                   |
| Section des langues du Midi . . .  | 14           | »             | »    | 8    | »     | »   | 14   |                                                                                                   |
| Section de la langue française . . | 21           | 25            | »    | 1    | 26    | »   | 21   |                                                                                                   |

## CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1907.

### *Anciens Présidents :*

MM. AUCOC (Léon), membre de l'Institut, président du Comité de législation étrangère; BARBOUX (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation; RIBOT (Alexandre), membre de l'Institut, député, ancien ministre; DU BUIT (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; FÉRAUD-GIRAUD, président honoraire à la Cour de cassation; TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'État; LYON-CAEN (Charles), membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris; PICOT (Georges), secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques; BÉTOLAUD, membre de l'Institut, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier; BAUDOUIN (Manuel), procureur général à la Cour de cassation; GLASSON, doyen de la Faculté de droit de Paris, membre de l'Institut.

### *Président :*

M. LEROY-BEAULIEU (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

### *Anciens Vice-Présidents :*

MM. CHEYSSON, CHAUMAT, Edmond BERTRAND, Louis. RENAULT, Albert GIGOT, Charles BABINET, GÉRARDIN, HUBERT-VALLEROUX, Pierre DARESTE, Auguste ARNAUNÉ.

### *Vice-Présidents :*

THALLER (E.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LANEYRIE (G.), conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
HÉRON DE VILLEFOSSE (Etienne), sous-chef de bureau au Ministère de la Justice.

### *Membres du Conseil :*

MM. BAILLIÈRE (Paul), docteur en droit.  
BELLOM (Maurice), ingénieur au Corps des Mines.  
COLIN (A.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
DARRAS (Alcide), chargé de conférences à la Faculté de droit de Paris.  
DE LALAIN-CHOMEL, conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
DEMONBYNES (G.), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
DITTE (Henri), président du tribunal civil de la Seine.  
GIRAUD (En ilien), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
GUÉLIN (Lucien), chef de bureau à la Caisse des dépôts et consignations.  
HAMEL (Paul), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HUARD (Gustave), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LARNAUDE (F.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
LEPELLETIER (Fernand), professeur à la Faculté libre de droit de Paris.  
PAISANT (A.), président honoraire du Tribunal civil de Versailles.  
VERNEAUX (René), chef du contentieux des Messageries maritimes.  
N...

### *Anciens Secrétaires généraux :*

MM. DUBOIS (Georges), ancien magistrat, chef du contentieux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.  
DIETZ (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaire général :*

M. DAGUIN (Fernand), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaires :*

MM. THEURAU (A.), ancien magistrat.  
DUFOURMANTELLE (Maurice), chargé de Conférences à la Faculté de droit de Paris.  
FROMAGEOT (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
CHEUVREUX (Casimir), ancien avocat à la Cour d'appel.

### *Secrétaires adjoints :*

MM. BURET (Daniel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
SAUVAGNAC (Marcel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
ADAM (Léon), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
BINOCHE (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
NORMIER (René), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
COSMAO DUMANOIR (Marcel), chef de bureau au Contentieux de la Compagnie d'assurances *La Nationale*.  
BERTHEAU (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Ancien Trésorier :*

M. FLACH (Jacques), professeur au Collège de France.

### *Trésorier :*

M. ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.



## LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

20, Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)

## PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ

Bulletin. Les trois premières années (1869-1872). 1 fort vol. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).

— Années 1873, 1874 et 1875. Épuisé.

— Année 1876, 1 vol. gr. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).

— Années 1877 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8° 12 fr.

— Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société 6 fr.

Table du Bulletin (1869-1880). 1 vol. gr. in-8° 3 fr.

Annuaire de législation étrangère, Première année (1872). — 1 vol. gr. in-8°. — Prix 25 fr.

— Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société 20 fr.

— Année 1873 (Épuisé).

— Années 1874 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8° 18 fr.

— Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société 10 fr.

— La Collection entière, moins le tome II 200 fr.

— La Collection de 10 volumes ne comprenant pas le tome I<sup>er</sup> 70 fr.— La même Collection comprenant le tome I<sup>er</sup> 80 fr.

Annuaire de législation étrangère. — Table des matières contenues dans les trente premiers volumes dressée par M. L. Adam. Prix 35 fr.

— Prix réduit pour les membres de la Société 20 fr.

Annuaire de législation française. Années 1882 à 1906. — Prix de chaque volume grand in-8° 3 fr.

— Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société, le volume 2 fr.

Table décennale de l'Annuaire de législation française (I à X). — 1 vol. gr. in-8° 3 fr.

— Prix 1 fr.

— Prix réduit pour les membres de la Société 1 fr.

Annuaire de législation française, Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les vingt premiers volumes (1882 à 1901). 1 vol. gr. in-8°. — Prix 5 fr.

— Prix réduit pour les membres de la Société 2 fr.

Société de Législation comparée. — Catalogue de la Bibliothèque (2<sup>e</sup> édition), dressé par Christian DACHIN et Maurice DEFOURMANTELLE. 1 vol. gr. in-8°. — Prix 10 fr.

— Prix réduit pour les membres de la Société 5 fr.

Société de Législation comparée. — Session extraordinaire de 1889. — Célébration du vingtième anniversaire de la fondation de la Société. 1 vol. gr. in-8°. — Prix 4 fr.

— Prix réduit pour les membres de la Société 2 fr.

Recueil des procès-verbaux de la Commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans la loi de 1838 sur les aliénés, précédé d'une Étude par M. Ernest BERTRAND. 1 vol. gr. in-8°. — Prix 3 fr.

Rapport de la Commission chargée d'étudier les diverses législations sur le notariat. in-8°. — Prix 3 fr.

## COLLECTION DES PRINCIPAUX CODES ÉTRANGERS

Code d'instruction criminelle autrichien de 1873, traduit et annoté par Ed. BERTRAND et Ch. LYON-CAEN. 1 vol. in-8°. Épuisé.

Code de commerce allemand et loi allemande sur le change, traduits et annotés par Paul GIDE, Ch. LYON-CAEN, J. FLACH et J. DIETZ. 1 vol. in-8°. Épuisé.

Code pénal des Pays-Bas (2 mars 1881), traduit et annoté par W.-J. WINTGENS. 1 vol. in-8°. — Prix 3 fr.

Code de procédure pénale allemand (1<sup>er</sup> février 1877), traduit et annoté par Fernand DACHIN. 1 vol. in-8°. — Prix 12 fr.

— Prix réduit pour les membres de la Société 7 fr.

Code d'organisation judiciaire allemand (27 janvier 1877), traduit et annoté par L. DUBARLE. 2 vol. in-8°. — Prix 20 fr.

— Prix réduit pour les membres de la Société 12 fr.

Les Chartes coloniales et les Constitutions des États-Unis de l'Amérique du Nord, par Alphonse GODEAU (tomes I, II et III). 3 vol. in-8°.

— Prix réduit pour les membres de la Société 15 fr.

Code pénal hongrois, traduit et annoté par C. MARTINET et P. BARRETE. 1 vol. in-8°. — Prix 7 fr.

— Prix réduit pour les membres de la Société 4 fr.

Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne (30 janvier 1877), traduit et annoté par E. GLASSON, E. LÉONLIN et F.-R. BARRETE. 1 vol. in-8°. Épuisé.

Loi anglaise sur la faillite (du 25 août 1883), traduite et annotée par Ch. LYON-CAEN. 1 vol. in-8°. Épuisé.

Code de commerce portugais de 1888, traduit et annoté par E. LEU.

Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique, recueillies par Ch. LYON-CAEN et P. DALSAGN.

Code pénal d'Italie de 1889, traduit et annoté par J. LACOSTA.

Code civil du canton de Zurich de 1887, traduit et annoté par E. LEU.

Code général des biens pour la principauté de Monténégro de 1888, traduit par H. BARRETE et A. RIVIÈRE.

Code d'organisation judiciaire russe, traduit par M. J. KAPNIST.

Lois maritimes scandinaves, traduites par M. L. HACHENET.

Code civil portugais, traduit par MM. LANCHEUX et DUBOIS.

Code de procédure criminelle espagnol, traduit par MM. VERDIER et DUPREUX.

Code civil allemand (I<sup>er</sup>), traduit par MM. BENOIST, CHALLAMÉ, DUBOIS, GENT, HAWET, LEU, GILMANN et SALERIAN.JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ, publié par M. CADNET. — 31<sup>e</sup> année. Un an, 22 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 20 fr. — On souscrit à la Librairie générale de Droit et chez MM. Marechal, Billard et C<sup>o</sup>, à Paris.REVUE INTERNATIONALE DE DROIT MARITIME, publiée par M. AUBRY. — 21<sup>e</sup> année. Un an, 20 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 18 fr. 50. — On souscrit chez M. Chevalier-Maresq, Paris. TABLE DÉCENNALE (1868-1898). — Prix 30 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 25 fr.

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

### DE

# LÉGISLATION COMPARÉE

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret  
du 4 décembre 1873)

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

N° 2. — Février 1907.

#### SOMMAIRE

|                                                                                                              | Pages. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Séance du 16 janvier 1907 . . . . .                                                                          | 113    |
| Allocution de M. le Président Paul LEROY-BEAULIEU. . . . .                                                   | 116    |
| Communication de M. BERTHÉLEMY sur l'impôt sur le revenu en Prusse. . . . .                                  | 118    |
| Observation de MM. POIGNANT, BERTHÉLEMY, Paul LEROY-BEAULIEU, J. CHALLAMEL, G. BLONDEL et R. STOURM. . . . . | 131    |
| Réunion des Sections. — Section des langues du Nord — Section de la langue française. . . . .                | 134    |
| Chronique législative (France). . . . .                                                                      | 135    |
| Mouvement législatif (Vénézuëla). . . . .                                                                    | 139    |
| Comptes-rendus d'ouvrages. . . . .                                                                           | 140    |

## PARIS

Tout ce qui concerne la *publication du Bulletin*  
doit être adressé à la

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**  
*Ancienne Librairie Chevalier-Maresq et Co et ancienne Librairie F. Pichon réunies*  
**F. PICHON et DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS**  
Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée  
**20, Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)**

La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement  
d'une somme de 250 francs (art. 5 du règlement).

## NOTE DU TRÉSORIER

Le Trésorier a l'honneur d'inviter MM. les Membres de la Société de Législation comparée à remettre ou à envoyer le montant de leur cotisation, pour l'année 1907, à la Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 20, rue Soufflot, à Paris, qui est chargée exclusivement de l'encaissement des cotisations. Afin d'éviter une complication dans les écritures, il prie Messieurs les

En cas de changement de qualité ou d'adresse, les Membres de la Société sont priés d'en donner  
au Secrétaire général, 16, rue du Pré-aux-Clercs.

La Bibliothèque (10, rue du Pré-aux-Clercs) est ouverte de quatre heures et demie à six heures du soir.



## EXTRAITS DES STATUTS

- I. Une Société est instituée sous le nom de *Société de Législation comparée*.
  - II. Elle a pour objet l'étude des lois des différents pays et la recherche des moyens pratiques d'améliorer les diverses branches de la législation.
  - III. Elle nomme des correspondants à l'étranger.
  - IV. Elle ne vote sur aucune question.
  - V. On ne peut faire partie de la Société qu'après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation d'un Sociétaire.
  - VI. Le taux de la cotisation annuelle est fixé par un règlement intérieur.
- La cotisation annuelle des membres de la Société est fixée à 20 francs; le droit d'entrée à 10 francs.
- La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement d'une somme de 250 francs.

### Anciens Présidents :

MM. LABOULAYE (1869-1871); † 1883. — RENOUD (1872-1873); † 1878. — DUFAURE (1875-1876); † 1881. — AUGOC (1876-1877). — LAROMBIÈRE (1878-1879); † 1893. — GIDE (1880); † 1880. — DUVERGER (1881-1882); † 1892. — H. BARDOUX (1883-1884). — DARESTE (1885-1886). — A. RIBOT (1887-1888). — C. BUFNOIR (1889-1890); † 1898. — H. DU BUIT (1891-1892). — FÉRAUD-GIRAUD (1893-1894). — M. Ch. TRANCHANT (1895-1896). — M. Ch. LYON-CAEN (1897-1898). — M. Georges PICOT (1899-1900). — M. BÉTOLAUD (1901-1902). — M. BAUDOUIN (1903-1904). — M. E. GLASSON (1905-1906).

### Anciens Secrétaires Généraux :

MM. Paul JOZON (1869-1872); † 1881. — Alexandre RIBOT (1873-1875). — Georges DUBOIS (1876-1878). — Jules DIETZ (1879). — Raphaël GONZ (1880-1881); † 1890.

## CONVOCATION

La prochaine séance de la *Société de Législation comparée* aura lieu le 20 février 1907.

## SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

16, rue du Pré-aux-Clercs, 16

1906-1907

### TABLEAU DES CONVOCATIONS

|                                   | DÉC.<br>1906 | JANV.<br>1907 | FÉV. | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------|--------------|---------------|------|------|-------|-----|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Séances générales. . . . .        | 12           | 16            | 20   | 20   | »     | »   | »    | Les séances générales ont lieu 4 fois par an, à des époques fixées par le Conseil de Direction.<br>Les sections se réunissent à tour de rôle, le vendredi, à 4 h. 1/2 de l'après-midi. |
| Section de la langue anglaise. .  | 7            | »             | 1    | »    | 12    | 31  | »    |                                                                                                                                                                                        |
| Section des langues du Nord. . .  | »            | 11            | 22   | »    | 19    | »   | 7    |                                                                                                                                                                                        |
| Section des langues du Midi. . .  | 14           | »             | »    | 8    | »     | »   | 14   |                                                                                                                                                                                        |
| Section de la langue française. . | 21           | 25            | »    | 1    | 26    | »   | 21   |                                                                                                                                                                                        |

## CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1907.

### *Anciens Présidents :*

MM. AUCOC (Léon), membre de l'Institut, président du Comité de législation étrangère; BARDOUX (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation; RIBOT (Alexandre), membre de l'Institut, député, ancien ministre; DU BUI (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; FÉRAUD-GIRAUD, président honoraire à la Cour de cassation; TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'Etat; LYON-CAEN (Charles), membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris; PICOT (Georges), secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques; BÉTOLAUD, membre de l'Institut, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier; BAUDOUIN (Manuel), procureur général à la Cour de cassation.

### *Président :*

M. LEROY-BEAULIEU (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

### *Anciens Vice-Présidents :*

MM. CHEYSSON, CHAUMAT, Edmond BERTRAND, Louis RENAULT, Albert GIGOT, Charles BABINET, GERARDIN, HUBERT-VALLEROUX, Pierre DARESTE, Auguste ARNAUD.

### *Vice-Présidents :*

THALLER (E.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LANEYRIE (G.), conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
HÉRON DE VILLEFOSSÉ (Etienné), sous-chef de bureau au Ministère de la Justice.

### *Membres du Conseil :*

MM. BAILLIÈRE (Paul), docteur en droit.  
BELLOW (Maurice), ingénieur au Corps des Mines.  
COLIN (A.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
DARRAS (Alcide), chargé de conférences à la Faculté de droit de Paris.  
DE LALAIN-CHOMEL, conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
DEMOMBYNES (G.), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
DITTE (Henri), président du tribunal civil de la Seine.  
GIRAUD (Eugène), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
GUÉRIN (Lucien), chef de bureau à la Caisse des dépôts et consignations.  
HAMEL (Paul), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HUARD (Gustave), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LARNAUDE (F.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
LEPELLETIER (Fernand), professeur à la Faculté libre de droit de Paris.  
PAISANT (A.), président honoraire du Tribunal civil de Versailles.  
VERNEAUX (René), chef du contentieux des Messageries maritimes.  
N...

### *Anciens Secrétaires généraux :*

MM. DUBOIS (Georges), ancien magistrat, chef du contentieux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.  
DIETZ (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaire général :*

M. DAGUIN (Fernand), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaires :*

MM. THEURAU (A.), ancien magistrat.  
DUFOURMANTELLE (Maurice), chargé de Conférences à la Faculté de droit de Paris.  
FROMAGEOT (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
CHEUVREUX (Casimir), ancien avocat à la Cour d'appel.

### *Secrétaires adjoints :*

MM. BURET (Daniel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
SAUVAGNAC (Marcel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
ADAM (Léon), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
BINOCHE (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
NORMIER (René), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
COSMAO DUMANOIR (Marcel), chef de bureau au Contentieux de la Compagnie d'assurances *La Nationale*.  
BERTHEAU (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Ancien Trésorier :*

M. FLACH (Jacques), professeur au Collège de France.

### *Trésorier :*

M. ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**  
**20, Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)**

**PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ**

**Bulletin.** Les trois premières années (1869-1872). 1 fort vol. in-8° (Réservé aux membres nouveaux de la Société).

— Années 1873, 1874 et 1875. *Épuisé.*

— Année 1876. 1 vol. gr. in-8° (Réservé aux membres nouveaux de la Société).

— Années 1877 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8° . . . . . 12 fr.

Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société . . . . . 6 fr.

**Table du Bulletin** (1869-1880). 1 vol. gr. in-8° . . . . . 3 fr.

**Annuaire de législation étrangère.** Première année (1872). — 1 vol. gr. in-8°. — Prix . . . . . 35 fr.

Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société . . . . . 20 fr.

— Année 1873 (*Épuisé*).

— Années 1874 à 1905. — Prix de chaque vol. gr. in-8° . . . . . 18 fr.

Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société. . . . . 10 fr.

— La Collection entière, moins le tome II . . . . . 200 fr.

— La Collection de 10 volumes ne comprenant pas le tome I<sup>er</sup>. . . . . 70 fr.

— La même Collection comprenant le tome I<sup>er</sup> . . . . . 80 fr.

**Annuaire de législation étrangère.** — Table des matières contenues dans les trente premiers volumes dressée par M. L. Adam. Prix . . . . . 35 fr.

Prix réduit pour les membres de la Société. . . . . 20 fr.

**Annuaire de législation française.** Années 1882 à 1906. — Prix de chaque volume grand in-8° . . . . . 5 fr.

Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société, le volume . . . . . 2 fr.

**Table décennale de l'Annuaire de législation française** (t. I à X). — 1 vol. gr. in-8° — Prix . . . . . 3 fr.

Prix réduit pour les membres de la Société. . . . . 1 fr.

**Annuaire de législation française.** Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les vingt premiers volumes (1882 à 1901); 1 vol. gr. in-8°. — Prix . . . . . 5 fr.

Prix réduit pour les membres de la Société . . . . . 2 fr.

**Société de Législation comparée.** — Catalogue de la Bibliothèque (2<sup>e</sup> édition), dressé par Christian DAGUIN et Maurice DUFOURMANTELLE. 1 vol. gr. in-8°. — Prix. . . . . 10 fr.

Prix réduit pour les membres de la Société. . . . . 5 fr.

**Société de Législation comparée.** — Session extraordinaire de 1889. — Célébration du vingtième anniversaire de la fondation de la Société. 1 vol. gr. in-8°. — Prix. . . . . 4 fr.

Prix réduit pour les membres de la Société . . . . . 2 fr.

**Recueil des procès-verbaux** de la Commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans la loi de 1838 sur les aliénés, précédé d'une Etude par M. Ernest BERTRAND. 1 vol. gr. in-8°. — Prix . . . . . 5 fr.

**Rapport** de la Commission chargée d'étudier les diverses législations sur le notariat. in-8°. — Prix . . . . . 3 fr.

**COLLECTION DES PRINCIPAUX CODES ÉTRANGERS**

**Code d'instruction criminelle autrichien** de 1873, traduit et annoté par Ed. BERTRAND et Ch. LYON-CAEN. 1 vol. in-8°. *Épuisé.*

**Code de commerce allemand** et loi allemande sur le change, traduits et annotés par Paul GIDR. Ch. LYON-CAEN, J. FLACH et J. DIETZ. 1 vol. in-8°. *Épuisé.*

**Code pénal des Pays-Bas** (2 mars 1881), traduit et annoté par W.-J. WINTGENS. 1 vol. in-8°. — Prix . . . . . 3 fr.

**Code de procédure pénale allemand** (1<sup>er</sup> février 1877), traduit et annoté par Fernand DAGUIN. 1 vol. in-8°. — Prix. . . . . 12 fr.

Prix réduit pour les membres de la Société. . . . . 7 fr.

**Code d'organisation judiciaire allemand** (27 janvier 1877), traduit et annoté par L. DUBAILLÉ. 2 vol. in-8°. — Prix. . . . . 20 fr.

Prix réduit pour les membres de la Société. . . . . 12 fr.

**Les Chartes coloniales** et les Constitutions des États-Unis de l'Amérique du Nord, par Alphonse GOURD (tomes I, II et III). 3 vol. in-8°. — Prix . . . . . 15 fr.

Prix réduit pour les membres de la Société. . . . . 8 fr.

**Code pénal hongrois**, traduit et annoté par C. MARTINET et P. DARESTE. 1 vol. in-8°. — Prix . . . . . 7 fr.

Prix réduit pour les membres de la Société . . . . . 4 fr.

**Code de procédure civile** pour l'Empire d'Allemagne (30 janvier 1877), traduit et annoté par E. GLANSON, E. LEDERLIN et F.-R. DARESTE. 1 vol. in-8°. *Épuisé.*

**Loi anglaise** sur la faillite (du 25 août 1883), traduite et annotée par Ch. LYON-CAEN. 1 vol. in-8°. *Épuisé.*

**Code de commerce portugais** de 1888, traduit et annoté par E. LEHR.

**Lois françaises et étrangères** sur la propriété littéraire et artistique, recueillies par Ch. LYON-CAEN et P. DELALAIN.

**Code pénal d'Italie** de 1889, traduit et annoté par J. LACOMTE.

**Code civil** du canton de Zurich de 1887, traduit et annoté par E. LEHR.

**Code général des biens** pour la principauté de Montenegro de 1888, traduit par R. DARESTE et A. RIVIERE.

**Code d'organisation judiciaire** russe, traduit par M. J. KAPNIST.

**Lois maritimes scandinaves**, traduites par M. L. BEAUCHE.

**Code civil** portugais, traduit par MM. LANEYRIE et DUBOIS.

**Code de procédure criminelle** espagnol, traduit par MM. VERDIER et DEPEIGES.

**Code civil allemand** (t. I et II parus), traduit par MM. BUFNOIR, CHALLAMEL, DRIEUX, GENY, HAMEL, LÉVY, ULLMANN et SALVILES.

**JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ**, publié par M. CLUNET. — 31<sup>e</sup> année. Un an, 22 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 20 fr. — On souscrit à la Librairie générale de Droit et chez MM. Marchal, Billard et C<sup>ie</sup>, à Paris.

**REVUE INTERNATIONALE DE DROIT MARITIME**, publiée par M. AUTRAN. — 22<sup>e</sup> année. Un an, 20 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 18 fr. 50. — On souscrit à la Librairie générale de Droit, Paris. TABLE ALPHABÉTIQUE 1 vol. in-8°. Prix 30 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 25 fr.

1907

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

DE

# LÉGISLATION COMPARÉE

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret  
du 4 décembre 1873)

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

N° 3. — Mars 1907.

### SOMMAIRE

|                                                                                                                                                                              | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Séance du 20 février 1907. . . . .                                                                                                                                           | 149    |
| Observations de MM. V. MARCÉ, R. STOURM, BERTHÉLEMY, Paul LEROY-BEAULIEU et C. CHEUVREUX. . . . .                                                                            | 153    |
| Communication de M. V. MARCÉ sur l'impôt sur le revenu en Autriche. . . . .                                                                                                  | 156    |
| Rapport présenté par M. HÉRON DE VILLEFOSSE sur les comptes de M. le Trésorier. . . . .                                                                                      | 202    |
| Note sur une proposition de loi sur le sursis conditionnel à l'exécution de la peine, présenté à la Chambre des députés de Grèce. . . . .                                    | 210    |
| Réunion des Sections. — Section des langues du Nord — Section de la langue française. — Section de la langue anglaise. — Section des langues du Midi et de l'Orient. . . . . | 213    |
| Mouvement législatif (Australie, Bulgarie, Danemark, Islande, Grande-Bretagne et Irlande, Japon, Paraguay, Perse, Suède, Transvaal, Venezuela). . . . .                      | 217    |
| Comptes rendus d'ouvrages. . . . .                                                                                                                                           | 223    |

## PARIS

Tout ce qui concerne la *publication du Bulletin*  
doit être adressé à la

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**

*Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>e</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies*

**F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS**

*Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée*

**20, Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)**

**La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement  
d'une somme de 250 francs (art. 5 du règlement).**

En cas de changement de qualité ou d'adresse, les Membres de la Société sont priés d'en donner avis  
au Secrétaire général, 16, rue du Pré-aux-Cleres.

de quatre heures et demie à six heures du soir.

## EXTRAITS DES STATUTS

- I. Une Société est instituée sous le nom de *Société de Législation comparée*.
  - II. Elle a pour objet l'étude des lois des différents pays et la recherche des moyens pratiques d'améliorer les diverses branches de la législation.
  - III. Elle nomme des correspondants à l'étranger.
  - IV. Elle ne vote sur aucune question.
  - V. On ne peut faire partie de la Société qu'après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation d'un Sociétaire.
  - VI. Le taux de la cotisation annuelle est fixé par un règlement intérieur.
- La cotisation annuelle des membres de la Société est fixée à 20 francs; le droit d'entrée à 10 francs.
- La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement d'une somme de 250 francs.

### Anciens Présidents :

MM. LABOULAYE (1869-1871); † 1883. — RENOUD (1872-1873); † 1878 — DUFAURE (1875-1876); † 1881. — AUGOT (1876-1877). — LABOMBIÈRE (1878-1879); † 1893. — GINIE (1880); † 1880. — DUVERGER (1881-1882); † 1892. — H. BARBOUX (1883-1884). — DARRÈTE (1885-1886). — A. RIBOT (1887-1888). — C. BUFNOIR (1889-1890); † 1898. — H. DU BUIT (1891-1892). — FÉRAUD-GIRAUD (1893-1894). — M. Ch. TRANCHANT (1895-1896). — M. Ch. LYON-CAEN (1897-1898). — M. Georges PICOT (1899-1900). — M. BÉTOAUD (1901-1902). — M. BAUDOUIN (1903-1904). — M. E. GLASSON (1905-1906).

### Anciens Secrétaires Généraux :

MM. Paul Jozon (1869-1872); † 1881. — Alexandre RIBOT (1873-1875) — Georges DUBOIS (1876-1878). — Jules DIETZ (1879). — Raphaël GONAS (1880-1881); † 1890.

## CONVOCATION

La prochaine séance de la *Société de Législation comparée* aura lieu le 20 mars 1907.

## SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

16, rue du Pré-aux-Clercs, 16

1906-1907

### TABLEAU DES CONVOCATIONS

|                                    | DÉC.<br>1906 | JANV.<br>1907 | FÉV. | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | OBSERVATIONS                                                                                                                                                            |
|------------------------------------|--------------|---------------|------|------|-------|-----|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Séances générales . . . . .        | 12           | 10            | 20   | 20   | »     | »   | »    | Les séances générales ont lieu à des époques fixes, par le Conseil de Direction.<br>Les sections se réunissent à tour de rôle, le vendredi, à 4 h. 1/2 de 1 après-midi. |
| Section de la langue anglaise . .  | 7            | »             | 1    | »    | 12    | 31  | »    |                                                                                                                                                                         |
| Section des langues du Nord . .    | »            | 11            | 22   | »    | 10    | »   | 7    |                                                                                                                                                                         |
| Section des langues du Midi . .    | 14           | »             | »    | 8    | »     | »   | 14   |                                                                                                                                                                         |
| Section de la langue française . . | 21           | 25            | »    | 1    | 26    | »   | 21   |                                                                                                                                                                         |

## CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1907.

### *Anciens Présidents :*

**MM.** AUCOC (Léon), membre de l'Institut, président du Comité de législation étrangère; BARBOUX (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation; RIBOT (Alexandre), membre de l'Institut, député, ancien ministre; DU BUIT (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; FÉRAUD-GIRAUD, président honoraire à la Cour de cassation; TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'Etat; LYON-CAEN (Charles), membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris; PICOT (Georges), secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques; BÉTOAUD, membre de l'Institut, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier; BAUDOUIN (Manuel), procureur général à la Cour de cassation.

### *Président :*

**M.** LEROY-BEAULIEU (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

### *Anciens Vice-Présidents :*

**MM.** CHEYSSON, CHAUMAT, Edmond BERTRAND, Louis RENAULT, Albert GIGOT, Charles BABINET, GÉRARDIN, HUBERT-VALLEROUX, Pierre DARESTE, Auguste ARNAUNÉ.

### *Vice-Présidents :*

THALLER (E.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LANEYRIE (G.), conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
HÉRON DE VILLEFOSSE (Etienne), sous-chef de bureau au Ministère de la Justice.

### *Membres du Conseil :*

**MM.** BAILLIÈRE (Paul), docteur en droit.  
BELLOM (Maurice), ingénieur au Corps des Mines.  
COLIN (A.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
DARRAS (Alcide), chargé de conférences à la Faculté de droit de Paris.  
DE LALAIN-CHOMEL, conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
DEMOMBYNES (G.), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
DITTE (Henri), président du tribunal civil de la Seine.  
GIRAUD (Eirilien), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
GUÉRIN (Lucien), chef de bureau à la Caisse des dépôts et consignations.  
HAMEL (Paul), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HUARD (Gustave), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LARNAUDE (F.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
LEPELLETIER (Fernand), professeur à la Faculté libre de droit de Paris.  
PAISANT (A.), président honoraire du Tribunal civil de Versailles.  
VERNEAUX (René), chef du contentieux des Messageries maritimes.  
N...

### *Anciens Secrétaires généraux :*

**MM.** DUBOIS (Georges), ancien magistrat, chef du contentieux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.  
DIETZ (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaire général :*

**M.** DAGUIN (Fernand), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaires :*

**MM.** THEURAU (A.), ancien magistrat.  
DUFOURMANTELLE (Maurice), chargé de Conférences à la Faculté de droit de Paris.  
FROMAGEOT (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
CHEUVREUX (Casimir), ancien avocat à la Cour d'appel.

### *Secrétaires adjoints :*

**MM.** BURET (Daniel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
SAUVAGNAC (Marcel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
ADAM (Léon), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
BINOCHE (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
NORMIER (René), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
COSMAO DUMANOIR (Marcel), chef de bureau au Contentieux de la Compagnie d'assurances *La Nationale*.  
BERTHEAU (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Ancien Trésorier :*

**M.** FLACH (Jacques), professeur au Collège de France.

### *Trésorier :*

**M.** ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.



**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**  
**20, Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)**

**PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ**

|                                                                                                                                                                                                   |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>Bulletin.</b> Les trois premières années (1863-1872). 4 (ou 5) vol. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).                                                                        |         |
| — Années 1873, 1874 et 1875. <i>Epuisé.</i>                                                                                                                                                       |         |
| — Année 1876. 1 vol. gr. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).                                                                                                                      |         |
| — Années 1877 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                             | 12 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                               | 6 fr.   |
| <b>Table du Bulletin (1869-1880).</b> 1 vol. gr. in-8°                                                                                                                                            | 3 fr.   |
| <b>Annuaire de législation étrangère.</b> Première année (1872). — 1 vol. gr. in-8°.                                                                                                              | 35 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                               | 20 fr.  |
| — Année 1873. ( <i>Epuisé.</i> )                                                                                                                                                                  |         |
| — Années 1874 à 1905. — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                             | 18 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société.                                                                                                                                              | 10 fr.  |
| — La Collection entière, moins le tome II                                                                                                                                                         | 200 fr. |
| — La Collection de 10 volumes ne comprenant pas le tome I <sup>er</sup> .                                                                                                                         | 70 fr.  |
| — La même Collection comprenant le tome I <sup>er</sup> .                                                                                                                                         | 80 fr.  |
| <b>Annuaire de législation étrangère.</b> — Table des matières contenues dans les trente premiers volumes dressée par M. L. Adam. Prix                                                            | 35 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                       | 20 fr.  |
| <b>Annuaire de législation française.</b> Années 1882 à 1906. — Prix de chaque volume grand in-8°                                                                                                 | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société, le volume                                                                                                                                    | 2 fr.   |
| <b>Table décennale de l'Annuaire de législation française (I. I à X).</b> — 1 vol. gr. in-8°                                                                                                      | 3 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                       | 1 fr.   |
| <b>Annuaire de législation française.</b> Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les vingt premiers volumes (1882 à 1901). 1 vol. gr. in-8°.                                | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                        | 2 fr.   |
| <b>Société de Législation comparée.</b> — Catalogue de la Bibliothèque (2 <sup>e</sup> édition), dressé par Christian Daguin et Maurice Dugumantelli. 1 vol. gr. in-8°.                           | 10 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                       | 5 fr.   |
| <b>Société de Législation comparée.</b> — Session extraordinaire de 1889. — Célébration du vingtième anniversaire de la fondation de la Société. 1 vol. gr. in-8°.                                | 4 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                        | 2 fr.   |
| <b>Recueil des procès-verbaux de la Commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans la loi de 1838 sur les aliénés, précédé d'une Etude par M. Ernest Bertrand.</b> 1 vol. gr. in-8°. | 5 fr.   |
| <b>Rapport de la Commission chargée d'étudier les diverses législations sur le notariat.</b> in-8°.                                                                                               | 3 fr.   |

**COLLECTION DES PRINCIPAUX CODES ÉTRANGERS**

|                                                                                                                                                                            |        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| <b>Code d'instruction criminelle autrichien de 1873, traduit et annoté par Ed. Bertrand et Ch. Lyon-Caen.</b> 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>                                 |        |
| <b>Code de commerce allemand et loi allemande sur le change, traduits et annotés par Paul Gide, Ch. Lyon-Caen, J. Flach et J. Dietz.</b> 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>      |        |
| <b>Code pénal des Pays-Bas (2 mars 1831), traduit et annoté par W.-J. Wierwille.</b> 1 vol. in-8°.                                                                         |        |
| Prix                                                                                                                                                                       | 5 fr.  |
| <b>Code de procédure pénale allemand (1<sup>er</sup> février 1877), traduit et annoté par Fernand Daguin.</b> 1 vol. in-8°.                                                |        |
| Prix                                                                                                                                                                       | 12 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                | 7 fr.  |
| <b>Code d'organisation judiciaire allemand (27 janvier 1877), traduit et annoté par L. Daguin.</b> 2 vol. in-8°.                                                           |        |
| Prix                                                                                                                                                                       | 20 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                | 12 fr. |
| <b>Les Chartes coloniales et les Constitutions des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, par Alphonse Godeau (tomes I, II et III).</b> 3 vol. in-8°.                           |        |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                | 15 fr. |
| <b>Code pénal hongrois, traduit et annoté par C. Martinet et P. Barette.</b> 1 vol. in-8°.                                                                                 |        |
| Prix                                                                                                                                                                       | 7 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                 | 4 fr.  |
| <b>Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne (30 janvier 1877), traduit et annoté par E. Glanville, E. Loeblin et F.-R. Barette.</b> 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i> |        |
| <b>Loi anglaise sur la faillite (du 25 août 1883), traduite et annotée par Ch. Lyon-Caen.</b> 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>                                                 |        |
| <b>Code de commerce portugais de 1888, traduit et annoté par E. Leno.</b>                                                                                                  |        |
| <b>Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique, recueillies par Ch. Lyon-Caen et P. Delalain.</b>                                              |        |
| <b>Code pénal d'Italie de 1889, traduit et annoté par J. Lacointa.</b>                                                                                                     |        |
| <b>Code civil du canton de Zurich de 1887, traduit et annoté par E. Leno.</b>                                                                                              |        |
| <b>Code général des biens pour la principauté de Monténégro de 1888, traduit par H. Barette et A. Rivière.</b>                                                             |        |
| <b>Code d'organisation judiciaire russe, traduit par M. J. Kapnist.</b>                                                                                                    |        |
| <b>Lois maritimes scandinaves, traduites par M. L. Beauchet.</b>                                                                                                           |        |
| <b>Code civil portugais, traduit par MM. Lamy et Dubois.</b>                                                                                                               |        |
| <b>Code de procédure criminelle espagnol, traduit par MM. Verrier et Derogier.</b>                                                                                         |        |
| <b>Code civil allemand (I. I et II partie), traduit par MM. Hefner, Challamel, Boute, Gery, Hamel, Lévy, Ullmann et Sautters.</b>                                          |        |

**JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ,** publié par M. CLUNET. — 31<sup>e</sup> année. Un an, 22 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 20 fr. — On souscrit à la Librairie générale de Droit et chez MM. Marchal, Billard et C<sup>ie</sup>, à Paris.

**REVUE INTERNATIONALE DE DROIT MARITIME,** publiée par M. AUBRY. — 22<sup>e</sup> année. Un an, 20 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 14 fr. 50. — On souscrit à la Librairie générale de Droit, Paris.

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

### DE

# LÉGISLATION COMPARÉE

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret  
du 4 décembre 1873)

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

N<sup>os</sup> 4-5. — Avril-Mai 1907.

| SOMMAIRE                                                                                                                                                                            |        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
|                                                                                                                                                                                     | Pages. |
| Séance du 20 mars 1907. . . . .                                                                                                                                                     | 229    |
| Observations de MM. G. BLONDEL, L. BERTHÉLEMY<br>STOURM et L. FULD. . . . .                                                                                                         | 232    |
| Suite et fin de la communication de M. V. MARCÉ<br>sur l'impôt sur le revenu en Autriche. . . . .                                                                                   | 236    |
| Communication de M. F. DAGUIN sur l'impôt sur<br>le revenu dans le Grand-Duché de Luxembourg.<br>Communication de M. HUBERT-VALLEROUX au sujet<br>de l' <i>income-tax</i> . . . . . | 237    |
| Dépôt par M. L. ADAM d'une étude de M. BOICEAU<br>sur l'impôt sur le revenu en Suisse. . . . .                                                                                      | 247    |
| Dépôt par M. F. DAGUIN d'une étude de M. J. DU-<br>FAY sur l'impôt sur le revenu. . . . .                                                                                           | 248    |
| Note de M. L. ADAM sur l'impôt sur le revenu en<br>Suisse. . . . .                                                                                                                  | 282    |
| Conseil de direction. . . . .                                                                                                                                                       | 283    |
| Réunion des sections. — Section de la langue an-<br>glaise. — Section des langues du Nord. — Sec-<br>tion de la langue française. . . . .                                           | 289    |
| Chronique législative. — France; Grande-Bretagne.<br>Mouvement législatif. — Belgique; Brésil. . . . .                                                                              | 290    |
| Comptes rendus d'ouvrages. . . . .                                                                                                                                                  | 293    |
|                                                                                                                                                                                     | 310    |
|                                                                                                                                                                                     | 311    |

## PARIS

Tout ce qui concerne la *publication du Bulletin*  
doit être adressé à la

### LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>e</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20. Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)

La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement  
d'une somme de 250 francs (art. 5 du règlement).

En cas de changement de qualité ou d'adresse, les Membres de la Société sont priés d'en donner avis  
au Secrétaire général, 16, rue du Pré-aux-Clercs.

de quatre heures et demie à six heures du soir.



## EXTRAITS DES STATUTS

- I. Une Société est instituée sous le nom de *Société de Législation comparée*.
  - II Elle a pour objet l'étude des lois des différents pays et la recherche des moyens pratiques d'améliorer les diverses branches de la législation.
  - III. Elle nomme des correspondants à l'étranger.
  - IV. Elle ne vote sur aucune question.
  - V. On ne peut faire partie de la Société qu'après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation d'un Sociétaire.
  - VI. Le taux de la cotisation annuelle est fixé par un règlement intérieur.
- La cotisation annuelle des membres de la Société est fixée à 20 francs; le droit d'entrée à 10 francs.
- La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement d'une somme de 250 francs.

### Anciens Présidents :

MM. LABOULAYE (1869-1871); † 1883. — RENOARD (1872-1873); † 1878 — DUFAURE (1875-1876); † 1881. — AUCOC (1876-1877). — LAROMBIERE (1878-1879); † 1893. — GIDE (1880); † 1880. — DUVERGER (1881-1882); † 1892. — H. BARGOUX (1883-1884). — DARESTE (1885-1886). — A. RIBOT (1887-1888). — C. BUENOIR (1889-1890); † 1898. — H. DU BOUT (1891-1892). — FÉRAUD-GIRAUD (1893-1894). — M. CH. TRANCHANT (1895-1896). — M. CH. LYON-CAEN (1897-1898). — M. GEORGES PICOT (1899-1900). — M. BÉTOAUD (1901-1902). — M. BAUDOUIN (1903-1904). — M. E. GLASSON (1905-1906).

### Anciens Secrétaires Généraux :

MM. Paul JOZON (1869-1872); † 1881. — Alexandre RIBOT (1873-1875) — Georges DUNOIS (1876-1878). — Jules DIETZ (1879). — Raphaël GONAT (1880-1884); † 1890.

## CONVOCATION

La prochaine séance de la *Société de Législation comparée* sera fixée ultérieurement.

## SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

16, rue du Pré-aux-Clercs, 16

### 1906-1907

### TABLEAU DES CONVOCATIONS

|                                   | DÉC.<br>1906 | JANV.<br>1907 | FÉV. | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | OBSERVATIONS                                                                                    |
|-----------------------------------|--------------|---------------|------|------|-------|-----|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Séances générales. . . . .        | 12           | 16            | 20   | 20   | »     | »   | »    | Les séances générales ont lieu 4 fois par an, à des époques fixées par le Conseil de Direction. |
| Section de la langue anglaise. .  | 7            | »             | 1    | »    | 12    | 31  | »    | Les sections se réunissent 3 fois de suite, le vendredi, à 4 h. 1/2 de l'après-midi.            |
| Section des langues du Nord. . .  | »            | 11            | 22   | »    | 10    | »   | 7    |                                                                                                 |
| Section des langues du Midi. . .  | 14           | »             | »    | 8    | »     | »   | 14   |                                                                                                 |
| Section de la langue française. . | 21           | 25            | »    | 1    | 26    | »   | 21   |                                                                                                 |

## CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1907.

### *Anciens Présidents :*

MM. AUCOC (Léon), membre de l'Institut, président du Comité de législation étrangère; BARBOUX (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation; RIBOT (Alexandre), membre de l'Institut, député, ancien ministre; DU BUI (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; FÉRAUD-GIRAUD, président honoraire à la Cour de cassation; TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'Etat; LYON-CAEN (Charles), membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris; PICOT (Georges), secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques; BÉTOLAUD, membre de l'Institut, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier; BAUDOUIN (Manuel), procureur général à la Cour de cassation.

### *Président :*

M. LEROY-BEAULIEU (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

### *Anciens Vice-Présidents :*

MM. CHEYSSON, CHAUMAT, Edmond BERTRAND, Louis RENAULT, Albert GIGOT, Charles BABINET, GÉRARDIN, HUBERT-VALLEROUX, Pierre DARESTE, Auguste ARNAUD.

### *Vice-Présidents :*

THALLER (E.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LANEYRIE (G.), conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
HERON DE VILLEFOSSE (Etienne), sous-chef de bureau au Ministère de la Justice.

### *Membres du Conseil :*

MM. BAILLIÈRE (Paul), docteur en droit.  
BELLON (Maurice), ingénieur au Corps des Mines.  
COLIN (A.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
DARRAS (Alcide), chargé de conférences à la Faculté de droit de Paris.  
DE LALAIN-CHOMEL, conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
DEMOBYNES (G.), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
DITTE (Henri), président du tribunal civil de la Seine.  
GIRAUD (Emilien), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
GUÉRIN (Lucien), chef de bureau à la Caisse des dépôts et consignations.  
HAMEL (Paul), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HUARD (Gustave), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LARNAUDE (F.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
LEPELLETIER (Fernand), professeur à la Faculté libre de droit de Paris.  
PAISANT (A.), président honoraire du Tribunal civil de Versailles.  
VERNEAUX (René), chef du contentieux des Messageries maritimes.  
N...

### *Anciens Secrétaires généraux :*

MM. DUBOIS (Georges), ancien magistrat, chef du contentieux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.  
DIETZ (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaire général :*

M. DAQUIN (Fernand), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaires :*

MM. THEURAU (A.), ancien magistrat.  
DUFOURMANTELLE (Maurice), chargé de Conférences à la Faculté de droit de Paris.  
FROMAGEOT (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
CHEUVREUX (Casmir), ancien avocat à la Cour d'appel.

### *Secrétaires adjoints :*

MM. BURET (Daniel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
SAUVAGNAC (Marcel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
ADAM (Léon), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
BINOCHE (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
NORMIER (René), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
COSMAO DUMANOIR (Marcel), chef de bureau au Contentieux de la Compagnie d'assurances La Nationale.  
BERTHEAU (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Ancien Trésorier :*

M. FLACH (Jacques), professeur au Collège de France.

### *Trésorier :*

M. ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**  
20, Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)

**PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ**

|                                                                                                                                                                                                         |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>Bulletin.</b> Les trois premières années (1863-1872). 1 fort vol. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).                                                                                |         |
| — Années 1873, 1874 et 1875. <i>Epuisé.</i>                                                                                                                                                             |         |
| — Année 1876. 1 vol. gr. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).                                                                                                                            | 12 fr.  |
| — Années 1877 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                                   | 6 fr.   |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                                     | 3 fr.   |
| <b>Table du Bulletin (1869-1880).</b> 1 vol. gr. in-8°                                                                                                                                                  | 33 fr.  |
| <b>Annuaire de législation étrangère.</b> Première année (1872). — 1 vol. gr. in-8° — Prix                                                                                                              | 30 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                                     | 18 fr.  |
| — Année 1873 ( <i>Epuisé</i> ).                                                                                                                                                                         | 10 fr.  |
| — Années 1874 à 1905. — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                                   | 200 fr. |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société.                                                                                                                                                    | 70 fr.  |
| — La Collection entière, moins le tome II                                                                                                                                                               | 80 fr.  |
| — La Collection de 40 volumes ne comprenant pas le tome I <sup>er</sup> .                                                                                                                               | 30 fr.  |
| — La même Collection comprenant le tome I <sup>er</sup>                                                                                                                                                 | 20 fr.  |
| <b>Annuaire de législation étrangère.</b> — Table des matières contenues dans les trente premiers volumes dressée par M. L. Adam. Prix                                                                  | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                             | 3 fr.   |
| <b>Annuaire de législation française.</b> Années 1882 à 1906. — Prix de chaque volume grand in-8°                                                                                                       | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société, le volume                                                                                                                                          | 3 fr.   |
| <b>Table décennale de l'Annuaire de législation française (t. I à X).</b> — 1 vol. gr. in-8° — Prix                                                                                                     | 3 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                             | 1 fr.   |
| <b>Annuaire de législation française.</b> Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les vingt premiers volumes (1882 à 1901); 1 vol. gr. in-8° — Prix                                | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                              | 3 fr.   |
| <b>Société de Législation comparée.</b> — Catalogue de la Bibliothèque (2 <sup>e</sup> édition), dressé par Christian DAGUIN et Maurice DEPOURMANTELLE. 1 vol. gr. in-8° — Prix                         | 10 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                             | 5 fr.   |
| <b>Société de Législation comparée.</b> — Session extraordinaire de 1889. — Célébration du vingtième anniversaire de la fondation de la Société. 1 vol. gr. in-8° — Prix                                | 4 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                              | 2 fr.   |
| <b>Recueil des procès-verbaux de la Commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans la loi de 1838 sur les aliénés, précédé d'une Etude par M. Ernest BERTRAND.</b> 1 vol. gr. in-8° — Prix | 5 fr.   |
| <b>Rapport de la Commission chargée d'étudier les diverses législations sur le notariat.</b> in-8° — Prix                                                                                               | 3 fr.   |

**COLLECTION DES PRINCIPAUX CODES ÉTRANGERS**

|                                                                                                                                                                           |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| <b>Code d'instruction criminelle autrichien de 1873,</b> traduit et annoté par Ed. BERTRAND et Ch. LYON-CARN. 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>                                |        |
| <b>Code de commerce allemand et loi allemande sur le change,</b> traduits et annotés par Paul GIER. Ch. LYON-CARN. J. FLACH et J. DIETZ. 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>     |        |
| <b>Code pénal des Pays-Bas (2 mars 1831),</b> traduit et annoté par W.-J. WINTGENS. 1 vol. in-8° — Prix                                                                   | 3 fr.  |
| <b>Code de procédure pénale allemand (1<sup>er</sup> février 1877),</b> traduit et annoté par Fernand DAGUIN. 1 vol. in-8° — Prix                                         | 12 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                               | 7 fr.  |
| <b>Code d'organisation judiciaire allemand (27 janvier 1877),</b> traduit et annoté par L. DUBAILLÉ. 2 vol. in-8° — Prix                                                  | 20 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                               | 12 fr. |
| <b>Les Chartes coloniales et les Constitutions des États-Unis de l'Amérique du Nord,</b> par Alphonse GOUIN (tomes I, II et III). 3 vol. in-8°.                           |        |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                               | 15 fr. |
| <b>Code pénal hongrois,</b> traduit et annoté par C. MARTINET et P. DARESTE. 1 vol. in-8° — Prix                                                                          | 7 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                | 4 fr.  |
| <b>Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne (30 janvier 1877),</b> traduit et annoté par E. GLANSON, E. LEDERLIN et F.-R. DARESTE. 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i> |        |
| <b>Loi anglaise sur la faillite (du 25 août 1883),</b> traduite et annotée par Ch. LYON-CARN. 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>                                                |        |
| <b>Code de commerce portugais de 1838,</b> traduit et annoté par E. LEHR.                                                                                                 |        |
| <b>Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique,</b> recueillies par Ch. LYON-CARN et P. DELALAIN.                                             |        |
| <b>Code pénal d'Italie de 1839,</b> traduit et annoté par J. LAGENTA.                                                                                                     |        |
| <b>Code civil du canton de Zurich de 1837,</b> traduit et annoté par E. LEHR.                                                                                             |        |
| <b>Code général des biens pour la principauté de Monténégro de 1838,</b> traité par H. BARENTS et A. RIVIERE.                                                             |        |
| <b>Code d'organisation judiciaire russe,</b> traduit par M. J. KAPNIST.                                                                                                   |        |
| <b>Lois maritimes scandinaves,</b> traduites par M. L. BEAUCOURT.                                                                                                         |        |
| <b>Code civil portugais,</b> traduit par MM. LANEYRIE et DUBOIS.                                                                                                          |        |
| <b>Code de procédure criminelle espagnol,</b> traduit par MM. VERDIER et DEFEIGNE.                                                                                        |        |
| <b>Code civil allemand (t. I et II pruss.),</b> traduit par MM. BEYNOIR, CHALLAMEL, DELOI, GENT, HAMEL, LEVY, ULLMANN et SALEILLES.                                       |        |

**JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ,** publié par M. CLUNET. — 31<sup>e</sup> année. Un an, 22 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 20 fr. — On souscrit à la Librairie générale de Droit et chez MM. Marchal, Billard et C<sup>ie</sup>, à Paris.

**REVUE INTERNATIONALE DE DROIT MARITIME,** publiée par M. AUBAN. — 22<sup>e</sup> année. Un an, 30 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 18 fr. 50. — On souscrit à la Librairie générale de Droit, Paris. **TABLE DÉCENNALE (1883-1903).** — Prix 30 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 15 fr.

de quatre heures et demie à six heures du soir.

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

DE

# LÉGISLATION COMPARÉE

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret  
du 4 décembre 1873)

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

N<sup>os</sup> 6-7. — Juin-Juillet 1907.

### SOMMAIRE

|                                                                                                                                                                                          | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Note de M. MESNIL sur l' <i>income-tax</i> . . . . .                                                                                                                                     | 329    |
| Note de M. F. DAGUIN sur l'impôt sur le revenu<br>dans le Grand-Duché de Luxembourg. . . . .                                                                                             | 330    |
| Étude sur l'impôt sur le revenu par M. J. DUFAY. . . . .                                                                                                                                 | 330    |
| Étude sur l'impôt sur le revenu en Autriche (fin),<br>par M. V. MARCÉ. . . . .                                                                                                           | 380    |
| Conseil de direction . . . . .                                                                                                                                                           | 426    |
| Réunion des sections. — Section de la langue an-<br>glaise. — Section des langues du Midi et de<br>l'Orient. — Section de la langue française. —<br>Section des langues du Nord. . . . . | 428    |
| Comptes rendus d'ouvrages. . . . .                                                                                                                                                       | 431    |

## PARIS

Tout ce qui concerne la *publication du Bulletin*  
doit être adressé à la

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**

*Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>e</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies*

**F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS**

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

**20, Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)**

La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement  
d'une somme de 250 francs (art. 5 du règlement).

En cas de changement de qualité ou d'adresse, les Membres de la Société sont priés d'en donner avis  
au Secrétaire général, 16, rue du Pré-aux-Clercs.



## EXTRAITS DES STATUTS

- I. Une Société est instituée sous le nom de *Société de Législation comparée*.
  - II. Elle a pour objet l'étude des lois des différents pays et la recherche des moyens pratiques d'améliorer les diverses branches de la législation.
  - III. Elle nomme des correspondants à l'étranger.
  - IV. Elle ne vote sur aucune question.
  - V. On ne peut faire partie de la Société qu'après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation d'un Sociétaire.
  - VI. Le taux de la cotisation annuelle est fixé par un règlement intérieur.
- La cotisation annuelle des membres de la Société est fixée à 20 francs; le droit d'entrée à 10 francs.
- La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement d'une somme de 250 francs.

### Anciens Présidents :

MM. LABOULAYE (1859-1871); † 1883. — RENOUARD (1872-1873); † 1878 — DUBAURE (1875-1876); † 1881. — AUCOC (1876-1877). — LAROMBÈRE (1878-1879); † 1893. — GIDE (1880); † 1880. — DUVERGER (1881-1882); † 1892. — H. BARBOUX (1883-1884). — DARESTE (1885-1886). — A. RIBOT (1887-1888). — C. BUFNOIR (1889-1890); † 1898. — H. DU BUIT (1891-1892). — PÉRAUD-GIRAUD (1893-1894). — M. CH. TRANCHANT (1895-1896). — M. CH. LYON-CAEN (1897-1898). — M. Georges PICOT (1899-1900). — M. BÉTOLAUD (1901-1902). — M. BAUDOUIN (1903-1904). — M. E. GLASSON (1905-1906).

### Anciens Secrétaires Généraux :

MM. Paul JOZON (1869-1872); † 1881. — Alexandre RIBOT (1873-1875) — Georges DUPOIS (1876-1878). — Jules DIETZ (1879). — Raphaël GONNÉ (1880-1881); † 1890.

## CONVOCATION

La prochaine séance de la *Société de Législation comparée* sera fixée ultérieurement.

## SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

16, rue du Pré-aux-Clercs, 16

### 1906-1907

### TABLEAU DES CONVOCATIONS

|                                   | DÉC.<br>1906 | JANV.<br>1907 | FÉV. | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | OBSERVATIONS                                                                                    |
|-----------------------------------|--------------|---------------|------|------|-------|-----|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Séances générales. . . . .        | 12           | 16            | 20   | 20   | »     | »   | »    | Les séances générales ont lieu à huit par an, à des époques fixées par le Conseil de Direction. |
| Section de la langue anglaise. .  | 7            | »             | 4    | »    | 12    | 31  | »    | Les sections se réunissent à tour de rôle, le vendredi, à 4 h. 1/2 de 14-15 h.                  |
| Section des langues du Nord. .    | »            | 11            | 22   | »    | 19    | »   | 7    |                                                                                                 |
| Section des langues du Midi. .    | 14           | »             | »    | 8    | »     | »   | 13   |                                                                                                 |
| Section de la langue française. . | 21           | 25            | »    | 4    | 26    | »   | 21   |                                                                                                 |

## CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1907.

### *Anciens Présidents :*

MM. AUCOC (Léon), membre de l'Institut, président du Comité de législation étrangère; BARBOUX (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation; RIBOT (Alexandre), membre de l'Institut, député, ancien ministre; DU BURT (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; FÉRAUD-GIRAUD, président honoraire à la Cour de cassation; TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'Etat; LYON-CAEN (Charles), membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris; PICOT (Georges), secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques; BÉTOLAUD, membre de l'Institut, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier; BAUDOUIN (Manuel), procureur général à la Cour de cassation.

### *Président :*

M. LEROY-BEAULIEU (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

### *Anciens Vice-Présidents :*

MM. CHEYSSON, CHAUMAT, Edmond BERTRAND, Louis RENAULT, Albert GIGOT, Charles BABINET, GÉRARDIN, HUBERT-VALLEROUX, Pierre DARESTE, Auguste ARNAUD.

### *Vice-Présidents :*

THALLER (E.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LANEYRIE (G.), conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
HÉRON DE VILLEFOSSE (Etienne), sous-chef de bureau au Ministère de la Justice.

### *Membres du Conseil :*

MM. BAILLIÈRE (Paul), docteur en droit.  
BELLOM (Maurice), ingénieur au Corps des Mines.  
COLIN (A.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
DARRAS (Alcide), chargé de conférences à la Faculté de droit de Paris.  
DE LALAIN-CHOMEL, conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
DEMOMBYNES (G.), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
DITTE (Henri), président du tribunal civil de la Seine.  
GIRAUD (Emilien), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
GUÉRIN (Lucien), chef de bureau à la Caisse des dépôts et consignations.  
HAMEL (Paul), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HUARD (Gustave), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LARNAUDE (F.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
LEPELLETIER (Fernand), professeur à la Faculté libre de droit de Paris.  
PAISANT (A.), président honoraire du Tribunal civil de Versailles.  
VERNEAUX (René), chef du contentieux des Messageries maritimes.  
N...

### *Anciens Secrétaires généraux :*

MM. DUBOIS (Georges), ancien magistrat, chef du contentieux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.  
DIETZ (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaire général :*

M. DAGUIN (Fernand), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaires :*

MM. THEURAU (A.), ancien magistrat.  
DUFOURMANTELLE (Maurice), chargé de Conférences à la Faculté de droit de Paris.  
FROMAGEOT (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
CHEUVREUX (Casimir), ancien avocat à la Cour d'appel.

### *Secrétaires adjoints :*

MM. BURET (Daniel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
SAUVAGNAC (Marcel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
ADAM (Léon), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
BINOCHÉ (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
NORMIER (René), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
COSMAO DUMANOIR (Marcel), chef de bureau au Contentieux de la Compagnie d'assurances *La Nationale*.  
BERTHEAU (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Ancien Trésorier :*

M. FLACH (Jacques), professeur au Collège de France.

### *Trésorier :*

M. ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ

|                                                                                                                                                                                            |         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Bulletin. Les trois premières années (1869-1872). 1 fort. vol. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).                                                                         |         |
| — Années 1873, 1874 et 1875. Épuisé.                                                                                                                                                       |         |
| — Année 1876. 1 vol. gr. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).                                                                                                               |         |
| — Années 1877 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                      | 12 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                        | 6 fr.   |
| Table du Bulletin (1869-1880). 1 vol. gr. in-8°                                                                                                                                            | 3 fr.   |
| Annuaire de législation étrangère. Première année (1872). — 1 vol. gr. in-8°.                                                                                                              | 35 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                        | 20 fr.  |
| — Année 1873 (Épuisé).                                                                                                                                                                     |         |
| — Années 1874 à 1905 — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                       | 38 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société.                                                                                                                                       | 10 fr.  |
| — La Collection entière, moins le tome II                                                                                                                                                  | 200 fr. |
| — La Collection de 10 volumes ne comprenant pas le tome I <sup>er</sup> .                                                                                                                  | 70 fr.  |
| — La même Collection comprenant le tome I <sup>er</sup>                                                                                                                                    | 80 fr.  |
| Annuaire de législation étrangère. — Table des matières contenues dans les trente premiers volumes dressée par M. L. Adam. Prix                                                            | 35 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                | 20 fr.  |
| Annuaire de législation française. Années 1882 à 1906. — Prix de chaque volume grand in-8°                                                                                                 | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société, le volume                                                                                                                             | 2 fr.   |
| Table décennale de l'Annuaire de législation française (t. I à X). — 1 vol. gr. in-8°                                                                                                      | 3 fr.   |
| Prix                                                                                                                                                                                       | 1 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                | 1 fr.   |
| Annuaire de législation française. Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les vingt premiers volumes (1882 à 1901); 1 vol. gr. in-8°.                                | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                 | 2 fr.   |
| Société de Législation comparée. — Catalogue de la Bibliothèque (2 <sup>e</sup> édition), dressé par Christian Daguin et Maurice Dupoumantelle. 1 vol. gr. in-8°.                          | 10 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                | 5 fr.   |
| Société de Législation comparée. — Session extraordinaire de 1889. — Célébration du vingtième anniversaire de la fondation de la Société. 1 vol. gr. in-8°.                                | 4 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                 | 2 fr.   |
| Recueil des procès-verbaux de la Commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans la loi de 1838 sur les aliénés, précédé d'une Etude par M. Ernest Berthand. 1 vol. gr. in-8°. | 5 fr.   |
| Rapport de la Commission chargée d'étudier les diverses législations sur le notariat. in-8°.                                                                                               | 3 fr.   |
| Congrès international de droit comparé. — Procès-verbal des séances et documents. — 2 vol. gr. in-8°                                                                                       | 15 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                | 10 fr.  |

COLLECTION DES PRINCIPAUX CODES ÉTRANGERS

|                                                                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Code d'instruction criminelle autrichien de 1873, traduit et annoté par Ed. Berthand et Ch. Lyon-Caen. 1 vol. in-8°. Épuisé.                            |        |
| Code de commerce allemand et loi allemande sur le change, traduits et annotés par Paul Gide, Ch. Lyon-Caen, J. Flach et J. Dietz. 1 vol. in-8°. Épuisé. |        |
| Code pénal des Pays-Bas (2 mars 1881), traduit et annoté par W.-J. Wintgens. 1 vol. in-8°.                                                              | 3 fr.  |
| Code de procédure pénale allemand (1 <sup>er</sup> février 1877), traduit et annoté par Fernand Daguin. 1 vol. in-8°.                                   | 12 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                             | 7 fr.  |
| Code d'organisation judiciaire allemand (27 janvier 1877), traduit et annoté par L. Duhaime. 2 vol. in-8°.                                              | 20 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                             | 12 fr. |
| Les Chartes coloniales et les Constitutions des États-Unis de l'Amérique du Nord, par Alphonse Gode. (tomes I, II et III). 3 vol. in-8°.                | 15 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                             | 7 fr.  |
| Code pénal hongrois, traduit et annoté par C. Martinet et P. Darest. 1 vol. in-8°.                                                                      | 7 fr.  |
| Prix                                                                                                                                                    | 4 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                              | 4 fr.  |
| Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne (30 janvier 1877), traduit et annoté par E. Glaser, E. Lénier et F.-H. Darest. 1 vol. in-8°. Épuisé. |        |
| Loi anglaise sur la faillite (du 25 août 1883), traduite et annotée par Ch. Lyon-Caen. 1 vol. in-8°. Épuisé.                                            |        |
| Code de commerce portugais de 1888, traduit et annoté par E. Lénier.                                                                                    |        |
| Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique, recueillies par Ch. Lyon-Caen et P. Delalain.                                  |        |
| Code pénal d'Italie de 1889, traduit et annoté par J. Lacombe.                                                                                          |        |
| Code civil du canton de Zurich de 1887, traduit et annoté par E. Lénier.                                                                                |        |
| Code général des biens pour la principauté de Monténégro de 1888, traduit par H. Darest et A. Rivière.                                                  |        |
| Code d'organisation judiciaire russe, traduit par M. J. Kapnist.                                                                                        |        |
| Lois maritimes scandinaves, traduites par M. L. Beauchet.                                                                                               |        |
| Code civil portugais, traduit par MM. Lanvry et Dubois.                                                                                                 |        |
| Code de procédure criminelle espagnol, traduit par MM. Verdier et Despeignes.                                                                           |        |
| Code civil allemand (I et II parties), traduit par MM. Bignon, Chaillet, Debedt, Gény, Hamel, Lévy, Ullmann et Savelles.                                |        |

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ, publié par M. CUNET. — 31<sup>e</sup> année. Un an, 22 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 20 fr. — On souscrit à la Librairie générale de Droit et chez MM. Marchal, Billard et C<sup>ie</sup>, à Paris.

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT MARITIME, publiée par M. AUBRY. — 22<sup>e</sup> année. Un an, 20 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 18 fr. 50. — On souscrit à la Librairie générale de Droit, Paris. TABLE DÉCENNALE (1896-1905). — Prix 30 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 25 fr.

DEC 12 1907

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

### DE

# LÉGISLATION COMPARÉE

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret  
du 4 décembre 1873)

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

N<sup>os</sup> 8-9. — Août-Septembre 1907.

#### SOMMAIRE

|                                                                                             | Pages. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Étude sur les rapports de l'Église et de l'État en Suisse, par M. E. BERTHOUD . . . . .     | 450    |
| Étude sur le régime des cultes dans la République de l'Équateur, par M. F. DAGUIN . . . . . | 465    |
| Étude sur le régime des cultes dans le canton de Fribourg, par M. l'abbé SPEISER . . . . .  | 481    |
| Note du Secrétariat sur le Congrès des Sociétés savantes de 1908 . . . . .                  | 487    |
| Chronique législative. — France . . . . .                                                   | 489    |
| Mouvement législatif. — France; Équateur; Saint-Marin . . . . .                             | 498    |
| Comptes rendus d'ouvrages. . . . .                                                          | 502    |

## PARIS

Tout ce qui concerne la *publication du Bulletin*  
doit être adressé à la

#### LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

*Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>e</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies*

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20. Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)

La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement  
d'une somme de 250 francs (art. 5 du règlement).

En cas de changement de qualité ou d'adresse, les Membres de la Société sont priés d'en donner avis  
au Secrétaire général, 16 rue du Pré-aux-Clercs.

La Bibliothèque (16, rue du Pré-aux-Clercs) est fermée, pendant les vacances, jusqu'au 15 octobre.



## EXTRAITS DES STATUTS

- I. Une Société est instituée sous le nom de *Société de Législation comparée*.
  - II. Elle a pour objet l'étude des lois des différents pays et la recherche des moyens pratiques d'améliorer les diverses branches de la législation.
  - III. Elle nomme des correspondants à l'étranger.
  - IV. Elle ne vote sur aucune question.
  - V. On ne peut faire partie de la Société qu'après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation d'un Sociétaire.
  - VI. Le taux de la cotisation annuelle est fixé par un règlement intérieur.
- La cotisation annuelle des membres de la Société est fixée à 20 francs; le droit d'entrée à 10 francs.
- La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement d'une somme de 250 francs.

### Anciens Présidents :

MM. LABOULAYE (1869-1871); † 1883. — RENOARD (1872-1873); † 1878 — DUBAURE (1875-1876); † 1881. — AUCOC (1876-1877). — LAROMBIÈRE (1878-1879); † 1893. — GIDE (1880); † 1880. — DUVERGER (1881-1882); † 1892. — H. BARBOUX (1883-1884). — DARESTE (1885-1886). — A. RIBOT (1887-1888). — C. BUFNOIR (1889-1890); † 1898. — H. DU BUIT (1891-1892). — FÉRAUD-GIRAUD (1893-1894). — M. Ch. TRANCHANT (1895-1896). — M. Ch. LYON-CAEN (1897-1898). — M. Georges PICOT (1899-1900). — M. BÉTOLAUD (1901-1902). — M. BAUDOUIN (1903-1904). — M. E. GLASSON (1905-1906).

### Anciens Secrétaires Généraux :

MM. Paul JOZON (1869-1872); † 1881. — Alexandre RIBOT (1873-1875) — Georges DUBOIS (1876-1878). — Jules DIETZ (1879). — Raphaël GONSE (1880-1881); † 1890.

## CONVOCATION

La prochaine séance de la *Société de Législation comparée* sera fixée ultérieurement.

## SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

16, rue du Pré-aux-Clercs, 16

1906-1907

### TABLEAU DES CONVOCATIONS

|                                   | DÉC.<br>1906 | JANV.<br>1907 | FÉV. | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                          |
|-----------------------------------|--------------|---------------|------|------|-------|-----|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Séances générales. . . . .        | 12           | 16            | 20   | 20   | »     | »   | »    | Les séances générales ont lieu 4 fois par an, à des époques fixes par le Conseil de Direction.<br>Les sections se réunissent à tour de rôle, le vendredi, à 4 h. 1/2 de l'après-midi. |
| Section de la langue anglaise. .  | 7            | 1             | 4    | »    | 12    | 31  | »    |                                                                                                                                                                                       |
| Section des langues du Nord. . .  | »            | 11            | 22   | »    | 19    | »   | 7    |                                                                                                                                                                                       |
| Section des langues du Midi. . .  | 14           | »             | »    | 8    | »     | »   | 14   |                                                                                                                                                                                       |
| Section de la langue française. . | 21           | 25            | »    | 1    | 26    | »   | 21   |                                                                                                                                                                                       |

# CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1907.

## *Anciens Présidents :*

MM. AUCOC (Léon), membre de l'Institut, président du Comité de législation étrangère; BARBOUX (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation; RIBOT (Alexandre), membre de l'Institut, député, ancien ministre; DU BURT (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; FÉRAUD-GIRAUD, président honoraire à la Cour de cassation; TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'Etat; LYON-CAEN (Charles), membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris; PICOT (Georges), secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques; BÉTOAUD, membre de l'Institut, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier; BAUDOUIN (Manuel), procureur général à la Cour de cassation.

## *Président :*

M. LEROY-BEAULIEU (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

## *Anciens Vice-Présidents :*

MM. CHEYSSON, CHAUMAT, Edmond BERTRAND, Louis RENAULT, Albert GIGOT, GERARDIN, HUBERT-VALLEROUX, Pierre DARESTE, Auguste ARNAUNÉ.

## *Vice-Présidents :*

THALLER (E.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LANEYRIE (G.), conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
HÉRON DE VILLEFOSSE (Etienne), sous-chef de bureau au Ministère de la Justice.

## *Membres du Conseil :*

MM. BAILLIÈRE (Paul), docteur en droit.  
BELLOM (Maurice), ingénieur au Corps des Mines.  
COLIN (A.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
DARRAS (Alcide), chargé de conférences à la Faculté de droit de Paris.  
DE LALAIN-CHOMEL, conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
DEMONBYNES (G.), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
DITTE (Henri), président du tribunal civil de la Seine.  
GIRAUD (Emilien), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
GUÉRIN (Lucien), chef de bureau à la Caisse des dépôts et consignations.  
HAMEL (Paul), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HUARD (Gustave), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LARNAUDE (F.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
LEPELLETIER (Fernand), professeur à la Faculté libre de droit de Paris.  
PAISANT (A.), président honoraire du Tribunal civil de Versailles.  
VERNEAUX (René), chef du contentieux des Messageries maritimes.  
N...

## *Anciens Secrétaires généraux :*

MM. DUBOIS (Georges), ancien magistrat, chef du contentieux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.  
DIETZ (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

## *Secrétaire général :*

M. DAGUIN (Fernand), avocat à la Cour d'appel de Paris.

## *Secrétaires :*

MM. THEURAULT (A.), ancien magistrat.  
DUFOURMANTELLE (Maurice), chargé de Conférences à la Faculté de droit de Paris.  
FROMAGEOT (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
CHEUVREUX (Casimir), ancien avocat à la Cour d'appel de Paris.

## *Secrétaires adjoints :*

MM. BURET (Daniel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
SAUVAGNAC (Marcel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
ADAM (Léon), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
BINOCHE (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
NORMIER (René), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
COSMAO DUMANOIR (Marcel), chef de bureau au Contentieux de la Compagnie d'assurances *La Nationale*.  
BERTHEAU (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

## *Ancien Trésorier :*

M. FLACH (Jacques), professeur au Collège de France.

## *Trésorier :*

M. ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ

Bulletin. Les trois premières années (1863-1872). 1 fort vol. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).

|                                                                                                                                                                                                  |         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| — Années 1873, 1874 et 1875. <i>Epuisé.</i>                                                                                                                                                      |         |
| — Année 1876. 1 vol. gr. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).                                                                                                                     |         |
| — Années 1877 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                            | 12 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                              | 0 fr.   |
| Table du Bulletin (1863-1880). 1 vol. gr. in-8°                                                                                                                                                  | 3 fr.   |
| Annuaire de législation étrangère. Première année (1872). — 1 vol. gr. in-8° — Prix                                                                                                              | 35 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                              | 20 fr.  |
| — Année 1873 ( <i>Epuisé</i> ).                                                                                                                                                                  |         |
| — Années 1874 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                            | 18 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société.                                                                                                                                             | 10 fr.  |
| — La Collection entière, moins le tome II                                                                                                                                                        | 200 fr. |
| — La Collection de 10 volumes ne comprenant pas le tome I <sup>er</sup> .                                                                                                                        | 70 fr.  |
| — La même Collection comprenant le tome I <sup>er</sup> .                                                                                                                                        | 80 fr.  |
| Annuaire de législation étrangère. — Table des matières contenues dans les trente premiers volumes dressée par M. L. Adam. Prix                                                                  | 35 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                      | 20 fr.  |
| Annuaire de législation française. Années 1882 à 1906. — Prix de chaque volume grand in-8°                                                                                                       | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société, le volume                                                                                                                                   | 2 fr.   |
| Table décennale de l'Annuaire de législation française (I. I à X). — 1 vol. gr. in-8° — Prix                                                                                                     | 3 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                      | 1 fr.   |
| Annuaire de législation française, Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les vingt premiers volumes (1882 à 1901); 1 vol. gr. in-8°. — Prix                               | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                       | 2 fr.   |
| Société de Législation comparée. — Catalogue de la Bibliothèque (2 <sup>e</sup> édition), dressé par Christian Daguin et Maurice DEFOURNELLE. 1 vol. gr. in-8°. — Prix                           | 10 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                      | 5 fr.   |
| Société de Législation comparée. — Session extraordinaire de 1889. — Célébration du vingtième anniversaire de la fondation de la Société. 1 vol. gr. in-8°. — Prix                               | 4 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                       | 2 fr.   |
| Recueil des procès-verbaux de la Commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans la loi de 1838 sur les aliénés, précédé d'une Etude par M. Ernest BERNARD. 1 vol. gr. in-8°. — Prix | 5 fr.   |
| Rapport de la Commission chargée d'étudier les diverses législations sur le notariat. in-8°. — Prix                                                                                              | 3 fr.   |
| Congrès international de droit comparé. — Procès-verbal des séances et documents. — 2 vol. gr. in-8°. Prix                                                                                       | 15 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                                                      | 10 fr.  |

COLLECTION DES PRINCIPAUX CODES ÉTRANGERS

|                                                                                                                                                                    |        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Code d'instruction criminelle autrichien de 1873, traduit et annoté par Ed. BERNARD et Ch. LYON-CAEN. 4 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>                                 |        |
| Code de commerce allemand et loi allemande sur le change, traduits et annotés par Paul GIER, Ch. LYON-CAEN, J. FLACH et J. DIETZ. 4 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>     |        |
| Code pénal des Pays-Bas (2 mars 1831), traduit et annoté par W.-J. WINTGENS. 1 vol. in-8°. — Prix                                                                  | 3 fr.  |
| Code de procédure pénale allemand (1 <sup>er</sup> février 1877), traduit et annoté par Fernand DAGUIN. 1 vol. in-8°. — Prix                                       | 12 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                        | 7 fr.  |
| Code d'organisation judiciaire allemand (27 janvier 1877), traduit et annoté par L. DUBARLE. 2 vol. in-8°. — Prix                                                  | 20 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société.                                                                                                                        | 12 fr. |
| Les Chartes coloniales et les Constitutions des États-Unis de l'Amérique du Nord, par Alphonse GOCH (tomes I, II et III). 3 vol. in-8°. — Prix                     | 15 fr. |
| Code pénal hongrois, traduit et annoté par G. MARTINEZ et P. DARRÉTE. 1 vol. in-8°. — Prix                                                                         | 7 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                         | 4 fr.  |
| Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne (30 janvier 1877), traduit et annoté par E. GLANSON, E. LEDERLIN et F.-R. DARRÉTE. 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i> |        |
| Loi anglaise sur la faillite (du 25 août 1883), traduite et annotée par Ch. LYON-CAEN. 4 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>                                                |        |
| Code de commerce portugais de 1888, traduit et annoté par E. LEHR.                                                                                                 |        |
| Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique, recueillies par Ch. LYON-CAEN et P. DELALAIN.                                             |        |
| Code pénal d'Italie de 1889, traduit et annoté par J. LACOMTE.                                                                                                     |        |
| Code civil du canton de Zurich de 1887, traduit et annoté par E. LEHR.                                                                                             |        |
| Code général des biens pour la principauté de Monténégro de 1888, traduit par R. DARRÉTE et A. RIVIÈRE.                                                            |        |
| Code d'organisation judiciaire russe, traduit par M. J. KAPNIST.                                                                                                   |        |
| Lois maritimes scandinaves, traduites par M. L. BEACHEY.                                                                                                           |        |
| Code civil portugais, traduit par MM. LANEYRIE et DUBOIS.                                                                                                          |        |
| Code de procédure criminelle espagnol, traduit par MM. VERRIER et DEFFIERRE.                                                                                       |        |
| Code civil allemand (I et II parties), traduit par MM. RUPINOT, CHALLAMEL, DEBOUT, GENT, LAMEL, LEVY, ULLMANN et SARRAILLES.                                       |        |

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ, publié par M. CARRER. — 34<sup>e</sup> année. Un an, 22 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 20 fr. — On souscrit à la Librairie générale de Droit et chez MM. Marchal, Billard et Co, à Paris.

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT MARITIME, publiée par M. AUBIAC. — 22<sup>e</sup> année. Un an, 20 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 18 fr. 50. — On souscrit à la Librairie générale de Droit, Paris. TABLE DÉCENNALE (1883-1893). — Prix 30 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 25 fr.

La Bibliothèque (16, rue du Pré-aux-Clercs) est ouverte tous les jours, sauf le Dimanche, de quatre heures et demie à six heures du soir.

# BULLETIN MENSUEL

## DE LA SOCIÉTÉ

### DE

# LÉGISLATION COMPARÉE

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret  
du 4 décembre 1873)

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

N° 10-11-12. — Octobre-Novembre-Décembre 1907.

### SOMMAIRE

|                                                                                                                                                                               | Pages. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Notice sur un règlement de l'Empire ottoman concernant les attributions des Conseils cantonaux comme justices de paix et tribunaux de simple police, par M. LAMOUCHE. . . . . | 516    |
| Note du Secrétaire général concernant l' <i>Annuaire de législation étrangère</i> . . . . .                                                                                   | 528    |
| Chronique législative. — Suède. . . . .                                                                                                                                       | 529    |
| Comptes rendus d'ouvrages. . . . .                                                                                                                                            | 540    |
| Table des matières. . . . .                                                                                                                                                   | 551    |
| Table analytique, par M. A. DARRAS. . . . .                                                                                                                                   | 557    |

## PARIS

Tout ce qui concerne la *publication du Bulletin*  
doit être adressé à la

### LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>e</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, Rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup> Arr.)

La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement  
d'une somme de 250 francs (art. 5 du règlement).

En cas de changement de qualité ou d'adresse, les Membres de la Société sont priés d'en donner avis  
au Secrétaire général, 16, rue du Pré-aux-Clercs.

## EXTRAITS DES STATUTS

- I. Une Société est instituée sous le nom de *Société de Législation comparée*.
  - II. Elle a pour objet l'étude des lois des différents pays et la recherche des moyens pratiques d'améliorer les diverses branches de la législation.
  - III. Elle nomme des correspondants à l'étranger.
  - IV. Elle ne vote sur aucune question.
  - V. On ne peut faire partie de la Société qu'après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation d'un Sociétaire.
  - VI. Le taux de la cotisation annuelle est fixé par un règlement intérieur.
- La cotisation annuelle des membres de la Société est fixée à 20 francs; le droit d'entrée à 10 francs.
- La cotisation annuelle peut être rachetée par le versement d'une somme de 250 francs.

### Anciens Présidents :

MM. LABOULAYE (1869-1871); † 1883. — RENOUDARD (1872-1873); † 1878. — DUBAURE (1875-1876); † 1881. — AUGER (1876-1877). — LAMOURIERE (1878-1879); † 1893. — GIDE (1880); † 1890. — DUVENGE (1881-1887); † 1892. — H. BARBOUX (1883-1884). — DARESTE (1885-1886). — A. RIBOT (1887-1888). — C. BURNON (1889-1890); † 1898. — H. DU BUI (1891-1892). — FÉRAUD-GIRAUD (1893-1894). — M. Ch. TRANCHANT (1895-1896). — M. Ch. LYON-CAEN (1897-1898). — M. Georges PICOT (1899-1900). — M. BÉTOLEAUD (1901-1902). — M. BAUDOUIN (1903-1904). — M. E. GLASSON (1905-1906).

### Anciens Secrétaires Généraux :

MM. Paul JOZON (1869-1872); † 1881. — Alexandre RIBOT (1873-1875). — Georges DENOIS (1876-1878). — Jules DIETZ (1879). — Raphaël GONZ (1880-1881); † 1890.

## CONVOCATION

La prochaine séance de la *Société de Législation comparée* sera fixée ultérieurement.

## SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

16, rue du Pré-aux-Clercs, 16

### 1906-1907

### TABLEAU DES CONVOCATIONS

|                                   | DÉC.<br>1906 | JANV.<br>1907 | FÉV. | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------|--------------|---------------|------|------|-------|-----|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Séances générales. . . . .        | 12           | 16            | 20   | 20   | 4     | 8   | 8    | Les séances générales ont lieu à 10 h. par semaine, à des époques fixées par le Conseil de Direction.<br>Les séances d'ordre de jour le vendredi, à 3 h. 1/2, ont lieu par mois. |
| Section de la langue anglaise. .  | 7            | 4             | 1    | 0    | 12    | 31  | 0    |                                                                                                                                                                                  |
| Section des langues du Nord. . .  | 0            | 14            | 22   | 0    | 19    | 0   | 7    |                                                                                                                                                                                  |
| Section des langues du Midi. . .  | 14           | 0             | 0    | 8    | 0     | 0   | 14   |                                                                                                                                                                                  |
| Section de la langue française. . | 21           | 25            | 0    | 1    | 26    | 0   | 21   |                                                                                                                                                                                  |



## CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1907.

### *Anciens Présidents :*

MM. AUGOC (Léon), membre de l'Institut, président du Comité de législation étrangère; BARBOUX (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; DARESTE (Rodolphe), membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation; RIBOT (Alexandre), membre de l'Institut, député, ancien ministre; DU BUIT (Henri), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier; FÉRAUD-GIRAUD, président honoraire à la Cour de cassation; TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'État; LYON-CAEN (Charles), membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris; PICOT (Georges), secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques; BÉTOAUD, membre de l'Institut, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier; BAUDOUIN (Manuel), procureur général à la Cour de cassation.

### *Président :*

M. LEROY-BEAULIEU (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

### *Anciens Vice-Présidents :*

MM. CHEYSSON, CHAUMAT, Edmond BERTRAND, Louis RENAULT, Albert GIGOT, GÉRARDIN, HUBERT-VALLEROUX, Pierre DARESTE, Auguste ARNAUNE.

### *Vice-Présidents :*

THALLER (E.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LANEYRIE (G.), conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
HÉRON DE VILLEFOSSE (Elienne), sous-chef de bureau au Ministère de la Justice.

### *Membres du Conseil :*

MM. BAILLIÈRE (Paul), docteur en droit.  
BELLOM (Maurice), ingénieur au Corps des Mines.  
COLIN (A.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
DARRAS (Alcide), chargé de conférences à la Faculté de droit de Paris.  
DE LALAIN-CHOMEL, conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
DEMOMBYNES (G.), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
DITTE (Henri), président du tribunal civil de la Seine.  
GIRAUD (Emilien), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
GUÉRIN (Lucien), chef de bureau à la Caisse des dépôts et consignations.  
HAMEL (Paul), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HUARD (Gustave), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
LARNAUDE (F.), professeur à la Faculté de droit de Paris.  
LEPELLETIER (Fernand), professeur à la Faculté libre de droit de Paris.  
PAISANT (A.), président honoraire du Tribunal civil de Versailles.  
VERNEAUX (René), chef du contentieux des Messageries maritimes.  
N...

### *Anciens Secrétaires généraux :*

MM. DUROIS (Georges), ancien magistrat, chef du contentieux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.  
DIETZ (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaire général :*

M. DAGUIN (Fernand), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaires :*

MM. THEURAULT (A.), ancien magistrat.  
DUFOURMANTELLE (Maurice), chargé de Conférences à la Faculté de droit de Paris.  
FROMAGEOT (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
CHEUVREUX (Casimir), ancien avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Secrétaires adjoints :*

MM. BURET (Daniel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
SAUVAGNAC (Marcel), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
ADAM (Léon), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
BINOCHE (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
NORMIER (René), avocat à la Cour d'appel de Paris.  
COSMAO DUMANOIR (Marcel), chef de bureau au Contentieux de la Compagnie d'assurances *La Nationale*.  
BERTHEAU (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

### *Ancien Trésorier :*

M. FLACH (Jacques), professeur au Collège de France.

### *Trésorier :*

M. ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ

|                                                                                                                                                                                           |         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Bulletin. Les trois premières années (1869-1872). 1 fort vol. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).                                                                         |         |
| — Années 1873, 1874 et 1875. Épuisé.                                                                                                                                                      |         |
| — Année 1876. 1 vol. gr. in-8° (Réserve aux membres nouveaux de la Société).                                                                                                              | 12 fr.  |
| — Années 1877 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                     | 6 fr.   |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                       | 3 fr.   |
| Table du Bulletin (1869-1880). 1 vol. gr. in-8°                                                                                                                                           | 35 fr.  |
| Annuaire de législation étrangère. Première année (1872). — 1 vol. gr. in-8°                                                                                                              | 20 fr.  |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                       | 18 fr.  |
| — Année 1873 (Épuisé).                                                                                                                                                                    |         |
| — Années 1874 à 1906. — Prix de chaque vol. gr. in-8°                                                                                                                                     | 200 fr. |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société                                                                                                                                       | 70 fr.  |
| — La Collection entière, moins le tome II                                                                                                                                                 | 80 fr.  |
| — La Collection de 10 volumes ne comprenant pas le tome I <sup>er</sup> .                                                                                                                 | 18 fr.  |
| — La même Collection comprenant le tome I <sup>er</sup> .                                                                                                                                 | 35 fr.  |
| Annuaire de législation étrangère. — Table des matières contenues dans les trente premiers volumes dressée par M. L. Adam. Prix                                                           | 20 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                | 5 fr.   |
| Annuaire de législation française. Années 1882 à 1906. — Prix de chaque volume grand in-8°                                                                                                | 2 fr.   |
| Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société, le volume                                                                                                                            | 3 fr.   |
| Table décennale de l'Annuaire de législation française (I à X). — 1 vol. gr. in-8°                                                                                                        | 1 fr.   |
| Prix                                                                                                                                                                                      | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                | 2 fr.   |
| Annuaire de législation française. Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les vingt premiers volumes (1882 à 1901); 1 vol. gr. in-8°                                | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                | 4 fr.   |
| Société de Législation comparée. — Catalogue de la Bibliothèque (2 <sup>e</sup> édition), dressé par Christian DAGUIN et Maurice DEPOCHMANTELLE. 1 vol. gr. in-8°                         | 5 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                | 4 fr.   |
| Société de Législation comparée. — Session extraordinaire de 1889. — Célébration du vingtième anniversaire de la fondation de la Société. 1 vol. gr. in-8°                                | 2 fr.   |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                | 5 fr.   |
| Recueil des procès-verbaux de la Commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans la loi de 1838 sur les aliénés, précédé d'une Étude par M. Ernest BERTHARD. 1 vol. gr. in-8° | 3 fr.   |
| Rapport de la Commission chargée d'étudier les diverses législations sur le notariat. in-8°                                                                                               | 15 fr.  |
| Prix                                                                                                                                                                                      | 10 fr.  |
| Congrès international de droit comparé. — Procès-verbal des séances et documents. — 2 vol. gr. in-8°                                                                                      |         |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                                                |         |

COLLECTION DES PRINCIPAUX CODES ÉTRANGERS

|                                                                                                                                                            |        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Code d'instruction criminelle autrichien de 1873, traduit et annoté par Ed. BERTHARD et Ch. LYON-CAEN. 1 vol. in-8°. Épuisé.                               |        |
| Code de commerce allemand et loi allemande sur le change, traduits et annotés par Paul GIDE, Ch. LYON-CAEN, J. PLANCHÉ et J. DASTÈS. 1 vol. in-8°. Épuisé. |        |
| Code pénal des Pays-Bas (2 mars 1881), traduit et annoté par W.-J. WINTGENS. 1 vol. in-8°                                                                  | 3 fr.  |
| Prix                                                                                                                                                       | 12 fr. |
| Code de procédure pénale allemand (1 <sup>er</sup> février 1877), traduit et annoté par Fernand DAGUIN. 1 vol. in-8°                                       | 7 fr.  |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                 | 20 fr. |
| Code d'organisation judiciaire allemand (27 janvier 1877), traduit et annoté par L. DENARLE. 2 vol. in-8°                                                  | 15 fr. |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                 | 15 fr. |
| Les Chartes coloniales et les Constitutions des États-Unis de l'Amérique du Nord, par Alphonse GARNIER (tomes I, II et III). 3 vol. in-8°                  |        |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                 | 7 fr.  |
| Code pénal hongrois, traduit et annoté par G. MARTINEY et P. DASTÈS. 1 vol. in-8°                                                                          | 4 fr.  |
| Prix                                                                                                                                                       |        |
| Prix réduit pour les membres de la Société                                                                                                                 |        |
| Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne (30 janvier 1877), traduit et annoté par E. GLASSON, E. LEBERLIX et P.-R. DASTÈS. 1 vol. in-8°. Épuisé. |        |
| Loi anglaise sur la faillite (du 25 août 1883), traduite et annotée par Ch. LYON-CAEN. 1 vol. in-8°. Épuisé.                                               |        |
| Code de commerce portugais de 1888, traduit et annoté par E. LENO.                                                                                         |        |
| Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique, recueillies par Ch. LYON-CAEN et P. DELALAIN.                                     |        |
| Code pénal d'Italie de 1889, traduit et annoté par J. LACORTA.                                                                                             |        |
| Code civil du canton de Zurich de 1887, traduit et annoté par E. LENO.                                                                                     |        |
| Code général des biens pour la principauté de Monténégro de 1888, traduit par N. DASTÈS et A. RIVIÈRE.                                                     |        |
| Code d'organisation judiciaire russe, traduit par M. J. KAPNIT.                                                                                            |        |
| Lois maritimes scandinaves, traduites par M. L. BRACHET.                                                                                                   |        |
| Code civil portugais, traduit par MM. LANEYRIE et DUBOIS.                                                                                                  |        |
| Code de procédure criminelle espagnol, traduit par MM. VERDIER et DEPRINS.                                                                                 |        |
| Code civil allemand (I et II parus), traduit par MM. BENOIST, CHALLABEL, DUBOIS, GENT, HAMEL, LEVY, ULLMANN et SAILLIER.                                   |        |

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ, publié par M. CLENET. — 31<sup>e</sup> année. Un an, 22 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 20 fr. — On souscrit à la Librairie générale de Droit et chez MM. Marchal, Billard et Co, à Paris.

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT MARITIME, publiée par M. AUTMAN. — 22<sup>e</sup> année. Un an, 20 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 18 fr. 50. — On souscrit à la Librairie générale de Droit, Paris. TABLE DÉCENNALE (1883-1893). — Prix 30 fr. Prix réduit pour les membres de la Société, 25 fr.











